ASSEMBLÉE NATIONALE

RECUEIL

des textes authentiques

DES

PROGRAMMES

ET

ENGAGEMENTS ÉLECTORAUX

des Députés proclamés élus

à la suite des élections générales

des 23 et 30 Juin 1968

DRESSÉ PAR LES SOINS

DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

TOME I

(Ain à Meuse)

PARIS

IMPRIMERIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1969

ASSEMBLÉE NATIONALE

RECUEIL
des textes authentiques
DES
PROGRAMMES
ET
ENGAGEMENTS ÉLECTORAUX

des Députés proclamés élus

à la suite des élections générales

des 23 et 30 Juin 1968

DRESSÉ PAR LES SOINS
DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

TOME I
(Ain à Meuse)

PARIS
IMPRIMERIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
—
1969

AVANT-PROPOS

Il est de tradition, à chaque publication du « Barodet », d'en rappeler l'origine, d'insister sur sa continuité et de souligner les nouveautés en sa présentation.

Nous ne faillirons pas à la coutume.

Toutefois nous croyons intéressant de préciser l'évolution de ce recueil quant à son utilité et quant au processus de son élaboration.

En septembre 1881 M. Barodet fit une adroite réponse à un discours assez opportuniste prononcé par Gambetta en demandant la rédaction d'un cahier des professions de foi des nouveaux élus qui déterminerait « la nature et la portée des réformes réclamées par le pays ».

Cette proposition, qui évoquait les cahiers de doléances du passé, fut, après des fortunes diverses, adoptée finalement le 7 février 1882.

Dans la conception première, rappelons-le comme en 1967, le recueil était l'annexe d'un rapport établi, dans chaque législature, par une Commission de 22 membres, nommée pour opérer le dépouillement des professions de foi et programmes électoraux et dresser un tableau des vœux et volontés qui y étaient exprimés.

Peu à peu les rapports de la Commission apparurent moins intéressants, moins nécessaires que les annexes qui rassemblaient convictions et programmes.

La Chambre des Députés, le 8 juin 1939, renonça à nommer la Commission de 22 membres et adopta une résolution qui remettait désormais au Secrétariat général le soin d'établir ce recueil.

C'est aujourd'hui l'objet de l'article 161 du Règlement. C'est donc en vertu de ce texte que sont publiés ci-après les programmes de tous les candidats qui ont été proclamés élus à la suite des élections générales des 23 et 30 juin 1968.

Ajoutons qu'en vertu d'une décision prise par le Président de l'Assemblée Nationale en novembre 1966, après l'indication de chaque circonscription électorale de la métropole et des D.O.M., est mentionnée la composition de la circonscription telle qu'elle est déterminée dans le tableau annexé à l'article L 125 du Code électoral.

*
* *

On trouvera, à la fin du tome II du présent recueil, la liste alphabétique des Députés proclamés élus avec l'indication du département qu'ils représentent.

ABRÉVIATIONS

C	Groupe communiste.
F.G.D.S.	Groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste.
P.D.M.	Groupe Progrès et démocratie moderne.
R.I.	Groupe des Républicains indépendants.
U.D.R.	Groupe d'Union des démocrates pour la République.

NOTA

Les initiales indiquent le groupe politique auquel l'élu s'est inscrit au début de la législature.

DÉCLARATIONS POLITIQUES

remises à la présidence de l'Assemblée Nationale le 11 juillet 1968, en application de l'article 19 du Règlement de l'Assemblée Nationale.

GROUPE D'UNION DES DÉMOCRATES POUR LA RÉPUBLIQUE

Les députés soussignés déclarent constituer à ce jour un groupe qui prend le nom de Groupe d'Union des Démocrates pour la République.

Ce groupe, conscient des responsabilités qui s'imposent à la majorité, dans le respect de la volonté souveraine du peuple français, s'assigne pour tâche de poursuivre par son action l'œuvre de rénovation nationale entreprise dans les domaines politique, économique, social et international, et notamment de :

— veiller au bon fonctionnement des institutions républicaines que la France s'est données et les défendre contre toute tentative de subversion et toute entreprise totalitaire,

— faire vivre la V[e] République dans l'esprit de liberté, de participation et de progrès qui anime le général de Gaulle, élu de la Nation,

— promouvoir une vraie démocratie sociale tant par les réformes de structures que par la mise en œuvre d'une politique destinée à assurer la sécurité de l'emploi, une meilleure répartition des revenus et le logement des Français,

— poursuivre, à partir du plan de modernisation et d'équipement, ainsi que de l'aménagement du territoire, l'essor industriel, agricole, artisanal et commercial dont dépend l'équilibre régional profitable aux collectivités locales ; leur coopération à cette action doit être largement assurée,

— garantir, par l'expansion économique, une politique de la famille, de la promotion des travailleurs et de l'amélioration du sort des personnes âgées,

— donner à la jeunesse, grâce à un enseignement démocratique et à une université profondément rénovée, ainsi qu'à la Nation, grâce à une action d'éducation permanente, les moyens scientifiques, techniques et sportifs de se former pour les tâches qui l'attendent, développer la conscience civique, économique et sociale des Français et faire ainsi de la France un pays fort qui ait le goût d'agir et d'entreprendre,

— veiller à ce que progresse dans le respect des libertés une coopération confiante et féconde entre la France et les pays en voie de développement, notamment ceux qui ont obtenu d'elle leur indépendance,

— défendre, en toutes circonstances et sur tous les plans, l'indépendance nationale,

— développer la puissance de la France, tenir ses engagements dans le cadre de ses alliances, y obtenir de ses partenaires l'observation d'une solidarité rigoureuse et participer à l'édification d'une Europe unie dans le respect des responsabilités propres à chaque Etat,

— travailler à l'équilibre international, et notamment développer les relations entre l'Est et l'Ouest en vue d'assurer une paix durable.

Signée de : MM. Abdoulkader Moussa Ali, Alloncle, Ansquer, Aubert, Aymar, Bailly, Pierre Bas, Baumel, Bayle, Bégué, François Bénard, Mario Bénard, de Bennetot, Bérard, Beraud, Berger, Bernasconi, Beylot, Albert Bignon, Charles Bignon, Billecocq, Billotte, Bisson, Blary, Boinvilliers, Bord, Bordage, Borocco, Boscher, Bouchacourt, Robert Boulin, Georges Bourgeois, Bourges, Bourgoin, Bousseau, Bozzi, Bressolier, Brial, Bricout, Briot, Buot, Pierre Buron, Antoine Caill, René Caille, Caldaguès, Calméjane, Capitant, Carter, Cassabel, Catalifaud, Catry, Chaban-Delmas, Chalandon, Chambon, Charbonnel, Charié, Edouard Charret, Chaumont, Chauvet, Chirac, Clavel, Clostermann, Cointat, Collette, Collière, Comiti, Arthur Conte, Pierre Cornet, Maurice Cornette, Coumaros, Couve de Murville, Couveinhes, Cressard, Damette, Danel, Danilo, Dassault, Debré, Dechartre, Degraeve, Delahaye, Delatre, Deliaune, Louis Delmas, Delong, Dumas, Dupont-Fauville, Dusseaulx, Duvillard, Albert Ehm, Fagot, Falala, Edgar Faure, Jean Favre, Feuillard, Flornoy, Fontaine, Fortuit, Fossé, Fouchet, Foyer, Frey, Galley, de Gastines, Georges, Gerbaud, Germain, Giacomi, Gissinger, Godefroy, Godon, Gorse, de Grailly, Granet, Grondeau, Grussenmeyer, Guéna, Olivier Guichard, Guilbert, Guillermin, Habib-Deloncle, Léo Hamon, Hauret, Mme de Hauteclocque, MM. Hébert, Helène, Herman, Herzog, Hinsberger, Hoffer, Inchauspé, Marc Jacquet, Jacquinot, Jacson, Jalu, Michel Jamot, Pierre Janot, Jarrot, Jeanneney, Jenn, Joxe, Julia, Kaspereit, Kédinger, Krieg, Labbé, Lacagne, La Combe, Lassourd, Laudrin, Lebas, Le Bault de la Morinière, Lecat, Le Douarec, Lelong, Lemaire, Lepage, Leroy-Beaulieu, Le Tac, Le Theule, Limouzy, Liogier, de Lipkowski, Lucas, Luciani, Macquet, Mainguy, de la Malène, Marcenet, Marcus, Marette, Marie, Claude Martin, Massoubre, Mauger, Mazeaud, Menu, Mercier, Messmer, Michelet, Miossec, Mirtin, Missoffe, Modiano, Ahmed Mohamed, Moron, Arthur Moulin, Mourot, Narquin, Nessler, Neuwirth, Nungesser, Offroy, Ortoli, Jean-Paul Palewski, Papon, Pasqua, Peretti, Perrot, Camille Petit, Peyrefitte, Peyret, Plantier, Mme Ploux, MM. Poirier, Pompidou, Poncelet, Pons, Robert

Poujade, de Poulpiquet, Pierre Pouyade, de Préaumont, René Quentier, Rabourdin, Radius, Réthoré, Henry Rey, Ribadeau Dumas, Ribes, René Ribière, Jacques Richard, Lucien Richard, Ritter, Rivain, Rives-Henrys, Paul Rivière, Rivierez, de Rocca Serra, Rolland, David Rousset, Claude Roux, Ruais, Sabatier, Saïd Ibrahim, Louis Sallé, Sanguinetti, Santoni, de Sarnez, Sibeud, Souchal, Sourdille, Sprauer, Stirn, Taittinger, Alain Terrenoire, Louis Terrenoire, Thillard, Thorailler, Tomasini, Tondut, Torre, Tremeau, Triboulet, Tricon, Mme Troisier, MM. Trorial, Valenet, Valleix, Louis Vallon, Vandelanoitte, Jacques Vendroux, Jacques-Philippe Vendroux, Vertadier, Robert-André Vivien, Alban Voisin, Wagner, Weinman, Westphal, Ziller et Zimmermann.

GROUPE DES RÉPUBLICAINS INDÉPENDANTS

Le groupe des Républicains indépendants se fixe comme objectif prioritaire la préparation de l'avenir politique, économique et social de la France.

Il situe son action dans le cadre des institutions de la Ve République. Il choisit de l'exercer au sein de la majorité.

Il entend répondre par des propositions nouvelles à la volonté de changement qui s'est largement exprimée dans le pays.

Il place en tête de ses préoccupations un certain nombre d'objectifs :

Il soutient la politique de paix poursuivie par le chef de l'Etat, il est décidé à participer à la construction de l'Europe suivant un calendrier et des modalités bien déterminés ;

Il juge indispensable de faire franchir à la collectivité nationale une nouvelle étape de transformation sociale. Il a également conscience, au moment de l'ouverture des frontières entre les six pays, de la nécessité d'assurer le succès de l'économie française dans la compétition internationale. Le progrès économique et la justice sociale sont étroitement solidaires : les mutations profondes du monde contemporain imposent une politique économique orientée vers l'efficacité et la productivité. Mais l'économie doit être mise au service de l'homme. Une expansion économique rapide et soutenue peut seule permettre de garantir l'emploi, d'accroître régulièrement le pouvoir d'achat et de fournir les ressources nécessaires à la correction des inégalités sociales.

Conscient de l'importance nationale que représentent pour la France la montée et la poussée de sa jeunesse, il demande que soient mis en place des moyens d'éducation et de formation à tous les niveaux, adaptés aux besoins et aux méthodes de notre temps, et ouverts sur la réalité du monde moderne, ainsi que des mécanismes précis assurant l'emploi des jeunes.

Un dialogue constant et l'existence de rapports organisés avec le Gouvernement sont les conditions nécessaires à la pleine réalisation de ces objectifs.

Traditionnellement respectueux de la liberté individuelle de vote, il se déclare convaincu de la nécessité d'aboutir sur les grands problèmes, et après des délibérations objectives, à l'unité de vue.

Signée de : MM. d'AILLIÈRES, ANTHONIOZ, ARNOULD, André BEAUGUITTE, BETTENCOURT, BICHAT, Raymond BOISDÉ, Pierre BONNEL, Christian BONNET, BOSCARY-MONSSERVIN, BOYER, BROCARD, DE BROGLIE, Georges

Caillau, Paul Caillaud, Cattin-Bazin, Chamant, Couderc, Delachenal, Bertrand Denis, Deprez, Destremau, Dijoud, Dominati, Ducray, Durieux, Duval, René Feït, Gardeil, Gerbet, Olivier Giscard d'Estaing, Valéry Giscard d'Estaing, Griotteray, du Halgouët, Icart, Michel Jacquet, Joanne, Malaud, Marcellin, Hubert Martin, Maujouan du Gasset, Mondon, Morison, d'Ornano, Paquet, Jean-Claude Petit, Pianta, Poniatowski, Renouard, Schnebelen, Soisson, Tissandier, de La Verpillière, Vitter, de Vitton, Voilquin et Weber.

GROUPE DE LA FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET SOCIALISTE

Les membres du groupe de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste à l'Assemblée Nationale se proposent de poursuivre dans l'exercice de leur mandat l'exécution d'un programme conforme aux principes suivants :

I. — La démocratie socialiste fait confiance à l'homme et croit en sa perfectibilité. Son but est d'établir une société de liberté, de justice, d'égalité et de solidarité, libérant la personne humaine de toutes les servitudes qui l'oppriment et assurant à l'homme, à la femme et à l'enfant le plein exercice de leurs facultés et de leurs droits politiques, économiques et sociaux.

II. — *L'homme opprimé.* — La démocratie politique a posé en France le principe de l'égalité des droits entre les citoyens. Les combats de tous ceux qui se réclamaient du socialisme ont fait progresser la justice sociale et amené un ordre économique plus humain. Mais la démocratie socialiste est encore à faire.

Dans la seconde moitié du XXe siècle, l'égalité est démentie, la liberté menacée, l'épanouissement de la personne humaine entravé tant par des discriminations naturelles que par les conditions et les structures économiques, sociales et politiques.

L'homme est opprimé sur le plan économique tant que la domination des intérêts privés l'emporte sur l'intérêt collectif, tant qu'une minorité détient ou contrôle les richesses naturelles et les grands moyens de production et d'échange, tant que la majorité reste privée du droit de gérer ce qui constitue l'essentiel de la fortune de la société.

L'homme est opprimé sur le plan social tant que les moyens de vivre en travaillant ne lui sont pas garantis, tant qu'une caste ou une classe domine les autres et les prive de l'exercice de leurs droits, du fruit de leur travail, des bénéfices de l'expansion et des bienfaits de la solidarité.

L'homme est opprimé sur le plan politique tant qu'un individu ou un groupe, confisquant à son seul profit les droits et les libertés de tous, empêche les autres de s'informer, de s'exprimer et de penser librement, de se déplacer, de se réunir et de s'associer sans entrave, de choisir leurs représentants sans contrainte et de participer en citoyens responsables aux décisions qui les concernent.

Une société qui n'assure pas à tous ceux qui en font partie, sans distinction de race, de sexe, de classe ou de fortune, le plein exercice de leurs

droits et de leurs libertés se prive de ses meilleures chances d'épanouissement.

La société vit de la liberté de ses membres et chacun d'eux vit de l'activité de tous.

III. — *L'aliénation dans la société capitaliste.* — La démocratie socialiste fait dépendre la libération humaine de la disparition de toutes ces formes d'oppression, et en particulier de celles qu'engendre nécessairement le régime capitaliste.

Malgré les progrès réalisés chaque fois que le peuple a pu participer réellement au pouvoir, les structures capitalistes aggravent en effet, lorsqu'elles ne les créent pas, la plupart de ces oppresssions. En réservant à une minorité la direction et le contrôle de l'économie et en lui assurant le monopole de productions essentielles, en laissant intervenir les intérêts privés dans la définition des besoins et dans la création de besoins fictifs, elles constituent un obstacle dans la marche de la collectivité vers le progrès et la justice.

Il n'est pas de libération humaine sans disparition des oppressions propres au système capitaliste.

Il n'est pas non plus de libération dans une société collectiviste échappant à tout contrôle démocratique.

Pour la démocratie socialiste, les droits et les libertés sont inséparables les unes des autres et les conquêtes de la démocratie politique trouvent donc leur sens et leur valeur dans l'épanouissement d'une démocratie économique et sociale.

IV. — *La société de démocratie socialiste.* — La démocratie socialiste substitue au régime de la domination des intérêts privés celui de l'intérêt collectif.

Elle supprime la monopolisation au profit d'une minorité des richesses naturelles et des grands moyens de production et d'échange. Elle en situe l'approbation au niveau de la collectivité et en remet à celle-ci la gestion, qui doit être exercée en développant le sens des responsabilité et l'esprit d'initiative.

Elle garantit la propriété individuelle, fruit du travail personnel et de l'épargne. Mais elle n'admet pas la transmission héréditaire du pouvoir économique fondé sur la gestion technocratique ou la propriété des grands moyens de production et d'échange.

Dans la société démocrate socialiste, l'Etat est un instrument mis au service de tous pour assurer et développer les libertés, pour garantir la diversité des opinions, pour promouvoir la justice sociale et pour donner un contenu concret aux droits de l'homme.

V. — *Le citoyen dans la démocratie socialiste.* — Une telle transformation ne peut être l'œuvre que des citoyens eux-mêmes.

La démocratie socialiste repose sur leur libre choix et sur leur participation aux affaires publiques. Elle développe à tous les niveaux les formes de la vie politique et civique. Elle donne à chacun l'égalité des chances par un enseignement et par une éducation permanente ouverte à tous. Elle garantit les moyens de se former, de s'informer et d'avoir accès aux grandes sources de la culture en dehors de toute vérité officielle et de toute pression dogmatique. Elle est donc attachée à la laïcité de l'Etat et de l'école, fait respecter toutes les opinions et toutes les croyances et permet à chaque conscience de se développer et de se déterminer librement.

Tous les citoyens participent ainsi à la gestion du bien commun par le libre exercice de leurs droits politiques, par l'intervention active des syndicats dans l'orientation de l'économie et par les formes multiples d'action qu'apportent la socialisation, la coopération et la municipalisation. Maîtres du progrès scientifique et de la technologie, ils font de l'expansion continue de l'économie un moyen au service de l'homme.

VI. — *La paix et la solidarité internationale.* — Pour la démocratie socialiste, la paix est le bien le plus précieux de l'humanité. La paix exige l'organisation de la solidarité internationale et la disparition de toutes les causes de conflit, essentiellement le nationalisme, l'impérialisme ainsi que le sous-développement, drame mondial devant lequel les démocraties socialistes affirment que la solidarité des hommes dépasse le cadre de la nation.

La démocratie socialiste estime que l'organisation économique à l'échelle mondiale, le respect de la loi internationale, la solidarité entre nations riches et nations pauvres, l'établissement d'un système efficace de sécurité collective, le renforcement des organismes internationaux d'arbitrage, le désarmement général et contrôlé, sont aujourd'hui les moyens les plus sûrs de garantir la paix.

La solidarité internationale exige également des sociétés d'hommes libres. La démocratie socialiste rejette le nationalisme, mais affirme la nécessité de respecter la liberté des collectivités nationales, car il n'y a pas d'hommes libres dans des nations sujettes.

VII. — *L'homme libéré.* — L'homme acquiert aujourd'hui une puissance sans cesse grandissante sur la nature. Elle lui apporte les moyens de triompher de servitudes qu'on croyait naguère éternelles. Mais elle crée aussi les conditions d'oppressions nouvelles et même d'une catastrophe où périrait la civilisation.

L'humanité est donc devant un choix qui engage son destin et peut-être son existence. Les démocrates socialistes refusent la fatalité du pire. Les hommes peuvent éviter la guerre et l'esclavage. Ils peuvent empêcher une minorité de confisquer les formidables moyens de la technique et de la science pour faire naître à son profit de nouveaux privilèges. Ils peuvent maîtriser leurs conquêtes et en faire les instruments de leur libération. Il suffit qu'ils en aient la volonté.

Signée de : MM. ALDUY, Raoul BAYOU, BENOIST, BERTHOUIN, BILLÈRES, BOULAY, BOULLOCHE, BRETTES, BRUGNON, CARPENTIER, CASSAGNE, CHANDERNAGOR, CHAZELLE, DARCHICOURT, DARDÉ, DARRAS, DEFFERRE, DELELIS, DELORME, DENVERS, Emile DIDIER, DUCOS, DUMORTIER, Paul DURAFFOUR, Robert FABRE, Gilbert FAURE, Maurice FAURE, Félix GAILLARD, GAUDIN, GERNEZ, GUILLE, Pierre LAGORCE, Tony LARUE, LAVIELLE, LEBON, Max LEJEUNE, LONGEQUEUE, Jean MASSE, MASSOT, MITTERRAND, Guy MOLLET, MONTALAT, NOTEBART, PÉRONNET, PHILIBERT, PIC, PLANEIX, Charles PRIVAT, REGAUDIE, SAINT-PAUL, SAUZEDDE, SCHLŒSING, SPÉNALE, Mme Jacqueline THOME-PATENÔTRE, MM. Francis VALS, Antonin VER et VIGNAUX.

GROUPE COMMUNISTE

Le Parti Communiste Français déploie son activité pour que la masse des travailleurs et l'ensemble des démocrates soient gagnés à la lutte pour le socialisme — objectif fondamental du parti — et pour que se réalisent ainsi les conditions de l'avènement, de l'édification et de la sauvegarde d'une société nouvelle, juste, humaine et libre.

Le Parti Communiste proclame qu'aujourd'hui l'objectif essentiel est d'en finir avec le pouvoir des monopoles et de le remplacer par une démocratie véritable.

Cette lutte est menée au grand jour, dans la légalité, par les communistes qui s'attachent de façon permanente à la défense des avantages acquis dans l'action par les travailleurs et qui veillent à combattre toutes les atteintes que le pouvoir personnel peut porter à la démocratie.

Le Parti Communiste Français travaille à unir dans l'action la classe ouvrière et toutes les couches de la population lésées par la politique actuelle. Il s'emploie à la constitution d'un vaste rassemblement majoritaire de toutes les forces de progrès.

La condition la plus propice à ce rassemblement est l'accord entre les partis de gauche et les organisations démocratiques sur la base d'un programme commun de gouvernement.

Les députés communistes défendront à l'Assemblée Nationale le programme adopté par le XVIIIe congrès du Parti.

Ce programme correspond au caractère de l'étape actuelle du développement de notre pays. Il exclut tout retour au passé d'instabilité et d'impuissance qui a ouvert le chemin au régime gaulliste. C'est un programme démocratique et social avancé, dirigé contre la toute-puissance du grand capital industriel et financier, dans l'intérêt du peuple et de la nation.

Dans l'ordre politique, ce programme fonde la stabilité du Gouvernement, responsable devant une véritable Assemblée Nationale élue au scrutin proportionnel, sur l'entente des partis démocratiques et le soutien actif des masses populaires.

Dans l'ordre économique, ce programme fonde l'expansion sur la nationalisation des secteurs-clés de l'économie, sur la gestion démocratique des entreprises nationales, sur la réduction des dépenses improductives, sur une réforme démocratique de la fiscalité, sur la mise en valeur de toutes les ressources du pays selon un plan démocratique de développement et sur une réforme démocratique des collectivités territoriales.

Dans l'ordre social, ce programme met l'accent sur le plein emploi,

sur l'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail et la garantie des ressources, sur la juste rémunération du travail paysan, sur la mise en place d'une université moderne et la réforme démocratique de l'enseignement dans le respect de la laïcité de l'école, sur les problèmes du logement et de la santé publique, sur la défense des intérêts de la jeunesse, sur le sort des personnes âgées et des handicapés.

Dans l'ordre international, ce programme préconise une politique cohérente de paix, de solidarité avec les peuples opprimés ou récemment libérés, de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement.

Malgré la composition de l'Assemblée Nationale, aggravée par le mode de scrutin antidémocratique, le groupe communiste mettra tout en œuvre pour défendre au Parlement cette politique de progrès social, d'expansion économique, d'indépendance nationale, de liberté et de paix. Il le fera avec le souci constant de renforcer l'action commune, de faire progresser l'unité des forces ouvrières et démocratiques, afin de préparer l'instauration d'une démocratie nouvelle et, au-delà, l'avènement d'une France socialiste.

Signée de : MM. Andrieux, Robert Ballanger, Raymond Barbet, Virgile Barel, Berthelot, Billoux, Bustin, Cermolacce, Ducoloné, Dupuy, Duroméa, Fajon, Léon Feix, Fiévez, Garcin, Gosnat, Houël, Lamps, Leroy, Lolive, Waldeck L'Huillier, Musmeaux, Nilès, Odru, Mme Prin, MM. Ramette, Rieubon, Waldeck Rochet, Roger, Roucaute, Mme Vaillant-Couturier, MM. Védrines et Pierre Villon.

GROUPE PROGRÈS ET DÉMOCRATIE MODERNE

Les députés soussignés, libres de leur vote conformément à l'article 27 de la Constitution, déclarent se réunir en un groupe parlementaire Progrès et Démocratie moderne pour atteindre en commun dans la présente législature les objectifs indiqués ci-dessous :

A. — *Dans un cadre d'action démocratique.*

Respectueux de la volonté clairement exprimée par les Français, le groupe Progrès et Démocratie moderne comme dans la précédente législature entend placer son action dans le strict respect de la loi et d'abord de la Constitution. Il défendra l'exercice de toutes les libertés fondamentales et notamment l'objectivité de l'information. Il s'efforcera d'assurer une évolution libérale dans les territoires d'outre-mer pour permettre à leurs populations d'être mieux associées à la solution des problèmes qui les concernent.

Dans ce cadre, une profonde réforme des structures de l'Etat s'impose. Elle implique une refonte de l'administration par une déconcentration des pouvoirs, l'élection d'assemblées régionales dotées de la personnalité juridique et financière. Elle implique parallèlement un aménagement concerté du territoire par une décentralisation économique organisée dans le Plan et orientée par l'Etat C'est notamment dans cette perspective que le groupe Progrès et Démocratie moderne demande une révision du Ve Plan de développement économique et social qui devra comporter une concentration des moyens sur les investissements productifs notamment pour les zones défavorisées et l'intégration d'une programmation sociale dans les équilibres globaux du Plan. Le VIe Plan élaboré de façon démocratique à tous les échelons et projeté d'une manière régionale, devra développer l'esprit d'initiative et la liberté d'entreprise. Chacun pourra y inscrire alors ses espoirs et en accepter les disciplines.

B. — *Pour une société nouvelle.*

Cette prise de responsabilité doit être organisée dans tous les cadres et à tous les niveaux :

Dans les universités, les enseignants et les étudiants doivent participer aux réformes de structures, de méthodes et de programmes. L'adaptation

de notre enseignement dans tous les ordres et dans tous les degrés appelle aussi la participation des familles pour que la formation des jeunes corresponde aux perspectives de l'économie et de la société modernes.

Dans l'activité professionnelle, une information complète et loyale, des garanties réelles pour l'exercice des droits syndicaux, des discussions libres et paritaires, des conventions collectives et généralisées préciseront les modalités d'une participation de chacun aux différents niveaux de l'activité économique dans le cadre général que la loi française aura à fixer et à harmoniser avec la législation des pays de la Communauté économique européenne.

L'activité économique et le progrès social dépendent du rythme d'expansion qui sera donné tout au cours de la législature à l'économie française. Le développement dépend de la puissance de recherche et de la capacité d'investissement qui seront dégagées. Il appartient à cet égard à l'Etat de stimuler l'initiative privée et de promouvoir l'initiative publique. Toute pratique de déflation, même inspirée par des préoccupations monétaires, provoquerait avec la récession le chômage. Le groupe Progrès et Démocratie moderne suggérera les initiatives nécessaires pour assurer le plein emploi des hommes et des équipements. Il proposera une série de mesures de lutte contre le chômage, considérant qu'il n'est pas de devoir plus impérieux que d'offrir aux jeunes des emplois et que de garantir aux adultes un travail.

L'arrivée à l'âge actif des générations nées après la guerre, les mutations technologiques en cours dans certains secteurs, l'évolution constatée dans les structures agricoles posent, avec une acuité accrue, ce problème de l'emploi.

Une agriculture moderne doit être reconnue en France comme une chance dans une Europe communautaire. Le groupe Progrès et Démocratie moderne proposera en conséquence les textes nécessaires à une politique agricole à l'échelle humaine, d'une part assurant la compétitivité de l'agriculture française, d'autre part, garantissant la parité des revenus aux agriculteurs français. Ces textes concerneront la formation des hommes, les structures de production et de commercialisation, des actions spécifiques par région naturelle, la transformation des produits agricoles.

La solidarité sociale exige de faire participer aux fruits de l'expansion toutes celles et tous ceux qui ne peuvent y contribuer : les personnes âgées, les veuves, les handicapés, les enfants inadaptés, etc. De nouvelles formes d'entraide sociale seront à cet effet présentées par le groupe Progrès et Démocratie moderne. Dans cette recherche de solidarité, le groupe proposera également une série de réformes concernant la sécurité sociale et la fiscalité. Cette solidarité implique qu'il soit mieux tenu compte des intérêts matériels et moraux des familles dont le premier droit est celui à un logement décent.

C. — *Pour un monde solidaire.*

Cette société nouvelle que le groupe Progrès et Démocratie moderne contribuera à construire par la loi, société de développement, de solidarité et de responsabilité, doit trouver son épanouissement dans le cadre européen. Le groupe s'emploiera à provoquer l'harmonisation des législations et des réglementations concernant la fiscalité, le droit social, la recherche, le droit des sociétés, l'énergie, les transports, la monnaie et, d'une manière générale, à donner au Marché commun sa pleine signification économique et politique.

Le souci d'indépendance conduit nécessairement à la construction de l'Europe. Le groupe Progrès et Démocratie moderne proposera, par ses députés à l'Assemblée Nationale et par ses représentants au Parlement européen, des actions communes susceptibles de donner à une Europe ouverte une force accrue.

L'action diplomatique de la France, maintenue dans le camp de la liberté et ouverte au monde, trouverait un prolongement fécond pour contribuer à la sécurité collective, au désarmement général et à la coopération internationale, notamment en faveur des pays du tiers-monde où se joue sans doute notre destin et où se mesure déjà notre morale.

Le groupe Progrès et Démocratie moderne s'emploiera à faire jouer dans ces perspectives tout son rôle, mais rien que son rôle, à l'Assemblée Nationale, conformément à la Constitution. Ce rôle est à la fois de contrôler l'action du Gouvernement et d'opérer les réformes par la loi. Le droit d'initiative et d'amendement permet que les réformes, mieux discutées, soient mieux acceptées et alors mieux appliquées. L'avenir de notre pays, le sens de l'Etat et l'intérêt national dicteront seuls l'attitude des membres du groupe Progrès et Démocratie moderne.

Signée de : MM. ABELIN, ACHILLE-FOULD, BARBEROT, Jacques BARROT, BOUDET, BOURDELLÈS, BRUGEROLLE, CAZENAVE, CHAZALON, CLAUDIUS-PETIT, COMMENAY, CORMIER, DRONNE, DUHAMEL, Michel DURAFOUR, FONTANET, FOUCHIER, HALBOUT, IHUEL, MÉDECIN DE MONTESQUIOU, OLLIVRO, PIDJOT, René PLEVEN, POUDEVIGNE, ROSSI, SALLENAVE, SANFORD, STEHLIN et SUDREAU.

PROGRAMMES ET ENGAGEMENTS ÉLECTORAUX

AIN

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bâgé-le-Châtel, Bourg-en-Bresse, Ceyzériat, Coligny, Montrevel, Pont-d'Ain, Pont-de-Vaux, Pont-de-Veyle, Saint-Trivier-de-Courtes, Treffort.

Paul BARBEROT

(Candidat du Centre progrès et démocratie moderne)

élu le 30 juin 1968

(P.D.M.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Quinze mois après une élection législative où, pour la deuxième fois, vous m'avez accordé votre confiance, ce dont je vous remercie, une autre consultation vous appelle à vous prononcer sur l'avenir de la France.

Nous disons : non à la division de la France en deux blocs hostiles, oui à la participation, oui à l'autorité et à la discipline.

Trois voies aujourd'hui vous sont offertes :

— Changer de politique et aussi de République. Cela est le désir du Parti communiste. Nous la refusons.
— Ne changer ni de politique ni de République. C'est le souhait de la majorité sortante. Nous avons eu les événements du mois dernier. Nous ne pouvons l'accepter.
— Changer de politique sans changer de République. C'est le souhait aujourd'hui des Français lucides. C'est le nôtre.

Il faut changer de politique.

Après l'affrontement d'hier, pour que renaisse l'unité du Pays, les mots ne suffisent pas.

Il faut des actes et des réformes.

Changer de priorités.

Assurer le plein emploi. Empêcher que la hausse des prix dépasse les avantages acquis. Construire le pays et l'équiper. Procurer et soutenir les débouchés nécessaires à l'agriculture française.

Changer de méthodes.

— Mettre les députés devant un autre choix que l'équation simpliste : censure ou abandon de responsabilités,
— Offrir à tous une information complète et objective,
— Permettre le dialogue,
— Rejeter la facilité des pouvoirs spéciaux.

Changer de dimensions.

Pour cela, travailler dans le cadre d'une Europe unie, obtenant ainsi la puissance et l'indépendance, donnant le progrès industriel et les garanties à l'agriculture.

Une telle politique permettra :

— les réformes nécessaires dans l'Administration, l'Université et dans la vie sociale,
— d'obtenir la paix civile, condition de la paix du Monde,
— la relance de l'économie, avec son corollaire « le plein emploi »,
— la décentralisation des responsabilités,
— enfin, la justice sociale dans toutes les activités et pour toutes les générations.

Cette politique devra se traduire pour notre département par la création d'emplois, par un complément d'équipement industriel, hospitalier, routier, télécommunications et apporter une amélioration dans la vie agricole.

Une politique nouvelle exige une majorité transformée.

Si la France continue à être divisée en deux blocs, la guerre civile, évitée hier, sera le fait de demain... et le général de Gaulle ne sera plus là.
Même majorité, mêmes risques, mêmes erreurs, mêmes conséquences.

Il faut réconcilier les Français, il faut rassembler dans une nouvelle majorité élargie tous ceux qui veulent, dans une véritable démocratie :

— éviter le déchirement,
— sauver toutes les chances du Pays.

C'est notre but et avec la majorité des Français nous voulons la participation et la paix civile.

Fidèle à mes idées et à mon option politique, je continuerai, en équipe, au plan national comme au plan local, l'action, la collaboration, le contact, le dialogue, comme je l'ai pratiqué depuis 1945 sur mon plan de professionnel, de syndicaliste, de responsable local et, depuis plus de cinq années, comme député de cette première circonscription « Bresse ».

Investi par le groupe « Centre-Progrès et démocratie moderne », et en équipe, c'est en toute confiance que je me présente à vos suffrages.

Paul BARBEROT
Entrepreneur — Vice-Président du Syndicat des entrepreneurs
Président de la Caisse des congés payés du bâtiment
Maire de Bourg-en-Bresse
Président de l'Association des maires de l'Ain
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Jean-Marie BEAUDET
Agriculteur
Conseiller municipal de Laiz
Président des Organismes départementaux de l'habitat rural

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Je remercie les 16.413 électrices et électeurs qui m'ont apporté leurs suffrages et, malgré l'âpreté de la lutte, m'ont ainsi placé sur la voie du succès, au premier rang de tous les candidats.

Les moyens employés contre ma candidature — et quels moyens ! — n'ont pas réussi à entamer la confiance qui m'était accordée depuis six ans. Ce vote est une approbation de la politique de réflexion, de sagesse, de service que je me suis efforcé de suivre.

Mais cette confiance, cette approbation me tracent une voie. Je ne veux pas les décevoir : *je suis candidat pour le deuxième tour, le 30 juin prochain.*

La campagne électorale a été courte, mais dure. On m'a souvent opposé une interprétation peu honnête des faits. Ces procédés, je ne saurais les utiliser, je les laisse à ceux qui n'ont pas craint de se déconsidérer en dépit de l'idéal auquel ils se réfèrent.

Maintes et maintes fois nous avons, dans le passé, signifié au Gouvernement notre désir de le voir modifier son style, son attitude, en ce qui concerne notamment ses rapports avec le Parlement, insuffisamment associé à la conception, à la discussion et à la mise au point de tout ce qui a trait à la conduite des affaires de la France.

Et cette exigence dans la *participation,* chaque parlementaire la doit loyalement à ses électeurs.

Nous n'avons pas été entendus et cela a créé un climat de tension et d'incompréhension regrettable.

Cela est du passé.

Il y a maintenant *un avenir* à construire autrement que par les méthodes d'hier, autrement aussi que par une politique d'aventure ou d'illégalité que le verdict populaire vient de condamner.

La voie est tracée.

Un climat nouveau de dialogue et de coopération doit remplacer et éviter les affrontements d'hier.

Dans ce climat constructif, le Parlement, et en particulier une majorité nouvelle, plus large, enfin ouverte au dialogue, où travailleraient, côte à côte, des hommes libres, animés d'un même idéal fondamental, doit donner au Gouvernement un appareil législatif qui lui permettra de faire face aux grands impératifs de demain :

— *garder* leur efficacité aux justes mesures sociales récentes, en jugulant la hausse des prix,
— *opérer* l'indispensable réforme de l'Université française par l'appel à la collaboration de tous ceux qui sont concernés,
— *offrir* à tous une information complète et objective,
— *promouvoir* la vraie justice sociale en œuvrant pour le plein emploi et le droit au travail pour tous,
— *stimuler* la production dans tous les domaines, équiper le pays pour lui donner la place qu'il mérite dans la conjoncture économique internationale,
— *contribuer* à l'établissement et au maintien de la paix dans le monde.

Cette tâche immense, je m'efforcerai d'y participer de toutes mes forces, comme je le fais sur le plan municipal, dans la fidélité à mes idées et dans le seul désir de servir mes concitoyens et mon Pays.

Paul BARBEROT

Entrepreneur — Vice-président du Syndicat des entrepreneurs
Président de la Caisse des congés payés du bâtiment
Maire de Bourg-en-Bresse
Président de l'Association des maires de l'Ain
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Jean-Marie BEAUDET

Agriculteur
Conseiller municipal de Laiz
Président des Organismes départementaux de l'habitat rural

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Belley, Bellegarde-sur-Valserine, Brénod, Champagne-en-Valromay, Collonges, Ferney-Voltaire, Gex, Hauteville-Lompnes, Izernore, Lhuis, Nantua, Oyonnax, Poncin, Saint-Rambert-enBugey, Seyssel, Virieu-le-Grand.

M. Marcel ANTHONIOZ

(Candidat républicain indépendant Vᵉ République,
Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(R.I.)

Electrices, électeurs,

Alors que s'établit en tous domaines le bilan des sombres semaines de désordre et de violence que vient de connaître notre Pays, les Français, atterrés et angoissés, s'interrogent sur les vraies raisons de ces affrontements tragiques et sur leurs conséquences quant à l'avenir de la République et de la Nation.

Comment expliquer que les réactions d'une jeunesse dont nul ne saurait méconnaître les problèmes auxquels elle est confrontée tant sur le plan de la formation qu'au regard de l'emploi, une jeunesse consciente de ses responsabilités présentes et à venir, soucieuse de les assumer au sein d'une société à l'organisation de laquelle elle veut se trouver associée, aient pu être la cause réelle d'une épreuve de force contre l'ordre et la démocratie, contre le Pays, mettant en péril ses institutions, le conduisant aux portes de l'anarchie et de la guerre civile.

Lorsque l'on analyse ces événements, il apparaît évident que l'action entreprise et poursuivie par l'ensemble des syndicats en faveur des revendications économiques et sociales qui, pour l'essentiel, furent retenues dans le protocole d'accords conclus le lundi 27 mai entre le Gouvernement et les délégués patronaux et syndicaux, devait bien vite déborder de son cadre et se transformer en une opération uniquement politique contre le régime et la démocratie.

Ainsi s'engageait, au mépris des libertés individuelles, notamment de la liberté du travail, des avantages obtenus, des réformes retenues, un véritable processus révolutionnaire, cela à l'instigation et sous la pression d'une poignée d'agitateurs anarchistes, souvent à la solde de l'étranger, et du communisme totalitaire et de ses alliés.

Quel curieux et affligeant spectacle d'entendre se réclamer des libertés républicaines ceux dont l'action n'a pour but que de détruire la République et d'instaurer en notre Pays, contre toute légalité, un régime de dictature, de démocratie populaire, condamnant ce à quoi les Français sont le plus attachés, le respect de la liberté.

L'attitude de la majorité de l'Assemblée Nationale refusant la motion de censure déposée par le Parti communiste et la Fédération de la gauche républicaine et socialiste, témoigne de cette volonté de s'opposer à une manœuvre, lourde de conséquences pour l'avenir de notre Pays et lui permettre, dans l'ordre et le travail, de se préparer à l'échéance du 1er juillet prochain, consacrant la mise en place du Marché commun.

Face à une situation insurrectionnelle paralysant tous les secteurs de l'économie nationale et la vie publique, conduisant le Pays à la ruine, le général de Gaulle devait, solennellement et très légitimement, faire appel aux Françaises et aux Français, leur demandant, par leur vote du 23 juin, d'affirmer leur volonté en faveur du progrès, du maintien de la paix sociale, de l'ordre, de la liberté et de la défense de la République.

Le Président de la République a, dans le même moment, marqué sa ferme intention en faveur des réformes profondes que réclament notre Université et notre économie, réformes qui devront être entreprises dans les plus courts délais si l'on veut répondre aux légitimes aspirations de la jeunesse et permettre à la France, dans le travail, de retrouver sa place et ses chances compétitives sur les marchés européen et mondial.

C'est tout cela qui est en cause et qui pourra être fait si, au lendemain de la consultation électorale se dégage à l'Assemblée une large majorité nationale soucieuse de participer, en un constant dialogue, avec le Gouvernement, à la défense des institutions républicaines et à la mise en place des structures économiques et sociales, seules garantes de l'équilibre humain de la Nation.

Au sein de cette majorité, les Républicains indépendants, attachés à une action concertée et constructive, feront tous efforts en faveur de la défense de la monnaie, du maintien du pouvoir d'achat, de la stabilité des prix et de l'équilibre budgétaire. Se félicitant des récents accords de Bruxelles, ils veilleront à ce que leur application réponde aux aspirations de l'agriculture française, confrontée par ailleurs avec les difficiles problèmes que lui posent la réforme de ses structures et l'orientation de ses productions.

Sur le plan social, ils souhaitent que l'examen par le Parlement des ordonnances sur la sécurité sociale, comme l'a proposé le Gouvernement lors des entretiens de la Rue de Grenelle, permette des conclusions garantissant l'équité des prestations, tout en assurant la sauvegarde de la sécurité sociale. Ils demanderont que soient confirmées les dispositions en vue d'abaisser l'âge de la retraite et celles tendant à adapter aux réalités économiques présentes les mesures prises en faveur des personnes âgées.

Les dispositions prises à l'égard des salariés devront être complétées en deux domaines essentiels à l'équilibre humain et social : la définition d'une politique du

logement mieux adaptée aux besoins et la recherche des mesures propres à régler le douloureux problème de l'emploi.

La régionalisation administrative et une politique d'aménagement du territoire répondant aux exigences de la décentralisation devront être poursuivies afin de permettre une meilleure utilisation des ressources et possibilités du Pays, de son équipement, et faciliter ainsi la préparation du VI[e] Plan.

L'expansion demeure l'objectif principal de notre action, tout ce qui la favorisera doit être fait, ceci en évitant que les structures nouvelles nécessaires, ne compromettent les secteurs commerciaux, artisanaux et industriels traditionnels indispensables, eux aussi, à l'assise économique de notre pays.

Cette législature devra confirmer la réconciliation nationale et décider de l'amnistie totale pour tous faits attachés aux douloureux événements d'Algérie, en même temps que sera entreprise la nécessaire indemnisation des pertes subies par les rapatriés.

Etroitement liée à la construction de l'Europe la France demeurera fidèle à ses alliés de toujours et poursuivra ses efforts en faveur de la paix.

Assurer la légalité républicaine, le respect de la loi, permettre dans la paix sociale retrouvée l'expression des valeurs spirituelles et morales au sein d'une société chaque jour plus humaine, veiller au respect de toutes les libertés, condamner la violence, garantir l'objectivité et l'impartialité de l'information sous toutes ses formes, promouvoir les réformes que justifie la mutation profonde du monde moderne au regard de l'Université et des aspirations de la jeunesse française, garantir à chacun un emploi correspondant à ses capacités, répondre aux souhaits des Anciens combattants, des Prisonniers de guerre, des Déportés, des Anciens d'Algérie, tels sont nos intentions et nos objectifs.

Honoré de la confiance que depuis de longues années déjà vous avez bien voulu me témoigner et dont j'apprécie tout le prix en même temps que je mesure les responsabilités qu'elle comporte, je me permets, en me présentant à vos suffrages accompagné de mon fidèle ami M. Michel Carrier, Conseiller général de Brénod, de vous assurer que c'est en ce sens que, sur le plan national, je poursuivrai mon action. Je le ferai tout en demeurant, comme vous le savez, vigilant à l'égard des problèmes des collectivités locales, de nos régions et du département, en même temps qu'attentif aux préoccupations de chacun.

Me permettant d'espérer en votre témoignage de confiance, qui sera pour moi un précieux ncouragement, je tiens à vous renouveler mes remerciements et l'assurance de mon dévouement.

Je souhaite de tout cœur que puisse se dégager des élections du 23 juin une majorité élargie, témoignant de la volonté des Français de refuser le désordre et l'anarchie et de permettre à la France, dans le libre jeu des institutions et le dialogue constant entre le Président de la République, le Gouvernement et le Parlement, d'assurer la défense de la liberté, de la paix et de la République.

MARCEL ANTHONIOZ

Hôtelier
Député sortant
Conseiller général du canton de Gex
Vice-président du Conseil général
Maire de Divonne-les-Bains
Président de l'Office départemental du tourisme
Membre du Conseil supérieur du tourisme

Remplaçant éventuel :

MICHEL CARRIER

Exploitant agricole
Conseiller général du canton de Brénod

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ambérieu-en-Bugey, Chalamont, Châtillon-sous-Chalaronne, Lagnieu, Meximieux, Monteuel, Saint-Trivier-sur-Moignans, Thoissey, Trévoux, Villars-les-Dombes.

M. Guy de la VERPILLIÈRE

(Candidat d'Union pour la défense de la République - Républicain indépendant)
élu le 30 juin 1968
(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Après les graves événements qui ont bouleversé la France, l'importance de cette consultation électorale n'échappe à personne...

Il faut prendre parti pour ou contre la démocratie, la République, les libertés.

En effet la physionomie politique française est clarifiée, car dans les heures difficiles où l'insurrection semblait pouvoir triompher, les opposants ont montré leur vrai visage,

certains ont fait cause commune avec l'illégalité et le désordre, dont ils pensaient naïvement tirer profit...

d'autres par mauvais ou lâche calcul ont voté la censure, c'est-à-dire choisi l'abandon et la résignation

pour beaucoup l'ampleur de la menace a été une révélation.

Souvenez-vous de vos craintes et de vos appréhensions. Face au danger qui persiste et plus que jamais, il faut s'unir.

Rejetez l'illusion trompeuse et dangereuse d'une troisième force qui n'en sera jamais une, et rendra impossible la création d'une majorité efficace et constructive.

Ne vous laissez pas entrainer par des querelles locales ou des inimitiés de personnes, c'est l'intérêt national qui est en jeu.

La grande majorité d'entre vous l'a éprouvé à l'appel du général de Gaulle.

Réunissez vos suffrages pour la République moderne que nous souhaitons tous créer dans l'ordre et non dans l'anarchie.

Sur le plan international :

Trois objectifs :

— L'Europe,
— L'indépendance,
— La paix.

Sur le plan national :

Maintenir aux salariés le bénéfice des accords de Grenelle et aux agriculteurs les avantages obtenus à Bruxelles ;

Aider l'industrie française à franchir la dernière étape du Marché commun ;

Aménager la fiscalité en faveur des petites entreprises, des commerçants et des artisans pour qu'ils puissent supporter le poids des charges nouvelles ;

Assurer le plein emploi et favoriser l'intégration des jeunes dans la vie économique.

A l'Assemblée Nationale :

Examiner en priorité :

— la réforme de l'Université - Jeunesse et enseignement ;
— les ordonnances sur la sécurité sociale ;
— l'information ;
— l'économie et l'emploi.

Nous nous attacherons particulièrement à obtenir une décentralisation effective qui seule permettra le dialogue nécessaire et fructueux et fera échec à la toute puissance des technocrates trop souvent ignorants des conditions locales. Nous chercherons la meilleure voie pour obtenir une participation réelle des travailleurs à la vie de leur entreprise.

Sur le plan départemental :

Dans la circonscription dont j'étais le député depuis un an, je continuerai à suivre de près toutes les questions importantes dont dépendent notre vie quotidienne et notre avenir à tous : Zones industrielles - Plan d'urbanisme - Marais des Echets - Syndicats d'eaux - Construction de logements-foyers - Voirie - Remembrement, etc.

Dans le cadre de l'aménagement régional (C.O.D.E.R. - O.R.E.A.M.) je veillerai tout particulièrement sur les projets de ville nouvelle vers Meximieux et sur les implantations industrielles le long du Rhône, pour que ces transformations restent à l'échelle humaine sans défigurer notre cadre de vie.

Pour les communes rattachées au Rhône, ma position de délégué départemental au sein des grandes commissions régionales facilitera mon action pour les aider à résoudre les problèmes qui leur sont propres, spécialement en ce qui concerne leurs équipements collectifs (stades, écoles, téléphones, transports).

Tels sont schématiquement exposés les objectifs essentiels que, avec mon ami Michel Vittori, nous nous efforcerons d'atteindre, si vous voulez bien nous renouveler notre mandat.

En votre âme et conscience, si vous pouvez affirmer qu'il y a dix ans la vie était pour vous plus facile, qu'elle vous apportait plus de biens matériels et de loisirs, alors votez pour ceux qui ont la nostalgie du passé et qui sont restés, eux, des hommes du passé...

Si vous jugez, au contraire, que le bilan de la V[e] République est malgré tout positif, que l'amélioration de la vie de chacun et des structures existantes est nécessaire, mais qu'elle ne peut être réalisée que dans l'ordre et dans la paix sociale, faites confiance à ceux qui souhaitent au sein d'une majorité renforcée, bâtir un avenir meilleur, plus juste et plus fraternel et ***préserver de toute atteinte la République et nos libertés.***

Guy de la VERPILLIÈRE
Député sortant
Agriculteur et meunier — 45 ans
Maire de Proulieu et Lagnieu depuis 1953 — Conseiller général
Délégué du département aux organismes régionaux O.R.E.A.M.-C.O.D.E.R.

Remplaçant éventuel :

Michel VITTORI
Comptable agréé à Trévoux — 51 ans
Expert permanent auprès de la Commission départementale d'équipement
Membre de section du Conseil économique et social
Ancien résistant - Grand invalide de guerre 1939-1945

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Dimanche dernier, vous avez nettement indiqué votre refus de voir s'instaurer en France un régime que d'aucuns voulaient nous imposer. Vous avez clairement manifesté votre désir de sauvegarder les libertés et la République. Dans ce souci, vous m'avez largement exprimé votre confiance et je vous en remercie très vivement.

Dimanche prochain, vous ne vous déroberez pas à votre devoir électoral pour confirmer et faire triompher votre choix face aux coalitions contre nature.

Avec nous, vous choisirez la voie des réformes dans l'ordre et la légalité, comme moyen pour aller vers le progrès.

Avec nous, vous construirez une France moderne qui aura sa place au sein de l'Europe dans la société juste et humaine que vous souhaitez.

GUY DE LA VERPILLIÈRE
Député sortant
Agriculteur et meunier — 45 ans
Maire de Proulieu et Lagnieu depuis 1953 — Conseiller général
Délégué du département aux organismes régionaux O.R.E.A.M.-C.O.D.E.R.

Remplaçant éventuel :

MICHEL VITTORI
Comptable agréé à Trévoux — 51 ans
Expert permanent auprès de la Commission départementale d'équipement
Membre de section du Conseil économique et social

AISNE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Braine, Craonne, Laon, Marle, Neufchâtel-sur-Aisne, Rozoy-sur-Serre, Sissonne, Vailly-sur-Aisne.

M. Guy SABATIER

(Candidat Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

AVEC DE GAULLE

Chères électrices. chers électeurs,

Ces élections ont une importance capitale pour notre pays.

La démocratie est en danger.

La République est menacée par :

— le désordre ;
— l'anarchie ;
— la dictature communiste.

En votant pour Guy Sabatier vous voterez pour :

— le soutien de l'action du général de Gaulle ;
— une majorité cohérente à l'Assemblée Nationale ;
— la paix intérieure et extérieure ;
— la stabilité ;
— le progrès dans la liberté.

L'Union pour la défense de la République vous propose :

— Avec la volonté de réformer les structures qui sont périmées :
- la rénovation de l'Université notamment par l'adaptation de son enseignement et de ses examens aux nécessités modernes ;
- la participation aux responsabilités à tous les échelons des travailleurs et éléments actifs de la nation.

— Dans un souci de réconciliation nationale :
- l'amnistie totale pour les personnes condamnées en raison des événements d'Algérie.

Dans le domaine économique :

— une politique faisant appel à l'initiative privée autant qu'aux pouvoirs publics ;
— une orientation sociale de la politique économique notamment en faveur des personnes aux ressources modestes ;
— Amélioration des circuits de distribution pour faciliter l'activité commerciale et notamment celles des petites entreprises ;
— l'expansion régionale et la décentralisation ;
— une simplification et un allègement de la fiscalité en particulier pour les revenus les plus modestes.

Dans le domaine social :

Elévation du niveau de vie de chacun grâce notamment à l'augmentation de la productivité et à l'intéressement des travailleurs à la marche de l'économie.

— l'humanisation du travail et la généralisation de la formation professionnelle et sociale ;
— une politique de la jeunesse et de son adaptation au marché de l'emploi ;
— développement de la promotion sociale ;
— la protection et la sécurité des travailleurs ;
— la garantie de conditions de vie décente aux personnes âgées ;
— développement accéléré de la construction.

Sur le plan local :

— Effort énergique et efficace en faveur de l'expansion et de la modernisation, pour tous les cantons de la circonscription.

Dans le domaine agricole :

— application du Marché commun ;
— défense énergique des intérêts français au sein de l'Europe agricole ;
— effort toujours accru en faveur de la vulgarisation, de l'enseignement, de la promotion des jeunes, des investissements sociaux et techniques et de l'augmentation du revenu des agriculteurs.

Dans le domaine de l'enseignement :

— maintien et défense des principes de liberté

— Effort toujours accru :

  — en faveur de la construction de locaux scolaires,
  — en faveur du ramassage,
  — en faveur de l'amélioration de la situation du personnel enseignant.

Dans le domaine international :

— continuation de la politique de paix
— sauvegarde de l'indépendance française
— construction de l'Europe par étapes progressives
— maintien et rénovation de l'alliance atlantique
— réorganisation de l'O.N.U. pour qu'elle retrouve son autorité
— rayonnement de la France par la diffusion de sa culture et de ses techniques dans le cadre de la coopération.

Vous voterez et ferez voter pour le seul candidat qui soutienne le général de Gaulle :

GUY SABATIER
Officier de réserve
Croix de Guerre 1939-1945 avec palme
Avocat
Maire de Laon — Député sortant

Candidat d'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

LÉOPOLD DÉPREZ
Maire de Bucy-les-Pierrepont
Agriculteur

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Je remercie vivement tous ceux d'entre vous qui par vos 20.609 suffrages m'avez témoigné votre confiance ainsi qu'à mon remplaçant éventuel.

En m'accordant dès le premier tour près de la majorité absolue des voix, vous avez manifesté :

— votre confiance en de Gaulle
— votre volonté de défense de la République, de réformes nécessaires, de progrès dans l'ordre.

Il est maintenant nécessaire que vous votiez en masse :

— contre la dictature communiste
— contre le désordre.

Pour la Ve République.
Pour une majorité élargie à l'Assemblée Nationale.
Pour la participation de chacun à la prospérité, dans la justice sociale et la liberté.

Votez et faites voter

GUY SABATIER
Officier de réserve
Croix de Guerre 1939-1945 avec palme
Avocat
Maire de Laon — Député sortant

Candidat d'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

LÉOPOLD DÉPREZ
Agriculteur
Maire de Bucy-les-Pierrepont

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bohain-en-Vermandois, le Catelet, Moy-de-l'Aisne, Ribemont, Saint-Quentin, Vermand.

M. Edmond BRICOUT

(Candidat Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs de Saint-Quentin,

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, s'est déchaînée une vague de violence. Nous avons vu des drapeaux rouges, noirs, brandis par de jeunes exaltés enthousiasmés par des idées de révolution, de nouvel ordre social. Ce sont là des crises de jeunesse.

Mais nous avons vu derrière leurs drapeaux s'avancer le totalitarisme. Des hommes politiques de l'opposition ont voulu bafouer la légalité républicaine et amener un coup d'Etat qui nous aurait conduit à une dictature communiste.

La France dans son immense majorité ne veut rien de cela. Après une semaine d'angoisse, de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté d'une façon éclatante son désir d'ordre et de paix civile.

Tous, nous voulons les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions si difficiles à prendre pour gouverner un grand pays moderne et le maintenir dans la voie du progrès, mais ces réformes ne se feront que dans l'ordre et la légalité.

L'anarchie, le totalitarisme, c'est l'oppression pour tous les travailleurs, pour tous les citoyens jeunes ou vieux, et d'abord les plus défavorisés.

Nous faisons confiance au chef de l'Etat et à son gouvernement pour aider la France à franchir cette période d'adaptation de l'économie à des conditions nouvelles dans un monde troublé et souvent violent.

C'est aujourd'hui pour vous un devoir sacré que d'envoyer au Parlement des hommes fidèles décidés à défendre la République menacée et à former pour cela une majorité solide et convaincue.

Le Gouvernement a une lourde tâche.

C'est le moment de s'unir.

Vous le savez, je suis le seul candidat investi par l'Union pour la défense de la République. A trois reprises depuis 1958, vous m'avez apporté et toujours plus nombreux vos voix.

Puisque je n'ai pas démérité, vous me ferez à nouveau confiance.

Vous trouverez à mes côtés un nouveau suppléant en la personne de M. Louis Cardot, un de mes amis fidèles, dont toutes les qualités d'administrateur sérieux et compétent, d'homme droit et rigoureux, de cordialité sans flatterie, l'ont fait apprécier dans son travail et dans ses relations professionnelles et amicales.

Je regrette l'attitude de M. Jacques Braconnier que j'ai soutenu dans sa vie poli-

tique et qui, pour des raisons personnelles, a trahi l'amitié que tous ses compagnons lui portaient et renié ainsi l'idéal gaulliste de fidélité qui est le nôtre depuis plus de vingt ans.

Je laisserai aux électeurs le soin d'apprécier...

En ce qui me concerne, fidèle au général de Gaulle depuis 1940, je continuerai à être à ses côtés et à servir avec la même conscience et la même fidélité la circonscription de Saint-Quentin.

Face au communisme totalitaire, à la violence, face à leurs alliés, choisissez ceux qui veulent défendre :

— la République,
— la liberté,
— l'égalité,
— la paix sociale,

... Votez

Edmond BRICOUT
U.D. Vᵉ

Député sortant
Questeur de l'Assemblée Nationale
Conseiller général
Maire de Gouy

Remplaçant éventuel :

Louis CARDOT
Adjoint au Maire de Saint-Quentin

2ᵉ CIRCULAIRE

Electrices, électeurs de Saint-Quentin et de sa région,

Les Françaises et les Français ont manifesté clairement au premier tour des élections leur volonté d'assurer dans l'ordre et la légalité :

des réformes :

— universitaires,
— économiques,
— sociales.

Ils ont affirmé leur désir de vivre en paix dans le respect des institutions de la Vᵉ République et du Gouvernement du général de Gaulle.

Unis dans un immense rassemblement en face :

— de l'anarchie, du désordre,
— du recours à la force,
— de la violence,

ils doivent confirmer cette volonté par leur vote dimanche prochain en n'oubliant

pas que des tentatives de division vont être menées pour faire échouer ce grand mouvement populaire.

Nous avons en face de nous des hommes que rien d'autre n'animera que le désir de détruire et d'imposer par la force un gouvernement totalitaire.
Nous ne voulons plus de drapeaux rouges et noirs, d'émeutes, de nuits de terreur.
Nous voulons vivre libres et travailler en paix.

Industriels, commerçants, artisans, agriculteurs de la région de Saint-Quentin, professeurs, étudiants, employés, travailleurs manuels et intellectuels, jeunes, retraités, soucieux de nos entreprises, de nos intérêts familiaux et professionnels, attachés à nos libertés.
Nous nous retrouverons tous unis et encore plus nombreux pour voter

Edmond BRICOUT
U.D. V[e]
Député sortant
Questeur de l'Assemblée Nationale
Conseiller général
Maire de Gouy

Remplaçant éventuel :
Louis CARDOT
Adjoint au Maire de Saint-Quentin

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aubenton, la Capelle, Guise, Hirson, le Nouvion-en-Thiérache, Sains-Richaumont, Vervins, Wassigny.

M. Maurice BRUGNON

(Candidat F.G.D.S.)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Aux électrices et électeurs
de l'arrondissement de Vervins,

Vous m'avez élu député, voici quinze mois. En ce peu de temps, j'ai essayé de bien remplir le mandat que vous m'avez confié.
J'ai fait tout ce que j'ai pu, partout, pour tous, aussi bien que possible, en amicale collaboration avec vous tous.
Grâce à votre appui, je continuerai.

Malgré tant de difficultés, nous ferons mieux encore pour la Thiérache, pour la République.

Mes amis,

Depuis mon élection, j'ai pu me rendre dans toutes les communes de l'arrondissement, sans aucune exception.

Partout, j'ai trouvé l'accueil le plus sympathique et la volonté de travailler en commun pour l'avenir de notre région et le bonheur de ses habitants.

Dans les permanences que j'ai tenues, chaque mois, dans les chefs-lieux de cantons ou dans nos bourgs, et au cours des diverses manifestations qui animent nos villes et nos villages, j'ai eu le plaisir de vous rencontrer, d'être avec vous tous, dans la joie comme dans la peine.

Je me suis efforcé de rendre service à tous, sans aucun parti-pris, en toute simplicité.

Ma tâche ne s'est pas limitée à cela.

Député de tous dans l'arrondissement, je l'ai été également à Paris, à l'Assemblée Nationale, où, par la parole à la tribune, par les questions écrites, par les propositions de loi, mes interventions en faveur des écoles rurales, des retraités civils et militaires, de l'élevage, des revendications ouvrières (pouvoir d'achat, retraite à 60 ans), ont été inlassables.

Le succès n'a pas couronné tous ces efforts : une majorité inconditionnelle, un gouvernement sourd aux suggestions et seul maître de l'ordre du jour, s'opposaient aux solutions raisonnables que nous proposions et qui, si elles avaient été appliquées, auraient sans doute évité l'émeute devant laquelle le pouvoir a cédé, sans retrouver pour autant son autorité.

Et alors... Demain ?

La situation de notre économie risque d'atteindre douloureusement toutes les catégories de Français et plus particulièrement les paysans, les artisans, les personnes âgées, les petits commerçants, les rentiers à revenu fixe et les travailleurs spoliés par les ordonnances.

Il faudra un plan de sauvetage des producteurs de lait et de viande et de tous les gagne-petits :

A quoi servirait une France si les Français devaient disparaître ?

Ce sera plus vrai encore pour notre Thiérache où sévit la crise de l'emploi aussi bien pour les jeunes que pour les adultes.

Nous mettrons la dernière main aux plans étudiés depuis un an et stoppés par la crise récente.

Car, si le Marché commun peut nous donner des appréhensions, il peut aussi, pour notre région de passage, être une planche de salut.

Déjà nous avons réussi, par notre volonté, à maintenir la ligne Hirson-Laon. Nos efforts peuvent donc être payants.

Ce sera vrai en tout, avec tous !

Maurice BRUGNON

Député sortant (F.D.G.S.)
Conseiller général
Maire de Saint-Michel
Croix de guerre (2 citations)

Remplaçant éventuel :

Docteur Jacques LEMAIRE

Maire du Nouvion-en-Thiérache

Mon maintien auprès de Maurice Brugnon montre combien j'apprécie son action dynamique qui a déjà été bénéfique pour notre région. Maurice Brugnon est vraiment le député de la Thiérache.

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs
de l'arrondissement de Vervins,

En me plaçant nettement en tête de tous les candidats, vous avez manifesté votre volonté de me voir poursuivre mon action, avec vous.

Je vous en remercie de tout cœur !

Avec votre confiance, je serai de nouveau, dimanche, le député de tous.

Pour la Thiérache, pour la République !

Maurice BRUGNON

Député sortant (F.D.G.S.)
Conseiller général
Maire de Saint-Michel
Croix de guerre (2 citations)

Remplaçant éventuel :

Docteur Jacques LEMAIRE

Maire du Nouvion-en-Thiérache

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Anizy-le-Château, Chauny, Coucy-le-Château-Auffrique, Crécy-sur-Serre, la Fère, Saint-Simon.

M. Albert CATALIFAUD

(Candidat Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Les élections législatives du 23 juin 1968 revêtent une importance capitale et déterminante pour le maintien d'une République véritable.

L'avenir de cette République dépend de votre vote.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre, à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore.

Des hommes politiques de l'opposition ont bafoué la légalité républicaine et préparé un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature communiste.

Galvanisés dans leur énergie à l'appel du Chef de l'Etat, le général de Gaulle, les Françaises et les Français ont réagi.

Ils ont manifesté leur désir de voir conserver la République avec le glorieux emblème de nos soldats et de nos Anciens combattants, le drapeau bleu, blanc, rouge espoir des jeunes.

Mais le danger et le péril n'en sont pas pour autant écartés.

Le véritable choix se fera le 23 juin prochain.

Halte au drapeau rouge, halte au drapeau noir, non à l'anarchie !

Vive la République, vive la France !

Votez français — Votez défense de la République.

Union pour la défense de la République.

Pourquoi cette dénomination ?

Après les moments dramatiques que notre pays vient de vivre, les Français, les Françaises de bonne volonté éprouvent la nécessité de se regrouper pour faire face au danger communiste, au danger anarchiste et à la dictature.

Le moment de la réconciliation et du regroupement est venu.

Nous devons donc être tous unis sous le drapeau français.

L'anarchie, le totalitarisme, c'est l'oppression et la misère pour les travailleurs, pour tous les citoyens, jeunes ou vieux, et d'abord pour les plus défavorisés.

Si les grandes réformes nécessaires, prévues depuis un certain temps, n'ont pu être appliquées jusqu'alors que partiellement, elles sont en marche et d'une façon irréversible pour améliorer le sort de la classe ouvrière et pour faire participer tous les citoyens aux décisions si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne et le maintenir dans la voie du progrès.

Mais ces réformes ne se feront que dans l'ordre et dans la légalité. D'autre part, il ne faut pas compromettre l'équilibre de l'économie nationale car toute faillite d'activité ne peut engendrer que le chômage.

Le protocole d'accord du 28 mai dit « de Grenelle » est une base solide.

Il est certain que nous voulons, entre autres :

— un salaire décent y compris un salaire minimum ;

— la semaine de 40 heures ;

— la retraite à 60 ans :

Il y a deux mois j'ai personnellement déposé une proposition de loi pour ramener l'âge de la retraite à 60 ans.

— l'augmentation des allocations familiales ;

— la participation de tous à la vie du pays ;

— l'amélioration de l'aide de la sécurité sociale ;

— l'allégement de l'imposition sur les revenus ;

et surtout, la garantie de l'emploi. Pour notre région, c'est l'élément principal.

Avec la menace qui pèse, il est indispensable de créer des emplois nouveaux. Tout est prêt pour recevoir de nouvelles industries. Des contacts sont pris depuis un certain temps et je suis fermement convaincu que nous aboutirons prochainement, les réticences de certains services administratifs étant actuellement levées.

Pour l'agriculture, l'aide doit être accrue et il faut rester très vigilant en ce qui concerne d'une part, les prix notamment pour les produits laitiers et la viande, et d'autre part la commercialisation.

Pour les inondations de la vallée de l'Oise, une nette amélioration a été apportée. Des travaux de nettoyage sont prévus en 1968. Des travaux plus importants sont déjà décidés dans les prochaines années.

Tout en œuvrant pour l'amélioration du sort des personnes âgées, il faut également et surtout penser aux jeunes.

Que ces derniers soient persuadés que nous préparons leur avenir dans une France rénovée.

Electrices, électeurs,

Le général de Gaulle a, une nouvelle fois, sauvé la France, aidez-le à poursuivre son œuvre.

Préparez avec lui l'avenir de la France pour la liberté, le progrès, le renouveau, l'indépendance et la paix.

Votez Union pour la défense de la République et dès le premier tour, massivement, surtout sans abstention

Votez.

A. CATALIFAUD
(U.D. V^e)
Député sortant
Maire de la Fère
Ingénieur T. P.
Croix de guerre 1939-1945 - Ancien combattant 1939-1945
C.V.R. - Médaille de la Résistance
Médaille d'honneur de l'Education physique et des sports

Remplaçant éventuel :

MICHEL DERUY

37 ans
Agréé près le Tribunal de Commerce de Chauny
Conseiller municipal de Chauny
Président du Syndicat d'initiative
Père mort pour la France dans un camp de déportation

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Charly, Château-Thierry, Condé-en-Brie, Fère-en-Tardenois, Neuilly-Saint-Front, Oulchy-le-Château, Soissons, Vic-sur-Aisne, Villers-Cotterêts.

M. André ROSSI

élu le 30 juin 1968
(P.D.M.)

1re CIRCULAIRE

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Nous avons vécu, depuis le début de mai, des journées d'anarchie. Nous avons vu bafouer la liberté du travail... Nous avons même frôlé la guerre civile.

Comme nous le demandions pour rétablir la paix publique, le chef de l'Etat s'est décidé à procéder à de nouvelles élections. Celles-ci doivent amener, je l'espère, des hommes résolus à promouvoir les réformes indispensables et à assurer sécurité et prospérité. C'est dire combien votre vote est capital.

Si vous ne voulez pas revivre les récents événements, alors demandez-vous pourquoi nous en sommes arrivés là.

Pour vous aider à répondre, je vous rappellerai la profession de foi que je vous ai adressée aux dernières élections lorsque je préconisais « le dialogue entre le Pouvoir et le Parlement ».

En refusant à l'Assemblée Nationale le droit d'exprimer les différentes aspirations du pays, le Gouvernement s'est condamné à les voir se manifester dans la rue. Vous en avez mesuré les risques. Il faut donc rendre au Parlement le droit de vous représenter et le droit de faire les réformes que vous attendez.

Depuis dix ans, par mes votes et par mes interventions, j'ai voulu vous faire respecter en faisant respecter le Parlement.

Vous pouvez donc aujourd'hui, par votre bulletin de vote, confirmer et prolonger mon action, votre action.

Ne désignez :

— ni un communiste, qui par obéissance aveugle à son parti, ne vous appartiendrait pas.
— ni un « inconditionnel », qui par obéissance aveugle au Gouvernement, n'oserait pas faire entendre votre voix.

Dans les deux cas, tôt ou tard, nous retomberions inévitablement dans le désordre.

Vous me connaissez depuis dix ans. Vous savez que je suis l'homme de la légalité républicaine et du progrès social, l'homme du dévouement à chacun d'entre vous.

Pour une véritable démocratie, votez

André ROSSI

Remplaçant éventuel :

François DUCHATEL

Mon programme. Pour vous, avec vous, je veux :

Application démocratique de la Constitution.

Rétablissement des droits du Parlement. Suppression des « votes bloqués » qui empêchent d'amender les projets de loi. En un mot, vous permettre de faire valoir vos aspirations.

Une nouvelle politique économique et sociale.

Les salariés demandent une amélioration des rémunérations et une prise en considération de leurs droits syndicaux dans l'entreprise. Les augmentations de salaires obtenues ne doivent pas être dévorées par les hausses de prix. D'où pour le commerce, l'artisanat, l'industrie et l'agriculture, l'obligation d'allégements fiscaux. Donc des économies sur le budget de l'Etat (à commencer par la force de frappe et l'aide aux pays sous-développés).

La défense des droits de chacun.

Pour les commerçants (liberté et propriété commerciales avec réglementation professionnelle pour l'avenir). Pour les artisans (révision du régime fiscal). Pour les cultivateurs (actualisation des prix, possibilité d'auto-financement, meilleur régime de bourses). Pour les Anciens combattants (respect du drapeau tricolore, rapport constant, retraite à 60 ans, « ceux d'Algérie »). Pour les cadres (garanties d'emploi, Caisse de retraite). Pour les personnes âgées (retraite décente, projet Rossi de retraite unique). Pour les femmes (égalité des salaires avec les hommes, salaire unique en cas de travail partiel). Pour les familles (crédits de logements sociaux, indexation des allocations familiales, revalorisation des bourses). Pour les professions libérales (retour à la libre discussion des conventions). Pour les rapatriés (indemnisation de la loi de 1961). Pour la paix sociale : amnistie complète.

Réforme de l'enseignement.

Maîtres et élèves ont montré l'ampleur de réformes nécessaires : insuffisance de locaux fonctionnels (le dernier C.E.S. n'est prévu qu'au-delà de 1980 !) Insuffisance de l'effectif des enseignants pour des classes de 25 élèves. Refonte complète des programmes et des méthodes. Introduction de la démocratie dans l'université (participation des parents et élèves, ouverture et dialogue). Orientation, débouchés, recyclage et formation permanente.

L'expansion de notre région.

Introduction dans le VIe Plan de tous les projets qu'a suivis Rossi (O.R.E.A.V. de

Soissons, desserrement du district parisien sur Château-Thierry et Soissons, autoroute Paris Château-Thierry-Reims, canalisation européenne de l'Aisne, etc.).

Une politique d'indépendance.

Pas de véritable indépendance lorsque notre industrie passe sous contrôle étranger. Seule l'Europe unie peut faire face aux géants de ce monde et arbitrer la paix entre les deux blocs.

Ce programme, nous le réaliserons ensemble. Vous me connaissez. Partisan de la légalité. Artisan d'une Europe unie. Fidèle à ma parole, fidèle à mon pays, fidèle à ma région, fidèle à mes électeurs.

Le 23 juin, vous voterez tous

ANDRÉ ROSSI

Député sortant
Sous-Préfet hors classe — Membre du Parlement européen
Conseiller général — Maire de Chézy-sur-Marne
Licencié en droit — Diplômé d'Etudes supérieures de droit administratif

Remplaçant éventuel :

FRANÇOIS DUCHATEL

2e CIRCULAIRE

Madame, mademoiselle, monsieur.

Voici les chiffres :

Rossi : 21.368 ; Moquet : 14.397 ; Lemret : 13.694 ; Hérody : 2.822 ; De la Rocque : 1.953 ; Poindron : 421.

Soit près de 7.000 voix d'avance.

Je veux tout d'abord remercier toutes celles et tous ceux qui, dès le premier tour m'ont accordé leur confiance.

De même, je tiens, après les attaques de certains adversaires, à rendre hommage à ceux qui se sont montrés loyaux.

En me plaçant très largement en tête, les électeurs ont voulu :

— voter pour l'ordre et la légalité ;
— marquer leur préférence au député qui, pour le bien des villes, des villages et de chacun d'entre vous, n'a jamais refusé un service à qui que ce soit, quelque soit ses opinions.

Pour la réconciliation des Français, il ne faut pas, il ne doit pas y avoir d'esprit de clan. La sagesse commande de se garder des exclusives.

Tous unis par votre vote, vous ouvrirez ainsi la voie de la vraie démocratie : celle du dialogue dans l'ordre.

Votre choix est donc simple : le 30 juin, votez et faites voter

André ROSSI

Député sortant
Sous-Préfet hors classe — Membre du Parlement européen
Conseiller général — Maire de Chézy-sur-Marne
Licencié en droit — Diplômé d'Etudes supérieures de droit administratif

Remplaçant éventuel :

François DUCHATEL

Vos représentants, eux aussi...

Jacques Henry, *Premier adjoint de Soissons.* Mme Crépin, *maire de Vic-sur-Aisne.* Jacques Pelletier, *sénateur.* J. Boury, *maire de Neuilly-Saint-Front.* M. Blondelle, *président des Chambres d'agriculture.* G. Chenu, *maire de La Ferté-Milon.* P. Hervé, *maire de Coincy.* M. Tavergnier, *professeur de C.E.G.* G. Dumont, *maire de Fère-en-Tardenois.* M. François, *maire de Charly-sur-Marne.* P. Lamarre, *vice-président du Conseil général.* P. Huez, *agriculteur.*

...votent André Rossi et François Duchatel

ALLIER

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Chevagnes, Dompierre-sur-Besbre, le Donjon, Jaligny, Lurcy-Lévy, Moulins-Est, Moulins-Ouest, Neuilly-le-Réal.

M. Hector ROLLAND

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Françaises, Français,

La France vient d'être ébranlée dans ses profondeurs.

A travers toutes ses structures, universitaires, administratives, économiques, professiònnelles, syndicales, s'est propagée une secousse d'une ampleur stupéfiante et qui est loin de s'arrêter.

Des forces obscures ont joué tendant à exploiter des mouvements de juste émancipation d'une jeunesse avide de jouer un rôle, en même temps qu'elles poussaient à déborder les libertés syndicales pour plonger notre pays dans le chaos.

De tout cela, il est résulté une situation révolutionnaire, dont les remous continuent de se développer sous nos yeux et qui, à tout instant, peuvent déboucher sur le pire.

C'est cette situation qu'il s'agit maintenant de maîtriser, non pas pour la détruire, mais pour en faire un ferment de progès en vue d'un nouvel équilibre de notre société.

Qui pourrait nier que le seul homme capable, par son prestige, son sang-froid, son exceptionnelle lucidité au milieu de la tempête, de faire face à un problème d'une dimension aussi dramatique, soit le général de Gaulle, Président de la République française ?

Mais dans une circonstance aussi angoissante, il faut au chef de l'Etat le soutien populaire et de toutes les forces vives du pays.

C'est pourquoi le moment n'est plus aux querelles de personnes, ni aux préférences politiques. Il est dans l'union de tous les Français pour la défense de la République :

— contre le totalitarisme qui nie l'individu et ses libertés ;
— contre l'anarchie et ses effets mortels.

Défendre la République, c'est être :

— pour le progrès, mais dans l'ordre ;
— pour les réformes profondes à tous les étages de la société, mais en conciliant l'organisation et la liberté.

Réformes dans l'université

Où enseignants, administrateurs et étudiants doivent s'associer pour créer les éléments d'un enseignement moderne et plus humain et pour en assurer la gestion. Il faut également que les enfants dont les parents ont des ressources insuffisantes puissent obtenir la gratuité de leurs études.

Réformes dans l'économie

Où employeurs, cadres, ouvriers et employés verront s'établir entre eux de nouveaux rapports en fonction de nouvelles responsabilités et des indispensables garanties de justice et de progrès.

L'agriculture qui constitue un secteur important de notre économie continuera d'être soutenue afin de mieux adapter ses structures, ses productions aux exigences qui lui sont imposées à l'échelle européenne dans le cadre du Marché commun, nécessité reconnue par tous. Le budget du Ministère de l'Agriculture de 1968 en augmentation de plus de 14 % sur 1967 prouve la ferme volonté du Gouvernement d'aider nos paysans :

— à triompher de leurs difficultés ;
— à favoriser le développement de l'enseignement agricole, condition essentielle de la promotion ;
— à faciliter la reconversion de certains agriculteurs et renforcer l'assistance aux plus âgés d'entre eux.

Des décisions importantes ont d'ailleurs été prises tout récemment à Bruxelles.

Les personnes âgées ne sont pas oubliées par le Gouvernement qui a déjà pris des mesures en leur faveur au début de l'année 1968. Leur sort retiendra toute notre attention car même s'ils n'ont pas eu la possibilité de revendiquer, il serait injuste de ne pas se pencher sur leur situation.

Réformes dans l'administration

Où la décentralisation et la déconcentration au niveau de la région, du département et de la commune deviendront enfin une réalité et donneront à l'action des Pouvoirs publics toute son efficacité et à la fonction publique un sens renouvelé de ses responsabilités au service de l'homme.

A tous les électeurs, à toutes les électrices, à tous ceux qui veulent le changement, non point dans le tumulte, mais dans l'ordre, à tous ceux qui sont d'accord pour rechercher sans cesse la conciliation de la liberté et des nécessaires exigences collectives qu'implique la vie en société, à tous ceux qui disent non à la violence et entendent barrer la route à l'anarchie et à la guerre civile, nous disons :

Faites confiance au général de Gaulle dans cet ultime effort pour sortir notre pays de ses convulsions dramatiques et pour redonner l'espoir à une France angoissée.

Faites confiance au candidat Union pour la défense de la République.

ROLLAND Hector

Né le 25 décembre 1911 à Neuily-sur-Seine
Pupille de l'Assistance publique
Concessionnaire Berliet - Avermes-Moulins
Ancien combattant 1939-1945
Résistant dès 1941
Secrétaire fédéral de l'Union des Démocrates
Secrétaire du Comité paneuropéen de l'Allier
Délégué national auprès du Comité international à Vienne (Autriche)
Président de l'Industrie poids lourds Rhône-Alpes-Auvergne
Président fondateur et animateur de plusieur sociétés sportives
Président du cercle culturel : Cercle « Arts et Loisirs »
Secrétaire du Syndicat d'initiative

Remplaçant éventuel :

PONCET Jean

Né le 15 juin 1926 à Saint-Gerand-de-Vaux
Agriculteur
Adjoint au Maire à Saint-Gerand-de-Vaux
Administrateur du Crédit agricole
Président des Journées agricoles du canton de Neuilly-le-Réal
Trésorier de CUMA
Chevalier du Mérite agricole

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

C'est dimanche prochain 30 juin que votre choix sera déterminant.

Vous aurez à vous prononcer entre le communisme dont vous connaissez la froide et inhumaine doctrine et le candidat national décidé à soutenir une politique de grandes et profondes réformes, mais dans l'ordre et la paix publique.

Le premier tour de scrutin m'a valu une large confiance populaire qui m'a infiniment touché.

Il a apporté aussi la preuve qu'il existait dans cette circonscription de l'Allier, même à travers un grand nombre d'électeurs et d'électrices qui ne m'ont pas accordé jusqu'ici leurs suffrages, une attitude commune qui est de refuser l'anarchie, le désordre et l'affrontement par la violence.

C'est à vous toutes, c'est à vous tous si proches en vérité de nos propres pensées, c'est à tous les abstentionnistes que je voudrais faire également appel aujourd'hui.

Dans toute la France, notre peuple a montré une fois de plus qu'il entendait renouveler sa confiance au chef de l'Etat pour sortir notre pays du nouveau drame qui vient de saisir l'univers et où risquent de sombrer nos libertés et tout ce qui fait notre raison de vivre.

Dans cet immense élan d'espoir, notre circonscription va-t-elle rejeter une nouvelle fois l'occasion qui lui est offerte de faire entendre enfin sa voix au sein d'une majorité dont tout le monde souhaite qu'elle soit demain consolidée et élargie ?

Tant de besoins nous pressent ! Tant de problèmes se posent à nous tous en terre bourbonnaise ! Nos populations pourraient-elles dès lors se réfugier dans un comportement purement négatif, ou faire passer des préférences personnelles avant les grands problèmes dont les solutions sont maintenant à portée de notre main ?

Electrices, électeurs, écoutez votre conscience, suivez aussi le sens que vous avez de l'efficacité.

Si vous voulez les vraies réformes dans la liberté, donnez à une majorité la possibilité de les voter et de les faire appliquer.

Si vous voulez que s'accélère le progrès dans la recherche d'une justice toujours plus réelle.

Si vous voulez que se poursuive la construction de l'Europe, où : notre agriculture, notre industrie, notre commerce, notre artisanat, toutes nos activités gardent toutes leurs chances.

Si vous voulez que s'accomplisse une nouvelle étape dans notre civilisation où l'homme retrouve toute sa dignité.

Si vous voulez que dans cette immense gestation demeure notre République.

Vous voterez massivement pour l'Union pour la défense de la République.

Vous voterez pour son candidat :

Hector ROLLAND

Remplaçant éventuel :

Jean PONCET

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Commentry, Huriel, Marcillat, Montluçon-Est, Montluçon-Ouest.

M. Henri VÉDRINES

(Candidat du Parti communiste français)
élu le 30 juin 1968
(C.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Par suite de la dissolution de l'Assemblée Nationale, vous allez voter le 23 juin pour élire le député de votre circonscription et son remplaçant éventuel.

La Fédération de l'Allier et les sections de la circonscription de Montluçon du Parti communiste français présentent à vos suffrages :

Henri VEDRINES
Candidat du Parti communiste français

Electricien
Ancien Député de l'Allier
Ancien Conseiller municipal de Montluçon
Membre du Bureau fédéral du P.C.F.

Né le 19 novembre 1911 à Neuilly-sur-Seine, Henri VEDRINES est le fils du célèbre aviateur Jules VEDRINES. Elève à l'école pratique d'industrie de Montluçon de 1924 à 1929, il commence à travailler à cette date à la Compagnie électrique de la Loire et du Centre, puis dans différentes entreprises de Montluçon.

En 1932, il adhère à la C.G.T.U. ainsi qu'au Parti communiste français dont il devient le secrétaire de rayon en 1934.

Il fut dans cette période l'un des principaux artisans dans la région de l'unité syndicale et du Front populaire qui devait triompher en 1936.

Mobilisé en 1939, il est pendant cinq ans prisonnier de guerre en Allemagne. Rentré en 1945, il est élu député la même année à la première Assemblée Nationale Constituante puis réélu jusqu'à l'avènement du pouvoir gaulliste en 1958, contre lequel il a combattu avce l'ensemble des députés communistes.

Il a assumé avec compétence ses fonctions au Conseil municipal de Montluçon et aux diverses responsabilités qui lui furent confiées.

Ardent partisan de l'unité ouvrière, de l'unité entre socialistes et communistes, de l'union de tous les républicains, il s'est montré aussi dans notre région l'un des pionniers du rapprochement avec les travailleurs chrétiens, dans le respect de la laïcité et des opinions de chacun, sur la base de leurs intérêts communs, pour la justice sociale, la paix, la démocratie et le socialisme.

Remplaçant éventuel :

Henri GUICHON

Ouvrier
Conseiller général de Montluçon-Ouest
Membre du Bureau fédéral du P.C.F.

Fils de mineur, Henri GUICHON est né le 10 juin 1921 à Noyant (Allier). A sa sortie de l'école primaire il travaille comme ouvrier agricole. Il adhère aux Jeunesses Communistes en 1936. Dès la fin de 1940 il rejoint le Parti Communiste Français dans la clandestinité et participe activement aux combats de la résistance contre l'occupant.

Le 8 février 1942, il est arrêté aux Chantiers de jeunesse et condamné à trois ans de prison par le tribunal militaire de Clermont-Ferrand.

Libéré par les maquisards en Dordogne le 6 juin 1944, il reprend aussitôt la lutte armée et participe à la libération du sud de la France et au front de La Rochelle.

Démobilisé en 1945, après un bref séjour à la campagne il vient travailler aux usines Saint-Jacques, puis à Dunlop à partir de 1949.

En avril 1955, il est élu conseiller général de Montluçon-Ouest. Son activité militante au service des travailleurs lui vaut la haine du patronat capitaliste et de la réaction.

Il est licencié de Dunlop en octobre 1955. Mais rien ne viendra arrêter son activité inlassable.
Membre de la Commission départementale et de diverses commissions du Conseil général, animateur de l'Association des Elus Républicains dans le département et du Bureau national de cette organisation, il a acquis une compétence indiscutée et une profonde connaissance des questions sociales et administratives.
Il a été brillamment réélu au premier tour, le 24 septembre 1967, Conseiller général du canton de Montluçon-Ouest.

Electrices, électeurs,

Dès 1958, le Parti communiste avait montré que le pouvoir gaulliste était au service des monopoles. Il est évident aujourd'hui qu'il a favorisé les profits de la grande industrie et des banques, au détriment de la classe ouvrière et de toutes les couches de la population laborieuse.

Il a provoqué un chômage massif, fermé l'avenir à la jeunesse, créé une crise grave dans l'Université.

Pendant dix ans le pouvoir gaulliste a étouffé sous ses méthodes autoritaires toute expression des intérêts populaires.

Plus de neuf millions de travailleurs manuels et intellectuels par leur lutte, les paysans par les barrages de routes, les commerçants par la fermeture des magasins, ont condamné la politique antisociale et antidémocratique du pouvoir personnel.

Il faut tout le mépris du peuple dont sont capables de Gaulle et Pompidou pour assimiler cette immense explosion de mécontentement populaire à « une entreprise de subversion totalitaire ».

Mais ce n'est pas en calomniant le Parti communiste que de Gaulle et Pompidou parviendront à faire oublier leurs responsabilités dans le chaos auquel leur politique a conduit notre pays, ni à masquer leur volonté de faire peser plus lourdement encore sur la Nation leur pouvoir autoritaire.

Le Parti communiste lutte pour une France heureuse et libre.

Le Parti communiste a pleinement soutenu la lutte des travailleurs de la ville et de la campagne pour leurs légitimes revendications.

Dénonçant la violence policière utilisée contre les étudiants et les ouvriers en grève, il a mis en garde le mouvement des ouvriers, des étudiants et des enseignants contre le danger des aventures gauchistes, qui favorisent les actes de division et de répression du pouvoir gaulliste.

Tout au long de cette crise, parce qu'il est au seul service du peuple, le Parti communiste a agi avec calme, sang-froid, sagesse et esprit de responsabilité.

Pour que les avantages arrachés par leur lutte ne soient pas annulés par la hausse des prix et la dévaluation, pour que la victoire remportée soit complétée par la réduction du temps de travail à quarante heures par semaine et l'abaissement de l'âge de la retraite, par l'augmentation des allocations vieillesse et familiales, par l'abrogation des ordonnances sur la sécurité sociale, par une loi garantissant les droits syndicaux, par une réforme démocratique de l'enseignement, par l'échelle mobile des salaires, traitements, pensions et retraites, par une réforme fiscale déchargeant les petits et moyens revenus par un abattement à la base de 600.000 AF par part, pour que des facilités de crédit et des mesures comme la suppression de la T.V.A., l'amélioration des retraites et de la législation sociale soient prises en faveur de l'artisanat, du commerce indépendant, des entreprises familiales,

Il faut à la France un gouvernement populaire et d'union démocratique comprenant les communistes.

S'appuyant sur l'union des partis de gauche, un tel gouvernement, en nationalisant les banques et les industries clés, détiendra les leviers de commande essentiels qui lui permettraient de mettre en valeur les richesses naturelles de notre pays

(dans notre département, le charbon de l'Aumance et le wolfram d'Echassières), d'implanter des industries nouvelles là où la main-d'œuvre est disponible comme c'est le cas dans la région de Montluçon-Commentry, de construire des logements, des équipements sanitaires, sportifs, culturels, des voies de désenclavement pour des régions comme la nôtre, et de résorber ainsi le chômage.

Il supprimera les privilèges fiscaux des sociétés capitalistes et les dépenses improductives de l'Etat, par exemple en réduisant la durée du service militaire et en renonçant à la force de frappe.

Il favorisera l'équipement rural et aidera les exploitations familiales à se moderniser et à devenir rentables, en leur assurant des prix rémunérateurs, en leur réservant des droits de priorité pour l'achat des terres mises en vente, en leur ouvrant des crédits de longue durée à faible intérêt, en accordant des ristournes sur leurs achats de matériels agricoles et d'engrais et en avantageant leurs coopératives de production.

Pour appliquer une telle politique, il faut que la France reste maîtresse de ses destinées.

Il ne faut pas qu'elle s'enferme dans la petite Europe réactionnaire, dans le Marché commun dominé par les cartels, les trusts, mais qu'elle établisse des échanges et une coopération économique avec tous les Etats, sur une base d'égalité et d'avantages mutuels.

Une France démocratique œuvrera pour la détente, la sécurité en Europe, le désarmement général et la paix.

Plus il y aura de députés communistes et mieux sera garantie cette orientation.

En votant communiste, vous exprimerez votre exigence d'un programme de gouvernement commun à toute la gauche, vous approuverez les efforts inlassables du Parti communiste français en faveur de l'union renforcée de la gauche, sans compromission avec la réaction.

— Pour battre le gaullisme et la réaction aux élections législatives
— Pour le progrès social, la démocratie, l'indépendance nationale et la paix
— Ne vous abstenez pas, votez dès le premier tour, le 23 juin.

Votez communiste

votez Henri VEDRINES

Candidat du Parti communiste français, et son remplaçant éventuel :

Henri GUICHON

La Fédération de l'Allier et les sections du Parti communiste français de la 2e circonscription.

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Au premier tour, vous avez voté pour le candidat le plus représentatif de vos opinions.

Au second tour, il s'agit de rassembler les forces de gauche et tous les Républicains pour stopper la poussée à droite, pour faire barrage à la menace de dictature et de régression sociale que le parti gaulliste fait peser sur le pays en trompant une fois de plus un grand nombre de Françaises et Français de toutes opinions.

Dimanche dernier, 18.874 d'entre vous ont voté pour notre candidat Henri Védrines, qui conserve sensiblement ses positions de 1967.

Malgré la violente campagne de calomnie anticommuniste et de peur, notre parti reste dans la région montluçonnaise, comme dans l'ensemble du pays, un allié solide sur qui peuvent compter tous les républicains.

Dans notre circonscription, avec 34.411 suffrages et 66,09 % des voix le Parti communiste français et la Fédération de la gauche démocrate et socialiste représentent ensemble, après ce premier tour, la grande force d'opposition et d'espérance de tous les démocrates.

En plaçant Henri Védrines largement en tête de tous les candidats, le suffrage universel l'a démocratiquement désigné pour être au second tour :

le candidat d'union de tous les républicains.

Dans les précédents scrutins, le Parti communiste et son candidat ont toujours loyalement appliqué la discipline républicaine, en se désistant pour le candidat de gauche qui était placé en tête du premier tour, conformément à l'accord conclu entre la F.G.D.S. et le Parti communiste le 20 décembre 1966 et reconduit le 1er juin 1968.

Nous ne doutons pas que le 30 juin prochain, les électeurs socialistes, F.G.D.S. et autres républicains, accompliront leur devoir avec la même loyauté en votant pour leur candidat d'union : Henri Védrines.

Electrices, électeurs,

Que vous soyez ouvriers ou cadres, paysans, enseignants, postiers, cheminots, retraités ou pensionnés, artisans ou commerçants, voire entrepreneurs ou petits industriels, vous subissez les conséquences de la néfaste politique gaulliste, au service des banquiers et des capitalistes.

La hausse du coût de la vie, les licenciements, le chômage, la chute des prix agricoles à la production, la fiscalité lourde aux petits et moyens contribuables, vous frappent sans faire de différence entre ceux d'entre vous qui ont voté, de telle ou telle façon, entre croyants et incroyants.

— Pour faire face à l'aggravation de cette politique antisociale ;
— Pour défendre les libertés, contre la menace de dictature ;
— Pour une politique nouvelle dont vous avez besoin, fondée sur la démocratie, l'expansion économique et le progrès social :

Faites du second tour votre victoire commune ! Votez massivement pour

HENRI VEDRINES

Candidat d'union de tous les républicains
présenté par le Parti communiste français

Remplaçant éventuel :
HENRI GUICHON

LA FÉDÉRATION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bourbon-l'Archambault, Cérilly, Chantelle, Ebreuil, Gannat, Hérisson, le Montet, Montmarault, Saint-Pourçain-sur-Sioule, Souvigny.

M. Roger GINSBURGER dit Pierre VILLON

(Candidat du Parti communiste français)
élu le 30 juin 1968
(C.)

1re CIRCULAIRE

Pour une France heureuse et libre.

Plus de neuf millions de travailleurs, par leur lutte, ont condamné la politique antisociale et antidémocratique du pouvoir personnel.

Ce pouvoir avait été caractérisé dès 1958 par le Parti communiste — alors seul — comme la dictature renforcée du capital monopoliste. Il est évident aujourd'hui qu'il a favorisé les profits des monopoles industriels et bancaires au détriment du niveau de vie des travailleurs, bien que la productivité ait augmenté de 50 % et la production de 60 %. Il est responsable du chômage de 500.000 salariés, parmi lesquels de nombreux jeunes, et d'un important chômage partiel, ce qui a fait perdre au pays, en un an, plus d'heures de travail que la récente grève générale.

Il a favorisé l'élimination de l'exploitation familiale au profit d'une agriculture capitaliste et l'élimination de l'artisanat, de la petite industrie et du commerce indépendant au profit des sociétés industrielles et commerciales capitalistes.

Il a fait des économies sur l'enseignement dont la réforme, dominée par les besoins des monopoles d'une main-d'œuvre et de cadres au rabais, compromet l'avenir de la nation. Mais il a jeté des milliers de milliards dans le gouffre de la force de frappe nucléaire dont une bonne partie grossit les profits des Floirat, des Dassault et autres chevaliers de l'industrie, voire même des trusts américains de l'électronique installés en France.

Il s'est employé à liquider toute démocratie pour empêcher les Français et les Françaises de dire leur mot dans la gestion des affaires du pays, donc de leurs propres affaires. Ils viennent de lui répondre :

« Dix ans, ça suffit. »

Pour que les avantages arrachés par leur lutte ne soient pas annulés par la hausse des prix et la dévaluation, pour que la victoire remportée soit complétée par l'augmentation des allocations vieillesse et familiales, par l'abrogation des ordonnances sur la sécurité sociale, par une loi garantissant les droits syndicaux, par une réforme démocratique de l'enseignement, par l'échelle mobile des salaires, traitements et retraites, par une réforme fiscale déchargeant les petits et moyens revenus par un abattement à la base de 600.000 AF par part, *il faut un gouvernement populaire d'union démocratique comprenant les communistes,* s'appuyant sur les partis de gauche, à l'exclusion de la droite. Un tel gouvernement, en nationalisant les banques et les industries clés, détiendra les leviers de commande essentiels qui lui

permettront de mettre en valeur les richesses naturelles de notre pays (dans notre département, le charbon de l'Aumance et le wolfram d'Echassières), d'implanter des industries nouvelles là où la main-d'œuvre est disponible, de construire des voies de désenclavement pour des régions comme la nôtre et de résorber ainsi le chômage.

Il supprimera les privilèges fiscaux des sociétés capitalistes et les dépenses improductives de l'Etat, par exemple en réduisant la durée du service militaire et en renonçant à la force de frappe.

Il favorisera l'équipement rural et aidera les exploitations familiales à se moderniser et à devenir rentables, en leur assurant des prix rémunérateurs, en leur réservant des droits de priorité pour l'achat des terres mises en vente, en leur ouvrant des crédits de longue durée à faible intérêt, en accordant des ristournes sur leurs achats de matériel agricole et d'engrais et en avantageant leurs coopératives de production.

Pour appliquer une telle politique, il faut que la France reste maîtresse de ses destinées. Elle ne doit dépendre ni de la politique américaine, ni d'une Allemagne occidentale à nouveau inquiétante avec ses néo-nazis du N.P.D., ce qui serait le cas si elle admettait l'intégration dans une petite Europe supra-nationale. Il ne faut pas qu'elle soit enfermée dans le Marché commun « dominé par les cartels, les trusts et les groupes internationaux », mais qu'elle établisse des échanges et une coopération économique avec tous les Etats, sur une base d'égalité et d'avantages mutuels.

Une France démocratique œuvrera pour la détente, la sécurité en Europe, le désarmement général et la paix.

Plus il y aura de députés communistes et mieux sera garantie cette orientation.

En votant communiste, vous exprimerez votre exigence d'un programme de gouvernement commun à toute la gauche, vous approuverez les efforts inlassables du Parti communiste français en faveur de l'union renforcée de la gauche, sans compromission avec la réaction.

— Contre le gaullisme et la réaction.
— Pour le progrès social.
— Pour la prospérité du Bourbonnais.
— Pour la démocratie, l'indépendance nationale et la paix.

Votez Pierre VILLON

Le Parti communiste français vous appelle à voter dès le 23 juin pour

Roger GINSBURGER dit : Pierre VILLON

Député sortant

Membre du Comité central du Parti communiste français

Chevalier de la Légion d'honneur - Croix de guerre

Médaille de la Résistance avec rosette

Député de l'Allier depuis 1945, à la seule exception de la législature 1962-67, Pierre Villon est bien connu et estimé dans notre département.

Pour les jeunes nous rappellerons pourtant qu'il a été un des dirigeants de la Résistance pendant les années sombres de l'occupation, un de ceux qui n'ont pas hésité à risquer leur liberté et leur vie pour libérer la patrie.

Après avoir été arrêté en octobre 1940, il s'est évadé en janvier 1942. Il devint alors secrétaire général du « Front National », participa à la fondation du Conseil National de la Résistance, devint un des cinq membres de son bureau permanent et, à partir de mars 1944, président de son « Comité d'Action Militaire » qui unifia dans les F.F.I. et commanda toutes les forces armées de la Résistance jusqu'à l'insurrection nationale victorieuse.

A l'Assemblée Nationale, depuis un an, il est intervenu dans le débat budgétaire pour exposer ce que devrait être une armée républicaine, strictement destinée à préparer la défense du pays contre un éventuel agresseur. Il a proposé une économie immédiate de 600 milliards d'anciens francs par l'abandon de la force de frappe ruineuse, dérisoire et dangereuse. Il est intervenu, dans le débat sur le budget des anciens combattants, contre les forclusions.

Il a rédigé une proposition de loi du groupe communiste pour ramener à douze mois la durée du service militaire et, dans un débat sur une proposition gaulliste, il a démontré que le gouvernement, en s'opposant à la fixation d'une date d'application, prouvait sa démagogie et sa mauvaise foi.

Dans un autre intervention, à la tribune de l'Assemblée, il dénonçait l'ordonnance du 7 janvier 1959 sur l'application de la « mise en garde » comme un moyen du pouvoir personnel d'instaurer l'état de siège à sa guise et sans tenir compte des conditions inscrites dans la Constitution. Le 14 mai encore, il intervenait contre un projet de loi qui abaisse à 17 ans l'âge pour s'engager dans l'armée, en dénonçant le choix entre le chômage et la caserne proposé ainsi aux jeunes, alors qu'on leur refuse le droit de vote à 18 ans.

Il a joué un rôle décisif dans l'Assemblée et dans la Commission de la défense nationale pour ce qui concernait les revendications des travailleurs de l'Etat (arsenaux, etc.). Avec le groupe communiste il a déposé de nombreuses propositions de lois en faveur des exploitations familiales, des métayers et fermiers, des ouvriers agricoles et son projet de réforme fiscale démocratique.

Il est impossible de relater toutes les interventions qu'il a faites par la voie des questions écrites pour protester contre des injustices et dénoncer la politique gouvernementale, par exemple pour ce qui concerne l'attribution des bourses d'études, le thermalisme, les droits des anciens combattants, la situation des secrétaires de mairie, les droits des soldats.

Par le même moyen et par des lettres au ministre compétent, il est intervenu en faveur de l'exploitation du charbon de l'Aumance et du wolfram des Montmins, ainsi qu'en faveur de la construction d'une route Est-Ouest qui désenclaverait notre département.

Nombreux sont, en outre, les cas particuliers de citoyens ou de communes de la 3e circonscription où il a appuyé une juste cause, sans jamais faire de discriminations politiques parmi ceux qui s'adressaient à lui.

Fidèle à son parti depuis 36 ans, Pierre Villon — parce que communiste — est le défenseur désintéressé et dévoué du peuple et de l'intérêt national.

C'est avec une majorité accrue que les électeurs lui renouvelleront leur confiance.

Le suppléant de Pierre Villon, appelé le cas échéant à le remplacer, est :

Remplaçant éventuel :

Émile PARNIÈRE

Maire d'Ygrande

Né le 19 octobre 1908 à Buxières-les-Mines, petit cultivateur exploitant à Ygrande, il est bien connu comme un défenseur dévoué et actif des fermiers et métayers et des petits propriétaires.

Pendant l'occupation, il a joué un rôle important dans l'organisation de la résistance à l'envahisseur.

Elu conseiller municipal par 80 % des votants, ses qualités personnelles l'ont fait devenir maire de sa commune. Il parvient à remplir les lourdes obligations de son métier en même temps que celles de maire et de militant paysan bénévole grâce à un courage indomptable et un inlassable dévouement.

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Dimanche dernier 16.672 d'entre vous ont voté pour notre candidat, Pierre Villon, député sortant.

Malgré la violente campagne anticommuniste, malgré le chantage à la peur pratiqués par le pouvoir, l'électorat communiste de la circonscription de Gannat n'a pas été ébranlé.

Le Parti communiste français reste dans cette région, comme dans l'ensemble du pays, la principale force d'opposition au pouvoir personnel, un allié solide sur qui peuvent compter tous les Républicains.

En plaçant Pierre Villon en tête de tous les candidats, les électeurs l'ont démocratiquement désigné pour être au second tour *le candidat d'union de tous les Républicains.*

De même que notre Parti et ses candidats ont toujours appliqué loyalement la discipline républicaine en se désistant pour le candidat de gauche qui était placé en tête au premier tour, de même qu'ils le feront encore cette fois-ci à Vichy et ailleurs (conformément à l'accord du 20 décembre 1966, confirmé le 1er juin 1968, entre la F.G.D.S. et le P.C.F.), Roger Southon, candidat de la F.G.D.S., appelle ses 10.877 électeurs à voter pour Pierre Villon. Nous nous félicitons de cet acte qui contribuera à renforcer l'Union de la gauche, plus indispensable que jamais.

Electrices, électeurs,

Pour que le pouvoir gaulliste ne soit pas encouragé dans son mépris de la volonté populaire et dans sa politique de liquidation des exploitations familiales, des artisans, commerçants et petites entreprises indépendantes au profit des grandes sociétés capitalistes :

Pour qu'il tienne les promesses électorales au sujet des allocations vieillesse et familiales, des petits paysans, anciens combattants, etc., et pour que les mesures annoncées soient améliorées ;

Pour qu'il ne puisse se prévaloir des résultats du scrutin pour maintenir une fiscalité injuste, pour poursuivre une réforme réactionnaire de l'enseignement et une réforme antidémocratique des collectivités locales ;

Pour qu'il ne soit pas tenté de reprendre, par la hausse des prix, les augmentations de salaires, traitements et retraites arrachées par la grève et d'annuler ainsi les conséquences heureuses de l'augmentation du pouvoir d'achat des masses, pour la résorption des « surplus » agricoles, pour une relance de l'économie, la liquidation du chômage, etc.

Vous devez contrecarrer, le 30, par votre vote, les succès que les candidats officiels ont remportés le 23 !

Pour affirmer votre volonté d'obtenir l'exploitation des gisements de l'Aumance et d'Echassières et le désenclavement du Bourbonnais, réclamés par Pierre Villon avec persévérance,

Pour défendre les libertés, contre un pouvoir qui s'appuie sur tous les tenants de la réaction et du fascisme,

Pour préparer la voie à un gouvernement d'union démocratique, appliquant un programme commun de progrès social, d'expansion économique et de paix,

Communistes, Socialistes, Démocrates de toutes nuances, croyants et non croyants donnez l'exemple de votre union dans la discipline républicaine !

Votez pour Pierre VILLON

Remplaçant éventuel :

Emile PARNIÈRE

Roger Southon appelle à voter Pierre Villon.

Le candidat de la F.G.D.S., Roger Southon et son suppléant Michel Marquet nous ont transmis, pour une utilisation éventuelle leur communiqué de presse dont nous extrayons le passage suivant :

« Fidèles à la discipline républicaine, nous demandons à tous ceux qui nous ont ainsi manifesté leur confiance, de reporter leur voix, au second tour, sur Pierre Villon, candidat de la gauche le mieux placé pour battre le candidat du pouvoir personnel. »

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Cusset, Escurolles, Lapalisse, le Mayet-de-Montagne, Varennes-sur-Allier, Vichy.

M. Gabriel PÉRONNET

(Candidat radical-socialiste investi par la F.G.D.S.)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs, chers amis,

Notre pays connaît des heures graves. A la crainte du désordre et de l'insurrection succède *l'incertitude des lendemains.*

Dix ans de pouvoir autoritaire et de politique économique et sociale rétrograde nous ont amené à une situation tragique qui aurait pu, qui aurait dû être évitée, *si les réformes indispensables* que, pour notre part nous n'avons cessé de réclamer, avaient été prises en temps voulu.

Le bon sens et la raison doivent triompher de la peur.

Une satisfaction apparente ne doit pas nous laisser croire que les problèmes sont réglés.

Ils demeurent - Il faut les résoudre.

Cela, dans l'intérêt de chacun d'entre nous : ouvriers, paysans, intellectuels, commerçants, artisans... *dans l'intérêt de la Nation.*

Telle est la tâche essentielle qui attend la nouvelle Assemblée Nationale.

Il faut rendre la parole au Parlement pour éviter l'affrontement de la rue et la cassure de la France en deux blocs hostiles.

Nous sommes de ceux qui pensons et qui avons toujours pensé, qu'il n'y a de solution :

— ni dans la violence qui engendre la violence,
— ni dans l'autoritarisme du pouvoir solitaire,
— mais dans le dialogue et la participation selon les bases d'une démocratie moderne.

Vous me connaissez tous. Dans l'épreuve que nous traversons, fort de la confiance que vous m'avez accordée en 1962 et que vous m'avez renouvelée massivement il y a un an en m'accordant 72 % des suffrages, je mets à votre service et au service du Pays l'expérience et les connaissances que j'ai acquises dans toutes les charges qui m'ont été confiées.

Plus que jamais je demeure, comme vous, mes chers compatriotes, attaché à ces principes démocratiques qui sont :

— la dignité de l'homme,
— le respect des libertés,
— la justice et le progrès social.

Par votre libre choix, vous désignerez, dimanche prochain, celui que vous considérez comme le plus capable de vous représenter et de représenter notre belle circonscription de Vichy.

J'ai confiance dans votre verdict.

Vive Vichy et le Bourbonnais !

Vive la République !

LES GRANDES LIGNES DE NOTRE PROGRAMME :

Une société de citoyens.

Sauvegarde des libertés : syndicales, communales, d'information (O.R.T.F.). Indépendance de la justice. Démocratisation des institutions. Indépendance du mandat législatif, suppression de la procédure du vote bloqué. Réforme et démocratisation de l'enseignement.

Priorité à l'Education nationale et aux équipements sociaux.

Ecoles, facultés, logement, hôpitaux, etc., en mettant un terme aux dépenses improductives et de prestige.

La justice et le progrès social.

Travailleurs salariés : Règlement négocié des revendications sociales. Respect des libertés syndicales. Abrogation des ordonnances et défense de la sécurité sociale. Emploi des jeunes et garantie de l'emploi. Politique de logement social. Retraite à 60 ans.

Artisans et commerçants : Maintien de la propriété commerciale et artisanale. Fiscalité juste par la réforme des impôts locaux, notamment de la contribution des patentes, archaïque et injuste.

Retraités : Révision générale des problèmes des retraites, avec au moins le respect du rapport constant. L'intégration de l'indemnité de résidence.

Rapatriés : Indemnisation des biens laissés vacants. Amnistie totale.

Une politique agricole.

Prix à la production : Indexation des prix agricoles. Parité : revenus, lois sociales, allocation vieillesse. Classement du département de l'Allier dans la zone de rénovation rurale. Suppression des importations abusives et désordonnées. Développement des équipements : eau, téléphone, habitat, etc. Classement de toutes les communes de la montagne bourbonnaise en zone d'économie montagnarde.

La Construction de l'Europe et la Paix dans un monde organisé : Vichy, l'agglomération Vichy-Cusset-Bellerive et l'arrondissement.

Une politique économique et sociale dynamique.

Implantation d'industries nouvelles : de préférence du type des industries « propres » : cosmétique, produits capillaires, de soins, etc. (Ex. : la « Société d'hygiène dermatologique de Vichy »), industrie pharmaceutique, laboratoires, électronique, etc. Classement de l'agglomération Vichy-Cusset-Bellerive en zone 1. Politique du logement social dans toute l'agglomération et la région. Création de l'I.U.T. (Institut universitaire de technologie).

Une politique thermale moderne.

Renouvellement du bail de la Compagnie fermière, problème capital pour Vichy, participation des élus et des responsables des organisations professionnelles et des syndicats. Abrogation des ordonnances sur les cures thermales de la sécurité sociale. Propagande et publicité, notamment à l'étranger. Allongement de la saison, par le développement d'activités médicales et paramédicales nouvelles et modernes (ex. : Institut international de recherches et de diagnostic, maison de soins aux enfants, rééducation fonctionnelle des accidentés et traumatisés, etc.). Fonds spécial d'aide aux stations thermales touchées par les mouvements sociaux.

Une politique touristique.

Aménagement touristique des environs, notamment de la montagne bourbonnaise : création et développement des villages de vacances, gîtes ruraux, résidences secondaires, terrains de camping, etc.

Gabriel PÉRONNET

Député sortant
Représentant la France au Conseil de l'Europe
Conseiller général
Radical-Socialiste - Investi par la F.G.D.S.

Né à Le Vernet (Canton de Vichy) le 31 octobre 1919, de souche bourbonnaise depuis toujours, ancien élève du collège de Cusset, Docteur Vétérinaire, Major de sa promotion, Lauréat de l'Ecole nationale vétérinaire et de la Faculté de médecine de Lyon, Député de la circonscription de Vichy en 1962, réélu en 1967 à une majorité considérable, Membre de la Commission des affaires étrangères, Délégué de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, Délégué du Conseil de l'Europe à l'U.N.E.S.C.O., Président de plusieurs groupes parlementaires d'amitié avec les pays étrangers et de la Communauté, Vice-Président du Groupe parlementaire du Thermalisme.

Travailleur acharné il a participé à de nombreux groupes de travail dont l'Intergroupe agricole et rural, le Comité parlementaire français du commerce, le Groupe du secteur des métiers et de l'artisanat, l'Amicale parlementaire cadres, l'Intergroupe des rapatriés, l'Amicale parlementaire P.M.E.

Conseiller général dès 1952, constamment réélu en 1955, en 1961 et en 1967 dès le premier tour de scrutin, Président de la Commission des finances au Conseil général, Président de l'Office public départemental d'H.L.M. de l'Allier, Délégué du département de l'Allier aux études du VI[e] Plan, Membre de nombreuses commissions et délégations du département, Commandant de Réserve.

Remplaçant éventuel :

Marcel CORRE

Ancien adjoint au maire de Vichy

Marcel Corre était déjà suppléant de Gabriel Peronnet en 1962 et 1967.

Issu d'une vieille famille bourbonnaise, il est instituteur à l'Ecole Paul-Bert de Vichy, après avoir exercé à Jaligny, Sanssat et Abrest.

Officier de réserve, ancien prisonnier de guerre à l'oflag XVII A, Président de l'Association générale des Mutilés de guerre et Anciens combattants (A.G.M.G.), Secrétaire général du groupe de l'Allier de cette puissante association bourbonnaise, Président de l'U.F.A.C. locale, Conseiller municipal de Vichy pendant douze ans, Délégué aux œuvres sociales, Adjoint au Maire de Vichy pendant quatre ans, président ou dirigeant de nombreuses sociétés locales.

Tout le monde connaît Marcel Corre, homme réputé pour sa droiture, sa probité, son dévouement.

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs, chers amis,

Je remercie de tout cœur les 23.477 électeurs et électrices de la circonscription de Vichy qui, en m'accordant *47 % des suffrages* m'ont placé, cette fois encore, largement en tête de tous les candidats, distançant de 5.634 voix le suivant immédiat.

J'ai été profondément touché par la confiance et la sympathie qu'ils m'ont, à nouveau, témoignées et qui demeurent entre nous

— en dépit des circonstances difficiles,
— en dépit d'une propagande éhontée.

Vous tous, savez bien que je n'ai jamais été et que je ne suis pas plus aujourd'hui qu'hier

L'homme ou l'otage de quiconque.

Dimanche prochain, vous accomplirez votre devoir en plus grand nombre encore et ferez de notre brillant succès du premier tour un triomphe.

Vous confirmerez, de manière éclatante, que vous voulez garder pour vous représenter *un homme de chez vous* que vous connaissez tous, qui a fait ses preuves, qui n'a cessé de vous défendre et de vous aider depuis qu'il est votre élu.

Vous ne voterez pas pour un inconnu qui n'a pour tout bagage qu'un serment d'allégeance.

Je fais appel à votre bon sens, à votre raison.
Je fais appel à tous les Républicains :

— à tous ceux qui, opposés au pouvoir autoritaire, se rallieront à ma candidature sans parti-pris, ni préjugé,
— à tous les hommes et femmes épris de justice et de progrès social,
— à tous ceux et à toutes celles qui croient en la démocratie comme le seul système garantissant la personne humaine, sa dignité, ses droits et ses libertés !

Vive Vichy et le Bourbonnais !

Vive la République !

Pour : la démocratie, la liberté, le progrès.
Pour : Vichy et le Bourbonnais...

Votez en masse :

Gabriel PÉRONNET

Député sortant
Représentant la France au Conseil de l'Europe
Conseiller général
Radical Socialiste - Investi par la F.D.G.S.

Remplaçant éventuel :

Marcel CORRE

Ancien adjoint au maire de Vichy

ALPES (BASSES-)

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Allos, Barcelonnette, Barrême, Digne, la Javie, le Lauzet, les Mées, Mézel, la Motte, Saint-Paul, Seyne, Sisteron, Turriers, Volonne.

M. Marcel MASSOT

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs, chers compatriotes,

Le 12 mars 1967, vous m'avez, à une très forte majorité, élu pour vous représenter à l'Assemblée Nationale.

A la suite de la dissolution de cette Assemblée, par le Président de la République, vous êtes appelés à élire le 23 juin prochain un député pour la première circonscription des Basses-Alpes (Barcelonnette, Digne, Sisteron).

Conscient d'avoir au cours de la législature abrégée rempli fidèlement le mandat que vous m'aviez confié et d'avoir en toutes circonstances par mes votes et mes interventions défendu les intérêts de la République, du département, des communes et de la population bas-alpine, je me représente à vos suffrages.

Le docteur Daniel Jouve, dont il n'est point besoin de rappeler ici les grandes qualités, demeure mon suppléant.

Vous connaissez les circonstances dramatiques qui ont amené le Président de la République à prononcer la dissolution de l'Assemblée Nationale réclamée depuis plus d'un mois par la Fédération de la gauche démocrate et socialiste. Vous savez aussi que le Président de la République lui préférait un référendum, fixé au 16 juin, qu'il aurait interprété comme un plébiscite et qu'il a dû finalement se résigner à abandonner son intention première et à accepter une consultation électorale régulière. Vous savez enfin que le Chef de l'Etat et le Gouvernement en plein désarroi, incapables d'apporter une solution aux problèmes posés par la révolte des étudiants et par les grèves, résultat d'une politique d'incohérence et d'imprévision menée depuis dix ans, n'ont trouvé d'autre remède pour résoudre la crise, qu'un vague replâtrage ministériel, consistant surtout en un chassé-croisé de portefeuilles.

C'est la même équipe qui reste en place. Comment les hommes qui, en gouvernant avec les pleins pouvoirs, en refusant le dialogue avec le Parlement et avec les syndicats professionnels nous ont conduits à la crise sociale la plus grave et au plein chaos, seraient-ils aujourd'hui en mesure de faire ce qu'ils ont été incapables de faire depuis dix ans ?

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il est bien évident que si la majorité demeure la même, la politique sociale et financière de notre pays ne sera en rien modifiée. Aucune économie ne sera consentie sur les scandaleuses dépenses de prestige et sur l'écrasante charge qu'impose à notre peuple la construction de l'inutile force de frappe.

Faire confiance au pouvoir actuel serait précipiter rapidement la France dans l'inflation d'abord, qui ferait perdre aux travailleurs tous les avantages sociaux qu'ils viennent d'obtenir, puis dans une nouvelle crise qui risquerait d'avoir des conséquences irréparables pour ceux qui sont attachés à la démocratie et aux libertés individuelles. Les plus graves dangers menaceraient l'économie de notre pays.

La Fédération de la gauche démocrate et socialiste doit être appelée à prendre aujourd'hui la relève. C'est ce qu'elle vous propose.

Son programme est celui qui, devant le péril actuel, s'impose plus que jamais à tous les républicains et démocrates. Il est d'ailleurs celui que nous vous avions déjà présenté en mars 1967. En voici les grandes lignes :

Défense des libertés publiques et individuelles :

— suppression ou révision des articles de la Constitution de 1958 utilisés pour établir le pouvoir personnel ; abolition du vote bloqué ;
— établissement d'un contrat de législature entre le Gouvernement et la majorité de l'Assemblée Nationale, afin que soient assurées la stabilité et la continuité des institutions ;
— équilibre des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire ;
— abolition des juridictions d'exception ;
— liberté de l'information et indépendance de la radio-télévision ;
— épanouissement des libertés des communes auxquelles doit être laissée une autonomie financière gravement compromise par le pouvoir actuel ;
— suppression des ordonnances ;
— opposition au projet gouvernemental qui tend, par voie autoritaire, à réduire le nombre des communes et à ne laisser subsister que des communes de trois mille habitants au moins.

Politique économique et sociale :

Etude d'un plan vraiment démocratique ayant pour but de développer le bien-être de tous, de reconnaître aux Français de tout âge et de tout sexe, qu'ils soient salariés, agriculteurs, travailleurs indépendants, le respect de leurs droits :

— droit à la culture en donnant la priorité à toutes les questions qui ont trait à l'Education nationale, en procédant à l'indispensable réforme de l'Université avec la prise en considération des aspirations des étudiants. On ne gouverne pas contre la jeunesse ;
— droit à la santé par l'extension et la modernisation du secteur public hospitalier, l'amélioration de la situation des personnels hospitaliers, l'aide accrue à la recherche médicale et scientifique ;
— droit au logement par la construction accélérée de logements sociaux ;
— droit au travail par la suppression des zones de salaires, l'indexation du S.M.I.G. sur le coût de la vie et sur la croissance de la production, la garantie du plein emploi et l'instauration d'une politique préventive de reconversion ;
— droit à la solidarité nationale pour les victimes de toutes les guerres (application du rapport Constant), les rapatriés, les personnes âgées et infirmes, les handicapés (enfants et adultes).

Politique agricole :

Application d'une politique cohérente tendant à intégrer l'agriculture dans l'économie générale pour assurer aux agriculteurs la parité des revenus. Dans ce but :

— recherche de débouchés extérieurs pour les produits agricoles, par l'élargissement du Marché commun ;
— indexation des prix des produits agricoles ;
— modernisation de la production, réforme de la distribution, développement de l'enseignement agricole et association de l'agriculture aux industries alimentaires ;
— développement de la coopération et de l'équipement ;
— augmentation de l'indemnité viagère de départ.

Politique étrangère :

Construction de la paix par les voies de l'arbitrage international, du désarmement, de l'organisation de la sécurité collective ; dans ce but :

— renonciation à la force de frappe atomique ;
— reconversion à des fins pacifiques de l'industrie atomique d'armement ;
— campagne en faveur d'un désarmement général, simultané et contrôlé ;
— maintien de la France dans l'Alliance atlantique en même temps que seront encouragées toutes les possibilités de coexistence pacifique entre l'Est et l'Ouest ;
— construction de l'Europe des peuples avec un Gouvernement supra-national ;
— en faveur du Tiers monde, organisation d'une aide efficace organisée internationalement.

Sur le plan local :

— achèvement de l'aménagement hydro-électrique de la Durance et du Verdon ;

— développement de l'irrigation, base de la prospérité de nos vallées ;

— mise sur pied d'une véritable économie montagnarde encourageant d'une part l'élevage, l'extension de la forêt, son exploitation rationnelle, la création de parcs naturels ; d'autre part, le développement du tourisme et des sports d'hiver ;

— poursuite de la politique efficace du Conseil général dans le sens de :
  - l'amélioration du réseau routier départemental et vicinal, du réseau téléphonique, des conditions de réception de la radio et de la télévision ;
  - l'aide accrue aux communes pour la réalisation de leurs programmes d'adduction d'eau, d'électrification, de construction d'écoles, de stades, de piscines ;
  - l'aide accrue aux particuliers pour l'amélioration de l'habitat et la construction de logements ;
  - l'encouragement à la création de villages-retraites, villages d'enfants, colonies de vacances, institutions sanitaires ;
  - le renouvellement des efforts pour obtenir l'abandon du projet d'installation de bases de lancement de missiles dans le Sud-Ouest du département.

Le Pouvoir actuel vient de mettre sous vos yeux le lourd bilan de son échec. Une œuvre immense doit être accomplie pour réparer les erreurs commises.

Nous parviendrons à la réaliser dans une France libre où toutes les forces républicaines et démocratiques, débarrassées de l'emprise du pouvoir personnel, seront tendues vers un idéal de paix et de progrès.

Vivent les Basses-Alpes !

Vive la République !

Vive la France !

Marcel MASSOT

Remplaçant éventuel :

Docteur Daniel JOUVE

Candidature de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste

---

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs, chers compatriotes,

Les voix authentiquement républicaines et démocrates ont été nombreuses dans la première circonscription.

Pourquoi ?

Parce que vous avez été de ceux qui ne se sont pas laissés intoxiquer par une propagande exploitant la psychose de crainte et de peur, mais n'apportant aucune solution à appliquer aux problèmes nés du manque de dialogue et de contact humain.

Vous connaissez notre programme.

Vous savez comment nous résoudrons avec vous les grands problèmes, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux désordres de la rue, parce que réels démocrates nous engagerons et maintiendrons le *dialogue* avec toutes les catégories de la population.

C'est pourquoi, dimanche prochain, *vous voterez en masse pour le candidat de la discipline républicaine.*

Marcel MASSOT
Député sortant
Vice-président de l'Assemblée Nationale
Conseiller général

Remplaçant éventuel :

Docteur Daniel JOUVE
Ancien interne des hôpitaux
Chirurgien de l'hôpital
Chef de travaux à la Faculté

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Annot, Banon, Castellane, Colmars, Entrevaux, Forcalquier, Manosque, Moustiers-Sainte-Marie, Noyers-sur-Jabron, Peyruis, Reillane, Riez, Saint-André-les-Alpes, Saint-Etienne-les-Orgues, Senez, Valensole.

M. Claude DELORME

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs, chers compatriotes,

Le 12 mars 1967, vous m'avez, à une forte majorité, élu pour vous représenter à l'Assemblée Nationale.

A la suite de la dissolution de cette Assemblée, par le Président de la République, vous êtes appelés à élire le 23 juin prochain un député pour la deuxième circonscription des Basses-Alpes (Castellane, Forcalquier, Manosque).

Conscient d'avoir au cours de la législature abrégée rempli fidèlement le mandat que vous m'aviez confié et d'avoir en toutes circonstances par mes votes et mes interventions défendu les intérêts de la République, du département, des communes et de la population bas-alpine, je me représente à vos suffrages.

M. Lucien Veyan, maire de Quinson, dont il n'est point besoin de rappeler ici les grandes qualités, demeure mon suppléant.

Vous connaissez les circonstances dramatiques qui ont amené le Président de la République à prononcer la dissolution de l'Assemblée Nationale réclamée depuis plus d'un mois par la Fédération de la gauche démocrate et socialiste. Vous savez aussi que le Président de la République lui préférait un référendum, fixé au 16 juin, qu'il aurait interprété comme un plébiscite et qu'il a dû finalement se résigner à abandonner son intention première et à accepter une consultation électorale régulière. Vous savez enfin que le Chef de l'Etat et le Gouvernement en plein désarroi, incapables d'apporter une solution aux problèmes posés par la révolte des étudiants et par les grèves, résultat d'une politique d'incohérence et d'imprévision menée depuis dix ans, n'ont trouvé d'autre remède pour résoudre la crise, qu'un vague replâtrage ministériel, consistant surtout en un chassé-croisé de portefeuilles.

C'est la même équipe qui reste en place. Comment les hommes qui, en gouvernant avec les pleins pouvoirs, en refusant le dialogue avec le Parlement et avec les syndicats professionnels nous ont conduits à la crise sociale la plus grave et au plein chaos, seraient-ils aujourd'hui en mesure de faire ce qu'ils ont été incapables de faire depuis dix ans ?

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il est bien évident que si la majorité demeure la même, la politique sociale et financière de notre pays ne sera en rien modifiée. Aucune économie ne sera consentie sur les scandaleuses dépenses de prestige et sur l'écrasante charge qu'impose à notre peuple la construction de l'inutile force de frappe.

Faire confiance au pouvoir actuel serait précipiter rapidement la France dans l'inflation d'abord, qui ferait perdre aux travailleurs tous les avantages sociaux qu'ils viennent d'obtenir, puis dans une nouvelle crise qui risquerait d'avoir des conséquences irréparables pour ceux qui sont attachés à la démocratie et aux libertés individuelles. Les plus graves dangers menaceraient l'économie de notre pays.

La Fédération de la gauche démocrate et socialiste doit être appelée à prendre aujourd'hui la relève. C'est ce qu'elle vous propose.

Son programme est celui qui, devant le péril actuel, s'impose plus que jamais à tous les républicains et démocrates. Il est d'ailleurs celui que nous vous avions déjà présenté en mars 1967. En voici les grandes lignes :

Défense des libertés publiques et individuelles :

— suppression ou révision des articles de la Constitution de 1958 utilisés pour établir le pouvoir personnel ; abolition du vote bloqué ;
— établissement d'un contrat de législature entre le Gouvernement et la majorité de l'Assemblée Nationale, afin que soient assurées la stabilité et la continuité des institutions ;
— équilibre des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire ;
— abolition des juridictions d'exception ;
— liberté de l'information et indépendance de la radio-télévision ;
— épanouissement des libertés des communes auxquelles doit être laissée une autonomie financière gravement compromise par le pouvoir actuel ;
— suppression des ordonnances ;
— opposition au projet gouvernemental qui tend, par voie autoritaire, à réduire le nombre des communes et à ne laisser subsister que des communes de trois mille habitants au moins.

Politique économique et sociale :

Etude d'un plan vraiment démocratique ayant pour but de développer le bien-être de tous, de reconnaître aux Français de tout âge et de tout sexe, qu'ils soient salariés, agriculteurs, travailleurs indépendants, le respect de leurs droits :

— droit à la culture en donnant la priorité à toutes les questions qui ont trait à l'Education nationale, en procédant à l'indispensable réforme de l'Université avec la prise en considération des aspirations des étudiants. On ne gouverne pas contre la jeunesse ;
— droit à la santé par l'extension et la modernisation du secteur public hospitalier, l'amélioration de la situation des personnels hospitaliers, l'aide accrue à la recherche médicale et scientifique ;
— droit au logement par la construction accélérée de logements sociaux ;
— droit au travail par la suppression des zones de salaires, l'indexation du S.M.I.G. sur le coût de la vie et sur la croissance de la production, la garantie du plein emploi et l'instauration d'une politique préventive de reconversion ;
— droit à la solidarité nationale pour les victimes de toutes les guerres (application du rapport Constant), les rapatriés, les personnes âgées et infirmes, les handicapés (enfants et adultes).

Politique agricole :

Application d'une politique cohérente tendant à intégrer l'agriculture dans l'économie générale pour assurer aux agriculteurs la parité des revenus. Dans ce but :

— recherche de débouchés extérieurs pour les produits agricoles, par l'élargissement du Marché commun ;
— indexation des prix des produits agricoles ;
— modernisation de la production, réforme de la distribution, développement de l'enseignement agricole et association de l'agriculture aux industries alimentaires ;
— développement de la coopération et de l'équipement ;
— augmentation de l'indemnité viagère de départ.

Politique étrangère :

Construction de la paix par les voies de l'arbitrage international, du désarmement, de l'organisation de la sécurité collective ; dans ce but :

— renonciation à la force de frappe atomique ;
— reconversion à des fins pacifiques de l'industrie atomique d'armement ;
— campagne en faveur d'un désarmement général, simultané et contrôlé ;
— maintien de la France dans l'Alliance atlantique en même temps que seront encouragées toutes les possibilités de coexistence pacifique entre l'Est et l'Ouest ;
— construction de l'Europe des peuples avec un Gouvernement supra-national ;
— en faveur du Tiers monde, organisation d'une aide efficace organisée internationalement.

Sur le plan local :

— achèvement de l'aménagement hydro-électrique de la Durance et du Verdon ;

— développement de l'irrigation, base de la prospérité de nos vallées ;

— mise sur pied d'une véritable économie montagnarde encourageant d'une part l'élevage, l'extension de la forêt, son exploitation rationnelle, la création de parcs naturels ; d'autre part, le développement du tourisme et des sports d'hiver ;

— poursuite de la politique efficace du Conseil général dans le sens de :
- l'amélioration du réseau routier départemental et vicinal, du réseau téléphonique, des conditions de réception de la radio et de la télévision ;
- l'aide accrue aux communes pour la réalisation de leurs programmes d'adduction d'eau, d'électrification, de construction d'écoles, de stades, de piscines ;
- l'aide accrue aux particuliers pour l'amélioration de l'habitat et la construction de logements ;
- l'encouragement à la création de villages-retraites, villages d'enfants, colonies de vacances, institutions sanitaires ;
- le renouvellement des efforts pour obtenir l'abandon du projet d'installation de bases de lancement de missiles dans le Sud-Ouest du département.

Le Pouvoir actuel vient de mettre sous vos yeux le lourd bilan de son échec. Une œuvre immense doit être accomplie pour réparer les erreurs commises.

Nous parviendrons à la réaliser dans une France libre où toutes les forces républicaines et démocratiques, débarrassées de l'emprise du pouvoir personnel, seront tendues vers un idéal de paix et de progrès.

Vivent les Basses-Alpes !

Vive la République !

Vive la France !

Claude DELORME

Remplaçant éventuel :

Lucien VEYAN

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Les voix authentiquement républicaines et démocrates ont été les plus nombreuses dans la deuxième circonscription.

Pourquoi ?

Parce que vous avez été de ceux qui ne se sont pas laissés intoxiquer par une propagande exploitant la psychose de crainte et de peur, mais n'apportant aucune solution à appliquer aux problèmes nés du manque de dialogue et de contact humain.

Vous connaissez notre programme.

Vous savez comment nous résoudrons avec vous les grands problèmes, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux désordres de la rue, parce que réels démocrates nous engagerons et maintiendrons le dialogue avec toutes les catégories de la population.

C'est pourquoi, dimanche prochain, vous confirmerez votre vote et appuierez en masse la candidature de discipline républicaine.

Claude DELORME
Député sortant
Maire de Forcalquier
Président du Conseil général des Basses-Alpes

Remplaçant éventuel :

Lucien VEYAN
Agriculteur
Maire de Quinson

ALPES (HAUTES-)

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aspres-sur-Buëch, Barcillonnette, la Bâtie-Neuve, Chorges, Gap, Laragne-Montéglin, Orpierre, Ribiers, Rosans, Saint-Etienne-en-Dévoluy, Serres, Tallard, Veynes.

M. Émile DIDIER

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

En dissolvant le 30 mai dernier l'Assemblée Nationale que son Gouvernement ne dominait plus, le Président de la République a brisé la nouvelle législature qui était née au lendemain des élections de mars 1967. Ainsi, le mandat que m'avaient alors confié 14.308 électeurs de la première circonscription de Gap n'a pu arriver à son terme et je ne puis, honnêtement, aujourd'hui en dresser un bilan. Durant les quatorze mois pendant lesquels j'ai représenté le département des Hautes-Alpes à l'Assemblée Nationale, je me suis efforcé de suivre de très près la vie parlementaire ; j'ai participé régulièrement aux Commissions de travail auxquelles j'ai été désigné, je n'ai jamais manqué un vote, quel qu'il soit. Dès lors, il devient naturel que je sollicite, à l'occasion des nouvelles élections, le renouvellement de votre confiance. Je ne crois pas qu'il soit utile aujourd'hui de me présenter à vous, puisque vous me connaissez bien, ainsi que mon suppléant, M. Roger Disdier, maire rural, dont tout le monde connaît le dévouement inlassable aux causes de notre paysannerie. Mais je dois vous redire que je reste le candidat investi par les partis et mouvements d'une gauche unie dans la Fédération et que ma candidature demeure le symbole d'une union des républicains et des démocrates.

Je n'ai pas la prétention de vous rappeler l'importance de la consultation électorale du 23 juin. L'époque grave que nous vivons exige que la nouvelle Assemblée et le Gouvernement qui en résultera mettent un terme à la situation anarchique dans laquelle le Pays se débat depuis plus d'un mois. Cette situation est due indiscutablement à la carence et à la méconnaissance totale, de la part d'hommes ayant exercé un pouvoir absolu depuis dix ans, des vrais problèmes sociaux, économiques, agricoles, scolaires et universitaires imposés par les générations qui montent. La preuve est faite aujourd'hui, que la source de désordre ne provient pas — comme on le dit si facilement — des partis et groupements politiques, mais bien d'une autorité qui n'a pas su, en raison de son isolement, s'opposer aux troubles que nous connaissons. A cet égard, la Ve République s'avère un régime de crises plus rares mais bien plus graves.

Il importe à présent, dans une union de commune volonté, de faire progresser notre société, de libérer l'homme des aliénations nouvelles qui le menacent de plus en plus, du fait même des contraintes imposées par la civilisation de masse. Il est néces-

saire, maintenant, de savoir comment il faut gouverner, non pour gérer ce qui existe, mais pour le changer, c'est-à-dire pour faire jaillir des contradictions, des injustices et des périls qui menacent notre époque, l'aube d'un humanisme nouveau. L'année qui a commencé devrait être celle de ce travail qui aboutirait non pas à je ne sais quel programme électoral dont l'opinion est lasse, mais à un programme de gouvernement. Un Gouvernement de progrès ne doit plus être pris au dépourvu devant l'héritage qui lui échoit, surtout si celui-ci est lourd. Notre époque nous oblige au mouvement et c'est par la participation de tous à l'œuvre commune que nous assumerons nos responsabilités d'hommes libres, égaux et solidaires et que nous instaurerons la République des citoyens.

Puisque vous me connaissez bien, vous savez que je suis moi-même un homme libre, imbu de strictes idées d'ordre et de progrès social, ayant un profond respect des institutions et des libertés chèrement acquises. Mais je suis aussi un ardent partisan de la mise en œuvre des réformes prévues au moyen :

— d'une meilleure justice sociale, notamment en faveur des Anciens combattants et des rapatriés d'Afrique du Nord qui attendent toujours une juste réparation de leurs droits ;
— d'une économie de progrès ;
— d'une agriculture moderne, alors que le monde paysan a bien été oublié ;
— d'une promotion nouvelle assurant la dignité de la femme ;
— d'un enseignement scolaire et universitaire totalement modernisés et démocratisés ;
— d'une paix dans une Europe et un Monde organisés.

En votant massivement pour Emile Didier et Roger Disdier vous vous prononcerez pour :

— des hommes libres,
— des hommes de progrès,
— une démocratie au service de l'homme,
— l'expansion au service de la justice et l'Europe au service de la paix.

Ils font confiance à votre lucidité, à votre bon sens haut-alpin, à votre amour de la République et de nos Alpes.

Dès le 1er tour, votez

Emile DIDIER
Député sortant - Maire de Gap - Conseiller général

Remplaçant éventuel :

Roger DISDIER
Agriculteur - Maire de Chabestan

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Je remercie sincèrement les 6.977 électeurs de la première circonscription qui, par leur vote dimanche dernier, m'ont témoigné leur confiance et me permettent ainsi de recueillir 1.268 suffrages de plus que lors du premier tour de scrutin de mars 1967.

C'est d'abord pour moi un encouragement à la suite d'un mandat parlementaire qui n'a duré que quelques mois ; c'est aussi une raison déterminante d'aborder avec confiance le scrutin de dimanche prochain.

Vous connaissez mes intentions : je reste un homme libre, fidèlement attaché aux institutions républicaines, soucieux de la défense de nos libertés et partisan du progrès social dans l'ordre. Je n'ai d'autre ambition que de voir réunir autour de mon nom l'ensemble des voix républicaines et démocrates.

Il m'est particulièrement agréable, au moment d'aborder ce deuxième tour de scrutin, d'avoir à mes côtés un suppléant qui appartient au monde agricole. Roger Disdier, maire rural et cultivateur, est en effet bien connu pour son dévouement inlassable aux causes de notre paysannerie.

Je veux rester le défenseur des artisans, commerçants, industriels et entrepreneurs qui savent que mon concours leur est acquis en toute circonstance.

Ouvriers, employés, fonctionnaires et retraités, vous savez que je reste aussi très attentif à vos justes revendications, comme je n'oublie pas les problèmes chers aux rapatriés et aux anciens combattants.

Je n'oublie pas non plus, pour bien les connaître, les difficultés que rencontrent les vieilles et vieux travailleurs et je m'emploierai, comme par le passé, à l'amélioration de leur sort.

A vous tous les jeunes qui êtes l'espoir de la France de demain, je vous propose le dialogue le plus sincère et le plus constructif.

A vous tous Hauts-Alpins, c'est un des vôtres, qui travaille depuis plus de vingt ans à la mise en valeur des ressources de nos villages et de nos villes, qui vous redit son désir de tout mettre en œuvre afin d'assurer à chacun de vous une vie chaque jour plus facile, et plus heureuse.

Je vous demande de me renouveler votre confiance comme vous l'avez fait jusqu'ici, et vous convie à regarder l'avenir avec sagesse et avec espoir.

Vous voterez en masse, dimanche 30 juin, pour

Emile DIDIER
Député sortant - Maire de Gap - Conseiller général

Remplaçant éventuel :

Roger DISDIER
Agriculteur - Maire de Chabestan

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aiguilles, l'Argentière-la-Bessée, Briançon, Embrun, la Grave, Guillestre, le Monêtier-les-Bains, Orcières, Saint-Bonnet, Saint-Firmin, Savines.

M. Paul DIJOUD

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(R.I.)

Chers compatriotes,

Depuis un an, avec vos maires, avec vos conseillers généraux, j'ai entrepris un effort sans précédent pour développer notre département.

Certes, ce n'est qu'une première étape et nous devrons redoubler d'énergie pour obtenir une aide accrue des Pouvoirs publics et le concours de moyens financiers privés nouveaux.

Néanmoins, ce qui est fait, déjà, ne peut être remis en question :

Pour le Champsaur en particulier :

— Modification du Vᵉ Plan, pour y placer l'Internat de Saint-Bonnet à réaliser dès 1969.
— Financement européen de travaux d'aménagement rural importants.
— Complément de financement, dans le cadre de l'aménagement du territoire, pour alléger la participation des communes, etc.

Dans le Briançonnais en particulier :

— Financement d'un très important ensemble de remontées mécaniques dans la Guisane.
— Etudes du projet de station de sports d'hiver de Cervières.
— Crédits de rénovation rurale dans le Queyras.

Dans l'Embrunais également :

Les stations de sports d'hiver des Orres et de Réallon ont reçu l'approbation des Pouvoirs publics et devront prendre un départ rapide.

Partout, chaque fois que possible, dans les années à venir nous nous efforcerons de donner un peu plus d'espoir à ceux qui doutent de l'avenir de leur pays et avant tout de créer des emplois nouveaux.

Cependant, nos soucis locaux ne nous dissimulent pas les problèmes exceptionnellement graves que connaît en ce moment la France.

Derrière le drapeau rouge est apparue sans masque la menace de dictature totalitaire que les Français refusent.

Des hommes politiques soucieux avant tout de leur carrière personnelle se font les complices de cette subversion et refusent de combattre avec nous pour défendre la République, notre liberté individuelle, religieuse, familiale et politique.

Nous devons, dans ce département, faire face et montrer notre volonté de réformes dans la légalité et dans la liberté.

La présence du docteur Garraud à mes côtés, dans ce combat, est la preuve que les républicains de nos vallées ont fait passer l'intérêt national avant les préférences de chacun.

D'autres ont refusé cette union que nous leur avons proposée. Ils divisent les républicains alors que notre pays est en danger : je vous demande de ne pas les suivre ; ils ne peuvent que vous rendre le passé.

La France est en danger et nous avons besoin de vous tous pour combattre l'anarchie et la dictature.

Je suis à vos côtés et je ferai mon devoir auprès de vous pour la France et pour notre drapeau.

Votez :

Paul DIJOUD
Républicain indépendant
Expansion économique à l'étranger
Ministère des Finances

Remplaçant éventuel :

Robert GARRAUD
Maire de Briançon

ALPES-MARITIMES

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Nice-I, Nice-II, Nice-III.

M. Virgile BAREL

(Candidat du Parti communiste français)
élu le 30 juin 1968
(C.)

1re CIRCULAIRE

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Quand on connaît l'effort permanent du Parti communiste français pour la défense des intérêts des ouvriers, des paysans, des employés, des fonctionnaires, des artisans, des petits commerçants, des étudiants, des enseignants, des intellectuels, on s'explique les attaques visiblement électorales de De Gaulle et de Pompidou, agents d'exécution des volontés des monopoles capitalistes.

Il n'est donc pas étonnant que durant le formidable mouvement populaire de mai, Virgile Barel était avec les travailleurs manuels et intellectuels. MM. Robaut et Toussaint, eux, étaient en face, avec le gouvernement et le grand patronat.

Les 120.000 grévistes des Alpes-Maritimes en avaient assez d'une situation économique et sociale départementale catastrophique, aggravée par la gestion centriste.

Toute la population a entouré les travailleurs de sa sympathie agissante, approuvant l'extraordinaire sang-froid dont ils font la preuve, appréciant tout ce que les grévistes ont fait pour la gêner le moins possible.

En votant communiste, les travailleurs manuels et intellectuels, leurs familles, exprimeront tout d'abord leur volonté de consolider les résultats positifs qu'ils ont acquis au cours de leur lutte, en s'opposant à toute tentative réactionnaire de revenir en arrière.

Dans son programme, le Parti communiste met l'accent sur l'amélioration des salaires, la réduction du temps de travail, le plein emploi, l'abrogation des ordonnances sur la sécurité sociale, l'extension des droits syndicaux dans les entreprises, la modernisation d'une université démocratique, les problèmes de logement et de santé, l'allégement des charges fiscales qui pèsent sur le petit et le moyen commerce et l'artisanat.

C'est un programme d'extension économique grâce à la nationalisation progressive et démocratique des grands monopoles, la réduction des charges improductives, la réforme démocratique de la fiscalité appuyée par la lutte contre la vie chère et l'inflation.

C'est un programme de paix, de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement, qui exige en particulier pour le peuple vietnamien le droit de déterminer son sort dans l'indépendance.

Voter communiste, c'est ratifier ce programme novateur et efficace, c'est voter pour la démocratie ouvrant la voie au socialisme. C'est aussi approuver nos efforts persévérants pour réaliser l'unité de la classe ouvrière et l'union de tous les démocrates, de tous les républicains, incroyants ou chrétiens.

Le Parti communiste, qui a fait preuve de sang-froid et a dénoncé toutes les provocations et les violences d'où qu'elles viennent, ne revendique pas le pouvoir pour lui seul. Il propose un Gouvernement populaire et d'union démocratique à participation communiste sur la base d'un programme commun à tous les partis de gauche.

Le parti de la classe ouvrière, le parti des fusillés ne saurait recevoir de leçons de patriotisme des magnats de la haute finance sans patrie. Il y a bien longtemps que nos chants et nos drapeaux sont indissolublement mêlés dans nos combats.

Nous avons la plus grande confiance dans le jugement de nos citoyens. Plus les communistes auront de voix, plus facile sera la marche vers la démocratie et le progrès social.

L'activité des élus communistes, de Virgile Barel, portent témoignage de notre volonté et de notre dévouement sans bornes.

M[e] Pasquini, remercié de la belle façon que l'on sait par les électrices et électeurs de la première circonscription, il y a maintenant quinze mois, est parti tenter sa chance à Cannes. Les travailleurs, les commerçants et artisans, les couches moyennes, les jeunes et les personnes âgées ne sont pas dupes. Ils savent que lui parti, d'autres arrivent avec les mêmes idées, le même programme. Ils portent comme l'ex-vice-président de l'Assemblée Nationale, les responsabilités de dix ans de récession économique, de monologue.

Les hommes et les femmes de gauche, tous ceux qui en ont assez, se rassembleront à nouveau comme en mars 1967, comme en mai 1968.

Ne dispersez pas vos voix, réélisez triomphalement votre député :

VIRGILE BAREL
Candidat présenté par le Parti communiste français
Député sortant
Croix de guerre
Chevalier de la Légion d'honneur
Un des 27 députés du Chemin de l'Honneur
Arrêté puis déporté de 1939 à 1944
Père de Max Barel, héros de la Résistance

Remplaçant éventuel :

CHARLES CARESSA
Secrétaire fédéral du P.C.F.
Député suppléant sortant

Pour consolider et élargir les avantages obtenus pour la défaite du gaullisme pour la démocratie et contre la dictature.

Le 23 juin : VIRGILE BAREL,

un homme honnête au service exclusif de la population.

2e CIRCULAIRE

Electrices et électeurs de la première circonscription de Nice,

Nous remercions les 17.536 électrices et électeurs qui, dimanche dernier, nous ont accordé leur confiance. Avec près de 38 % des suffrages exprimés, le corps électoral nous a normalement et de loin, placés en tête de tous les candidats.

Ce scrutin est net.

C'est une première réponse à l'anticommunisme éhonté, au chantage permanent, piètres arguments électoraux pour un peuple majeur comme le nôtre.

Dimanche prochain, vous choisirez définitivement votre député. Vous nous réélirez comme il y a quinze mois, en 1967, lorsque fut battu M. Pasquini, dont M. Robaut est le représentant.

Sous le couvert d'une prétendue « défense de la République », le pouvoir personnel entend poursuivre sa politique antisociale au profit des monopoles et comme en 1958, remettre en cause les avantages arrachés par la lutte des travailleurs (hausse des prix et des impôts).

Vous ne permettrez pas les renforcement d'un pouvoir autoritaire qui ne manquerait pas, comme en 1958, de réduire encore les libertés.

Le choix est donc clair entre le gaullisme et une politique nouvelle alliant expansion économique, progrès social et développement des libertés grâce à l'union des forces de gauche et de progrès.

Après la poussée réactionnaire de dimanche dernier, le 30 juin, vous vous rassemblerez, massivement, sans défaillance. Faisant jouer à plein le réflexe républicain comme l'on fait les 26.109 suffrages du second tour des élections en 1967. Vous vous prononcerez pour l'union de toutes les forces progressistes et démocratiques, puisque c'est ainsi qu'en a décidé le suffrage universel. C'est pourquoi, M. Josselet s'est désisté en notre faveur et qu'à l'appel du P.C.F. se joint la Fédération de la gauche démocrate et socialiste.

Au mois de mai, les travailleurs et les étudiants se sont dressés pour la justice sociale et une véritable démocratie. Ils ont bénéficié du plus large soutien de toutes les couches de la population. Dimanche prochain, ce sera une étape importante de ce grand combat national qu'il faut mener à son terme. C'est pourquoi la même union, solide, puissante et efficace, calme et résolue, barrera la route au tenant local du pouvoir personnel dont l'ancien titulaire, battu à Cannes et à nouveau disponible, conserve les ambitions que l'on sait.

Avec confiance et assuré de votre jugement comme vous l'êtes de notre dévouement, dimanche soir, ensemble, se sera notre victoire commune.

Virgile Barel : un élu honnête au service exclusif de la population.

Pour le second tour, union indispensable de toutes les forces républicaines contre le parti gaulliste et ses alliés.

VIRGILE BAREL
Candidat d'Union des forces républicaines.

Remplaçant éventuel :
CHARLES CARESSA

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Nice-IV, Nice-V.

M. Jacques MÉDECIN

élu le 30 juin 1968
(P.D.M.)

1re CIRCULAIRE

Chères concitoyennes, chers concitoyens,

Le 23 juin, vous prendrez une décision qui engagera l'avenir de la France.

Votre vote conditionnera votre existence, celle de votre foyer.

Si vous m'honorez de votre confiance, vous pouvez être assurés que je m'efforcerai de m'en montrer digne. Voici un résumé des principales options de mon programme.

Les institutions :

Respect pour l'essentiel de la Constitution adoptée par voie de référendum le 28 septembre 1958.

Garantie de la stabilité gouvernementale et de l'autorité de l'Etat, sous le contrôle du Parlement.

Equilibre des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire.

Réformes tendant à constitutionnaliser les prérogatives du Président de la République, sous le contrôle d'une Cour suprême.

Inscription de la loi électorale dans le texte constitutionnel. Vote obligatoire.

Défense des libertés : liberté politique, liberté syndicale, liberté de l'enseignement, liberté de la presse, liberté de conscience, liberté de croyance, libertés locales.

Décentralisation administrative réelle. — Création de la région Côte d'Azur.

Economie :

Adaptation de l'ensemble des structures économiques à l'évolution rendue nécessaire par le progrès technique et scientifique.

Rénovation de l'agriculture et de l'industrie.

Expansion économique assurant l'augmentation du standard de vie des Français, et le plein emploi.

Politique d'investissements nationaux pour parfaire l'équipement collectif.

Rétablissement de la confiance génératrice d'investissements privés et soutien de l'entreprise individuelle pour l'aider à moderniser son outillage et la rendre compétitive dans le cadre du Marché commun ; lui faciliter l'octroi de crédits bancaires et abaisser les taux d'intérêt.

Défense d'une économie libérale, moderne, contre toute intervention abusive de l'Etat, telle que les marchés nationaux.

Protection réelle de la monnaie contre les risques d'inflation.

Réforme fiscale :

Les dépenses de l'Etat doivent être alignées sur les recettes et rigoureusement contrôlées afin que cessent de coûteux gaspillages.

Politique d'économies par une réduction au strict nécessaire des charges de l'Etat, afin d'assurer l'assainissement des finances publiques.

Nécessité d'une gestion équilibrée des entreprises nationalisées.

Coup d'arrêt à l'augmentation inconsidérée des impôts, qui découragent l'initiative individuelle et freinent l'activité économique.

Relance de l'économie par un abaissement du taux d'imposition consécutif à une réduction des dépenses de prestige.

Délivrer les contribuables de l'arbitraire en simplifiant et rénovant la fiscalité.

Réforme des droits de succession, afin que l'Etat cesse d'être le principal héritier des particuliers.

Liberté du commerce et respect des petites et moyennes entreprises.

Egalité fiscale entre les secteurs de distribution.

Social :

Progrès technique mis au service de l'homme.

Perfectionnement social fondé sur l'essor économique.

Juste part aux travailleurs des fruits de l'expansion économique.

Intéressement à l'accroissement de la production par l'établissement du salaire proportionnel.

Encouragement aux conventions collectives.

Rapports sociaux dans un climat de justice et d'entente.

Défense de la stabilité de l'emploi, assurance contre le chômage.

Protection contre les accidents du travail, revalorisation des retraites-accident, amélioration de la situation des vieux travailleurs.

Aide aux rentiers, retraités et économiquement faibles les plus éprouvés par la dépréciation de la monnaie.

Augmentation substantielle des prestations familiales, avec indexation sur les salaires.

Autonomie des fonds des allocations familiales, permettant la distribution intégrale aux ayants droit des ressources affectées à ces fonds, selon le principe de l'échelle mobile basée sur le coût du panier de la ménagère.

Anciens combattants et victimes de guerre :

Droit à réparation et non à assistance.

Satisfaction des vœux des grands invalides et des déportés.

Redressement de la pension des veuves, ascendants et orphelins de guerre.

Application honnête du rapport constant.

Solution rapide du contentieux Anciens combattants, notamment par la reconnaissance au titre pour les Anciens combattants d'Algérie.

Réajustement des pensions de 10 à 80 %.

Construction :

Nécessité d'édifier 700.000 logements sociaux par an, au moins.

Permettre l'investissement des bénéfices commerciaux et des capitaux privés dans la construction.

Augmentation de la surface et du confort des logements sociaux.

Encouragement de l'accession à la propriété.

Standardisation et rationalisation de la construction par les techniques nouvelles palliant le manque de main-d'œuvre.

Construction de logements, spécialement dans le secteur Alpes-Maritimes, réservés aux familles nombreuses et aux jeunes foyers (400.000 mariages par an en France).

Jeunesse :

Réforme de l'enseignement : simplification et allégement des programmes permettant les activités culturelles et physiques à l'école.

Construction d'écoles, lycées, collèges et facultés en nombre suffisant pour ne pas avoir à multiplier les obstacles chargés d'éliminer le surnombre.

Adaptation de l'enseignement aux techniques modernes pour le rendre nécessaire au plus grand nombre et profitable à tous.

Faire face aux besoins nés de l'augmentation de la population scolaire.

Elévation progressive de l'âge scolaire.

Développement de l'orientation et de la formation professionnelle par l'enseignement technique. Assurance de débouchés en fin d'études.

Poursuite de l'équipement universitaire de l'Académie de Nice.

Rapatriés :

Vote immédiat d'une amnistie pure et simple des faits ayant entraîné des condamnations politiques.

Réhabilitation automatique de tous les citoyens condamnés par les tribunaux d'exception.

Indemnisation totale des rapatriés pour les biens perdus du fait de guerre.

Facilités accordées aux rapatriés les plus déshérités pour accéder aux logements sociaux

Défense de la paix :

Construction d'une Europe unie.

Solidarité atlantique.

Utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

Désarmement international strictement contrôlé.

Jacques MÉDECIN

Conseiller général des Alpes-Maritimes
Maire de Nice
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Charles EHRMANN

Orphelin de guerre
Agrégé de l'Université
Chevalier de la Légion d'honneur
Adjoint au Maire de Nice
Député suppléant sortant

2e *CIRCULAIRE*

Mes chères concitoyennes, mes chers concitoyens,

Vous venez, avec fidélité, de me renouveler votre confiance.

En dépit d'une violente campagne de calomnies anonymes, vous vous êtes souvenus du dévouement avec lequel je me mets à votre service, aussi bien à la mairie de Nice qu'au Parlement.

La majorité que vous m'avez accordée me permet de distancer mes adversaires, et démontre que les attaques les plus basses — dont la justice est saisie — ne sauraient altérer votre conviction. Suivant la tradition familiale, je travaillerai toujours pour le bien de la cité, la défense des libertés qui nous sont chères, le statut de la démocratie et le maintien de l'ordre républicain.

En groupant massivement vos voix sur mon nom et celui de mon suppléant Charles Ehrmann, dimanche prochain, vous montrerez à tous ceux qui pensaient pouvoir me barrer la route du Parlement que le travail, le dynamisme et l'honnêteté sont des vertus qui priment sur le mensonge et la méconnaissance des problèmes.

Je suis certain de ne pas décevoir votre attente, tout comme je suis persuadé que vous saurez faire votre devoir de citoyens dimanche prochain 30 juin 1968.

J'ai besoin de votre aide et de votre soutien sans faille.

Investi de la plus large confiance, je travaillerai de tout mon cœur, avec vous, pour le progrès et l'expansion de la France, pour la République et pour notre ville.

Merci du fond du cœur.

Dimanche, nous remporterons la victoire.

JACQUES MÉDECIN
Conseiller général des Alpes-Maritimes
Maire de Nice
Député sortant

Remplaçant éventuel :

CHARLES EHRMANN
Orphelin de guerre
Agrégé de l'Université
Chevalier de la Légion d'honneur
Adjoint au Maire de Nice
Député suppléant sortant

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Nice-VI, Guillaumes, Levens, Puget-Théniers, Roquestéron, Saint-Etienne-de-Tinée, Saint-Sauveur-sur-Tinée, Villars-sur-Var.

M. Fernand ICART

(Candidat républicain indépendant - Ve République)
élu le 30 juin 1968
(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Mes chères concitoyennes, mes chers concitoyens,

Pour la plupart vous me connaissez. Mieux encore : je vous connais.

Ce sont des circonstances exceptionnelles, anormales, et à certains égards amorales, qui ont permis à une coalition inattendue de me retirer l'honneur de vous représenter à l'Assemblée Nationale. Nombreux furent ceux qui n'en ont pris conscience que trop tard.

Par la suite, celui qui m'a succédé a fait l'objet d'une inculpation de droit commun dont l'instruction se poursuit.

Tirons ensemble de ces faits les leçons nécessaires :

1. Défions nous des gens que nous ne connaissons pas de longue date, défions nous des beaux parleurs et des comédiens. Défions nous enfin de ceux qui, au cours d'une campagne électorale, déversent des flots d'argent dont on ne connaît pas l'origine ou que l'on connaît très bien.

2. La France était au bord de la Révolution et de l'instauration d'une démocratie populaire. Or, celui qui vous représentait hier encore, n'était, en fait, au travers de la F.G.D.S. de M. Mitterrand, que l'otage du Parti communiste.

En ce qui concerne ma ligne politique, il me suffira de vous rappeler qu'à l'Assemblée Nationale, j'étais inscrit au Groupe des républicains indépendants et que je suis resté après 1967 le fidèle ami de Valéry Giscard d'Estaing qui m'a confié la vice-présidence de sa Fédération régionale Provence-Côte d'Azur-Corse.

Sous le même drapeau, je sollicite vos suffrages pour défendre à l'Assemblée Nationale, à la fois l'ordre et la stabilité, mais aussi l'instauration d'une politique de dialogue et de réformes, que n'a cessé de prôner notre leader lors d'avertissements solennels et prophétiques.

Quant à mon programme, dans ma profession de foi du 5 mars 1967, je vous affirmais que « nous voulions, à partir du développement économique et dans le respect de la libre entreprise, réaliser l'équilibre social par l'admission de tous au bénéfice du développement et en particulier par :

— l'amélioration de la condition des personnes âgées,
— une politique de justice spécialement vis-à-vis des rapatriés,
— le relèvement des salaires minimums,

— l'allégement de la fiscalité indirecte, qui frappe les revenus modestes,
— une politique sociale du logement,
— la prise en considération des problèmes de la jeunesse et de son entrée dans la vie,
— enfin, par l'amélioration de la condition de vie et de travail des populations rurales ».

Ces problèmes hélas demeurent.

Et c'est, en partie, parce qu'on n'a pas su les résoudre, que le pays vient de connaître l'émeute et la paralysie.

Ce n'est pas dans la violence et la confusion que l'on peut mener des réformes, c'est dans l'ordre et le travail, et sans refus de dialogue.

Mais l'ordre, pour moi, ne saurait être la contrainte, pas plus que le dialogue un vain bavardage.

Il importe surtout de prendre conscience que l'homme, tous les hommes, tous les citoyens sont concernés par les événements politiques actuels. Le pays ne doit pas se diviser en deux blocs violemment opposés et prêts aux conflits extrêmes.

Et si le choix des voies et des moyens sépare les Français, une même espérance pour un meilleur avenir de la France doit les rassembler.

Mon passé, mon action au Conseil général et au Parlement au profit de toutes les causes qui méritaient d'être défendues doivent, je pense, vous permettre de me manifester votre confiance pour contribuer à cette œuvre de redressement national.

FERNAND ICART
Ancien Député
Conseiller général

Remplaçant éventuel :

JACQUES DUMAS-LAIROLLE
Avocat au Barreau de Nice

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

La signification du scrutin de dimanche dernier est claire.

— Le pays a sanctionné ceux qui ont voulu plonger la France dans le drame et la guerre civile et ceux qui, se livrant au jeu destructeur de la vieille politique ont rejoint par opportunisme le camp de la subversion.

— Les électeurs, au travers de leurs incertitudes, n'ont pas trouvé d'espérance dans « les politiciens au rancart ».

— Ils font confiance aux institutions de la Ve République, mais appellent la majorité nouvelle qui se dégagera au lendemain du deuxième tour du scrutin à préparer l'avenir en engageant le pays dans une politique constructive à la fois de réforme et de dialogue.

Nous sommes des hommes de cette majorité, nous avons prouvé que nous savions suivre une ligne de conduite politique droite et nette.

C'est la raison pour laquelle les électeurs de cette circonscription nous ont placés largement en tête des candidats au premier tour. *Mais le danger communiste n'étant pas pour autant écarté, les nationaux de toutes tendances, sans exclusive ni rancune, doivent se réconcilier le 30 juin.*

Il faut envoyer à l'Assemblée Nationale des hommes résolus à éviter le retour du désordre et à rester fidèles à une politique à la fois ferme et libérale.

Valéry Giscard d'Estaing a appelé les Français à cet effort et à cette discipline. Depuis cinq ans, nous combattons à ses côtés.

Notre but est d'aider le département à s'engager dans une voie nouvelle, tant sur le plan des habitudes politiques, que sur celui de la renaissance économique d'une région particulièrement frappée par la crise que nous venons de traverser. Nous avons besoin, en dehors même des options politiques, d'une large approbation qui nous confère cette mission particulière.

La France, notre département, ont des ressources considérables et qu'il convient d'utiliser. Ce qu'il faut désormais, c'est nous mettre au travail et construire dans l'ordre une politique pour l'avenir.

FERNAND ICART
Ancien Député
Conseiller général

Remplaçant éventuel :

JACQUES DUMAS-LAIROLLE
Avocat au Barreau de Nice

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Beausoleil, Breil-sur-Roya, Contes, l'Escarène, Lantosque, Menton, Roquebillière, Saint-Martin-Vésubie, Sospel, Tende, Villefranche.

M. Emmanuel AUBERT

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Dans la crise profonde qui ébranle notre pays, la parole est au peuple français.

Il doit choisir :

— entre ceux qui ont provoqué, accepté ou qui tentent d'exploiter l'anarchie,
— et ceux qui ont défendu et continuent de défendre les bases mêmes de notre civilisation : la liberté et la légalité.

Il doit choisir :

— entre les « oppositions » telles qu'elles sont apparues lors du dernier vote de censure,
— et la majorité groupée derrière le général de Gaulle pour la défense de la République.

L'Union pour la défense de la République (Ve République) a donné son investiture à

EMMANUEL AUBERT

52 ans, marié, un enfant
Licencié en droit
Diplômé des Sciences politiques
Général de brigade aérienne de réserve
Commandeur de la Légion d'honneur
Croix de guerre 1939-1945 et T.O.E. (six citations)

Remplaçant éventuel :

ARMAND ORENGO

44 ans, marié, un enfant
Diplômé d'études supérieures comptables
Engagé volontaire 1944
Directeur technique

Notre ligne d'action :

— Avant tout défendre la République et ses institutions démocratiques, seules garantes de la liberté et de la paix.

— Mener sans relâche, à la pointe de la majorité et par le dialogue, une action dynamique pour rendre notre société plus humaine et plus juste sur la base de la participation.

Dans l'immédiat... et le temps presse :

— aider les catégories sociales et professionnelles (notamment les économiquement faibles et les petites entreprises) les plus touchées par la crise actuelle ;
— reconstruire l'Université afin qu'elle réponde aux aspirations de la jeunesse française et aux nécessités de la vie moderne ;
— réconcilier tous les Français (amnistie, indemnisation).

— Sur le plan local, avec la collaboration de tous les groupements qualifiés de la région, développer enfin l'économie du Mentonnais, de la Roya et de la Vésubie :

— en réalisant hardiment l'unité touristique de la mer et de la montagne et en relançant le tourisme sur des bases modernes ;
— en implantant des industries légères adaptées aux possibilités de la région ;
— en améliorant les conditions de vie et de travail des agriculteurs des régions montagneuses.

Vive la France !

EMMANUEL AUBERT

2e CIRCULAIRE

UNION POUR LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE

Dimanche dernier, malgré les ambiguïtés volontairement entretenues, les vieilles habitudes et les contraintes, Menton et la quatrième circonscription ont fait preuve de clairvoyance et de courage.

Un magnifique élan a regroupé sous mon nom la plus grande partie de la population, consciente, en ces heures graves, de la nécessité de défendre, autour du général de Gaulle, les valeurs qui nous sont chères. une démocratie véritable et constructive dans la liberté et la légalité.

La situation est maintenant claire.

Il faut choisir entre l'Union pour la défense de la République et le Parti communiste.

Le reste n'est que du vent...

Dimanche prochain,

— tous ceux qui refusent le communisme,
— tous ceux qui, mettant l'avenir de leur pays au-dessus des divergences et des amertumes du passé, estiment venue l'heure de la réconciliation nationale,
— tous ceux qui veulent que l'imagination soit au service du caractère et de la morale politique,
— tous ceux qui veulent, sur le plan national ou régional, des réformes profondes sans détruire notre société,

ne doivent pas s'abstenir et, plus que jamais, doivent voter national autour de de Gaulle avec

EMMANUEL AUBERT

Remplaçant éventuel :

ARMAND ORENGO

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Antibes, Cannes.

M. Olivier GISCARD D'ESTAING

(Candidat Républicain indépendant - Ve République)
élu le 30 juin 1968
(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

La France reste au bord de l'anarchie. Tous nous avons souffert de l'angoisse, des privations et de cette crise économique qui a particulièrement atteint votre région dans sa saison la plus importante pour son commerce et son tourisme.

Le général de Gaulle a su arrêter ce mouvement et pour le moment éviter le pire. Il faut désormais mobiliser les énergies pour que le drame ne recommence pas.

Devant la profondeur de la crise, j'ai pris la décision de me porter candidat aux élections dans votre circonscription. Pourquoi ? parce que je suis convaincu que le développement du gaullisme libéral, que je suis seul à représenter ici, est la seule chance d'assurer durablement un retour à l'ordre.

Je défends l'ordre et la légalité. Dans la tourmente il faut défendre énergiquement les institutions. Comme tous les Républicains indépendants Ve République, je soutiens l'action du Président de la République élu au suffrage universel.

Je lutte aussi pour un tournant politique. Pour assurer demain la démocratie stable et évolutive que vous souhaitez il faut, vous le savez, un tournant politique. Il faut obtenir la libéralisation du régime. L'absence du dialogue que nous réclamons depuis des années à mené à l'explosion.

Il faut renouveler les hommes et le contenu de la politique. Le pays a besoin que la majorité soit élargie à toutes les forces qui refusent le péril mortel d'un front populaire animé par les communistes.

Le pays a besoin que cette majorité nouvelle ait une large liberté de discussion et une réelle faculté d'orientation de la vie nationale.

Je lutte pour éviter la cassure du pays et l'affrontement des extrêmes. Je lutte pour le seul ordre qui peut réconcilier les Français, l'ordre fondé sur le dialogue et la liberté.

Je veux apporter un esprit de réforme qui tienne compte des aspirations de toutes les professions et de chacun de vous. Les réformes nécessaires, loin de toute technocratie, de tout dirigisme, doivent s'élaborer sur la base d'une large consultation. Le dialogue est pour moi la véritable méthode du progrès.

Si vous me faites confiance, je veux avec les Républicains indépendants militer pour une plus large décentralisation, une réforme démocratique de la sécurité sociale, une plus grande liberté de l'information, en particulier à l'O.R.T.F., une réforme libérale de l'enseignement. Il faut enfin tirer un trait sur le passé par une amnistie complète et une indemnisation équitable des rapatriés.

Contribuer à assurer la sécurité de l'emploi par une politique économique et sociale dynamique est un de mes principaux objectifs. Je compte en particulier défendre à cet égard le projet d'un grand programme de logements sociaux pour relancer immédiatement l'industrie du bâtiment. Je crois à l'utilité des petites et moyennes entreprises dont nous devons assurer dans l'immédiat la survie par des mesures d'urgence.

Pour un ordre social plus humain, je compte aider de tout mon possible les catégories sociales victimes des transformations de la société : petits commerçants, artisans, retraités. Je tiens particulièrement à un effort pour les personnes âgées.

Si vous voulez bien m'accorder votre confiance, je m'engage formellement à défendre activement les intérêts de la région et de la circonscription. Le marasme actuel peut et donc doit prendre fin. L'essor est possible à condition de l'organiser et je compte bien m'y employer énergiquement.

Electeurs, électrices, voilà mes convictions, voilà mes engagements. Je sollicite votre confiance pour vous servir. Si vous me l'accordez j'en serai profondément touché et je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour y répondre.

Votez

Olivier GISCARD D'ESTAING

Remplaçant éventuel :

Alain MARTELLY

2e CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Je suis profondément touché que vous m'ayez placé en tête de tous les autres candidats de la circonscription, et de la confiance que vous m'avez témoignée.

Vous avez ainsi manifesté votre préférence pour la tendance libérale de la majorité, votre désir de voir des hommes de rénovation et de dialogue assurer les réformes, dans l'ordre, sous la haute autorité du Président de la République.

Vos suffrages m'ont désigné comme le seul candidat qualifié de la majorité pour le second tour. Dimanche prochain, l'union de toutes les voix nationales doit donc se réaliser, pour m'aider à écarter définitivement le candidat des forces du désordre : le représentant du parti communiste. Vous allez confirmer votre choix en ma faveur, c'est-à-dire le choix de l'ordre, du dialogue et des réformes.

La défense de l'ordre est mon premier souci. Il faut dire non à toute menace de subversion, à toute tentative anarchiste. Il doit être clairement compris qu'aucune décision politique ne peut résulter d'un mouvement de rue.

Avec les Républicains indépendants, j'entends donc défendre les institutions de la Ve République, qui assurent une stabilité politique indispensable. Cet ordre nous aidera à restaurer l'image d'une France pacifiée, accueillante, et à rétablir ainsi les courants touristiques venant de l'étranger.

Je suis, d'autre part, un homme de dialogue, qui doit contribuer à employer le régime dans un sens libéral.

Le Gouvernement doit accepter la discussion. Il faut que les Français, par l'intermédiaire de leurs élus, soient associés démocratiquement à la conception et à l'exécution de ces décisions, qui les intéressent. Je m'engage, pour ma part, à pratiquer largement, avec vous, le dialogue ; c'est-à-dire que je serai un député accessible :

Chacun pourra m'exposer ses opinions, et j'en tiendrai compte.
Chacun pourra m'expliquer ses problèmes et je m'efforcerai de les résoudre.

Je veux, enfin, soutenir des réformes pour réaliser :

Une société plus juste, assurant l'amélioration du sort de certaines catégories sociales, en particulier des petits commerçants, des artisans, des retraités. Un effort prioritaire doit être fait en faveur des personnes âgées. Il faut tirer définitivement un trait sur le passé, en ce qui concerne les rapatriés, et exiger, pour eux, une administration équitable et une amnistie complète pour toutes les condamnations.

Une société plus humaine, où le Gouvernement, tout en s'occupant de la vie de l'Etat, se penche davantage sur le sort des Français, et sur leurs problèmes. Une large décentralisation doit être pratiquée dans cet esprit pour répondre au désir de participation des Français, afin qu'ils soient plus réellement associés à la préparation de leur avenir et que les structures soient à l'échelle humaine.

L'effort le plus essentiel doit s'appliquer à l'emploi, dont la situation risque de s'aggraver et qui doit être, pour le Gouvernement, une priorité absolue. Le logement doit bénéficier, d'autre part, d'une aide accrue, pour l'élaboration de programmes beaucoup plus importants qui relanceront, en même temps, un secteur capital de l'activité économique.

Avec les Républicains indépendants, je m'efforcerai de faire aboutir une réforme démocratique de la Sécurité sociale. Je lutterai pour la liberté d'information, et notamment pour doter enfin l'O.R.T.F. d'un statut d'autonomie.

Il faut une politique pour les jeunes, car, dans une période de crise, il convient de leur redonner confiance et espoir dans l'avenir.

Electrices, électeurs,

Vous voterez massivement, dimanche prochain.

Pour que votre avenir soit meilleur, vous voterez :

La liberté, dans une majorité élargie,
Le progrès, par le dialogue,
La rénovation dans la continuité.

Olivier GISCARD D'ESTAING

Remplaçant éventuel :

Alain MARTELLY

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Le Bar-sur-le-Loup, Cagnes-sur-Mer, le Cannet, Coursegoules, Grasse, Saint-Auban, Saint-Vallier-de-Thiey, Vence.

M. Pierre ZILLER

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques. Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée. La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer le totalitarisme communiste précédé par l'anarchie.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature communiste.

La France, dans son immense majorité, ne voulait rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté. d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.

Nous voulons tous les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions, si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne et de le maintenir dans la voie du progrès.

Mais ces réformes ne peuvent se faire que dans l'ordre et dans la légalité.

Il faut mener à bien, avec la plus large participation de toutes les catégories sociales, les réformes justement souhaitées, tant pour l'université que pour le monde du travail, afin de construire une nouvelle société plus juste, plus fraternelle et susceptible de fournir à notre jeunesse les moyens de réaliser pleinement ses possibilités.

L'anarchie, le totalitarisme, c'est l'oppression et la misère pour tous les travailleurs, pour tous les citoyens, jeunes ou vieux, et d'abord pour les plus défavorisés.

Chaque citoyen doit décider s'il est pour ou contre ce communisme totalitaire et choisir des hommes politiques prêts à préparer l'avenir en éliminant l'hypothèque du Front populaire qui, comme en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Hongrie a irréfutablement prouvé que les partis de gauche ne sont et n'ont été que les otages du Parti communiste.

Pendant trois législatures, j'ai inlassablement défendu le bien-être et les intérêts de mes concitoyens des Alpes-Maritimes, et vous savez tous que je continuerai à le faire.

Les rapatriés d'Afrique du Nord connaissent mes votes sur l'amnistie et le règlement des indemnisations afin que l'union nationale puisse rétablir la paix entre tous les Français.

C'est donc aujourd'hui pour vous un devoir sacré que de vous unir pour envoyer au Parlement des hommes décidés à défendre la République et à former pour cela une majorité solide, convaincue et élargie à tous les Républicains épris de liberté.

Face au communisme totalitaire et à la violence, face à leurs alliés, choisissez ceux qui veulent défendre la République, la liberté, l'égalité, la paix civile, et le bien-être de tous les citoyens.

Vive de Gaulle ! Vive la République ! Vive la France !

Votre candidat sera :

PIERRE ZILLER

Député sortant - Elu depuis 1958
Ancien maire de Grasse
Conseiller général des Alpes-Maritimes
Déporté de la Résistance
Chevalier de la Légion d'Honneur - Croix de guerre 1939-1945
Médaille de la Résistance

Remplaçant éventuel :

LOUIS NOILOU

Pilote aviateur retraité
Officier de la Légion d'Honneur
Médaille militaire - Croix de guerre 1939-1945
Médaille de la Résistance
qui, habitant Saint-Laurent-du-Var, s'occupera à nouveau, plus spécialement de la partie Est de la circonscription.

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Le premier tour de scrutin a donné une indication, et dans la sixième circonscription, 26.852 des électeurs, en votant pour moi, ont confirmé la volonté de défendre la démocratie et la République.

Merci à tous, électrices et électeurs qui, le 23 juin, m'ont fait confiance ; je saurai m'en montrer digne comme je l'ai fait depuis près de dix ans déjà.

C'est presque la victoire, mais le scrutin de dimanche prochain doit confirmer de façon éclatante votre volonté de barrer la route au Front populaire, au communisme totalitaire, et au centre nostalgique du retour aux mœurs de la IVe République.

Avec de Gaulle,

Tous aux urnes contre la subversion, contre le drapeau noir, contre le drapeau rouge.

Pour la stabilité, pour la paix et l'indépendance.

Pour votre sécurité et celle de vos enfants.

Votez pour la Ve République, pour la liberté et la démocratie :

ZILLER

Votre candidat sera :

PIERRE ZILLER

Député sortant - Elu depuis 1958
Ancien maire de Grasse
Conseiller général des Alpes-Maritimes
Déporté de la Résistance
Chevalier de la Légion d'Honneur - Croix de guerre 1939-1945
Médaille de la Résistance

Remplaçant éventuel :

Louis NOILOU

Pilote aviateur retraité
Officier de la Légion d'Honneur
Médaille militaire - Croix de guerre 1939-1945
Médaille de la Résistance

qui, habitant Saint-Laurent-du-Var, s'occupera à nouveau, plus spécialement de la partie Est de la circonscription.

ARDECHE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bourg-Saint-Andéol, le Cheylard, Chomérac, Privas, Rochemaure, Saint-Martin-de-Valamas, Saint-Pierreville, Vernoux, Viviers, Villeneuve-de-Berg, la Voulte-sur-Rhône.

M. Pierre CORNET

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Ardéchoises et Ardéchois de la circonscription de Privas,

Je ne pensais pas me représenter devant vous si rapidement. Quoi qu'il en soit, il m'est agréable de vous rencontrer à nouveau. Je n'ignore cependant pas les complications que cette élection représente pour mes collègues maires. La rapidité de la campagne empêchera les prises de contact profitables pour tous.

Au bout de quinze mois seulement de mandat, le contrat ne peut être qu'incomplètement rempli. L'an dernier, je vous avais dit ma préoccupation essentielle qui est, dans la grande métamorphose que connaît la France, d'améliorer l'équipement de la circonscription, et de travailler à sa prospérité en la mettant à l'heure de notre temps, celle de l'Europe.

Au cours des mois écoulés, soit au cours d'entretiens que j'ai pu avoir avec un grand nombre d'entre vous à mes permanences, soit dans mes interventions à la Chambre, soit dans une étude que je tiens à votre disposition, j'ai proposé des solutions adaptées aux différentes zones constituant la circonscription de Privas :

— l'étroite gouttière rhodanienne profitera demain des courants humains de caractère européen.

Avec les vallées est-ouest, elle est la mieux placée pour accueillir les activités amenées par une décentralisation de caractère autoritaire, portant aussi bien sur des commandes que sur des unités de travail des secteurs publics pour créer des emplois au plan local.

— les zones intermédiaires, « la pente », exigent d'autres remèdes : des aménagements ruraux portant aussi bien sur les structures, les bâtiments d'habitation et d'élevage que sur la forêt et les châtaigneraies ; des implantations touristiques massives, assurant le développement du tourisme de week-end et de vacances d'été et d'hiver ; des créations d'établissements hospitaliers et de convalescence destinés à accueillir aussi bien les malades et les personnes âgées locaux que ceux de l'extérieur.

La nouveauté de la civilisation des loisirs lui a empêché de produire ses heureux effets sur la terre vivaroise, privilégiée à cet égard, et bien placée dans le tournoi international de demain.

Je poursuivrai une action énergique en vue de l'inclusion de la circonscription dans le périmètre des zones de rénovation à économie rurale dominante : à côté d'opérations « coup par coup », la circonscription a besoin d'aides globales aussi bien pour soutenir certains secteurs faibles que pour empêcher l'exode démographique ou économique vers les métropoles tentaculaires voisines.

Mais les récents événements prouvent, s'il en était besoin, que l'Ardèche n'est pas seule en cause.

Des révisions déchirantes sont probablement nécessaires :

— Ce n'est pas la première fois que l'économie française se trouve placée devant un risque d'inflation. L'objectif à atteindre est de ne pas donner aux salariés les moins payés et aux retraités les plus faibles un chiffre illusoire, et de ne pas défavoriser certains revenus, les revenus agricoles par exemple.

Même si en France, les différences entre les salaires élevés et les bas salaires sont plus faibles qu'ailleurs (en Union Soviétique en particulier), le maintien du pouvoir d'achat est sans doute au prix d'un écrasement au moins passager de l'éventail des rémunérations pour éviter aussi bien les trop bas moyens d'existence que le chômage.

Le travail doit être réparti avec plus de justice, les cumuls d'emploi sont à proscrire au profit des jeunes qui veulent un métier.

Sans abandonner ses traditions d'hospitalité, la France doit réviser sa politique d'accueil : en réservant le plus possible de travail aux Français, et aux étudiants de chez nous les aides scolaires financières et autres plutôt que d'accorder sans contrôle des bourses aux étrangers. « Charbonnier est maître chez lui ». Cohn Bendit n'a pas à dicter sa loi, celle du nihilisme. — Une profession de foi n'est pas un cours de morale : à côté de l'Etat, les parents devraient garder le souci de l'orientation de leurs enfants.

Mais certains principes sur lesquels est bâtie notre Société ne sortent pas vaincus de la grande secousse qu'elle vient de connaître. Plus que jamais la défense de la liberté doit être assurée :

— liberté d'expression : en effet le refus d'imprimer certains journaux comme cela s'est produit ces jours-ci correspond à une conception totalitaire ;
— liberté du travail : une majorité quelle qu'elle soit ne doit pas imposer sa volonté à la minorité, encore moins une minorité à la majorité ;
— de plus le libre choix d'une option politique suppose la bonne marche des services publics.

Accepter l'anarchie, la violence, les affrontements systématiques, les décisions de la rue, c'est accepter en même temps le recul et même la ruine d'une civilisation. Sous prétexte de solidarité on a parfois couvert les pires entraînements, les pires débordements de ceux qui prétendent apporter le bonheur en commençant par détruire tout ce qui a été laborieusement réalisé par la peine des hommes.

Non qu'il faille refuser la grande métamorphose qui touche le monde entier. Mais certaines pseudo-solutions doivent être dénoncées : l'insurrection, le désordre ne peuvent que nuire aux revendications les mieux fondées que formulent des salariés qui apportent à leur pays leur temps et leur sueur. Nous n'avons pas à imiter des exemples situés à 20.000 kilomètres (Mao Tsé-Toung) ou dans des pays peu développés d'Amérique centrale (Che Guevara) ou datant de 150 ans (Karl Marx).

Notre Société peut et doit dépasser des querelles nocives et accroître pour chacun et tous des responsabilités, des initiatives dans tous les cadres de vie, qu'ils soient familiaux, syndicaux, professionnels, éducatifs. Car chaque jour la mécanisation rend plus spécialisé et plus ingrat le travail des hommes transformés progressivement en robots. Ainsi la recherche sérieuse d'une participation à un effort

commun, au niveau de toutes les cellules de travail, s'impose comme la contrepartie de tout ce que la mécanisation peut tuer en l'homme.

C'est pourquoi il est indispensable d'élargir la majorité autour de Georges Pompidou qui s'est révélé être un homme d'Etat.

Il est d'ailleurs incontestable que la crise actuelle a clarifié la situation politique : les leaders de la F.G.D.S. sont apparus bien pressés par ambition de vendre la peau de l'ours et dans leur impatience de ne plus même respecter la Constitution en demandant le pouvoir sans consultation démocratique. Ces hommes d'ailleurs, s'ils étaient demain au gouvernement, seraient bientôt débordés : la F.G.D.S. n'est guère qu'un otage du P.C.F. — Ce n'est point François Mitterrand qui pourrait soulever l'enthousiasme de millions de Français face à des manifestants extrémistes prêts à jeter bas l'édifice de la République.

Peut-on refuser à de Gaulle, même si on s'imagine être son ennemi, son prestige international, son désintéressement, son courage, son amour de la paix, qui nous tient à l'abri des drames qui ensanglantent le monde, son respect des institutions républicaines qu'il a restaurées en 1945 et fortifiées en 1958. Il y a dix ans, il nous a évité le putsch militaire que les Grecs viennent de subir et aujourd'hui il nous évite le coup de Prague, et la guerre civile.

Les Républicains doivent donc voter de Gaulle.

Notre pays refuse la révolution camouflée qui lui est proposée par le Parti communiste. Il n'oublie pas que pour sortir du coup de Prague des pays européens ont mis plus de vingt ans.

Cette année, je suis accompagné par Régis Fayard, maire de la Rochette, canton de Saint-Martin-de-Valamas, qui a accepté d'être mon suppléant. Ainsi la partie nord de la circonscription continuera-t-elle d'être représentée par un élu apprécié d'un grand nombre de ses collègues, comme l'était son prédécesseur.

Le 23 juin 1968, Ardéchoises et Ardéchois de la circonscription de Privas, vous jouerez votre propre destin. A vous de vous prononcer en femmes et hommes libres et de prouver votre attachement à la légalité républicaine.

L'enjeu dépasse la personne du candidat et nos quotidiennes préoccupations.

Je ne doute pas un instant de votre verdict, celui de la sagesse, de la justice et de la paix sociale qui, depuis l'orage, sont, vous le savez, plus impérieuses que jamais.

Pierre CORNET

Député sortant
Marié, père de 3 enfants
Chevalier de la Légion d'Honneur - Croix de guerre 39-40 et 40-45
Conseiller général - Maire de Villeneuve-de-Berg
Expert désigné auprès de la IVe Commission de la CODER, Equipement région Rhône-Alpes
Docteur en Droit, Licencié es lettres — Diplômé de l'Ecole des sciences politiques
Ancien membre de la Commission des comptes et des budgets économiques de la Nation
Conseiller honoraire de l'Union française, ancien Questeur
Membre de l'Académie des sciences d'outre-mer

Remplaçant éventuel :

Régis FAYARD

Républicain indépendant
42 ans, père de cinq enfants
Chevalier du Mérite agricole
Négociant
Maire de La Rochette, canton de Saint-Martin-de-Valamas

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Annonay, Lamastre, Saint-Agrève, Saint-Félicien, Saint-Péray, Satillieu, Serrières, Tournon.

M. Henri TORRE

(Candidat de défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Chers électrices et électeurs,

La France vient de vivre une période exceptionnelle de son histoire qui aurait pu la conduire à l'effondrement.

Grâce à son énergie et à sa détermination, le général de Gaulle, une fois de plus, a sauvé notre pays. L'appui spontané qu'il a reçu du peuple français a été, en cette circonstance, d'un poids décisif pour la sauvegarde de la République.

En ces heures où nos droits et notre liberté étaient menacés, M. Roche-Defrance n'a pas hésité à joindre sa voix à celle des partisans de l'entreprise totalitaire. Il est donc allé à l'encontre de l'opinion de ses électeurs qui ont toujours manifesté leur confiance au Chef de l'Etat.

Le 23 juin prochain, il vous appartient de renouveler cette confiance au général de Gaulle, en votant pour un homme efficace, capable d'associer les intérêts ardéchois à l'œuvre de *rénovation nationale*.

Cette œuvre de rénovation nationale portera sur :

— la réforme de l'enseignement et la formation professionnelle, permettant aux jeunes d'affronter l'avenir avec enthousiasme ;
— l'évolution des structures de l'entreprise, tendant à instaurer la confiance entre les travailleurs, les cadres et la direction ;
— un accroissement de l'aide aux personnes âgées, leur assurant une vie décente ;
— la mise en œuvre d'une politique étrangère d'amitié avec nos alliés traditionnels et l'accélération de l'édification de l'Europe.

L'Ardèche-Nord veut, par la rénovation rurale et artisanale, s'associer à la prospérité de la collectivité et assurer l'écoulement régulier et rémunérateur de ses productions.

Il est de plus indispensable de la doter des équipements hôteliers et des routes nécessaires à son développement touristique trop négligé jusqu'à présent.

En outre, dans le cadre de l'aménagement du Territoire, il faudra soutenir les industries existantes et aider la création d'emplois nouveaux par des aménagements fiscaux et des aides financières adaptés aux besoins propres de notre région.

Chers électrices et électeurs, en accordant le 23 juin vos suffrages à Henri Torre, candidat des réformes dans l'ordre, vous accomplirez un acte déterminant, pour le maintien de vos libertés et la prospérité de votre circonscription.

Avec de Gaulle pour les réformes économiques et sociales dans l'ordre et la stabilité.

Henri TORRE
Candidat de défense de la République
Agé de 35 ans, père de trois enfants, issu d'une famille fixée à Alboussière, canton de Saint-Péray
Diplômé de l'Ecole des Hautes études commerciales de Paris
Président de l'Union des Coopératives de construction de la région Rhône-Alpes
Président du Comité interprofessionnel du Logement Rhône-Alpes

Remplaçant éventuel :

Pierre GRANDCOLAS
Chevalier de la Légion d'honneur
Né en 1909, Médecin, Maire de Lamastre depuis 1953
Président du Syndicat à vocations multiples du canton de Lamastre
Membre du Conseil des Communes d'Europe
Membre du Conseil départemental de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance

---

2e CIRCULAIRE

Chères électrices et électeurs,

En me plaçant très largement en tête dès le premier tour, avec près de 2.000 voix d'avance sur mon suivant immédiat, vous avez voulu renouveler sans équivoque votre confiance au général de Gaulle et vous donner pour représentant un homme dévoué au bien public.

Mais ce premier succès ne doit pas vous faire oublier le combat acharné que mènent les partis adversaires de la République. Ils sont prêts à faire obstacle, par toutes les combinaisons et toutes les compromissions, à l'élection d'une majorité qui permettrait à la France de demain de faire les réformes qui conditionnent son avenir. Ainsi, ils entretiendraient un climat d'incertitude et d'instabilité dans la nation, facilitant le retour au désordre dont ils croient profiter pour accéder au pouvoir.

Battu au premier tour, le député sortant M. Roche-Defrance a conclu son accord avec M. Mitterrand pour que M. Guigal se retire ; il pense ainsi pouvoir conserver son siège. Les électrices et électeurs de la circonscription ne se laisseront pas abuser par des combinaisons politiques aussi douteuses.

Le 30 juin, ils diront non à M. Roche-Defrance car ils refuseront d'être les victimes d'une alliance électorale scandaleuse. Ils diront également non à M. Jean Maron, candidat du Parti communiste.

Pour assurer le salut de la République et la prospérité de la circonscription, ils apporteront plus massivement encore leurs voix à la Ve République en votant pour Henri Torre et son suppléant le Docteur Grandcolas.

Avec de Gaulle pour les réformes économiques et sociales dans l'ordre et la stabilité.

Henri TORRE
Candidat de défense de la République
Agé de 35 ans, père de trois enfants, issu d'une famille fixée à Alboussière, canton de Saint-Péray
Diplômé de l'Ecole des Hautes études commerciales de Paris
Président de l'Union des Coopératives de construction de la région Rhône-Alpes
Président du Comité interprofessionnel du Logement Rhône-Alpes

Remplaçant éventuel :

Pierre GRANDCOLAS
Chevalier de la Légion d'honneur
Né en 1909, Médecin, Maire de Lamastre depuis 1953
Président du Syndicat à vocations multiples du canton de Lamastre
Membre du Conseil des Communes d'Europe
Membre du Conseil départemental de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance

---

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Antraigues, Aubenas, Burzet, Coucouron, Joyeuse, Largentière, Montpezat-sous-Bauzon, Saint-Etienne-de-Lugdarès, Thueyts, Valgorge, Vallon-Pont-d'Arc, les Vans.

M. Albert LIOGIER

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Mes chers amis,

Avec stupeur, les Français ont vu se dresser le spectre de la guerre civile. Le général de Gaulle et son Gouvernement ont été le seul rempart à pouvoir s'opposer au déferlement de la violence. Le devoir de tout Français, et plus encore de tout homme public responsable des vies de ses concitoyens, était de faire front derrière ce Gouvernement, représentant la légalité en face de la subversion. En votant la motion de censure, un certain nombre de députés, ceux du Parti communiste, de la Fédération des gauches, quelques Centristes dont notre député sortant, ont tenté de renverser ce Gouvernement. Leur geste les déconsidère dans l'esprit de tout homme de bon sens, car personne n'a à gagner à ce que dans nos villes, dans nos villages, au sein même de nos familles, se déclenchent les pires instincts dont nous savons trop que notre espèce est capable, ce qui n'aurait pas manqué de se produire si la motion de censuse avait été votée. Et il s'en est fallu de onze voix !

Quand les valeurs qui font notre raison de vivre, les libertés qui nous sont chères, nos existences mêmes et celles de nos enfants, nos biens se trouvent menacés, les petites rancœurs, parfois justifiées, doivent s'effacer. On a trop souvent, dans les derniers jours, opposé les catégories sociales, et en particulier les salariés aux travailleurs indépendants alors que leurs destins sont liés. Seul un Gouvernement assuré de la stabilité est capable de juguler l'inflation dans laquelle se perdraient les conquêtes sociales dont bénéficie notamment le monde du travail. Nous sommes tous Français, et tous solidaires. Notre drapeau ne saurait être le drapeau rouge, encore moins le drapeau noir. Il est et il demeure le drapeau tricolore, le drapeau de la France, celui pour lequel, il n'y a pas très longtemps, on se faisait encore tuer. Il s'agit de réaliser l'union nationale la plus large possible pour préparer ensemble, dans le calme et la dignité, l'avenir, et non le compromettre dans des luttes intestines, destructrices et meurtrières.

Le péril, un instant conjuré, est loin d'être écarté. Après les élections vont se poser les vrais problèmes. La crise politique qui vient de se produire est le symptôme d'un malaise de la civilisation, lequel d'ailleurs n'affecte pas seulement notre pays. Il est hors de doute que si des réformes profondes ont déjà été entreprises, d'autres peut-être plus urgentes, doivent l'être encore. Il faudra promouvoir les institutions que réclame la société de demain. Mais le monde moderne est trop complexe pour que de tels buts puissent être atteints par des procédés expéditifs. Seuls quelques fous, quelques désespérés ou quelques asociaux peuvent encore le prétendre et le croire à l'heure où le Parti communiste est lui-même dépassé par des éléments extrémistes, incontrôlables et incontrôlés.

Les événements que nous venons de vivre dans l'angoisse sont une leçon pour tous et les choses ne peuvent plus être ce qu'elles étaient. Nous avions d'un côté

le Pouvoir, un peu trop solidement campé derrière ses équipes de technocrates, de l'autre les Français qui lui faisaient confiance, mais avec des réserves allant jusqu'à l'obstruction quand ce pouvoir ne se trouvait pas sérieusement mis en cause. Aujourd'hui, si les Français ont compris qu'il était trop dangereux de « jouer à la petite guerre », le Gouvernement de son côté doit comprendre la nécessité d'assouplir ses procédures, de tenir compte des réalités qui sont les nôtres, et savoir, avec les conséquences qui en découlent, qu'il est fort dans la mesure où il tire sa force des forces vives de la Nation. En ce qui nous concerne, si nous maintenons toute notre fidélité au général de Gaulle, sauveur de la patrie en détresse, nous désirons tous le dialogue, aussi ouvert que possible. Pendant le mois de troubles que nous venons de subir ce sont les paysans, les artisans, les commerçants, les dirigeants et travailleurs des petites et moyennes entreprises de nos régions qui ont su préserver le Pays de l'asphyxie. Pour la plupart ils se trouvent, en raison des événements, en face de difficultés presque insurmontables. Il faut les aider et, en particulier, les faire bénéficier d'une amnistie fiscale générale. Ces catégories sociales, qui ont évité la faillite à notre pays, désirent être entendues car elles ont eu l'impression qu'on cherchait à les éliminer. Sans elles, la troisième circonscription de l'Ardèche deviendrait un désert. La France et son Gouvernement ont besoin de leur concours mais d'une manière permanente, et pas seulement en période de crise.

Il faut préparer l'avenir, mais dans la paix civile et la sécurité, au sein d'institutions libres, permettant à chaque catégorie de citoyens, et à toutes les régions, même les plus défavorisées trop souvent oubliées dans le concert, de s'exprimer. Plus que jamais il importe de rester maître de soi et de respecter l'autre. C'est sur ces valeurs que se fonde notre civilisation. Leur oubli a failli nous précipiter dans l'abîme, et ce risque demeure. Le mandat de député que je sollicite n'est pas une sinécure que l'on accorde à l'homme sympathique du moment. C'est aujourd'hui une lourde responsabilité. Il faut donc choisir pour le remplir un homme politique éprouvé, sur la solidité duquel aucun doute ne soit possible afin que, l'heure des choix graves venue, il soit impensable qu'il trahisse les intentions profondes de ceux qui l'ont élu.

En face de ces impératifs tous les griefs doivent céder.

Seul investi par l'Union des démocrates pour la V[e] République et par le Groupe des républicains indépendants, je représente seul aussi, sur notre circonscription, l'ensemble de la majorité fidèle à la fois au général de Gaulle et au Gouvernement légal de la République, cette majorité qui, lors du scrutin historique autant que dramatique du 22 mai 1968, a su, en refusant en bloc de voter la motion de censure, dire non à la violence et à la révolution.

C'est pourquoi, en faisant appel à vos suffrages, je sollicite le périlleux et exaltant honneur de vous représenter à l'Assemblée Nationale.

Le 23 juin, sur le nom d'Albert Liogier, vous direz :

Non à la subversion,

Oui au général de Gaulle, à la République et à la France.

Albert LIOGIER

Remplaçant éventuel :

Jean ROURE

2° CIRCULAIRE

Chers amis,

Le dimanche 23 juin, en me portant nettement en tête du scrutin (avec 1.517 voix d'avance sur le député sortant), vous avez manifesté sur mon nom votre volonté formelle d'Union pour la défense de la République.

Je vous en suis profondément reconnaissant, et je mesure pleinement la responsabilité dont vous m'avez chargé :

Vous avez ainsi fait de moi le candidat unique de la discipline nationale.

Cette discipline, je l'ai, pour mon compte, toujours observée.

Aux élections législatives de l'an dernier, malgré une candidature Jourdan favorable à la V[e] République, qui me permettait de joindre ses voix aux miennes pour affirmer en toute logique que cette V[e] République se trouvait en tête au premier tour, je me suis effacé au deuxième en faveur de M. Moulin arrivé devant moi. Au-dessus des passions, au-dessus des haines partisanes, au-dessus des rivalités entre hommes, il est en effet des règles élémentaires de moralité et de probité politiques qu'il faut savoir respecter car leur oubli nous conduit toujours à la catastrophe.

Aussi le maintien du député sortant est-il jugé très sévèrement par l'ensemble des nationaux, y compris ceux qui lui avaient encore fait confiance dimanche dernier.

Sans doute — après avoir tenté de justifier l'injustifiable vote en faveur de la motion de censure destinée à jeter bas le Gouvernement et la République dans des circonstances dramatiques — cherchera-t-on à torturer les chiffres pour tenter une impossible démonstration, celle de l'absence total de danger communiste dans notre circonscription.

Or, le danger communiste existe et il est même très pressant. La vraie partie se joue entre le docteur Delenne et moi-même.

L'an dernier, le docteur Delenne a obtenu, au deuxième tour de scrutin, 14.389 voix qui ne se sont pas évanouies en quelques mois et qu'il retrouvera, au moins, intégralement ce dimanche 30 juin alors que, dimanche dernier et bien que largement en tête du scrutin, je n'ai moi-même recueilli que 13.916 suffrages.

Les nationaux ardéchois jugeront. Ils jugeront avec d'autant plus de sérénité que *la France entière leur montre la voie à suivre.*

Dans un immense élan d'unité nationale autour du général de Gaulle et de son Gouvernement, nos compatriotes ont placé en tête, dans l'énorme majorité des circonscriptions, les candidats d'« Union pour la défense de la République », à tel point que 148 d'entre eux ont été élus dès le premier tour (dont mon ami Pierre Cornet sur Privas) contre 6 de l'opposition (F.G.D.S. et communistes) !

La circonscription d'Aubenas-Largentière a montré dimanche dernier qu'elle entendait participer pleinement à ce grand élan national et ne plus ramer péniblement à contre-courant.

Elle entend participer, dans le sein d'une majorité enfin solidement assurée, aux réformes de structure que le Gouvernement va promouvoir et qui s'annoncent d'autant plus intéressantes que le classement, dont j'ai été l'artisan, en zone spéciale d'action rurale de 10 de nos cantons sur 12 nous vaut de nous trouver dans la grande zone de rénovation Massif Central.

Les électrices et électeurs de la circonscription savent aussi, dans leur robuste bon sens, que l'ordre, le progrès, les libertés, l'assurance de préserver nos biens, notre avenir, celui de nos enfants se trouvent du côté de l'Union pour la défense de la République.

Ce dimanche 30 juin, les nationaux de la circonscription réaliseront enfin l'unité nationale sur le nom d'

ALBERT LIOGIER

Remplaçant éventuel :

JEAN ROURE

Vive l'Ardèche !

Vive la République !

Vive la France !

ARDENNES

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Asfeld, Château-Porcien, Chaumont-Porcien, Flize, Juniville, Mézières, Novion-Porcien, Omont, Rethel, Rumigny, Signy-l'Abbaye.

M. Lucien MEUNIER

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(App. U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Une grave crise sociale vient d'ébranler notre Pays et pourtant, si l'on dresse un bilan sommaire de ce qu'a fait en dix ans la Ve République, celui-ci est très largement positif dans tous les domaines.

C'est pourquoi nous vous posons les questions suivantes, vous y répondrez vous-même en toute objectivité :

— Pensez-vous que cette crise va provoquer une baisse des prix et que vous allez en retirer davantage de bien-être et de pouvoir d'achat ?
— Pensez-vous, qu'en toute chose, le gain soit plus élevé dans le désordre que dans l'ordre ?
— Pensez-vous qu'au moment où, le 1er juillet 1968, la France entrant dans le Marché commun et ouvrant ses frontières, puisse se trouver en position de force ?
— Pensez-vous que l'avenir de nos enfants soit normalement assuré par le désordre qui résulte actuellement de la révolution culturelle ?

Nous pourrions continuer ce jeu longtemps, mais nous nous contenterons de vous poser encore trois questions :

— Désirez-vous voir flotter le drapeau rouge du communisme sur nos édifices publics et nos usines ?
— Désirez-vous voir flotter le drapeau noir de l'anarchie sur les ruines de notre Pays ?
— Estimez-vous être une femme ou un homme de bon sens ?

Alors avec nous, vous préférerez que se déploient sur la France entière les trois

couleurs du drapeau français, symbole de l'union de tous les citoyens dans le respect de toutes leurs libertés, y compris celle de travailler.

C'est pourquoi vous voterez le 23 juin 1968 pour :

LUCIEN MEUNIER
Député-Maire de Juniville
Médaille de la Résistance
Chevalier des Palmes académiques

Remplaçant éventuel :

MICHEL PATRIS
Agriculteur exploitant
Maire d'Aouste
Médaille de la Résistance

présentés par
le Comité d'Union pour la défense de la République.

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Nous tenons à remercier tout d'abord les 19.509 électrices et électeurs ardennais qui, dès le premier tour, ont manifesté leur volonté de réforme dans l'ordre et la légalité en votant pour nous. Ils rejoignent ainsi le grand courant national qui ressort très nettement de cette consultation.

De la logique des chiffres, comme des accords pré-électoraux pris par l'opposition, il apparaît que le second tour nous laissera seuls en présence du candidat du Parti communiste.

A l'heure du choix, nous appelons les électrices et électeurs qui n'ont pas cru devoir voter pour nous le 23 juin, mais qui cependant refusent l'aventure marxiste, à nous faire confiance dimanche prochain, en reportant sans abstention leurs voix sur :

LUCIEN MEUNIER
Député-Maire de Juniville
Médaille de la Résistance
Chevalier des Palmes académiques

Remplaçant éventuel :

MICHEL PATRIS
Agriculteur exploitant
Maire d'Aouste
Médaille de la Résistance

présentés par
le Comité d'Union pour la défense de la République.

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Charleville, Fumay, Givet, Monthermé, Renwez, Rocroi, Signy-le-Petit.

M. André LEBON

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Le 12 mars 1967, il y a quatorze mois, vous élisiez André Lebon, député des Ardennes, par 27.447 voix contre 21.127 au député U.N.R. sortant.

André Lebon sollicite à nouveau votre confiance.

Pendant quatorze mois, André Lebon a rempli consciencieusement le mandat que vous lui avez confié. Tous les maires l'ont rencontré pour lui exposer les difficultés de leur tâche. Avec le Président du Conseil général, il a tenu des réunions dans chaque canton où les maires ont pu prendre contact avec l'administration préfectorale. Les sujets abordés ont été suivis par André Lebon qui a entretenu avec les élus locaux une correspondance jamais vue depuis plusieurs années. Les lettres de remerciements de vos maires, même les délibérations de Conseils municipaux exprimant leur gratitude envers l'action d'André Lebon sont nombreuses. Et cela pour seulement quatorze mois...

Alors, il est tout naturellement décidé à poursuivre cette action en faveur des communes ardennaises, de leurs habitants, du département. Vous lui continuerez votre confiance en lui accordant, dès le premier tour, la première place parmi les quatre candidats qui sollicitent vos suffrages. Pour cela, *votez dès ce premier tour*, car il faut choisir et éliminer. Au second tour, vous pourriez regretter votre abstention.

Les Ardennes, et particulièrement la vallée de la Meuse comme le plateau de Rocroi - Signy-le-Petit, ont besoin d'un député qui connaît bien les problèmes de la vie municipale et départementale pour être sur le plan national l'avocat s'appuyant sur des faits précis. André Lebon fait entendre votre voix au Conseil général, comme à la région, puisqu'il siège à la C.O.D.E.R. comme à Paris.

Confirmez son mandat.

André Lebon est le seul des quatre candidats à associer les cantons du Nord de la vallée à l'action qu'il entend poursuivre en se présentant avec Albert Galliot ; ses adversaires ont choisi leurs suppléants autour du chef-lieu, ou même en dehors de la circonscription, comme le fait M. Le Gall.

Aidez-le à poursuivre son action pour le désenclavement des Ardennes par des contacts avec nos voisins belges, pour une décentralisation de l'Université de Reims vers les Ardennes, pour la création de milliers d'emplois dans la région de Charleville-Mézières, de Bogny, des cantons de Fumay et de Givet, pour une coordination déjà

amorcée des activités des cantons de Rocroi et de Signy-le-Petit avec celles des cantons proches de l'Aisne et du Nord.

Le problème de l'emploi trouvera une solution par l'abaissement de l'âge de la retraite et par des aménagements du temps de travail ; il est inadmissible que les progrès techniques ne favorisent pas la vie familiale et sociale.

Il faut revoir le Ve Plan tout en préparant activement le VIe Plan afin de repenser les attributions de logements H.L.M., leurs prix et le coût des loyers. Mais il faut en même temps ne pas négliger les équipements sociaux, le problème de la jeunesse trouvant une partie de sa solution dans l'aménagement correct des ensembles immobiliers. La jeunesse est inquiète pour son avenir ; les parents sont soucieux pour l'avenir professionnel de leurs enfants. Le dialogue doit être engagé sans délai et le problème de l'emploi aller de pair avec l'expansion économique.

Il faut que dans la période d'inflation qui s'ouvre, les pensions soient révisées sans délai, car la situation des anciens et des retraités civils et militaires fait partie de notre œuvre de solidarité humaine. Il faut surtout que les récents avantages consentis aux salariés ne soient pas d'ici quelques semaines annulés par la hausse des prix.

Il y a le problème politique. Ne laissez pas se répandre les propos du Pouvoir qui voudrait qu'en France, il n'y ait que deux blocs condamnés à se battre. Il y a des démocrates et des républicains qui rejettent toutes les formes de totalitarisme et de révolution violente. André Lebon est de ceux-là. Il y a de profondes réformes à faire ; on peut les accomplir sans que le sang coule. Il faut que le Parlement, émanation du suffrage des citoyens, retrouve le dialogue avec le Gouvernement. Vous savez bien que cela n'a pas été possible depuis dix ans de régime gaulliste qui nous ont amenés aux tragiques jours de mai 1968 et à la quasi-guerre civile ; pesez bien votre vote ! Pouvez-vous encore faire confiance à un régime qui a eu tous les pouvoirs depuis dix ans et qui a amené la révolte ? Qui vous assure que cela ne sera pas plus grave s'il persiste à gouverner la France !

Vous savez bien que la sagesse est dans le cœur de tous et que les démolisseurs et les aventuriers ne sont pas dans les rangs de mes amis de pensée politique.

Alors...

Votez André LEBON

Député sortant
Maire de Charleville-Mézières - Conseiller général
Président de l'Association des maires des Ardennes

Remplaçant éventuel :

Albert GALLIOT

Ancien Conseiller général
Adjoint au maire de Vireux-Molhain

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Je vous remercie de m'avoir permis d'être celui qui rassemblera dimanche les républicains de progrès, qui aura l'honneur d'être l'avocat acharné de l'avenir économique et social d'une région qui a besoin d'un député averti de vos problèmes quotidiens.

Comme maire et comme conseiller général, je mène une inlassable action qui sera, dimanche, avec vos suffrages, renforcée par le mandat de député que je vous demande de me renouveler.

Je vous remercie à l'avance de votre confiance.

André LEBON

Député sortant
Maire de Charleville-Mézières - Conseiller général
Président de l'Association des maires des Ardennes

Remplaçant éventuel :

Albert GALLIOT

Ancien Conseiller général
Adjoint au maire de Vireux-Molhain

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Attigny, Buzancy, Carignan, le Chesne, Grandpré, Machault, Monthois, Mouzon, Raucourt-et-Flaba, Sedan-Nord, Sedan-Sud, Tourteron, Vouziers.

M. Jacques SOURDILLE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Ardennaises, Ardennais,

Quel est donc ce Breton que l'on dit « parachuté » ?
Je suis d'abord, délégué par Charles de Gaulle, et seul investi par l'Union pour la défense de la République dans la troisième circonscription des Ardennes, à Sedan et à Vouziers.

Citoyen silencieux, je n'ai pris de position publique que trois fois dans ma vie.

— Dans la nuit de l'Occupation, de la Résistance et des Camps.
— Le 19 mai 1958, lorsque, dans l'effondrement de la IVe République, le général de Gaulle venait maintenir la paix civile.
— Il y a trois semaines quand une vague d'anarchie menaçait de submerger les Institutions démocratiques de la Ve République.

Dix ans, c'est trop pour ceux qui nous contestent. Parmi ceux-ci, certains espèrent s'emparer des leviers de commande pour satisfaire leur soif de pouvoirs inutiles.

Mais nous, nous disons que dix ans ce n'est pas assez pour faire passer la France du XIXe siècle à l'ère moderne, si l'on tient compte de la conjugaison des forces d'inertie et de l'opposition systématique.

Dix ans, ce n'est pas assez pour achever les mutations entreprises dans le domaine économique et social, car elles sont douloureuses et ne peuvent être supportées qu'avec l'aide de l'Etat. Les agriculteurs en connaissent le prix.

Il faut que le changement soit un progrès et non un recul, qu'il consacre la dignité du citoyen et sa participation au pouvoir dans son entreprise, dans sa ville et dans la Nation.

Des années d'effort, en faveur de la promotion sociale par l'enseignement et en faveur d'une ouverture démocratique de la hiérarchie par la formation permanente des adultes m'ont appris à refuser les mirages démagogiques. Notre monde se bâtit sur des réalités.

En posant ma candidature, à mon tour, je vous poserai deux questions :

1. *L'alliance* mouvante et momentanée entre la F.G.D.S. et le Parti communiste français est-elle susceptible de faire progresser la démocratie sociale *dans la liberté* si l'on tient compte des dynamismes européens et internationaux ?

2. *Qu'a fait M. Desson pour Sedan et Vouziers ?*

Partisan convaincu du régionalisme et ennemi de la technocratie, je viens à Sedan et à Vouziers, pour soutenir, jour par jour, les initiatives ardennaises, pour transmettre au Pouvoir central et aux administrations lointaines, les légitimes revendications, pour arracher les décisions et le soutien de l'Etat dans la rénovation des structures agricoles et industrielles.

Pour assurer vraiment :

— aux travailleurs et aux cadres la stabilité de l'emploi, la participation aux responsabilités dans leur entreprise, la création d'emplois ;
— aux agriculteurs la rentabilité de leurs exploitations ;
— aux professions libérales et aux commerçants l'indépendance nécessaire.

Il faut barrer la route à l'anarchie.

Les appels aux particularismes n'ont pas empêché qu'un médecin, assistant des hôpitaux, qui tient son indépendance de son travail et de ses mains, ait été choisi, et ait reçu mission de rassembler derrière Charles de Gaulle les énergies et la sagesse des Français.

La signification de mon investiture nationale dans les Ardennes.

C'est le visage sérieux du gaullisme de mouvement.

Ce sont les citoyens au pouvoir.

C'est l'ordre sans l'injustice sociale.

Quand la liberté venait du ciel, j'étais au sol pour accueillir ceux que le général de Gaulle envoyait pour rassembler toutes les volontés éparses.

Accueillez-moi comme en ces temps-là.

Docteur Jacques SOURDILLE

Assistant des hôpitaux
Lieutenant des Forces françaises combattantes
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre
Médaille de la Résistance
Déporté-Résistant (Neuengamme)
Marié, père de cinq enfants

Seul candidat investi par l'Union pour la défense de la République.

Remplaçant éventuel :

Marcel CAQUOT

Ingénieur agricole (Grignon) et agriculteur à Vouziers

2e CIRCULAIRE

Dix ans est-ce trop ?

— Pour le Parti communiste français qui se prétend dans le vent de l'histoire ?
— Pour les politiciens au rancart qui voient fuir l'occasion d'assouvir leur soif de pouvoirs inutiles.

Dix ans était-ce assez ?

— Pour faire passer la France du XIXe siècle à l'ère moderne.
— Pour terminer les mutations sociales et économiques.
— Pour arracher les citoyens à la tutelle des appareils politiques ou à celle des syndicats politisés.

L'œuvre de Charles de Gaulle :

La résistance, la libération commune.
Le vote des femmes, la sécurité sociale,
La décolonisation douloureuse.

La solidarité immédiate avec John Kennedy à Cuba, l'Ambassade près de 700 millions de Chinois, l'effritement des blocs et la guerre éloignée par l'entente européenne.

Le Marché commun ouvert dans quatre jours, la monnaie stable et la Bourse à sa place.

Etait-ce la droite ? Ou la gauche ? Ou le marais ? Ou bien était-ce la France ?

La vague d'anarchie qui allait balayer la démocratie et tout perdre. Que promet-elle au nom du drapeau noir ? Tandis que les dirigeants de la F.G.D.S. nageaient en eaux troubles, des hommes autour de Charles de Gaulle, se sont

dressés une fois de plus pour préserver la paix civile et limiter les dégâts. Ils l'aideront au cours des mois prochains à rassembler, pour maintenir et pour avancer.

Le problème national est de montrer aux citoyens que leur dignité n'est pas bafouée.

Les problèmes locaux sont des problèmes économiques et sociaux.

N'attendez rien du Gouvernement, de l'Assemblée ou de moi si votre participation n'est qu'une prise de bénéfice et non le partage de l'effort et des responsabilités.

A Sedan et à Vouziers, le rôle du député, c'est d'être présent et entouré.

Je mettrai en place une équipe ardennaise ouverte à tous les gens sérieux, elle suscitera les initiatives locales, les confrontera, établira avec moi, les objectifs prioritaires, expliquera aux citoyens le possible et l'impossible.

A Paris, auprès du Gouvernement, au sein d'une majorité, contre une administration centralisatrice et au VI[e] Plan, le rôle du député, c'est de convaincre, d'arracher la décision pour les priorités que vous aurez définies.

Rassemblez-vous, hommes libres !

Docteur Jacques SOURDILLE

Assistant des hôpitaux
Lieutenant des Forces françaises combattantes
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre
Médaille de la Résistance
Marié, père de cinq enfants
Déporté-Résistant (Neuengamme)

Union pour la défense de la république.

Remplaçant éventuel :

Marcel CAQUOT

Ingénieur agricole (Grignon) et agriculteur à Vouziers

ARIEGE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ax-les-Thermes, la Bastide-de-Sérou, les Cabannes, Foix, Lavelanet, Mirepoix, Quérigut, Tarascon-sur-Ariège, Varilhes, Vicdessos.

M. Gilbert FAURE

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens,

Un bouleversement sans pareil en temps de paix depuis 1871 vient de contraindre le Pouvoir à reconnaître son imprévoyance, son impuissance, sa faiblesse et son inaptitude à promouvoir des réformes mûrement étudiées.

Comme l'a dit le Président Monnerville : « Lorsque les élus n'ont pas la parole, la contestation est à la rue. »

Le Gouvernement gaulliste a sans cesse étouffé la voix du Parlement et des élus, représentants légaux de toutes les couches du peuple qui travaille dans les bureaux, les magasins, les chantiers, les ateliers, les usines et les champs.

Il a toujours voulu ignorer les problèmes de la jeunesse, de l'école et de l'Université.

Il a bafoué les droits des Anciens combattants et victimes de la guerre en violation des lois en vigueur.

Il a sans cesse rejeté les revendications justifiées des personnes âgées dont la seule grève est celle du porte-monnaie.

Après dix années de pouvoir absolu, Paris et les villes ont connu le désordre causé par la misère et le désespoir.

Notre monnaie était si forte qu'en quelques jours elle s'est effondrée et nous avons été trop heureux que les Nations dont se moquait le guide viennent au plus vite soutenir notre franc exsangue.

Triste bilan de faillite alors que tant d'argent et tant de milliards sont partis en fumée avec la bombe inutile et ruineuse.

La Fédération de la gauche démocrate et socialiste propose au pays un programme réaliste qui vous sera exposé dans nos réunions et dans la presse.

Ce programme est basé sur un Plan démocratique et social instituant une vraie régionalisation. S'appuyant sur une politique de paix et de solidarité internationale, il propose, avec une réforme des structures, la suppression des dépenses improductives dont le montant est soigneusement camouflé mais que M. le Rapporteur général de la Commission des finances du Sénat chiffre à plus de deux mille cinq cents milliards.

Contre le gaspillage et le Pouvoir absolu.

Pour une économie saine, pour une existence plus heureuse pour tous dans la démocratie et le respect du peuple.

Votez pour la F.G.D.S. au sein de laquelle se sont groupées solidement les familles de la gauche unie et qui appelle à ses côtés tous les Républicains de progrès.

Nous sommes de sincères partisans de la solidarité humaine. Nous n'en sommes pas moins des patriotes lucides dont les titres de « combattant » et de « Pupille de la Nation » nous permettent de dire que le drapeau tricolore de 1789 appartient à tous les Français et non à une coterie.

Au moment où, une fois encore, il nous échoit de porter le drapeau de la vraie République démocratique et sociale, venez vers nous, amis de la plaine et de la montagne, des villes et des villages, venez en masse nous aider dans la tâche immense qui nous attend.

Aidez-nous par votre vote, puis par votre soutien, par votre détermination et votre volonté tenace de restituer à la France son vrai visage laborieux, prospère, pacifique et humain.

Vive l'Ariège !
Vive la République !
Vive la France !

Vu le candidat :
Vu, le remplaçant éventuel :

GILBERT FAURE

Professeur
Ancien combattant prisonnier de guerre
Maire, Conseiller général de Mirepoix
Secrétaire du Conseil général
Député sortant

Remplaçant éventuel :

OLIVIER CAROL

Directeur de collège honoraire
Maire de Foix
Conseiller général
Pupille de la Nation (Guerre 1914-1918)

Candidats de l'Union des républicains ariégeois

2e CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens,

Permettez-nous, d'abord, de remercier tous ceux qui nous ont accordé leur confiance. Leur geste nous touche d'autant plus qu'il a un prix incomparable dans la situation tragique où se trouve le pays.

Le suffrage universel s'est prononcé.

Il nous a nettement désignés pour porter le drapeau de la République.

Il nous a désignés pour participer activement à l'administration du pays en apportant non seulement les avertissements que tout démocrate a le devoir de formuler, mais aussi nos suggestions et nos propositions constructives.

Notre rôle sera de juger, d'apprécier et de nous prononcer en fonction de votre volonté, de vos intérêts et de l'esprit républicain essentiellement démocratique.

Vous tous, électeurs de la F.G.D.S., électeurs communistes, en plein accord avec votre parti, électeurs républicains, simplement mais fermement républicains, votre devoir est tout tracé.

D'un côté le pouvoir personnel.

De l'autre, la démocratie, Gouvernement du peuple par lui-même et par ses représentants.

Au-dessus des hommes, aussi grands fussent-ils, il y a l'idéal qui nous anime, cet idéal de justice sociale, de tolérance, de paix civique, de fraternité, de liberté.

En cette heure critique et pour éviter que les mêmes méthodes produisent de plus graves effets.

Pour une politique de progrès avec la gauche unie.

Votez républicain !

Votez Gilbert Faure - Olivier Carol !

GILBERT FAURE

Professeur
Ancien combattant prisonnier de guerre
Maire, Conseiller général de Mirepoix
Secrétaire du Conseil général
Député sortant

Remplaçant éventuel :

OLIVIER CAROL

Directeur de collège honoraire
Maire de Foix
Conseiller général
Pupille de la Nation (Guerre 1914-1918)

Candidats de l'Union et de la discipline républicaines.

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Castillon-en-Couserans, le Fossat, le Mas-d'Azil, Massat, Oust, Pamiers, Sainte-Croix-de-Volvestre, Saint-Girons, Saint-Lizier, Saverdun.

M. André SAINT-PAUL

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens,

Un bouleversement sans pareil en temps de paix depuis 1871 vient de contraindre le Pouvoir à reconnaître son imprévoyance, son impuissance, sa faiblesse et son inaptitude à promouvoir des réformes mûrement étudiées.

Comme l'a dit le président Monnerville : « Lorsque les élus n'ont pas la parole, la contestation est à la rue. »

Le Gouvernement gaulliste a sans cesse étouffé la voix du Parlement et des élus, représentants légaux de toutes les couches du peuple qui travaille dans les bureaux, les magasins, les chantiers, les ateliers, les usines et les champs.

Il a toujours voulu ignorer les problèmes de la jeunesse, de l'école et de l'Université.

Il a bafoué les droits des anciens combattants et victimes de la guerre en violation des lois en vigueur.

Il a sans cesse rejeté les revendications justifiées des personnes âgées dont la seule grève est celle du porte-monnaie.

Après dix années de pouvoir absolu, Paris et les villes ont connu le désordre causé par la misère et le désespoir.

Notre monnaie était si forte qu'en quelques jours elle s'est effondrée et nous avons été trop heureux que les Nations dont se moquait le guide viennent au plus vite soutenir notre franc exsangue.

Triste bilan de faillite alors que tant d'argent et tant de milliards sont partis en fumée avec la bombe inutile et ruineuse.

La Fédération de la gauche démocrate et socialiste propose au pays un programme réaliste qui vous sera exposé dans nos réunions et dans la presse.

Ce programme est basé sur un Plan démocratique et social instituant une vraie régionalisation. S'appuyant sur une politique de paix et de solidarité internationale, il propose, avec une réforme des structures, la suppression des dépenses improductives dont le montant est soigneusement camouflé mais que M. le Rapporteur général de la Commission des finances du Sénat chiffre à plus de deux mille cinq cents milliards.

Contre le gaspillage et le pouvoir absolu.

Pour une économie saine, pour une existence plus heureuse pour tous dans la démocratie et le respect du peuple.

Votez pour la F.G.D.S. au sein de laquelle se sont groupées solidement les familles de la gauche unie et qui appelle à ses côtés tous les Républicains de progrès.

Nous sommes de sincères partisans de la solidarité humaine. Nous n'en sommes pas moins des patriotes lucides dont les titres de « combattant » nous permettent de dire que le drapeau tricolore de 1789 appartient à tous les Français et non à une coterie.

Au moment ou, René Dejean, après dix-huit années de vie parlementaire bien remplie, va se consacrer à la vie locale départementale et régionale, il nous échoit sur l'insistance de nos amis, de porter le drapeau de la vraie République démocratique et sociale. Venez vers nous, amis de la plaine et de la montagne, des villes et des villages, venez en masse nous aider dans la tâche immense qui nous attend.

Aidez-nous par votre vote, puis par votre soutien, par votre détermination et votre volonté tenace de restituer à la France son vrai visage laborieux, prospère, pacifique et humain.

Vive l'Ariège !
Vive la République !
Vive la France !

Docteur André SAINT-PAUL

Maire du Mas-d'Azil
Président du Conseil général
Combattant volontaire de la Résistance

Remplaçant éventuel :

Gustave PEDOYA

Entrepreneur de travaux ruraux
Président de la Mutualité sociale agricole
Maire de Castelnau-Durban
Conseiller général
Combattant volontaire de la Résistance

Candidats de l'Union des républicains ariégeois

2e CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens,

Permettez-nous, d'abord, de remercier tous ceux qui nous ont accordé leur confiance. Leur geste nous touche d'autant plus qu'il a un prix incomparable dans la situation tragique où se trouve le pays.

Le suffrage universel s'est prononcé.

Il nous a nettement désignés pour porter le drapeau de la République.

Il nous a désignés pour participer activement à l'administration du pays en apportant non seulement les avertissements que tout démocrate a le devoir de formuler, mais aussi nos suggestions et nos propositions constructives.

Notre rôle sera de juger, d'apprécier et de nous prononcer en fonction de votre volonté, de vos intérêts et de l'esprit républicain essentiellement démocratique.

Vous tous, électeurs de la F.G.D.S., électeurs communistes, en plein accord avec votre parti, électeurs républicains, simplement mais fermement républicains, votre devoir est tout tracé.

D'un côté le pouvoir personnel.

De l'autre, la démocratie, Gouvernement du peuple par lui-même et par ses représentants.

Au-dessus des hommes, aussi grands fussent-ils, il y a l'idéal qui nous anime, cet idéal de justice sociale, de tolérance, de paix civique, de fraternité, de liberté.

En cette heure critique et pour éviter que les mêmes méthodes produisent de plus graves effets.

Pour une politique de progrès avec la gauche unie.

Votez républicain !

Votez docteur André Saint-Paul - Gustave Pedoya !

Docteur André SAINT-PAUL
Maire du Mas-d'Azil
Président du Conseil général
Combattant volontaire de la Résistance

Remplaçant éventuel :

Gustave PEDOYA
Entrepreneur de travaux ruraux
Président de la Mutualité sociale agricole
Maire de Castelnau-Durban
Conseiller général
Combattant volontaire de la Résistance

Candidats de l'Union et de la discipline républicaines.

AUBE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Arcis-sur-Aube, Bar-sur-Aube, Brienne-le-Château, Chavanges, Essoyes, Piney, Ramerupt, Soulaines-Dhuys, Troyes-I, Vendeuvre-sur-Barse.

M. Louis BRIOT

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Le milieu universitaire, turbulent par nature, carrefour de toutes les contradictions, centre d'accueil d'étudiants de tant de nationalités, perméable à toutes sortes de philosophies, était le lieu prédestiné d'où devait partir cette entreprise de démolition de la République animée par quelques enragés.

Le progrès rapide qui porte en lui tant de changements que la plupart des Etats du monde en ont subi les effets, notre pays ne pouvait y échapper.

De plus, les réformes de l'Université toujours discutées, jamais appliquées, les revendications trop souvent justifiées et insatisfaites, les mesures financières et économiques exigées par la mise en place du Marché commun, avaient créé une détérioration du climat social.

Nous avons vu ce que signifie la mise en cause d'une société ; cela conduit à l'anarchie, puis à la dictature totalitaire.

Par ailleurs, le Parlement que vous aviez élu l'année dernière était dans l'impossibilité de constituer une majorité efficace.

Il en est résulté l'impuissance.

Impuissance aussi bien à imposer les idées du général de Gaulle sur l'association des travailleurs à la gestion de l'économie, sur la réforme de l'Université, qu'à appuyer le Gouvernement face à la subversion.

Nous avons même entendu les déclarations publiques des premières personnalités de la Fédération qui envisageaient la prise du pouvoir sans majorité et sans consulter le peuple, en violation flagrante de la volonté formelle exprimée l'année dernière.

Dans le pays des libertés, seuls les électrices et les électeurs doivent décider de leur destin. Aujourd'hui, librement, il vous appartient de choisir.

Tous ensemble, nous établirons la justice sociale avec la pleine conscience du progrès dans le cadre d'une société moderne.

Sur le plan communal, régional, national, européen, j'ai toujours défendu vos intérêts, quelle que soit la diversité de vos opinions qui sont l'essence même de la pensée de notre pays.

Les responsabilités qui demain seront celles des députés exigent que vous élisiez quelqu'un que vous connaissez et en qui vous ayez confiance.

Cette confiance, à plusieurs reprises vous nous l'avez témoignée à tous deux ; nous nous sommes efforcés de la mériter ; aujourd'hui, à nouveau, dans l'intérêt de notre pays, de notre région, nous vous demandons de nous la renouveler.

Les événements, qui devant nos yeux inquiets se sont déroulés, nous ont donné un aperçu de ce que serait devenu notre pays si une grande voix, dans ces jours sombres, n'avait, une fois de plus, rassemblé les Français.

Puisse aujourd'hui, la France, dans un monde en folie donner, comme dans le passé, l'exemple de la liberté des hommes qui seule peut nous conduire à la paix.

Faites confiance à Briot qui vous a toujours défendu.

Vous voterez Union pour la défense de la République.

Louis BRIOT
Député sortant
Exploitant agricole
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre - Mérite agricole

Remplaçant éventuel :

Roger MAUCLAIRE
Commerçant
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Le 23 juin, 16.516 suffrages nous ont placés largement en tête de tous les candidats.

Nous vous en remercions.

Dimanche 30 juin, tous aux urnes pour une très large majorité.
Avec de Gaulle :

— Pour la défense de la République,
— Pour toutes les libertés,
— Pour la paix.

Vous voterez

Louis BRIOT
Député sortant
Exploitant agricole
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre - Mérite agricole

Remplaçant éventuel :

Roger MAUCLAIRE
Commerçant
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre

Candidats Union pour la défense de la République

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aix-en-Othe, Bar-sur-Seine, Bouilly, Chaource, Ervy-le-Châtel, Estissac, Lusigny-sur-Barse, Mussy-sur-Seine, les Riceys, Troyes-III.

M. Robert GALLEY

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 30 juin 1968

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques qui auraient pu avoir des conséquences incalculables sur notre vie à tous.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à la paix, au progrès et à l'ordre, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, de travail, la liberté même d'expression se trouvent menacées. Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer la menace du communisme totalitaire.

Nous avons vu aussi des hommes politiques se préparer à bafouer la légalité républicaine et envisager au grand jour, dans le sillage de l'émeute, une prise de pouvoir qui, à coup sûr, nous aurait conduit à une dictature communiste.

La France, dans son immense majorité, n'a pas choisi cette voie. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté d'une façon éclatante, dans nos villes comme dans nos campagnes, son désir d'ordre, de paix civile et de respect de la légalité.

Nous sommes de fervents partisans des réfofrmes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne et de le faire progresser dans les domaines sociaux et économiques. Mais ces réformes ne doivent se faire qu'avec l'assentiment de tous, dans l'ordre et dans la légalité républicaine.

L'anarchie, le totalitarisme, c'est à terme l'oppression et la misère pour tous les ouvriers et les agriculteurs, tous les citoyens jeunes ou vieux, et d'abord pour les plus défavorisés.

Nous sommes tous responsables des destinées de notre pays et de l'avenir de nos enfants. Ce sont ces valeurs qui sont en jeu dans les jours qui viennent. C'est donc aujourd'hui pour vous un devoir sacré que de vous unir pour envoyer au Parlement des hommes décidés à défendre la République et à former pour cela une majorité solide et convaincue.

Face au communisme totalitaire et à la violence, face à leurs alliés, choisissez ceux qui veulent défendre la République, la liberté, l'égalité, la paix civile.

Vous voterez

Robert GALLEY

Ministre de l'Equipement et du Logement
Commandeur de la Légion d'honneur
Compagnon de la Libération
Croix de guerre 1939-1945

Remplaçant éventuel :

Docteur Jacques DELHALLE
Maire adjoint de Troyes
Croix de guerre 1939-1945

(Candidats Union pour la défense de la République)

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Pour ma première présentation devant le corps électoral, vous m'avez apporté un encouragement exceptionnel. Je vous en remercie.

A travers le pays, une union semblable s'est manifestée pour la défense des mêmes idéaux.

Ainsi le coup d'arrêt porté le 30 mai à l'entreprise de subversion totalitaire et la mobilisation des consciences à l'appel du Président de la République ont permis ce sursaut national. C'est dans la légalité, par le suffrage universel, que le pays vient de censurer les provocateurs et les fauteurs de troubles. C'est dans l'ordre retrouvé que nos citoyens vont demain effacer les traces de la crise.

Il faut donc reconstruire et d'abord achever de bâtir la majorité solide qui seule permettra une défense efficace de nos institutions. Il faudra ensuite restaurer notre économie blessée, rétablir un climat social meilleur et entreprendre les réformes indispensables à la poursuite de notre progrès.

C'est pourquoi je convie ceux d'entre vous qui ont porté leurs voix au premier tour sur un autre candidat mais qui ne sont séparés de nous par rien d'essentiel, à se joindre à notre lutte électorale d'abord, à notre œuvre de rénovation ensuite.

Ceux qui refusent l'anarchie, le désordre, la collectivisation des terres et des moyens de production, ceux qui souhaitent le maintien des libertés fondamentales, ceux qui recherchent le progrès social dans l'ordre et l'expansion économique, ceux qui désirent des réformes conduisant à la participation de tous, ceux enfin qui n'envisagent les mutations indispensables que dans le cadre de notre civilisation, tous ceux-là font partie de la majorité.

Face aux candidats communistes, choisissez celui qui veut défendre la République, la liberté, la légalité, la paix civile.

R. Galley

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Marcilly-le-Hayer, Méry-sur-Seine, Nogent-sur-Seine, Romilly-sur-Seine, Troyes-II, Villenauxe-la-Grande.

M. Paul GRANET

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Aubois, Auboises,

Il y a un an, par un vote très large, vous nous accordiez votre confiance.

Depuis lors, nous avons travaillé pour développer l'économie auboise et sortir ce département de son isolement.

En peu de temps, nous avons l'impression d'avoir réussi quelques opérations importantes comme la création d'un Institut universitaire de technologie à Troyes, la construction d'immeubles H.L.M. dans divers chefs-lieux de canton ou de Sivom, le démarrage du port de Nogent, la réouverture de la classe de première C. du lycée de Romilly, le financement du Centre de formation professionnelle de la Bonneterie sans compter le règlement de quelques 500 cas individuels.

Demain, avec l'aide de Robert Galley, Ministre de l'Equipement et du Logement, candidat dans la circonscription voisine (Troyes-Bar-sur-Seine), nous lutterons pour obtenir la construction de l'autoroute Paris-Troyes et la canalisation de la Seine à la Moselle par le Sud. Tout cela est d'ailleurs, nous pouvons le dire, en bonne voie....

Mais toute cette action passe aujourd'hui au second plan devant la révolution, l'anarchie, la dictature, qui menacent la France, votre famille, vous-même.

En ce mois de mai 1968, vous avez vu :

— *le drapeau rouge,* symbole de la Révolution et du « Grand soir » flotter sur vos usines ;
— *les communistes et les anarchistes* essayer de prendre le pouvoir par intimidation et violence ;
— *la guerre civile* menacer la société française.

Parce que vous ne voulez pas cela...

Parce que vous voulez... répondre, par les voies légales, aux aspirations profondes de la jeunesse française ouvrière et universitaire qui viennent de se manifester.

Parce que vous voulez...

— *l'ordre* dans la rue et le respect du suffrage universel, source de toute démocratie véritable ;
— *le progrès économique et social,* c'est-à-dire la réforme de l'entreprise industrielle par la concertation entre ouvriers et patrons, la réforme de l'Université et des enseignements primaires et secondaires, le développement de la politique du logement social, la modernisation et l'expansion de l'agriculture dans le cadre de la communauté économique européenne ;

— *la réforme administrative* qui doit se traduire par une humanisation du fonctionnaire et la déconcentration des pouvoirs des ministères parisiens (et permettre notamment l'examen bienveillant, cas par cas, des problèmes des commerçants et artisans).

Le 23 juin, vous vous regrouperez derrière le chef de l'Etat.

Vous voterez massivement pour la défense de la République.

Vous voterez

Paul GRANET
Député sortant
Ve République

Remplaçant éventuel :

Pierre LABONDE
Républicain Indépendant
Président du Conseil général

(Candidats Union pour la défense de la République)

2e CIRCULAIRE

Aubois, Auboises,

Le 23 juin, 21.600 d'entre vous nous ont accordé leur confiance. Nous les en remercions. Ainsi vous avez approuvé les réformes que nous préconisons (réforme de l'entreprise, de l'Université, de l'administration). Ainsi vous avez adhéré à l'idée que se fait de l'Etat et de la France le général de Gaulle. Ainsi vous avez ratifié notre souhait de voir la Ve République s'ouvrir plus largement à toutes les catégories sociales, à tous les corps intermédiaires, à tous les hommes politiques de bonne volonté.

Mais là n'est pas l'élément essentiel du scrutin du 23 juin.

L'élément essentiel est, qu'au premier tour des élections législatives, vous avez infligé un échec sérieux, dans ce département, au Parti communiste. Il perd, en effet, 7.000 voix par rapport au précédent scrutin, soit 22 % de son électorat.

Vous avez voulu dire :

Non à l'anarchie, au désordre.
Non à l'intimidation, à la violence.
Non à la guerre civile, à l'émeute.
Non à la Révolution.

Mais votre volonté, vous le savez, ne passera dans les faits que le 30 juin, au deuxième tour des élections législatives.

Le 30 juin, vous renouvellerez donc votre geste, vous direz Non définitivement au communisme.

Cela vous sera d'autant plus facile que le 30 juin nous serons dans cette circonscription seuls en face du candidat du Parti communiste. C'est dire que le scrutin va dépasser le cadre des querelles politiques entre partis. Ce qui sera en cause, c'est vos biens, votre famille, la République, la France.

Ouvriers qui voulez l'amélioration de votre niveau de vie, l'humanisation de vos conditions de travail, mais qui refusez les grèves imposées par les syndicats et les entraves à la liberté du travail.

Paysans qui voulez vivre sur vos terres, c'est-à-dire arriver à rentabiliser vos exploitations, mais qui refusez la collectivisation.

Commerçants, artisans, qui voulez défendre votre individualité, votre activité et, qui refusez le commerce d'Etat.

Cadre, qui tenez à votre personnalité et qui ne voulez pas être broyés par des hiérarchies étatiques.

Vous direz non au communisme.

Centristes, gaullistes qui savez que tout geste de faiblesse envers le communisme est un crime contre la Nation.

Socialistes qui vous souvenez de la liquidation des partis socialistes dans toutes les démocraties populaires.

Vous direz non au communisme.

Français,

pour la compréhension et la tolérance,

pour les réformes et le progrès,

pour la légalité et la liberté,

vous direz non au communisme.

Vous voterez

PAUL GRANET
Député sortant

Remplaçant éventuel :

PIERRE LABONDE
Président du Conseil général

(Candidats d'unité nationale, candidats de défense de la République)

« Jamais, au point de vue national, une consultation nationale n'a eu une telle importance nationale, parce qu'en effet tout, en vérité, tout en dépend, tout est en cause. »

CHARLES DE GAULLE

AUDE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Alzonne, Capendu, Carcassonne-Est, Carcassonne-Ouest, Conques-sur-Orbiel, Lagrasse, Mas-Cabardès, Montréal, Mouthoumet, Peyriac-Minervois.

M. Georges GUILLE

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

12 jours... 120 communes... Toute campagne électorale normale est rendue pratiquement impossible.

Le pouvoir l'a voulu ainsi : il n'aime pas la libre discussion d'où jaillit la lumière. Il préfère la télé.

Nous prions tous ceux que nous ne pourrons pas visiter de vouloir bien nous excuser.

Le Bureau national de la gauche démocrate et socialiste a proposé aux autres formations la candidature unique, partout, dès le premier tour, de tous les républicains opposés au Pouvoir personnel, comme cela fut fait, victorieusement, en 1876, face au Coup d'Etat du Président-Maréchal de Mac-Mahon.

Cette proposition n'a pas été agréée.

Dans les circonstances présentes, il faut le regretter et souhaiter qu'à la base les citoyens réparent cette erreur commise au sommet, car les sectarismes étroits ne sont plus de saison.

Nous répudions le chantage de la peur. Le général de Gaulle, tout à coup, vilipende violemment « le communisme totalitaire ».

Nous, démocrates et socialistes, nous avons toujours refusé, et nous refuserons toujours, tous les totalitarismes, y compris, le cas échéant, le sien.

Mais cela ne saurait détourner notre attention de la tragique situation dans laquelle le Pouvoir a plongé la France.

Dix ans de stabilité, d'absolutisme, d'autocratie, de triomphalisme, d'autosatisfaction, de mépris des hommes et des choses, ont conduit le pays au chaos, jusqu'aux limites de la guerre civile. Voilà le bilan du régime : une faillite !

Il n'est pas d'autorité vraie par la force et la contrainte, mais seulement par la justice et la confiance.

Et il n'est pas de politique nationale qui ne soit, d'abord, sociale.

L'an dernier des manifestations paysannes, viticoles, ouvrières...

Cette année la révolte de la jeunesse, des étudiants, des travailleurs du secteur public ou privé, et les grèves d'une ampleur et d'une durée sans précédent...

La raison ? Elle est simple : Quand les problèmes ne sont pas résolus démocratiquement par le libre débat, ils se posent un jour dans la rue par la violence.

La jeunesse ?

Dédaignée, minorée dans l'Université-caserne archaïque et inadaptée, refoulée aux portes de l'usine ou du bureau, elle est angoisseé par la situation de l'emploi ;

Elle conteste une société qui lui refuse à la fois sa place et sa dignité.

Les travailleurs ?

Quand le revenu national s'accroît, notablement et régulièrement, par le seul fait du progrès technique, ils voient le grand capitalisme en tirer le principal profit et ils se sentent frustrés de la juste part qui devrait leur revenir.

Le spectre du chômage grandissant ajoute à leur inquiétude. (330.000 chômeurs en janvier 1967... Plus de 500.000 aujourd'hui.)

Les paysans ?

Avec un Marché (commun ou non) organisé et des structures modernisées, ils veulent une logique indexation (depuis dix ans abolie), des prix agricoles sur l'indice général du coût de la vie et des prix industriels.

Les commerçants et les artisans ?

Ecrasés par la fiscalité la plus lourde du Monde, ils se sentent tributaires du pouvoir d'achat des salariés ou des producteurs, et solidaires d'eux.

En bref, c'est un refus général de l'incohérence et de l'injustice.

Mais le Pouvoir orgueilleux, inhumain et technocratique a toujours refusé le dialogue.

Et là est le drame.

Tous les problèmes restent posés, à tous les niveaux et dans toutes les catégories :

- — L'école de la République, la réforme démocratique de l'enseignement et les bourses d'études.
- — L'équipement hospitalier, l'abrogation des ordonnances contre la sécurité sociale et la mutualité ;
- — Les salaires, traitements, retraites et pensions des personnes âgées ;
- — L'emploi et les débouchés pour la jeunesse ;
- — Les droits des Anciens combattants et victimes de la guerre de 1914-1918, de 1939-1945 ou d'Algérie ;
- — L'indemnisation des rapatriés et l'amnistie politique ;
- — Le marché agricole et viticole qui domine toute l'économie de notre arrondissement et conditionne, pour la plus large part, ses activités commerciales. (De cela nous avons pleinement conscience : la candidature de Charles Sarrato, viticulteur authentique et responsable autorisé du syndicalisme viticole, en témoigne)...

Mais aucun de ces problèmes ne peut être résolu isolément en dehors d'une option politique globale.

Il faut changer de politique et de méthode, donc, de majorité.

Sinon l'orage passé et oublié, le système retombera dans les mêmes erreurs congénitales : et d'autres orages éclateront, plus violents encore.

Car la confiance est morte.

Il faut mettre un terme, et vite, aux gaspillages de faste, de prestige et de gloire, aux folles prodigalités, aux profits scandaleux, à la fausse grandeur et à la force de frappe inutile, dérisoire et ruineuse.

Il faut que les ressources de la France soient consacrées, d'abord, aux équipements collectifs, aux investissements productifs, à la modernisation de notre économie, et à l'amélioration du niveau de vie des Français.

Au Pouvoir personnel absolu, il faut substituer le dialogue dans une République des citoyens.

Un nationalisme périmé nous conduirait, à brève échéance, à une autarcie mortelle.

Il faut faire l'Europe : non pas celle des patries, des trusts ou des monopoles ;

Mais l'Europe démocratique des peuples.

Il faut rendre à la France sa place et sa présence coopérante, dans les Conférences des Nations et les organismes internationaux, où doit s'élaborer la paix par le désarmement général et d'abord nucléaire.

Et il faut, en même temps, préserver et garantir la liberté de l'individu ; toutes les libertés essentielles, de pensée, de parole, de plume, d'association, de conscience...

Tels sont *les choix décisifs* qui détermineront le destin du peuple français.

Car il n'y a pas d'ordre durable, de nos jours, sans justice sociale, ni de dignité humaine sans liberté.

Nous vous demandons d'y réfléchir gravement, quand il est temps encore.

Pour que vive la France, et que vivent mieux les Français, faites que vive une République sociale et que vive la liberté !

Georges GUILLE
Président du Conseil général de l'Aude
Député sortant de Carcassonne

Remplaçant éventuel :

Charles SARRATO
Viticulteur
Adjoint au Maire de Peyriac-Minervois
Administrateur de la Cave coopérative
Président de la Mutualité 1900
Vice-président du Syndicat du « Minervois »
Administrateur départemental de la Mutualité sociale agricole

---

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Nous avons été, dimanche dernier, désignés par le suffrage universel, dans cet arrondissement, comme les seuls candidats du combat républicain, démocratique et social pour le second tour du 30 juin.

La situation est nette : D'un côté le représentant du Pouvoir personnel, de l'autre celui de l'opposition et de la démocratie.

Nous avons combattu hier une politique d'injustice, d'incohérence et de ruine.

Nous nous dressons, en outre, aujourd'hui, contre des mœurs et des méthodes de gangstérisme et de violences criminelles qui ne sont pas de chez nous.

Nous en appelons, dans cette phase décisive de la bataille, à toutes celles et à tous ceux qui, fidèles à l'idéal démocratique et à la cause du peuple, entendent sauvegarder l'avenir de la République.

Tous ensemble, nous la ferons triompher.

Georges GUILLE

Remplaçant éventuel :

Charles SARRATO

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Coursan, Durban-Corbières, Ginestas, Lézignan-Corbières, Narbonne, Sigean, Tuchan.

M. Francis VALS

(Candidat de la fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens,

En 1967, lors des dernières élections législatives, nous vous demandions de vous prononcer pour que l'Assemblée Nationale ne soit plus dominée par une majorité d'inconditionnels.

Malheureusement pour notre pays, il n'en a point été ainsi grâce aux « députés », « élus » dans les départements et territoires d'outre-mer.

Et cela nous a conduits à la situation de mai 1968, qui s'est traduite politiquement par la dissolution de l'Assemblée Nationale.

Il ne pouvait en être autrement.

Quand dans un régime de Pouvoir personnel les « secteurs réservés » se multiplient, le sort de tous dépend de la volonté d'un seul : Le Président de la République,

Quand dans un régime de Pouvoir personnel le dialogue est refusé dans tous les domaines,

Quand dans une fausse démocratie toutes les courroies de transmission ont été supprimées : Parlement, syndicats, organisations professionnelles (viticulteurs, artisans, commerçants),

Quand la télévision et la radio aux ordres du Gouvernement diffusent une information à sens unique,

Quand les faits : augmentation croissante du chômage, diminution accélérée du pouvoir d'achat, inadaptation de l'Université aux besoins du monde moderne, récession économique due aux dépenses somptuaires d'une fausse politique de grandeur, démentent les témoignages d'autosatisfaction du Gouvernement,

Quant l'année sociale toujours annoncée jamais entamée se traduit par une atteinte aux droits des travailleurs par les ordonnances réorganisant la sécurité sociale,

Quand les réformes de structures visant à la transformation de la société ne sortent pas du domaine des promesses verbales,

Que reste-t-il au peuple pour faire entendre sa voix :

Les manifestations dans la rue, à l'université, sur les lieux de travail.

C'est ce qui s'est produit en mai 1968 et que les paysans et viticulteurs avaient amorcé dès 1963.

Les mêmes causes provoquant les mêmes effets, c'est ce qui se reproduira si le même régime est conservé.

Depuis dix ans, il jouit d'un pouvoir sans partage et bénéficie d'une stabilité qui lui aurait permis — s'il en avait eu la volonté — d'éviter que le pays soit « plongé dans le chaos ».

Voilà pourquoi, cette fois encore, ayant conscience d'avoir fait complètement notre devoir, nous sollicitons vos suffrages.

Nous aurions souhaité une candidature unique de la gauche. Ce n'est pas de nous qu'il a dépendu qu'il n'en soit pas ainsi, ce qui a permis des candidatures de diversion visant à ajouter à la confusion et à permettre toutes les manœuvres.

Vous les déjouerez en votant dès le premier tour pour les candidats de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste.

Vous connaissez son programme qui est pour nous un contrat de législature accepté par le Parti radical, le Parti socialiste, la Convention des institutions républicaines unis dans cette Fédération.

Il vise à établir le socialisme démocratique dans la liberté.

A cet effet il sollicite la collaboration et le concours des forces de progrès organisées.

Problème viticole.

Mais il est un point de ce programme sur lequel nous voudrions nous expliquer plus longuement puisqu'il touche les intérêts économiques de cet arrondissement. C'est le problème viticole.

Nous avons toujours réclamé une organisation des marchés, une réforme de structure, susceptibles de résoudre, comme l'Office du blé l'a permis pour les agriculteurs, les difficultés des viticulteurs.

Nous nous sommes toujours prononcés contre :

— La fiscalité abusive frappant le vin,
— Les importations déterminées non par les besoins du pays, mais par la politique étrangère d'un gouvernement,
— La propagande antivin d'une télévision aux ordres,
— Un prix de campagne insuffisant.

Nous avons participé et au premier rang — surtout si elles étaient violentes — aux manifestations auxquelles nous étions conviés.

Au Parlement européen — en accord avec les organisations professionnelles C.G.V., F.A.V. — j'ai été le rapporteur des trois projets visant à une organisation vitivinicole dans le cadre européen.

Sur ce plan comme sur les autres, nous avons conscience d'avoir pleinement rempli notre mandat.

Voilà pourquoi dès le premier tour vous manifesterez votre volonté de voir la gauche unie, en votant pour

FRANCIS VALS
Député sortant
Maire de Narbonne
Vice-président du Conseil général
Président du Groupe socialiste au Parlement européen

Remplaçant éventuel :

Docteur GEORGES ARCIS
Adjoint au Maire de Narbonne

Candidats de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste

2e CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens,

Comme par le passé, avec une confiance qui nous touche beaucoup et dont nous vous remercions, vous nous avez très largement placés en tête lors du scrutin du dimanche 23 juin.

Il faut maintenant amplifier encore la victoire de la gauche unie dans la circonscription de Narbonne.

Le devoir des adversaires du pouvoir personnel est aujourd'hui tracé.

Démocrates !

Vous marquerez votre fidélité à la vieille règle de la discipline républicaine, oubliant une lutte stérile qui a pu dimanche opposer certains viticulteurs.

— Pour une politique de progrès social ;
— Pour la défense des libertés démocratiques ;
— Pour marquer votre hostilité au pouvoir personnel ;
— Pour la paix dans le désarmement ;
— Pour la défense de la viticulture et des intérêts économiques de notre circonsconscription.

Votez pour

FRANCIS VALS
Député sortant
Maire de Narbonne
Vice-président du Conseil général
Président du Groupe socialiste au Parlement européen

Remplaçant éventuel :

Docteur GEORGES ARCIS
Adjoint au Maire de Narbonne

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Alaigne, Axat, Belcaire, Belpech, Castelnaudary-Nord, Castelnaudary-Sud, Chalabre, Couiza, Fanjeaux, Limoux, Quillan, Saint-Hilaire, Saissac, Salles-sur-l'Hers.

M. Jean-Pierre CASSABEL

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Républicains, républicaines,

Profitant de légitimes revendications sociales et universitaires, appuyé par ailleurs par divers mouvements anarchistes, le parti totalitaire a essayé de nous imposer sa dictature, appuyé sur sa droite par la S.F.I.O. qui est son otage parce que son allié électoral. Et très vite, l'aubaine étant trop bonne, des mouvements revendicatifs légitimes sont devenus politiques et tous ceux qui avaient communié dans cet élan de renouveau et de progrès social se sont vus cernés par ce parti totalitaire, prêt à tout, et d'autant plus dangereux que très discipliné et s'appuyant sur des hommes déterminés et fortement endoctrinés.

L'heure est grave et le danger n'est pas écarté. Aussi, à l'image de millions de républicains, nous avons relevé le défi parce que nous entendons rester libre et l'essentiel n'est plus, dans l'immédiat, de faire le procès du gouvernement actuel mais de savoir si nous pourrons demain encore élever en toute liberté nos revendications. Je me présente donc à vos suffrages comme le défenseur des libertés républicaines, refusant toute combinaison avec des hommes qui seraient les alliés spirituels ou électoraux du communisme, ne reconnaissant qu'un drapeau : celui de la République, ne voulant qu'une loi : celle de la République garantie par notre Constitution, ne voulant qu'un pouvoir, celui des citoyens libres. Je fais appel à vos consciences et suis prêt, avec vous tous, à défendre nos libertés. Cependant, être Républicain, c'est être aussi homme de progrès. Que proposons-nous ?

Une société de citoyens libres : A la violence, nous opposons la volonté du peuple, par des élections sincères et libres,

- — le respect de la Constitution de 1958 ;
- — la soumission devant les lois de la République, donc du peuple ;
- — la pérennité du drapeau tricolore ;
- — la reconnaissance de toutes les libertés syndicales, politiques et religieuses et le principe sacré de liberté du travail.

Une économie dynamique perpétuellement adaptée aux exigences du monde moderne, soutenue par un plan voté en début de législature et résultant de consultations de tous les parlementaires et des délégués professionnels de toutes catégories.

- — le soutien aux petites et moyennes entreprises par des aménagements fiscaux et des prêts à taux réduit permettant l'adaptation et la survie ;

— le soutien permanent des revendications agricoles et viticoles qui doivent être sans cesse revues et adaptées, indexées au coût de la vie dans la perspective du Marché commun et du revenu national, et après consultation des organismes professionnels représentatifs. J'assure tous les exploitants de mon soutien permanent dans leurs revendications légitimes ;
— priorité des priorités, à l'irrigation dans le Lauragais, capable d'améliorer nos revenus agricoles ;
— association volontaire des petites communes qui pourraient ainsi améliorer leur équipement et survivre, sans pour autant sacrifier leur autonomie et leur personnalité ;
— industrialisation de notre circonscription pour arrêter l'hémorragie des jeunes et relever nos salaires.

Développement de l'Education nationale.

Respect et attachement à la vraie laïcité et refus total de voir la politique entrer à l'école, même sous des formes déguisées.

Reprise et extension d'une véritable éducation civique qui se limitera à apprendre leurs droits et devoirs civiques aux futurs citoyens.

Participation de tous à la vie des établissements scolaires, dans le respect de la hiérachie et sans démagogie dont maîtres et élèves seraient les victimes.

Amélioration des locaux, diminution des effectifs par classe, création de postes supplémentaires, extension d'une véritable politique de loisirs.

Développement des installations sportives et priorité pour notre circonscription à la création de stades et piscines : une piscine par canton.

Une justice sociale accélérée. Adaptation permanente des conditions de travail ; amélioration de notre système hospitalier, avec création de lits supplémentaires ; relèvement de la retraite des vieux travailleurs et abaissement de l'âge de la retraite pour les catégories les plus défavorisées.

Adhésion à une politique réaliste sur le principe de liberté des naissances.

Soutien à l'effort de construction et accession à la propriété.

A l'extérieur :

Droits des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Relations étroites avec tous les peuples.

Indépendance nationale, ce qui n'exclut pas collaboration économique ou culturelle.

Oui, à l'Europe libre, coopérative et non dirigiste.

Républicains, républicaines, l'heure est grave.

Je me présente à vos suffrages comme candidat de progrès, défenseur de l'idéal républicain et pour la sauvegarde de notre bien le plus cher : la liberté.

Tout est possible pour des hommes libres. Ensemble nous unirons nos voix pour repousser la menace d'une dictature ; ensemble nous unirons nos voix pour améliorer notre sort commun par un dialogue constructif et nous repousserons la violence ; ensemble nous améliorerons notre vie dans un climat de justice, de fraternité et de liberté.

Vive la République !
Vive la France !

JEAN-PIERRE CASSABEL
(Candidat U.D.R.)

Remplaçant éventuel :
ANDRÉ LACUBE

2e CIRCULAIRE

Républicains, républicaines,

Avec près de 17.000 voix, vous m'avez donné votre confiance et permis d'arriver largement en tête de tous les candidats.

Vous avez ainsi exprimé votre volonté de sortir d'une opposition stérile et l'Aude républicaine s'est soulevée.

De tout mon cœur, merci.

A ceux qui proposaient la violence et la haine, le peuple français a répondu.

Ainsi la situation est claire.

Je reste dans notre circonscription le seul candidat d'Union républicaine qui refuse d'être le prisonnier du communisme.

J'en appelle aux consciences de tous les républicains qui veulent le progrès dans le respect de nos libertés, de nos lois et de notre drapeau.

Dimanche prochain, pour le progrès de notre circonscription dans une France libre, nous unirons nos voix.

Vous voterez en masse et vous ferez voter pour

JEAN-PIERRE CASSABEL

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ LACUBE
Viticulteur
Conseiller municipal de Limoux

Vive la troisième circonscription de l'Aude !

Vive la République !

Vive la France !

AVEYRON

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bozouls, Entraygues-sur-Truyère, Espalion, Estaing, Laguiole, Laissac, Marcillac-Vallon, Mur-de-Barrez, Naucelle, Rodez, Saint-Amans-des-Cots, Saint-Chély-d'Aubrac, Sainte-Geneviève-sur-Argence, Saint-Geniez-d'Olt, Sauveterre.

M. Roland BOSCARY-MONSSERVIN

(Candidat Républicain indépendant)
élu le 23 juin 1968
(R.I.)

Chères électrices, chers électeurs,

Sans aucun doute, dans son discours télévisé du 29 mai, M. Mitterrand a révélé son véritable visage et ses objectifs quant au Pouvoir et à sa manière très particulière d'y accéder.

Sans aucun doute, la France était alors au bord de la guerre civile.

Sans aucun doute, même si quelques passages ont appelé des réserves chez certains, le discours du général de Gaulle, par sa tonalité d'ensemble, a balayé l'incohérence et reconstruit l'Etat.

Sans aucun doute, c'est à la France entière et à elle seule qu'il appartient de fixer son destin dans le cadre d'élections générales faites au suffrage universel.

Nous pensons que la majorité gagnera les élections.

Mais tout cela resterait absolument vain si par-dessus l'élément circonstanciel du moment et plongeant résolument dans l'avenir nous n'affirmions une fois de plus :

« que l'impératif de toutes nos actions et de nos entreprises doit être le sort de la personne humaine, de sa dignité, de son exigence morale » (ce qui a peut-être été parfois perdu de vue)

« tandis que chacun doit retrouver pleinement le sens de ses responsabilités » (ce qui aussi a été parfois perdu de vue).

Responsabilité d'une part, évolution d'autre part, telles doivent être les lignes directives de notre action de demain.

Le mouvement social doit nous éclairer sur la présence de l'homme à tous les niveaux de la société.

— C'est la classe ouvrière qui poursuit, à juste titre, comme la Fonction publique, l'amélioration de son destin, mais elle ne doit pas oublier que la notion de salaire réel a une importance essentielle, celle de salaire nominal étant toute relative.

(Comme s'y est engagé le Premier Ministre, le Parlement doit être saisi de l'ensemble des textes portant sur les ordonnances de la sécurité sociale.)

— C'est la classe paysanne.

La négociation de Bruxelles sur le lait et la viande s'est terminée favorablement. Comme toutes les classes laborieuses, les agriculteurs doivent revaloriser leur pouvoir d'achat qui, d'une part est un problème de rapport de prix, d'autre part un problème de restructuration sociale avec toutes les garanties dues d'une part aux jeunes, d'autre part à ceux ayant cessé l'exercice de leur profession, aussi aux plus modestes d'entre eux auxquels doivent être assurées des ressources permettant une vie décente.

Le commerce dû à l'initiative privée a fait durant la crise la démonstration de son efficacité. C'est une leçon à ne pas oublier.

Artisans, petits et moyens industriels vont souvent se trouver en face d'une situation nouvelle. Ils sont indispensables au caractère propre de notre économie.

C'est par ailleurs tout le secteur des personnes âgées, de tous ceux à qui, pour une raison ou pour une autre, l'Etat doit son aide sur le plan social, ceux-là aussi à juste titre peuvent prétendre à une amélioration de leurs conditions.

Comment tout cela pourra-t-il se réaliser sans contradiction ?

Ne nous faisons aucune illusion ! Les mois, voire les années qui viennent vont demander beaucoup de courage et de volonté et sûrement d'importants sacrifices chez les plus favorisés.

Le mouvement étudiant doit nous éclairer sur l'orientation de l'homme dans le monde de demain.

Il n'y a pas eu chez les jeunes refus de notions fondamentales, comme par exemple celles de la famille, mais inquiétude pour leur avenir et doute sur l'orientation et la forme d'un enseignement susceptible de le préparer, sûrement aussi affirmation d'une volonté de résistance contre l'esclavage de l'homme par la technocratie.

C'est cette réaction naturelle qui a débouché sur des notions comme celles d'autonomie et de cogestion.

Tenant compte des aspirations et des réflexions souvent très profondes de la jeunesse, un style nouveau d'éducation et d'enseignement devra être trouvé et traduit dans des textes et des réformes effectives.

Le mouvement politique doit nous éclairer sur les devoirs et droits respectifs de l'ensemble des corps institutionnels.

Je n'ai pas voté la motion de censure parce que je ne voulais pas créer le vide du pouvoir et je souligne en passant combien le Premier Ministre mérite le respect pour l'énergie, le sang-froid et la capacité dont il a fait preuve dans des circonstances dramatiques.

Je n'en suis que plus à l'aise pour réaffirmer comme le font les Républicains indépendants depuis des années, la nécessité d'un dialogue nourri, serré et constructif entre Gouvernement, Parlement, instances régionales et locales, représentations professionnelles, en un mot les forces vives de la Nation.

Par toutes les mutations qui viennent de s'effectuer, la concurrence économique va devenir de plus en plus sévère, risquant de mettre gravement en péril nos régions déjà handicapées par les conditions naturelles.

Seule une politique d'impulsion régionale et d'aide sectorielle d'une importance exceptionnelle et cela tant en agriculture qu'en artisanat ou en industrie permettra d'assurer la survie.

Plus que jamais il apparaîtra absolument nécessaire, dès le lendemain du scrutin, de rassembler les responsables aveyronnais venant de tous les horizons, de toutes

les générations, de toutes les catégories sociales ou professionnelles, sur l'objectif primordial : *le développement de l'emploi.*

Ceci ne vaut pas seulement, de ma part, déclaration d'intention pour l'avenir, mais continue exactement ce que de toutes mes forces j'ai tâché de réaliser dans le passé.

R. BOSCARY-MONSSERVIN
Député sortant — Ancien Ministre
Maire de Rodez

Candidat Républicain indépendant. Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

R. CAYREL
Membre de la Chambre d'agriculture
Maire-Conseiller général de Saint-Chély d'Aubrac

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aubin, Capdenac-Gare, Conques, Decazeville, Montbazens, Najac, Rieupeyroux, Rignac, la Salvetat-Payralès, Villefranche-de-Rouergue, Villeneuve.

M. Robert FABRE

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs aveyronnais,

La vague de mécontentement qui vient de soulever le pays — et qui a tant surpris nos gouvernants ! — a des causes profondes, que nous dénonçons avec vigueur depuis de longues années.

Sans relâche, nous avons mis en garde le Parlement et l'opinion contre les conséquences de la néfaste politique gaulliste, conservatrice et de pouvoir personnel, menée depuis dix ans.

Cette politique nous a conduit :

— au mépris des intermédiaires naturels que sont les élus (parlementaires, conseillers généraux, maires) et des responsables syndicaux, à qui le dialogne a été constamment refusé ;

— à la dégradation continue de la situation économique et sociale par :
- une politique de bas salaires ;
- l'acceptation délibérée de 500.000 chômeurs ;
- l'insuffisance de crédits en matière de :

— logements,

— équipements sanitaires et sociaux,

— formation scolaire et technique, routes adductions d'eau, téléphone, etc.

- le démantèlement de la Sécurité sociale ;
- les dépenses exorbitantes de la force de frappe.

— à l'abaissement du niveau de vie de nos agriculteurs — en particulier des éleveurs — et au gâchis du Marché commun ;

— à l'angoisse d'une jeunesse sans responsabilités, sans participation, sans garantie d'emploi ;

— à l'inquiétude des personnes âgées, des retraités, des rapatriés, injustement oubliés ;

— à une incroyable partialité de l'information, dénoncée aujourd'hui par les journalistes de l'O.R.T.F. eux-mêmes ;

— à une disparité excessive des conditions de vie selon les régions, faute d'une politique d'aménagement du territoire efficace.

C'est ce triste bilan de dix années de pouvoir gaulliste sans partage que condamne le peuple français.

L'actuel gouvernement replâtré par le vingt-quatrième remaniement ministériel (malgré l'apparente stabilité !) ne peut apporter aucune solution valable aux problèmes posés.

Le redressement ne peut venir ni d'un Pompidou, défenseur du grand capitalisme, ni du faux « révolutionnaire » que prétend être aujourd'hui le général de Gaulle.

Récusant ceux qui se posent maintenant en défenseurs d'une République qu'ils n'ont cessé de détruire, écartant ceux qui voudraient perpétuer la division de notre pays en deux blocs hostiles prêts à l'affrontement, les Français veulent un gouvernement républicain et démocrate prêt au vrai dialogue avec le peuple, et à la participation aux décisions de tous les citoyens.

Ce gouvernement ayant pour axe la Fédération de la gauche et pour but la réalisation d'une société de citoyens libres et responsables, appliquerait un programme de progrès économique et de justice sociale, dont voici quelques objectifs :

Sur le plan politique :

Stabilité basée sur un contrat de législature.

Abrogation de l'article 16 de la Constitution qui favorise le pouvoir personnel.

Décentralisation administrative réelle avec création d'organismes régionaux élus et responsables.

Droit de vote à 18 ans.

Sur le plan économique :

Agriculture : modernisation et réforme de structures conduites par les agriculteurs eux-mêmes, et assurant la survie de l'exploitation familiale.

Meilleure commercialisation des produits agricoles par des organismes gérés démocratiquement.

Amélioration des prestations sociales, de retraites et d'études.

Industrie : nationalisation ou contrôle de certains secteurs-clé (tels armements ou banques d'affaires).

Aide accrue aux petites et moyennes entreprises (industrielles, artisanales et commerciales).

Création d'une Banque nationale d'investissements.

Simplification de la fiscalité (en particulier T.V.A. et régime des artisans).

Relèvement à 6.000 F du plancher d'exonération de l'impôt sur le revenu.

Sur le plan social :

Abrogation des ordonnances antisociales.

Politique de plein emploi ; abaissement progressif de l'âge de la retraite et de la durée du travail.

Reconnaissance des libertés et responsabilités syndicales.

Droit à la santé égal pour tous.

Arttribution de ressources suffisantes à tous les handicapés, invalides, retraités, personnes âgées et Anciens combattants.

Réparations aux rapatriés.

Sur le plan de l'enseignement et de l'information :

Priorité des priorités à l'Education nationale et à l'Ecole publique.

Autonomie et rénovation des universités en collaboration avec les étudiants.

Autonomie de l'O.R.T.F. pour asssurer liberté et objectivité de l'information.

Sur le plan de la politique extérieure :

Renonciation à la force de frappe et reconversion pacifique de l'énergie atomique.

Participation aux conférences de paix et de désarmement.

Collaboration avec toutes les nations, en particulier à l'échelle d'une Europe des peuples, démocratique et planifiée.

Sur le plan de la circonscription :

Dans le cadre d'une véritable décentralisation administrative régionale, défense et réanimation des industries locales, en particulier dans le bassin ; développement de la sous-traitance ; implantation d'activités nouvelles dépendant de l'Etat ou sous son contrôle.

Développement des établissements d'enseignement technique ; de promotion sociale ; pour l'enfance inadaptée ou des handicapés.

Accroissement des crédits : pour l'équipement urbain et rural : axes routiers, chemins, adductions d'eau, téléphones, électrification, etc.

Pour l'équipement d'accueil touristique.

Ce programme ne peut être l'œuvre du gaullisme dont la faillite est évidente, mais d'une majorité de gauche groupant autour de la F.G.D.S. l'ensemble des républicains et démocrates soucieux de progrès économique et de justice sociale.

Pour assurer sa réalisation.

Pour œuvrer en faveur du renouveau de notre Rouergue, de la prospérité et de la grandeur bien comprise de la France.

Votez massivement pour celui à qui vous avez déjà à deux reprises témoigné votre confiance, et qui continue à mener le même combat.

Robert FABRE
Maire de Villefranche — Conseiller général
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Lucien ORSANE
Conseiller d'orientation scolaire et professionnelle à Decazeville

---

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Malgré une propagande effrénée, menée par les gaullistes avec les procédés les plus méprisables, près de quatre-vingt-dix pour cent de ceux qui m'avaient apporté leurs suffrages au premier tour de 1967 m'ont renouvelé leur confiance.

Je les remercie de cette fidélité qui me touche profondément.

La grande peur de nouveaux désordres, délibérément entretenue par la propagande gouvernementale, a entraîné une fraction des électeurs à voter, à contre-cœur, pour le candidat de la droite, ou à se réfugier dans l'abstention.

Mais, si le premier tour de scrutin a été celui de la peur, le second tour sera celui de la raison.

Prenant un temps de réflexion, les Français reconnaîtront que les fautes commises depuis dix ans par le gaullisme sont les véritables causes des troubles récents.

Ils comprendront qu'un renversement de politique s'avère indispensable.

Notre pays est celui de la mesure, de l'équilibre : il sait qu'une importante majorité gaulliste imposerait sans recours sa force au détriment de la justice sociale et de nos libertés publiques.

Il sait que la gauche, qui n'est pas soumise aux puissances de l'argent et qui, seule a le sens de l'humain, doit être massivement présente au Parlement pour interdire un glissement vers le conservatisme et la dictature.

Seul le combat d'un élu de la gauche peut arracher à un Pouvoir qui ne parle qu'en termes de « rendement » et de « productivité » les aides nécessaires à la sauvegarde de notre économie régionale.

C'est particulièrement vrai pour la circonscription de Villefranche.

Si le centralisme autoritaire continue à nous étouffer.

Si la rentabilité reste le seul objectif,

— que deviendront nos exploitations agricoles familiales livrées à l'inexorable concurrence de l'agriculture industrielle et à la mévente de leur production ?
— que deviendront nos commerçants et nos artisans écrasés sous une injuste et complexe fiscalité, si se dépeuple au même rythme la campagne environnante ?
— que deviendront nos petites et moyennes entreprises industrielles sacrifiées aux grandes concentrations capitalistes ?

— que deviendront les travailleurs, salariés et petits fonctionnaires, à qui le Gouvernement enlèvera, par une inflation délibérée, les avantages récemment acquis, et dont les syndicats resteront écartés des responsabilités ?
— que deviendront petits épargnants, retraités, personnes âgées, handicapés devant la montée des prix qui commence ?
— que deviendront enfin nos jeunes désorientés, sans emploi, sans espoir d'un avenir meilleur ?

La politique réactionnaire qui nous menace est incapable d'apporter une solution quelconque aux difficultés économiques et sociales dont souffre notre région.

Habitants du bassin et de nos villes, de nos bourgs et de nos campagnes, nous devons exiger une politique nouvelle qui assure — dans l'ordre et dans la solidarité nationale — l'expansion des ressources mal exploitées de notre Rouergue, et la sauvegarde de ses valeurs humaines.

L'union de tous les républicains s'impose.

Le candidat de la droite conservatrice a fait au premier tour le plein de ses voix.

Le résultat du second tour ne fait donc aucun doute.

La discipline républicaine s'exercera dans le cadre des accords nationaux F.G.D.S.-P.C.F. par le désistement de Jean Martin.

Ainsi, grâce à la cohésion de toutes les forces démocratiques, sera assurée dans notre circonscription, où la gauche est majoritaire, une large victoire des républicains.

Electrices et électeurs, pas d'abstentions !

Fort de la confiance que vous m'accorderez à nouveau demain, je poursuivrai le combat avec la même énergie, avec la même efficacité :

Pour la survie et le développement de notre Rouergue.
Pour la justice sociale.
Pour nos libertés démocratiques.

Vive le Rouergue !

Vive la République !

ROBERT FABRE

Maire de Villefranche — Vice-président du Conseil général
Député sortant

Remplaçant éventuel :

LUCIEN ORSANE

Conseiller d'orientation scolaire et professionnelle à Decazeville

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Belmont-sur-Rance, Camarès, Campagnac, Cassagnes-Bégonhès, Cornus, Millau, Nant, Peyreleau, Pont-de-Salars, Réquista, Saint-Affrique, Saint-Bauzély, Saint-Rome-de-Tarn, Saint-Sernin-sur-Rance, Salles-Curan, Séverac-le-Château, Vézins-de-Lévézou.

Louis-Alexis DELMAS

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Une majorité parlementaire acquise de justesse en mars 1967 n'a pas permis au Parlement de travailler normalement : six motions de censure en quatorze mois. Le Président de la République a prononcé la dissolution de l'Assemblée Nationale et ordonné le retour devant les électeurs, ce que lui demandait la majorité.

Trois semaines de cauchemar s'achèvent car nous venons de vivre des heures cruciales au cours desquelles certains éléments anarchistes, nihilistes, maoïstes, exploitant avec le concours des états-majors de l'opposition un certain mécontentement justifié par des salaires trop bas, ont failli faire basculer la France et l'Europe dans l'anarchie. Notre civilisation chrétienne et libérale, que nos pères ont mis vingt siècles à édifier, a failli disparaître.

Grâce à l'action du général de Gaulle et de son Premier Ministre, « solide, capable et compétent », grâce aussi au réveil du peuple de Paris conduit par les 240 députés de la majorité, tout a été virtuellement sauvé et la machine grippée a enfin repris sa route. Mais ce sauvetage doit être confirmé et il ne le sera — chacun en est conscient — que si le peuple français envoie à l'Assemblée Nationale au scrutin secret *seul démocratique une majorité accrue, stable et cohérente.* En 1967, le Sud-Aveyron avait rejoint la majorité. La France entière, à n'en pas douter, va renforcer cette majorité sortante. Pourquoi Millau et le Sud-Aveyron iraient-ils à contre-courant et changeraient-ils de camp ?

L'enjeu de ces élections est national. C'est l'avenir et la survie de la France qui sont en cause. L'heure n'est plus aux tergiversations et je crois que chacun l'a compris au cours de ces dernières semaines. L'heure de l'union a, elle aussi, sonné devant les dangers qui nous menacent tous. Nous faisons donc appel à tous les nationaux de cette circonscription. Qu'ils soient de droite, du centre ou de la gauche, ne nous paraît pas, dans les circonstances actuelles, avoir une telle importance. *Il faut sauver la République. Voilà la priorité des priorités.*

Il va de soi que cette union doit avoir des contreparties, qui peuvent se résumer par ces quelques mots : dialogue, contestation et participation. Ce sont des impératifs que nous nous engageons à respecter

Mais la vie continue et nous savons que certains d'entre vous sont préoccupés par les problèmes locaux et les problèmes de la vie quotidienne. Certes, il y a beaucoup à faire en ce qui concerne l'emploi et l'équipement et ces deux questions restent notre souci de chaque jour.

Il nous sera cependant permis de vous signaler sans fausse modestie que les deux députés sortants de la majorité ont réussi à faire inclure l'Aveyron dans une zone de rénovation rurale, ce qui a valu à notre département, pour 1968, l'octroi d'un milliard d'anciens francs de subventions complémentaires. Or, sur ce milliard, plus de la moitié a été attribuée à notre circonscription du Sud-Aveyron, soit :

— adductions d'eau de Trémouilles, Flavin, Réquista, Saint-Sernin, etc. .... 300.000.000 AF
— Route nationale n° 9 en amont et en aval de Millau pour faciliter notre désenclavement .... 144.000.000 AF
— Route de la rive gauche du Tarn, de La Cresse à Peyreleau .. 28.000.000 AF
— Aménagement des bourgs de Cassagnes et Saint-Sernin, drainage du Lévezou : environ .... 80.000.000 AF
— Pour Millau même, le prix de vente du terrain de la *zone industrielle en cours d'édification sera ramené à 8 F le mètre,* même si le prix de revient atteint 20 F ;
— et citons pour mémoire l'aide spéciale prévue en faveur des artisans et industriels ainsi que l'I.V.D. à 60 ans.

Mentionnons par ailleurs, mais à un autre titre, les adductions d'eau de Versols-et-Lapeyre et de Sylvanès, inscrites pour 1968.

Sans doute les besoins sont tellement grands, tellement urgents que tout cela est bien insuffisant, mais nous vous promettons de poursuivre et de développer notre action et nous ne pensons faire injure à personne en disant que peu de députés avant nous avaient, en si peu de temps, obtenu de tels résultats.

Pour le maintien de la paix, de la stabilité, du progrès,

Pour le respect de la liberté, dont celle de travailler, d'apprendre et d'enseigner,

Républicains du Sud-Aveyron, unissez-vous.

Votez dès le premier tour pour les candidats d'Union pour la défense de la République :

Louis-Alexis DELMAS
Maire de Salles-Curan
Vice-président du Conseil général
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Docteur Jean GABRIAC
Conseiller général de Millau
Député suppléant sortant

BOUCHES-DU-RHONE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

1er arrondissement municipal et partie Nord-Ouest du 6e arrondissement municipal délimitée par le côté pair de la rue Saint-Michel, le côté pair de la rue Fontange, le côté pair de la rue de Lodi jusqu'à la rue Pierre-Laurent, le côté impair de la rue Pierre-Laurent, le côté impair de la rue Perrin-Solliers jusqu'à la rue de Village, la rue Perrin-Solliers côté pair exclu (de la rue de Village au boulevard Baille), le boulevard Baille côtés pair et impair exclus jusqu'à la place Castellane, le début du côté impair de la place Castellane jusqu'à la rue de Rome, la rue de Rome côtés pair et impair inclus jusqu'à la rue Sainte-Victoire, la rue Sainte-Victoire côtés pair et impair inclus, la rue Paradis côtés pair et impair exclus jusqu'à la rue Dragon, la rue Dragon côtés pair et impair exclus jusqu'à la rue Breteuil, la rue Breteuil côtés pair et impair exclus jusqu'à la rue Saint-Jacques, la rue Saint-Jacques côtés pair et impair exclus jusqu'au boulevard Notre-Dame, le boulevard Notre-Dame côtés pair et impair inclus, le côté pair de la rue Montée-Notre-Dame jusqu'à la Basilique de Notre-Dame de la Garde.

M. Joseph COMITI

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

La France vient de connaître une épreuve qui a failli la conduire à la guerre civile.

Le Parti communiste totalitaire et ses otages exploitent la situation en tentant de désagréger la République et d'abolir la liberté.

Les Marseillaises et Marseillais ont fait échec à cette entreprise. Ils ont imposé le suffrage à bulletins secrets, seule solution démocratique.

La France a frôlé le pire, elle doit savoir en tirer le meilleur.

Nous avons tous conscience de la nécessité de réformes. Tous, nous savons qu'elles ne peuvent être accomplies que dans la paix civile.

Ce bouleversement n'est pas particulier à la France. Chaque pays le connaît ou le connaîtra.

C'est dans cet esprit que nous concevons les réformes dont les plus urgentes sont celles de l'Université et de l'entreprise.

L'Université moderne a pour mission de préparer les élèves et les étudiants à l'activité professionnelle.

L'entreprise moderne associe patrons et ouvriers en une équipe dynamique et responsable.

L'accroissement du revenu national bénéficiera à tous ceux que l'âge ou le malheur éloigne des bienfaits de la vie active.

L'amnistie que nous proposerons et voterons scellera la réconciliation nationale.

JOSEPH COMITI
Professeur agrégé à la Faculté de Médecine
Chirurgien en chef des Hôpitaux de Marseille

Remplaçant éventuel :

HENRI ARNAUD
Diplômé d'études supérieures
Ancien président du Secours catholique

Pour Marseille

Avec une représentation nouvelle, Marseille donnera l'exemple.
Nous nous attacherons en priorité à développer les activités créatrices d'emplois.
Nous défendrons les intérêts légitimes des petites et moyennes entreprises, commerçants et artisans qui traversent une période difficile.
Nous plaiderons pour une indemnisation raisonnée, humaine et plafonnée.
Nous nous opposerons à la création d'un grand magasin sur les terrains de la Bourse où la densité commerciale est déjà très forte.

Marseillaises, Marseillais,

Face au communisme totalitaire et à la violence, face à leurs alliés, choisissez ceux qui veulent défendre la République, la liberté, l'égalité, la paix civile.

Votez
JOSEPH COMITI

2e CIRCULAIRE

Le deuxième tour est décisif !

Votez
JOSEPH COMITI
Professeur agrégé à la Faculté de Médecine
Chirurgien en chef des Hôpitaux de Marseille

Remplaçant éventuel :

HENRI ARNAUD
Diplômé d'études supérieures
Ancien président du Secours catholique

Union pour la défense de la République.

Le premier tour des élections législatives indique une remarquable poussée de l'Union pour la défense de la République.
Mais il faut que tous les républicains et démocrates sachent bien que le deuxième tour sera décisif. Nos adversaires n'ont pas désarmé. Ils attendent et provoquent notre division pour reprendre leur entreprise de subversion.

Tous les Français par-delà leurs divergences doivent donc unir leurs suffrages.

Cette large union est la condition indispensable pour que demain une majorité cohérente, puissante et ouverte à tous, permette d'entreprendre de vastes réformes dans l'ordre et la paix civile.

Cette union est celle que je souhaite dans cette circonscription. C'est celle à laquelle j'appelle aujourd'hui tous les Marseillais.

J'aimerais être le représentant de tous ceux qui refusent une conception collectiviste et totalitaire de notre société.

Un grand courant d'union nationale porteur d'espérances est né. Les Marseillais doivent y participer mieux encore le 30 juin.

Redonnons à cette circonscription son visage de toujours.

Votez

JOSEPH COMITI

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

8e arrondissement municipal, 9e arrondissement municipal et la partie Sud-Est du 6e arrondissement municipal délimitée par le côté impair de la rue Saint-Michel, le côté impair de la rue Fontange, le côté impair de la rue de Lodi jusqu'à la rue Pierre-Laurent, le côté pair de la rue Pierre-Laurent, le côté pair de la rue Perrin-Solliers (de la rue de Village au boulevard Baille), le boulevard Baille côtés pair et impair inclus, la fin du côté impair et le côté pair de la place Castellane du boulevard Baille jusqu'à la rue de Rome, la rue de Rome côtés pair et impair jusqu'à la rue Sainte-Victoire, la rue Sainte-Victoire côtés pair et impair exclus, la rue Paradis côtés pair et impair inclus jusqu'à la rue Dragon, la rue Dragon côtés pair et impair inclus jusqu'à la rue Breteuil, la rue Breteuil côtés pair et impair inclus jusqu'à la rue Saint-Jacques, la rue Saint-Jacques côtés pair et impair inclus jusqu'au boulevard Notre-Dame, le boulevard Notre-Dame côtés pair et impair exclus, le côté impair de la rue Montée-Notre-Dame jusqu'à la Basilique de Notre-Dame de la Garde.

M. Pierre LUCAS

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 30 juin 1968

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la défense de la République.

La France vient de connaître une épreuve qui a failli la conduire à la guerre civile.

Le Parti communiste totalitaire et ses otages exploitent la situation en tentant de désagréger la République et d'abolir la liberté.

Les Marseillaises et Marseillais ont fait échec à cette entreprise. Ils ont imposé le suffrage à bulletins secrets, seule solution démocratique.

La France a frôlé le pire, elle doit savoir en tirer le meilleur.

Nous avons tous conscience de la nécessité de réformes. Tous, nous savons qu'elles ne peuvent être accomplies que dans la paix civile.

Ce bouleversement n'est pas particulier à la France. Chaque pays le connaît ou le connaîtra.

C'est dans cet esprit que nous concevons les réformes dont les plus urgentes sont celles de l'Université et de l'entreprise.

L'Université moderne a pour mission de préparer les élèves et les étudiants à l'activité professionnelle.

L'entreprise moderne associe patrons et ouvriers en une équipe dynamique et responsable.

L'accroissement du revenu national bénéficiera à tous ceux que l'âge ou le malheur éloigne des bienfaits de la vie active.

L'amnistie que nous proposerons et voterons scellera la réconciliation nationale.

Pour Marseille

Avec une représentation nouvelle, Marseille donnera l'exemple.

Nous nous attacherons en priorité à développer les activités créatrices d'emplois.

Nous défendrons les intérêts légitimes des petites et moyennes entreprises, commerçants et artisans qui traversent une période difficile.

Nous plaiderons pour une indemnisation raisonnée, humaine et plafonnée.

Nous nous opposerons à la création d'un grand magasin sur les terrains de la Bourse où la densité commerciale est déjà très forte.

Marseillaises, Marseillais,

Face au communisme totalitaire et à la violence, face à leurs alliés, choisissez ceux qui veulent défendre la République, la liberté, l'égalité, la paix civile.

Votez

PIERRE LUCAS

Professeur de gestion d'entreprise
Docteur es Sciences économiques
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Remplaçant éventuel :

JEAN LUCIANI

Employé à la Caisse d'allocations familiales des Bouches-du-Rhône
Secrétaire du syndicat de la Fédération des employés et cadres de la sécurité sociale
Membre du Bureau du Front travailliste

2e CIRCULAIRE

(La première circulaire a servi également pour le deuxième tour.)

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

2e arrondissement municipal de Marseille. 7e arrondissement municipal de Marseille.

M. Gaston DEFFERRE

(Candidat d'Union des socialistes républicains et démocrates)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Les élections des 23 et 30 juin prochain ont un caractère exceptionnel. Elles surviennent, en effet, après une dissolution de l'Assemblée Nationale, elle-même consécutive aux événements du mois de mai et à l'impossibilité, dans laquelle s'est trouvé le chef de l'Etat, de procéder au référendum qu'il avait annoncé.

I. — Les causes des événements.

De la protestation des étudiants transformée en révolte par la brutalité d'une répression qui a ému l'opinion, jusqu'à la grève massive de quelque dix millions de travailleurs de tous rangs, la France s'est trouvée paralysée.

Des incidents violents ont marqué cette période, en particulier dans les grandes villes dont plusieurs sont administrées par des municipalités gaullistes ou de tendance gaulliste.

Marseille est la seule grande ville où le calme et l'ordre ont régné.

Le pouvoir, incapable alors de redresser la situation, a renoncé au référendum qu'il avait décidé.

Cette incapacité, cette déroute, les Français l'ont ressentie.

Cette situation, à quoi est-elle due ?

— *à l'exercice solitaire du pouvoir.* L'homme seul, quel qu'il soit, ne peut faire face à tous les problèmes du monde moderne ;
— *au refus de tout dialogue.* Ce refus opposé aux corps intermédiaires, élus ou syndicats, n'a laissé d'autre issue que la violence ;
— *à la partialité de l'O.R.T.F.*, transformé en monopole de la propagande gouvernementale et dissimulant aux Français la situation réelle provoquée par la politique gaulliste (la grève des journalistes de l'O.R.T.F., dont beaucoup sont gaullistes mais attachés à la liberté d'expression et à l'objectivité de l'information, est significative à cet égard) ;
— *au fait que la montée de la crise a été masquée* par le prestige du général de Gaulle jusqu'au jour de l'explosion.

II. — Qui porte la responsabilité ?

La responsabilité du Président de la République, du Gouvernement et des députés qui lui ont obéi, dans les événements et les causes qui les ont provoqués, est entière, totale, indiscutable.

Le général de Gaulle a voulu exercer tous les pouvoirs, tout décider, tout commander lui-même.

Ses Ministres y compris le Premier, ne sont que des exécutants.

A son âge, après dix ans de pouvoir absolu, il ne changera ni de politique, ni de méthodes de Gouvernement.

Son interview radio-télévisée du 7 juin — aux phrases vagues et confuses — n'apporte aucun engagement précis. D'ailleurs, l'expérience montre qu'il ne tient pas ses engagements et fait presque toujours le contraire de ce qu'il a annoncé !

Après la tournée des popotes, et la fameuse déclaration sur les « Français à part entière », il a donné l'indépendance à l'Algérie. Un million de pieds noirs rapatriés s'en souviennent.

Et qui aurait cru, en 1967, qu'il prendrait position contre Israël lors de la « guerre des six jours » et qu'il revendiquerait « la libération des Français au Canada » ?

Au moment des élections présidentielles de 1965, il a dit : « C'est moi ou le chaos ». Nous avons « lui et le chaos ». Envoyer au Parlement une majorité inconditionnelle, ce sera plonger à nouveau la France dans le chaos.

III. — Pour défendre l'intérêt national et préparer l'avenir de la France : Choisir la troisième voie.

Quand la crainte suscitée par les événements de mai se sera atténuée, quand les élections auront eu lieu et qu'il faudra gouverner, on s'apercevra que le bilan économique de la crise, tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur, est très lourd.

Si les augmentations de salaires accordées ne sont, comme l'a dit le Président de la République aux téléspectateurs, qu'« apparentes », c'est-à-dire, si elles sont absorbées par la hausse des prix, les difficultés recommenceront.

Sur le plan intérieur :

Il faut augmenter le montant du revenu national par une politique d'investissements productifs en renonçant aux investissements improductifs.

Il n'est, en effet, pas possible de faire les deux sans tomber dans l'inflation.

Il faut donc un changement fondamental de politique militaire, monétaire, économique.

— Il faut répartir plus justement entre les différentes catégories sociales le montant du revenu national, c'est-à-dire faire une politique sociale plus équitable en commençant par abroger les ordonnances sur la sécurité sociale.

Mais ce ne sera possible qu'à condition d'engager et de maintenir le dialogue avec tous les représentants qualifiés de tous les intéressés et en établissant avec eux un véritable contrat national de progrès social et économique.

La croissance économique et la justice sociale allant de pair, les crises pourront être évitées.

Sur le plan politique :

Les Français doivent refuser de se laisser enfermer dans le faux dilemme de l'affrontement gaullistes-communistes.

Dans l'immédiat, le Président de la République espère que cela lui permettra de l'emporter. A terme, il sait que cela revient à livrer le pouvoir aux communistes.

Or, la majorité des Français ne veulent ni du communisme, ni du gaullisme.

La troisième voie, la voie de la paix civique, du progrès, de la justice sociale dans les libertés publiques et individuelles, c'est celle de la démocratie socialiste. C'est la voie qu'ont choisie avec succès les pays scandinaves, en particulier la Suède.

IV. — Pour quel député faut-il voter ?

En votant pour Gaston Defferre,
Président du Groupe parlementaire de la F.G.D.S., député des Bouches-du-Rhône,

Maire, dont l'autorité a su préserver sa ville des violences qui se sont produites dans toutes les autres grandes cités françaises,
Maire qui a modernisé Marseille, l'a transformée tout en administrant avec économie,

Vous enverrez siéger au Parlement un député
Qui ne devra obéissance à personne,
Qui aura le souci de l'intérêt général,
Qui saura défendre Marseille
Et définir pour la France la voie du progrès et de la paix.

Le 23 juin, vous voterez pour

GASTON DEFFERRE
Maire de Marseille
Député des Bouches-du-Rhône
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre avec palmes (1939-1945) — Rosette de la Résistance

Remplaçant éventuel :

NOEL LUCIANI
Capitaine au Long Cours

2e CIRCULAIRE

Le premier tour des élections législatives est passé.
Dimanche prochain 30 juin, aura lieu le deuxième et dernier tour, celui qui fait le résultat définitif.
Au cours de cette campagne électorale inhabituelle par sa briéveté et par le fait qu'elle s'ouvrait « à chaud » au lendemain des événements de mai, c'est l'argument de la crainte — uniquement mais continuellement exploité par les candidats de la majorité — qui a porté.
Mais après la crainte, c'est la raison qui doit prendre le dessus. Surtout à Marseille dont les habitants ont fait preuve de sang-froid au moment où les autres grandes villes de France voyaient se dérouler des événements violents.
La raison dit que l'exploitation de la crainte ne constitue pas un programme d'action. Et encore moins face à la grave situation économique et sociale dans laquelle notre pays se trouve depuis plusieurs années.
Des solutions efficaces et urgentes doivent être mises en œuvre, des réformes profondes doivent être réalisées.
Elles ne le seront pas si, en élisant une écrasante majorité inconditionnelle, les

Français laissaient croire qu'ils approuvaient, du même coup, les erreurs, les carences et les injustices du Gouvernement, et donnaient blanc-seing pour l'avenir.

La raison dit qu'une opposition est nécessaire au Parlement, assez forte, assez agissante pour infléchir et contrôler les décisions de la majorité, pour apporter à l'Assemblée, dans l'intérêt général, un élément d'équilibre démocratique.

La raison dit que le maire de Marseille, qui une fois élu est le maire de tous les Marseillais, doit être député pour pouvoir défendre efficacement à Paris, quelle que soit la majorité, les légitimes intérêts de Marseille et des Marseillais.

Les résultats que nous avons obtenus dans le passé le démontrent.

Parce que votre maire disposait à l'Assemblée d'une audience nationale il a pu obtenir et réaliser pour Marseille, pour son équipement, pour sa modernisation, plus qu'on avait fait depuis cinquante ans.

Au moment où la région marseillaise subit une sévère récession, plus que jamais votre maire doit jouer le rôle important « d'homme de confiance » de sa ville.

Dimanche dernier, 11.495 électrices et électeurs de la troisième circonscription nous ont témoigné leur confiance. Ils ont voté pour la raison. Nous les en remercions de tout cœur.

Par leur vote, ils ont placé Gaston Defferre et Noël Luciani en tête des candidats de l'opposition. Leur soutien nous est précieux.

Il faut maintenant que s'élargisse ce courant de la raison.

Il faut qu'au soir du 30 juin, l'Assemblée Nationale compte à nouveau dans ses rangs l'homme compétent, fort de l'expérience de l'administration de sa ville, capable à la fois de proposer les solutions constructives aux problèmes qui nous assaillent et de défendre dans la capitale les intérêts majeurs de Marseille et de ses habitants.

Nous comptons sur vous, sur toutes les femmes et tous les hommes de progrès pour parvenir à ce but.

Pour la troisième circonscription,
Pour Marseille,
Pour la République,
Dimanche 30 juin votez et faites voter

GASTON DEFFERRE

Maire de Marseille
Député des Bouches-du-Rhône
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre avec palmes (1939-1945) — Rosette de la Résistance

Remplaçant éventuel :

NOËL LUCIANI

Capitaine au Long Cours

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

14e arrondissement municipal de Marseille. 15e arrondissement municipal de Marseille. 16e arrondissement municipal de Marseille.

M. François BILLOUX

(Candidat du Parti communiste français.)
élu le 23 juin 1968
(C.)

Electrices, électeurs,

Un mouvement d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelles soulève les couches laborieuses de la nation.

Des usines, des bureaux, des universités, monte l'exigence de changements politiques profonds.

Le Président de la République a été contraint de donner la parole au peuple.

Vous êtes appelés, le 23 juin, à élire votre député.

Le bilan de faillite du pouvoir gaulliste.

Travailleurs manuels et intellectuels, paysans, étudiants, enseignants, sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué pendant dix ans une politique contraire à leurs intérêts, à l'intérêt national. Cette politique multiplie les profits du grand capital. Elle réduit la consommation populaire, développe le chômage, alourdit le poids de la fiscalité pour la population laborieuse. Elle accule à la ruine des milliers de petits et moyens paysans, artisans, commerçants. Elle accumule un retard lamentable en matière d'équipement social et culturel du pays (logements, hôpitaux, théâtres, maisons de jeunes, etc.) et sacrifie l'avenir de la jeunesse en refusant d'adapter l'école et l'université aux nécessités de notre temps.

Le rôle des communistes dans les derniers événements.

Par leur lutte, dans un puissant mouvement de grève, les travailleurs manuels et intellectuels ont arraché au pouvoir et au patronat des avantages substantiels.

Le rôle de la C.G.T. dans cette action menée avec sang-froid, dans le calme et le soutien actif du Parti communiste français ont contribué de façon déterminante au succès de la grève au bénéfice de millions de travailleurs.

En dénonçant les provocations et les violences des groupes gauchistes en même temps que celles organisées par la police, les communistes ont évité de grands malheurs à notre pays : ils ont eu le souci de barrer la route à l'aventure, d'empêcher l'instauration d'une éventuelle dictature militaire.

Nous avons agi avec esprit de responsabilité, avec le souci de faire aboutir la lutte pour les revendications sans donner au Gouvernement les moyens de la briser. Nous avons permis que se développe et s'élargisse l'action contre le pouvoir gaulliste pour une démocratie véritable, étape vers le socialisme.

Pour les communistes, le drapeau de la classe ouvrière, ce n'est pas le drapeau défraîchi de l'anarchisme, mais c'est tout à la fois le drapeau rouge du socialisme et le drapeau tricolore de la grande révolution française, le drapeau de la Nation.

Le programme des communistes.

Le Parti communiste français lutte pour que les travailleurs ne puissent être frustrés de leurs victoires ou trompés par de fausses solutions.

Voter pour les candidats communistes, c'est exiger que soient durablement garantis les résultats des grandes luttes ouvrières et que soient satisfaites les autres aspirations des travailleurs manuels et intellectuels.

Alors que s'exprime avec force la volonté populaire d'en finir avec le pouvoir gaulliste, le Parti communiste soumet aux électeurs son programme démocratique et social avancé.

Ce programme garantit les libertés publiques et fonde la stabilité du Gouvernement sur l'entente des Partis démocratiques et le soutien actif des masses populaires.

Dans l'ordre économique, il fonde l'expansion sur la nationalisation des grands monopoles, la gestion démocratique des entreprises nationales, la réduction des dépenses improductives (force de frappe...), une réforme démocratique de la fiscalité, la lutte contre la hausse des prix et l'inflation et la mise en valeur de toutes les ressources du pays selon un plan démocratique de développement.

Dans l'ordre social, il met l'accent sur l'augmentation des salaires, retraites et pensions, la garantie des ressources et la réduction du temps de travail, l'abrogation des ordonnances frappant la sécurité sociale, la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, la juste rémunération du travail paysan, la refonte profonde, démocratique et moderne de l'université, la démocratisation de l'enseignement dans le respect de la laïcité, l'élaboration d'un statut démocratique de l'O.R.T.F.

Dans l'ordre international, il préconise une politique cohérente de paix, d'indépendance nationale, de solidarité avec les peuples opprimés ou récemment libérés, de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement.

Le Parti communiste français réclame la cessation inconditionnelle des bombardements américains sur la République démocratique du Vietnam et un règlement politique du conflit assurant au peuple vietnamien le droit de déterminer son sort dans l'indépendance.

Voter communiste, c'est approuver ce programme de démocratie et de progrès social qui correspond aux aspirations de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse, à l'intérêt de la République et de la France.

Pour un Gouvernement populaire et d'union démocratique.

De Gaulle et Pompidou cherchent à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver leur régime de Pouvoir personnel du naufrage. D'autres politiciens sont à la recherche d'une « prétendue troisième force » qui nous ramènerait à l'impuissance et au passé.

Il est vrai que le Parti communiste français est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste. Mais le choix n'est pas entre gaullisme et communisme il est entre la dictature et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes dont le Parti communiste français est partie intégrante.

Le Parti communiste ne revendique pas pour lui seul le pouvoir.

Il est pour un Gouvernement populaire et d'union démocratique s'appuyant sur la volonté du peuple et dans lequel les communistes doivent avoir la place qui leur revient.

— Pour faire échec à la dictature gaulliste.
— Pour une politique de progrès social.
— Pour la défense des libertés.
— Pour la démocratie et pour le socialisme.
— Pour l'indépendance nationale et la paix.

Dès le premier tour, le 23 juin, votez communiste.

Dans la quatrième circonscription, votez François Billoux.

Il est difficile de présenter en quelques phrases un homme comme François Billoux.

François Billoux, député du Front populaire, a subi la répression de Vichy pendant les heures noires de l'occupation.

Libéré en 1944 de la prison de Maison Carrée à Alger, il fut, tour à tour, Ministre de la Santé publique, de la Reconstruction et de la Défense nationale. Il attacha son nom à de grandes réalisations.

Après l'éviction des communistes du Gouvernement, il continue à lutter et ses interventions à l'Assemblée Nationale porteront des coups très durs à la politique du pouvoir.

Malgré ses lourdes tâches nationales, François Billoux accompli avec ardeur et compétence ses obligations de conseiller municipal et de député.

Dans la quatrième circonscription, les résultats ne font aucun doute : François Billoux sera réélu député, mais il doit l'être avec le maximum de voix. C'est pourquoi nous vous appelons à voter massivement François Billoux le 23 juin prochain.

Le 23 juin, votez, faites voter

François BILLOUX

Député de la 4e circonscription — Ancien Ministre
Conseiller municipal de Marseille
Membre du Bureau politique du Parti communiste français

Remplaçant éventuel :

Pascal POSADO

Métallurgiste — Conseiller municipal de Marseille
Membre du Bureau fédéral du Parti communiste français

Candidats présentés par le Parti communiste français.

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

5e arrondissement municipal de Marseille. 10e arrondissement municipal de Marseille.

M. Robert GARDEIL

(Candidat d'Union pour la défense de la République
Républicains Indépendants - Ve République)
élu le 30 juin 1968
(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Le 31 mai 1968 à l'appel du Comité de la défense pour la République, 100.000 Marseillais, rassemblés sous les plis du drapeau tricolore, ont dit NON au drapeau rouge et noir de l'anarchie, de la subversion et du désordre.

Dans cette manifestation spontanée d'unité nationale, Marseille a montré aussi sa ferme volonté de voir :

L'ORDRE régner,

LA LIBERTE maintenue,

LES REFORMES s'effectuer.

L'Union pour la défense de la République, les Républicains indépendants - Ve Réblique engagent tous les Nationaux marseillais à la RECONCILIATION NATIONALE pour soutenir le combat que vont mener les candidats de l'Union pour la défense de la République, pour que vive Marseille.

L'avenir est en jeu.

Les élections du 23 juin ne sont pas des élections comme les autres car les bouleversements de ces dernières semaines ont fait apparaître un besoin profond de mutation.

Dans l'immédiat, ce qui est en jeu, c'est l'ordre et la liberté. Pour l'avenir, des propositions constructives seront à formuler pour lesquelles il faudra davantage imaginer et proposer que contester.

Par cette consultation démocratique, l'avenir de la nation est remis entre les mains de tous les Français de bonne volonté. L'Union pour la défense de la République est notre cause commune.

Dans le cadre des Institutions de la V[e] République, les Républicains indépendants avec Valéry Giscard d'Estaing se sont déclarés pour :

L'ordre, la liberté, les réformes.

Ils proposent :

1° Sur le plan national,

L'ordre et la paix.

La paix que la France a connu, il y a six ans, pour la première fois depuis 1939, doit être sauvegardée ; l'ordre intérieur corollaire de cette paix extérieure doit être maintenu.

La liberté et l'indépendance.

Elles permettent à la France d'être maîtresse de ses destinées, responsable de sa défense, libre dans la conduite de son économie. Elles lui donneront les moyens de participer pleinement à la construction de l'Europe économique et politique.

Les réformes par le dialogue.

La stabilité du pouvoir exécutif est une nécessité absolue des temps modernes. Elle seule permet la préparation réfléchie de l'avenir et la continuité de l'action politique. La stabilité n'exclut pas les réformes profondes et indispensables dont les événements récents viennent de faire apparaître le caractère d'urgence.

Les Républicains indépendants ont toujours prôné la définition et la mise en place des structures de dialogue et de participation dont tous les Français ressentent profondément le besoin.

Problèmes de l'Université et de la formation. Problèmes de la démocratie régionale. Problèmes de l'information. Problèmes du logement et du plein emploi. Problèmes de la sécurité sociale. Problèmes de la participation de chacun aux décisions qui engagent son avenir. Tous ces problèmes sont liés. Ils ne seront résolus que par l'ouverture et l'élargissement du dialogue à tous les niveaux.

Pour l'avenir de Marseille et de sa région.

Les candidats Républicains indépendants connaissent, pour les avoir longuement et soigneusement étudiés, les problèmes d'adaptation posés par l'évolution de l'économie de notre région.

Ils mettront tout en œuvre pour que notre département participe à l'élaboration d'une politique de progrès social.

Ils plaideront pour un régime de retraite en faveur des rapatriés qui n'ont pu se reclasser du fait de leur âge et pour une indemnisation aussi complète que possible.

Ils souhaitent une amnistie rigoureuse et complète qui exprime la réconciliation de tous les Français.

Dans le cadre des grands projets en cours de réalisation, Marseille doit se transformer en véritable métropole régionale. Pour la cité et son environnement immédiat, l'appui de l'Etat devra permettre les grands travaux qui auront pour objectif, en priorité, l'amélioration de la circulation et de l'habitat, la création d'activités nouvelles afin d'assurer le développement économique et le plein emploi. Mais cela suppose la reconnaissance d'une région à l'échelle européenne qui rééquilibre à la fois la surconcentration du nord de l'Europe et la centralisation parisienne.

Une majorité élargie.

Pour accomplir ces réformes il faut une majorité. Il faut sortir des cloisonnements historiques des Partis.

La majorité réelle du pays c'est la réunion de tous ceux et de toutes celles qui, avec le Président de la République, veulent réellement participer à la construction de l'avenir dans l'ordre et la liberté.

Pour votre avenir, pour l'avenir de Marseille avec l'Union pour la défense de la République, votez Républicains indépendants - Ve République.

Votez

ROBERT GARDEIL

Directeur Bureau d'études
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Commandant de réserve — Croix de guerre
Vice-président du Comité directeur des Républicains indépendants - Ve République

Remplaçant éventuel :

GEORGES HEBERT

Commerçant
Membre du Comité directeur départemental de l'Union Paneuropéenne

---

2e *CIRCULAIRE*

Une politique sans équivoque.

A l'issue du scrutin de dimanche, le choix est simple.

Les Marseillaises et les Marseillais ont exprimé très clairement ce qu'ils pensaient et, dans la cinquième Circonscription, la majorité d'entre eux a confirmé sa confiance au Président de la République et à ceux qui se présentent sous le signe de l'Union pour la défense de la République.

Le péril n'en est pas pour autant écarté.

Le Parti communiste demeure la principale force de gauche. Il réclame l'héritage des grèves, de la guerre des rues et du sabotage des examens et des universités. Laissons-le lui.

Pour nous, l'avenir est en jeu, et sans eux.

Le premier tour des élections législatives a été la liquidation des tragédies de mai. La volonté de tous s'est, une fois encore, exprimée contre le désordre et ceux qui l'ont engendré : le Parti communiste et ses otages, rêvant d'un nouveau Front populaire.

Le deuxième tour sera l'affirmation d'une politique de réformes. Jeunes, ouvriers, cadres, employés, commerçants, artisans, industriels, anciens du troisième âge se retrouveront pour imposer leur volonté de participation et de reprise de l'expansion.

Dimanche 30, pour le second tour dans la cinquième Circonscription, vous voterez contre le drapeau noir et le drapeau rouge, symboles de subversion brandis par le Parti communiste.

Vous voterez pour les réformes dans l'ordre et la liberté.

Robert GARDEIL
Directeur Bureau d'études
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Commandant de réserve — Croix de guerre
Vice-président du Comité directeur des Républicains indépendants - Ve République

Remplaçant éventuel :

Georges HEBERT
Membre du Comité directeur départemental de l'Union Paneuropéenne
Commerçant

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

11e arrondissement municipal de Marseille. Cantons d'Aubagne et de la Ciotat. Commune d'Allauch.

M. Edmond GARCIN

(Candidat du Parti communiste français)
élu le 30 juin 1968
(C.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Un mouvement d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelles soulève les couches laborieuses de la nation.

Des usines, des bureaux, des universités, monte l'exigence de changements politiques profonds.

Le Président de la République a été contraint de donner la parole au peuple.

Vous êtes appelés, le 23 juin, à élire votre député.

Le bilan de faillite du pouvoir gaulliste.

Travailleurs manuels et intellectuels, paysans, étudiants, enseignants, sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué pendant dix ans une politique contraire à leurs intérêts, à l'intérêt national. Cette politique multiplie les profits du grand capital. Elle réduit la consommation populaire, développe le chômage, alourdit le poids de la fiscalité pour la population laborieuse. Elle accule à la ruine des milliers de petits et moyens paysans, artisans, commerçants. Elle accumule un retard lamentable en matière d'équipement social et culturel du pays (logements, hôpitaux, théâtres, maisons de jeunes, etc.) et sacrifie l'avenir de la jeunesse en refusant d'adapter l'école et l'université aux nécessités de notre temps.

Le rôle des communistes dans les derniers événements.

Par leur lutte, dans un puissant mouvement de grève, les travailleurs manuels et intellectuels ont arraché au pouvoir et au patronat des avantages substantiels.

Le rôle de la C.G.T. dans cette action menée avec sang-froid, dans le calme et le soutien actif du Parti communiste français ont contribué de façon déterminante au succès de la grève au bénéfice de millions de travailleurs.

En dénonçant les provocations et les violences des groupes gauchistes en même temps que celles organisées par la police, les communistes ont évité de grands malheurs à notre pays : ils ont eu le souci de barrer la route à l'aventure, d'empêcher l'instauration d'une éventuelle dictature militaire.

Nous avons agi avec esprit de responsabilité, avec le souci de faire aboutir la lutte pour les revendications sans donner au gouvernement les moyens de la briser. Nous avons permis que se développe et s'élargisse l'action contre le pouvoir gaulliste pour une démocratie véritable, étape vers le socialisme.

Pour les communistes, le drapeau de la classe ouvrière, ce n'est pas le drapeau défraîchi de l'anarchisme, mais c'est tout à la fois le drapeau rouge du socialisme et le drapeau tricolore de la grande révolution française, le drapeau de la Nation.

Le programme des communistes.

Le Parti communiste français lutte pour que les travailleurs ne puissent être frustrés de leurs victoires ou trompés par de fausses solutions.

Voter pour les candidats communistes, c'est exiger que soient durablement garantis les résultats des grandes luttes ouvrières et que soient satisfaites les autres aspirations des travailleurs manuels et intellectuels.

Alors que s'exprime avec force la volonté populaire d'en finir avec le pouvoir gaulliste, le Parti communiste soumet aux électeurs son programme démocratique et social avancé.

Ce programme garantit les libertés publiques et fonde la stabilité du Gouvernement sur l'entente des Partis démocratiques et le soutien actif des masses populaires.

Dans l'ordre économique, il fonde l'expansion sur la nationalisation des grands monopoles, la gestion démocratique des entreprises nationales, la réduction des dépenses improductives (force de frappe..), une réforme démocratique de la fiscalité, la lutte contre la hausse des prix et l'inflation et la mise en valeur de toutes les ressources du pays selon un plan démocratique de développement.

Dans l'ordre social, il met l'accent sur l'augmentation des salaires, retraites et pensions, la garantie des ressources et la réduction du temps de travail, l'abrogation des ordonnances frappant la sécurité sociale, la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, la juste rémunération du travail paysan, la refonte profonde, démocratique et moderne de l'université, la démocratisation de l'enseignement dans le respect de la laïcité, l'élaboration d'un statut démocratique de l'O.R.T.F.

Dans l'ordre international, il préconise une politique cohérente de paix, d'indépendance nationale, de solidarité avec les peuples opprimés ou récemment libérés, de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement.

Le Parti communiste français réclame la cessation inconditionnelle des bombardements américains sur la République démocratique du Vietnam et un règlement politique du conflit assurant au peuple vietnamien le droit de déterminer son sort dans l'indépendance.

Voter communiste, c'est approuver ce programme de démocratie et de progrès social qui correspond aux aspirations de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse, à l'intérêt de la République et de la France.

Pour un Gouvernement populaire et d'union démocratique.

De Gaulle et Pompidou cherchent à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver leur régime de Pouvoir personnel du naufrage. D'autres politiciens sont à la recherche d'une « prétendue troisième force » qui nous ramènerait à l'impuissance et au passé.

Il est vrai que le Parti communiste français est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste. Mais le choix n'est pas entre gaullisme et communiste, il est entre la dictature et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes dont le Parti communiste français est partie intégrante.

Le Parti communiste ne revendique pas pour lui seul le pouvoir.

Il est pour un Gouvernement populaire et d'union démocratique s'appuyant sur la volonté du peuple et dans lequel les communistes doivent avoir la place qui leur revient.

— Pour faire échec à la dictature gaulliste.
— Pour une politique de progrès social.
— Pour la défense des libertés.
— Pour la démocratie et pour le socialisme.
— Pour l'indépendance nationale et la Paix.

Dès le premier tour, le 23 juin, votez communiste.

Dès le premier tour, le 23 juin, votez Edmond Garcin.

Edmond Garcin est né à Aubagne en 1917. Depuis plus de trente-cinq ans il est resté fidèle à son idéal de communiste. Son patriotisme durant les années sombres de l'occupation nazie, son attitude courageuse pendant les combats de la libération d'Aubagne lui ont valu la Croix de guerre de la Résistance. Puis, c'est son travail d'élu qui commence. Conseiller général, conseiller municipal, député, maire d'Aubagne depuis 1965, chacun a pu apprécier son ardeur, son dévouement, sa compétence. Ses adversaires mêmes reconnaissent ses capacités d'administrateur, de réalisateur.

En tant que député il est membre de la Commission des lois constitutionnelles. Il est intervenu des dizaines de fois à l'Assemblée Nationale. Il a posé plus de 100 questions écrites au Gouvernement sur les problèmes propres à la sixième circonscription. Pour cette circonscription Edmond Garcin et son Parti luttent pour favoriser l'industrie touristique, l'adduction d'eau, l'amélioration des transports, des voies d'accès, des ports, etc. Ils s'engagent à assurer la défense de nos sites, de notre littoral, de nos forêts et du personnel forestier, à s'opposer aux empiètements des privilégiés sur le littoral où doivent se détendre les travailleurs et leurs familles.

Le 23 juin, vous réélirez Edmond Garcin, député de la sixième circonscription.

Le 23 juin, votez, faites voter

EDMOND GARCIN

Député de la 6e circonscription — Maire d'Aubagne — Conseiller général
Instituteur public — Directeur d'école

Remplaçant éventuel :

YVETTE EIMARD

Employée
Membre du Comité fédéral des Bouches-du-Rhône du Parti communiste français

Candidats présentés par le Parti communiste français

2e CIRCULAIRE

Merci aux électrices et électeurs pour leur vote massif le 23 juin, en faveur du Parti communiste français.

Le chantage à la peur, utilisé abusivement par le pouvoir gaulliste, a permis à celui-ci de rassembler derrière lui toutes les forces réactionnaires et de tromper de nombreux Français de toutes opinions.

En conjuguant leurs provocations et leurs violences avec celles du pouvoir, les groupes gauchistes ont servi le gaullisme.

Les événements montrent combien le Parti communiste français a fait preuve de sagesse en dénonçant ces méthodes et ces violences.

Malgré les propositions concrètes du Parti communiste, l'absence d'une claire perspective, qu'offrirait l'union des forces de gauche, a également contribué à ces résultats.

Or, en dépit d'une campagne anticommuniste d'une violence inouïe, le Parti communiste français conserve ses solides positions.

Cependant, la poussée gaulliste constitue un grave danger pour la démocratie.

Le pouvoir et le patronat vont tenter de reprendre aux travailleurs les avantages acquis au cours des luttes et poursuivre la politique contraire aux intérêts de toutes les couches de la population laborieuse.

Plus que jamais il importe que les démocrates, qu'ils soient communistes, socialistes et autres républicains se rassemblent pour barrer la route à la dictature camouflée du gaullisme et à la réaction.

Dans cette circonscription le suffrage universel a désigné comme le candidat de la gauche pour ce deuxième tour de scrutin.

EDMOND GARCIN

Démocrates, Républicains,

— Pour battre le candidat du pouvoir,
— Pour l'Union des forces de gauche et des forces démocratiques,
— Pour un député décidé à défendre les revendications des travailleurs manuels et intellectuels, et une politique conforme à l'intérêt national,

Votez et faites voter pour

EDMOND GARCIN

Député de la 6e circonscription — Maire d'Aubagne — Conseiller général
Instituteur public — Directeur d'école

Candidat unique de la gauche.

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

3e arrondissement municipal et la partie Nord du 4e arrondissement municipal délimitée par l'avenue de Saint-Barnabé côtés pair et impair exclus, le boulevard de la Blancarde côtés pair et impair exclus jusqu'au boulevard Rougier, le côté impair du boulevard de la Blancarde jusqu'au boulevard de la Libération, le côté impair du boulevard de la Libération jusqu'à la rue Espérandieu.

M. Paul CERMOLACCE

(Candidat du Parti communiste français)
élu le 30 juin 1968
(C.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Un mouvement d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelles soulève les couches laborieuses de la nation.

Des usines, des bureaux, des universités, monte l'exigence de changements politiques profonds.

Le Président de la République a été contraint de donner la parole au peuple.

Vous êtes appelés, le 23 juin, à élire votre député.

Le bilan de faillite du pouvoir gaulliste.

Travailleurs manuels et intellectuels, paysans, étudiants, enseignants, sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué pendant dix ans une politique contraire à leurs intérêts, à l'intérêt national. Cette politique multiplie les profits du grand capital. Elle réduit la consommation populaire, développe le chômage, alourdit le poids de la fiscalité pour la population laborieuse. Elle accule à la ruine des milliers de petits et moyens paysans, artisans, comerçants. Elle accumule un retard lamentable en matière d'équipement social et culturel du pays (logements, hôpitaux, théâtres, maisons de jeunes, etc.) et sacrifie l'avenir de la jeunesse en refusant d'adapter l'école et l'université aux nécessités de notre temps.

Le rôle des communistes dans les derniers événements.

Par leur lutte, dans un puissant mouvement de grève, les travailleurs manuels et intellectuels ont arraché au pouvoir et au patronat des avantages substantiels.

Le rôle de la C.G.T. dans cette action menée avec sang-froid, dans le calme et le soutien actif du Parti communiste français ont contribué de façon déterminante au succès de la grève au bénéfice de millions de travailleurs.

En dénonçant les provocations et les violences des groupes gauchistes en même temps que celles organisées par la police, les communistes ont évité de grands malheurs à notre pays : ils ont eu le souci de barrer la route à l'aventure, d'empêcher l'instauration d'une éventuelle dictature militaire.

Nous avons agi avec esprit de responsabilité, avec le souci de faire aboutir la lutte pour les revendications sans donner au Gouvernement les moyens de la briser. Nous avons permis que se développe et s'élargisse l'action contre le pouvoir gaulliste pour une démocratie véritable, étape vers le socialisme.

Pour les communistes, le drapeau de la classe ouvrière, ce n'est pas le drapeau défraîchi de l'anarchisme, mais c'est tout à la fois le drapeau rouge du socialisme et le drapeau tricolore de la grande révolution française, le drapeau de la Nation.

Le programme des communistes.

Le Parti communiste français lutte pour que les travailleurs ne puissent être frustrés de leurs victoires ou trompés par de fausses solutions.

Voter pour les candidats communistes, c'est exiger que soient durablement garantis les résultats des grandes luttes ouvrières et que soient satisfaites les autres aspirations des travailleurs manuels et intellectuels.

Alors que s'exprime avec force la volonté populaire d'en finir avec le pouvoir gaulliste, le Parti communiste soumet aux électeurs son programme démocratique et social avancé.

Ce programme garantit les libertés publiques et fonde la stabilité du Gouvernement sur l'entente des Partis démocratiques et le soutien actif des masses populaires.

Dans l'ordre économique, il fonde l'expansion sur la nationalisation des grands monopoles, la gestion démocratique des entreprises nationales, la réduction des dépenses improductives (force de frappe...), une réforme démocratique de la fiscalité, la lutte contre la hausse des prix et l'inflation et la mise en valeur de toutes les ressources du pays selon un plan démocratique de développement.

Dans l'ordre social, il met l'accent sur l'augmentation des salaires, retraites et pensions, la garantie des ressources et la réduction du temps de travail, l'abrogation des ordonnances frappant la sécurité sociale, la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, la juste rémunération du travail paysan, la refonte profonde, démocratique et moderne de l'université, la démocratisation de l'enseignement dans le respect de la laïcité, l'élaboration d'un statut démocratique de l'O.R.T.F.

Dans l'ordre international, il préconise une politique cohérente de paix, d'indé-

pendance nationale, de solidarité avec les peuples opprimés ou récemment libérés, de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement.

Le Parti communiste français réclame la cessation inconditionnelle des bombardements américains sur la République démocratique du Vietnam et un règlement politique du conflit assurant au peuple vietnamien le droit de déterminer son sort dans l'indépendance.

Voter communiste, c'est approuver ce programme de démocratie et de progrès social qui correspond aux aspirations de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse, à l'intérêt de la République et de la France.

Pour un Gouvernement populaire et d'union démocratique.

De Gaulle et Pompidou cherchent à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver leur régime de Pouvoir personnel du naufrage. D'autres politiciens sont à la recherche d'une « prétendue troisième force » qui nous ramènerait à l'impuissance et au passé.

Il est vrai que le Parti communiste français est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste. Mais le choix n'est pas entre gaullisme et communisme il est entre la dictature et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes dont le Parti communiste français est partie intégrante.

Le Parti communiste ne revendique pas pour lui seul le pouvoir.

Il est pour un Gouvernement populaire et d'union démocratique s'appuyant sur la volonté du peuple et dans lequel les communistes doivent avoir la place qui leur revient.

— Pour faire échec à la dictature gaulliste.

— Pour une politique de progrès social.

— Pour la défense des libertés.

— Pour la démocratie et pour le socialisme.

— Pour l'indépendance nationale et la paix.

Dès le premier tour, le 23 juin, votez communiste.

Dans la septième circonscription, votez Paul Cermolacce.

Paul Cermolacce est depuis 1935 membre du Parti communiste français. Depuis il n'a cessé d'être fidèle à son idéal. Arrêté en 1940 par la police vichyste il a connu divers camps de déportation jusqu'en 1943 où il est libéré des bagnes d'Algérie. En 1944, il rentre en France et reprend la lutte clandestine contre l'occupant.

Elu député en 1945 et toujours réélu depuis, Paul Cermolacce a été membre de la Commission de la marine marchande. Il est intervenu des dizaines de fois à l'Assemblée Nationale notamment pour la défense des travailleurs du port. C'est un ardent lutteur pour une véritable marine nationale française.

Personnellement attaché à la classe ouvrière dont il est issu, à son pays, à son Parti, il est le candidat de l'ensemble des démocrates de la septième circonscription, de tous les travailleurs.

Ses origines corses ont fait aussi de lui un des seuls défenseurs de la population de ce département, un des plux beaux de France, mais aussi le plus déshérité.

Pour la septième circonscription de Marseille, les résultats du 23 juin ne font aucun doute, Paul Cermolacce sera réélu député.

Le 23 juin, votez, faites voter

PAUL CERMOLACCE

Député de la 7e circonscription — Marin
Conseiller municipal de Marseille

Remplaçant éventuel :

ROGER DONADIO

Métallurgiste — Lieutenant F.F.I.
Membre du Bureau fédéral du Parti communiste français
Conseiller général du 5ᵉ canton
Président du Groupe communiste au Conseil général

Candidats présentés par le Parti communiste français

2ᵉ CIRCULAIRE

Merci aux électrices et électeurs pour leur vote massif le 23 juin, en faveur du candidat du Parti communiste français.

Le chantage à la peur, utilisé abusivement par le pouvoir gaulliste, a permis à celui-ci de rassembler derrière lui toutes les forces réactionnaires et de tromper de nombreux Français de toutes opinions.

En conjuguant leurs provocations et leurs violences avec celles du pouvoir, les groupes gauchistes ont servi le gaullisme.

Les événements montrent combien le Parti communiste français a fait preuve de sagesse en dénonçant ces méthodes et ces violences.

Malgré les propositions concrètes du Parti communiste, l'absence d'une claire perspective, qu'offrirait l'union des forces de gauche, a également contribué à ces résultats.

Or, en dépit d'une campagne anticommuniste d'une violence inouïe, le Parti communiste français conserve ses solides positions.

Cependant, la poussée gaulliste constitue un grave danger pour la démocratie.

Le pouvoir et le patronat vont tenter de reprendre aux travailleurs les avantages acquis au cours des luttes et poursuivre la politique contraire aux intérêts de toutes les couches de la population laborieuse.

Plus que jamais il importe que les démocrates, qu'ils soient communistes, socialistes et autres républicains se rassemblent pour barrer la route à la dictature camouflée du gaullisme et à la réaction.

Dans cette circonscription le suffrage universel a désigné comme le candidat de la gauche pour ce deuxième tour de scrutin

PAUL CERMOLACCE

Démocrates, républicains,

— Pour battre le candidat du pouvoir,
— Pour l'union des forces de gauche et des forces démocratiques,
— Pour un député décidé à défendre les revendications des travailleurs manuels et intellectuels et une politique conforme à l'intérêt national.

Votez et faites voter pour

PAUL CERMOLACCE

Député de la 7ᵉ circonscription — Marin — Conseiller municipal de Marseille

Candidat unique de la gauche.

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

Les 12e et 13e arrondissements municipaux et la partie Sud du 4e arrondissement municipal délimitée par l'avenue de Saint-Barnabé côtés pair et impair inclus, le boulevard de la Blancarde côtés pair et impair inclus jusqu'au boulevard Rougier, le côté pair du boulevard de la Blancarde jusqu'au boulevard de la Libération, le côté pair du boulevard de la Libération jusqu'à la rue d'Oran. Canton de : Roquevaire. Commune de : Plan-de-Cuques.

M. Jean MASSE

(Candidat des socialistes, républicains et démocrates F.G.D.S. - Parti socialiste S.F.I.O.)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens,

Jean Masse vous disait dans son manifeste de mars 1967 :

« C'est l'heure du choix ; un choix essentiel à double titre : il engage, en effet, votre avenir et également l'avenir de notre pays. Ce destin restera-t-il lié à la précarité et aux seules vues d'un homme autoritaire (dont l'autorité au sein de la majorité semble, d'ailleurs, se ternir) ? Ou, au contraire, s'ouvrira-t-il à l'espoir d'une véritable démocratie politique et économique moderne ? ».

Dans la huitième circonscription en faisant confiance à Jean Masse par une éclatante majorité, vous avez montré que vous partagiez son espérance et son action pour une véritable démocratie de progrès.

L'obstination du pouvoir, sourd à tout dialogue, enfoncé dans une politique économique et sociale désastreuse, a opposé l'inertie d'une majorité inconditionnelle aux réformes à la fois généreuses et raisonnables que nous réclamions ; et notamment cette « priorité des priorités » à l'Education nationale, à l'enseignement qu'il fallait moderniser et démocratiser d'urgence pour assurer à la jeunesse avec l'égalité des chances devant la vie le droit à un emploi correspondant à sa formation.

Cachée sous les déclarations d'autosatisfaction, cachée par le prestige du général de Gaulle, cachée par une habile et permanente orientation de l'information à l'O.R.T.F., la crise qui montait depuis des mois a fini par exploser aux premiers jours de ce mois de mai, qui devrait être le mois du bonheur. Elle apportait aux paroles de Jean Masse une dramatique confirmation. La révolte des étudiants, la grève massive de 10 millions de travailleurs dénonçant l'impardonnable carence du pouvoir gaulliste qui découvrait soudain — dans sa panique — qu'il y avait des réformes à faire et de graves problèmes à résoudre.

Pourquoi ne l'avait-il pas compris, prévu et réalisé plus tôt ?

En vérité dix ans de pouvoir stable et absolu ont abouti :

— à l'accroissement rapide du chômage,
— au marasme du commerce et à la semi-paralysie de l'industrie,
— aux ordonnances sur la sécurité sociale dont nous réclamons l'abrogation,

— au mépris des élus, à la mise en tutelle des collectivités locales, à l'ignorance systématique des aspirations des forces vives : organisations syndicales, professionnelles, agricoles, familiales,
— à la mise en place de tribunaux d'exception et à la remise en cause de l'indépendance de la magistrature et de la justice,
— à la renaissance du chauvinisme.

En revanche, s'il a peu fait pour les petits et pour les vieillards, le gaullisme a favorisé :

— les possédants par une fiscalité avantageant les sociétés anonymes et les grosses fortunes,
— Les industries de guerre par des privilèges exorbitants,
— La spéculation sur l'or, les terrains, la construction de luxe (et on manque de milliers de logements sociaux !).

Et cependant, le pouvoir distribue de-ci de-là, à travers le globe, selon ses desseins du moment, des milliards qui amélioreraient le sort de bien des Français. Par exemple, celui des rapatriés d'Afrique du Nord, dont beaucoup sont dans la misère, et qui attendent toujours, avec une vraie et totale amnistie, l'indemnisation des dommages qu'ils ont subis.

Mais, arrêtons-nous là...

Ou plutôt, ne nous arrêtons pas : profitons de cette élection capitale pour changer enfin de politique. Pour envoyer à l'Assemblée une majorité d'hommes de progrès, des députés sérieux et efficaces des hommes comme Jean Masse votre député, conseiller général, adjoint au maire.

Vous connaissez Jean Masse, son attachement à la cause publique et aux habitants de la circonscription. Sa puissance de travail est légendaire, comme sa familière bonté et son dévouement. Accessible à tous, au service de tous, il est aimé de ses concitoyens.

Vous lui renouvellerez son mandat !

Paul Pasquini, son ami fidèle et son suppléant, est militant chevronné, au caractère droit et généreux. Il est connu pour la sincérité avec laquelle il défend son idéal. Conseiller municipal, il est à la disposition de tous.

Aux urnes donc, pas d'abstentions.

Le 23 juin vous voterez

JEAN MASSE

Député sortant — Conseiller général des Bouches-du-Rhône
Adjoint au Maire de Marseille
Chevalier de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

PAUL PASQUINI

Député suppléant sortant
Conseiller municipal

2e CIRCULAIRE

Chère concitoyenne, cher concitoyen,

Dimanche dernier, 33.164 voix se sont portées sur les candidats opposés à la politique du pouvoir.

Dimanche prochain, toutes ces voix doivent se reporter sur le candidat unique de l'opposition.

Abstentionnistes du premier tour hostiles au pouvoir personnel, jeunes inquiets de votre avenir, joignez-vous à notre combat du second tour.

Vous tous qui êtes mécontents, ne vous laissez pas abuser par les promesses d'un régime qui, en dix ans, n'a su résoudre aucun problème essentiel et ne le fera pas davantage demain.

Par-delà les nuances politiques, propres aux convictions personnelles de chacun, l'union que vous manifesterez, le 30 juin, sur la candidature de Jean Masse, sera celle d'hommes et de femmes décidés avant tout à voir clair dans leur avenir. Un avenir ouvert à la coexistence pacifique du monde.

Voici pourquoi, vous, les opposants du premier tour, républicains, démocrates, socialistes, vous vous retrouverez, sans exception, sur le chemin des urnes, pour infliger une cinglante défaite au représentant du pouvoir personnel.

Vous assurerez la réélection d'un véritable démocrate :

Jean MASSE
Député sortant — Conseiller général des Bouches-du-Rhône
Adjoint au Maire de Marseille
Chevalier de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

Paul PASQUINI
Député suppléant sortant
Conseiller municipal

NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aix-Nord, Aix-Sud, Eyguières, Lambesc, Orgon, Peyrolles-en-Provence, Trets.

M. Louis PHILIBERT

(Candidat d'Union des socialistes, républicains et démocrates F.G.D.S).
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Citoyennes et citoyens,

La gravité de l'heure et l'importance de ces élections n'ont pas à être soulignées.

L'explosion de colère et de revendications qui a marqué le dixième anniversaire du pouvoir gaulliste n'a pas sa source dans un complot ténébreux, destiné à jeter notre pays dans l'anarchie et la guerre civile. Ceux qui nous ont conduits là sont au pouvoir et responsables. Le Gouvernement, d'abord dépassé et débordé par l'ampleur d'un mouvement qu'il n'avait pas prévu, l'a laissé s'aggraver et s'étendre pendant de longues journées, dans une inaction coupable et dans le silence du chef de l'Etat.

Celui-ci, après avoir cru sortir de l'impasse par un référendum plébiscite illégal, a dû y renoncer et dissoudre l'Assemblée Nationale. Il l'a fait sur un ton et dans des termes insultants, sans un mot pour dix millions de travailleurs en lutte.

Dans la circonscription d'Aix, la Fédération de la gauche démocrate et socialiste me renouvelle son investiture, estimant que mon passé de socialiste, de résistant, de syndicaliste et d'élu politique investi il y a quelques mois à nouveau de la confiance massive de tous les républicains de toute nuance, citadins et ruraux, offre les garanties qu'exige la situation.

A mes côtés, elle maintient comme suppléant, un camarade et un ami étroitement associé à toute mon action politique.

L'heure n'est pas à un compte rendu de mandat. Notre position n'a pas varié depuis les élections législatives de mars 1967 ; elle demeure exempte de tout sectarisme.

Nous proposions déjà de substituer à un régime orienté vers la défense des monopoles et des puissances d'argent, générateur de chômage et de faillites, une politique résolument tournée vers le progrès économique, la justice sociale et les libertés démocratiques.

Tout ne doit pas continuer à dépendre de la volonté d'un seul. Nous suggérons pour assurer la stabilité gouvernementale dans le respect des principes démocratiques les solutions suivantes :

1. Un contrat entre la majorité de l'Assemblée et le Gouvernement pour la durée de la législature.

2. Une cour suprême constitutionnelle protégeant les libertés et la loi républicaine contre tous les arbitraires.

3. La liberté de l'information et l'indépendance de la radio-télévision.

4. L'épanouissement des libertés des communes en leur rendant les moyens de gérer leurs propres affaires.

Jeunesse et éducation nationale :

Notre programme ne perd jamais de vue l'importance des problèmes que la montée des jeunes pose à notre pays, aussi bien en ce qui concerne l'éducation que le logement, l'emploi et les loisirs.

La priorité des priorités doit revenir à l'Education nationale.

Il est indispensable de moderniser et de démocratiser l'enseignement en donnant à tous les enfants l'égalité des chances au départ. Il faut promouvoir aussi une politique de la jeunesse et des loisirs.

Nous voulons :

— Davantage d'écoles et davantage de maîtres qualifiés.
— Un effort intensifié en faveur de l'enseignement technique.
— Une augmentation des bourses et une solution démocratique au problème « étudiant ».
— L'augmentation des crédits pour la recherche scientifique.

Nous voulons :

Le développement de l'éducation physique et des installations sportives et le développement des maisons de jeunesse et de la culture.

Nous voulons :

— La réforme et l'indépendance de l'Université.

Economie et justice sociale :

Pour assurer la satisfaction des besoins prioritaires et le développement du bien-être de tous, le Plan sera d'abord discuté démocratiquement à l'échelon local et régional, puis voté par le Parlement pour la durée de la législature.

Un effort réel devra être consenti d'urgence pour certains équipements : logements sociaux, établissements hospitaliers, routes, téléphone.

L'augmentation de la production et les progrès de la technique entraîneront un relèvement du niveau de vie pour tous par une réforme démocratique de la fiscalité dans le sens de la justice et de l'efficacité.

— Garantie du pouvoir d'achat des salariés et des bénéficiaires de retraites et allocations.
— Politique de débouchés pour notre jeunesse, promotion sociale et plein emploi pour tous.
— Protection des légitimes intérêts des artisans, des commerçants et des petites et moyennes entreprises gravement touchés par la crise économique.
— Droit au logement.
— Effort de solidarité pour les handicapés.
— Reconnaissance de la qualité de combattant aux anciens d'Algérie.
— Respect du rapport constant pour les pensions des victimes de la guerre et les anciens combattants.
— Unification des prestations familiales et abrogation des ordonnances sur la sécurité sociale.
— Abaissement de l'âge de la retraite.

Pour les rapatriés :

— Amnistie totale et immédiate.

— Indemnisation des biens.

— Arrêt des poursuites à l'encontre des titulaires de prêts et remise d'échéances jusqu'à indemnisation.

Agriculteurs :

La place de l'agriculture dans notre circonscription est importante ; elle doit être intégrée dans l'économie générale de notre pays.

J'ai été aux côtés des agriculteurs dans les instants les plus difficiles, je continuerai à lutter avec eux pour l'accroissement du revenu agricole afin de parvenir à sa parité avec le secteur industriel.

L'organisation du Marché commun ouvrira des débouchés importants pour les produits de notre terroir. Par le soutien actif des pouvoirs publics, par la protection fiscale des petits exploitants, nous donnerons aux habitants des communes rurales leur juste part de prospérité.

La promotion de la femme :

Elle est conditionnée par :

Le respect du principe de l'égalité des droits : « A travail égal, salaire égal » et le développement des équipements sociaux qui allègent les charges des mères de famille.

La paix :

La paix est le bien le plus précieux, la guerre le pire des maux.

Les différends peuvent et doivent être réglés pacifiquement, par la négociation et le recours à l'arbitrage.

Nous proposons :

La renonciation à la force de frappe atomique, la reconversion à des fins pacifiques de l'industrie atomique d'armement,

— Une action cohérente de la France en faveur du désarmement général, simultané et contrôlé.

— Le règlement négocié de la guerre au Vietnam,

— Une action énergique de la France pour la construction d'une Europe des peuples, garantie par l'élection au suffrage universel d'un Parlement européen.

En vous affirmant massivement pour le programme de la Fédération de la gauche et pour son candidat Louis Philibert, vous vous dresserez contre un régime de pouvoir personnel et de nationalisme dépassé.

Vous ne céderez pas au climat de crainte que le Gouvernement cherche à créer à son profit.

Vous ne céderez plus au mirage de l'homme providentiel.

Vous vous prononcerez pour nos libertés, pour la démocratie au service de l'homme, pour l'expansion au service de la justice et pour l'Europe au service de la paix.

Vous voterez

Louis PHILIBERT

Député sortant
Maire du Puy-Sainte-Réparade
Président du Conseil général des Bouches-du-Rhône

Remplaçant éventuel :

Félix CICCOLINI

Député suppléant
Maire d'Aix-en-Provence
Conseiller général des Bouches-du-Rhône

2e CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens,

Merci d'abord aux 17.717 électrices et électeurs qui dès le premier tour de scrutin, se sont affirmés sur mon nom pour un programme de défense républicaine, de justice et de progrès social, de paix internationale par les voies démocratiques.

Placé en tête des candidats adversaires du pouvoir personnel, je pense que le regroupement de la majorité républicaine de la circonscription va se faire sur mon nom.

Les tentatives pour débaucher, séduire, diviser ou égarer les voix républicaines devenues disponibles s'étalent au grand jour.

Le 30 juin dans tout le pays, et dans notre circonscription comme ailleurs, le réflexe républicain va jouer.

Je demande aux électeurs et électrices, sincèrement démocrates, de demeurer fidèles à eux-mêmes, de faire taire ce qui les sépare, en pensant seulement à ce qui dans l'immédiat les rapproche.

Nous sommes liés par :

— Une commune volonté de refuser toutes complicités et la moindre apparence d'approbation à un régime dont nous avons tous, depuis dix ans, dénoncé ensemble le danger, les abus, les erreurs et les méthodes,

— Et par la nécessité de marquer l'indispensable coup d'arrêt.

A chacun de vous, j'affirme la solidité et l'indépendance maintes fois prouvées de mes convictions républicaines, et l'action sans sectarisme que je n'ai cessé de mener au service de tous.

J'invite donc tous les démocrates :

— opposés à la consolidation du pouvoir personnel,
— résolus à promouvoir une démocratie de progrès social et économique,
— soucieux de donner toutes ses chances à une Europe élargie et démocratique,

à s'affirmer sur mon nom dimanche prochain 30 juin pour une grande victoire républicaine !

Louis PHILIBERT

Maire du Puy-Sainte-Réparade — Président du Conseil général
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre — Médaille de la Résistance — Député sortant

Remplaçant éventuel :

Félix CICCOLINI

Avocat à la Cour
Député suppléant sortant
Conseiller général des Bouches-du-Rhône — Maire d'Aix-en-Provence

---

DIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Berre-l'Etang, Gardanne, Martigues, Salon-de-Provence.

M. René RIEUBON

(Candidat du Parti communiste français)
élu le 30 juin 1968
(C.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Un mouvement d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelles soulève les couches laborieuses de la nation.

Des usines, des bureaux, des universités, monte l'exigence de changements politiques profonds.

Le Président de la République a été contraint de donner la parole au peuple.

Vous êtes appelés, le 23 juin, à élire votre député.

Le bilan de faillite du pouvoir gaulliste.

Travailleurs manuels et intellectuels, paysans, étudiants, enseignants, sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué pendant dix ans une politique contraire à leurs intérêts, à l'intérêt national. Cette politique multiplie les profits du grand capital. Elle réduit la consommation populaire, développe le chômage, alourdit le poids de la fiscalité pour la population laborieuse. Elle accule à la ruine des milliers de petits et moyens paysans, artisans, commerçants. Elle accumule un retard lamentable en matière d'équipement social et culturel du pays (logements, hôpitaux, théâtres, maisons de jeunes, etc.) et sacrifie l'avenir de la jeunesse en refusant d'adapter l'école et l'université aux nécessités de notre temps.

Le rôle des communistes dans les derniers événements.

Par leur lutte, dans un puissant mouvement de grève, les travailleurs manuels et intellectuels ont arraché au pouvoir et au patronat des avantages substantiels.

Le rôle de la C.G.T. dans cette action menée avec sang-froid, dans le calme et le soutien actif du Parti communiste français ont contribué de façon déterminante au succès de la grève au bénéfice de millions de travailleurs.

En dénonçant les provocations et les violences des groupes gauchistes en même temps que celles organisées par la police, les communistes ont évité de grands malheurs à notre pays : ils ont eu le souci de barrer la route à l'aventure, d'empêcher l'instauration d'une éventuelle dictature militaire.

Nous avons agi avec esprit de responsabilité, avec le souci de faire aboutir la lutte pour les revendications sans donner au Gouvernement les moyens de la briser. Nous avons permis que se développe et s'élargisse l'action contre le pouvoir gaulliste pour une démocratie véritable, étape vers le socialisme.

Pour les communistes, le drapeau de la classe ouvrière, ce n'est pas le drapeau défraîchi de l'anarchisme, mais c'est tout à la fois le drapeau rouge du socialisme et le drapeau tricolore de la grande Révolution française, le drapeau de la nation.

Le programme des communistes.

Le Parti communiste français lutte pour que les travailleurs ne puissent être frustrés de leurs victoires ou trompés par de fausses solutions.

Voter pour les candidats communistes, c'est exiger que soient durablement garantis les résultats des grandes luttes ouvrières et que soient satisfaites les autres aspirations des travailleurs manuels et intellectuels.

Alors que s'exprime avec force la volonté populaire d'en finir avec le pouvoir gaulliste, le Parti communiste soumet aux électeurs son programme démocratique et social avancé.

Ce programme garantit les libertés publiques et fonde la stabilité du Gouvernement sur l'entente des partis démocratiques et le soutien actif des masses populaires.

Dans l'ordre économique, il fonde l'expansion sur la nationalisation des grands monopoles, la gestion démocratique des entreprises nationales, la réduction des dépenses improductives (force de frappe...), une réforme démocratique de la fiscalité, la lutte contre la hausse des prix et l'inflation et la mise en valeur de toutes les ressources du pays selon un plan démocratique de développement.

Dans l'ordre social, il met l'accent sur l'augmentation des salaires, retraites et pensions, la garantie des ressources et la réduction du temps de travail, l'abrogation des ordonnances frappant la sécurité sociale, la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, la juste rémunération du travail paysan, la refonte profonde, démocratique et moderne de l'université, la démocratisation de l'enseignement dans le respect de la laïcité, l'élaboration d'un statut démocratique de l'O.R.T.F.

Dans l'ordre international, il préconise une politique cohérente de paix, d'indépendance nationale, de solidarité avec les peuples opprimés ou récemment libérés, de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement.

Le Parti communiste français réclame la cessation inconditionnelle des bombardements américains sur la République démocratique du Vietnam et un règlement politique du conflit assurant au peuple vietnamien le droit de déterminer son sort dans l'indépendance.

Voter communiste, c'est approuver ce programme de démocratie et de progrès social qui correspond aux aspirations de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse, à l'intérêt de la République et de la France.

Pour un gouvernement populaire et d'union démocratique.

De Gaulle et Pompidou cherchent à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver leur régime de pouvoir personnel du naufrage. D'autres politiciens sont à la recherche d'une « prétendue troisième force » qui nous ramènerait à l'impuissance et au passé.

Il est vrai que le Parti communiste français est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste. Mais le choix n'est pas entre gaullisme et communisme il est entre la dictature et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes dont le Parti communiste français est partie intégrante.

Le Parti communiste ne revendique pas pour lui seul le pouvoir.

Il est pour un gouvernement populaire et d'union démocratique s'appuyant sur la volonté du peuple et dans lequel les communistes doivent avoir la place qui leur revient.

— Pour faire échec à la dictature gaulliste.
— Pour une politique de progrès social.
— Pour la défense des libertés.
— Pour la démocratie et pour le socialisme.
— Pour l'indépendance nationale et la paix.

Dès le premier tour, le 23 juin, votez communiste.

Dans la dixième circonscription, vous voterez René Rieubon.

En votant pour René Rieubon vous voterez pour un militant ouvrièr, fidèle à ses origines, dont la participation dans la lutte clandestine lui a valu la Croix de guerre pour fait de Résistance.

En votant pour René Rieubon vous voterez pour un administrateur qui a fait ses preuves de réalisateur à Port-de-Bouc, dont il est le maire depuis août 1944.

En intervenant des dizaines de fois à la tribune de l'Assemblée Nationale sur les problèmes économiques, politiques, sociaux, culturels, sportifs, etc., intéressant la circonscription et la région, René Rieubon a démontré sa volonté, son souci d'être un parlementaire actif au service de nos populations laborieuses.

Demain, à nouveau député, René Rieubon continuera avec acharnement à défendre les apsirations, les revendications des habitants des cantons de Martigues, Berre, Gardanne et Salon.

Pour une politique de progrès social, d'indépendance et de paix,
Votez René Rieubon !
Pour un député efficace, réalisateur, dynamique et honnête qui a fait ses preuves.
Votez René Rieubon !

Le 23 juin, votez, faites voter

René RIEUBON

Métallurgiste — Député-Maire de Port-de-Bouc
Croix de guerre au titre de la Résistance

Remplaçant éventuel :

Paul LOMBARD

Employé — Fils de fusillé — Premier adjoint au maire de Martigues

Candidats présentés par le Parti communiste français.

2e CIRCULAIRE

Merci aux électrices et électeurs pour leur vote massif le 23 juin, en faveur du candidat du Parti communiste français.

Le chantage à la peur, utilisé abusivement par le pouvoir gaulliste, a permis à celui-ci de rassembler derrière lui toutes les forces réactionnaires et de tromper de nombreux Français de toutes opinions.

En conjuguant leurs provocations et leurs violences avec celles du pouvoir, les groupes gauchistes ont servi le gaullisme.

Les événements montrent combien le Parti communiste français a fait preuve de sagesse en dénonçant ces méthodes et ces violences.

Malgré les propositions concrètes du Parti communiste, l'absence d'une claire perspective, qu'offrirait l'union des forces de gauche, a également contribué à ces résultats.

Or, en dépit d'une campagne anticommuniste d'une violence inouïe, le Parti communiste français conserve ses solides positions.

Cependant, la poussée gaulliste constitue un grave danger pour la démocratie.

Le pouvoir et le patronat vont tenter de reprendre aux travailleurs les avantages acquis au cours des luttes et poursuivre la politique contraire aux intérêts de toutes les couches de la population laborieuse.

Plus que jamais il importe que les démocrates, qu'ils soient communistes, socialistes et autres républicains se rassemblent pour barrer la route à la dictature camouflée du gaullisme et à la réaction.

Dans cette circonscription le suffrage universel a désigné comme le candidat de la gauche pour ce deuxième tour de scrutin

René RIEUBON.

Démocrates, républicains,

— Pour battre le candidat du pouvoir,
— Pour l'union des forces de gauche et des forces démocratiques,
— Pour un député décidé à défendre les revendications des travailleurs manuels et intellectuels et une politique conforme à l'intérêt national.

Votez et faites voter pour

René RIEUBON

Métallurgiste — Député-Maire de Port-de-Bouc
Croix de guerre au titre de la Résistance

Candidat unique de la gauche.

ONZIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Arles-Est, Arles-Ouest, Châteaurenard, Istres, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Saint-Rémy-de-Provence, les Saintes-Marie-de-la-Mer, Tarascon-sur-Rhône.

M. Charles PRIVAT

(Candidat d'Union des socialistes, républicains et démocrates F.G.D.S.)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

A la suite des graves événements du mois de mai l'Assemblée Nationale élue il y a à peine quinze mois a été dissoute. Vous allez donc voter à nouveau pour désigner votre député.

C'est dire que du bulletin de vote des Français dépendra le 23 juin prochain, l'établissement dans ce pays d'une démocratie efficace qui rendra la France au peuple ou la perpétuation d'un pouvoir personnel et monocratique, sourd à tout dialogue.

En accord avec mes amis de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, constituée par le Parti socialiste, le Parti radical et la Convention des institutions républicaines, et de très nombreux élus de la circonscription, conseillers généraux, maires et conseillers municipaux, j'ai l'honneur de vous demander de me renouveler une nouvelle fois votre confiance.

Depuis vingt ans je dirige la mairie d'Arles à la tête d'une municipalité d'Union républicaine, depuis dix-neuf ans je suis Conseiller général, depuis dix ans je suis votre député : c'est dire que je connais bien les problèmes de notre région provençale (aménagement du golfe de Fos et industrialisation de notre région, liaison mer du Nord - Méditerranée, assainissement de la région comprise entre la Durance et la mer, etc.) pour participer activement et à tous les échelons à leur discussion, à leur élaboration ou à leur contestation. Depuis cinq ans je suis également délégué de la France au Conseil de l'Europe où j'ai été désigné comme Vice-président de la Commission de l'agriculture. C'est dire aussi, et vous avez pu le constater, que j'étais le député de tous, comme je suis à Arles depuis vingt ans le maire de tous. Vous savez que par mes visites fréquentes dans chacune de vos communes, je garde un contact étroit avec vous-mêmes pour vos problèmes particuliers, avec vos municipalités ou vos organisations syndicales ou professionnelles pour vos problèmes collectifs. Chaque fois que je l'ai pu je suis venu en aide à tous ceux qui ont demandé mon appui sans me soucier de leurs opinions politiques ou religieuses.

A l'Assemblée Nationale, membre de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, j'ai combattu la politique gouvernementale qui nous est imposée depuis dix ans et demandé que l'action de notre Pays soit orientée vers un véritable progrès social et économique.

Depuis dix ans, avec mes amis, je n'ai pas cessé de réclamer une réforme fiscale qui supprimerait l'inégalité actuelle des Français devant l'impôt ; je n'ai pas cessé non plus de demander que l'Education nationale devienne la priorité des priorités, que la politique agricole soit enfin faite pour les agriculteurs et que soient abandonnées les dangereuses et inutiles dépenses de la « force de frappe ». Je ne puis admettre non plus qu'on ait réduit les droits des anciens combattants et qu'on ait

refusé aux rapatriés le droit à l'indemnisation qui leur aurait permis de se réinsérer dans le circuit économique et que le pouvoir n'ait pas voulu leur accorder cette amnistie totale par laquelle passe la réconciliation de tous les Français.

Sur le plan extérieur nous partageons, mes amis et moi, le sentiment que l'attitude du Pouvoir actuel, vis-à-vis de l'Europe est une attitude rétrograde, empreinte d'un nationalisme dépassé et peut-être dangereux. Construire l'Europe est pour nous un impératif catégorique ; nous souhaitons aussi, comme tous les hommes de bonne volonté la paix dans le monde et particulièrement au Vietnam, par des négociations, un arbitrage international et le désarmement général et contrôlé.

Mon suppléant est mon ami, Alexis Crouzet, ancien adjoint au maire de Châteaurenard, Président de la Coopérative agricole de Châteaurenard, Président de la Caisse, de crédit agricole, Vice-président de la Fédération nationale des producteurs de pommes de terre ; il est connu et estimé dans toute notre région. L'équipe que nous constituons donne la preuve que la volonté d'union qui anime tous les démocrates n'est pas une alliance temporaire mais l'affirmation d'une nécessité inéluctable pour tous ceux qui veulent redonner la République au peuple et la démocratie à la France.

Electrices, électeurs, nous vous demandons, en conséquence, de bien vouloir nous accorder vos suffrages.

Vous nous connaissez, nous vivons au milieu de vous, vous savez quelle est notre action.

Avec vous, avec tous vos élus, et parce que nous avons les mêmes soucis et les mêmes espoirs, nous revendiquons de vous l'honneur de continuer de mettre à votre service, ce que nous pouvons avoir de qualités et de volonté pour le pays d'Arles, pour la Provence, pour la République, pour la France.

CHARLES PRIVAT.

Appel du comité.

Dix ans de pouvoir personnel ont conduit le Pays au bord de la catastrophe.

Pendant dix ans ce régime autoritaire a refusé tout dialogue avec les travailleurs, les paysans, les fonctionnaires, aussi bien qu'avec le Parlement, les syndicats et les organisations professionnelles.

Il n'a rien compris aux problèmes de la jeunesse.

Il a préféré fabriquer des bombes plutôt que construire des écoles et des facultés.

Pendant dix ans il a toléré que 4 millions de salariés gagnent moins de 600 F par mois.

Mais durant ces dix années les puissances capitalistes n'ont cessé de s'enrichir, alors que les vieux travailleurs obtenaient à peine 6 F par jour.

Aujourd'hui, il menace le peuple de France de sa dictature.

Citoyennes, citoyens : les mêmes causes produisent les mêmes effets.

Si le peuple de France n'entend pas l'appel de ses étudiants et de ses jeunes travailleurs pour une nouvelle société plus humaine et plus juste ;

Si le pouvoir gaulliste continue à jouir d'un pouvoir sans contrôle ;

Une autre crise éclatera, encore plus grave, avant longtemps.

Comment croire que ce pouvoir autoritaire puisse demain dialoguer avec les citoyens et faire des réformes, puisqu'il ne l'a pas fait pendant dix ans de son règne absolu.

Jeunes, femmes et hommes de progrès,

Vous voulez des réformes, mais aussi la démocratie, c'est-à-dire la participation de tous à ce que doit être notre vie collective.

Cela, vous le voulez, dans le respect de toutes les libertés, de toutes les opinions, de toutes les croyances.

Vous le voulez, dans le respect de la dignité de chacun.

Alors vous voterez pour ceux qui défendent le progrès, la justice sociale et la liberté, contre toute entreprise de dictature.

Vous voterez pour Charles Privat, député sortant, et Alexis Crouzet son suppléant, qui ont toujours défendu la République et la liberté.

Notre programme d'action.

I. — Il nous faut des institutions démocratiques et stables : pour cela nous devrons éliminer les abus du pouvoir personnel tout en assurant la stabilité et la continuité du Pouvoir par l'établissement d'un contrat de législature entre le Gouvernement et l'Assemblée Nationale. Il nous faudra aussi renforcer les garanties des libertés individuelles et publiques et celles du respect de la personne humaine.

II. — Nous devrons rétablir une société de citoyens libres par :

— l'indépendance et la justice,
— le droit à l'information (radio et télévision),
— le libre exercice des libertés syndicales.

III. — Sur le plan économique et financier, il nous faudra exiger une planification démocratique par la consultation des intéressés. Nous penserons en permanence que tous les problèmes économiques, qu'il s'agisse d'aménagement du territoire, de politique agricole, de décentralisation, de reconversion sont en dernière analyse, des problèmes humains ; toute réforme dans ce domaine, ne peut être poursuivie que si les intérêts des hommes, ouvriers, étudiants, agriculteurs, fonctionnaires, artisans, commerçants sont sauvegardés. En particulier nous nous devons de défendre l'exploitation familiale agricole contre les exigences technocratiques qui souhaitent leur disparition.

IV. — Il ne saurait y avoir de démocratie sans justice sociale ; la Fédération de la gauche démocrate et socialiste ne peut concevoir une politique économique sans finalité sociale. Son objectif est de répartir plus équitablement les richesses nationales et de donner à chaque Français l'égalité des chances et des moyens.

D'abord, et comme nous nous y sommes engagés, nous donnerons à l'Education nationale, dans le respect de la laïcité, la priorité des priorités que lui a refusée le Pouvoir gaulliste. Il nous faudra refondre entièrement l'Université dont les structures surannées ne sont plus en accord avec notre siècle et notre civilisation. Nous devrons moderniser et démocratiser l'enseignement en donnant à chaque enfant des chances égales.

La recherche scientifique et technique qui constitue l'instrument le plus puissant de la libération de l'homme devra retrouver sa place par l'augmentation substantielle des crédits dont elle a besoin.

Nous garantirons le droit au travail et supprimerons le chômage voulu par le régime gaulliste. Nous satisferons les justes revendications des travailleurs : salaire minimum à 600 F, retraites, droits syndicaux, 40 heures, garantie de l'emploi, abrogation des ordonnances, démocratie dans l'entreprise.

Enfin la justice sociale ne saurait se concevoir aujourd'hui sans promotion de la femme. L'indemnisation des rapatriés, une amnistie totale sont aussi des mesures de justice.

V. — Sur le plan militaire nous devrons renoncer à la force de frappe nationale, expression du nationalisme gaulliste et qui est condamnable aussi bien sur le plan moral et financier que sur le plan politique.

La Fédération de la gauche démocrate et socialiste au pouvoir reconvertira, pour la paix, en les affectant aux équipements civils tels que logement, écoles, hôpitaux, téléphone, les moyens affectés à l'armement atomique.

En résumé nous combattons une politique faite pour le plus grand profit des banques d'affaires et des grandes sociétés capitalistes.

Pour la paix, le progrès et la justice sociale par la démocratie, votez pour Charles Privat et Alexis Crouzet.

Alexis Crouzet.

Agriculteur, ancien adjoint au Maire de Châteaurenard, Alexis Crouzet est né le 27 février 1910 à Saint-Rémy-de-Provence.

Marié à une Châteaurenardaise, il a deux fils établis comme agriculteurs. L'action d'Alexis Crouzet en faveur des agriculteurs de toute la Provence est telle qu'il est aujourd'hui Président de la Coopérative agricole de Châteaurenard, Président de la Caisse locale et cantonale du crédit agricole de Châteaurenard, et aussi vice-président de la Fédération nationale des producteurs de pommes de terre de primeur ; il représente enfin dans de nombreuses Commissions, au Ministère de l'Agriculture, les cultivateurs.

A ce titre d'ailleurs la Croix de Chevalier du Mérite agricole et celle de Chevalier du Mérite social lui ont été attribuées pour son inlassable dévouement et sa compétence.

Alexis Crouzet a été élu dès 1945 conseiller municipal de Châteaurenard, et il était désigné comme adjoint en 1947, poste de responsabilité qu'il a gardé jusqu'en 1965. C'est une personnalité agricole particulièrement connue et estimée de tous. Son dévouement, sa probité, sa compétence sont reconnus par l'ensemble de ses concitoyens.

L'équipe que constituent Charles Privat et Alexis Crouzet représente parfaitement la physionomie de notre circonscription qui est, et citadine et rurale. Leur association ne peut être que bénéfique pour l'ensemble des hommes de ce pays d'Arles, et la volonté d'union et de travail qui les anime sera comprise par tous les démocrates qui veulent redonner la République aux citoyens et la démocratie au Pays.

Charles PRIVAT

Député sortant — Maire d'Arles — Conseiller général
Délégué de la France au Conseil de l'Europe
Chevalier de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

Alexis CROUZET

Agriculteur — Ancien adjoint au maire de Châteaurenard
Président de la Coopérative agricole
Président de la Caisse locale de Crédit agricole de Châteaurenard
Vice-président de la Fédération nationale des producteurs de pommes de terre de primeur
Chevalier du Mérite agricole et du Mérite social

2e CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Nous adressons, tout d'abord, un grand merci, l'expression de notre sincère gratitude, à toutes celles et tous ceux qui nous ont apporté leur confiance à ce premier tour de scrutin.

Merci à tous nos camarades de la Fédération de la gauche démocrate socialiste qui n'ont pas épargné leur peine, aux républicains démocrates qui ont compris que notre lutte contre le pouvoir personnel étaient la leur, pour la liberté, pour la justice et pour la paix.

Vous nous avez placés en tête des candidatures de la gauche sans la moindre équivoque.

Nous vous demandons, instamment, de renouveler, dimanche prochain, votre geste du 23 juin 1968.

Nous sommes dans la tempête mais rien n'est perdu si chacun fait avec discipline son devoir de républicain et de démocrate.

Il faut tenir face à l'orage.

Une terrible déception attend demain ceux qui se sont aujourd'hui ralliés au gaullisme par la peur. Car rien ne sera changé, aucune vraie réforme ne sera faite.

Dans la onzième circonscription, au deuxième tour, toutes les forces démocratiques, tous les travailleurs unis, toutes les femmes, tous les hommes de progrès se rassembleront sur notre nom pour écraser la candidature du pouvoir personnel, la candidature de la mystification gaulliste.

Ne négligez pas votre devoir, rien n'est sûr, tant que tout n'est pas terminé.

Candidats uniques du progrès social, de la justice et de la liberté, nous l'emporterons dimanche prochain 30 juin grâce à l'union, sans exclusive, de toutes les forces démocratiques.

Vive la circonscription d'Arles-Châteaurenard-Istres !
Vive la République démocratique !
Vive la France.

APPEL DU COMITE

Electrices, électeurs,

Répondant aux nombreux appels que nous vous avons adressés, vous avez placé Charles Privat et Alexis Crouzet son suppléant, en tête des candidats de gauche, au premier tour de scrutin.

Dans notre circonscription les résultats montrent une fois de plus que les forces démocratiques sont très nettement supérieures à celles des tenants du pouvoir personnel.

Vous n'avez pas, dans votre grande majorité, cédé au chantage à la peur qui a été le thème favori des représentants du gaullisme. Et vous avez eu raison. Car demain il faudra bien résoudre les problèmes qui se sont posés au Pays et cela ne peut être réalisé que par une nouvelle majorité utilisant de nouvelles méthodes.

La bataille n'est pas terminée. Il vous faudra dimanche prochain, 30 juin, confirmer votre volonté et tous unis dans la même espérance démocratique, voter unanimement, sans qu'une seule voix se perde pour *Charles Privat et Alexis Crouzet, candidats de la démocratie.*

LE COMITE DE LA F.G.D.S.

Charles PRIVAT

Député sortant — Maire d'Arles - Conseiller général
Chevalier de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

Alexis CROUZET

Agriculteur — Ancien adjoint au maire de Châteaurenard
Président de la Coopérative agricole
Président de la Caisse locale de Crédit agricole de Châteaurenard
Vice-président de la Fédération nationale des producteurs de pommes de terre de primeur
Chevalier du Mérite agricole et du Mérite social

CALVADOS

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bourguébus, Caen-Est, Caen-Ouest, Douvres.

M. Henri-François BUOT

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Après s'être donné des institutions solides, après dix ans de stabilité politique, de redressement économique et de progrès dans tous les domaines,

Après avoir restauré son indépendance nationale et agi sans relâche pour la coopération internationale et la paix du monde,

La France vient de vivre des semaines dramatiques.

Les Français, muets de stupeur et d'angoisse, ont vu déferler une vague de violence préméditée.

Les libertés de pensée, d'expression, de travail ont été malmenées et sont encore menacées. Derrière les drapeaux rouges et noirs, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Des hommes politiques de l'opposition se disposaient à bafouer la légalité, en préparant la prise du pouvoir sans en appeler au suffrage universel.

A l'appel du Président de la République, la majorité des Français a manifesté, de façon éclatante, son attachement aux libertés et aux institutions républicaines, et sa détermination de s'opposer à la subversion.

Il faut maintenant :

— de toute urgence, remettre en marche l'économie française,
— surmonter les risques d'inflation, assurer la vie des entreprises pour préserver l'emploi et conserver nos chances dans la compétition européenne et internationale,
— mettre en œuvre, avec les représentants qualifiés de toutes les parties en cause, les profondes réformes administratives, universitaires et sociales, souhaitées par tous, et fondées sur la participation qui restitue à l'homme toute sa dignité.

Mais cette reprise de l'expansion et ces réformes ne pourront s'effectuer que dans l'ordre et le respect de la loi.

L'anarchie et l'asphyxie économique conduiraient au chômage et à la misère. Elles prépareraient la voie à la dictature et à ses multiples formes d'oppression.

Appelés à s'exprimer le 23 juin, les Français auront à faire un choix décisif :

— d'un côté, les communistes et leurs alliés de fait,
— de l'autre, les hommes décidés à défendre la République, les libertés et le progrès dans la paix civile.

A chacun de se prononcer.

Dr Henri-François BUOT
Chevalier de la Légion d'honneur — Croix de guerre 39-45
Ancien déporté résistant
Ancien Maire-adjoint de la ville de Caen
Conseiller général de Caen-Est
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Lucien NELLE
Maître-assistant en Sciences économiques à l'Université de Caen

QUELQUES VÉRITÉS

Certains croient habile d'intenter à la V[e] République un procès de carence. Mais les Français n'ont pas la mémoire courte et se rappelleront quelques vérités :

Evolution économique.

En dix ans :

— Augmentation de la production nationale de 58 %.
(Allemagne : 51,9 % — U.S.A. : 49,5 % — Grande-Bretagne : 32,1 %.)
— Progression des dépenses d'investissement : 87 %.
(Contre 55 % de 1949 à 1958.)
— La part des dépenses productives est passée de 39 % à 60 % et celle des dépenses militaires a été réduite de 28 à 19 %.
— Remboursement des deux tiers de la dette extérieure — Augmentation de 580 % de nos réserves de change.

Niveau de vie.

Proportion de ménages disposant :

— d'une automobile : en 1958 : 27 % — En 1967 : 53 %.
— d'un téléviseur : en 1958 : 7 % — En 1967 : 59 %.
— d'un réfrigérateur : en 1958 : 18 % — En 1967 : 69 %.

Equipements.

— Logements terminés : 1958 : 291.000 — 1967 : 442.000.
— Dotation d'H.L.M. : 1962 : 89.000 — 1968 : 184.500.
— Postes de téléphone : 1958 : 3.700.000 — 1966 : 6.500.000.
— Crédits routiers : 17,3 fois plus qu'en 1958.

Education nationale.

— Pourcentage du budget de l'Etat : 1958 : 10,8 % — 1967 : 19,5 % (y compris Jeunesse et Sports).

— Accroissement des effectifs :

		1958	1967
— Tous enseignements	:	1958 : 5.553.000	— 1967 : 9.857.000
— Etudiants	:	186.000	514.000
Bourse 2e degré	:	1958 : 460.000	— 1967 : 1.250.000
— Bourses d'enseignement supérieur	:	32.000	115.000
— Places de restaurants universitaires	:	15.000	69.000
— Chambres d'étudiants	:	9.300	71.000
— Evolution des effectifs d'enseignants	:	289.000	472.000

Jeunesse et sport.

Les dotations des deux lois-programmes font passer le

— nombre de gymnases de 1.795 à 4.240.
— nombre de piscines de 516 à 1.630.
— nombres de maisons de jeunes de 590 à 1.740.

Action en faveur de l'économie.

— Aide à l'agriculture.
  — Augmentation des crédits du FORMA : 310 %.
  — Augmentation des crédits de l'enseignement agricole : plus de 11 fois.
  — Budget social : 36 fois plus.
— Création des SAFER7, du FASASA, de l'indemnité viagère de départ.
— Incitations à la modernisation et à la rationalisation des entreprises dans la perspective du Marché commun.
— Généralisation de la T.V.A., impôt juste, dynamique, européen.
— Politique régionale ; création des régions ; de la Délégation à l'Aménagement du Territoire, du Fonds d'intervention (FIAT), des CODER...

Politique sociale.

— Suppression progressive des zones de salaires : 11 en 1959, 8 en 1962, 2 au 1er avril 1968, 0 au 1er juin 1968.
— Formation professionnelle des adultes : en 1962, 1.200 sections, en 1967, 2.004 sections (47.800 stagiaires).
— Augmentation des crédits du fonds national de l'emploi : 265 % de 1964 à 1968.
— Création de la Bourse et des Agences de l'emploi, avec garantie de revenu aux travailleurs momentanément privés d'emploi.
— Institution de l'assurance-maladie des exploitants agricoles.
— Majoration des allocations familiales de 80 % en dix ans.
— Allocation aux personnes âgées : de 1.050 F à 2.400 F par an.

Ainsi le démenti que reçoivent nos détracteurs est irrécusable : c'est celui des faits.

Pour l'avenir, le choix est clair.

La France peut et doit

— Echapper à la subversion.
— Surmonter la crise.
— Et poursuivre dans la voie du progrès.

Aux Françaises et aux Français d'en décider, dimanche prochain.

Dr Henri-François BUOT

Chevalier de la Légion d'honneur - Croix de guerre 39-45
Ancien déporté résistant
Ancien Maire adjoint de la Ville de Caen
Conseiller général de Caen-Est
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Lucien NELLE

Maître-assistant en Sciences économiques à l'Université de Caen

---

2e CIRCULAIRE

UN ACTE DÉCISIF

Electrices, électeurs,

Dimanche dernier, 34.301 d'entre vous, soit 49 % des suffrages de notre circonscription, ont choisi l'Union pour la défense de la République.

Contre l'anarchie, le désordre et la violence.

Pour la légalité républicaine et les libertés.

Conscients de l'enjeu, vous vous être prononcés avec le souci de l'intérêt national. Soyez-en sincèrement remerciés.

Dimanche prochain, tout se décidera dans la clarté.

En face de nous :

— *les communistes et leurs alliés* qui, incapables de définir une politique commune, ne parviennent à s'entendre que pour une combinaison électorale. Leur succès conduirait inéluctablement à l'oppression et au marasme.

— *M. Nolot et ses amis* qui, prétendant que tout danger de subversion est écarté, se leurrent gravement et risquent d'égarer les électeurs à l'heure du choix.

Dès lors, la voie est tracée.

Rien ne peut être sauvé sans une majorité large et résolue, qui seule peut :

— Surmonter les difficultés nées de la crise actuelle.

— Relancer l'expansion et préserver l'emploi.

— Réaliser, avec la participation des intéressés, les réformes nécessaires dans tous les domaines.

Tous ceux qui mesurent la gravité de la situation s'uniront dimanche prochain pour défendre la République, les libertés et le progrès.

Dr Henri-François BUOT

Ancien déporté résistant
Ancien Maire adjoint de la Ville de Caen
Conseiller général de Caen-Est
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Lucien NELLE

Maître-assistant en Sciences économiques à l'Université de Caen

---

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bretteville-sur-Laize, Falaise-Nord, Falaise-Sud, Lisieux (2e section), Livarot, Mézidon, Morteaux-Coulibœuf, Orbec, Saint-Pierre-sur-Dives.

M. Robert BISSON

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Mesdames, Messieurs,

Le mandat que vous avez bien voulu me renouveler l'an dernier fut interrompu le 30 mai par la dissolution de l'Assemblée Nationale, décidée par le Chef de l'Etat.

Dans les circonstances actuelles, il convenait, en effet, que selon la loi démocratique, la parole fut donnée au peuple de qui procède tout pouvoir.

Réformes.

Ces événements ont démontré l'urgente nécessité de réformes importantes.

Les structures universitaires doivent être modifiées, afin que les jeunes puissent — en communauté de pensée avec leurs professeurs — se préparer aux responsabilités professionnelles qui leur seront confiées.

L'enseignement, base essentielle de toute promotion sociale, doit être adapté à la société moderne.

Cette politique doit se conjuguer avec celle du plein emploi des jeunes qui doivent être orientés vers des secteurs susceptibles de faire appel à leurs connaissances acquises.

Le système économique doit évoluer sans porter atteinte pour autant à la légitime propriété privée.

Il faut améliorer la condition ouvrière, en faisant participer à la gestion de l'entreprise les travailleurs eux-mêmes, qui seront ainsi associés aux résultats financiers.

Cela est pafaitement compatible avec l'autorité du chef d'entreprise et permettra la suppresion définitive de la « lutte des classes » avec son cortège de haines et de désordres.

La société nouvelle sera ainsi plus juste et plus humaine.

Agriculture - Commerce.

La construction européenne qui se poursuit doit protéger les intérêts non seulement du secteur industriel mais aussi ceux de l'agriculture et du commerce français en assurant la rentabilité des exploitations.

En outre, une profonde réforme fiscale doit réaliser l'égalité de tous les Français devant l'impôt, ce qui veut dire, d'abord, suppression de la taxe complémentaire pour ceux qui en sont encore frappés.

Questions sociales.

L'expansion qui naîtra de l'effort de tous bénéficiera à tous et permettra d'assurer à tous une vie décente, en particulier à nos anciens si souvent victimes dans le passé de l'inflation.

Réconciliation nationale - Amnistie.

Ces réformes et cette politique sociale ne peuvent être menées à bien que dans l'union de tous les Français de bonne volonté.

La première tâche est donc de créer les conditions de la réconciliation nationale en instituant à tous les échelons les dialogues nécessaires, et en élargissant le plus possible la future majorité.

Dans ce même esprit, il est indispensable d'en finir une fois pour toutes avec les conséquences du douloureux problème algérien. L'amnistie totale et la juste réparation des dommages subis doivent être décidées sans plus de retard.

Pour accomplir cette réconciliation, le général de Gaulle apparaît bien être l'homme le plus qualifié ; il suffit en effet, pour s'en convaincre, de considérer l'immense soulagement ressenti le jeudi 30 mai, lorsqu'il annonça d'une voix ferme et déterminée : « Je ne me retirerai pas. J'ai un mandat du Peuple. Je le remplirai. »

Mais il a besoin du concours de tous et notamment — il l'a déclaré lui-même — des représentants élus de ce Peuple ; c'est pourquoi, en raison même de la fidélité de mes opinions, j'ai l'honneur de me représenter à vos suffrages, en compagnie de mon ami Me Simon qui, depuis dix ans, accepte d'être mon suppléant.

Vive la France !

Docteur Robert BISSON

Maire de Lisieux
Président de la Commission des finances du Conseil général
Président de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales
Chevalier de la Légion d'Honneur — Chevalier des Palmes académiques
Chevalier du Mérite agricole — Croix des Services militaires volontaires
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Maurice SIMON

Vice-président du Conseil général
Maire-adjoint de Bretteville-sur-Laize
Secrétaire de la Caisse de Crédit agricole de Bretteville-sur-Laize
Chevalier de la Légion d'Honneur — Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Officier des Palmes académiques — Chevalier du Mérite agricole
Médaille d'honneur de Vermeil départementale et communale

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Blangy-le-Château, Cambremer, Dozulé, Honfleur, Lisieux (1re section), Pont-l'Evêque, Troarn, Trouville-sur-Mer.

M. Michel d'ORNANO

(Candidat Républicain indépendant)
élu le 23 juin 1968
(R.I.)

Chères électrices, chers électeurs,

Au bord de la violence et de la guerre civile où tentait de nous entraîner une fraction irresponsable du pays, à la veille d'une prise illégale du pouvoir par ceux qui préparaient aveuglément le chemin du Parti communiste, il a fallu l'autorité du

Chef de l'Etat ainsi que le sursaut du plus grand nombre pour sauver, avec nos libertés, le travail de toute une génération.

Depuis quatorze mois, mon attitude, comme celle des Républicains indépendants a été déterminée par deux considérations :

— lorsque le pays traverse une période de vie politique normale, réclamer le dialogue et la participation aux décisions ;

— lorsqu'au contraire, la Nation vit des heures difficiles et dangereuses, rester fidèle aux institutions et à celui qui en est le garant, le Président de la République.

C'est ainsi qu'à la tribune de l'Assemblée Nationale, par mes articles dans la presse, avec Valéry Giscard d'Estaing, je n'ai cessé de demander :

— la discussion des ordonnances devant le Parlement,
— l'amnistie générale,
— une véritable décentralisation de la région,
— le relèvement du niveau de vie des agriculteurs.

Au moment où certains tentaient de prendre le pouvoir par la rue, les Républicains indépendants, tous ensemble, et de façon exemplaire, ont soutenu la légalité pour dire : non à l'anarchie !

Nous sortons d'une crise nationale : la France est presque toujours mal sortie de ses crises.

Que faire pour remettre le pays en marche ?

Que faire pour que cela ne recommence pas ?

A ces questions, trois réponses : des réformes — une orientation — un choix politique.

Des réformes.

Dès le mois de juillet, pour que les décisions soient prises immédiatement, les Républicains indépendants demanderont des débats au Parlement sur :

— La ratification des ordonnances :
   — afin d'améliorer le sort des plus défavorisés,
   — d'accélérer les mesures pour les créations d'emplois,
   — de diminuer autant que faire se pourra le coût de la santé pour les budgets familiaux.

— La réforme de l'Université et des études :
   — une université autonome,
   — une refonte des études et des examens appelant d'étroits contacts enseignants-étudiants, écartant l'anomalie des professeurs non-résidents,
   — une large et complète participation des étudiants aux organismes qui fixent les programmes, la gestion administrative, les méthodes,
   — une articulation emploi-université, par l'information sur les débouchés, par une prospection systématique des entreprises au cours des années terminales,
   — enfin, au niveau de la région : l'association des étudiants pour leur préparation aux responsabilités économiques et politiques.

Dans cinq ans, la moitié des Français aura moins de 35 ans : il est temps de préparer la relève.

— L'indépendance de l'information :

Elle passe par la révision du statut de l'O.R.T.F. et par des mesures qui assurent la pluralité de la presse.

Une orientation économique.

— Pour sauvegarder le pouvoir d'achat des salariés et du revenu de chacun,

— Pour protéger le niveau de vie des agriculteurs,
— Pour créer des emplois nouveaux,
l'accent doit être mis sur la défense des prix et de la monnaie dans l'expansion.

Nous proposons dès à présent :

— Un plan intérimaire de 4 ans, de 1969 à 1972, qui aurait pour objectifs de :

- redéfinir les priorités nationales,
- adapter les entreprises à la compétition internationale,
- assurer humainement les mutations agricoles,
- créer des emplois nouveaux.

Parmi les mesures qui doivent être prises immédiatement :

- des crédits spéciaux pour les petites et moyennes entreprises et pour les entreprises à bas salaires,
- des aides à l'agriculture pour diminuer les charges qui pèsent sur elle,
- des délais pour le paiement des impôts,
- pour nos entreprises :
  — des réductions temporaires des taux de cotisations sociales,
  — des garanties à l'export.

En même temps nous préconisons :

- un grand emprunt d'Etat redistribué à l'équipement et au logement social,
- un encouragement aux Caisses d'épargne.

Après la pause forcée de 1968, nous devons rechercher une expansion accélérée, prévoyant un taux de croissance moyen de 7 %.

Un choix politique.

Ce choix implique une notion de durabilité.
Les hommes politiques doivent tirer la leçon des événements : nous ne pouvons pas laisser la moitié des Français gouverner le pays contre l'autre.
Nous voulons une majorité élargie à tous les hommes de progrès qui refusent le pouvoir totalitaire, qui veulent assurer la stabilité des institutions.
Cette majorité doit être élargie non seulement par le nombre mais dans son éventail. Elle doit appliquer une politique concertée qui soit l'expression de la volonté d'une vaste majorité des Français.
A l'intérieur de cette majorité, les Républicains indépendants et les hommes de progrès dont les tendances sont proches des leurs, constitueront l'aile libérale indispensable à la Nation.
Du rapport des forces, équilibré à l'intérieur de cette majorité, dépendra le succès d'une politique qui réponde à la volonté d'une France rénovée.

Pour la défense de la République.
Pour les réformes.
Pour la liberté du travail.

Michel d'ORNANO
Député sortant
Républicain indépendant Vᵉ République

Remplaçant éventuel :

Jacques RICHOMME
Maire de Troarn

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Balleroy, Bayeux, Caumont-l'Eventé, Creully, Isigny-sur-Mer, Ryes, Tilly-sur-Seulles, Trévières.

M. Raymond TRIBOULET

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Chères électrices, chers électeurs,

La législature de l'Assemblée Nationale n'a duré que quinze mois : je me représente à vos suffrages avec Alain Lecornu.

Pourquoi si tôt ?

— La cause directe, vous la voyez : la violence, le désordre, la vie de tous les citoyens français paralysée ou gênée.

Des révolutionnaires, et en premier un étudiant allemand, injurient toute autorité ; le drapeau noir ou rouge chasse le drapeau tricolore ; le droit de grève est trop souvent détourné par une minorité violente contre le droit au travail.

Des ambitieux, comme Mitterrand ou Mendès France, se hâtent de profiter du désordre et se partagent déjà le pouvoir contre les votes du Parlement, au mépris du suffrage universel. « Après quoi ces personnages ne pèseraient pas plus que leur poids, qui ne serait pas lourd. » Ils ouvriraient la voie à la dictature communiste.

— Le but de ces élections hâtives est alors clair ;

L'appel émouvant du général de Gaulle le 30 mai l'a bien défini :

La parole vous est légalement donnée. Dites :

— si vous êtes pour ceux qui ont fait ou approuvé le désordre, comme les candidats du Parti communiste, de la Fédération et du P.S.U.

— pour celle qui veut s'asseoir entre deux chaises, au Centre, alors qu'il s'agit de défendre la République.

— pour celui qui, dans la crise nationale actuelle, ne songe qu'à des intérêts particuliers, sans étiquette !

Ou si vous m'approuvez d'avoir aussitôt combattu à l'avant-garde en contribuant à fonder les C.D.R., en secouant les parlementaires complices, en appelant à l'union de tous pour défendre la liberté.

Notre permanence à Caen a été incendiée.

Fort de votre confiance, si vous me réélisez, je m'opposerai par tous les moyens à la dictature communiste.

∴

Avec vous, je veux travailler pour que le *Progrès de la France* ne soit pas interrompu.

Assez de contestation, la maladie à la mode des intellectuels révolutionnaires, mais des idées claires, des convictions fermes, et conciliation, chaque fois qu'il est possible, comme les Normands le savent bien.

C'est ce qui est nécessaire à la jeunesse d'abord :

Lui avons-nous assez donné l'exemple : Famille, Ecoles, Eglises, Anciens combattants, etc. ?

Commençons par croire solidement à quelques vérités. Tout critiquer, c'est la facilité et la destruction.

Devant les adultes respectueux de leur Patrie, convaincus de la valeur du devoir, de la nécessité du travail et de la discipline pour une action collective quelle qu'elle soit, les jeunes pourront discuter, s'opposer même, mais du moins ils trouveront une base solide pour aller plus loin.

Chaque fois que j'ai fait appel à eux pour une cause généreuse, comme Président de la Confédération européenne des Anciens combattants ou de l'Association des volontaires du progrès, pour l'Europe ou les peuples malheureux, ils ont répondu magnifiquement.

Si je ne crois pas à la contestation, je crois au dialogue :

— que ce soit pour réformer l'Université.

— que ce soit pour assurer aux travailleurs des campagnes et des villes des avantages sociaux réels (et non illusoires par le déficit du budget et la hausse des prix) sans sacrifier les retraités et les Anciens combattants.

C'est ce dialogue que le Pouvoir doit instituer.

Et pour cela il faut d'abord un pouvoir ; il faut maintenir la majorité cohérente et les institutions stables de la Vᵉ République : tout le retard comblé depuis dix ans, tout ce qu'on a pu entreprendre, c'est la solidité de l'Etat qui l'a rendu possible.

Et devant l'insurrection des dernières semaines, qu'auraient fait un Président et un Gouvernement faibles comme ceux de la IVᵉ ? Ils auraient disparu « dans une trappe », sur les sommations de M. Mitterrand.

Mais comme je n'ai cessé de le rappeler publiquement depuis dix ans, la stabilité exige un constant souci d'éviter que les Ministres ne soient ou ne deviennent des fonctionnaires d'exécution. Ce sont des hommes convaincus, non des techniciens sceptiques, qui peuvent mener un dialogue profitable.

C'est en tout cas pour notre région ce dialogue que nous maintenons au maximum, Alain Lecornu et moi. Nous nous connaissons bien les uns et les autres. La porte de nos permanences vous est toujours ouverte : téléphone, lettres, visites, réunions établissent un contact étroit.

***

Avec vous, je veux travailler au *progrès de notre région,* aux mutations que nous impose la vie moderne.

Aucune mutation n'est plus important ni plus difficile que celle de l'agriculture et de la vie rurale, et elle nous concerne directement en Basse-Normandie et spécialement dans la circonscription de Bayeux (51,7 % de population active agricole, 68 % dans le canton de Caumont, et 20 % en moyenne pour la France). Le commerce et l'artisanat dépendent ainsi avant tout de la prospérité agricole.

C'est la vérité que j'ai proclamée sans me lasser depuis mars 1967 à l'Assemblée Nationale, au Parlement européen et dans la presse parisienne ; le grand problème social de la France du XXᵉ siècle, c'est la condition rurale comme c'était au XIXᵉ siècle la condition du prolétariat industriel.

Comment faire face, dans un pays comme le Bessin, à la croissance des villes et de l'industrie, aux difficultés agricoles ?

Depuis plus de vingt ans, à la Sous-préfecture puis à l'Assemblée, je me consacre avec vous à résoudre ces problèmes.

Le résultat de nos efforts apparaît au dernier recensement.

Si la diminution des petites communes est encore sensible, pour la première fois depuis plus de cent ans (recensement de 1851) l'exode rural est stoppé : la population de l'arrondissement de Bayeux (58.100) a augmenté de 1 % depuis 1962

et Creully-Tilly améliorent encore le résultat ; si l'on quitte le village, on reste désormais dans une ville du Bessin.

Notre action s'est exercée et s'exerce dans trois secteurs principaux :

— le tourisme et les relations avec l'extérieur ;
— les centres et Bayeux au premier rang ;
— l'agriculture.

I. — *Nous ouvrir aux ressources de l'extérieur :*

— en améliorant les relations — routières : réfection R.N. 13 Bayeux-Isigny ; trois voies entre Caen-Bayeux (1 milliard) ;
— téléphoniques : automatique dans la poste neuve de Bayeux, câble Bayeux-Port ; extension du semi-automatique ;
— en faisant appel au tourisme : aide du Comité du débarquement sur la côte : plans d'eau, piscine ; extension du village de vacances de Colleville, route en front de mer de Colleville à Saint-Laurent ; aide de l'Office national des forêts pour Balleroy. La saison et les résidences secondaires doivent apporter aux artisans et commerçants locaux l'apport nécessaire à leur maintien.

II. — *Améliorer nos centres urbains :*

— Bayeux, notre capitale, atteint 12.900 habitants au dernier recensement (le plus fort pourcentage d'augmentation de Basse-Normandie : + 21,35 %) ;
— Isigny, notre seconde ville, augmente de 2,5 % malgré la suppression de l'internat privé. Nos chefs-lieux de canton et centres importants se maintiennent ou progressent ;
— Port-en-Bessin, notre grand port de pêche, dont un troisième bassin va accroître l'activité, est en hausse de près de 9 %.

L'équipement scolaires est poursuivi : à Bayeux l'achèvement du lycée technique; 10 classes primaires au lotissement Guillaume-le-Conquérant ; études pour deux autres groupes scolaires primaires. A Isigny, construction du C.E.S. et financement d'un internat de 96 lits.

Pour les créations d'emplois, en 1967 comme en 1966, Bayeux avec ses communes voisines, reste la première des villes de Basse-Normandie en pourcentage d'augmentation : + 16,21 %.

Elle se classe ainsi désormais au quatrième rang des ville du Calvados pour le nombre d'emplois, dépassant Condé, Honfleur, Mézidon... en voie d'atteindre la troisième place après Caen et Lisieux.

Les logements enfin doivent suivre : programmes nouveaux de 1968 : à Bayeux 158 H.L.M., à Isigny 40 H.L.M. et 37 lots prévus, P.R.L. à Isigny, Caumont et Le Molay-Littry.

Ce développement est le meilleur atout du commerce local, dont l'adaptation reste difficile

III. — *Mener une politique agricole* dont le but ne peut pas être seulement économique, mais social aussi, pour maintenir le plus grand nombre possible d'exploitations familiales viables.

Il faut donc organiser les marchés pour soutenir les prix, et cela désormais au niveau européen, où les prix sont fixés en unités de compte-dollars.

Cela est particulièrement nécessaire pour le poisson qui fait l'objet d'une concurrence redoutable à l'intérieur même de la Communauté : j'ai demandé à Paris qu'aucune charge nouvelle ne soit imposée à notre flotte de pêche et à Bruxelles que les intérêts français soient respectés.

Par des interventions répétées au Parlement européen je me suis efforcé de convaincre nos collègues des cinq autres nations et les commissaires européens de la nécessité d'une protection efficace des frontières (notamment contre les impor-

tations de l'Est) pour la viande et d'une politique globale des matières grasses permettant de valoriser les produits laitiers : refus de la baisse proposée du prix du lait ; augmentation du prix d'intervention du beurre ; taxe sur les matières grasses végétales...

Dans cette défense des justes intérêts agricoles, conduite en étroite liaison avec les organisations professionnelles, j'ai constaté que les parlementaires français de la Fédération (groupe socialiste européen) s'abstenaient ou votaient contre.

Malgré eux et malgré le Commissaire européen à l'agriculture, M. Mansholt, avec qui j'ai eu une controverse très vive, nous avons voté deux projets de règlement viande et produits laitiers, qui ont permis à M. Edgar Faure de faire accepter à ses cinq collègues des textes convenables.

Il faut en même temps aider à l'amélioration des structures et de l'équipement, tout en se gardant de créer hâtivement des entreprises industrielles d'élevage, non rentables et condamnant trop d'exploitations familiales à n'être plus viables.

Rapporteur de la loi foncière, qui prévoit les expropriations de terrains agricoles pour bâtir, j'ai défendu avec vigueur les propriétaires et les exploitants. Les organisations nationales agricoles m'ont remercié de mon action.

Un progrès essentiel, c'est le remembrement : la propagande se fera par l'exemple ; les crédits ont été obtenus.

L'amélioration décisive porte sur l'adduction d'eau.

Après avoir obtenu que les crédits pour cinq ans passent de 5 à 7 milliards en Basse-Normandie, j'ai obtenu pour la circonscription de Bayeux une attribution exceptionnelle de crédits pour 1968 et 1969, s'ajoutant au programme normal ; tous les syndicats participent à ces 820 millions d'anciens francs de travaux supplémentaires, qui devraient permettre de terminer pratiquement la desserte de tout le secteur fin 1970.

Ce que nous avons pu faire, ce que nous ferons, exige l'ordre républicain.

— La mutation pour le progrès : oui.
— La révolution pour la ruine : non.

Assez de violences, de drapeaux noirs ou rouges !
Le drapeau tricolore, c'est le seul qui puisse nous réunir tous !

Vive la France ;

RAYMOND TRIBOULET

Député
Membre du Parlement européen
Conseiller général
Ancien Ministre

Remplaçant éventuel :

ALAIN LECORNU

Conseiller municipal de Nonant
Membre de la Chambre d'agriculture
Ancien député

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aunay-sur-Odon, le Bény-Bocage, Condé-sur-Noireau, Evrecy, Saint-Sever-Calvados, Thury-Harcourt, Vassy, Villers-Bocage, Vire.

M. Olivier STIRN

(Candidat d'Union pour la défense de la République U.D. V^{e} - Républicain indépendant)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

C'est au cours d'une crise très grave que je me présente à vos suffrages. Nous devons tous garder en mémoire les événements de ces dernières semaines. Nos libertés les plus sacrées ont été menacées, liberté de pensée et de croyance, propriété privée, liberté du travail, indépendance de l'Etat.

Ma candidature est d'abord un combat au service de la liberté.

Les prochains mois exigeront de votre député une vigilance de chaque instant. Il ne faut pas que de semblables périls puissent se renouveler et ce sera le rôle du Parlement de veiller sur les libertés qui sont les nôtres depuis que la République existe.

Le député que vous allez élire sera, au Parlement, le porte-parole d'une certaine politique. Vous devez donc savoir que je serai, une fois élu, l'avocat intransigeant de la paix en France.

Depuis plus de six ans notre pays n'est engagé dans aucun combat. Il a fait entendre sa voix pour qu'une solution pacifique soit trouvée aux conflits qui ensanglantent le monde, notamment au Vietnam et au Proche-Orient. C'est notre rôle de poursuivre cette mission d'apaisement conforme à la vocation de la France.

A l'intérieur de nos frontière, la paix civile doit être défendue avec acharnement. La stabilité de nos institutions constitue le meilleur moyen d'assurer cette paix. Les crises et les désordres qui s'ensuivraient engendreraient les violences et feraient le jeu des communistes et des anarchistes, des ennemis des libertés républicaines.

Mais la stabilité ne doit pas signifier l'engourdissement. Elle doit au contraire permettre de promouvoir des réformes dont ces derniers jours ont illustré l'impérieuse nécessité :

Réforme de nos structures, modernisation de nos vieux rouages administratifs qui ne sont plus en accord avec le rythme du XXe siècle.

Réforme de notre enseignement et de notre université, pour laquelle le Parlement, qui est le mandataire des contribuables, doit être consulté tout comme les enseignants, les élèves et leurs parents.

Assouplissement de notre fiscalité afin de permettre une modernisation de notre outil de travail. L'Europe n'est une chance qu'à la condition de pouvoir affronter équitablement la concurrence de nos voisins.

Il faut que votre député ait une certaine rigueur morale, faute de quoi la politique devient un jeu stérile au lieu d'être au service de tous. Je me suis donc opposé aux promesses chimériques irréalisables, qui fleurissent souvent pendant les campagnes électorales.

Je vous propose donc un contrat de législature limité, par lequel je m'engage

à résoudre un certain nombre de problèmes. Il se peut évidemment que je réussisse à vaincre d'autres difficultés qui ne sont pas ici évoquées. Mais, d'ores et déjà, je m'engage formellement par un contrat en huit chapitres :

I. — *Agriculture :*

Notre Bocage doit devenir, dans les tout prochains mois, une zone de rénovation rurale, tout comme la Manche qui a déjà obtenu une tranche de plus d'un milliard d'anciens francs en 1968.

Par cette qualification, notre circonscription pourra consacrer d'importants crédits à l'eau, à l'électrification, à l'élargissement et l'amélioration des chemins ruraux, à la création de station de testage porcin et de prétestage bovin, à l'augmentation des centres de formation professionnelle et de promotion sociale agricole, à la modernisation des centres de contrôle laitier.

Ainsi sera réparée une injustice dont les agriculteurs de la circonscription de Vire sont victimes depuis quinze mois.

En outre je réclamerai infatigablement le réajustement des prix agricoles qui sont les salaires des paysans. Il serait criminel d'augmenter les salaires de toutes les catégories sociales si les revenus des agriculteurs devaient en même temps rester « à la traîne ».

II. — *Commerce et artisanat :*

Je veillerai à ce qu'aucune atteinte ne soit portée au commerce, en particulier au petit commerce et à l'artisanat dont certains économistes soi-disant éminents souhaitent la mort. Il faut que le petit commerce et l'artisanat survivent, je m'y emploierai.

Je réclamerai, par une modernisation de la fiscalité et par une meilleure adaptation de la T.V.A., la possibilité pour les commerçants et les artisans de s'adapter au rythme de leur époque et d'entreprendre les investissements nécessaires à leur survie.

Je mettrai sur pied une véritable politique touristique de notre circonscription, dont les commerçants seront les principaux bénéficiaires. Pour cela, je ferai connaître en France et même en Europe les prodigieuses ressources touristiques qui sont les nôtres.

III. — *Emploi.*

Un programme d'industrialisation sera mis au point dès les premiers mois de la législature. Il permettra aux industriels en place d'augmenter leur activité, aux industriels voisins de créer dans notre circonscription des centres de production nouveaux et aux industriels d'autres régions de venir s'installer chez nous.

Un programme sera également mis au point pour assurer aux jeunes, sur place, les débouchés qu'ils réclament dans les activités de leur choix. Les jeunes doivent pouvoir choisir leur avenir sans être obligés de s'exiler loin de leur terre natale, dans des grandes villes où les conditions de vie leur sont pénibles et difficiles.

IV. — *Personnes âgées :*

Il faut permettre aux personnes qui ont atteint 60 ans de cesser leur travail si elles le désirent et d'avoir une vieillesse heureuse, délivrée de soucis. C'est un devoir sacré pour les plus jeunes d'assurer une existence paisible et sereine à leur parents et de les récompenser ainsi des durs sacrifices qu'ils ont faits pour eux.

V. — *Femmes :*

Les femmes sont trop souvent silencieuses : mon but est d'étudier avec elles leurs problèmes. Il est indispensable, en particulier, de promouvoir une vraie

politique de confort. L'habitat rural souffre encore d'un retard considérable sur celui des villes et c'est là une injustice intolérable.

Il convient également d'assurer une vraie formation professionnelle des jeunes filles et de créer, pour elles et pour les jeunes femmes, des emplois nouveaux ainsi que des emplois à mi-temps.

VI. — *Equipement :*

J'ai déjà mis sur pied un plan d'équipement de notre circonscription dont je sais qu'il peut être réalisé, avec le concours de l'Etat, durant les cinq prochaines années.

Ce plan prévoit une modernisation de nos routes qui sont les vaisseaux de notre activité. Il prévoit aussi la création d'un axe Caen-Vire digne de ce nom. Il prévoit enfin la modernisation du téléphone en particulier du téléphone rural qui n'a pas connu chez nous les mêmes progrès que dans certaines circonscriptions voisines.

VII. — *Décentralisation :*

Votre député sera l'avocat véhément d'une décentralisation qui associera chacun d'entre vous aux décisions qui les concernent. Je sais que certaines décisions prises dans les bureaux de Paris ne peuvent tenir compte de vos problèmes. Il faut y remédier, notamment en donnant plus de pouvoir aux régions, aux commmissions de développement économique régional, plus de moyens aux élus locaux.

VIII. — *Dialogues :*

Tout cela ne pourra se faire que grâce à des dialogues permanents avec vous tous. J'organiserai une table ronde qui réunira chaque mois tous les responsables de la circonscription : élus, représentants syndicaux et professionnels, enseignants, parents d'élèves, etc.

En outre, je me rendrai régulièrement dans chacun de nos cantons et ma maison, à Vire, 6, rue de Geôle, vous sera ouverte en permanence.

Plus que jamais, les dialogues sont nécessaires et l'union de tous les hommes de bonne volonté qui refusent le désordre, la violence et qui sauront oublier, j'en suis certain, leurs divergences d'hier.

Le combat pour la liberté exige cette bonne volonté de tous. Mais ici, dans ce Bocage où tant d'hommes ont fait, il y a vingt-quatre ans, le sacrifice de leur vie, la liberté n'est pas seulement un mot que l'on écrit sur nos monuments, c'est une réalité vivante.

Tous ensemble nous combattrons pour le progrès et pour que vive la liberté dans la Ve circonscription.

Olivier STIRN

Candidat d'Union pour la défense de la République U.D. Ve — Républicain indépendant
Chef de Cabinet de Ministre
Diplômé d'études supérieures de Droit
Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris
Chevalier du Mérite agricole
Chevalier du Mérite sportif
32 ans, marié, 1 enfant

Remplaçant éventuel :

Victor BERTRAND

Cultivateur
Conseiller général de Vassy
Maire de Chênedollé
Chevalier du Mérite agricole
Médaille départementale et communale
64 ans, marié, 4 enfants

2e CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Vous nous avez permis, M. Bertrand et moi, dès le premier tour, de devancer le député sortant et les autres candidats. Vous nous avez montré que vous préfériez à l'aventure et aux extrémistes, le maintien de nos libertés, l'aboutissement des réformes urgentes et nécessaires, le retour à la paix civile.

Nous tenons à vous remercier et à vous dire que nous ferons tout pour ne pas vous décevoir.

Désormais le choix est clair. Il est, d'une part, entre ceux qui souhaitent d'abord une majorité large, et ensuite une majorité élargie, d'autre part ceux qui ne voulant avouer leur défaite préfèrent se constituer prisonnier des extrémistes.

Nous sommes persuadés que les centristes, qui ont de bonne foi voté pour le député sortant au premier tour, comprendront maintenant que le vrai centre c'est nous, se refuseront à mêler leur voix à celles de communistes et viendront nous rejoindre. Nous nous efforcerons alors de faciliter ce dialogue que nous voulons tous si ardemment. Ma porte, 6, rue de Geôle à Vire est et restera ouverte à tous ceux qui souhaiteront me rencontrer. De son côté, M. Bertrand recevra à Chênedollé ceux qui le désireront. Nous ferons ensemble les progrès qui s'imposent dans notre Ve circonscription et qu'à diverses reprises déjà, j'ai pu vous exposer.

Je tiens à renouveller ici, personnellement, les engagements que j'avais pris envers vous dans ma profession de foi. Il faut avant tout donner à chacun des revenus suffisants :

— *aux cultivateurs,* par l'augmentation à la production des prix du lait et de la viande qui constituent leur salaire unique ;
— *aux ouvriers* par le relèvement indispensable des bas salaires ;
— *aux commerçants et aux artisans* par la diminution des charges fiscales et la simplification de la T.V.A. et pour tous, y compris les fonctionnaires, les professions libérales et les retraités, la révision générale des charges sociales.

Il est nécessaire d'assurer de nombreux emplois pour que les jeunes restent chez nous, car il n'y a de richesses que d'hommes.

Il est impératif de faciliter les contacts avec les représentants qualifiés de toutes les catégories sociales (dirigeants des syndicats agricoles et ouvriers, membres des unions commerciales et artisanales...).

Les équipements de tous ordres doivent être favorisés et développés.

Mon action aura pour but en particulier :

1° *d'obtenir* des logements décents et à des prix convenables pour tous,
2° *d'améliorer* les chemins ruraux,
3° *de permettre* l'extension et la modernisation rapide des réseaux téléphoniques,
4° *de soutenir* la construction de stades, piscines, maisons de jeunes,
5° *d'assurer* la création d'un aérodrome entre Vire et Condé-sur-Noireau répondant aux besoins d'une zone industrielle et commerciale en expansion.

Des améliorations sociales seront consenties en priorité à certaines catégories de la population :

1° *aux personnes âgées* par une augmentation normale de leur revenu,
2° *aux femmes* en leur assurant des conditions de vie meilleure, que ce soit aux femmes restant au foyer, ou à celles qui travaillent, sans oublier les veuves.
3° *aux anciens combattants* en leur accordant une aide constante.

Ce programme que je vous propose, je m'engage solennellement à le respecter ; mais il ne peut être réalisé que dans le dialogue et la concertation permanente, facilités par l'élargissement de la majorité que je souhaite, non seulement, avec les Républicains indépendants - U. D. V^e^, mais aussi avec tous les hommes de bonne volonté, c'est-à-dire les centristes non inféodés au Parti communiste.

Pour le mener à bonne fin, vous pouvez compter sur M. Bertrand et moi-même, comme nous savons que nous pouvons compter sur vous tous.

Vive le Bocage !
Vive la Ve circonscription !

OLIVIER STIRN

Candidat d'Union pour la défense de la République U.D. V^e^ — Républicain indépendant
Chef de Cabinet de Ministre
Diplômé d'études supérieures de Droit
Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris
Chevalier du Mérite agricole
Chevalier du Mérite sportif
32 ans, marié, 1 enfant

Remplaçant éventuel :

VICTOR BERTRAND

Cultivateur
Conseiller général de Vassy
Maire de Chênedollé
Chevalier du Mérite agricole
Médaille départementale et communale
64 ans, marié, 4 enfants

CANTAL

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aurillac-Nord, Aurillac-Sud, Laroquebrou, Maurs, Montsalvy, Pleaux, Saint-Cernin, Saint-Mamet-la-Salvetat, Salers, Vic-sur-Cère.

M. Augustin CHAUVET

(Candidat d'action démocratique paysanne et sociale.
Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Chers concitoyens,

La République continue.

Des journées révolutionnaires de mai, ne retenons que la volonté populaire de réforme et de mutation dont devront s'inspirer le Gouvernement et la nouvelle Assemblée Nationale.

La contestation de la jeunesse est un fait mondial. On tiendra compte de ses légitimes aspirations en posant, dans tous les domaines, les fondations d'une société nouvelle, plus juste et plus fraternelle.

La France devra se souvenir que, comme tous les autres pays européens sans distinction de régime, elle est menacée dans ses profondeurs par les menées de propagandistes de l'anarchie qui ont réussi à contaminer une partie, infime il est vrai mais combien agissante, de la jeunesse universitaire.

La République continue, grâce au général de Gaulle et au Premier Ministre, notre éminent compatriote, M. Georges Pompidou. Leur sang-froid et leur résolution nous ont épargné les affres, les horreurs et les souffrances de la guerre civile. Les Cantaliens de Saint-Flour - Murat - Mauriac voudront par un vote massif traduire à Georges Pompidou la gratitude que lui doivent les Français.

Me voici de nouveau devant vous, après douze années d'un pacte de confiance et d'amitié trois fois renouvelé à des majorités sans cesse accrues. La tâche que j'ai accomplie dans les diverses missions que vous m'avez confiées, me permet de croire en votre estime et de compter sur votre fidélité. Je n'ai pas besoin de vous redire que vous pouvez être assurés, demain comme hier, de mon total dévouement.

Est-il nécessaire que je vous présente un programme ? Je ne le crois pas. Mais je tiens cependant à préciser quelques objectifs que je souhaite pouvoir faire atteindre en faveur de certaines catégories de citoyens. Les voici :

Agriculteurs. L'avenir économique et démographique du Cantal est lié à la prospérité de l'agriculture qui restera longtemps encore la principale richesse de notre département.

Il convient donc d'agir avec compétence, sérieux et efficacité, en vue d'élever le niveau de vie des agriculteurs.

Cet objectif ne pourra être atteint que par une action conjuguée sur les prix des produits agricoles, sur les structures de production, de transformation et de commercialisation et sur le contexte social, économique et culturel tant urbain que rural qui doit répondre aux besoins d'une agriculture modernisée.

Artisans. Même et plus encore dans les sociétés industrialisées que dans les autres, l'artisanat doit conserver une place importante. Les Etats-Unis en fournissent un exemple particulièrement éclatant. Encore faudrait-il que les artisans ne disparaissent pas, accablés sous le poids des impôts et des charges sociales. Comme je l'ai fait par le passé, je continuerai à lutter pour que les avantages qui leur ont été accordés dans le domaine des taxes sur le chiffre d'affaires et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques soient non seulement maintenus mais améliorés.

Commerçants et industriels. Pour eux, le problème des charges fiscales et sociales revêt également un intérêt capital. Au sein de l'Amicale parlementaire des petites et moyennes entreprises, je poursuivrai l'action que je n'ai cessé de mener depuis mon entrée au Parlement en vue de l'instauration d'une fiscalité simple et équitable, ne dépassant pas l'entendement des contribuables.

Ouvriers et employés. Un effort important vient d'être fait en votre faveur. Il ne faudrait pas que la hausse des prix vienne demain en faire perdre le bénéfice. Plus que tous autres, vous êtes intéressés par la stabilité des prix qui devra être la règle de la politique gouvernementale.

Dans le même temps et avec l'appui de M. le Premier Ministre, je m'efforcerai de faciliter dans ce département une politique d'investissements, seule susceptible d'enrayer l'émigration, en offrant sur place à notre jeunesse les débouchés dont elle a besoin.

Anciens combattants et prisonniers de guerre. Après la satisfaction des revendications sociales, le Gouvernement devra maintenant répondre à vos légitimes réclamations, notamment en ce qui concerne l'application du rapport constant et l'octroi de la carte du combattant aux internés en Suisse et aux anciens d'Algérie.

Pour les personnes âgées et infirmes qui ne sont pas en mesure de défendre leurs droits, il appartiendra au Gouvernement et au Parlement de leur assurer une vieillesse décente en augmentant le taux des allocations qui leur sont attribuées. Concurremment, l'avancement de l'âge de la retraite à 60 ans devra être envisagé, ainsi que cela a été fait pour un certain nombre d'agriculteurs des zones de rénovation rurale.

Pour les jeunes, qui ont été à l'origine de la récente crise sociale, des réformes profondes devront être accomplies tant dans le domaine de l'organisation scolaire et universitaire que dans la recherche des débouchés. Nos jeunes qui portent en eux l'espoir de la France de demain ne devraient plus avoir le sentiment d'être abandonnés par la nation. Quant aux enfants d'agriculteurs, nous ne cesserons de réclamer « l'égalité des chances » en matière d'enseignement à tous les niveaux, notamment par une attribution plus large des bourses. Nous avons d'ailleurs tout lieu d'espérer que notre appel sera entendu.

Nous nous permettons également d'espérer que les crédits alloués pour le logement social seront encore accrus dans les années à venir et permettront à tous les organismes d'H.L.M., et notamment au « Foyer Cantalien » qui a déjà construit ou mis en chantier 1.600 pavillons ou logements dans le département, de poursuivre leur œuvre avec une efficacité accrue.

Les besoins et les ressources des collectivités locales. Plus encore que dans le passé, les collectivités locales (départements et communes) seront appelées à prendre une part prépondérante dans l'équipement de la nation. Il appartiendra au Gouvernement de leur en donner les moyens. Nous y veillerons avec soin.

Tourisme. Le tourisme demeure la grande espérance de notre département. Tout devra être mis en œuvre dans le domaine des équipements collectifs (stades, piscines, terrains de camping, villages de vacances, etc.) et particuliers (hôtels, auberges, gîtes ruraux, etc.) pour que cette espérance ne soit pas déçue.

C'est pour l'accomplissement de ce programme, dans un climat de paix sociale et d'union de tous les Français, qu'avec le concours de mon suppléant, M. François Castex, beau-frère de M. Georges Pompidou, je viens, aujourd'hui, solliciter vos suffrages.

Vive le Cantal !
Vive la France !
Vive la République !

AUGUSTIN CHAUVET

Candidat d'action démocratique paysanne et sociale — Union pour la défense de la République
Officier de la Légion d'Honneur
Maire de Mauriac — Conseiller général de Salers
Vice-président de l'Association des maires du Cantal
Président-fondateur du « Foyer Cantalien »
Membre du Conseil d'administration de la Fédération nationale des Sociétés coopératives d'H.L.M.
Président du Herd-book Salers, du Syndicat de contrôle laitier du Cantal
et de la Fédération des syndicats de contrôle laitier du Massif Central
Député sortant

Remplaçant éventuel :

FRANÇOIS CASTEX

Officier de la Légion d'honneur — Médaille militaire — Croix de guerre 1939-1945

APPEL DE M. GEORGES POMPIDOU

L'Union pour la défense de la République a accordé son investiture à M. Augustin Chauvet, député sortant U.D. Ve République.

J'ai demandé à M. Chauvet, et il accepté avec joie, de prendre M. François Castex, mon beau-frère, comme suppléant.

J'ai voulu ainsi marquer l'intérêt que je porte, en dehors de ma circonscription, à l'ensemble du département du Cantal.

Je suis sûr qu'une telle équipe saura montrer son efficacité au service de la première circonscription pour la défense de la légalité républicaine et des libertés.

J'ai tout lieu de croire que les électeurs et les électrices de la circonscription d'Aurillac auront à cœur de confirmer, dès le premier tour de scrutin, leur confiance à M. Augustin Chauvet qui les représente depuis plus de douze ans maintenant, assurant ainsi avec l'avenir de la République et de la France, celui du Cantal tout entier.

GEORGES POMPIDOU, Premier Ministre.

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Allanche, Champs-sur-Tarentaine, Chaudes-Aigues, Condat, Massiac, Mauriac, Murat, Pierrefort, Riom-ès-Montagnes, Ruines, Saignes, Saint-Flour-Nord, Saint-Flour-Sud.

M. Georges POMPIDOU

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Le Président de la République a été amené à prononcer la dissolution de l'Assemblée Nationale. En 1967 vous m'avez fait l'honneur de m'élire comme député de la deuxième circonscription du Cantal. Je viens à nouveau solliciter vos suffrages et ceci pour deux raisons.

D'abord par fidélité au département du Cantal et plus particulièrement à la circonscription de Saint-Flour - Murat - Mauriac. Ensuite, dans les circonstances exceptionnelles que connaît notre pays, par devoir national.

Depuis que vous m'avez élu, je me suis efforcé de tenir les engagements que j'avais pris devant vous concernant l'équipement du département, d'une part, l'aide à l'agriculture, d'autre part. Le tableau ci-contre fait le bilan de l'effort entrepris en vue d'aider au développement économique et au progrès social du Cantal.

Dans le domaine agricole, j'ai veillé à ce que les intérêts de l'agriculture française soient défendus avec le maximum d'efficacité, face aux exigences de nos partenaires du Marché commun.

C'est ainsi que récemment encore, conformément à mes instructions, la délégation française a obtenu l'augmentation du prix du lait, du beurre et de la viande de bœuf. De plus, un renforcement de la protection du Marché commun à l'égard des exportations extérieures pour tous ces produits a été décidé, ainsi que des mesures de soutien, jusqu'à présent refusées par nos partenaires, en faveur de nos fromages et notamment du fromage du Cantal. Les nouveaux prix ont d'ailleurs été immédiatement, et par anticipation sur l'échéance du 1er juillet, mis en vigueur.

Enfin, en ce qui concerne le porc, des dispositions exceptionnelles de protection, applicables même aux importations provenant du Marché commun, ont été prises pour la défense des producteurs français.

Pour ce qui est de l'aide apportée aux agriculteurs du Cantal, la mise en place de zones de rénovation rurale a permis de modifier les conditions d'attribution de l'indemnité viagère de départ qui peut désormais, dans le Cantal, être attribuée dès 60 ans. Ainsi entre 60 et 65 ans, le montant de l'I.V.D. atteindra dans certains cas 5.200 F par an pour un ménage. Au-delà de 65 ans, l'I.V.D. qui viendra s'ajouter à la retraite, pourra atteindre 2.500 F. Un effort particulier a été également prévu en faveur des enfants d'agriculteurs par une amélioration sensible du système d'attribution et du montant des bourses scolaires.

Mais aujourd'hui c'est plus encore par devoir national que je sollicite le renouvellement du mandat que vous m'avez confié en 1967. Il s'agit de barrer la route au communisme totalitaire et d'empêcher l'anarchie. Il s'agit de défendre la République, de conserver à la France ses institutions démocratiques, ses libertés, la paix entre les citoyens. Je veux, dans ma circonscription, poursuivre le combat que j'ai mené à l'échelon national durant les semaines tragiques.

La plupart d'entre vous ont suivi et connaissent les positions que j'ai prises au cours des événements récents. Comme Premier Ministre j'ai eu à défendre la légalité

républicaine et à assurer le fonctionnement normal des institutions que le pays s'est librement données. J'ai cru devoir faire preuve d'esprit d'apaisement et je l'ai montré vis-à-vis des étudiants. Je l'ai montré également en conduisant moi-même les négociations avec les syndicats, en vue d'aboutir à des solutions satisfaisantes pour les travailleurs, sans compromettre gravement le sort de notre économie nationale. Mais j'ai dit aussi qu'il était de mon devoir d'assurer le maintien de la République et des libertés, en faisant preuve de la fermeté nécessaire pour vaincre la subversion et l'anarchie.

Notre pays, par la folie de quelques professionnels du désordre, par le déclenchement d'une action concertée du Parti communiste cherchant à paralyser l'activité nationale, a été au bord de l'abîme. En ces moments nos libertés, notre paix intérieure, notre monnaie et notre économie, notre situation extérieure, ont failli s'effondrer sous les coups de la subversion. Face à cette conjuration et contre ses auteurs, contre ses complices, contre les hésitants de toute espèce, le devoir est de se regrouper autour de ceux qui ont sauvé la France et la République, c'est-à-dire autour du général de Gaulle, Président de la République, et de ceux qui l'ont aidé dans les jours d'angoisse et dont je me flatte d'avoir été le premier. Que tous ceux qui ne veulent connaître que le drapeau tricolore, que tous ceux qui veulent l'indépendance, le progrès et la paix dans la légalité et dans la liberté m'apportent leurs suffrages. Ils peuvent compter sur moi.

Vive le Cantal !
Vive la République !
Vive la France !

Georges POMPIDOU

Remplaçant éventuel :

Docteur Pierre RAYNAL

Principales opérations pour lesquelles M. Pompidou est intervenu

• *Désenclavement du Cantal :*

— aménagement des R.N. 9, 121, 122 et 126.
— subvention pour la desserte téléphonique automatique de Vic-sur-Cère, Murat et Saint-Flour.
— mise en service en septembre d'un autorail spécial Aurillac-Brive assurant la correspondance sur Paris avec « Le Capitole ».

• *Dans le domaine social :*

— le bloc médico-chirurgical de l'hôpital de Saint-Flour, la construction d'un hôpital rural à Condat et d'une maison de retraite à Massiac.

• *Dans le domaine scolaire :*

— nationalisation des C.E.G. de Massiac et d'Ydes et des C.E.S. de Saint-Flour et Mauriac, nationalisation prochaine du C.E.S. de Murat et du C.E.G. d'Allanche.
— construction du C.E.T. de garçons de Murat et extension du C.E.S. de Riom-ès-Montagnes.
— à Saint-Flour, construction du nouveau lycée et extension du C.E.T.
— construction du C.E.G. (400 élèves) de Condat.
— construction à Mauriac de la 2e tranche du C.E.S. et d'un groupe scolaire de 16 classes en 1969.

• *Enseignement agricole :*

— construction du Lycée agricole d'Aurillac et du Collège agricole de Saint-Flour.

• *Dans le domaine sportif et du tourisme :*

— la construction des piscines de Saint-Flour, Mauriac, Massiac et Champs-sur-Tarentaine et l'inscription du Château de Val sur la liste des édifices devant bénéficier de crédits spéciaux.

• *Adduction d'eau et assainissement :*

— dotation complémentaire pour le syndicat intercommunal des eaux du « Font Marilhou » et adductions d'eau de Condat, Lugarde, Mauriac, Sansac.

CHARENTE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Angoulême-I, Angoulême-II, Aubeterre-sur-Dronne, Blanzac, Chalais, Montbron, Montmoreau, Villebois-Lavalette.

M. Raymond RÉTHORÉ

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Mes chers compatriotes,

Voici la quatrième fois que je sollicite vos suffrages. Je le fais dans un scrutin où ce qui est en jeu n'est plus une majorité de gauche, de centre ou de droite, mais le destin même de la patrie, notre liberté, l'avenir et le bonheur de vos enfants. Le choix est entre le drapeau tricolore et le drapeau rouge. Si je vous demande de nous rejoindre ce n'est pas pour vous embrigader dans un parti ou sous un homme, mais parce que de Gaulle représente la seule force capable de barrer la route à la guerre civile, et à la révolution.

J'ai dit « oui » à de Gaulle en 1940 avec toute la France car c'était oui à l'espérance. Je l'ai redit avec la même ferveur il y a dix ans au momont où nous étions au bord de la guerre civile plus atroce que la guerre étrangère.

Je lui apporte encore mon « oui » parce que les mêmes périls menacent la patrie. On a vu déferler dans les rues de Paris les vagues de l'émeute, on y a vu des éléments troubles qui apparaissent dans toutes les révolutions et y mettent leur tache de sang.

J'ai vu les deux manifestations, celle du Front populaire en 1936 ; celle de 1968. Dans la première les drapeaux tricolores se mêlaient aux drapeaux rouges, la Marseillaise faisait écho à l'Internationale. Dans ce mois de mai qui restera dans nos annales il n'y avait plus de drapeaux tricolores mais les drapeaux rouges de la révolution ; et le drapeau noir de l'anarchie. Nous n'étions qu'entre Français en 1936, et nul n'aurait songé alors à faire une place à un Cohn Bendit, sujet allemand, né en France de parents allemands ; et qui au jour de sa majorité a refusé la nationalité française pour prendre la nationalité allemande, lorsque son frère aîné choisissait la France et devenait professeur à Saint-Nazaire. Qui donc eut songé en 1936 à aller insulter sous l'Arc de Triomphe les restes du soldat inconnu, à maculer les monuments sacrés de la Résistance comme des misérables l'ont fait devant la gare d'Angoulême ?

Je suis entré dans la cour de la Sorbonne il y a quinze jours, et j'y ai vu les portraits de Karl Marx, de Che Guevara et de Mao Tsé-Toung.

Je demande aux étudiants français qui se veulent l'élite du pays pour conduire les ouvriers et les paysans, s'ils ne pouvaient pas trouver dans notre histoire, si riche en souvenirs, le portrait d'un seul Français qui ait combattu pour la liberté

et ce qu'ont à voir avec les revendications des étudiants, un révolutionnaire cubain, et le chef de 700 millions d'illettrés chinois. Qu'ont à faire avec les revendications professionnelles : 180 voitures incendiées à Paris, les vitrines des magasins brisées, 200 millions d'anciens francs de dégâts ? Ce sont là non les signes d'un changement de majorité mais d'une révolution. On oubliait la patrie, son drapeau tricolore, sa Marseillaise, pour ne plus suivre que le drapeau rouge, et chanter l'Internationale. L'étranger toujours attentif à nos malheurs disait déjà que c'en était fait de la France.

En Italie, en Allemagne, en Hollande, en Belgique, on refusait d'acheter les francs, et signe plus grave encore, à Londres dans l'Angleterre travailliste, le jour où la nouvelle se répandit que de Gaulle partait et que Mitterrand allait le remplacer à l'Elysée, le franc ne trouvait plus preneur.

Cette fuite devant la monnaie est la condamnation sans réplique de ceux qu'on envisageait pour remplacer de Gaulle et de la confiance qu'on avait en eux. C'est un signe grave car les pouvoirs d'un Gouvernement s'arrêtent à sa frontière et il est sans moyen d'agir sur l'étranger, de l'obliger à accepter une monnaie dans laquelle il n'a plus confiance. C'est la ruine dans toute sa brutalité pour des millions d'épargnants, pour les fonctionnaires dont le salaire fond comme neige au soleil, pour les ouvriers dont les augmentations sont réduites à néant, pour les paysans qui voient détruites leurs économies. Si de Gaulle avait été chassé par l'émeute, Mitterrand aurait eu à peine le temps de s'installer à l'Elysée ; il aurait été à son tour emporté comme fétu de paille dans le tourbillon de la guerre civile. C'est cela que l'étranger a pressenti, c'est pour cela qu'il a refusé les francs, craignant de les voir devenir un papier sans valeur, comme les marks de l'inflation allemande. Des hommes qui se croient à gauche hausseront les épaules et diront que c'est vaine crainte, qu'arrivés au pouvoir ils auraient su le conserver. Qu'ils veuillent bien méditer ces quelques réflexions. En un demi-siècle il y a eu 6 émeutes populaires en 6 pays différents, avec drapeau rouge, et chant de l'Internationale. Elles ont abouti à un Gouvernement communiste en Russie, et à 5 dictatures : en Italie, en Allemagne, en Espagne, au Portugal, en Grèce.

Si de Gaulle avait repris le chemin de Colombey, chassé par l'émeute, et accompagné des accents de l'Internationale, et des drapeaux rouges, qui déjà flottaient sur le Théâtre national de l'Odéon, et sur la Sorbonne de Paris, nous aurions vu arriver après des mois d'anarchie ou de guerre civile, les colonels comme à Athènes.

Le républicain que j'ai toujours été, que je resterai toujours, aspire à mourir libre dans un pays libre, et c'est pour cela que de tout l'élan de mon âme, j'ai dit encore « oui » à de Gaulle. Je lui ai dit oui pour que le baillon de la dictature n'étouffe pas la liberté, je lui ai dit « oui » pour qu'il réalise dans la paix et dans la concorde retrouvées, des réformes, qui assureront au monde du travail, à celui de la ville et de la campagne, un bien-être plus grand, la sécurité au commerce et à l'industrie, pour que les avantages sociaux que l'on vient d'accorder aux travailleurs leur soient maintenus, pour que les vieux ne finissent pas dans la misère avec une monnaie sans valeur ; pour que la liberté du travail soit assurée car c'est un droit qui doit être respecté comme celui de la grève et que c'est attenter à la liberté de l'ouvrier de porter atteinte à l'un ou à l'autre.

Je lui ai dit oui pour que les accords de Grenelle soient respectés, améliorés même, pour que tous ceux qui se réclament du drapeau tricolore puissent se rassembler sous ses plis et qu'une amnistie le permette à chacun. Une page nouvelle est tournée dans l'histoire de France. Que les Français réconciliés aillent ensemble vers l'avenir ; qu'un large dialogue s'ouvre entre tous les hommes de bonne volonté.

Je lui ai dit « oui » parce que depuis mon adolescence j'ai toujours été épris de justice sociale, parce qu'au soir de ma vie je ne veux pas voir s'abattre sur mon pays l'étouffante réaction politique et sociale de la dictature.

Ce que je sens vous l'éprouvez vous-même. Elevons ensemble nos pensées, et nos cœurs. Lorsque la patrie est en danger c'est une lâcheté d'être neutre, ou de chercher à biaiser. Le devoir est clair : il faut choisir, du drapeau tricolore, et du drapeau rouge. Il n'y a pas un troisième drapeau.

Tant des nôtres ne sont pas morts dans des guerres au cours de l'Histoire, pour que flotte sur la France le drapeau rouge de la haine et de la révolution.

Vive la République !
Vive la France !

RAYMOND RÉTHORÉ
Député sortant

Remplaçant éventuel :

ROBERT FROUARD
Officier de la Légion d'honneur
Adjoint au Maire d'Angoulême

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Baignes-Sainte-Radegonde, Barbezieux, Brossac, Châteauneuf-sur-Charente, Cognac, Hiersac, Jarnac, Rouillac, Segonzac.

M. Félix GAILLARD

élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electeurs, électrices, mes chers amis,

Quinze mois à peine nous séparent des dernières élections. Ce court délai me dispense de traiter à nouveau longuement les problèmes de notre arrondissement, de rappeler ma volonté de poursuivre mes efforts en vue de ses équipements, de son développement économique, de sa prospérité.

Les services rendus depuis de nombreuses années me permettent de me présenter à nouveau devant vous avec la conscience tranquille.

Ce qui est entrepris depuis dix-huit mois, à travers « Charente 80 » et le bureau départemental d'expansion, me permet de vous dire que, si vous me renouvelez votre confiance, nous allons pouvoir mettre en œuvre, ensemble, des projets essentiels pour l'avenir, les créations d'emploi, l'amélioration générale du niveau de vie.

Dans les responsabilités qui m'ont été confiées par tous, je m'y emploierai de mon mieux.

Sur le plan viticole et du cognac, je souhaite que les travaux importants de la S.A.R.E.S. conduisent à la définition de nouveaux rapports entre producteurs et négociants, pour des raisons matérielles, et plus encore, pour l'amélioration des rapports humains et un meilleur respect de la dignité de tous. Je suis prêt à apporter mon concours actif à cette réforme nécessaire.

Mais les problèmes de notre région, aussi importants qu'ils soient, sont désormais affectés par la situation grave qui découle des dramatiques événements du mois de mai. Leur étendue, leur violence, la difficulté d'y mettre un terme, démontrent la profondeur du malaise qui touche une grande partie de la nation et établit la responsabilité de ceux qui gouvernent depuis de nombreuses années et qui n'ont su, ni le comprendre, ni lui apporter des remèdes en temps voulu.

Devant une telle situation, on ne peut qu'être inquiet et choqué de voir qu'on s'efforce de couper le peuple français en deux moitiés, hostiles et affrontées l'une à l'autre.

Le devoir et l'intérêt national exigent, au contraire, que soient recherchées en commun, une fois écartées et réduites les factions du trouble et de la violence, dans un esprit d'unité nationale, les vraies solutions aux problèmes qui se posent à la Nation.

Des réformes peuvent, seules, faire l'économie d'une révolution. Elles ne seront pas menées à bien par un gouvernement de partisans, de quelque bord qu'il soit. Elles exigent le respect de la légalité.

Elles exigent que le gouvernement ne soit pas, après les élections, le même que celui qui était en place avant, parce qu'il n'a pas la confiance de tous ceux qui aspirent aux réformes et aux changements.

Il serait risible que Cognac envoie au Parlement un député U.N.R., ce qu'il a refusé de faire trois fois de suite, lorsque le système était triomphant, alors qu'il se révèle aujourd'hui incapable de préserver l'ordre public et plus encore de le rétablir.

Conforter la majorité sortante, ce serait préparer pour demain des événements plus graves encore que ceux que nous avons connus.

Le gouvernement de demain doit être celui des républicains de progrès dans l'ordre. Il devra faire face à l'inflation et au chômage qui menacent et faire en sorte que les augmentations de salaires ne soient pas absorbées par la hausse des prix. Il devra défendre le niveau de vie des agriculteurs, perpétuellement menacé par la suppression des indexations que j'avais établies.

Il devra enfin mettre en œuvre les réformes que le pays réclame et dont le refus a provoqué l'explosion de mai.

Ces réformes devront s'inspirer d'un principe : donner à chacun la responsabilité et la dignité auxquelles il a droit dans notre société. Pour cela il faudra tourner le dos à tout ce qui s'est fait depuis dix ans.

Renoncer au pouvoir personnel, abolir la centralisation en redonnant leur rôle aux corps intermédiaires, décentraliser les industries, remettre les technocrates à leur place, établir de nouveaux rapports dans la vie économique, transformer l'Université, bref, créer la démocratie moderne, restaurer le dialogue qu'on s'est acharné à supprimer.

Si l'on avait compris plus tôt que la France d'aujourd'hui ne peut pas être gouvernée comme celle de l'Ancien régime, on n'en serait pas venu où nous en sommes.

Les procès d'intention qui me sont faits à l'occasion de la présente campagne par des hommes qui, par ailleurs, ne tarissent pas d'éloges personnels à mon sujet, pourraient être accueillis par vous si vous ne me connaissiez pas depuis si longtemps.

Mon appartenance politique est bien connue. Elle n'a pas changé depuis vingt-deux ans. Ma position politique n'a pas changé non plus. Je m'oppose à la dictature, de gauche comme de droite. Je refuse le choix entre une république sud-américaine et la dictature de classe, choix stupide auquel nous conduirait inéluctablement le prolongement du système actuel. Le salut est dans une troisième voie.

Vous tous qui, si nombreux, pensez comme moi, je vous demande de me faire confiance pour défendre cette cause qui est la vôtre, celle de la paix civile, de l'ordre et de la liberté.

Félix GAILLARD

Député sortant
Conseiller général de la Charente
Président de l'Office départemental d'H.L.M.
Vice-président de la Caisse de crédit agricole
Président de la C.O.D.E.R. Poitou-Charentes
Membre du Conseil de l'Université de Poitiers
Ancien Président du Conseil des Ministres

Remplaçant évenetuel :

Jean LAFON

Directeur de la station viticole de Cognac
Ingénieur agricole — Licencié ès sciences
Conseiller municipal de Cognac
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 1939-45

2° CIRCULAIRE

Electeurs, électrices, mes chers amis,

Je me présente devant vous pour le deuxième tour des élections avec la même politique qu'au premier tour, celle qui fut la mienne de tous temps.

Elle consiste, notamment, dans la période présente, à effectuer les réformes qui n'ont que trop tardé, dans l'ordre et dans la légalité, à défendre, en toutes circonstances, la République et nos libertés. Elle consiste à faire évoluer vers la démocratie le système politique qui nous régit, qui a détourné la Constitution de son sens et qui porte la responsabilité des événements que nous venons de vivre. Cette évolution est urgente afin d'éviter que d'autres désordres, plus graves, se produisent à l'automne.

Elle ne peut être le fait de ceux qui approuvent la politique passée.

Je n'ai pas pris d'autres engagements que ceux-là, vis-à-vis de quiconque, et je les ai pris publiquement, devant vous et envers vous.

En cette heure grave, j'adresse un appel solennel à tous les républicains, à tous les démocrates, pour qu'ils fasseent bloc sur mon nom et qu'ils remplissent leur devoir dimanche prochain.

Il y va de la défense de nos libertés et de la paix civile dans ce pays.

∴

Cette campagne me met en butte à un dénigrement systématique de l'action que je poursuis inlassablemeent depuis des années en faveur de la viticulture.

Il paraît que je n'aurais rien fait dans ce domaine — ou même que je n'aurais fait que du mal !

Ainsi parmi les mesures les plus importantes, l'aide aux exportations, notre position privilégiée dans le Marché commun, les plantations de vignes nouvelles, l'aide au stockage, tout ce que j'ai obtenu, négocié ou attribué personnellement, lorsque j'étais Ministre et qui a permis à la viticulture de doubler de dimensions en dix ans, sans déséquilibre, tout cela ne compte pas.

Et l'on incite, pour mieux aider le cognac, à voter pour un candidat, négociant en brandy, qui a été incapable de définir une politique viticole au cours de toute sa campagne. On incite à voter pour un candidat qui serait un député robot, qui serait obligé de voter l'augmentation des droits sur l'eau-de-vie si le gouvernement le demandait, qui approuve une politique étrangère dont le résultat est de nous brouiller avec l'Angleterre et les Etats-Unis, nos deux principaux marchés d'exportation.

Prend-on les viticulteurs pour des naïfs ?

Moi, je fais confiance à leur bon sens et à leur mémoire. Ils savent combien ils ont été aidés et soutenus et qu'ils le seront encore, avec toute mon attention et tout mon dévouement.

Les agriculteurs se souviendront aussi que je leur avais apporté l'indexation de leurs prix et que le système actuel l'a supprimée.

Les travailleurs et les commerçants de nos villes et de nos villages doivent savoir, s'ils veulent l'expansion, plus d'emplois, la hausse du pouvoir d'achat et du niveau de vie et, par conséquent, le développement de la prospérité générale ; entre autre, pour que les personnes âgées connaissent une situation plus décente ?

Que propose M. Hardy ? Rien. Il promet qu'il étudiera la question.

Depuis des mois, j'ai mis au point avec les représentants de l'économie charentaise le plan de prospérité du département au sein du Comité Charente 80.

Les premières applications ont commencé.

Voulez-vous que je continue ?

Vous répondrez oui en masse à moi dimanche prochain.

Vous apporterez votre confiance à Félix Gaillard qui vous a toujours aidés, qui ne vous a jamais trompés.

Félix GAILLARD

Député sortant
Conseiller général de la Charente
Président de l'Office départemental d'H.L.M.
Vice-président de la Caisse de crédit agricole
Président de la C.O.D.E.R. Poitou-Charentes
Membre du Conseil de l'Université de Poitiers
Ancien Président du Conseil des Ministres

Remplaçant éventuel :

Jean LAFON

Directeur de la station viticole de Cognac
Ingénieur agricole — Licencié ès sciences
Conseiller municipal de Cognac
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 1939-45

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aigre, Chabanais, Champagne-Mouton, Confolens-Nord, Confolens-Sud, Mansle, Montembœuf, la Rochefoucauld, Ruffec, Saint-Amand-de-Boixe, Saint-Claud, Villefagnan.

M. Michel ALLONCLE

(Candidat de l'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Des événements graves, des circonstances exceptionnelles ont rendu nécessaire la dissolution de l'Assemblée Nationale.

Un véritable complot, une véritable conspiration ont ébranlé les institutions de la République.

Chacun de nous a ressenti au fond de lui-même l'angoisse de perdre son bien le plus cher : la liberté.

La fermeté du Président de la République a déjoué les amateurs de dictature et a fait taire les ambitions de certains politiciens.

Les Français respirent, mais tout danger n'est pas écarté aujourd'hui.

La majorité des députés a su où était son devoir devant le drame qui ébranlait la patrie : la censure qui aurait permis à la vague révolutionnaire de déferler sans contrainte, n'a pas été votée.

M. Valentin a voté la censure, il a voté la censure avec l'opposition, avec les députés communistes.

Vous manifesterez votre désaccord avec son attitude, en choisissant entre l'opposition inconditionnelle, stérile, dangereuse, et les réformes dans l'ordre, l'évolution, la liberté que je défends.

Il faut savoir choisir un député qui se dévouera à sa circonscription et sera le défenseur des ouvriers, des agriculteurs, des commerçants, de tous ceux qui recherchent la paix, l'indépendance, le progrès et la liberté ; contre le collectivisme et les monopoles.

Si, aux précédentes élections, le retrait de ma candidature au second tour vous a donné la preuve de mon sens civique, les électeurs doivent savoir que devant les oppositions venant de toutes parts, je respecterai la confiance qu'ils voudront bien m'accorder au premier tour, car l'enjeu est trop grave pour qu'il en soit autrement.

Electrices, électeurs, j'ai pris mes responsabilités et je vous demande en conscience de m'apporter vos suffrages et ainsi d'assurer votre avenir tant sur le plan local que sur le plan national.

Non au communisme totalitaire et à l'anarchie.

Non aux inconditionnels de l'opposition.

La raison et l'ordre l'emporteront car votre vote sera celui de la majorité des Français.

Vive le général de Gaulle !
Vive la République et la liberté !
Vive la Charente !

En dernière minute, j'apprends qu'à la demande de M. Mitterrand, le candidat de la Fédération se retire, manœuvre destinée à favoriser la réélection, bien improbable, de M. Valentin.

Devant cette situation nouvelle, ma position est claire : je continuerai le combat au second tour.

Dr Michel ALLONCLE

Conseiller général de la Charente
Conseiller municipal de Ruffec
Médecin de l'Hôpital
Candidat d'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

Robert GODEBERGE

Directeur adjoint honoraire des contributions directes et du cadastre
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier du Mérite agricole
Maire de Tourriers

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Je dis d'abord ma reconnaissance aux électrices et électeurs de notre circonscription : en me plaçant en tête des candidats républicains, ils ont assuré la victoire de l'ordre et de la liberté.

Dimanche prochain l'option est nette et claire :

Vous aurez à voter :
Pour ou contre le drapeau tricolore.
Pour ou contre la République.
Pour ou contre la liberté.

Face au communisme totalitaire et à la violence, c'est aujourd'hui un devoir sacré de s'unir pour manifester de façon éclatante votre désir d'ordre et de paix civile.

Ne dites pas « le résultat est acquis », votez et faites voter, et réalisons ensemble l'union des citoyens épris de liberté.

Vive la France !

Dr Michel ALLONCLE
Candidat d'Union pour la défense de la République

Remplaçant évenetuel :

Robert GODEBERGE
Maire de Tourriers

CHARENTE-MARITIME

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ars-en-Ré, La Jarrie, Marans, La Rochelle-Est, La Rochelle-Ouest, Saint-Martin-de-Ré.

M. Jean DUPRAT-GENEAU dit Philippe DECHARTRE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Je suis candidat dans la première circonscription de La Rochelle. Pourquoi ?

1° Par devoir national :

L'anarchie pro-chinoise tente de l'installer dans la rue. La subversion communiste s'organise pour détruire la République. Derrière un aventurier, Mitterrand, la Fédération de la gauche, perdant toute prudence et tout bon sens, s'allie aux staliniens. La dictature nous menace. Les républicains, tous ceux qui aiment la liberté doivent se défendre. La meilleure défense, c'est l'attaque. Je me présente donc contre un candidat communiste et contre son complice, représentant de la Fédération de la gauche.

Les communistes et leurs alliés sont du côté de l'émeute. Qu'il le veuille ou non, M. Crépeau, prisonnier électoral des communistes, otage et caution de M. Belly, est du côté du désordre.

2° Par devoir d'honneur :

Le général de Gaulle m'a choisi pour siéger dans le Gouvernement. Le Premier Ministre, Georges Pompidou, m'a confié la lourde tâche de l'Equipement et du Logement : l'Equipement, c'est-à-dire les infrastructures du pays, les routes et les ports, et le Logement qui conditionne la vie de chacun et pose un problème angoissant pour tous. Mon devoir est donc d'être présent dans la bataille politique parce que la République a besoin d'une majorité au Parlement. La liberté de la France en dépend.

3° Par amour de ce pays d'Aunis :

Depuis quinze ans, j'ai choisi d'y vivre. J'ai établi ma maison familiale dans l'île de Ré. Je suis heureux de pouvoir servir ma petite patrie d'adoption. Je crois être en mesure d'aider au développement économique et social de La Rochelle et de la région.

Je me battrai pour faire de La Rochelle un très grand port. J'aiderai notre cité et son commerce international contre ses concurrents.

4° Par goût de l'efficacité :

Je me battrai pour qu'un réseau de routes modernes converge vers La Rochelle, car elles créent sur leur passage la richesse. Je veillerai à ce que le plan des travaux déjà entrepris soit poursuivi, sans désemparer, et que la transversale devienne une réalité.

Je me battrai pour soutenir les agriculteurs, pour défendre dans le cadre du Marché commun leurs intérêts vitaux, pour attacher un label de qualité aux productions régionales, et les faire connaître par un effort de publicité.

Je me battrai pour que, sans tracasserie administrative, soient mises en œuvre de nouvelles méthodes, et que soient facilités pour les produits agricoles tous les débouchés.

Je me battrai pour que les avantages acquis par la classe ouvrière par les accords de Grenelle ne puissent jamais être remis en question et ne soient jamais rendus dérisoires par l'instabilité sociale et par l'inflation.

Je soutiendrai les industries rochelaises existantes et implantées pour maintenir et développer l'emploi.

Seule une politique dynamique dirigée par un gouvernement fort, s'appuyant sur une très large majorité, peut sauver la France de la ruine et l'ouvrier de la misère.

Je me battrai pour les jeunes. Il faut comprendre leurs angoisses, comprendre leurs soucis intellectuels au même titre que leurs soucis matériels. Je me battrai pour une politique de l'emploi régional et du logement qui corresponde à leurs besoins. Car, ne nous y trompons pas, la jeunesse de France n'est pas aux ordres d'une poignée d'anarchistes parisiens. Les jeunes devront participer à la construction de la France. Il ne doit pas y avoir de querelle de générations. Tous, nous devons être solidaires de ce qui représente l'avenir de la Nation.

Je me battrai pour le développement du tourisme qui est une richesse considérable de l'Aunis, encore mal exploitée, le tourisme de séjour devant remplacer le tourisme de passage.

Je me battrai pour le commerce qui est l'indispensable support du développement économique et social de la région.

Je me battrai pour parfaire les heureux résultats obtenus par André Salardaine en faveur des marins, des pêcheurs, des ostréiculteurs, des mytiliculteurs.

Je me battrai pour les artisans qui sont nombreux dans nos villes et nos cantons.

Je me battrai pour les vieux qui, eux, n'ont pas les moyens de se battre, ni de revendiquer. Je serais heureux d'attacher mon nom à des réformes leur apportant la décence de vie à laquelle ils ont droit, notamment par une politique de soins et du logement appropriée à leurs besoins créés par la vie moderne.

Toute cette action de développement économique et social ne pourra se faire qu'en simplifiant et décentralisant une administration autodévorante. La mission que le général de Gaulle et le Premier Ministre Georges Pompidou ont confiée au nouveau Gouvernement est essentiellement novatrice. Simplifier la vie administrative, donner à la Région les moyens de décision et d'action, ouvrir le dialogue à tous les niveaux, concevoir et animer la politique nouvelle de participation.

Etre élu, pour moi, c'est avoir la possibilité d'ouvrir le dialogue sans sectarisme, avec un seul souci, le bon sens et l'efficacité.

La guerre civile menace ; il faut sauver la République et les libertés républicaines.

Nous voulons le mouvement et les réformes dans l'ordre, mais non pas le désordre dans le mouvement et la violence dans la rue.

Votez massivement et faites voter pour la légalité, le renouveau et la majorité.
Vive La Rochelle, Vive l'Aunis, Vive la France !

PHILIPPE DECHARTRE

Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre avec palme — Officier de la Médaille de la Résistance
Secrétaire d'Etat à l'Equipement et au Logement, chargé des ports
Membre du Comité central et du Bureau exécutif de l'Union des démocrates pour la Vᵉ République

Remplaçant éventuel :

ALBERT DEHEN

Chevalier de la Légion d'honneur
Médaille de la Jeunesse et des Sports
Ingénieur
Premier vice-président de la Chambre de commerce de La Rochelle

2e CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Au premier tour, les Français ont voté sans équivoque pour la République, pour l'ordre et la légalité. Les amis de M. Crépeau : Mitterrand, Mollet, Billères, Mendès, pour la première fois ont été mis en difficulté.

Vous connaissez leurs idées : les nationalisations y compris celle du commerce, des professions libérales et artisanales ; la collectivisation de l'agriculture ; la dictature du prolétariat ; le recours à la grève politique et subversive.

Nous ne voulons pas de ce programme.

Sur le plan national, la France a choisi la République, l'ordre social, la liberté du travail et le drapeau tricolore.

Sur le plan départemental, les électrices et les électeurs du département ont réagi, en majorité, comme sur le plan national. Rochefort, Royan ont déjà un député de la majorité. Vous m'avez accordé 25.526 suffrages, soit 49,30 %. Il ne m'a manqué que 441 voix pour être élu au premier tour.

Après ce résultat, qui les a étonnés et atterés, mes adversaires ne pourront plus dire que je suis un inconnu à La Rochelle et dans la première circonscription.

Pendant cette campagne électorale, j'ai été l'objet de calomnies. Ma dignité de membre du Gouvernement et mon dégoût pour les polémiques personnelles m'ont interdit de répondre à ces attaques. Mais je me réserve la faculté de poursuivre, après les élections, mes diffamateurs devant la justice.

Maintenant, chaque électrice et chaque électeur doit être conscient de l'importance de l'enjeu du second tour, car il reste à assurer un succès total.

Soyons clairs : il faut que la première circonscription de La Rochelle ait les avantages de la victoire. Il est évident que sans député de la majorité, notre circonscription serait vouée à l'isolement sur le plan régional comme sur le plan national.

Chacun, en effet, sait qu'élire un député, c'est faire un choix politique, mais c'est aussi faire un choix pratique.

Il convient donc de penser à votre intérêt.

Que pourrait-on attendre de M. Crépeau à la remorque de M. Mitterrand ? Il n'aurait, s'il était élu, aucun crédit sur le plan national, et sur le plan gouvernemental, aucune ouverture.

Quand, M. Crépeau prétend qu'élire un député de La Rochelle, un Ministre du général de Gaulle, ne sert à rien, quand M. Crépeau prétend que le Ministre chargé des ports, des routes, des canaux et du logement ne peut rien apporter au développement économique de notre région, il se moque de vous et vous prend pour des naïfs.

En effet, le port de La Rochelle, menacé par de redoutables concurrents, a besoin d'un défenseur. L'Aunis, avec ses industries, son tourisme, son agriculture et son commerce, a besoin d'un animateur.

Toutes les professions sur qui pèse la responsabilité du développement économique et social, ont besoin d'un interlocuteur écouté au Parlement et au sein du Gouvernement.

En dix ans, le député-maire André Salardaine a réalisé une œuvre importante. Il m'appartient de continuer ce travail et de faire mieux encore.

En m'apportant vos voix, en me choisissant comme député, vous agissez avec un exact réalisme politique. Vous votez pour un homme de la majorité, pour un homme qui a une audience nationale, un homme qui a du crédit au sein du Gouvernement et qui peut défendre à Paris, avec efficacité, vos légitimes intérêts.

Vous votez utile en désignant un homme utile.

Vous voulez aussi que votre député soit un homme sans sectarisme et d'union nationale. Le moment est venu, en effet, de la réconciliation. Tous les patriotes, tous, même ceux qui se sont opposés à tel ou tel aspect de la politique du Gouvernement

depuis dix ans, même ceux qui à gauche ou à droite, ont été déchirés, ont été blessés, même ceux qui se sont dressés, tous ceux-là qui ont agi par foi patriotique, doivent faire taire leur amertume, leurs regrets, leur souffrance, pour défendre la République. La France a besoin aujourd'hui de nous tous.

Le combat pour la victoire est engagé ; vous répondrez en renouvelant votre vote et en faisant voter massivement, sans aucune abstention, tous les citoyens épris d'ordre et de progrès.

L'avenir de La Rochelle et de la région est entre vos mains.

Pour que l'Aunis prospère et que vivent la France et la République, votez DECHARTRE.

PHILIPPE DECHARTRE

Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre avec palme — Officier de la Médaille de la Résistance
Secrétaire d'Etat à l'Equipement et au Logement, chargé des ports
Membre du Comité central et du Bureau exécutif de l'Union des démocrates pour la V[e] République

Remplaçant éventuel :

ALBERT DEHEN

Chevalier de la Légion d'honneur
Médaille de la Jeunesse et des Sports
Ingénieur
Premier vice-président de la Chambre de commerce de La Rochelle

---

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aigrefeuille-d'Aunis, Courçon, Rochefort-Nord, Rochefort-Sud, Surgères, Tonnay-Charente.

M. Albert BIGNON

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Des événements dramatiques ont agité notre pays pendant ces derniers jours.

Partie de Nanterre, dans les milieux estudiantins, l'insurrection gagna Paris, puis l'ensemble de la France.

Les Français, et aussi les étrangers, qui admiraient notre étonnant redressement survenu depuis 1958, ont été frappés de stupeur. Sauf, bien entendu, les « maoïstes » et les anarchistes puissamment organisés dans l'ombre, et qui furent à l'origine de la subversion. Le Parti communiste de son côté, monta dans le train en marche, et organisa « l'affaire ».

C'est pourquoi vous avez pu voir le drapeau rouge de la révolution et le drapeau noir de l'anarchie flotter sur nos usines occupées et sur certains bâtiments publics...

Paralysé par la grève générale, démoralisé par la violence et les incendies, notre pays était au bord de la guerre civile.

C'est alors que le 30 mai, s'éleva, une fois de plus, la grande voix du libérateur de la Patrie.

Certains avec quelle angoisse ! avaient craint qu'il n'abandonnât le pouvoir. D'autres le disaient en fuite.

Le général de Gaulle, l'homme des tempêtes, fut fidèle au mandat que le peuple lui avait donné. Il nous dit qu'il resterait à son poste et qu'il conservait comme Premier Ministre Georges Pompidou dont chacun avait pu apprécier en ces tragiques circonstances la valeur et le sang-froid. Il dit aussi que dans la légalité républicaine, il barrerait la route aux factieux et aux politiciens professionnels que le pays avait mis au « rancard » et qui se faisaient les complices de l'émeute.

Et le Président de la République décida de dissoudre l'Assemblée Nationale, conformément à l'article 12 de la Constitution. Il donna ainsi la parole au peuple de France.

Si bien que c'est à vous, électrices et électeurs, d'être aujourd'hui les arbitres et de décider du sort du pays.

Vous aurez donc à choisir le 23 juin entre l'ordre et la pagaille, entre la République et le communisme et ses alliés. Entre, d'une part, de Gaulle et Pompidou et, d'autre part, Waldeck Rochet et Mitterrand-la haine, son complice. Ceci est capital.

Les questions économiques essentielles.

Cependant, s'agissant d'une élection législative, je ne voudrais pas qu'on m'accusât d'éluder certains problèmes particulièrement aigus, qui se sont posés depuis la consultation électorale de l'an dernier.

Agriculteurs.

Souvenez-vous de l'œuvre législative immense, faite en votre faveur par les élus de la Vᵉ République : sécurité sociale, retraite vieillesse I.V.D., aide à l'aménagement des exploitations, calamités agricoles, enseignement agricole, élevage, etc.

En 1967, on vous avait dit que le général de Gaulle avait « torpillé » le marché commun agricole. Vous vous êtes aperçus depuis que ce n'était qu'une imbécile calomnie. Bien au contraire, vous savez maintenant que son attitude énergique a sauvé à l'époque les intérêts de l'agriculture française.

Les 27, 28 et 29 mai derniers, à Bruxelles, le Gouvernement de la Vᵉ République a fait admettre à nos partenaires la thèse soutenue par nos organisations agricoles pour ce qui concerne le prix du lait et de la viande.

Au moment où l'agriculture française va avoir à se battre pour ne pas faire les frais des augmentations de revenu des autres catégories de travailleurs, il importe qu'elle sache qu'elle sera assurée du soutien d'un Gouvernement fort qui, par l'intermédiaire d'Edgar Faure, a su jusqu'ici défendre l'essentiel.

Rochefortaises et Rochefortais !

Sud-Aviation.

Depuis très longtemps j'avais multiplié les démarches pour le maintien à Rochefort d'une usine dont l'existence était menacée depuis vingt ans. A la suite d'incidents bien connus des Rochefortais, cette menace s'est précisée en novembre dernier. La fermeture de l'usine était décidée. Je suis donc intervenu à nouveau à plusieurs reprises, et j'ai obtenu le 23 janvier 1968, de M. Messmer, Ministre des Armées, puis le 25 janvier de M. Papon, Directeur général de Sud-Aviation, le principe du maintien de l'usine avec un potentiel de 400 ouvriers à la fin de 1968. C'était là un résultat positif et cela d'autant plus que j'espérais que les années prochaines avec le nouveau plan de charge de Sud-Aviation (construction en série de Concorde, puis de l'Airbus) un apport nouveau de travail aurait été confié à Rochefort, ce qui aurait entraîné de nombreux embauchages.

A la faveur des récents événements, une promesse semble avoir été faite de maintenir l'usine avec son potentiel du 1ᵉʳ juin. Il ne s'agit là, de toute évidence, que d'une décision temporaire, qu'il me faudra tacher de rendre définitive.

En attendant, j'ai déjà obtenu de Marcel Dassault la promesse qu'il donnera du travail à notre usine.

Ecole technique de l'Air.

En août dernier, le Commandement militaire avait pris la décision de transférer à Evreux, dans une base devenue vacante par le départ des troupes américaines, l'Ecole technique de l'Air de Rochefort.

Cette décision était catastrophique pour l'économie de Rochefort et de sa région (je vous rappelle à ce sujet que les militaires mettent chaque année 6 milliards d'A.F. de leur solde dans le commerce local).

A ma demande pressante, M. le Ministre des Armées a rapporté la décision. Bien plus, comme les installations actuelles de la base-école étaient vétustes et devaient être abandonnées, il a décidé la construction sur la rive gauche de la Charente d'une base moderne (ce qui donnera du travail pendant quatre ans à nos ouvriers du bâtiment) ainsi que l'installation d'une piste de 2.400 m.

Cette piste permettra l'aménagement d'un aéroport civil. Ainsi Rochefort deviendra la plaque tournante du tourisme régional.

Voilà le travail que j'ai accompli. Je vous laisse le soin de l'apprécier comme vous avez pu apprécier il y a deux ans les résultats que j'avais obtenus pour la construction du nouveau pont de Martrou.

Zone industrielle de Rochefort.

La zone industrielle de Rochefort, pour laquelle je n'ai cessé d'intervenir, a fait l'objet d'une décision du Ministre de l'Equipement et du Logement en date du 14 mai 1968. Un prêt de 820.000 F est accordé et permet dès maintenant à la ville de réaliser cet important équipement.

D'autre part les terrains de l'ancien arsenal vont être concédés prochainement à la Chambre de Commerce, comme l'a déclaré le Ministre des Armées lors de son audience du 2 mai.

Ainsi, se trouvera désormais en place l'infrastructure, qui permettra l'implantation à Rochefort de nouvelles usines (ce que tout le monde désire et particulièrement moi-même) tandis que le centre de formation professionnelle accélérée, qui double le nombre de ses places, formera la main-d'œuvre nécessaire.

Citoyennes et citoyens,

Depuis un an que vous m'avez réélu, j'ai eu l'occasion d'intervenir soit sous forme de questions écrites soit à la tribune de l'Assemblée Nationale pour les anciens combattants, les pensionnés, les retraités civils et militaires, les fonctionnaires, les sous-officiers et officiers mariniers, les agriculteurs, les commerçants et les ostréiculteurs.

Tout cela est bien connu de vous.

En terminant, je voudrais vous dire — et particulièrement aux jeunes et aux personnes âgées — que la leçon des derniers événements ne sera pas perdue.

Certaines revendications — et en particulier celles concernant la réforme de l'Université et celles concernant la participation des travailleurs à la marche et au profit des entreprises (seul moyen pratique d'améiolrer leur situation matérielle) vont être étudiées par le Président de la République lui-même, qui proposera les réformes nécessaires.

Nous pouvons sur ce point lui faire confiance.

Mais il ne pourra le faire — ainsi qu'il l'a dit dans sa déclaration du 7 juin, que dans la mesure ou votre approbation et votre concours seront massifs le 23 juin.

Ainsi la République et la liberté seront sauvées, avec le progrès, l'indépendance et la paix.

Vive la région de l'Aunis !
Vive la République !
Vive la France !

ALBERT BIGNON
Député sortant — Conseiller général
Vice-président de la Commission de la défense nationale et des forces armées
Président de l'Amicale des parlementaires anciens combattants

Remplaçant éventuel :

JEAN-GUY BRANGER
Professeur à l'Ecole de Laiterie de Surgères

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aulnay, Burie, Loulay, Matha, Saint-Hilaire, Saint-Jean-d'Angély, Saint-Porchaire Saint-Savinien, Tonnay-Boutonne.

M. André BRUGEROLLE

élu le 30 juin 1968
(P.D.M.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Il y a quinze mois, je m'adressais à vous pour la troisième fois et vous m'aviez magnifiquement renouvelé votre confiance. A cette époque — à moins que certaines méthodes de gouvernement soient modifiées — j'avais des doutes quant à la durée de cette législature.

Les événements m'ont malheureusement donné raison, et d'une manière plus rapide et plus brutale qu'il n'était possible de le prévoir.

Malgré les avertissements multiples qui lui étaient donnés par le Parlement, les divers syndicats : agriculteurs, ouvriers, cadres, etc., le Gouvernement persistant à décider toujours seul (pour les « ordonnances », par exemple), multipliant pour cela les votes bloqués ; on en est arrivé, petit à petit, à une explosion de mécontentement quasi unanime dans toutes les catégories de Français : professeurs, agriculteurs, cadres, étudiants, ouvriers, fonctionnaires, anciens combattants, etc.

Je suis sûr que si le Gouvernement avait accepté de discuter et d'accorder certaines concessions, dont il semble aujourd'hui seulement découvrir la nécessité, on aurait évité le climat révolutionnaire du mois dernier et de pénibles affrontements dans la rue.

J'ai voté le 22 mai la motion de censure concernant la situation économique, sociale et universitaire. Alors que dans presque tous les arrondissements de France on enregistrait, surtout depuis un an, la fermeture d'usines, l'augmentation de faillittes, l'accroissement du chômage, l'augmentation des charges fiscales de toutes sortes, est-ce que, en toute conscience et sans parti-pris, je pouvais approuver une politique économique et sociale qui nous avait amenés là ?

Si certains doutaient des motifs qui ont dicté ma conduite, je leur demanderai de lire les déclarations, lettres et discours de membres éminents de la majorité inconditionnelle, tels que : R. Capitant, E. Pisani ou Giscard d'Estaing.

Dans sa lettre de démission, R. Capitant écrivait : « N'ayant pas réussi à convaincre le groupe (U.D. Vᵉ) de voter la motion de censure... ne pouvant me résoudre à accorder ma confiance à des Ministres dont les fautes ont mis en danger le régime... je me vois contraint de donner ma démission de l'Assemblée Nationale. » C'est très clair.

De leur côté, MM. Pisani et Giscard d'Estaing, membres de cette même majorité, ont prononcé de véritables réquisitoires (voir le *Journal officiel*), et je vous assure que nombreux étaient les députés de la majorité qui raisonnaient de même. Enfin, la meilleure preuve que le Gouvernement était jugé responsable de la situation et de n'avoir pas su éviter la crise, c'est que le général de Gaulle l'a lui-même censuré en remplaçant huit ministres et en en changeant de postes plusieurs autres.

Depuis dix ans que vous me connaissez, vous savez que je n'ai jamais voulu être un « député-robot » votant n'importe quoi — tout en pensant le contraire. J'ai toujours voulu agir en homme libre : libre de mes votes et n'ayant de comptes à rendre qu'à mes électeurs.

Je soutiendrai tout Gouvernement respectueux des institutions républicaines, qui permettra au Parlement de jouer son rôle comme le prévoit la Constitution.

En ce qui concerne ma position vis-à-vis du Parti communiste, je croyais bien inutile d'avoir à la préciser, mais certaines réflexions m'ont été rapportées et me font un devoir de confirmer ceci : depuis trente-trois ans que, pour la première fois, un mandat électif m'a été confié, j'ai toujours été en lutte avec le Parti communiste, qu'il s'agisse d'élections communales, cantonales ou législatives. Ce n'est pas maintenant — sachant les dangers qu'il représente encore malgré l'apparence trompeuse qu'il se donne — que je lui ferai la moindre confiance. Puisque certains semblaient en douter, je leur donne cette assurance formelle.

En ce qui concerne le camp de Fontenet, après de longues négociations, nous sommes arrivés à un accord pour son utilisation. Je suis le Président du « Syndicat intercommunal pour la reconversion du camp de Fontenet », qui acheté les installations de l'armée américaine et qui va signer l'acte d'achat de la zone industrielle d'environ 30 hectares.

De plus, une société a été créée : la « Compagnie industrielle de Fontenet », au capital de 50 millions d'anciens francs.

Les dernières élections législatives ne datant que de l'an dernier, ce que je voulais surtout faire aujourd'hui, c'est vous faire connaître mon point de vue politique à la suite de la grave crise que nous venons de traverser.

Je ne suis pas un nouveau venu, vous savez que je désire par-dessus tout l'ordre et la paix (intérieure et extérieure), la justice et le droit au plein emploi pour chacun, le droit pour les agriculteurs d'avoir un niveau de vie équivalent à celui des autres catégories de Français, et le maintien de l'exploitation familiale.

Les anciens combattants, les bouilleurs de cru savent combien j'ai pris leur défense.

Les enseignants savent qu'à chaque occasion je me suis inquiété de leurs problèmes et suis intervenu notamment pour éviter la fermeture d'écoles.

Pour tous les commerçants et artisans, les retraités, les rapatriés, les vieillards, je maintiens ce que j'écrivais en 1967.

Je demeure plus que jamais partisan des Etats-Unis d'Europe. S'ils existaient déjà, nous n'aurions pas à craindre une nouvelle poussée du nazisme en Allemagne.

Chères électrices, chers électeurs,

Ayant conscience d'avoir, depuis dix ans, rempli de mon mieux le mandat que vous m'avez confié, je suis persuadé que vous me renouvellerez votre confiance, car vous savez que je connais vos problèmes et ceux de notre circonscription.

Comme d'habitude, je serai toujours à votre disposition pour vous aider. Vous pouvez compter sur moi.

Cette fois-ci encore, mon ami Jacques Colas, Conseiller général, Maire de Saint-Jean-d'Angély, est mon suppléant.

Vive la circonscription de Saint-Jean-d'Angély !
Vive la République et vive la France !

André BRUGEROLLE

Député sortant

2e CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Mes premiers mots seront pour remercier les 14.961 amis fidèles qui m'ont placé en tête dimanche dernier.

Ils m'ont ainsi donné 6.890 voix de plus qu'à M. Raffaneau et 8.671 de plus qu'à M. Doublet.

Cela prouve que vous avez pris pour ce qu'elles valaient les promesses les plus démagogiques — irréalisables — qui vous étaient faites.

Cela prouve aussi que vous n'avez accordé aucun crédit aux insinuations perfides et aux critiques sans fondement qui m'étaient opposées.

D'ailleurs, les milliers d'entre vous qui sont venus chez moi ont pu se rendre compte du travail qui était fait chaque jour pour vous et pourraient en témoigner.

A l'Assemblée Nationale, j'ai toujours associé mon action sur le plan national à la défense de tous les habitants de ma circonscription.

La crise du mois dernier a été grave et profonde ; il faut éviter à tout prix que cela recommence.

Je vous redis mon désir de voir déborder les barrières, les cloisonnements artificiels qui semblent diviser les Français.

Après bien d'autres, M. Edgar Faure déclarait lui aussi, à l'issue du premier scrutin, qu'il faut éviter la cassure de la France en deux blocs antagonistes qui n'amèneraient pour l'avenir que la violence et le désordre.

Que voulons-nous ? La prospérité, l'élévation du niveau de vie. Cette prospérité se crée par le travail, dans l'ordre et dans la liberté.

C'est le but, vous le savez, vers lequel tendent toujours mes efforts.

Je suis persuadé que, le 30 juin, vous m'apporterez massivement vos suffrages, car vous savez que je n'ai jamais trompé personne.

Avec votre soutien et votre amitié, nous continuerons à travailler ensemble pour le développement de Saint-Jean-d'Angély et de toute la circonscription.

André BRUGEROLLE

Député sortant

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Archiac, Jonzac, Mirambeau, Montendre, Montguyon, Montlieu, Pons, Saint-Genis-de-Saintonge, Saintes-Nord, Saintes-Sud.

M. Louis JOANNE

(Candidat républicain indépendant Ve République)
élu le 30 juin 1968
(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs de la circonscription de Saintes-Jonzac,

Après les événements très graves qui ont failli entraîner le pays dans des aventures dramatiques où les Français, particulièrement les moins favorisés, auraient trouvé le malheur, les électrices et les électeurs doivent maintenant manifester leur volonté et l'exprimer en pleine liberté par leur vote.

J'ai accepté d'être le candidat des Républicains indépendants pour la défense des institutions Ve République.

Je me présente à vos suffrages, non par ambition personnelle mais par devoir civique. Quel que soit le résultat j'aurai le sentiment d'avoir agi selon ma conscience.

Cette compétition électorale doit être placée sur le plan des idées et non pas des personnes. Partant du principe que les autres candidats sont sincères et de bonne foi, je les respecte et les estime. Si notre action vise le même but, à savoir contribuer à rendre les gens plus heureux, nos idées diffèrent sur les moyens. C'est tout.

L'avenir est en jeu.

La paix nationale est préservée mais elle est fragile.

Il faut que la grande réflexion, éveillée par les événements, se poursuive et s'exprime.

Il faut que dorénavant toute décision concernant les structures et les personnes ne soient prises qu'avec la participation des intéressés. C'est la démocratie. Chacun doit prendre la responsabilité de son avenir.

Cela exige une évolution profonde des groupements, des individus, des méthodes.

— *Dans les institutions :*

Ni l'arbitraire, ni l'anarchie, mais le dialogue.

— *Une politique régionale :*

résolument décentralisée, concertée avec les intéressés, soutenant les régions défavorisées comme la nôtre. L'autonomie dans la pauvreté n'aurait pas de sens.

— *Une politique économique saine et dynamique :*

Défendre la monnaie pour éviter la ruine des plus pauvres — conserver les frontières ouvertes — faire confiance au libéralisme tempéré en rejetant les formules autoritaires étatiques et paralysantes préconisées par une grande partie de l'opposition.

— *Un nouveau progrès de l'agriculture :*

par l'amélioration des techniques et des équipements, l'aménagement de la commercialisation et des exportations, le refus des importations abusives, afin d'obtenir une progression du revenu des exploitants au moins égale à 5 % par an.

— *Le soutien aux petites et moyennes entreprises :*

industrielles et commerciales, qui jouent un rôle essentiel dans la vie de la nation (nous l'avons bien vu lors des événements récents) par un crédit adapté et facilité, par l'abaissement et la simplification de la T.V.A.

— *Un nouveau contrat social :*

assurant la sécurité de l'emploi pour les jeunes et tous les travailleurs, affirmant leur dignité, garantissant une meilleure protection des personnes âgées.

— *Une politique du logement :*

simplifiée, rénovée, décentralisée.

— *Une Université et un enseignement :*

profondément réformés, tenant compte de toutes les suggestions réfléchies formulées par les scolaires, étudiants et enseignants.

— *La construction progressive et sûre de l'Europe :*

A l'Europe commerciale et agricole doit succéder l'Europe industrielle, financière et politique.

En tout cela, le respect de la démocratie et des institutions républicaines...
La dignité de l'homme placée au-dessus de tout...
— Choisissez la liberté...
— La grandeur de la France...
— Le bonheur de tous les Français...
— Avec les républicains indépendants Vᵉ République...

Que vive et prospère la Charente-Maritime !
Vive la République et la France !

Docteur Louis JOANNE
Conseiller général de Montlieu-La Garde
Maire de Chevanceaux

Remplaçant éventuel :

Etienne BÉTIZEAU
Docteur vétérinaire à Saintes

2ᵉ CIRCULAIRE

Electrices, électeurs de la circonscription de Saintes-Jonzac,

Merci vivement de la très grande confiance que vous nous avez témoignée dès le premier tour des élections.

Vous confirmerez ce succès le 30 juin.

Les objectifs des Républicains indépendants de la Vᵉ République vous ont déjà été exposés.

Disons en particulier :

— La démocratie et les institutions doivent être respectées. L'électeur décide. Sa volonté ne doit pas être contestée.

— Il faut que la République soit ferme, mais libérale. C'est dans le dialogue que les meilleures solutions sont élaborées.

— L'ordre et la paix doivent régner. Renonçons définitivement à la violence, source de haine et de malheur.

— La décentralisation de l'administration et du pouvoir sont une nécessité absolue de notre époque pour éviter la toute puissance étatique, protéger les libertés locales et permettre la dignité de l'homme dans une responsabilité accrue.

— L'exploitation familiale agricole, l'entreprise privée, commerciale ou industrielle, doivent occuper une place essentielle dans le pays. Elles sont à l'échelle humaine. Elles sont source de progrès et de réussite car elles nécessitent dynamisme, courage et volonté.

— Il faut s'orienter résolument vers les techniques modernes et accroître notre dynamisme commercial pour affronter la concurrence européenne et internationale.

— Il est indispensable de faire progresser les salaires et revenus les moins élevés et en particulier de soutenir les personnes âgées et les déshérités.

— Le bien général doit être placé au-dessus de toutes les considérations d'ordre personnel, politique ou philosophique.

— Il faut renoncer aux attitudes exclusives et intransigeantes.

— Il importe de s'atteler avec courage et énergie au développement de notre circonscription de la Charente-Maritime. La priorité doit être donnée à la modernisation de l'agriculture, au tourisme, à l'installation d'ateliers et d'entreprises apportant un sang neuf, des ressources nouvelles.

— L'aménagement des équipements de loisirs et de sports doit être poursuivi activement afin que les jeunes soient heureux de rester dans notre aimable Saintonge.

Le premier tour des élections en France a montré le bon sens des électeurs. Ils ont refusé leurs voix à tous ceux qui ont paru se satisfaire du désordre et se sont montrés prêts à en profiter, à tous ceux qui ont contracté une alliance avec les communistes et socialistes partisans du collectivisme étatique.

Vous aurez la même sagesse, vous ne décevrez pas l'espoir soulevé chez les électeurs après le succès du premier tour, en portant unanimement vos suffrages sur le candidat des Républicains indépendants Ve République :

Pour que vive et prospère la Saintonge, dans la liberté et la démocratie.

Vive la République et la France !

Docteur Louis JOANNE
Conseiller général de Montlieu-La Garde
Maire de Chevanceaux

Remplaçant éventuel :

Etienne BÉTIZEAU
Docteur vétérinaire à Saintes

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Le Château-d'Oléron, Cozes, Gémozac, Marennes, Royan, Saint-Agnant, Saint-Pierre-d'Oléron, Saujon, la Tremblade.

M. Jean-Noël de LIPKOWSKI

(Candidat de l'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Eh bien non, la dictature communiste ne passera pas. La République sera défendue.

Le 23 juin, le peuple de France barrera la route à ceux qui ont voulu confisquer la République et les libertés.

Dans la situation actuelle de la France, personne ne prévoyait une crise de cette ampleur.

Son départ est donné par des groupes extrémistes, membres d'une organisation internationale et qui, se réclamant de Mao, Castro ou Trotzky, fomentent désordres et violences dans les milieux étudiants.

Tout l'appareil du Parti communiste s'avance ensuite derrière les drapeaux rouges et noirs : le Parti communiste croit le moment venu d'utiliser l'agitation dans la rue pour mettre la main sur le pouvoir.

La grève générale est transformée en mouvement politique : on veut s'en servir comme d'un moyen de pression pour intimider le gouvernement et l'obliger à s'en aller.

Le 28 mai, après vingt-cinq heures de négociation, tous les leaders syndicaux se déclarent satisfaits de l'accord intervenu avec le Gouvernement. Mais le même jour, l'extrême-gauche et ses alliés jettent le masque : ils déclarent ouvertement que leurs objectifs ne sont pas les revendications sociales, mais bien le renversement du pouvoir légal.

Les consignes de grève générale sont maintenues.

La liberté du travail est bafouée (malgré la clairvoyance de la majorité de la classe ouvrière qui, comme dans cette arrondissement, a refusé à plus de 60 % de céder aux pressions).

Les piquets de grèves s'opposent au vote secret et continuent à imposer leur loi à la majorité des travailleurs, dans les usines et dans les établissements d'enseignement.

Méprisant le suffrage universel, violant les institutions, les communistes et leurs alliés utilisent la rue, la violence, l'intimidation.

Mitterrand se nomme Président de la République.

Mendès France, Premier Ministre.

Les syndicats distribuent les investitures.

La Fédération de la gauche qui prétend être un parti de gouvernement se disqualifie :

— elle soutient les revendications les plus démagogiques (au risque de faire sauter l'économie française),
— elle fait de la surenchère révolutionnaire,
— elle exige le départ, sous la pression de la rue, du Président de la République, régulièrement élu par le peuple,
— elle trahit ses traditions démocratiques et se place sous la tutelle du Parti communiste dont elle devient la prisonnière.

On voit Mendès France se faire applaudir dans un rassemblement si extrémiste, que le P.S.U. est dénoncé par le Parti communiste lui-même comme un groupement s'appuyant sur les agitateurs anarchistes.

La France découvre un échantillon du régime qu'on lui prépare :

— Menaces, pression, intimidation à tous les échelons, dans les administrations, les usines, les établissements d'enseignement comme dans l'enceinte de l'Assemblée Nationale.

— Refus des libertés d'expression (un soviet s'installe à l'O.R.T.F. et impose sa loi). Refus du référendum. Refus de donner la parole au peuple.

Si le 30 mai, à l'appel du Chef de l'Etat, le peuple de France ne s'était pas levé, le « coup de Prague » réussissait : la France était ligotée dans un régime totalitaire.

Il ne s'agit pas seulement de sauver la République, il faut aussi sauver l'avenir de notre pays. D'abord sauver son économie.

La note à payer sera lourde : En trois semaines, la grève a fait perdre au pays 5 % de sa production annuelle soit 2.500 milliards d'A.F., sans compter la charge des nouveaux salaires, sans compter une perte de devises de 350 millions de dollars en mai et un déficit de 500 milliards d'A.F. de notre balance des paiements.

Pour que ces sacrifices servent à quelque chose, il faut, coûte que coûte : que les hausses de salaires accordées aux travailleurs ne soient pas absorbées par la hausse des prix.

Sinon la flambée des prix, l'inflation et la dévaluation provoqueront le naufrage de l'économie.

Les premières victimes en seront les travailleurs.

Il faut dire la vérité aux Français : pour éviter ce naufrage et faire face à l'impitoyable concurrence du Marché commun, un effort de production acharné est nécessaire et non une incroyable démagogie faisant croire que n'importe qui peut obtenir n'importe quoi.

La classe paysanne ne doit pas faire les frais de l'opération. Les agriculteurs méritent un solennel hommage : malgré les difficultés qui sont les leurs dans cette période d'adaptation, ils ont donné à la nation un magnifique exemple de patriotisme.

Gagner l'avenir, cela veut dire aussi effectuer *les grandes réformes* qui doivent réconcilier la nation :

— *Réforme de l'Université* dont la crise a démontré la caducité, l'impuissance à se réformer et, pour finir, l'effondrement malgré la grande valeur de beaucoup de ses maîtres.

Il faut que l'Université, trop conservatrice s'adapte aux besoins du pays.

Aux jeunes épris d'idéal et refusant l'anarchie, il faut donner les responsabilités dont ils ont conscience : dialogue accru avec leurs maîtres et les parents d'élèves sur les programmes et les examens, participation à la gestion de leur établissement et à la réforme des orientations.

Le gouvernement les invite, dès maintenant, avec leurs enseignants, à une vaste confrontation dans ce sens.

— *Réforme d'une administration* trop centralisée qui écrase les citoyens sous la paperasserie et devient un frein aux initiatives.

Des structures nouvelles de concertation et de décision doivent être trouvées à l'échelon du département et de la région. Les représentants du monde économique, ouvrier, paysan, universitaire, devront y participer.

— *Réforme décisive des structures économiques* pour amener les travailleurs à connaître la marche de leur entreprise, à s'y intéresser, à désirer un meilleur rendement en vue de participer à ses bénéfices.

Enfin, large ouverture de la majorité vers tous les hommes de bonne volonté, soucieux de mener à bien, dans le respect de la démocratie, cette œuvre de progrès au service de l'homme.

*
* *

Sur le plan local, la situation est claire : d'un côté, l'ordre républicain, de l'autre, les candidats du désordre ou de la dictature.

M. Papeau pour le Parti communiste et M. Bouchet pour le P.S.U. se battent entre eux : comment expliqueront-ils à leurs électeurs que cette gauche soi-disant unie, n'a toujours pas de programme commun et que l'on voit les communistes attaquer violemment le P.S.U. considéré comme un mouvement d'agitateurs ?

Mais comme d'habitude, MM. Papeau et Bouchet se mettront d'accord sur un seul point : ils tenteront d'abattre, par tous les moyens, la Ve République et son représentant. A la correction et à la tolérance dont j'ai toujours fait preuve à leur endroit, ils répondront en rivalisant d'invectives, d'injures, de calomnies, de dénigrement.

Je préfère, quant à moi, faire confiance au bon sens de mes concitoyens.

Aux attaques et à la démagogie de mes deux adversaires, j'oppose simplement mon action passée au service de la circonscription.

Pour la seule année 1968, j'ai obtenu :

Viticulture. — 275 millions d'anciens francs du Gouvernement pour l'aide au stockage. Ces fonds ont permis d'assainir le marché dans le respect de la cote.

Ostréiculture. — Indépendamment de l'abrogation de l'ordonnance de 1958 et de la retraite maintenue à 55 ans :

a) *Pensions :* Les majorations appliquées au salaire réel 6 % au 1er mai devenant 7 % au 1er juin et 10 % au 1er octobre 1968 seront intégralement répercutées sur les salaires forfaitaires servant de base au calcul des pensions.

b) *Impôts :* La région étant zone sinistrée, j'ai obtenu le maintien des tranches pour la saison 1965-66 ainsi qu'un abattement de 75 % sur les revenus, réparti ainsi : 25 % pour 65-66, 25 % pour 66-67, 25 % pour 67-68. D'autre part, j'ai obtenu que les redevances domaniales ne soient pas augmentées cette année. Je suis intervenu pour qu'elles ne le soient pas l'an prochain. Enfin, j'ai obtenu que la taxe portant sur les cessions entre tiers soit acquittée désormais en une seule fois à un taux défini par les professionnels.

c) *T.V.A. :* J'ai obtenu l'assurance que les commissionnaires ducroires ne paieraient la T.V.A. que sur leur commission et non sur la totalité des transactions.

d) *Recherche scientifique :* 30 millions d'anciens francs obtenus du gouvernement pour améliorer « la pousse » de nos produits.

Agriculture. — L'accord du Gouvernement a été obtenu pour qu'un plan de mise en valeur de nos marais soit présenté à Bruxelles et financé par les crédits européens. Ainsi pourront être développées de nouvelles productions : maïs, cultures maraîchères, élevage. J'ai combattu au Parlement européen le plan Mansholt qui voulait abaisser le prix du lait. Les efforts du Gouvernement ont au contraire permis un relèvement de ce prix.

Développement de l'ensemble de la région. — A l'exemple du Languedoc-Roussillon, il sera assuré par des crédits d'Etat.

Crédits qui permettront l'équipement touristique de la Côte et de l'Ile d'Oléron, et aussi la mise en valeur de tout l'arrière pays rural qui profitera alors de la vague touristique grâce à un équipement approprié (rénovation des gîtes ruraux, piscines, hôtels, motels, etc.).

Quant à mon action en faveur de la Ville de Royan, chacun la connaît et la juge.

Le 23 juin, vous direz :

— Non au communisme totalitaire.
— Oui à la défense de la République.
— Oui à l'avenir.

Je vous fais confiance.

JEAN-NOËL de LIPKOWSKI

Conseiller d'Ambassade — Membre du Parlement européen
Député sortant de la Charente-Maritime — Maire de Royan
Officier de parachutistes des Forces françaises libres — Promu au feu
Officier de la Légion d'honneur — Croix de guerre avec palmes — Médaille des Evadés
Son père : mort pour la France en déportation,
Officier de la Légion d'honneur — Croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945 (7 citations)
Son frère : mort pour la France devant Strasbourg à l'âge de 18 ans — Croix de guerre

Remplaçant éventuel :

RAYMOND GRANDSART

Raymond Grandsart : comptable, conseiller général, maire de Saint-Pierre d'Oleron, Chevalier de la Légion d'honneur, Croix de guerre, président de l'Amicale de la Résistance de l'île d'Oleron.

CHER

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Les Aix-d'Angillon, Bourges, Charost, Henrichemont, Levet, Lignières, Saint-Martin-d'Auxigny.

M. Raymond BOISDÉ

(Candidat Républicain indépendant)
élu le 23 juin 1968
(R.I.)

Chers concitoyens,

Le hideux visage de la guerre civile est apparu, en cette époque tourmentée où il nous faut vivre. J'avais annoncé l'année dernière que 1968 serait une année de redoutables échéances, et dans la mesure de mes moyens me suis efforcé d'aider à les honorer.

Alors, je voudrais que vous accueilliez paisiblement mes propos comme une simple lettre amicale... (à lire chez vous, puisqu'il n'est pas matériellement possible en douze jours de rendre ma visite habituelle à chacune des soixante-neuf communes de ma circonscription...).

Bien entendu, comme toujours, je ne dirai pas un mot sur mes différents concurrents. Je respecte trop la liberté des choix, et, d'ailleurs, je me défends de jamais voir en un Français, quelles que soient ses opinions, un ennemi.

Indépendant de tous intérêts particuliers ou partisans, c'est dans ma conscience en même temps que dans mon expérience, que j'ai toujours puisé les motifs de mes actions, mes votes y compris. Quand il s'agit par exemple de censure, un vote au Parlement est bien autre chose qu'une approbation ou une désapprobation. C'est un acte qui, parfois, peut déclencher des crises profondes : crise de gouvernement ou de régime, mais aussi crise économique, crise sociale. Les conséquences d'une telle crise, quand elle survient en période de mutations ou en pleines négociations, sont les plus graves pour la population laborieuse aux besoins les plus pressants.

L'ordre républicain seul peut assurer le progrès et la satisfaction durable des légitimes revendications. Le désordre entraîne toujours la tyrannie, la dictature, le règne de l'injustice, et finalement le chômage et la misère pour tous, sous les apparences d'une précaire amélioration pour quelques-uns.

Fort de mon long travail (professionnel) de promotion sociale des jeunes et des moins jeunes, comme de l'œuvre accomplie (qui restera certes toujours à parfaire, notamment dans le domaine de l'enseignement et aussi des activités culturelles), tant à Bourges qu'au profit de toutes les campagnes environnantes, je viens vous dire :

Citadins et ruraux ; hommes et femmes de tous métiers, ou victimes de sorts injustes, choisissez parmi tous les candidats celui qui vous paraîtra le plus apte à accomplir ses fonctions en toutes circonstances, en tous lieux et à tous les échelons.

Celui qui a appris à vous connaître et qui vous comprend, pour mieux vous rendre service, quels que soient votre âge et votre condition, et vos légitimes désirs de progrès et de sécurité.

Car rien ne sera achevé par ces seules élections pour satisfaire aux impératifs de la situation présente, si chargée de fardeaux et de périls.

Réformer tout ce qui n'est plus adapté à notre société moderne, laquelle exige — comme je le professe depuis longtemps — la participation effective des intéressés.

Eviter que la Nation ne se divise durablement en deux blocs qui s'affrontent dangereusement.

Rapprocher les pouvoirs des corps intermédiaires et des administrés, et tirer les enseignements des récents événements.

Travailler efficacement à la prospérité de toutes les catégories de la population — et d'abord les plus défavorisées —, à l'élévation progressive et générale des niveaux de vie, à la sécurité de l'emploi par le développement harmonieux des activités industrielles, agricoles, commerciales, touristiques et culturelles, à l'accomplissement enfin des aspirations de notre jeunesse.

Assurer une vie décente aux personnes âgées et indemniser les sinistrés ; régler le contentieux des anciens combattants et des accidentés du travail ; revenir pour la Sécurité sociale et la mutualité aux prestations d'avant les trop fameuses ordonnances ; ouvrir la voie de leur total accomplissement à tous nos jeunes, travailleurs ou étudiants.

Servir ainsi, dans la justice, l'amnistie et la générosité, un idéal fraternel de progrès et de concorde, pour la défense de la République et de toutes les libertés, contre les aventures et la lourde emprise d'un communisme totalitaire et rétrograde dont s'est révélée la vrai figure.

Voilà non pas des promesses, mais ma constante raison d'être, de penser et d'agir.

Vive la France !
Vive la République !

Raymond BOISDÉ

Professeur au C.N.A.M. — Maire de Bourges
Républicain indépendant

Remplaçant éventuel :

Alfred DEPÈGE

Pharmacien — Président d'œuvres sociales

Malgré la coûteuse débauche des affiches de certains partis et la duperie des slogans dits « progressistes ».

Ne perdez pas votre voix :

Qu'on le veuille ou non, la situation est claire.

Une fois de plus, une seule alternative :

— ou le candidat du communisme, avec la surenchère démagogique de ses auxiliaires ;
— ou le libre citoyen que je suis, présenté par les Républicains indépendants pour la défense de la République.

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Argent-sur-Sauldre, Aubigny-sur-Nère, la Chapelle-d'Angillon, Graçay, Léré, Lury-sur-Arnon, Mehun-sur-Yèvre, Sancerre, Vailly-sur-Sauldre, Vierzon.

M. Jean BOINVILLIERS

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature communiste.

La France, dans son immense majorité, ne voulait rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté, d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.

Nous voulons tous les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions, si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne et de le maintenir dans la voie du progrès. Mais ces réformes ne se feront que dans l'ordre et dans la légalité.

L'anarchie, le totalitarisme, c'est l'oppression et la misère pour tous les travailleurs, pour tous les citoyens, jeunes ou vieux, et d'abord pour les plus défavorisés.

Si, au Parlement depuis un an, une majorité solide avait été présente, épaulant constamment le chef de l'Etat, et le Gouvernement, nous n'aurions pas connu, sans doute, cette crise et sûrement pas la subversion qui a suivi.

C'est donc aujourd'hui pour vous un devoir sacré que de vous unir pour envoyer au Parlement des hommes décidés à défendre la République et à former pour cela une majorité solide et convaincue.

Face au communisme totalitaire et à la violence, face à leurs alliés, choisissez ceux qui veulent défendre la République, la liberté, l'égalité, la paix civile.

Vous êtes libres, restez-le.

JEAN BOINVILLIERS

Né en 1921, Jean Boinvilliers rejoint le général De Gaulle à Londres dès juin 1940 et s'engage à 19 ans dans les Forces françaises libres. Il participe à la campagne du Tchad avec le général Leclerc et termine la guerre dans la 2e D.B.

Il est capitaine de réserve, décoré de la Croix de guerre et de la Croix du combattant volontaire de la Résistance.

Il est marié et père de quatre enfants.

Elu député du Cher en 1958, il est maire de Brinon-sur-Sauldre depuis 1959. Il fait partie de la Commission des affaires culturelles familiales et sociales de l'Assemblée Nationale et fut directeur du journal « La Nation » de 1962 à 1966. Réélu député en 1962 et en 1967, il est président du Comité départemental d'expansion économique du Cher depuis 1965

C'est M. Pierre Jacquet, professeur au lycée de Vierzon, qui est son suppléant.

Remplaçant éventuel :

PIERRE JACQUET

M. Pierre Jacquet, né le 3 août 1922 à Vierzon, fit ses études primaires à l'Ecole des Ponts, à Vierzon, ses études secondaires au lycée Alain-Fournier, à Bourges (le lycée de Vierzon n'existait pas encore), puis ses études supérieures au lycée Louis-le-Grand à Paris et à la Sorbonne.

Licencié d'anglais, diplômé d'Etudes supérieures, il enseigna deux ans au lycée Alain-Fournier avant d'être nommé en octobre 1946, professeur d'anglais au cours secondaire de Vierzon, devenu maintenant lycée nationalisé.

C'est donc la vingt-deuxième année que M. Jacquet exerce à Vierzon ses fonctions de professeur d'une manière qui lui vaut l'estime des Vierzonnais de tous les âges et de tous les milieux.

M. Jacquet est marié, sa femme est directrice d'Ecole maternelle à Vierzon.

2e CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Je remercie les 22.655 électeurs qui m'ont renouvelé leur confiance à ce premier tour des élections législatives. Mais comme en 1967, le danger communiste menace gravement au deuxième tour.

Tous les hommes de bonne volonté, ouverts au dialogue.

Tous ceux qui rejettent le désordre, la violence, le totalitarisme, l'oppression et la misère.

Tous ceux qui veulent que soit reconnue dans la plénitude la dignité de l'homme.

Tous ceux qui veulent défendre la République et nos libertés,
voteront et feront voter pour le candidat unique de ceux qui sont opposés au communisme.

Vous êtes libres, restez-le.

Dans une déclaration publiée dans la presse, M. Gilbert Driancourt, après avoir remercié ses électeurs, s'adresse ainsi à eux :

« Etant donné les circonstances dramatiques que vient de connaître notre pays, ne voulant pas qu'un député communiste représente notre circonscription, je vous demande de faire barrage au communisme en votant contre son candidat ».

Tous les républicains, tous les démocrates de progrès s'uniront pour écarter le communisme, en votant pour Jean Boinvilliers.

Ne pas voter, c'est donner une voix au communiste.

JEAN BOINVILLIERS
Député sortant

Remplaçant éventuel :

PIERRE JACQUET
Professeur au lycée de Vierzon

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Baugy, Charenton-du-Cher, Châteauneuf-sur-Cher, Châteaumeillant, Le Châtelet, Dun-sur-Auron, la Guerche-sur-l'Aubois, Nérondes, Saint-Amand-Montrond, Sancergues, Sancoins, Saulzais-le-Potier.

M. Maurice PAPON

(Candidat de l'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Je viens solliciter vos suffrages. Je me dois de vous dire pourquoi.

Des violences organisées menacent la paix, l'indépendance, le progrès, en touchant la France dans ses œuvres vives.

Une fois de plus le général de Gaulle défend la République.

Le peuple français est appelé à se prononcer selon la loi démocratique.

Face aux désordres, il faut se battre et vaincre, sous peine de sombrer dans l'anarchie.

Il faut apporter de profondes réformes de structures dans notre pays, avec l'ardent souci de la justice sociale.

Pour cela, refuser le pouvoir violent de la rue, exercer le pouvoir pacifique du bulletin de vote.

Ce bulletin de vote vous permettra d'avoir un député national qui, parce qu'il est profondément attaché au Berry, pourra entreprendre avec efficacité l'urgente rénovation de la circonscription.

Dans le respect des traditions auxquelles les Berrichons sont tant attachés, nous devons, afin d'assurer sur place l'avenir de notre jeunesse :

— Réaliser la transformation du pays.
— Promouvoir avec l'aide de l'Etat son équipement collectif et industriel.
— L'adapter à la vie moderne.

A l'heure du Marché commun, plus que jamais les agriculteurs devront être associés à la définition et à l'évolution de la politique agricole. En particulier, le prix et la distribution de la viande constituent ici des préoccupations majeures. Les commerçants et les artisans doivent eux aussi obtenir les moyens d'assurer leur avenir.

Pour cela comme pour les autres réformes qu'appelle l'évolution de notre siècle, s'impose la participation active des citoyens à leur propre destin.

C'est pourquoi il faut se rassembler autour du drapeau tricolore pour sauver notre démocratie contre les entreprises factieuses du dedans et du dehors.

Avec nous, vous défendrez la République, la liberté et votre avenir.

Vive la République !

Vive la France !

Vous veterez

Maurice PAPON
(Candidat de l'Union pour la défense de la République)

Président de la Société nationale « Sud-Aviation »
Commandeur de la Légion d'honneur
Croix de la Valeur militaire — Chevalier du Mérite agricole
Combattant volontaire de la Résistance Saint-Amand-Montrond

Remplaçant éventuel :

Pierre CORDEAU

Docteur vétérinaire
Diplômé de l'Ecole nationale vétérinaire et de la Faculté de médecine de Lyon
Président des syndicats régional et départemental des Vétérinaires
Châteauneuf-sur-Cher

2e CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Aux 19.601 électrices et électeurs qui, dès le premier tour, m'ont apporté leurs suffrages avec près de 45 % des voix, j'adresse mes plus vifs remerciements.

Les conditions du deuxième tour sont totalement différentes de celles du premier. A la suite du désistement en ma faveur de M. Blanchard, je me trouve maintenant seul face à face avec le candidat communiste.

Je sais que l'immense majorité ne veut pas que se renouvelle la grave erreur de l'année dernière et qu'un communiste soit à nouveau député de la troisième circonscription du Cher. Ce serait alors risquer d'installer définitivement chez nous un rouage de l'écrasante machine totalitaire, avec tout ce qu'elle dissimule et tout ce qu'elle promet derrière l'homme désigné pour la représenter.

Afin d'éviter cette dramatique éventualité qui pèserait lourd sur l'avenir de notre circonscription, je demande à tous ceux qui refusent le communisme dans leur âme et conscience, de m'apporter leurs voix sans hésitation.

Si je suis élu dimanche prochain, je serai le député de toutes et de tous, sans aucun sectarisme. J'aurai à cœur de me consacrer avec passion aux problèmes de la circonscription, en apportant mon appui aux maires et aux élus locaux, dont je connais les charges pour les avoir remplies.

Je connais la situation difficile dans laquelle se trouve l'élevage. Je m'attacherai à défendre cette cause essentielle à l'équilibre économique et humain de la région, en accord avec les organisations professionnelles et les agriculteurs eux-mêmes. La rénovation de la région dépend au premier chef de son représentant et de ce qu'il peut faire tant à l'échelon national que départemental, notamment en matière de crédits et de subventions.

Sur le plan national, j'aurai le souci de réaliser l'union la plus large par delà les querelles de partis, pour assumer au mieux les intérêts du pays avec la majorité solide et élargie qui est nécessaire pour aborder les difficultés qui nous attendent. Parmi celles-ci, le maintien de l'équilibre des prix et des salaires sera l'une de mes préoccupations majeures, afin que ne soient pas annulés les avantages sociaux récemment acquis, et que les agriculteurs ne fassent pas les frais des charges nouvelles. Des mesures d'attente ont été prises en leur faveur, ainsi d'ailleurs que pour les petites et moyennes entreprises. Ce sera la tâche du Gouvernement et de la future Assemblée Nationale de les étendre et de les développer.

Face au candidat communiste, je suis le candidat d'union de tous les Français épris de liberté et je compte naturellement parmi ceux-ci les hommes de gauche qui ne sont ni anarchistes, ni marxistes, mais seulement préoccupés de progrès social dans l'ordre et la légalité.

Devant l'odieuse campagne de calomnie dont j'ai été l'objet, devant tous les efforts déployés par le Parti communiste pour conserver le siège de député, ne vous abstenez pas, n'hésitez pas. Ne laissez pas se créer au cœur de la France un ilôt aux mains du parti totalitaire qui rendrait vains tous espoirs de redressement économique et agricole. Vous savez que toutes les menaces ne sont pas écartées pour l'avenir. Nous pouvons être appelés à affronter d'autres difficultés. A chacune et à chacun de vous de décider en pleine connaissance de cause du sort du pays.

Dimanche prochain, je vous demande de me faire confiance.

Maurice PAPON

Pour la troisième circonscription du Cher.

Pour la France et la République :

Un homme efficace et dynamique.
Un défenseur et un animateur.
Faites confiance au candidat d'Union.

Votez

Maurice PAPON

Remplaçant éventuel :

Pierre CORDEAU

CORRÈZE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Argentat, Lubersac, Mercœur, la Roche-Canillac, Seilhac, Tulle-Nord, Tulle-Sud, Uzerche, Vigeois.

M. Jean MONTALAT

élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Corréziens, Corréziennes,

Au premier tour des élections législatives de 1967, l'U.N.R. avait obtenu 8.453.000 voix, soit 37 % des suffrages ! La Gauche, de son côté, totalisait 9.542.000 voix, soit 45 % des votants, les 18 % restant représentant divers partis et notamment celui du Centre.

Quelles que soient vos opinions, croyez-vous vraiment que ces quelque 10 ou 11 millions d'opposants soient de « mauvais Français » à mettre au rancart ?.. Ou mieux encore, toujours selon le jugement du général de Gaulle : des démons ?

Pour notre part, nous ne le pensons pas. Nous avons même conscience que l'immense majorité de ceux qui votent U.N.R. sont de bons citoyens et que s'ils ne partagent pas nos idées, ils n'en sont pas pour autant des « hommes malfaisants ».

Croyez-vous, enfin, qu'il soit bon pour l'avenir de la Nation qu'un Président de la République ne soit plus l'arbitre respecté de tous les Français, mais tout simplement le chef d'un clan minoritaire brocardant ses adversaires ?

...Là est un danger qui, si vous n'y prenez garde, risque de conduire la France vers la plus terrible aventure.

Nous qui fûmes gaullistes sous la Résistance, qui avons porté l'uniforme à la Croix de Lorraine de la France Libre, nous rejetons la « société politique gaulliste », mais réfutons également le « régime communiste » et sommes décidés à nous battre avec la même énergie contre l'avènement d'une prétendue « démocratie populaire »... Mais il n'est pas possible de maintenir indéfiniment sous le boisseau cinq millions d'électeurs communistes !

Nous n'acceptons pas le partage en deux clans rivaux de cinquante millions de Français. Nous croyons aux vertus de la République, c'est-à-dire à un gouvernement stable et fort, contrôlé par un Parlement qui vote les lois et les amende, à une République où les décisions se prennent au sein d'une Assemblée et non pas dans la rue.

Or, depuis dix ans, le Parlement ne contrôle rien. Ses pouvoirs sont bafoués. Les lois sont octroyées sans que l'Assemblée issue du suffrage universel ait le droit de les modifier... Dans un tel système, seule la violence paie.

... et c'est bien cet effacement du Parlement et de la majorité gouvernementale, et la peur panique s'emparant de certains ex-ministres devant l'ampleur des mani-

festations d'étudiants, qui aboutirent aux événements graves qui bouleversèrent tant de Français.

Il faut bien se rendre compte, il est vrai, de la situation dans laquelle pouvait se trouver l'Université après avoir subi onze ministres de l'Education nationale en dix ans ! Chaque ministre apportant sa propre réforme sans consultation valable du corps enseignant, des associations de parents d'élèves et du Parlement. Le tout aboutissant à une anarchie inouïe !

La révolte de l'Université déboucha sur une grève ouvrière, dont on a dit qu'elle était politique. Quand dix millions de Français se mettent en grève, fait unique dans notre Histoire, c'est qu'il y a quelque chose qui ne va pas dans le pays ! En fait, depuis dix ans, « l'année sociale » promise chaque année n'était jamais venue. D'où cette explosion de colère ! Les grévistes eux-mêmes ont ainsi gagné dans la rue une cause qui aurait pu être plaidée et gagnée devant une Assemblée Nationale utilisant les pouvoirs de la Constitution.

Quand le pouvoir d'un homme, après avoir supprimé l'autorité du Parlement, cède le pas à la violence, il ouvre la porte à l'aventure...

Ce danger risque de se renouveler. En effet, si le futur gouvernement ne change pas de politique, les prix vont prendre peu à peu le galop, et avant longtemps le peuple s'apercevra que les avantages si chèrement acquis sont annulés par les hausses successives... Alors risque de se déclencher une nouvelle vague de colère, accrue cette fois par celle des petits commerçants, des artisans et des paysans durement touchés par ces événements consécutifs.

L'agriculture.

Restés à l'écart des événements, inquiets de l'avenir des institutions, les paysans sont en droit de se demander quel sera désormais leur sort dans l'économie française quand, dès le lendemain des grèves, ils supportent une baisse catastrophique des prix du porc et du veau. Ils sont donc les grandes victimes des événements. Faudra-t-il, pour qu'ils obtiennent satisfaction, qu'ils emploient à leur tour la violence ?..

Ne vaudrait-il pas mieux s'engager résolument dans une politique des prix agricoles, d'organisation des marchés, d'amélioration des structures foncières ? Aussi, à l'instigation de la profession, sommes-nous intervenus pour demander l'intervention de la S.I.B.E.V. sur le marché du veau et du porc, pour la défense du prix du lait, l'augmentation de l'indemnité viagère de départ, l'application de la réglementation concernant les boisements abusifs, la mise en place à l'échelon régional d'une véritable politique de rénovation rurale, l'octroi plus juste et plus libéral de bourses scolaires en faveur des enfants des campagnes avec une représentatino de la profession au sein des organismes d'attribution.

A l'heure actuelle, M. Blondelle, Président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, estime que quelque 500.000 petits exploitants français vont avoir un revenu inférieur au S.M.I.G. et au S.M.A.G. ! Il importe donc de rechercher des mesures immédiates afin d'obtenir pour ces exploitants au moins la parité avec ses salaires les plus modestes. Pour ce faire, des crédits importants doivent être dégagés.

Mais cette politique des prix, de l'amélioration de l'indemnité viagère de départ, de la rénovation rurale, d'augmentation du revenu agricole nécessitera de la part de l'Etat un très gros effort financier.

Le budget de la Nation est-il en mesure de supporter de telles obligations ?

Oui, à condition d'obtenir un changement de politique.

Le drame est que le Général n'en changera pas : les dépenses de prestige, improductives, subsisteront.

C'est ainsi que, durant tout l'été prochain, des explosions thermonucléaires se dérouleront dans le Pacifique, qui n'ajouteront rien à notre puissance militaire ou scientifique, mais engloutiront des milliards en pure perte.

D'autre part, le Président continuera à distribuer, sans aucun contrôle, des centaines de milliards aux rois noirs d'Afrique, de telle sorte que l'aide de la France à ces pays sous-développés restera supérieure à celle consentie par la Russie soviétique et les Etats-Unis !...

Corréziens, Corréziennes,

Le suffrage universel exprimé à bulletins secrets est le seul moyen légal qui permet au peuple de décider. Les électeurs s'étant prononcés, tous les Français devront s'incliner devant le verdict populaire quel qu'il soit :

— La République, c'est l'ordre dans la cité et dans l'Etat. Assez de violences !

— Faisons en sorte que ces élections ne consacrent pas la division de la France en deux blocs. Tout doit être fait pour réaliser l'union la plus large des démocrates authentiques afin d'éviter la cassure, c'est-à-dire la solution la plus détestable...

Dans le cadre de la Constitution, sans mettre en cause le mandat présidentiel, nous voulons contraindre au changement de politique et de méthodes.

Pour faire face à une évolution économique accélérée, à l'arrivée de millions de jeunes sur le marché du travail, au soutien du monde agricole, aux échéances du Marché commun, au financement des mesures sociales et de l'abrogation des ordonnances, à la refonte de notre Université dans le cadre de la laïcité de l'Etat, à la lutte contre la hausse des prix et l'inflation, il nous faut mettre en place, progressivement, dans l'ordre et dans la légalité, les profondes réformes de structures souhaitées par la majorité des Français.

C'est la meilleure chance qui nous soit donnée pour sortir de l'anarchie et du désordre, et obtenir enfin :

— La paix sociale, la paix civique.

— La réconciliation de tous les démocrates.

Vive la République !
Vive la France !
Votez

Jean MONTALAT

Député — Maire de Tulle
Premier Vice-Président de l'Assemblée Nationale

Remplaçant éventuel :

Jean VINATIER

Maire de Seilhac — Conseiller général de la Corrèze

2e CIRCULAIRE

Corréziens, Corréziennes,

La révolte des étudiants était une cause juste, mais les excès prolongés, les violences, les incendies de voitures, les pillages de magasins, imputables bien sûr à des éléments tout à fait extérieurs aux facultés, étaient, eux, condamnables. Ils ont créé un climat de peur qui risque de nous valoir une majorité inconditionnelle... et parce que nous connaissons bien cette majorité, sa mentalité, son atonie, nous devons tout craindre pour l'avenir, les mêmes causes produisant généralement les mêmes effets.

Nous le déclarons avec force, notre seul but est de contraindre, dans le respect de la légalité, à un changement de méthode et de politique.

Gouverner contre le gré du Parlement élu, passer outre à ses décisions, mépriser le Sénat, bafouer le Conseil d'Etat, ce n'est pas agir en Républicain, et c'est finalement, on ne le dénoncera jamais assez, aboutir au « pouvoir dans la rue ».

Vouloir constituer à la fois une armée conventionnelle et une armée atomique et dépenser ainsi près de trois mille milliards d'A.F. par an, c'est contraindre notre pays à un effort démesuré, sans pour autant d'ailleurs, augmenter son potentiel de défense.

Distribuer chaque année comme un monarque, des centaines de milliards aux rois noirs d'Afrique, c'est consentir un effort financier supérieur à ceux de la Russie soviétique et des Etats-Unis, dépenses sans commune mesure avec nos possibilités, à un moment où nos provinces et particulièrement la nôtre, sont sous-équipées.

Effacer le pointillé des frontières, et supprimer les droits de douane, c'est bien !.. à condition que notre industrie, notre agriculture puissent, pour faire face à la concurrence étrangère, qui sera dure, s'équiper, se moderniser, grâce à des investissements productifs. Or les assemblées économiques sont unanimes à déplorer l'insuffisance de ces investissements.

Alors ?.. Si l'on ne réduit pas les dépenses improductives nous allons droit à l'inflation ; une dévaluation avouée ou insidieuse surviendra dans un avenir plus ou moins proche ; les avantages consentis en faveur des travailleurs seront annihilés.. et tout risque de recommencer.

Le danger sera d'autant plus grave que les agriculteurs ne manqueront pas de réagir ; ne supportent-ils pas difficilement déjà en Corrèze que le prix du porc soit inférieur à celui de 1961, et le prix du veau et de la viande bovine à peine égal à ceux de 1964... tandis que leurs charges ne cessent de croître ?...

Agriculteurs, ouvriers, artisans, commerçants, fonctionnaires, tous sont solidaires et toute atteinte portée au revenu des uns touche tous les autres...

N'oublions pas enfin que cette révolte de mai est l'œuvre des jeunes, et que demain, près de 25 millions de Français auront moins de 30 ans. Ils n'accepteront pas une société qui admet le chômage comme un mal nécessaire. Ils chercheront à obtenir par la force et dans la révolte les réformes de structure que nous n'aurons pas su ou que nous n'aurons pas voulu faire.

Il faut donc, pour éviter à notre pays une aventure tragique qu'aucun Français ne souhaite, changer radicalement de politique.

Gouverner c'est prévoir et c'est aussi choisir...

Un tel programme n'est pas seulement soutenu par les communistes qui se sont désistés pour nous, mais par tous les démocrates, par tous les républicains de ce pays... qui aspirent à ce changement de politique dans l'ordre, dans la légalité, dans la paix, dans le respect du drapeau tricolore qui n'est pas celui de l'U.N.R. mais celui de tous les Français.

Faisons en sorte qu'au lendemain de tant de défaillances, grâce à notre union et à notre résolution, la 1re circonscription de la Corrèze reste fidèle à la République !

Vive la République !
Vive la France !

JEAN MONTALAT

Député-Maire de Tulle
Premier Vice-Président de l'Asemblée Nationale
Président de la C.O.D.E.R. Marche-Limousin

Remplaçant éventuel :

JEAN VINATIER

Conseiller général — Maire de Seilhac
Président de la Commission de l'agriculture au Conseil général
Président de la Coopérative d'insémination artificielle

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ayen, Beaulieu-sur-Dordogne, Beynat, Brive-la-Gaillarde-Nord, Brive-la-Gaillarde-Sud, Donzenac, Juillac, Larche, Meyssac.

M. Jean CHARBONNEL

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

La France vient de vivre des heures dramatiques et douloureuses.

Le drame national.

Dramatiques en raison du danger de dictature qui s'est brutalement révélé derrière le pourissement de l'anarchie.

Douloureuses parce qu'un mouvement de revendications, souvent légitimes, a été accaparé à des fins subversives.

Le peuple français s'est heureusement ressaisi et a répondu à l'appel du général de Gaulle demeuré, dans la tempête, le rempart de la légalité républicaine et des libertés publiques.

Pour dénouer la crise, le Président de la République a proposé au pays la seule procédure démocratique convenable, en donnant la parole à l'ensemble du peuple, car c'est le peuple, c'est-à-dire chacune et chacun d'entre vous, qui va maintenant décider de son destin.

Les provocations d'une minorité d'agitateurs et la paralysie progressive du pays par des grèves de plus en plus politisées, ont permis au Parti communiste de déborder sans cesse par ses exigences et ses pressions une F.G.D.S. manifestement dépassée par des événements auxquels elle n'a répondu que par les propositions dérisoires et profondément choquantes de M. Mitterrand.

Mais les tentatives de subversion n'auraient pas été possibles si elles n'avaient pu s'appuyer sur le malaise d'une jeunesse inquiète de son avenir, et le mécontentement d'une large fraction des classes laborieuses, ouvrières et paysannes, désireuses de voir s'améliorer leur sort matériel et de participer à la gestion de l'économie dont elles sont les acteurs essentiels.

Certes, beaucoup a déjà été fait depuis six ans, malgré les résistances conservatrices et l'immobilisme de nombre de ceux qui contestent aujourd'hui l'action de la Ve République. Mais il faut maintenant aller beaucoup plus loin. Les réformes profondes que le régime a introduites dans la politique extérieure du pays et dans le domaine des institutions, dont la solidité vient de résister à la tourmente, doivent désormais s'inscrire dans la politique économique et sociale de la nation.

C'est pour cela que nous vous proposons :

— Un effort particulier en faveur des personnes âgées et des retraités ;

— L'institution de rendez-vous pour confronter l'évolution des salaires, des prix et de la production ;

— Un mécanisme permettant d'actualiser les prix agricoles, de façon à assurer aux agriculteurs la parité de revenus avec les autres classes sociales ;

— Une réforme accélérée de la fiscalité ;

— Des mesures spéciales, financières et fiscales, pour permettre aux petites et moyennes entreprises d'amortir les conséquences de l'accroissement des charges salariales, complétées par les dispositions destinées à faciliter les adaptations et transformations nécessaires ;

— Un accroissement de la participation des travailleurs aux responsabilités des entreprises ;

— La poursuite d'une collaboration étroite et franche avec les artisans pour étudier tous les problèmes intéressant leur secteur (régime d'assurance maladie, formation professionnelle) ;

— Le développement rapide de l'industrialisation du pays afin, notamment, d'assurer aux jeunes, préparés à la vie active par une formation professionnelle adéquate, les emplois auxquels ils ont droit ;

— Une décentralisation rapide des décisions dans les domaines administratif et économique, permettant de sauvegarder l'autonomie communale en accroissant les moyens des collectivités locales.

Les problèmes corréziens.

La grande crise qui vient de bouleverser et bouleverse encore la nation ne doit pas cependant nous faire oublier les difficultés que la Corrèze et, en particulier, le pays de Brive, connaissent pour leur part.

Beaucoup de temps a été perdu dans l'arrondissement, depuis quinze mois, en raison de la carence totale du député sortant dont aucune des promesses électorales, pourtant nombreuses, n'a été tenue.

Il faut donc agir très vite, au moment où commence à se discuter le VI[e] Plan, pour rattraper le temps perdu et relancer l'économie du bassin de Brive que les derniers événements ont encore éprouvée.

A cette fin, nous préconisons :

En matière d'économie rurale :

— L'organisation du marché de la viande en accord avec les professions intéressées ;

— Le soutien du marché laitier ;

— L'organisation de la production et du marché des fruits.

En matière d'équipement rural :

— Dans le cadre de la rénovation rurale, l'aménagement du Causse et l'élargissement du périmètre d'action de cette opération ;

— L'accentuation des efforts en matière d'adduction d'eau ;

— L'élargissement des critères retenus pour l'équipement téléphonique (la ville de Brive apportera un soutien financier aussi complet que nécessaire à ces opérations).

Enfin, l'expansion de la ville de Brive devant se poursuivre et se faire au profit de l'ensemble des cantons qui l'entourent :

— La construction à Brive d'un abattoir de capacité suffisante pour faciliter l'écoulement de la production animale, notamment par l'exportation.

— La gestion de cet abattoir par l'interprofession tout entière, sous la forme d'une Société d'économie mixte, afin de permettre une cotation régionale.

En matière d'équipement urbain :

En ce qui concerne la ville de Brive elle-même, après la réalisation en dix-huit mois de la presque totalité du programme d'action municipale de l'équipe élue en octobre 1966, la préparation du VI[e] Plan comportera un nouvel effort en matière :

— d'équipements sportifs, d'équipements scolaires et culturels, d'équipements urbains et sociaux.

Nous n'ignorons pas les difficultés de la tâche que nous vous proposons. Ce sont précisément ces difficultés qui nous ont conduits à unir nos efforts, bien que nous venions d'horizons différents, estimant que ce qui nous rassemblait était infiniment plus puissant que ce qui pouvait nous distinguer.

En outre, l'un et l'autre Maire et Conseiller général, nous avons l'habitude des réalisations concrètes. L'un et l'autre, nous avons toujours tenu nos promesses, comme chacun peut le constater dans les communes que nous administrons. Tous nos concitoyens auront ainsi la faculté de nous juger en connaissance de cause.

Enfin, notre accord symbolise l'union de la ville de Brive et des communes et cantons ruraux qui l'entourent, indispensable pour assurer l'avenir des unes et des autres.

Electrices, électeurs,

Pour tous ces motifs, vous nous apporterez votre soutien massif.

Vous défendrez efficacement la République contre le désordre, la violence et l'anarchie.

Vous assurerez définitivement l'avenir de notre région.

Votyez le 23 juin pour

JEAN CHARBONNEL
Ancien élève de l'Ecole normale supérieure
Agrégé de l'Université — Conseiller à la Cour des comptes
Ancien Ministre — Conseiller général — Maire de Brive

Remplaçant éventuel :

CHARLES CEYRAC
Exploitant agricole
Maire de Collonges
Conseiller général de Meyssac

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bort-les-Orgues, Bugeat, Corrèze, Egletons, Eygurande, Lapleau, Meymac, Neuvic, Saint-Privat, Sornac, Treignac, Ussel.

M. Jacques CHIRAC

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electeurs, électrices, chers amis,

Au lendemain des profonds bouleversements que la France vient de connaître, chacune et chacun d'entre vous a conscience de l'importance nationale du scrutin du 23 juin.

— Il s'agit en effet de faire un choix entre la République et l'anarchie, entre la démocratie et l'aventure.

— Il s'agit de maintenir la paix et l'indépendance nationale.

— Il s'agit de rénover, de transformer fondamentalement dans tous les domaines, mais dans le respect des droits de chacun, les conditions de participation des Français à la gestion de leurs affaires.

— Il s'agit enfin, de maintenir la paix sociale pour que ce qui a été acquis ne soit pas remis en cause par le **désordre.**

Pour avoir participé étroitement, aux côtés du Premier Ministre, aux grandes négociations sociales de ces dernières semaines, je sais que c'est le désir profond de tous ceux, responsables syndicaux et professionnels, que j'ai rencontrés.

Ce qui est vrai de la France entière l'est particulièrement pour la Haute-Corrèze où il ne faut pas que ce qui a été entrepris ou amorcé depuis plus d'un an soit irrémédiablement compromis.

En mars 1967, nous dénoncions l'isolement de notre région, la disparité croissante de ses revenus, la tragique hémorragie de ses jeunes.

En un an, voici ce qui a été fait parmi les principales actions prioritaires :

— L'amélioration de la R.N. 89, artère vitale de notre pays et condition première de son désenclavement a été engagée par la décision de supprimer les passages à niveau d'Ussel et de Darnetz, et les tournants de Maussac. Cet effort sera poursuivi sans relâche ;

— Le maintien des lignes de chemin de fer, qu'on disait menacées ;

— La création de Centres scolaires et de formation professionnelle : Sont déjà en chantier, le C.E.S. à Ussel, l'I.U.T. d'Egletons, l'E.N.P. de Meymac et le Centre national de formation professionnelle d'Egletons. Les Centres de la Cascade à Bort-les-Orgues, et celui de Peyrelevade sont lancés ; etc.

— L'élan donné à une politique sociale de logement. Cette année, une tranche de 124 logements nouveaux se répartit entre Ussel, Neuvic, Meymac et Bort, s'ajoutant à l'action déjà entreprise en 1967 ;

— L'amélioration de la situation économique et sociale de l'agriculture par la réforme du régime de l'I.V.D. accordée dès l'âge de 60 ans, à un taux majoré, et l'accroissement des bourses aux enfants d'agriculteurs ;

— La défense de l'élevage porcin et du prix du lait par les récents accords de Bruxelles dont les responsables agricoles ont reconnu l'aspect très positif ;

— L'octroi de facilités de crédits et l'assouplissement du régime des primes de développement industriel et des primes d'orientation agricole pour l'extension de nos entreprises et de notre artisanat et l'encouragement à la décentralisation.

— Les investissements sociaux, tels que le Foyer des jeunes travailleurs, le Foyer pour les personnes âgées, la Maison de retraite d'Ussel, l'humanisation de l'hospice de Meymac, en attendant que d'autres réalisations acquises ou sur le point de l'être voient le jour à Treignac, Eygurande, Bugeat, Neuvic, Corrèze et Chamberet.

Voilà des exemples parmi d'autres de ce qui a pu être solidement engagé en un an, parce que des hommes décidés ont secondé de toutes leurs forces les élus locaux.

A côté de ces réalisations de portée immédiate, qui seront poursuivies, d'autres actions sont à l'étude. Elles visent à freiner l'émigration, renforcer les équipements collectifs, développer la promotion sociale de la population rurale, permettre l'expansion des entreprises locales, valoriser les ressources dont nous disposons.

Certaines des orientations retenues nécessitent une étude approfondie et c'est pourquoi dans le cadre des zones à économie rurale dominante, sont en cours d'examen :

— Des mesures spécifiques d'encouragement à l'élevage et à la production de la viande ; et notamment des veaux de lait (prime à l'allaitement maternel) ;

— L'aménagement de la tarification des transports ;

— L'allégement des charges des petites entreprises, condition indispensable de leur survie ; et des facilités de prêts ;

— La recherche de débouchés pour nos forêts, facilitée par la transformation sur place de la production.

Chers amis,

Voici un an, nous avons conclu avec tous un contrat pour promouvoir ensemble le renouveau économique et social de la Haute-Corrèze.

Depuis cette date, conformément à l'engagement pris, nous avons parcouru vos communes, vos cantons, multipliant les contacts et les séances de travail avec vos conseillers généraux, vos maires, vos conseillers municipaux, vos représentants professionnels et syndicaux.

Chaque fois que nous l'avons pu, nous avons secondé sans relâche les efforts de vos représentants. Votre confiance a répondu à notre action ; vos suffrages massifs à Ussel et à Meymac, au moment des élections cantonales ont déjà montré que nous étions sur la bonne voie.

Le 23 juin prochain, vous témoignerez une fois encore que la France reste la patrie de la liberté et de la démocratie et que la Haute-Corrèze veut poursuivre son combat pour l'expansion économique et la justice sociale.

Vive la République !

Vive la Démocratie !

Vive la Liberté !

Vive la Haute-Corrèze !

Jacques CHIRAC
Conseiller référendaire à la Cour des comptes
Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances
Conseiller général du canton de Meymac

Remplaçant éventuel :

Henri BELCOUR
Docteur en médecine
Député sortant
Conseiller général — Maire d'Ussel

CORSE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ajaccio, Bastelica, Belgodère, Bocognano, Calenzana, Calvi, Evisa, l'Ile-Rousse, Muro, Olmi-Cappella, Piana, Salice, Santa-Maria-Siché, Sari-d'Orcino, Sarrola-Carcopino, Soccia, Vico, Zicavo.

M. Jean BOZZI

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

La France sort à grand peine de l'épreuve que lui ont imposée ceux qui, politiciens en mal de revanche, et dirigeants communistes poursuivant leur plan de conquête du pouvoir, ont politisé à des fins subversives la crise de l'Université et le malaise social.

La Corse elle-même, toujours si vulnérable à tout arrêt des transports maritimes et aériens, et par ailleurs si attentive à tout ce qui touche à l'enseignement, en a subi rudement le contrecoup et payé chèrement les conséquences. Encore le pire a-t-il pu être évité, grâce à l'action énergique de ses députés U.D. V[e] République, puisque — fait unique dans les tristes annales des grèves maritimes — des transports de remplacement, assurant à tout le moins la continuité du ravitaillement, étaient mis en place quarante-huit heures à peine après l'arrêt des transports normaux.

Ataviquement attachés aux libertés fondamentales, hostiles d'instinct à la violence collective et à l'anarchie, nos compatriotes se sont scandalisés des excès des uns et des complots impudents des autres, lesquels visaient ni plus ni moins qu'à contraindre les pouvoirs légalement constitués de la République à se démettre, pour ouvrir la voie à une dictature communiste ou à un nihilisme révolutionnaire encore plus désastreux.

En parfait accord avec mon collègue Jean-Paul de Rocca Serra, je vous ai, quant à moi, fait connaître, tout au long de la crise, mon sentiment sur ses causes, son évolution et le dénouement que je souhaitais. Dans le même temps où se commettaient de détestables excès, tels que la profanation du tombeau de l'Inconnu, la lacération de notre emblème national et la triste exhibition du drapeau noir de l'anarchie, sans parler d'atteintes graves à la liberté du travail, ceux qui sont aujourd'hui nos adversaires, attendant sans doute de voir comment « tout cela allait tourner », se cantonnaient dans un silence complice.

L'occasion vous sera donnée le 23 juin de choisir, par les voies légales du suffrage universel, entre les candidats du progrès dans la paix civile et la liberté, ceux du communisme et ceux enfin de ce clan insulaire, conservateur et oppresseur, qui se prétend la gauche, aujourd'hui alliés et demain otages du Parti communiste.

Jamais une élection législative n'aura été si décisive. Jamais aussi les options proposées à votre choix n'auront été aussi claires.

Conscients des exigences fondamentales de notre temps, nous entendons, Jean Orabona et moi, qu'il y soit satisfait grâce à la participation active des citoyens. Les événements de ces dernières semaines, si détestables qu'ils aient été à certains égards, ont fait apparaître une aspiration confuse à un renouvellement profond de notre société, dans ses structures et dans son âme ; elle est légitime et doit être entendue.

Nous voulons donc que soient poursuivies, ou entreprises, les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les Français aux décisions, parfois si difficiles à prendre, lorsqu'il s'agit de maintenir dans la voie du progrès un grand pays moderne en pleine mutation ; mais nous pensons que ces réformes ne pourront se faire que dans l'ordre et dans la légalité, dont tous nos adversaires ont cru un moment pouvoir impunément sortir.

Il est vital pour la Nation qu'une majorité importante et cohérente se dégage des prochaines élections. Cette majorité, nous voudrions qu'elle puisse s'élargir rapidement à tous les hommes de progrès, dès lors qu'ils auraient opté pour la stabilité et l'autorité de l'Etat et répudié toute alliance avec le Parti communiste.

Partisans convaincus de la réconciliation des Français, nous souhaitons ardemment que l'amnistie, déjà très largement réalisée, devienne bientôt totale, effaçant ainsi les ultimes séquelles du problème algérien dont nos compatriotes rapatriés furent les principales victimes. Grâce à leur courage et à leur compétence professionnelle, ainsi qu'à l'aide importante qu'ils ont déjà reçue de l'Etat, ils ont joué un rôle décisif dans le renouveau économique de notre île. Ils devraient pouvoir bénéficier rapidement d'une indemnisation, qui si elle devait être liée, par un mécanisme approprié, à un réinvestissement productif des indemnités versées, constituerait un stimulant pour l'activité économique de la Corse.

Or, précisément pour notre Corse, le seul vrai problème est celui de la transformation et de la promotion de son économie. Certes, ainsi que nous l'écrivions en mars 1967, la réalisation d'un tel objectif « serait grandement facilitée par la mise en place de structures administratives tenant compte des particularités locales ».

Or, les positions prises par le général de Gaulle en mars 1968 à Lyon, et encore ces jours derniers, ont largement ouvert la voie à une prise en considération authentique — et pas seulement au regard de la terminologie ! — des réalités régionales.

Nous nous préoccuperons donc de définir — en liaison avec tous les éléments représentatifs de l'île — les grandes lignes d'un statut spécial pour la Corse, conçu de telle sorte que le droit et les réalités coïncident enfin.

Nous améliorerons le statut fiscal particulier qui, dans notre esprit, n'est qu'une étape, nécessaire certes, mais pas suffisante, dans la lutte de tous les Corses contre le handicap de l'insularité. Nous nous inspirerons à la fois du régime fiscal des départements d'outre-mer, très favorable aux investissements, ainsi que de l'action que mène en faveur des régions déshéritées d'Italie la Caisse « del Mezzogiorno ».

Considérant que le tourisme et l'agriculture constituent les principales ressources de la Corse, nous poursuivrons notre action en leur faveur. Pour le tourisme, nous veillerons à ce que les efforts, déjà importants, accomplis par l'Etat pour son développement soient encore intensifiés.

Nous nous préoccuperons d'améliorer les liaisons maritimes et aériennes entre le Continent, l'étranger et la Corse, en n'hésitant pas à abroger — lorsque cela sera légalement possible — le privilège du pavillon.

L'hôtellerie constitue, grâce, pour une large part, à des initiatives locales méritoires, un secteur en expansion.

En sa faveur, nous avons obtenu :

— que la Corse figure au nombre des départements appelés à bénéficier de la prime spéciale d'équipement hôtelier qui va être instituée très prochainement, avec effet au 1er juillet 1967 ;

— qu'un Centre professionnel de formation aux métiers de l'hôtellerie soit créé à l'Ile-Rousse ;

— qu'une section hôtelière, pouvant recevoir 90 stagiaires, soit annexée au C.E.T. de jeunes filles d'Ajaccio.

Nous demanderons que les hôteliers, principales victimes de la grève, puissent bénéficier libéralement des mesures déjà envisagées par le Gouvernement pour venir en aide aux affaires les plus touchées.

Nous poursuivrons notre action en faveur du développement du réseau routier, de l'aménagement de ports de plaisance et de la création de la station de sports d'hiver du Renoso.

Pour *l'agriculture,* nous avons pu faire augmenter sensiblement les crédits mis à la disposition de la SOMIVAC. Il nous faudra obtenir à l'avenir qu'elle veuille bien étendre son action bénéfique à la « Corse de l'intérieur », au profit de laquelle nous avons pu faire allouer des crédits d'étude et de démarrage, intéressant la région de Calenzana et la vallée du Taravo. Les crédits nécessaires à la construction du barrage de Regino en Balagne ont, par ailleurs, été dégagés.

Nous veillerons à ce que les *viticulteurs* de Balagne, de la Cinarca et des environs d'Ajaccio bénéficient rapidement pour leurs vins de l'appellation « délimité de qualité supérieure », qui fera mieux vendre leurs produits et valorisera leurs vignobles.

Les éleveurs, en faveur desquels nous sommes intervenus en Conseil général, voudraient voir revaloriser leur production laitière et améliorer les conditions de leur exploitation par l'octroi d'aides spécifiques ; nous nous efforcerons de les aider dans leurs démarches.

L'équipement scolaire continuera de retenir particulièrement notre attention. En deux ans, plus de 30 classes et deux C.E.S. (dont un de 900 places) auront été construits à Ajaccio, un C.E.G. aura été construit à Calvi et un autre à Ile-Rousse. Un C.E.G. devra être prochainement construit à Sainte-Marie-Sicché. Pour les étudiants corses, nous nous efforcerons de faire améliorer encore le régime des bourses et celui de l'hébergement dans les cités universitaires dont ils bénéficient, en attendant que puissent être créés à Ajaccio d'autres classes préparatoires aux grandes écoles voire, ultérieurement, des établissements d'enseignement supérieur.

L'équipement général de la Corse, victime de près d'un siècle d'immobilisme, comporte encore, bien qu'il se soit sensiblement amélioré au cours des dernières années, de graves lacunes. Cela tient certes à l'insuffisance des crédits mis à la disposition de l'île mais aussi, et au fur et à mesure que ces crédits augmentent, à la faiblesse de son encadrement administratif et technique ainsi, peut-être, qu'à un émiettement excessif des structures administratives. Nous poursuivrons nos efforts pour qu'il y soit porté remède.

Le Gouvernement, mieux informé des données des problèmes qui se posent à la Corse, tant par l'action de la mission interministérielle que par les interventions des députés à l'Assemblée comme auprès des Ministres, a entrepris d'apporter à la Corse, ainsi que l'a déclaré récemment à Ajaccio le Premier Ministre, « les moyens d'une existence digne et ceux de surmonter les désavantages de sa situation insulaire ».

Son action — qui s'est marquée cette année par l'octroi, consécutif à la venue en Corse du Ministre chargé de l'Aménagement du territoire, de crédits supplémentaires de 1 milliard 600 millions d'anciens francs, venant s'ajouter aux crédits normaux alloués par le canal de la Région et à ceux dont sera doté le Fonds spécial d'équipement de la Corse — a déjà porté ses fruits ; il n'est pour s'en convaincre que de regarder autour de soi le nombre de chantiers de toute nature ouverts ici et là.

Un effort important est en cours auquel les Corses, de plus en plus nombreux et conscients de sa portée pour l'avenir de leurs enfants, prennent une large part. C'est nier l'évidence que de le contester ; mais ce serait nier la nécessité impérieuse de son accélération, que de s'en contenter.

C'est parce que, tout en y participant avec foi nous ne nous en contentons pas, que nous vous demandons de nous confirmer votre confiance.

JEAN BOZZI

Préfet — Conseiller général de la Corse
Chevalier de la Légion d'honneur — Croix de la Valeur militaire

Remplaçant éventuel :

Docteur JEAN ORABONA

Ancien député — Maire et Conseiller général de Calvi
Chevalier de la Légion d'honneur — Croix de guerre

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bastia-I, Bastia-II, Borgo, Brando, Campile, Campitello, Cervione, Lama, Luri, Murato, Nonza, Oletta, Pero-Casevecchie, la Porta, Rogliano, Saint-Florent, San-Martino-di-Lota, San-Nicolao, Santo-Pietro-di-Tenda, Vescovato.

M. Pierre GIACOMI

(Candidat d'Union pour la défense de la République.)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Chers compatriotes,

Face à une union dite des « gauches » de caractère purement électoral sans programme commun de gouvernement et qui a failli nous mener à la guerre civile, les délégués de toutes les tendances de l'Union démocratique d'action corse ont considéré qu'il importait au premier chef, pour l'avenir de Bastia, de sa région et de la République, de proposer une candidature unique. Nous avons eu l'honneur d'être choisis pour mener à bien cette mission.

Qui sommes-nous ?

Des Corses profondément attachés à la terre de leurs ancêtres. Des Corses comme vous, affrontés chaque jour aux problèmes fondamentaux qui se posent au département et à ses habitants. Des Corses qui, par leurs professions et leurs mandats communaux ou départementaux, touchent du doigt chaque jour la grande misère de cette île depuis trop longtemps délaissée.

Des Français à part entière qui ne veulent pas assister, impassibles, au lent déclin de leur province et qui ne se résignent pas à ce que leurs enfants soient obligés de s'expatrier pour trouver des moyens d'existence.

A cet égard, nous tenons à affirmer que pour préserver le niveau d'emploi, nous continuerons de marquer la même vigilance qui nous a valu tout récemment d'obtenir que les entreprises insulaires ne soient pas exclues des grands marchés de travaux financés par l'Etat.

Que voulons-nous ?

— *Sur le plan local :*

Dans le cadre de la décentralisation, exiger l'érection de la Corse en Région, avec son propre programme d'équipement et son statut fiscal particulier — dépar-

tement sous-équipé, la Corse a un énorme retard à rattraper sur les départements de la Région à laquelle elle est rattachée.

En concurrence avec eux pour la répartition des crédits du Plan, elle ne reçoit pas actuellement, en raison de sa faible population, la part qui lui est nécessaire pour combler son retard.

Il faut que le financement de ce programme soit pris en charge par l'Etat et non plus laissé comme c'est présentement le cas, à raison de 70 %, à la charge de la population insulaire.

Exiger le respect des arrêtés Miot et du Décret impérial ;

Supprimer le handicap de l'insularité ;

Exiger la libre concurrence en matière de transports maritimes.

— *Sur le plan national :*

Défendre la République, les institutions et toutes les libertés républicaines ;

Exiger des réformes profondes de l'Université, de toutes les Administrations, des entreprises nationalisées et de la sécurité sociale ;

Faire une véritable politique de la jeunesse avec droit de vote à 18 ans ;

Soucieux de préserver la paix et d'assurer le progrès économique et social, nous voulons dans le maintien de l'indispensable indépendance nationale, favoriser une véritable unification de l'Europe qui, face aux géants qui dominent le monde, conditionne la réalisation de ce triple objectif.

— *Dans le domaine social :*

Nous voulons,

— un plus grand effort de justice en faveur des travailleurs, des retraités, des vieux et des familles ;

— l'égalité des revenus des paysans (qui sont la force vive de la Nation), avec ceux des ouvriers et des fonctionnaires,

— une révision des tranches d'imposition de l'impôt sur le revenu des personnes physiques qui n'ont pas été ajustées aux variations du coût de la vie,

— la fixation en faveur des artisans, commerçants et professions libérales, d'un salaire minimum exonéré d'impôts,

— l'indemnisation des rapatriés qui demeure un devoir de solidarité nationale et qui serait un acte de justice sociale,

— l'amnistie générale,

— une refonte des finances des collectivités locales qui restitue à l'Etat les dépenses qui lui incombent et qui pèsent trop lourdement sur les budgets communaux,

— nous voulons enfin que soit mis un terme aux abus d'une technocratie et d'une bureaucratie stérilisantes, et tout particulièrement dans le domaine de l'urbanisme.

Voilà chers compatriotes ce que nous sommes et les objectifs sur lesquels nous ferons porter notre effort si votre confiance nous appelait à représenter la Corse au Parlement.

Nous vous proposons un programme de paix sociale et civique, nous semble-t-il raisonnable et honnête, qui tient compte des réalités dans lesquelles nous sommes tous plongés, que nous vivons avec vous, parce que nous sommes profondément enracinés dans ce département, par nos activités, notre famille, nos amitiés.

Nous aurions pu certes, vous faire des promesses mirobolantes, mais ce serait de la démagogie.

Plus simplement, nous nous engageons à mettre toute notre énergie au service de la Corse, de la France, de la République et des institutions républicaines.

DOCTEUR GIACOMI

Remplaçant éventuel :

PANCHO NEGRONI

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bonifacio, Calacuccia, Castifao, Corte, Ghisoni, Levie, Moïta, Morosaglia, Olmeto, Omessa, Petreto-Bicchisano, Piedicorte-di-Gaggio, Piedicroce, Pietra-di-Verde, Porto-Vecchio, Prunelli-di-Fiumorbo, San-Lorenzo, Santa-Lucia-di-Tallano, Sartène, Sermano, Serra-di-Scopamène, Valle-d'Alesani, Venaco, Vezzani.

M. Jean-Paul de ROCCA SERRA

(Candidat de l'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Pour la troisième fois en quinze mois, nous venons solliciter de vos suffrages l'honneur de représenter à l'Assemblée Nationale la circonscription de Corte-Sartène.

Plus que jamais dans la conjoncture nationale actuelle, après les graves événements du mois de mai et en raison des dangers qui menacent encore nos libertés fondamentales, l'intérêt de la Nation exige l'élection d'une majorité cohérente et élargie décidée à soutenir le général de Gaulle et le Gouvernement pour la défense de la République.

Tandis que notre société était remise en cause par l'agitation universitaire et par un activisme se réclamant de l'anarchie, le régime républicain lui-même était menacé par l'extrémisme totalitaire s'appuyant sur la rue, la paralysie de l'économie et des services publics. Proclamant la vacance du pouvoir, quelques hommes politiques n'ont pas hésité à réclamer l'institution d'un gouvernement provisoire en marge de la légalité.

Le peuple français finalement a tenu en échec la subversion en se groupant dans sa très grande majorité derrière le général de Gaulle et le drapeau tricolore, dans un élan qui préfigure le verdict des prochaines élections législatives.

Toutefois si les institutions politiques du Pays ont donné la mesure de leur efficacité, il est apparu, dans cette crise nationale sans précédent, que nos structures économiques, sociales et universitaires devaient être modernisées et profondément rénovées. Ce sera la tâche de la prochaine législature.

La réforme pédagogique et administrative de l'Université doit être entreprise sans retard, avec la participation active des enseignants et des étudiants, dans le sens d'une large autonomie, et devra déboucher sur la vie professionnelle. La participation garantira à la classe ouvrière une répartition équitable des richesses nationales, en même temps qu'elle l'associera au progrès technique, à l'expansion et à la modernisation des entreprises.

Mais la portée des récentes mesures sociales serait compromise par l'inflation et la perte des débouchés extérieurs, ce qui commande une politique vigoureuse de relance économique dans la stabilité des prix.

La prise de conscience du fait régional doit aboutir à une refonte et à une modernisation des structures de nos régions. Pour la Corse, ce sera l'occasion nouvelle de faire valoir la nécessité d'un statut spécial adapté aux conditions insulaires, géographiques et sociales de notre département, non seulement par une modernisation du régime fiscal mais aussi par des mesures administratives particulières, notamment dans l'enseignement et les services financiers.

En effet la promotion économique de notre département demeure notre souci permanent. Les récents événements et leurs conséquences sur les transports publics, aériens et maritimes ont mis une fois de plus en relief la précarité de son économie insulaire et ont compromis gravement nos activités dans tous les domaines et notamment l'hôtellerie, la construction, l'agriculture. C'est pourquoi nous demandons que des dégrèvements et des subventions soient accordés en compensation des dommages subis.

En dépit de mesures importantes acquises dans le domaine des équipements par l'intervention du FIAT, des Ministères de l'Equipement et de l'Agriculture, et de celles que permettra le Fonds d'expansion économique de la Corse, l'insuffisance de notre infrastructure intérieure retarde notre développement.

Notre objectif essentiel est d'obtenir, en même temps que l'amélioration du statut fiscal et des liaisons maritimes, aériennes et téléphoniques, une augmentation des investissements publics :

— modernisation du réseau routier national, et notamment des voies de pénétration vers l'intérieur ;

— accélération des aménagements portuaires (ports de commerce et ports de plaisance) ;

— aménagements hydro-agricoles de toutes les plaines littorales ;

— augmentation des crédits d'équipements collectifs (adduction d'eau, électrification, assainissement).

La revitalisation des régions montagnardes du Cortenais et du Sartenais, dont le parc régional est un moyen non négligeable, dépend essentiellement du développement du tourisme, de la modernisation de l'économie sylvopastorale et de l'amélioration des liaisons routières.

C'est dans le même souci qu'il nous faut obtenir le maintien des deux lycées de Corte Sartène dans leurs structures actuelles. Les meilleures chances de notre département sont en effet dans l'avenir de sa jeunesse si nombreuse et si généreuse. C'est pourquoi nous plaçons en tête de nos préoccupations les problèmes d'équipements scolaires, l'amélioration du régime des bourses et de l'hébergement des étudiants.

La France pourra reprendre sa marche vers le progrès dans l'indépendance et dans la paix, dans la mesure où la République et nos libertés seront préservées de toute nouvelle entreprise de subversion.

La défense des institutions républicaines doit rassembler tous les Français dans un élan de réconciliation nationale, ce qui commande de toute évidence l'amnistie générale à laquelle nous sommes résolument attachés, et l'indispensable indemnisation de ceux qui ont été spoliés.

Voici brièvement définies ce que seront les lignes directrices de notre action.

Profondément attachés à notre île natale, connaissant vos aspirations et vos besoins, ayant la ferme volonté de nous consacrer, comme par le passé, au service de la Nation et de la Corse, nous nous efforcerons de répondre à votre confiance.

Vive Corte, vive Sartène, vive la Corse, vive la République, vive la France !

JEAN-PAUL DE ROCCA SERRA

Docteur en médecine
Maire — Conseiller général de Porto-Vecchio
Député sortant
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre avec palme

Remplaçant éventuel :

FRANÇOIS-MARIE GERONIMI

Docteur en médecine
Maire de Calacuccia

COTE-D'OR

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Auxonne, Dijon-Sud, Dijon-Ouest, Genlis, Gevrey-Chambertin.

M. Robert POUJADE

(Candidat de l'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Des journées dramatiques :

Le 23 juin, vous allez voter. Il y a quelques jours, on pouvait se demander si même ce droit ne vous serait pas retiré.

Après les journées dramatiques que la France a vécues, nous comprenons mieux ce que c'est que la démocratie. Bien des préjugés s'effacent devant un grand désir d'union.

En effet, dans notre pays si attaché à la tolérance et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée. La liberté de pensée, d'expression, de travail, a été gravement menacée. Derrière les drapeaux rouges et noirs, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Des hommes politiques inconscients, par ambition personnelle, ont contesté la légalité républicaine, et préparé ouvertement un coup d'Etat, qui aurait fait le lit du communisme.

La France, dans son immense majorité, ne voulait pas cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Chef de l'Etat, elle a manifesté de façon éclatante, son désir de liberté et de concorde.

Ce qu'il faut préserver :

Depuis dix ans, notre pays avait fait des progrès économiques et sociaux décisifs : une expansion économique continue, malgré les difficultés de la croissance industrielle (plan de stabilisation) l'accroissement de la production industrielle et agricole, l'augmentation du niveau de vie, le refus de l'inflation, la constitution d'une monnaie solide. Une modernisation dans tous les domaines, un visage nouveau offert au monde par une France qui, affirmant sa personnalité, sa volonté de paix, d'indépendance et de coopération, connaissait un véritable rayonnement international. Nous ne pouvons gaspiller en quelques mois un pareil capital. La France le désire-t-elle, veut-elle la révolution dans la « pagaille » ?

Des réformes dans la légalité :

Elle veut le progrès social dans l'ordre. Elle veut les réformes dans la légalité. Elle veut le dialogue avec ceux qui en sont capables. C'est dans la légalité seule-

ment que les Français trouveront la voie d'une participation plus active aux décisions économiques et politiques qui les concernent, en tant que citoyens et en tant que travailleurs.

A ces réformes, notamment celles de la condition ouvrière, et celle de l'Université, je suis prêt, pour ma part, à collaborer. A ce dialogue, je me suis toujours prêté, et je n'ai cessé au Parlement de travailler au rapprochement de toutes les bonnes volontés.

J'y ai dénoncé une technocratie aveugle qui, depuis vingt ans, entrave le progrès, fait obstacle à la rénovation, et contribue à susciter des mouvements de révolte. Cela ne peut plus être toléré.

Une vraie majorité contre les crises :

Mais on peut constater que, tant que la majorité a été solide et nette au Parlement, nous n'avons pas vu des événements comme ceux de mai et juin 1968. Depuis un an, il n'y avait plus de majorité certaine à l'Assemblée. Vous en voyez les résultats : la crise a failli déboucher sur la subversion.

En redonnant au Parlement les moyens de contribuer à la stabilité politique, et de défendre les institutions de la République, vous ferez barrage à l'anarchie et au désordre. Les menaces demeurent. La valse-hésitation des partis qui ne disent ni oui ni non, et que j'ai vus si faibles et divisés au moment de l'épreuve, l'élection de candidats aux orientations indécises, nous conduiraient au désastre.

Un an au service de tous :

Certains élus, après cinq ans de mandat, n'ont à offrir à leurs électeurs que des promesses. Au bout d'un an seulement de travail pour la Côte-d'Or, je puis, je le crois, vous faire un compte rendu de mandat positif. Depuis que vous m'avez élu, Dijon a été classée métropole d'équilibre, la création de la grande zone portuaire et industrielle de la Saône, qui donnera du travail à vos enfants, a été décidée. Les crédits ont été débloqués pour l'autoroute A 6, et l'engagement d'autre liaisons routières, pour la construction des barrages nécessaires à la liaison Rhin-Rhône, pour l'obtention de dotations supplémentaires d'H.L.M., et de constructions scolaires.

J'ai répondu à toutes les demandes de vos élus locaux, dont j'ai pu apprécier le dévouement. Député d'une circonscription diverse, j'ai eu à cœur de servir la campagne autant que la ville. C'est une des raisons pour lesquelles j'ai voulu entrer au Conseil général.

Mais surtout, j'ai eu le souci de vous aider dans votre vie quotidienne. Des milliers et des milliers d'entre vous ont eu recours à moi. Ils peuvent porter témoignage de l'accueil qui a été fait à leurs demandes, en particulier à celles des personnes âgées, des déshérités, des handicapés.

Prenez vos responsabilités :

Pour défendre la République, pour défendre les intérêts de la Côte-d'Or, j'ai pris mes responsabilités. Le 23 juin prenez les vôtres. Tout se jouera à cette occasion, pour des années : votre liberté, votre sécurité, votre pouvoir d'achat. Vous pouvez tout sauver ou tout perdre.

Le 23 juin, prenez vos responsabilités par un vote massif de bon sens et d'union.

Pour la légalité,

Pour les réformes,

Pour la liberté,

Choisissez le candidat de Défense de la République.

ROBERT POUJADE

Député sortant
Conseiller général de la Côte-d'Or
Conseiller municipal de Dijon
Membre de la Commission de développement économique régional de Bourgogne

Remplaçant éventuel :

RENÉ BLAS

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Dijon-Nord, Dijon-Est, Fontaine-Française, Grancey-le-Château, Is-sur-Tille, Mirebeau, Pontailler-sur-Saône, Selongey.

M. Henry BERGER

(Candidat d'Union de défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

La France vient d'échapper à l'une des plus graves menaces qui ait jamais pesé sur elle.

Chacun a vu le gouffre où allaient disparaître ses libertés. Chacun a ressenti l'angoisse et la crainte. Derrière les drapeaux rouges et noirs s'avançait le totalitarisme. La Ve République a résisté parce qu'elle avait à sa tête le général de Gaulle et Georges Pompidou. Les Français ne l'oublieront pas.

Au moment de la plus grande tension, alors que certains hommes politiques de l'opposition bafouaient la légalité républicaine et préparaient un coup d'Etat qui nous aurait conduit à une dictature communiste, le Président de la République a parlé.

Elu du peuple, gardien des institutions et des libertés démocratiques, il a dit, comme la Constitution lui en faisait un devoir, sa volonté de défendre la République.

Il a provoqué de nouvelles élections, pour donner la parole aux Français, librement, démocratiquement.

Dans ces circonstances, je vous demande de me renouveler la confiance dont vous m'avez honoré en 1962 et en 1967.

Vous m'aviez désigné, à une large majorité, pour vous représenter et pour défendre le Gouvernement de la Ve République.

Je l'ai défendu constamment, et en particulier pendant la crise à l'Assemblée Nationale, malgré les menaces et les pressions, restant fidèle à la mission que vous m'aviez donnée.

Durant cette courte législature, comme pendant la précédente, j'ai défendu vos intérêts à l'Assemblée, à la Commission des affaires culturelles et sociales et auprès du Gouvernement. J'ai aidé les collectivités, les associations et les personnes qui ont fait appel à mon intervention, sans tenir compte des opinions politiques ou confessionnelles, appliquant en cela le principe du médecin.

Vous savez que ma position demeurera inchangée sur ces points.

Mais surtout, en votant le 23 juin, vous engagerez, avec tous les Français, de façon décisive, l'avenir de ce pays.

Ou bien, la France deviendra — directement ou après une courte étape intermédiaire — une « démocratie populaire ».

Ou bien les libertés seront maintenues et la France s'engagera, dans l'ordre et dans la légalité républicaine, dans la voie des réformes.

Vous rejetterez l'aventure révolutionnaire.

Vous choisirez la République, la démocratie, la paix civile.

Votez :

Docteur HENRY BERGER

Le docteur Henry Berger est né, en 1920 à Rivières-les-Fosses. Il a passé son enfance à Dijon. Elève à l'école Montchapet puis au lycée Carnot, il commença ses études de médecine à l'école de Dijon, puis les poursuivit à Paris. Participa activement à la Résistance comme médecin du maquis de Flavigny, puis dans le Vercors et en Sologne.

Il s'installe à Fontaine-Française. La pratique médicale le met ainsi en contact avec tous les problèmes de ceux qu'il visitait chaque jour, en même temps qu'il gagnait leur confiance. Il devint adjoint au maire, conseiller général, puis, en 1959, maire de Fontaine-Française.

Aux élections législatives de novembre 1962, dans la 2e circonscription de Dijon, il arrivait largement en tête au premier tour, et il était élu au deuxième tour. Après cinq années au service de sa circonscription il était à nouveau réélu au deuxième tour avec une majorité encore plus large. Désigné comme Vice-président de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales aux côtés de Mlle Dienesch, devenue Secrétaire d'Etat, il est chargé de dossiers et de missions très importantes en France et à l'étranger. Son activité à ce poste lui a permis d'être l'interprète efficace entre les différents syndicats ou organismes et le Gouvernement, en particulier lors des événements récents. Il est, de plus, Vice-président du Bureau politique du groupe U.D.-Ve de l'Assemblée, chargé des relations entre le Parlement et le Mouvement.

Remplaçant éventuel :

MAURICE LOMBARD

Né en 1922, à Tarsul, il a fait ses études secondaires et supérieures à Dijon
Il prit part à la Résistance dans notre département
Directeur du cours international de l'Université de Dijon
Conseiller municipal de Dijon
Ordre du Mérite — Croix de guerre — Médaille de la Résistance — Palmes académiques

---

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Le scrutin de dimanche dernier a prouvé que les Français étaient conscients du péril auquel ils venaient d'échapper et qui les menace encore.

Le Parti communiste a essayé de gagner de vitesse les maoïstes de la Sorbonne et de l'U.N.E.F., ainsi que les gauchistes du P.S.U. et les enragés des groupes anarchistes. Leur manœuvre n'a trompé personne.

Les Français ont réagi.

Seul le gouvernement du général de Gaulle et de Georges Pompidou apporte la sauvegarde de nos libertés et la garantie de la légalité républicaine.

Par 23.897 voix contre 8.585 au candidat C.P.D.M., 8.514 au candidat de la F.G.D.S. et 5846 au candidat communiste, la majeure partie d'entre vous m'a donné sa confiance.

La lutte n'est pas finie.

Votre vote de dimanche prochain confirmera votre volonté de voir la France se relever rapidement, ses institutions jouer efficacement, votre liberté et votre pouvoir d'achat être sauvés dans le respect de la légalité républicaine.

Une large majorité à laquelle adhéreront tous ceux qui sont convaincus de ces principes sera la conséquence de cet élan.

Elle sera la garantie d'une plus grande liberté d'expression et d'un dialogue souhaité par tous.

Electeurs, électrices,

Ne vous abstenez pas !

Par votre vote vous déciderez de l'avenir de la France !

Votez

Docteur Henry BERGER

Remplaçant éventuel :

Maurice LOMBARD

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Arnay-le-Duc, Beaune-Nord, Beaune-Sud, Bligny-sur-Ouche, Liernais, Nolay, Nuits-Saint-Georges, Pouilly-en-Auxois, Saint-Jean-de-Losne, Seurre.

M. Jean-Philippe LECAT

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Exploitant le malaise de l'Université et l'inquiétude de certains travailleurs, un mouvement révolutionnaire a voulu établir sa dictature par l'émeute. D'étonnants complices se sont proposés pour l'y aider.

Le Gouvernement a maintenu l'ordre et a renoué les dialogues interrompus. Puis, à l'appel solennel du Président de la République, le peuple français a montré qu'il entendait défendre sa liberté.

La République reste aujourd'hui encore menacée :

Il faut remettre en marche l'économie en protégeant de l'inflation les catégories sociales — agriculteurs, professions libérales, petites et moyennes entreprises, personnes âgées — qui en font toujours les frais et en assurant aux salariés une augmentation réelle de leur pouvoir d'achat et la sécurité de leur emploi.

Il faut faire de la République l'affaire de tous en assurant la participation de tous aux responsabilités et aux choix, en organisant dans l'ordre les réformes indispensables, en assurant à la jeunesse sa place dans la nation.

Ceci doit être réalisé après un dialogue sérieux entre les intéressés, dont tous les points de vue doivent être confrontés.

Mais *il faut* faire vite. *Il faut* un gouvernement cohérent, appuyé sur une majorité solide, ouverte et réformiste.

Mandaté par vous, j'adhérerai à cette majorité sans esprit de parti : Je suis le seul candidat à en prendre l'engagement clair. Sans m'abriter derrière des réserves verbales.

Défendre la République, c'est aussi, pour chaque Français, travailler au progrès de sa région, de sa ville ou de son village.

L'action pour la prospérité de l'arrondissement de Beaune doit être entreprise résolument.

Elle comporte nécessairement les points suivants :

— *Beaune et son arrondissement* doivent équilibrer le développement trop centralisateur de la région de Dijon et du nord de la Saône-et-Loire.

Il faut y développer un centre où les jeunes trouveront, notamment dans des activités commerciales et touristiques et sur les zones industrielles à créer, des emplois bien rémunérés correspondant à leurs qualifications.

— *Les grands axes modernes de transport* — Autoroutes et liaison fluviale Rhône-Rhin — ne doivent pas traverser l'arrondissement sans y créer de la richesse, ou pire encore, drainer l'activité hors des limites actuelles en accélérant la dépopulation et en ruinant les cantons périphériques.

Il faut créer sur ces axes des points d'arrêt et des points de dispersion qui permettront d'élever le niveau de vie de tous.

— *Les activités traditionnelles,* et notamment l'agriculture, doivent recevoir les appuis indispensables et voir disparaître les entraves artificielles qui s'opposent à leur développement.

Cela implique, par exemple, la révision de la fiscalité des activités viticoles et vinicoles, la mise à la disposition des petites et moyennes entreprises ainsi que du commerce et de l'artisanat de tous les équipements et de toutes aides nécessaires, une politique dynamique de l'élevage qui en fasse une activité vraiment rémunératrice.

— *Des activités nouvelles* doivent être créées : la vocation de rencontre de la Bourgogne doit notamment s'accomplir par le développement de toutes les formes de tourisme, l'implantation de centres de formation nationaux, la création d'instruments modernes de propagande en faveur des produits régionaux de qualité.

Tout ceci se traduira par une vie meilleure et la création des emplois nouveaux dont les jeunes ont besoin.

Ceci sera fait avec vous : Je consacrerai tout mon temps et la connaissance que j'ai des hommes qui prennent les décisions, et des administrations, à préparer avec vos élus et vos représentants, les projets, à vous les soumettre et à en suivre la réalisation, enfin à vous en rendre compte.

Je m'occuperai de mes électeurs non pas une fois par mois, ni une fois par semaine, mais toute l'année, sur place ou pendant les sessions au Parlement.

Pour la défense de la République !

Pour la prospérité de l'arrondissement de Beaune, vous voterez jeune, vous voterez :

JEAN-PHILIPPE LECAT

Tout ce que vous voulez savoir :

32 ans
Famille bourguignonne durement atteinte par les guerres : père et grand-père morts pour la France
Marié, un enfant
Etudes : Collège Saint-François-de-Sales et lycée Carnot de Dijon — Droit et Sciences politiques
Ecole nationale d'administration
Service militaire en Algérie — Lieutenant de réserve
Membre du Conseil d'Etat,
actuellement chargé de mission au Cabinet du Premier Ministre M. Georges Pompidou
Spécialisé dans les questions d'emploi, de formation des jeunes, de développement régional
Croix de la Valeur militaire — Chevalier du Mérite agricole

Remplaçant éventuel :

HENRI MOINE

47 ans — Marié, deux enfants
Docteur vétérinaire
Maire de Beaune
Officier du Mérite agricole

2e CIRCULAIRE

Près d'un électeur sur deux s'est nettement prononcé, dès le premier tour, alors que six candidats étaient en présence, pour un représentant jeune et efficace,

dont l'action nationale contribuera à la réalisation des réformes économiques et sociales nécessaires, dans le respect des libertés,

et l'action locale contribuera avec la collaboration de tous les élus sans distinction de parti et des organisations professionnelles et agricoles à la prospérité de tous les cantons de l'arrondissement de Beaune.

Mais la partie n'est pas gagnée : souvenez-vous de l'échec de la majorité en 1967... Des consignes de diversion, trop d'abstentions au second tour en ont été la cause.

Ne permettez pas que la chose se reproduise.

L'opposition ne doit pas garder un siège conquis par surprise. Le premier tour a démontré qu'elle ne représentait pas la majorité des électeurs et des électrices. Le second tour doit le confirmer.

Il ne doit pas manquer une seule voix modérée le 30 juin à Jean-Philippe Lecat, parce qu'il ne manquera pas une seule voix communiste à son adversaire.

Vous voterez

JEAN-PHILIPPE LECAT

Remplaçant éventuel :

HENRI MOINE
Maire de Beaune

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aignay-le-Duc, Baigneux-les-Juifs, Châtillon-sur-Seine, Laignes, Montbard, Montigny-sur-Aube, Précy-sous-Thil, Recey-sur-Ource, Saint-Seine-l'Abbaye, Saulieu, Semur-en-Auxois, Sombernon, Venarey, Vitteaux.

M. Gilbert MATHIEU

(Candidat indépendant soutenu par l'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(App. R.I.)

Electrices, électeurs,

La France a frisé le chaos.
Le Gouvernement se doit d'en tirer les leçons.
D'abord en assurant l'ordre. La France ne cédera ni à l'anarchie, ni à la violence érigée en système.
L'ordre, c'est l'impératif qui s'impose sous tous les régimes.
C'est la source première du progrès, lui-même conditionné par d'indispensables réformes :

Réforme de l'Etat et dialogue.

Les décisions essentielles doivent cesser d'être prises en circuit fermé.
Elles doivent être librement débattues avec le Parlement et les collectivités intéressées.
Si l'on demande aujourd'hui à la Nation d'élire un Parlement, ce ne doit pas être pour lui retirer toute initiative ou tout droit d'amendement, mais pour lui permettre de faire entendre la voix de toutes les catégories sociales et de toutes les tendances.
La majorité de demain ne saurait constituer une chapelle fermée et un instrument docile aux mains du pouvoir.
Elle se doit d'associer aux responsabilités publiques tous ceux qui sont attachés aux libertés démocratiques et aux institutions de la République.
Elle se doit aussi de réconcilier tous les Français par l'amnistie totale et l'indemnisation des rapatriés.

Réformes de l'enseignement et de l'entreprise.

Beaucoup se plaignent de subir les décisions qui les concernent sans pouvoir être entendus ou compris, de n'être qu'exécutants et non participants.
La France qui a toujours été dans l'histoire à l'avant-garde des idées nouvelles n'éludera pas les réformes de structure nécessaires. Elle les réussira pourtant. C'est mon sentiment. A la double condition de maintenir, dans tous les corps sociaux, l'autorité de la direction et l'efficacité de la gestion.

Orientations prioritaires.

— Une politique active de l'emploi qui adapterait la scolarité aux débouchés et aiderait efficacement ceux qui cherchent un gagne-pain. L'emploi trouvé, une promotion doit être possible pour qui le mérite.

— Une inflexible défense du franc et du pouvoir d'achat, le refus catégorique de l'inflation dont les premières victimes seraient les vieillards et les travailleurs.

— Une impulsion nouvelle donnée à la production, à l'exportation, au maintien de la compétitivité de la France par une politique de soutien de l'investissement, d'intensification du crédit, de desserrement de l'étreinte fiscale dont souffrent le commerce, l'artisanat comme les petites entreprises, les cadres et les salariés.

— La promotion de l'agriculture au rang d'industrie nationale en la dotant d'un revenu équivalent à celui des autres catégories, en l'équipant pour la rendre compétitive à l'intérieur du Marché commun, en mettant fin au retard dont souffrent les équipements collectifs ruraux par rapport à ceux des centres urbains.

— Une meilleure répartition des fruits de l'expansion qui permettrait d'assurer enfin un sort plus digne aux vieillards, aux anciens combattants, aux retraités, aux infirmes, aux inadaptés, toutes catégories dont la détresse doit cesser de nous donner mauvaise conscience.

— Une politique régionale qui cesse de drainer vers les grands centres les crédits et l'industrialisation qui doivent, je le souligne, être répartis équitablement entre toutes les composantes géographiques de circonscription. Je songe aussi aux routes, aux hôpitaux, à l'implantation d'établissements d'enseignement technique, artisanal et agricole, à la construction de logements sociaux, à l'aide aux communes pour l'eau, l'électricité et la vicinalité, aux foyers de jeunes, à l'équipement sportif encore trop parcimonieux.

— Le dialogue de l'élu de demain au niveau du département et des communes, par l'instauration de tables rondes et de permanences.

Les réformes indispensables et la modernisation du pays supposent un choix politique que vous ferez le 23 juin :

— Ou livrer le pays aux opposants systématiques d'hier qui, avec les communistes, s'installeraient au pouvoir en y transposant leurs divisions et leurs contradictions.

— Ou regrouper tous les Français soucieux de dialogue et de progrès, qu'ils soient gaullistes ou non, démocrates ou centristes en respectant leurs particularismes.

Pourvu que soient défendues les libertés publiques et la légalité.

Et que soient toujours placées au premier plan :

La poursuite du progrès.
La construction d'un avenir plus humain.
La réalisation d'une Europe unie, facteur d'équilibre et de paix.

Gilbert MATHIEU
Notaire
Conseiller général — Maire de Vitteaux
Candidat indépendant soutenu par l'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

Maurice CHIFFON
Commerçant
Maire de Cérilly

COTES-DU-NORD

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Etables-sur-Mer, Lamballe, Pléneuf, Ploeuc, Quintin, Saint-Brieuc-Nord, Saint-Brieuc-Sud.

M. Arthur CHARLES

(Candidat du Rassemblement démocratique et national)
élu le 30 juin 1968
(N. I.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Dans la crise nationale que nous vivons, l'élection législative du 23 juin vous donnera la possibilité et le devoir de faire connaître vos aspirations.

Candidat nouveau soutenu par de nombreux amis représentant un large éventail politique où chacun s'est engagé à respecter ma liberté,

J'ai le souci de rassembler tous ceux qui, approuvant le maintien de la légalité républicaine par le général de Gaulle, Président de la République, souhaitent de profondes et indispensables réformes de notre société pour et par une démocratie véritable tendant à plus de justice, plus de fraternité et plus de respect de la personne humaine.

Rassemblement, réformes et démocratie en dehors de toute violence et de toute anarchie, et rejetant le totalitarisme d'un Front populaire dominé par le Parti communiste qui, se voyant devancé par des trublions révolutionnaires professionnels dont le seul objectif est de détruire, cherche à profiter de la situation pour s'imposer.

Mais réformes réelles et hardies s'appuyant sur la consultation obligatoire de tous les corps intermédiaires : Parlement, Collectivités et Assemblées régionales et locales, Organisations professionnelles et familiales, Syndicats, dans un dialogue constructif avec le Gouvernement.

Ce doit être là un des aspects de la participation évoquée par le Président de Gaulle dans son interview télévisée du 7 juin.

Réformes créant des structures nouvelles qui devront permettre :

— à tous les jeunes de trouver leur épanouissement dans des débouchés leur donnant la possibilité de construire une unité familiale dans une société plus humaine et plus adaptée au progrès et leur permettant d'assumer les responsabilités auxquelles ils aspirent ;
— aux travailleurs des villes, des campagnes, de la mer, de la fonction publique, de trouver la sécurité de l'emploi indispensable à l'amélioration progressive du travail aussi bien dans ses conditions que dans sa durée ;
  — que le problème des auxiliaires trouve enfin sa solution ;
— aux gens âgés d'avoir une retraite leur permettant réellement de vivre dignement ;

— aux entreprises artisanales, agricoles, commerciales et industrielles, aux marins pêcheurs, dans une expansion harmonieuse et nécessaire de trouver la justice fiscale avec, notamment, la suppression de la patente, cet impôt injuste et périmé ;
— aux serviteurs des grands corps de l'Etat, une plus grande responsabilité aux différents échelons d'une hiérarchie moins fermée.

Exploitant agricole, père de famille de dix enfants, responsable d'organisations professionnelles, sociales et économiques depuis vingt-cinq ans, Maire d'une commune rurale, membre de la C.O.D.E.R., je crois pouvoir dire que je connais les problèmes des différentes catégories socio-professionnelles de cette région et les aspirations de tous, jeunes et moins jeunes, et assurer que la solution à ces problèmes et à ces aspirations doit se trouver dans un développement économique et social de toutes les activités de notre région auquel tous doivent participer.

Développement qui appelle un aménagement immédiat du V[e] Plan, et des options hardies pour le VI[e].

Mais d'urgence, il faut :

— un désenclavement rapide de notre Bretagne ;
— une liaison routière à quatre voies entre la Bretagne et la capitale ;
— l'aménagement de nos ports pour nous mettre à l'heure d'une Europe occidentale ;
— la création d'emplois « là où sont les hommes » ;
— un équipement industriel, agricole, générateur d'emplois stables et d'une économie prospère au service de l'homme ;
— une modernisation de l'infrastructure et de l'équipement de toutes nos communes, dans le cadre d'une action prioritaire pour la Bretagne, avec une participation financière plus large de la collectivité nationale, et avec celle des instances européennes ;
— le développement du tourisme dans l'Armor et l'Argoat et de l'équipement hôtelier et d'accueil ;
— la décentralisation universitaire et une formation scolaire, culturelle et professionnelle, permettant démocratiquement à tous les jeunes sans exception de mettre en pleine valeur leurs facultés intellectuelles et techniques.

Je suis profondément convaincu qu'une large union de tous ceux qui veulent réformer notre société dans l'ordre et la légalité, peut encore apporter à notre région, à tous ses travailleurs, ses familles et ses jeunes, les moyens efficaces d'un développement économique et social au service de l'homme et de sa liberté.

Pour cela, il faut une association participante, constructive et réelle de tous les intéressés et responsables à tous les niveaux, et la volonté commune de défendre avec fermeté nos aspirations d'hommes décidés à construire un monde meilleur et libre.

C'est à ce large rassemblement démocratique et national que j'appelle les électrices et électeurs de la circonscription de Saint-Brieuc à participer, en votant et faisant voter dès le 23 juin pour le seul candidat d'Union.

Vive la République,

Vive la France.

Arthur CHARLES
Cultivateur
Maire de La Harmoye
Membre de la C.O.D.E.R.
Président de la Chambre d'agriculture des Côtes-du-Nord
Officier du Mérite agricole

Remplaçant éventuel :

PAUL LAVOLLÉE

Commerçant à Saint-Brieuc
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 1939-1945 — Croix du combattant volontaire de la Résistance
Membre de la Chambre régionale de commerce et d'industrie de Bretagne
Administrateur de l'Office H.L.M. de Saint-Brieuc

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

31.963 d'entre vous m'ont accordé leur confiance dès le premier tour.

Je les remercie sincèrement de m'avoir ainsi placé avec 48 % des suffrages en tête de tous les candidats.

Ils ont ainsi prouvé que dans un esprit de large union pour le salut de la République, ils approuvaient mon programme de REFORMES dans l'ordre et la légalité, réformes souhaitées par le Gouvernement lui-même.

Ils ont prouvé qu'il y avait dans cette circonscription une majorité de citoyennes et de citoyens soucieux de développer, au sein d'une majorité élargie, le dialogue constructif qui permettra à toutes les catégories de Français : ouvriers, employés, paysans, marins, artisans, commerçants, industriels, fonctionnaires, travailleurs indépendants, mères de famille, retraités, de tendre vers plus de justice et de fraternité.

Face à la désunion d'une gauche qui s'entre-déchire, ils ont apprécié le rassemblement qui se fait sur mon nom et sur mon programme, basé sur l'épanouissement de l'homme, dans une société en mouvement vers des promesses de renouveau.

Qu'ils en soient une fois encore remerciés.

Grâce à eux, nous sommes passés tout près de la victoire. Cette victoire, nous l'obtiendrons dimanche, grâce à eux et à ceux qui, avec eux, refuseront l'aventure, seul programme que le P.S.U. est capable de leur proposer.

C'est ce que pense d'ailleurs jusqu'au Parti communiste puisqu'un article de *l'Humanité* du 19 juin accuse le P.S.U. d'avoir « servi d'officine qui a soutenu ouvertement et sans exception toutes les aventures des pseudo-révolutionnaires du genre Cohn-Bendit ».

Pour ma part, rejetant toute violence et tout sectarisme, soucieux de respecter toutes les libertés, indissolubles les unes des autres, et d'assurer avec efficacité à notre région son indispensable épanouissement pour que tous y trouvent les meilleures conditions de vie et de travail, j'appelle les électrices et les électeurs de la circonscription à confirmer, en l'élargissant, la confiance qu'ils m'ont accordée au premier tour.

ARTHUR CHARLES

Candidat de Rassemblement démocratique et national

Remplaçant éventuel :

PAUL LAVOLLÉE

J'exprime ma profonde reconnaissance aux 31.963 électrices et électeurs qui m'ont fait confiance et qui avec 48 % des suffrages me placent en tête du scrutin.

La victoire est donc possible sur le P.S.U., le parti qui soutenait des aventures du genre Cohn-Bendit, et le drapeau noir.

Pour le drapeau tricolore avec le général de Gaulle.

Votez, faites voter

ARTHUR CHARLES

Candidat d'union

L'avenir des travailleurs, artisans cultivateurs, marins, commerçants et industriels, comme l'expansion économique et la création d'emplois, dans la circonscription, dépendent de votre bulletin de vote.

Le candidat :

ARTHUR CHARLES

Remplaçant éventuel :

PAUL LAVOLLÉE

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Broons, Caulnes, Dinan-Est, Dinan-Ouest, Evran, Jugon, Matignon, Plancoët, Plélan-le-Petit, Ploubalay.

M. René PLEVEN

(Candidat républicain d'Union)
élu le 23 juin 1968
(P.D.M.)

Electrices, électeurs,

L'élection législative du 23 juin est une élection hors série.

Elle est la conséquence d'une grande crise nationale.

Beaucoup de travailleurs avaient des causes légitimes de mécontentement et les étudiants aspiraient justement à la rénovation d'un système universitaire périmé.

Je suis inscrit à l'Assemblée nationale au groupe Progrès et démocratie moderne, présidé par Jacques Duhamel. Si nos avis avaient été écoutés, l'augmentation du S.M.I.G. et de bas salaires, celle des allocations sociales, l'allégement de l'impôt sur les revenus du travail, la révision de l'ordonnance sur la sécurité sociale auraient été déjà réalisés, mais par étapes, et sans danger pour l'économie nationale.

Le malaise social et universitaire trop longtemps sous-estimé par un Gouvernement mal conseillé par une technocratie parisienne, ignorante des conditions de vie des foyers modestes, a été exploité par des minorités extrémistes.

Débordant souvent les responsables des grandes organisations syndicales, ces minorités ont tenté d'imposer leurs conceptions par la violence. Un climat d'illégalité s'est instauré, qui a mené le pays aux limites de la guerre civile et de la faillite économique. On a pu craindre que s'installe en France une sorte de démocratie populaire qui aurait été menée en fait par les communistes de tous bords.

Le premier objectif de l'élection du 23 juin est de permettre aux Français de proclamer qu'ils refusent tout régime totalitaire, qu'ils veulent garder leurs libertés, toutes leurs libertés, qu'ils n'acceptent pas que sur les édifices publics flottent d'autres drapeaux que le tricolore.

Vous refuserez donc de donner votre vote à des candidats qui se réclament du Parti qui n'a jamais désavoué ni le stalinisme, ni le coup de Prague, ni la répression de Budapest ou qui pactisent avec ce parti.

Face à l'agitation, aux démonstrations de rue, aux manœuvres qui atteignaient leur paroxysme au moment du vote sur la dernière motion de censure, j'ai estimé que le renversement du Gouvernement dans ces circonstances aggraverait encore la crise, entraînerait un redoublement des assauts contre la légalité et des atteintes à la liberté du travail, risquerait de mettre en péril la République elle-même.

Mon attitude a été guidée par le seul souci de l'intérêt national. Je ne crois pas m'être trompé.

Le deuxième objet des élections législatives est de donner au Président de la République une indication claire sur les vœux du pays.

L'immense majorité des Français souhaite le progrès social dans la légalité, appelle des réformes, mais s'oppose à l'aventure.

Le sentiment national de tous veut épargner à la France l'horreur d'un déchirement, d'un affrontement violent entre ses enfants. C'est pourquoi je vous ai toujours mis en garde contre le danger d'une sommaire division du peuple en deux blocs, pourquoi j'ai toujours affirmé que si un dialogue utile n'existait pas au Parlement, la contestation se déplacerait nécessairement dans la rue.

Telle est la leçon des événements d'hier que la France ne veut plus revoir.

Elle exige qu'une majorité nouvelle, plus démocratique et plus large que celle d'hier, respectueuse des prérogatives constitutionnelles du Président de la République, se dégage des élections du 23 juin.

La tâche de la prochaine Assemblée sera ingrate et lourde.

Des mesures immédiates devront être prises pour que les entreprises de toutes dimensions et de toute nature, pour que les exploitations paysannes puissent supporter leurs charges nouvelles. Le maintien de l'emploi est à ce prix.

Afin que les avantages acquis par les salariés ne soient pas annulés en quelques semaines par une dépréciation monétaire qui accablerait plus que toutes autres les personnes âgées ou handicapées, pourvues de maigres ressources, des révisions budgétaires et des sacrifices s'imposeront.

La réforme promise de l'Université et de l'enseignement devra être réalisée avec les représentants démocratiquement élus des étudiants et des maîtres.

Le centralisme technocratique a été l'une des causes des erreurs commises. Décentralisation des pouvoirs de décision, dans l'Etat comme dans maintes grandes entreprises, association plus large des citoyens et des travailleurs aux responsabilités des décisions qui les concernent, objectivité de l'O.R.T.F., devront être assurées dans les plus brefs délais.

Toutes les catégories sociales et professionnelles, les jeunes et ceux qui le sont moins, savent que je connais intimement leurs problèmes et que je ne ménage pas mes efforts pour les résoudre.

Le transfert par l'Etat à une authentique entité régionale de larges moyens d'animation économique, l'adoption d'un plan de développement breton appliqué méthodiquement sur plusieurs années, s'attaquant pour de bon au sous-équipement, à la sous-industrialisation, au sous-emploi, prévoyant la transformation sur place d'une part toujours plus large de nos productions agricoles, sont des conditions essentielles à l'amélioration du sort de tous dans notre région. Les investissements des petites et moyennes entreprises qui peuvent grandir, la conversion des exploitations vers l'élevage, l'équipement touristique réclament des crédits nouveaux ou une caisse régionalisée, tandis que les problèmes maritimes et ceux des marins doivent être complètement repensés.

Je fais appel au patriotisme de tous les démocrates, quelles qu'aient été leurs étiquettes d'hier, pour me permettre à Paris et en Europe, si vous me renouvelez votre confiance, d'agir avec plus de force que jamais pour une Bretagne qui veut vivre.

La France que nous aimons, que nous avons tous servie veut que nous nous unissions pour faire avancer notre pays, sans violence ni perte de notre liberté, vers plus de justice sociale, d'égalité et de fraternité.

La France peut sortir renouvelée de cette crise si nous nous élevons au-dessus de nos divisions, être un exemple pour l'Europe qu'il faut rassembler.

Pas d'abstention. Votez massivement.

Vive la République,

Vive la France.

René PLEVEN
Candidat républicain d'union (Progrès et démocratie moderne)
Compagnon de la Libération
Commandeur du Mérite maritime

Remplaçant éventuel :

Ernest ROUXEL
Conseiller général — Maire de Ploubalay
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur du Mérite agricole

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : la Chèze, Collinée, Corlay, Gouarec, Loudéac, Merdrignac, Moncontour, Mur-de-Bretagne, Plouguenast, Rostrenen, Saint-Nicolas-du-Pélem, Uzel.

Mlle Marie-Madeleine DIENESCH

(Candidate d'Union des démocrates pour la défense de la République)
élue le 23 juin 1968
(app. U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Des mouvements révolutionnaires sans précédent ont ébranlé le monde entier. La France n'a pas échappé à ces remous et notre pays a vu se déchaîner une vague de violence et d'anarchie l'amenant au bord de l'abîme. Les fauteurs de troubles, certains d'inspiration étrangère, ont utilisé l'angoisse des jeunes, les difficultés des familles ouvrières et paysannes, à des fins politiques. Si, dans notre région, la grande majorité de la population a gardé son sang-froid, nous avons vu, derrière les drapeaux rouges et noirs se profiler le totalitarisme.

Cependant en dix ans une œuvre considérable a été accomplie : remembrement, indemnité viagère de départ, assurance-maladie, subventions à l'élevage, soutien des marchés, amélioration des structures, création de lycées et collèges, retraite vieillesse, aide aux personnes âgées, aide à l'artisanat, primes pour l'industrialisation, fonds national de l'emploi, assurance chômage, récemment plus de 5 milliards pour la régionalisation et la rénovation rurale, etc.

En politique étrangère, grâce à l'action lucide et généreuse du général de Gaulle, la détente à l'Est s'amorce et la conférence de la paix au Vietnam commençait ce 13 mai à Paris. Européens par les actes et non seulement les paroles, nous étions prêts à entrer le 1er juillet dans le Marché commun, source pour nous de débouchés et d'em-

plois d'importance vitale pour la paysannerie et la classe ouvrière. Après des sacrifices nécessaires, la reprise économique garantissait les meilleures conditions de compétitivité avec nos partenaires européens.

Harcelé de toutes parts, et très injustement, *le Gouvernement a fait face.* L'autorité du Premier Ministre Georges Pompidou s'est imposée à tous dans les heures dramatiques. Refusant les moyens de la force, proposant à tous le dialogue, il a entrepris et mené à bien des négociations exceptionnelles en faveur des travailleurs et de la fonction publique, tandis qu'à Bruxelles, le Ministre de l'Agriculture, Edgar Faure, obtenait un succès net pour la classe paysanne dont la sagesse, aux heures difficiles, a rendu service à la Nation. Tout en poursuivant sa tâche économique, le Gouvernement est prêt à rétablir la parité acquise, particulièrement pour les plus défavorisés qu'inquiète le poids des mesures nouvelles.

A l'appel du général de Gaulle, après un moment de stupeur, la France a manifesté d'une façon éclatante son désir d'ordre et de paix civile.

Aujourd'hui, une société nouvelle s'impose. Elle se dessine à travers les premiers accords entre les syndicats ouvriers et les chefs d'entreprise, les maîtres et les étudiants. S'opposant au marxisme, comme au capitalisme, dans la dignité et le respect de l'homme, elle est fondée sur la participation des citoyens, proclamée par le général de Gaulle.

Pour ces tâches nouvelles et répondant à cet appel des jeunes et des masses, le Premier Ministre a renouvelé et élargi son Gouvernement. Avec des amis, comme Maurice Schumann, Ministre des Affaires sociales, j'ai eu l'honneur d'être appelée à assumer une part des responsabilités ministérielles pour l'Education Nationale. Je défendrai les idées et les réformes qui ont toujours été à la base de notre engagement politique et n'avaient pas trouvé jadis, hélas, beaucoup d'écho et de soutien.

Dans notre monde moderne en pleine mutation, dans le tourbillon des progrès techniques et des idéologies nouvelles, une explosion d'inquiétude et de révolte a secoué les jeunes qu'une Université vieillie n'avait su préparer à s'adapter. Pour résoudre ces problèmes, fidèle au dialogue que j'ai toujours pratiqué avec vous tous, (et dans cet arrondissement, vous le savez bien !), je continuerai d'associer à ce travail les jeunes, les parents, les maîtres et tous ceux qui ont élaboré aujourd'hui des solutions nouvelles et généreuses.

Rien ne peut se résoudre dans le désordre et l'anarchie, cette « révolution » doit s'accomplir dans la légalité républicaine qui, seule, protège les plus faibles et peut établir entre tous une véritable justice. Il faut donc au Parlement une majorité solide, élargie, ouverte à tous les hommes et les femmes de bonne volonté, une majorité décidée à épauler le Chef de l'Etat. Je suis profondément heureuse d'avoir contribué à l'union dans plusieurs arrondissements des Côtes-du-Nord et je remercie du fond du cœur tous ceux qui, sans esprit partisan, ont oublié ce qui les séparait pour ne songer qu'au bien du Pays.

Le 23 juin, votre choix est vital pour le pays.

Je suis sûre qu'en cette heure si grave, vous écarterez définitivement le communisme, et ses alliés comme le P.S.U. ou la Fédération, qui n'ont offert au Pays en désarroi qu'une avide soif de pouvoir, au mépris même de la légalité, sans aucun programme réel de Gouvernement, se souciant peu de voir le pays s'abandonner à la haine et à la destruction.

Je suis sûre que vous nous répondrez affirmativement

— pour défendre notre région et son expansion,

— pour les nouvelles réformes de structures et la participation,

— pour la défense des libertés et pour la paix du monde.

Pour le succès, dès le premier tour, massivement, sans abstention...

Vous ferez votre devoir à l'appel du général de Gaulle...

Vive la République !

Vive la France !

MARIE-MADELEINE DIENESCH
Député sortant
Secrétaire d'Etat à l'Education nationale
(Candidate d'Union des démocrates pour la défense de la République)

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ GLON
Maire d'Hémonstoir
Membre de la Chambre régionale de commerce et d'industrie
Ancien P. G. — Croix de guerre au titre de la Résistance

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bégard, Belle-Isle-en-Terre, Bourbriac, Callac, Châtelaudren, Guingamp, Lanvollon, Maël-Carhaix, Plouagat, Plouha, Pontrieux.

M. Édouard OLLIVRO

(Candidat républicain d'union et de progrès social)
élu le 30 juin 1968
(P.D.M.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

J'ai été député pendant quinze mois. En conscience, j'estime avoir été fidèle à mes opinions et à mes promesses.

∴

— *Certains me posent la question :*

« Pourquoi avez-vous voté la motion de censure ? » Je dis très vite que les pressions dont j'ai été l'objet n'ont en rien influencé une position mûrement réfléchie. En mon âme et conscience, j'ai estimé que :

1. — *Ne pas voter la motion de censure* c'était cautionner l'action des Ministres de l'Intérieur, de l'Education nationale, de l'Information, de la Jeunesse et des Sports, dont chacun a reconnu, au moins en partie, la responsabilité dans les troubles qui ont pris origine dans la Capitale, lesquels Ministres, d'ailleurs, ont été désavoués, huit jours plus tard.

2. — *Voter la motion de censure*, ce n'était pas du tout, contrairement à ce que certains veulent faire croire, mettre en cause le mandat du Président de la République, élu pour sept ans par le peuple souverain ; mais c'était permettre dès le 22 mai, au général de Gaulle et à son Premier Ministre, de changer d'équipe gouvernementale, puis

de dissoudre l'Assemblée Nationale, et de décider de nouvelles élections. C'est ce qui a été fait le 30 mai. La preuve que cette motion ne visait pas le Chef de l'Etat, c'est qu'un député aussi fidèle au général que M. Capitant voulait à tout prix la voter, ce qui n'a pas empêché le Président de la République de le prendre tout de suite comme Ministre. Et, le vendredi 7 juin à la télévision, le général de Gaulle a ajouté : « Que voulez-vous, dans une crise pareille, c'est naturel qu'on assure la relève des hommes et c'est ce qui a été fait. » C'est là justement ce que nous voulions.

⁂

— De plus, et ceci est essentiel, il ne faut pas oublier que la censure était destinée à juger la politique économique et sociale des Pouvoirs publics. Or, quelle est la situation dans la circonscription dont je suis député ? Et quels étaient mes engagements lorsque j'ai sollicité vos suffrages ?

1. — *La situation :* Jamais sans aucun doute, l'angoisse n'a été si profonde. Interrogeons ceux qui nous entourent. Les artisans et les commerçants sont durement frappés ; les paysans sont menacés dans leurs revenus essentiels. Les entreprises traversent de graves difficultés et les ouvriers ont peur du chômage. Les jeunes et leurs parents sont inquiets devant leur avenir. Et d'autres aussi sont inquiets, que parfois l'on oublie : les vieux, les handicapés, les mutilés, les pensionnés, tous les retraités qui craignent que, dans leur pouvoir d'achat, ils soient victimes de cette crise.

2. — *Quel était mon engagement du 5 mars 1967 ?* Avoir le courage de dire non lorsque les intérêts vitaux de ma circonscription seraient en cause. J'ai donc été loyal avec moi-même en votant une censure qui exprimait le mécontentement profond — voire le drame — des habitants de ma région. Je n'ai qu'une parole et je ne pouvais pas dire, en votre nom, au Gouvernement : « Tout va pour le mieux ! ». Et recevant depuis une délégation du CELIB à l'Hôtel Matignon, le 31 mai, et en lui promettant des crédits nouveaux pour la Bretagne, le Premier Ministre a reconnu une carence dont notre région était la victime. C'est là justement ce que nous voulions.

⁂

— J'ai tenu à apporter à mes électrices et électeurs ces explications. Mais la censure, c'est le passé. C'est vers demain qu'il nous faut, tous ensemble, tourner notre regard. Or que sera demain ?

— Ou bien c'est l'Union des gauches qui l'emporte avec Mitterrand et Waldeck Rochet. Et les Français le pressentent, ce serait alors l'aventure, la cascade des gouvernements, parce que ces partis d'extrême-gauche seront incapables de gouverner ensemble.

— Ou bien, ce sont les vrais Républicains partisans du dialogue, comme moi, qui l'emporteront. Il faudra alors que cessent l'inconditionnalité aveugle qui nous a fait tant de mal et nous a mené au bord du gouffre, ainsi que les méthodes trop technocratiques et trop centralisées du Gouvernement.

M. Pompidou lui-même qui, à travers les récents événements a montré une carrure d'homme d'Etat, a annoncé qu'il voulait changer ces méthodes.

Nous sommes prêts, quant à nous, avec notre Président Jacques Duhamel, à établir un programme de majorité pour la prochaine législature avec tous les vrais républicains. Nous ne jetons l'exclusive contre personne, sauf les communistes et leurs alliés. Avec les autres nous composerons cette majorité stable et large qui mettra le pays à l'abri des violences.

J'ai été député pendant quinze mois.

Beaucoup d'entre vous me connaissent et tous vous connaissez mon programme. Vous savez que je n'attaque personne et que j'essaie de rendre service à tous. J'ai multiplié les contacts indispensables à tout élu pour comprendre et mieux exprimer les problèmes de la base. Vous connaissez aussi ma conception du métier de député. Elle est la même que ma conception du rôle de Maire. Etre Maire ou député, c'est certes un honneur, mais c'est surtout un service : être au service de tous, surtout des plus défavorisés. Voilà quel a été mon programme et demain il sera le même. Etre au service de la Bretagne. Etre au service de la France pour qu'elle retrouve, avec le concours de tous ses enfants, et dans la paix sociale, le chemin de l'unité, de la stabilité et du progrès. Nous aimons trop notre pays pour accepter de le voir se séparer en deux blocs hostiles. Le problème n'est pas de diviser mais de rassembler pour l'œuvre nécessaire du renouveau. Les mêmes causes produiraient, en plus grave, les mêmes effets. Les mêmes erreurs entraîneraient les mêmes débordements et la paix civile ne serait pas pour longtemps assurée. C'est pourquoi, Républicains, vous qui êtes partisans de toutes les libertés y compris de la liberté du travail, ne dispersez pas vos voix.

Dès le premier tour, votez utile, votez efficace, votez Edouard Ollivro.

EDOUARD OLLIVRO
Maire de Guingamp
Député sortant

Remplaçant éventuel :

JEAN GOUBIL
Agriculteur
Maire de Paule

La campagne électorale étant très courte, il me sera impossible de multiplier les visites. Je prie mes amis de vouloir bien m'en excuser.

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

La situation est simple :

— d'un côté le Parti communiste et la démocratie populaire,
— de l'autre la liberté et la paix sociale.

Certains pourraient dire :

« Dans la circonscription de Guingamp la défaite du Parti communiste est assurée d'avance, inutile de se déplacer. »

Or, nous le savons, les partisans de la démocratie populaire iront tous aux urnes. Donc, nous aussi, nous avons le devoir absolu de voter.

Le choix est clair :

Citoyens libres dans une République libre nous avons à nous rassembler pour affirmer de manière indiscutable notre attachement à la liberté.

C'est pour la paix sociale,

C'est pour la liberté que dimanche prochain nous voterons.

EDOUARD OLLIVRO
Maire de Guingamp
Député sortant

Candidat républicain d'Union et de progrès social.

Remplaçant éventuel :

JEAN GOUBIL
Agriculteur
Maire de Paule

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Lannion, Lézardrieux, Paimpol, Perros-Guirec, Plestin-les-Grèves, Plouaret, La Roche-Derrien, Tréguier.

M. Pierre BOURDELLÈS
(Candidat Républicain d'union)
élu le 30 juin 1968
(P.D.M.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Je ne pense plus avoir besoin de me présenter à vous : désormais vous me connaissez tous et toutes.

Pendant quatre législatures, vous m'avez confié la mission de vous représenter à l'Assemblée Nationale. Depuis 1951, date de ma première élection, mes cheveux ont encore blanchi, mais mon activité et mon dévouement au service de la Nation, comme au service de tous, sont restés les mêmes.

Cette législature entamée le 12 mars 1967 a été brusquement interrompue par les événements que nous ne sommes pas sur le point d'oublier.

La campagne électorale aura été très courte : vous voudrez bien m'excuser, les uns et les autres, si je n'ai pas réussi à vous contacter comme je l'aurais voulu.

Certains me posent la question :

Pourquoi avez-vous voté la dernière motion de censure ?

Je dis très vite que les pressions dont j'ai été l'objet n'ont en rien influencé une position mûrement réfléchie.

Mais en mon âme et conscience j'ai estimé que :

1. Ne pas voter la motion de censure, c'était cautionner l'action des Ministres de l'Intérieur, de l'Education nationale, de la Justice, de l'Information, de la Jeunesse et

des Sports, dont chaque Français a reconnu, au moins en partie, la responsabilité dans les troubles qui ont pris leur origine dans la Capitale — lesquels Ministres d'ailleurs ont été désavoués huit jours plus tard et remplacés au sein du Gouvernement.

2. Voter la motion de censure, ce n'était nullement — comme certains veulent le faire croire — mettre en cause le mandat du Président de la République, élu pour sept ans par le peuple souverain mais c'était permettre, dès le 22 mai, au général de Gaulle et à son Premier Ministre, de changer l'équipe gouvernementale, puis de dissoudre l'Assemblée Nationale et décider de nouvelles élections. C'est ce que M. Pompidou a fait le 30 mai.

D'autre part, il ne faut pas oublier qu'il s'agissait d'une censure destinée à juger la politique économique et sociale du Gouvernement.

J'ai estimé que la Bretagne devait recevoir davantage de l'Etat : en interrogeant les commerçants, les artisans, les paysans, les marins, les jeunes à la recherche d'emploi, le monde des entreprises et du travail, les retraités, tous les pensionnés, ceux de la Marine marchande et de la « Royale », de l'armée, et les autres, les personnes âgées qui se demandent si, dans leur pouvoir d'achat, elles ne seront pas les victimes de cette crise, en les interrogeant tous, j'ai constaté que la situation dans notre département, dans notre région, devenait de plus en plus dramatique, et que l'angoisse étreignait les cœurs.

En recevant une délégation du C.E.L.I.B., à l'Hôtel Matignon, le 31 mai, en lui promettant des crédits nouveaux pour la Bretagne, M. Pompidou lui-même a reconnu une carence dont notre région était la victime.

Mais la censure, c'est le passé !

Et c'est vers demain qu'il nous faut, tous ensemble, tourner notre regard.

Or, que sera demain ?

Ou bien c'est l'Union des gauches qui l'emporte avec Mitterrand et Waldeck Rochet, et mon expérience m'oblige à penser que ce serait l'aventure, une nouvelle valse des gouvernements, l'anarchie, parce que les partis d'extrême-gauche qui, pendant la campagne électorale, donneront l'impression de pouvoir s'entendre, seront absolument incapables de gouverner ensemble.

Ou bien ce sont les vrais républicains, partisans du dialogue, comme moi, qui l'emporteront : il faudra alors que cessent l'inconditionnalité qui nous a fait tant de mal et nous a mené au bord du gouffre, de même que les méthodes trop technocratiques et trop centralisées du Gouvernement.

Nous sommes prêts quant à nous, Groupe Progrès et démocratie moderne, avec notre Président Jacques Duhamel, à établir un programme de majorité, pour la prochaine législature, avec tous les démocrates — communistes et leurs alliés exclus — qui accepteront de composer cette majorité stable et large dont les Français, tous les Français, ont besoin pour réaliser les réformes et promouvoir le progrès social dont cette crise a démontré l'impérieuse nécessité !

Etre député c'est, certes, un honneur, mais c'est surtout un service.

C'est être au service de tous, et particulièrement des moins favorisés par le sort.

Voilà ce que j'ai été toute ma vie, voilà ce que je serai demain.

Nous aimons trop notre pays pour accepter de le voir se séparer en deux blocs hostiles. Le problème n'est pas de diviser, mais de rassembler pour l'œuvre nécessaire de renouveau. Les mêmes causes produiraient, en plus grave, les mêmes effets ; les mêmes erreurs entraîneraient les mêmes débordements et la paix civile ne serait pas pour longtemps assurée.

C'est pourquoi, face au danger communiste, Républicains modérés, ne dispersez pas vos voix.

Dès le premier tour, votez utile, votez efficace.

Votez pour celui qui, depuis dix-huit ans, ne cesse de se battre pour barrer la route au communiste Marcel Hamon.

Pour la République,
Pour la France,
Pour la Bretagne,

Votez

PIERRE BOURDELLES

Candidat républicain d'union

(Progrès et démocratie moderne)

Député sortant

Conseiller général de Perros-Guirec — Maire de Louannec

Croix de guerre 1939-1945

Remplaçant éventuel :

YVES BOURDONNEC

Agriculteur

Conseiller général du canton de La Roche-Derrien — Maire de Prat

---

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Une fois de plus, vous m'avez apporté le témoignage de votre amitié et de votre confiance, en me plaçant en tête du scrutin avec 6.000 voix d'avance sur mon concurrent communiste.

De tout cœur, je vous en remercie.

Pour dimanche, la situation est claire :

D'un côté, le candidat du Parti communiste et de la démocratie populaire ;

De l'autre, le Républicain partisan de la dignité de l'homme, de toutes les libertés et du progrès, dans l'union et la paix sociale.

Ne dites pas, en additionnant les chiffres du scrutin de dimanche dernier : « l'élection de Pierre Bourdellès est assurée, inutile de se déplacer » car les extrémistes iront aux urnes, sans défection !

Pour le mieux-être de tous les habitants de notre belle circonscription Lannion-Paimpol ;

Pour l'expansion régionale que j'ai toujours défendue et défendrai encore avec passion ;

Dans l'union, pour la République, la Bretagne et la France,

Un seul bulletin :

PIERRE BOURDELLES

Remplaçant éventuel :

YVES BOURDONNEC

CREUSE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ahun, Auzances, Bellegarde-en-Marche, Boussac, Chambon-sur-Voueize, Châtelus-Malvaleix, Chénérailles, la Courtine, Crocq, Evaux-les-Bains, Guéret, Jarnages.

M. Olivier HARTY de PIERREBOURG

élu le 30 juin 1968
(app. U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Creusoises, Creusois,

Investi par vous des fonctions de député au scrutin du 12 mars de l'an dernier, je vois le fil de mon mandat tranché avant son terme. Les événements graves dont vous avez suivi le déroulement avec inquiétude ont fait que vous êtes appelés à de nouvelles élections.

Cinq fois consécutives vous m'avez accordé votre confiance, depuis dix-sept ans je suis votre élu, je me considérerais comme un déserteur si je ne venais, cette fois encore, me soumettre à votre jugement.

J'ai fait de mon mieux pour ne pas démériter. Ma profession de foi de mars 1967 vous disait que j'allais être « celui qui saura dire *oui* toutes les fois que les intérêts de la France ou de la Creuse l'exigeront ». C'est cette ligne de conduite que j'ai suivie en ne votant pas une motion de censure quand le salut de la France exigeait que je m'y refuse. Je me suis rangé parmi ceux qui voulaient sauver la République face au désordre et à l'anarchie lui donnant l'assaut.

Déjà une voix haineuse parlait « d'accepter » le pouvoir alors qu'en cas de départ du chef de l'Etat la légalité mettait le pouvoir aux mains du Président du Sénat. Cette même voix nous avait avertis que ce pouvoir illégalement « accepté » saurait prendre toutes les mesures propres — parlons net — à museler l'opposition.

Déjà le spectre de la guerre civile se dressait à l'horizon où se profilait le sinistre drapeau noir. Alors j'ai choisi l'ordre, la légalité, la liberté...

C'est aux seuls électeurs creusois de me juger.

Ils voient à côté de moi Jean Mazet qui y a déjà été en 1962. La nécessité absolue et urgente de s'unir face à la violence, à l'aventure, à la Révolution est apparue à tous les républicains dignes de ce nom. C'est pourquoi nous sommes de nouveau l'un près de l'autre aujourd'hui.

J'adresse à mon ami, André Canthe, qui a été mon remplaçant éventuel durant la précédent législature, l'expression de ma gratitude pour le dévouement et la fidélité qu'il n'a cessé et qu'il ne cesse de témoigner dans ce combat que nous menons contre nos adversaires principaux et leurs alliés, qui sont leurs otages.

S'il a volontairement cédé la place à Jean Mazet, il n'en reste pas moins à mon côté pour marquer toujours la même sollicitude à ses amis les paysans qu'il aime bien et qui lui rendent son affection.

Il sera toujours près de moi la voix de leurs besoins et de leurs revendications.

La campagne électorale de cette année ne se déroule pas dans les conditions habituelles. Elle est brève, trop brève pour que j'aille m'entretenir avec tous mes amis des cent trente-cinq communes de ma circonscription !

Electrices, électeurs,

L'an dernier, vous vous êtes prononcés sans équivoque en assurant ma réélection par 20.118 voix contre 18.460 au candidat communiste.

Je n'ai rien à changer au programme que je vous ai soumis et que vous avez approuvé en 1967.

Devant le danger, plus évident que jamais, la violence et l'anarchie préparant la dictature que nous avons toujours dénoncée, il importe aujourd'hui de rétablir l'ordre et d'assurer la liberté.

Ordre et liberté permettront de parler de réformes, de préparer un renouveau raisonnable.

Les Françaises, les Français, au XXe siècle, doivent être libres de travailler, d'enseigner, d'étudier, dans tous les domaines, agricole, commercial, artisanal, industriel, culturel, etc. Ils doivent être libres de tirer un juste profit de leur labeur.

Ils doivent également être libres de discuter, de proposer, et leurs représentants de toutes sortes doivent être entendus.

Car si les temps sont aux rapprochements, je n'en reste pas moins maître de mon action et de ma conscience.

Tous les Creusois sérieux et responsables me comprendront.

La Creuse, dans la période difficile que nous venons de vivre, a montré une fois de plus son calme bon sens. Au plus profond d'eux-mêmes les Creusois ont condamné les violences et les partisans qui ont tenté de les contraindre ou de les intimider.

En me représentant devant vous, c'est à ce bon sens que je fais confiance, ainsi qu'à l'amour que nous avons tous de la République et de la France.

Des moments difficiles nous attendent ; ce qui vient de se passer est très lourd de conséquences :

— conséquences morales incalculables,
— conséquences économiques que l'on peut hélas commencer à chiffrer...

Ce qui suivra dépendra du bulletin que vous allez déposer dans l'urne.

Et surtout : pas d'abstention !

S'abstenir c'est faire la politique des adversaires de la France.

Alors votez ! Exprimez votre opinion, mais réfléchissez :

Une nouvelle crise, qu'on le sache bien, serait cette fois, exploitée à fond par les ennemis de la République.

Seule notre union nous en préservera !

Vive la Creuse, vive la France, vive la République !

OLIVIER DE PIERREBOURG
Radical indépendant, seul candidat soutenu par l'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

JEAN MAZET
Entrepreneur du bâtiment
Maire de Felletin
Conseiller général
Radical indépendant soutenu par l'Union pour la défense de la République

2e CIRCULAIRE

Creusoises, Creusois,

17.021 électrices et électeurs ont voulu, dimanche dernier, le grand rassemblement des gens raisonnables.

Pour la République, pour notre pays, pour notre Creuse, je les en remercie avec émotion, puisque c'est sur mon nom que s'est réalisé ce rassemblement.

Jamais un tel chiffre n'avait été atteint à un premier tour.

C'est que jamais, depuis bien longtemps, l'heure n'avait été aussi grave. Et ce résultat n'a été atteint que parce que vous avez voulu

protester contre :

— la violence, le pouvoir de la rue, l'aventure,
— le totalitarisme de certains partis et de certains syndicats qui règnent par l'intimidation et par la contrainte et qui craignent les votes à bulletin secret.

et vous avez voté pour :

— l'ordre, la légalité, la liberté,
— la vraie et saine démocratie,
— la République de tous, libérale et française.

Vous avez donné votre réponse au drapeau rouge, au drapeau noir, à tous les sectaires, à tous ceux qui discutent avec des pavés !

Dimanche prochain,

Vous trouverez, en face de moi, mon adversaire habituel, le communiste Tourtaud, le docteur Ferrand s'étant retiré de la lutte.

Ceux d'entre vous qui, au premier tour, ont obéi à de très respectables sentiments d'amitié ou de fidelité se retrouveront dimanche dans la fidelité toute simple à la République :

— la Creuse et son chef-lieu Guéret, qui est l'un de ses centres de fixation, seront représentés,
— ou bien par l'inconditionnel du communisme international : M. Tourtaud,
— ou bien par un député de la République française que vous connaissez, qui, hors de toute contrainte, gardera la liberté d'action indispensable pour défendre les intérêts de la Creuse et des Creusois, et ceux de la République.

— Demain sera difficile...

— En Europe et dans le monde le désordre couve, y compris dans les pays du « miracle communiste ».

— En France, la raison et le travail doivent être nos mots d'ordre. La situation l'exige.

— Au désordre, aux violences, aux sottises et au délire, la Creuse, par votre voix, confirmera la réponse du premier tour.

Massivement, car la lutte n'est pas terminée, nous répondrons ensemble oui,

— aux réformes et au renouveau, par la discussion, dans l'ordre et dans la liberté.

Demain, je serai l'élu de tous, dans le respect des convictions de tous, prêt à me dévouer à tous.

Et surtout : pas d'abstentions !

Il faut voter dimanche encore et massivement, car nos adversaires sont disciplinés.
Assurez au second tour le triomphe de nos idées nationales.

Vive la Creuse, vive la France, vive la République !

OLIVIER DE PIERREBOURG
Radical indépendant, seul candidat soutenu par l'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

JEAN MAZET
Entrepreneur du bâtiment
Maire de Felletin
Conseiller général
Radical indépendant soutenu par l'Union pour la défense de la République

---

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aubusson, Bénévent-l'Abbaye, Bonnat, Bourganeuf, Dun-le-Palestel, Felletin, Gentioux, le Grand-Bourg, Pontarion, Royère, Saint-Sulpice-les-Champs, Saint-Vaury, la Souterraine.

M. André CHANDERNAGOR

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Après dix ans d'un pouvoir presque absolu, notre pays traverse une crise sociale sans précédent.
Désespérant de se faire entendre de dirigeants sourds à leurs revendications les plus légitimes, ouvriers, paysans, fonctionnaires, étudiants et enseignants ont participé au mouvement. Et les plus durs sont les jeunes, justement inquiets de leur avenir dans une société qui avoue actuellement plus de cinq cent mille chômeurs.
Quelles sont donc les raisons de ce mécontentement populaire, profond et généralisé ?

Elles tiennent à ce que, depuis dix ans :

— les crédits de l'Etat ont été mal utilisés ;
— le revenu national a été injustement réparti ;
— les citoyens ont été tenus à l'écart des grandes décisions qui engagent leur avenir.

I. — Les crédits de l'Etat ont été mal utilisés.

La principale réalisation du régime, ce sera, en définitive, la « force de frappe » ; car cette arme, plus prestigieuse qu'efficace, a bénéficié de la priorité dans tous nos budgets.

Or, la grandeur véritable d'un pays s'apprécie, à l'heure actuelle, moins à la puissance de ses armes qu'à l'importance de son équipement civil (hôpitaux, autoroutes, logements, téléphone, etc.), ainsi qu'à l'effort qu'il accomplit pour la formation de ses enfants.

En ce qui concerne l'équipement civil, nous sommes en retard sur les prévisions du Plan. Quant à l'Education nationale, qui devrait bénéficier de « la priorité des priorités », les événements récents ont révélé l'ampleur de ses problèmes et la tragique insuffisance des moyens dont elle dispose.

II. — Le revenu national a été injustement réparti.

— Il a été mal réparti entre les individus :

Les grandes banques et les spéculateurs ont édifié des fortunes scandaleuses.

Dans le même temps, le revenu agricole s'est éloigné de la parité si souvent promise. Alors que l'année en cours est désastreuse pour nos éleveurs creusois, ceux-ci doivent supporter, de surcroît, la charge de la T.V.A., qu'ils sont dans l'impossibilité pratique de récupérer.

Les salariés ont vainement attendu « la grande année sociale ». Mais au lendemain des dernières élections législatives, le Gouvernement a pris, à leur détriment, les ordonnances démantelant la sécurité sociale.

Tous les travailleurs, de la ville et des champs, qui exercent un métier pénible, désespèrent d'obtenir l'abaissement progressif de l'âge de la retraite, tandis que ceux des retraités dont la pension est encore insuffisante, réclament en vain une amélioration de leur condition.

Les artisans et commerçants, à qui l'on promet depuis trois ans l'assurance maladie, se demandent quand le Gouvernement se décidera enfin à appliquer la loi qui l'a créée.

L'impôt général sur le revenu, qui devrait être un instrument de justice, est devenu un scandale permanent : il frappe lourdement les revenus du travail et dégrève les revenus du capital.

— Le revenu national a été mal réparti entre les régions :

Au cours de cette législature comme des précédentes, je suis intervenu avec vigueur pour qu'il soit remédié aux difficultés dont souffrent les régions déshéritées, et singulièrement la nôtre. Grâce à cette action constante et opiniâtre, certains résultats ont été obtenus :

— Blocage de 700 millions de crédits sur la route nationale 142, Guéret-La Croisière.
— Ouverture d'une première tranche de 200 millions pour le tunnel de contournement d'Aubusson.
— Action en faveur de la traversée de la Creuse par l'itinéraire autoroutier Centre-Europe-Atlantique.
— Assouplissement de la T.V.A. pour la tapisserie d'Aubusson qui, sans cela, eût été lourdement pénalisée.
— Lancement de l'opération « classes vertes » qui intéresse beaucoup de nos communes rurales, etc.

Mais combien plus pourrait être fait si une majorité sourde à tous les appels de la raison ne continuait, au nom de la rentabilité immédiate et malgré les protestations véhémentes de l'opposition, à favoriser les régions riches et à laisser dépérir les autres ! Ainsi, la décentralisation industrielle, qui devrait contribuer à une meilleure répartition de l'emploi et des richesses entre les régions, se solde par un échec.

III. — L'absence de participation véritable des citoyens aux décisions qui les concernent est la cause profonde de ces erreurs.

A quoi bon les syndicats, si on ne les écoute pas.

A quoi bon des Conseils généraux, des Conseils municipaux, si une des préoccupations majeures du Gouvernement est de réduire leurs pouvoirs.

A quoi bon une nouvelle Assemblée Nationale si, comme dans les Assemblées précédentes, la majorité a déjà abdiqué d'avance en faveur du Gouvernement.

Le voilà bien, l'enjeu réel de ces élections !

Après trois semaines d'incroyables flottements, après avoir, sous la pression des grèves, cédé plus en quelques jours qu'en dix ans, après avoir, pour se maintenir à tout prix, laissé pourrir la situation et coûté à l'économie française des milliers de milliards qui auraient été épargnés s'il avait su partir à temps, le Gouvernement s'est enfin décidé à s'en remettre aux électeurs.

Et maintenant, pour retrouver sa liberté d'action et sa majorité docile il accumule les promesses.

Citoyennes, citoyens, ne vous laissez pas abuser !

On a prétendu changer le Ministère, mais on a repris les mêmes, qu'on a seulement changé de place. Avec eux il en sera de ces nouvelles promesses comme des précédentes... Et là est le danger !

L'histoire en effet nous l'enseigne : les grands bouleversements naissent de ce que l'on n'a pas su faire à temps les réformes indispensables.

Seule une majorité nouvelle, de gauche, sans exclusive ni sectarisme, permettra d'accomplir les réformes que le pays attend.

Les élections actuelles vous donnent la possibilité de procéder, dans l'ordre et dans la paix, à ces changements nécessaires.

Il est temps, il est grand temps !

Vive la Creuse !
Vive la République !

André CHANDERNAGOR

Maître des requêtes au Conseil d'Etat — Député sortant
Conseiller général de Bourganeuf — Maire de Mortroux
Ancien Vice-président de l'Assemblée Nationale
Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste

Remplaçant éventuel :

Fernand GORY

Chirurgien-dentiste — Maire — Conseiller général

2° CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Je remercie très chaleureusement tous ceux d'entre vous qui, en m'accordant leur suffrage dimanche dernier, m'ont placé en tête des candidats de la gauche, me désignant ainsi pour être, au second tour, son candidat unique dans la circonscription d'Aubusson.

Tout le monde sait que, dans cette circonscription, l'addition des voix de gauche repésente une majorité considérable. Aussi n'ai-je pas de crainte sur l'issue du scrutin du 30 juin si, comme je l'espère, tous les électeurs et électrices de gauche accomplissent fidèlement leur devoir.

Ma préoccupation essentielle concerne l'avenir de notre pays et singulièrement de ses catégories sociales les moins favorisées.

Je pense

— aux salaires ouvriers, si bas dans nos petites villes de la Creuse ;
— au nombre des chômeurs qui augmente sans cesse ;
— à nos jeunes qui, ne pouvant trouver d'emploi sur place, sont obligés de quitter notre département ;
— à nos prix agricoles effondrés, tandis que croissent sans cesse les charges de toute nature pesant sur l'exploitation ;
— à ceux de nos vieux qui ne perçoivent qu'une retraite de misère ;
— aux impôts en hausse pour les catégories les plus modestes ;
— aux artisans et petits patrons que la diminution du pouvoir d'achat des ouvriers et des paysans et la politique de concentration systématique appliquée par le gouvernement risque de mener à la faillite.

Et tous les gens de bons sens considèrent que la situation économique et sociale ira s'aggravant dans les mois qui vont suivre ; déjà, une hausse des prix vertigineuse est amorcée.

La plupart des électeurs savent tout cela, mais pour beaucoup, les craintes ressenties au cours des événements du mois dernier ont pesé plus lourd dans leur choix que les préoccupations du présent et de l'avenir. C'est à eux surtout, que s'adresse cet appel.

Avec la même majorité, l'évolution économique et sociale en cours, amorcée depuis des années, ne peut aller qu'en s'aggravant. Où nous mènera-t-elle, si la voix de la gauche, la voix de ceux qui, traditionnellement, défendent les intérêts des plus défavorisés d'entre nous, est de nouveau étouffée sous le poids d'une majorité inactive, réactionnaire et soumise en toutes circonstances aux volontés du gouvernement ?

Il est encore temps, pour tous les vrais républicains animés du souci du progrès autant que de celui de l'ordre, d'infléchir le cours des choses et de donner à la gauche, dans la prochaine Assemblée Nationale, sa juste place.

J'ai confiance que notre circonscription, traditionnellement républicaine, n'y faillira pas.

Vive la Creuse !

Vive la République !

André CHANDERNAGOR

Maître des requêtes au Conseil d'Etat — Député sortant
Conseiller général de Bourganeuf — Maire de Mortroux
Candidat unique de la gauche

Remplaçant éventuel :

Fernand GORY

Chirurgien-dentiste — Maire — Conseiller général

APPEL COMMUN
DE LA FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATIQUE ET SOCIALISTE
DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ET DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Aux termes des accords conclus avant le premier tour de scrutin par les partis et organisations de gauche (Fédération de la gauche démocrate et socialiste, Parti communiste français, Parti socialiste unifié), dans chaque circonscription, le candidat de gauche le mieux placé par le suffrage universel devient, au second tour, candidat unique de la gauche.

— Prenant acte de ces accords et des résultats du premier tour dans chacune des deux circonscriptions de la Creuse.

— Constatant, en outre, qu'André Chandernagor dans la circonscription d'Aubusson et Auguste Tourtaud dans celle de Guéret sont arrivés en tête des candidats de gauche.

Les Fédérations départementales de la F.G.D.S., du P.C.F. et du P.S.U. désignent à vos suffrages comme candidats uniques de la gauche :

— André Chandernagor dans la circonscription d'Aubusson.
— Auguste Tourtaud dans la circonscription de Guéret.

En conséquence, Raymond Labrousse et Pierre Ferrand se désistent respectivement pour André Chandernagor et Auguste Tourtaud et invitent tous les électeurs à voter pour eux.

L'exploitation, par la propagande du pouvoir, de la peur suscitée par les récents événements a fait passer au second plan les problèmes qui vous préoccupent et les conséquences désastreuses, sur le plan social et économique, de dix années de pouvoir gaulliste.

Seules des réformes économiques et sociales profondes permettront d'assurer une répartition plus équitable du revenu national et une participation réelle de tous les travailleurs, de tous les producteurs, à une gestion démocratique de l'économie.

Ce n'est pas une majorité gaulliste qui pourra résoudre ces problèmes.

Tous unis, socialistes, communistes, P.S.U., républicains de toutes tendances, vous assurerez, dimanche, dans notre département, le succès

— des candidats de gauche ;
— d'une politique de progrès ;
— de la République au service de tous.

Electrices, électeurs de la circonscription d'Aubusson, faites voter en masse pour

ANDRÉ CHANDERNAGOR
Candidat unique de la gauche

La Fédération de la Gauche démocrate et socialiste.
Le Parti communiste français.
Le Parti socialiste unifié.

Les conseillers généraux :

Paul Pauly, Aubusson (président).
Auguste Tourtaud, Guéret.
Henri Pluyaud, La Souterraine (vice-président).
Louis-Gaston Roussillat, Saint-Vaury (vice-président).
Camille Aumasson, Ahun.
Eugène Caillaud, Dun-le-Palestel.

Jean Caillaud, Bénévent.
Serge Cleret, Evaux-les-Bains.
Emile Faissat, Gentioux.
Pierre Ferrand, Royère.
Fernand Gory, Auzances.
Raymond Labouesse, Chambon-sur-Voueize.
Lucien Lacroix, Grand-Bourg.
Robert Lefort, Saint-Sulpice-les-Champs.
Marcel Maginier, La Courtine.
Jean Monteiller, Châtelus-Malvaleix.
Michel Moreigne, Bellegarde.
Alcide Sarre, Chénérailles.

Raymond Labrousse et René Debesson remercient les électrices et les électeurs qui, au premier tour, leur ont apporté leurs suffrages. Ils les invitent à les reporter au second tour sur André Chandernagor, candidat unique de la gauche.

DORDOGNE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Montpon-sur-l'Isle, Mussidan, Neuvic, Périgueux, Saint-Astier, Saint-Pierre-de-Chignac.

M. Yves GUÉNA

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

A la crise qui ébranlait le pays, il n'était d'autre issue que des élections générales. Vous aviez tous senti qu'une révolte d'étudiants — non sans fondements —, que des grèves aux motifs professionnels, avaient été peu à peu détournées de leur objet par un parti totalitaire. La pesante dictature se dessinait avec son cortège d'agitations, de violences, de noyautages et d'entraves à la liberté.

Le Président de la République a adopté alors la seule solution digne et raisonnable. Détenteur de la légitimité nationale et républicaine, le général de Gaulle a déclaré qu'il demeurait à son poste ; il a confirmé dans ses fonctions le Premier Ministre, Georges Pompidou, dont les qualités d'homme d'Etat se sont révélées à tous au cours de ces journées tragiques. Et en provoquant des élections générales, il a donné la parole au peuple, arbitre suprême.

C'est donc vous qui, par votre vote, le 23 juin, trancherez souverainement et librement du sort de la France et de la République. Quel que soit votre verdict, tous devront s'y soumettre.

⁂

C'est dans ces conditions que, pour la troisième fois, je me présente à vos suffrages.

Durant cinq années, je fus votre représentant, puis de nouveau investi de votre confiance, j'ai été appelé il y a un an au Gouvernement, et le professeur Claude Guichard est devenu alors votre député.

Comme Ministre des P.T.T., j'ai fait tout mon devoir envers la collectivité nationale. Et je crois que nul ne le conteste. Un vaste plan de redressement de nos équipements téléphoniques a été arrêté et mis en application. Puis aux heures dramatiques de la fin du mois de mai, la confiance du Président de la République et du Premier Ministre m'a placé à la tête du Ministère de l'Information. J'assume cette tâche tout en faisant campagne en Dordogne.

⁂

Vous savez, en effet, que mon entrée au Gouvernement ne m'a fait oublier ni ma circonscription, ni mes électeurs.

Au seul titre du téléphone et des équipements postaux, 4 milliards 600 millions d'A.F. ont été investis en Dordogne en une année. Sur ma proposition, le Gouvernement a décidé — et cela se fera — l'implantation à Périgueux, sur la zone industrielle de Boulazac, de l'imprimerie du timbre-poste qui apportera à notre région 700 emplois nouveaux.

Grâce aux subventions supplémentaires obtenues, plus de sept cents millions d'A.F. de travaux d'adductions d'eau sont entrepris dans les communes rurales (4.000 foyers nouveaux desservis). Trois cents millions de travaux d'électrification sont accordés en plus des dotations normales.

Je n'ai cessé de demeurer en contact avec vous. Vous m'avez trouvé lorsque vous avez fait appel à moi et je suis allé spontanément vers vous. De plus le professeur Guichard a gardé un contact étroit et quotidien avec la circonscription.

Ce que nous avons fait tant pour l'équipement de notre département que pour tous les cas humains et individuels, nous le ferons demain si vous nous renouvelez votre confiance.

∴

Demain. Qu'en ferons-nous ? L'avenir nous appartient.

Dans l'immédiat il faut garantir la hausse réelle des bas salaires tout en permettant :

— aux petites et moyennes entreprises,
— aux artisans et commerçants de poursuivre leur activité et leur expansion.

Il nous faut aussi veiller à ce que les agriculteurs tirent avantage des accords de Bruxelles et du pouvoir d'achat accru des consommateurs.

Que les rapatriés aient toutes les facilités pour achever de s'intégrer dans la communauté nationale.

Mais il est sûr que la France aujourd'hui traverse une extraordinaire période de renouveau qui est apparue durant ces journées de fièvre que nous avons vécues.

Nous devons en tirer lucidement les conséquences.

— Notre enseignement doit être rénové.
— Les conditions du travail transformées.
— La vie de nos régions ressuscitée, avec la participation de tous les citoyens.

∴

C'est une révolution qui est en marche. Ne la laissons pas glisser en des mains qui attenteraient aux institutions républicaines. Nous la ferons avec vous et pour vous. C'est aux autorités de la République de la mener dans l'ordre et dans la liberté.

∴

Electrices, électeurs,

Vous nous connaissez,
Nous avons répondu à votre confiance,
Vous direz non aux agitateurs politiques résolus au pire,

Vous voterez pour la France, pour la paix, pour le progrès, pour la liberté et pour la République.

Yves GUÉNA
Maître des Requêtes au Conseil d'Etat
Ancien Ambassadeur
Ancien combattant des Forces Françaises Libres
Officier de la Légion d'honneur
Croix de Guerre — Médaille de la Résistance
Ministre de l'Information — U.D.-Ve

Remplaçant éventuel :

Claude GUICHARD
Docteur en médecine
Docteur ès sciences
Professeur agrégé de pharmacie
Député sortant — Républicain indépendant

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Beaumont, Bergerac, Cadouin, Eymet, Issigeac, Laforce, Lalinde, Monpazier, Sigoulès, Vélines, Villamblard, Villefranche-de-Lonchat.

M. Jean CAPELLE
élu le 30 juin 1968
(App. U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

En dépit d'un progrès incontestable dans l'élévation moyenne du niveau de la vie, la situation sociale et économique s'est brusquement dégradée. Un malaise trop longtemps négligé a trouvé dans les premières manifestations d'étudiants extrémistes, le détonateur qui a provoqué une explosion universitaire, sociale, économique, d'une portée si considérable qu'il ne saurait être question de rechercher une issue à la crise dans le retour au passé. Le dynamisme qui a été révélé par les événements de mai doit pouvoir, en définitive, accélérer le progrès économique et améliorer la justice sociale. C'est avec la conscience de cette chance que, dans ces circonstances exceptionnelles, l'administrateur universitaire que je suis, s'offre à porter son action sur le plan de la responsabilité politique.

Ma candidature est libre : je n'accepte l'investiture d'aucun parti.

Cette position de principe étant claire, voici les points essentiels de mon programme d'action.

Je tiens d'abord à préciser que je repousse l'illégalité comme moyen de contestation et que je défendrai toujours le civisme. Mon drapeau est tricolore.

Indépendamment des grèves, qui sont des manifestations reconnues par la loi, notre pays vient de subir toute une série de désordres graves ; les événements qui les ont marqués ont révélé comment une minorité révolutionnaire peut déborder les limites de la revendication légitime pour faire basculer des groupes dans l'illégalité, imposer sa volonté et, finalement, mettre en péril les institutions de la République. Les

libertés civiques — dont la liberté du travail — doivent être absolument respectées, la Constitution et la loi doivent être observées ; l'autorité du Président de la République doit être soutenue dans l'exercice du mandat qu'il a reçu du peuple.

Mais ce devoir civique ne saurait signifier une approbation inconditionnelle de toutes les mesures prises par son gouvernement. Celui-ci mérite de sérieuses critiques en raison de ses négligences dans deux domaines, dont les événements du mois de mai ont montré la gravité : l'amélioration du sort des travailleurs et la réforme de l'Université.

Réforme de l'enseignement.

Le monde dans lequel nos enfants vont vivre sera plus évolutif et plus concurrentiel que celui que nous avons connu. Le système de l'enseignement, à tous les niveaux, doit les préparer à y être efficaces et heureux : il devra donc être lui-même assez souple pour évoluer non pas en fonction des nécessités du moment, mais d'après une prévision suffisamment précise des besoins de la société de demain.

La démocratisation doit être poursuivie en ce sens que le droit à l'éducation garantira à chaque citoyen, où qu'il se trouve, les quatre prestations suivantes :

a) Un enseignement fondamental dégagé de toute préoccupation professionnelle prématurée (il s'exprime par l'école maternelle, le cycle élémentaire de cinq années et le cycle moyen de quatre années) ;

b) une formation professionnelle ;

c) l'accès aux loisirs éducatifs ;

d) le perfectionnement professionnel et la culture générale au titre de l'éducation permanente.

La mission du système éducatif, ainsi élargie, a besoin de repenser sa finalité ; les structures de l'école et de l'Université sont à définir en conséquence. Avec un système convenablement diversifié, une répartition des élèves selon leurs aptitudes et leurs goûts, la création des conditions pédagogiques les plus favorables et un meilleur ajustement entre les effectifs admis dans les diverses voies et les besoins de la société, l'on devrait obtenir les résultats suivants :

— une orientation positive pour chaque élève,
— une réduction importante de la proportion des échecs,
— une issue professionnelle satisfaisante pour tous.

L'achèvement de la carte scolaire, la modernisation des structures universitaires, la nécessité de considérer les étudiants comme des adultes responsables et non comme des enfants prolongés, sont autant de conséquences pratiques énoncées plus haut.

Objectifs économiques et sociaux.

Le progrès de l'économie et le progrès social s'épaulent mutuellement.

L'élévation constante du niveau de vie, au bénéfice de tous les citoyens, doit être le résultat d'une évolution économique favorable.

Il n'existe pas de solution miracle et la seule promesse qui puisse honnêtement être faite est celle d'apporter le plus grand soin à analyser la situation de notre région et à favoriser la prise de mesures permettant de rendre son économie plus prospère :

— amélioration constante des moyens de la production agricole, de la qualité des produits et des conditions de la commercialisation ; soutien permettant de corriger l'écart croissant entre les dépenses qui augmentent et les recettes qui sont stagnantes.

— développement de la coopération ;

— industrialisation progressive capable de compléter et de soutenir l'économie rurale, qu'il s'agisse de l'industrie de fabrication ou de l'industrie alimentaire nécessaire pour éviter les effets des à-coups de la production vivrière ;

— encouragement à l'artisanat qui se débat dans des difficultés administratives et fiscales ;

— développement du tourisme, qui est un appoint non négligeable, mais seulement un appoint.

Le développement économique ainsi esquissé suppose la réalisation d'une véritable régionalisation et l'élaboration d'une planification nécessitant elle-même un dialogue permanent, c'est-à-dire la participation de tous les éléments intéressés à la base. Il suppose aussi la constitution progressive d'une Europe élargie.

Des mesures sociales seront nécessaires pour éviter le chômage, pour améliorer la retraite des vieux, pour éviter l'abus des cumuls ; avec la prospérité, l'écart doit être réduit entre les hauts et les bas salaires ; enfin il faut corriger les injustices morales et matérielles dont souffrent encore nos compatriotes rapatriés d'Algérie.

Les notions de capitalisme et de marxisme héritées du XIXe siècle sont l'une et l'autre inadaptées ; il faut par la recherche et la confrontation leur trouver une suite qui améliore le sort de tous les travailleurs. La situation des jeunes ruraux, dans le cadre traditionnel de l'exploitation familiale doit, elle aussi, s'acheminer vers une formule qui leur assure une juste mesure de responsabilité et d'autonomie.

Plus nombreux que jamais, les jeunes entrent dans la vie des adultes ; ils y veulent plus de place, plus de responsabilité, plus d'espoir : agriculteurs, étudiants, ouvriers nous l'ont rappelé non sans rudesse.

C'est avec eux et pour eux qu'il faut organiser l'avenir de la société, dans la continuité nécessaire pour que l'aventure ne se substitue pas au progrès.

Ni conservatisme, ni révolution

mais rénovation.

Recteur JEAN CAPELLE
Ancien directeur général au Ministère de l'Education nationale
Maire de Saint-Avit-Sénieur

Remplaçant éventuel :

Docteur PIERRE PERRIN
Maire d'Issigeac

Candidats libres pour la rénovation dans la légalité

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Le premier tour des élections législatives m'a placé largement en tête des candidats ; je remercie bien sincèrement les 23.632 électeurs qui m'ont fait confiance en raison de mon programme d'action et des garanties que représentent vingt-cinq années de hautes responsabilités et de réalisations concrètes.

Je dois une gratitude particulière aux cantons, qui, ayant une conscience plus aiguë de la nécessité d'un changement, ou me connaissant mieux, m'ont accordé une confiance largement majoritaire.

Je m'adresse maintenant à ceux qui se sont abstenus comme à ceux qui ne peuvent faire confiance à certaines alliances exclusivement électorales et ne débouchant sur aucune rénovation véritable.

Le moment est venu, pour chacun, de prendre clairement ses responsabilités, pour voter efficace. S'abstenir dans l'attente d'un candidat qui corresponde à cent pour cent à ses goûts n'est évidemment pas une position efficace. Le pays vient de démontrer qu'il n'accepte pas de se laisser entraîner par les spécialistes de l'agitation et de l'émeute, et qu'il ne veut pas se soumettre à quelque dictature que ce soit.

Il faut cependant savoir que la volonté de reconnaître et de défendre les institutions de la République, garantes des libertés, doit se concilier avec la volonté de progrès social, par le dialogue.

La crise de mai a momentanément appauvri le pays ; elle a révélé que le monde universitaire est troublé et s'interroge sur ses devoirs à l'égard de la société ; les jeunes adultes, particulièrement les étudiants, veulent être responsables.

Ce dynamisme est constructif ; il devra jouer un rôle actif. Grâce à lui la société pourra être rénovée, mais il faut que ce soit dans le travail et dans la légalité.

Je confirme ma position politique ; je tiens à demeurer libre de tout engagement à l'égard des partis, en dépit de certaines informations inexactes ou tendancieuses.

Mais je suis prêt à soutenir un Gouvernement qui réalisera, dans son programme, les points suivants :

1° défendre la légalité et les institutions de la République contre toute entreprise de subversion et toute atteinte aux libertés.

2° améliorer le sort des travailleurs en leur assurant une plus juste répartition des fruits du travail et en leur reconnaissant plus de dignité.

3° améliorer le niveau de vie des agriculteurs par un ensemble de mesures destinées à assurer les débouchés, soutenir les prix et favoriser les investissements productifs.

4° promouvoir une politique sociale plus généreuse notamment en faveur de la famille et reconnaître le rôle éminent et le droit de la femme dans la société.

5° reconsidérer la finalité de tout le système d'enseignement et le libérer de structures depuis longtemps démodées pour lui permettre de mieux répondre aux besoins de la société et aux aspirations des jeunes.

6° pour soutenir l'économie, favoriser le développement industriel dans le cadre d'une régionalisation dotée de moyens efficaces d'étude et de décision.

7° poursuivre la construction d'une Europe capable de garantir la prospérité économique et la paix.

Quant à l'avenir du Bergeracois, il faut l'aborder avec une attitude valable et logique :

Le Bergeracois est manifestement en état de stagnation et pour certains domaines en régression. Le marasme de la vie rurale, de l'industrie et du commerce est évident, il est bien certain qu'il ne se résorbera pas si l'on se borne à se lamenter.

Dans ces conditions le choix est simple :

ou bien on se résigne à cette situation, alors on prend les mêmes et l'on recommence, selon une formule bien connue,

ou bien l'on veut que le Bergeracois se ressaisisse, alors il faut opter pour le renouveau par l'étude, le travail, le dialogue entre le Gouvernement et les intéressés par conséquent voter « neuf ».

Je suis prêt, si vous me faites confiance, à créer à Bergerac un Centre de rencontres susceptible de rassembler les informations, confronter les points de vue et

alimenter l'action pour que le Bergeracois redevienne prospère dans un Périgord rénové.

JEAN CAPELLE
Maire de Saint-Avit-Sénieur

Remplaçant éventuel :

PIERRE PERRIN
Maire d'Issigeac

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Brantôme, Bussière-Badil, Champagnac-de-Belair, Excideuil, Jumilhac-le-Grand, Lanouaille, Mareuil, Montagrier, Nontron, Ribérac, Saint-Aulaye, Saint-Pardoux-la-Rivière, Thiviers, Verteillac.

M. Pierre BEYLOT

(Candidat d'Union pour la Défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Mesdames, Mesdemoiselles, mes chers concitoyens,

Non à l'anarchie, oui aux réformes.

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore.

Derrière les drapeaux rouges et noirs, nous avons vu s'avancer le totalitarisme. Nous avons vu aussi des hommes politiques sortir de la légalité et préparer un coup d'Etat, qui nous aurait conduit à une dictature extrémiste.

De quel droit MM. Mitterrand, Mendès France, Waldeck Rochet, Séguy ou Descamp prétendent-ils faire partir un Président de la République librement élu au suffrage universel ?

Ce n'est pas à eux, c'est au Peuple français qu'il appartient de décider, et pour notre part, nous nous soumettrons au verdict du suffrage universel : c'est cela la République !

Mais, que dire des partis et de certains hommes politiques connus dans notre département pour leur démagogie irresponsable ; soufflant sur l'incendie pour satisfaire leurs ambitions personnelles, ils ne sont plus désormais que les paravents dérisoires du Parti communiste qui d'ailleurs les a soutenus de ses suffrages pour les mieux tenir à sa merci.

Comment en serait-il autrement. Comment la Fédération de M. Mitterrand pourrait-elle échapper à la tutelle du Parti communiste qui la domine par son organisation et ses troupes ? Au premier tour des élections législatives de l'année dernière, on s'en souvient, le Parti communiste obtenait 22,46 % des voix, contre 18,79 % à la Fédéra-

tion et 37,65 % à l'U.N.R. qui apparaissait désormais comme le seul défenseur efficace de nos libertés.

Pour qui veut réfléchir, et juger sans passion, tout homme de bonne foi ne peut pas ne pas reconnaître que les Gouvernements de la Vᵉ République, sous la présidence du général de Gaulle, ont œuvré en toute conscience dans l'intérêt de la France.

Notre pays a connu la paix. Il a pu mener une politique d'indépendance et d'amitié avec tous les peuples. La France a progressé socialement et économiquement. Il suffit de regarder autour de soi pour se rendre compte qu'on a bâti plus de maisons, plus d'H.L.M. en particulier, plus d'écoles, plus de facultés, et que le niveau de vie des Français s'est largement amélioré.

Un véritable système de sécurité sociale a été institué pour les agriculteurs, désormais assurés contre les maladies et les accidents de leur vie professionnelle. Un nombre important d'entre eux bénéficient, en outre, de l'indemnité viagère de départ.

Oui aux réformes !

Mais il faut bien reconnaître que beaucoup de choses restaient à faire, et les derniers événements doivent inciter à la réflexion et aux profondes réformes.

— La première tâche du Gouvernement de demain sera de remettre la machine en marche, dans la concorde des citoyens.
— Comment ne pas sentir aussi que la cause essentielle des troubles provient de la différence trop importante entre le niveau de vie des différentes catégories de Français.

Il faut limiter et réduire, si nécessaire, les rémunérations excessives de quelque nature qu'elles soient.

Il faudra faire bénéficier de cet effort les plus défavorisés, et eux seuls, tout particulièrement les vieillards et les bas salariés.

— Pour les petites entreprises, des mesures seront à prendre parallèlement afin qu'elles puissent supporter de telles transformations.
— Il faudra faire en sorte aussi que les agriculteurs tirent effectivement tout ce qu'ils sont en droit d'attendre des derniers accords de Bruxelles ; c'est tout particulièrement en matière de porc et de viande de veau qu'il sera nécessaire d'agir, notamment par l'institution de labels et de contrats avec garantie de prix.
— L'accession des jeunes à la vie active devra être facilitée par des prêts accordés en fonction de la valeur professionnelle des bénéficiaires.
— Il sera aussi nécessaire de réformer l'Université, non pas en en faisant le champs clos des discussions en chambre, mais le centre d'une formation ouverte sur la vie, capable de donner aux hommes le caractère et les connaissances nécessaires à cette vie.

L'Enseignement devra être totalement démocratisé par l'octroi de subventions nécessaires aux restaurants d'enfants et aux syndicats de ramassage scolaire.

Pour ce qui est des enseignements technique, secondaire et supérieur, il faudra donner à tous les jeunes qui en auront les capacités, les moyens matériels d'accéder aux plus hauts niveaux d'études quelles que soient les ressources de leurs familles.

— Il faudra enfin faire en sorte que le progrès économique soit mieux réparti, et pour cela une décentralisation administrative et industrielle importante.

— Il faudra agir par décentralisation d'unités conséquentes, ainsi que l'a fait Yves Guéna, Ministre de l'Information, en décidant l'implantation à Périgueux de l'atelier de fabrication des timbres-poste, créant ainsi 700 emplois nouveaux.

— Le tourisme enfin devra être aidé plus activement afin de devenir une source d'activité essentielle à notre Périgord.

Pour que la France vive dans la liberté, le progrès et la paix,

Votez massivement dès le premier tour pour donner au pays une large et importante majorité, seule capable de sauver le pays de l'anarchie et du désordre.

Votez pour les candidats de l'Union pour la défense de la République.

Votez

PIERRE BEYLOT
Adjoint au Maire de Thiviers
Exploitant agricole
Chevalier du Mérite agricole
Chevalier de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

HENRI FRUGIER
Maire de La Coquille
Négociant artisan
Chevalier de la Légion d'honneur

2e CIRCULAIRE

Mesdames, Mesdemoiselles, mes chers concitoyens, mes chers amis,

Vous avez voulu le retour au calme et le progrès dans l'ordre et dans la paix.

Vous avez repoussé l'émeute et les émeutiers qui n'avaient rien d'autre à vous proposer que la révolution pour la révolution, ou l'installation en France d'un régime dépassé et qui a échoué partout où il s'est installé.

Vous avez barré la route aux politiciens professionnels.

Merci de tout cœur aux 19.981 électrices et électeurs qui ont bien voulu m'apporter leurs suffrages, me plaçant ainsi en tête de tous les candidats.

Merci à toutes celles et à tous ceux qui, partout, nous ont soutenus de leur enthousiasme et de leur action.

Le nombre de voix que vous m'avez ainsi apporté est presque double de celui que nous avions obtenu l'année dernière.

Bonnet, le député sortant, est distancé de 3.398 voix, il perd plus de 3.000 voix par rapport à l'année dernière.

Le Parti communiste, lui aussi, est mis en échec, il régresse de 1.785 voix.

Bonnet, désavoué par ses électeurs, n'est plus que l'otage du Parti communiste.

Il est devancé partout, et même à Brantôme où il n'obtient que 478 voix contre 534 à Pierre Beylot qui atteint la majorité absolue à Thiviers : 1.047 voix contre 321 à Bonnet.

Bonnet est maintenant incapable d'être élu par ses propres moyens.

Il s'est trompé et a lourdement trompé les électeurs en leur disant qu'il serait élu sans l'appui des voix communistes.

Voici les voix obtenues :

— Beylot .... 19.981 voix.
— Bonnet .... 16.583 voix.
— Passerieux .... 12.974 voix.
— Poms .... 1.658 voix.

— Croyant éviter le désastre qu'il a mérité par son comportement, ayant perdu ses électeurs,

Bonnet va mendier des voix auprès du Parti communiste.

Les électeurs ne se laisseront plus tromper.

— En vain est-il déjà le prisonnier du Parti communiste.
— En vain son fils aura-t-il défilé à Périgueux derrière le drapeau rouge.

— La France a choisi :

— L'Union pour la défense de la République (U.D.R.) recueille 9.663.000 voix contre 4.437.000 voix au Parti communiste et à la Fédération.

— Votez avec la France :

— Non à l'anarchie et au désordre ;
— Non à un député otage du Parti communiste et qui se complairait dans une opposition stérile ;
— Oui à la paix ;
— Oui au progrès social et économique ;
— Oui aux réformes et à la réanimation de nos régions.

— *Votez utile,* faites entrer notre circonscription dans le camp de la majorité que la France a déjà choisi.

Votez

Pierre BEYLOT
Adjoint au Maire de Thiviers
Exploitant agricole
Chevalier du Mérite agricole
Chevalier de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

Henri FRUGIER
Maire de La Coquille
Négociant artisan
Chevalier de la Légion d'honneur

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Belvès, le Burgne, Carlux, Domme, Hautefort, Montignac, Saint-Alvère, Saint-Cyprien, Salignac, Sarlat, Savignac-les-Eglises, Terrasson, Thenon, Vergt, Villefranche-du-Périgord.

M. Pierre JANOT

(Candidat d'Union pour la Défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

La France vit des semaines dramatiques.
Une vague de violence s'est déchaînée.
La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore.
Des hommes politiques de l'opposition, assoiffés de pouvoir, aveuglés par la rancune et la passion, n'ont pas hésité à bafouer la légalité républicaine et à préparer un coup de force qui nous aurait conduits à la dictature.
Une fois de plus la voix du Président de la République affirmant, dans la tourmente, la permanence de l'Etat et rassemblant autour de lui, dans tout le pays, des millions de citoyens, rendait aux Français la confiance et l'espoir.
A ceux qui voulaient confisquer à leur profit exclusif les aspirations de la jeunesse et imposer leur joug totalitaire, il opposait le seul recours légitime, celui de la légalité républicaine et de la démocratie.
En prononçant la dissolution de l'Assemblée Nationale il offrait à tous la possibilité de s'exprimer en dehors de toute contrainte.
Il appartient maintenant au peuple de dire ce qu'il veut.
C'est assez souligner la gravité du vote que vous allez émettre : *Le destin du pays en dépend.*

Nous ne voulons pas l'anarchie.

Les oppositions n'ont pas réussi à s'entendre.
Elles n'ont ni candidat unique au premier tour, ni programme commun, si ce n'est celui de détruire. Ensemble, elles seraient contradictoires.
Elles ne sont provisoirement associées que pour piper des suffrages et conserver des sièges.
Incapables de gouverner demain, elles ne pourraient que nous conduire au désordre, à la ruine de l'économie et, en définitive, à l'appauvrissement général.

Nous voulons des réformes.

Les réformes nécessaires ne peuvent s'accomplir que dans l'ordre et dans la légalité.
Plus que jamais la France a besoin d'un Gouvernement stable et efficace, soutenu par une majorité solide et largement ouverte.

Ces réformes exigent la participation de tous les citoyens :

— Pour que s'établisse un dialogue constructif entre les élus de la Nation et le Gouvernement.
— Pour que l'Université se rénove.

Ces réformes doivent s'accomplir au profit de tous :

Les industriels, artisans, commerçants, doivent être aidés à surmonter leurs difficultés.

Les paysans, pour qui le salut ne peut venir du collectivisme mais de l'association, doivent bénéficier pleinement de la poursuite de la construction européenne, comme ce fut le cas tout récemment lors de la fixation du prix du lait.

Il faut garantir aux travailleurs, et surtout aux petits salariés, l'amélioration de leurs conditions de travail et de leur niveau de vie.

Les régions doivent, grâce à une décentralisation accrue, pouvoir définir et préparer elles-mêmes leur avenir.

Pour accomplir une aussi vaste tâche la France a besoin du concours de tous ses enfants et de leur union.

Il faut s'unir.

C'est à cette union, dans le cadre des institutions que le peuple s'est librement données, que je vous appelle.

Depuis les dernières élections législatives je suis resté en rapport constant avec vous. Je me suis efforcé de vous aider et de travailler à l'intérêt général. Je suis prêt à continuer et à amplifier mon action si vous voulez bien m'honorer de votre confiance.

Plus particulièrement, je préconise la création, dès le lendemain des élections, d'un Centre d'études économiques et sociales associant les représentants qualifiés de toutes les activités afin d'étudier en commun l'ensemble des problèmes de notre région, de prévoir son avenir et de préparer un plan global d'aménagement.

Le 23 juin, vous vous prononcerez en faveur de la grande œuvre d'évolution et de progrès à laquelle vous convie le Chef de l'Etat, dans l'ordre républicain, la liberté et la concorde.

Vous voterez :

Pierre JANOT
Chargé de Mission au Ministère de l'Economie et des Finances
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Remplaçant éventuel :

Jacques ABSIL
Docteur vétérinaire

2e CIRCULAIRE

Aux 20.581 électrices et électeurs qui m'ont témoigné leur confiance, j'adresse l'expression émue de ma gratitude.

Par leur vote massif, ils ont montré que la circonscription de Sarlat avait choisi : elle s'est prononcée avec éclat pour la légalité républicaine, pour la liberté et pour le changement.

A tous, amis connus et inconnus, je dis de tout mon cœur, merci.

Il faut maintenant consolider et amplifier encore les résultats du premier tour : J'appelle tous les républicains à s'unir et lutter avec moi !

— Si vous voulez que la France soit gouvernée

Ne vous laissez pas abuser par ceux qui prétendent aujourd'hui que les émeutes et les barricades ne sont que fables inventées par le pouvoir. Ceux qui tiennent ce langage, accablés par l'ampleur de leur défaite, quêtant désespérément les voix perdues, ne peuvent pas donner à notre pays le Gouvernement stable et efficace dont il a un impérieux besoin.

Seule une majorité très large donnera au Gouvernement l'assise nécessaire pour éviter le retour à l'anarchie.

Seule la majorité dont je me réclame sera capable de faire face, avec le Président de la République, aux conséquences des événements tragiques que nous avons vécus.

Seul son succès évitera le renouvellement de désordres encore plus graves.

— Si vous voulez que la circonscription de Sarlat sorte de sa léthargie

Donnez-lui un représentant actif.

Le député sortant, à bout de souffle, voué à une opposition stérile, ne peut avoir l'audience des pouvoirs publics.

Un élu dynamique doit prendre en mains les destinées de notre circonscription pour la doter des équipements collectifs qui lui font défaut, développer son économie, lui redonner la vie, défendre les légitimes intérêts de sa population tout entière.

Ce n'est pas en vous rangeant derrière des hommes qui ont perdu leur crédit que vous permettrez au Sarladais de rattraper son retard.

— Si vous voulez que la participation devienne une réalité

Choisissez un homme qui pourra vous entendre et vous aider.

Chaque électeur a ses problèmes et ses difficultés. C'est dans un dialogue permanent entre le peuple et ses élus que des solutions peuvent être recherchées. C'est à ce dialogue que je vous convie tous.

Les vieilles habitudes, les options politiques traditionnelles, doivent s'effacer devant l'intérêt de la Nation : je vous appelle tous à la réconciliation.

Vous me connaissez. Vous savez que je ne suis ni sectaire, ni partisan.

Ensemble, construisons l'avenir de nos enfants.

Votez :

Pierre JANOT

Chargé de Mission au Ministère de l'Economie et des Finances
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Remplaçant éventuel :

Jacques ABSIL

Docteur vétérinaire

DOUBS

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Audeux, Besançon-Nord, Besançon-Sud, Boussières, Marchaux, Ornans, Quingey, Roulans.

M. Jacques WEINMAN

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Tous les Français savent maintenant que le pays a été mis en péril de mort dans ses libertés, sa sécurité, son unité, par une conjuration révolutionnaire.

Plus personne ne peut, en effet, douter de la réalité du complot monté par les anarchistes et les extrémistes pour abattre la République.

Personne non plus ne peut ignorer les complicités agissantes qu'ont trouvées ces révolutionnaires dans certains milieux politiques et dans d'autres aussi.

Personne enfin n'a perdu le souvenir du défilé de millions de Chinois, saluant le terrorisme révolutionnaire des extrémistes en action en France.

Sans la ferme détermination du général de Gaulle, la résolution de Georges Pompidou, sans le sursaut saisissant de la majorité du peuple, le pays serait aujourd'hui livré à la déchéance, à l'anarchie, à la terreur, et nul n'aurait été épargné par l'horreur d'une « Saint-Barthélémy » sans précédent dans notre histoire.

Voilà électrices et électeurs, les risques mortels qui ont été finalement épargnés à la Patrie, mais la menace n'est pas totalement éliminée, il s'en faut, et nous devons ensemble y faire face avec toute notre lucidité et notre volonté.

L'élection du dimanche 23 juin, vous en fournit et l'occasion et le moyen.

Je m'adresse une nouvelle fois à vous avec confiance.

— Au moment de décider, vous vous souviendrez que sans la politique d'expansion économique menée depuis des années et permise par la rigueur de la gestion financière et monétaire, la France serait aujourd'hui totalement ruinée et incapable d'affronter l'échéance du Marché commun, qu'il importe de maintenir à tous prix.

— Vous vous rappellerez l'aplomb et la voracité de M. Mitterrand et de ses amis, mis en transes à l'idée de « capturer » le pouvoir — tous les pouvoirs — fût-ce au prix de l'illégalité.

— Vous aurez garde enfin d'oublier que la République, nos libertés, les valeurs morales, familiales, spirituelles, sont directement mises en cause par l'action de

destruction des factions révolutionnaires, dont le Parti communiste attise les rivalités pour s'emparer lui-même du pouvoir.

J'ai confiance dans votre résolution.
Entre l'anarchie et la République.
Entre la ruine et la sécurité.
Entre le déclin et le progrès.
Oui, votre choix est fait.

JACQUES WEINMAN
(Candidat de l'Union pour la défense de la République)
Député sortant
Officier de la Légion d'honneur
Rosette de la Résistance
Croix de guerre 39-45
Secrétaire du bureau de la Commission des finances de l'Assemblée Nationale
Rapporteur du budget des constructions scolaires
Président de l'Office départemental d'H.L.M. du Doubs
Président de la Commission administrative de l'hospice départemental du Doubs
Vice-président de la C.O.D.E.R. (Commission de développement économique régional)

Remplaçant éventuel :

EUGÈNE POUET
Chevalier de la Légion d'honneur
Maire d'Arcier
Exploitant agricole

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Audincourt, Baume-les-Dames, Clerval, Hérimoncourt, l'Isle-sur-le-Doubs, Montbéliard, Pont-de-Roide, Rougemont, Saint-Hippolyte.

M. André BOULLOCHE

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

L'usage voudrait que cette circulaire soit consacrée à l'exposé du programme de la formation politique que j'ai l'honneur de représenter dans notre circonscription : la F.D.G.S. Ce programme, vous le connaissez. Nos journaux, la presse en général, les radios et les télévisions vous en informent ; ma dernière campagne électorale n'est pas si lointaine.

Aujourd'hui, nous traversons des circonstances exceptionnelles et graves. Aussi importe-t-il que ces quelques mots, que vous recevrez la veille du vote, vous disent ce que je considère comme l'enjeu fondamental de ces élections.

Vous pensiez avoir choisi votre représentant pour cinq ans. Au bout de quinze mois de gouvernement gaulliste, les C.R.S. ont fait dans le pays de Montbéliard

une apparition sanglante. Au bout de quinze mois, l'on vous appelle à voter à nouveau.

Ce sont deux conséquences de la même crise, celle dans laquelle le régime gaulliste a fini par plonger le pays au dixième anniversaire de la prise d'un pouvoir qu'il a exercé sans interruption et sans entraves.

La responsabilité de nos gouvernants ne peut donc être niée. Elle est entière, et il faut un inadmissible cynisme pour tenter de la rejeter sur les travailleurs et leurs représentants, ou pour incriminer un obscur complot ourdi à l'étranger, argument habituel des gouvernements aux abois.

Les événements de mai, la révolte des jeunes, des travailleurs, des étudiants, des enseignants, la répression policière, la formation de sections dites d'action civique, véritable police parallèle et illégale, les mesures autoritaires, tout cela marque la fin du régime gaulliste. Elle est inéluctable. Le dernier jour sera-t-il le 30 juin, ou se produira-t-il dans six mois, dans un an ? Je ne sais ; mais de toute façon, le délai sera bref.

Pour notre part, nous disons que le plus tôt sera le mieux. Les citoyens n'ont jamais rien gagné à prolonger un régime condamné par l'Histoire. Plus on tarde, et plus les convulsions de la fin sont dévastatrices et parfois sanglantes. Les événements de ces dernières semaines ont déjà assez bouleversé les esprits, d'une part, et la vie économique et sociale, de l'autre.

Nous faisons donc confiance aux électrices et aux électeurs pour en finir le plus vite possible avec un régime aux abois. Que ce soit un vieil homme de 78 ans qui lance une soi-disant croisade de rénovation, alors qu'il a le pouvoir absolu depuis dix ans, est suffisamment révélateur. Nous n'éprouvons pas le besoin d'insister.

Ce qui est important, devant le vide où nous allons nous trouver, c'est de construire.

— *Une majorité nouvelle.*

De ces élections peut et doit sortir une majorité nouvelle, celle que constitueront ensemble toutes les forces de gauche.

Elles ne sont pas d'accord sur tout ? Pour gouverner, il n'est pas indispensable d'être d'accord sur tout, car, de toute manière, on ne peut pas tout faire, ni surtout tout faire tout de suite. Il y a le moyen terme : la durée d'une législature de cinq ans, et le long terme : les perspectives plus lointaines.

Une majorité nouvelle est possible. L'ossature de cette majorité de gauche sera constituée par la Fédération de la gauche démocrate et socialiste qui assurera la direction du Gouvernement.

— *Le socialisme dans la liberté et dans la responsabilité.*

Les voies vers le socialisme sont diverses. Celles que suivent les pays de l'Est ne sont pas les seules possibles. Il y a d'autres exemples, comme celui des pays scandinaves, que l'on perd de vue trop souvent.

Nous disons qu'il y a une voie française vers le socialisme, une voie conforme au génie de notre peuple, à sa longue tradition démocratique, au stade actuel de son développement économique et social.

— *Liberté.*

Nous maintiendrons toutes les libertés. Nous nous engageons à défendre la liberte fondamentale du citoyen : celle de contester démocratiquement ses élus, c'est-à-dire ceux à qui il a délégué sa souveraineté. Nous refusons toute déviation totalitaire. Il est un point sur lequel nous ne transigerons jamais : l'obligation pour les élus de se soumettre loyalement au jugement du corps électoral à la fin de la législature et d'accepter démocratiquement de se voir retirer le pouvoir si la majorité des électeurs en a ainsi décidé.

En ce qui me concerne, le combat que j'ai mené, aux heures graves de l'occupation, pour faire retrouver à notre pays sa liberté, est garant de la loyauté de mon engagement et de ma détermination.

— *Responsabilité.*

Il faut créer ou renforcer les conditions pratiques de l'exercice des libertés par tous les citoyens. Aux jeunes, nous devons offrir une société où ils soient autre chose que des consommateurs.

Elever rapidement le niveau de vie des plus défavorisés n'est pas seulement une exigence de la justice, c'est aussi la condition de leur vraie liberté.

Développer l'Education nationale permanente, ce n'est pas seulement vouloir l'égalité des chances pour tous, ce n'est pas seulement assurer la formation professionnelle des hommes et des femmes dont l'économie a besoin, c'est aussi former des esprits libres, capables d'assumer leurs responsabilités d'hommes et de citoyens.

Etablir les libertés syndicales dans l'entreprise, ce n'est pas seulement libérer les travailleurs de l'oppression, c'est aussi leur donner la possibilité, à travers des structures et des institutions adaptées, d'être davantage maîtres de leur destin.

Il est intolérable que les salariés, qu'ils soient de l'industrie, de l'agriculture, du commerce ou de la fonction publique fassent les frais de l'imprévoyance et des erreurs du patronat et du gouvernement. Il est intolérable que les paysans soient sacrifiés brutalement aux intérêts des gros propriétaires de la Beauce ou d'ailleurs.

Tous ont droit à un niveau de vie digne de notre époque ; tous aussi ont droit à plus de justice et de liberté vraie, de responsabilité.

Citoyennes, citoyens,

Vous ne céderez pas au chantage, à la peur. Les épouvantails que brandit le pouvoir pour assurer sa survie au prix de la démission des Français ne vous impressionneront pas ! Les gaullistes et leurs alliés n'ont pas le monopole de la Patrie et de la République.

Vous me connaissez assez pour savoir à quel point j'y suis passionnément attaché. Faites-moi confiance pour la défense, comme pour celle de la dignité et de la justice, auxquelles nous avons tous droit.

André BOULLOCHE
Député sortant
Compagnon de la Libération
Commandeur de la Légion d'honneur
Ancien ministre

— Pour une République de citoyens.
— Pour l'alliance du socialisme et de la liberté.
— Pour la paix sociale par le dialogue et la justice.

Votez

André BOULLOCHE
Député sortant
Maire de Montbéliard
Président du district urbain
Ingénieur général des Ponts et Chaussées

Remplaçant éventuel :

Marcel DOMON
Agent de maîtrise
Délégué de la ville d'Audincourt au Conseil du district urbain

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

La situation est maintenant tout à fait claire. En portant 23.958 suffrages sur les candidats de la F.D.G.S., vous avez fait d'eux les candidats uniques de la gauche et de tous les républicains. En confirmant à l'ensemble de la gauche la majorité impressionnante que vous lui aviez donnée en 1967, vous avez manifesté votre volonté de voir un pays, où les travailleurs sont la majorité, continuer à être représenté par un député de gauche.

Je vous demande de continuer et d'amplifier, le 30 juin, les résultats fondamentaux ainsi obtenus. Ils sont, en effet, d'une grande importance sur le plan national comme sur celui de la circonscription.

— *L'avenir sur le plan national.*

Sur le plan national, les conditions dans lesquelles se déroule la consultation, l'état d'insécurité et de crainte dans lequel se trouve une partie de la population et qui fausse l'objectivité de son jugement, fait que l'on peut redouter une confirmation de la majorité U.N.R. actuelle.

Une telle circonstance approfondirait et aggraverait la crise dont la France vient de vivre la première phase. Il faut que soient présents au Parlement des hommes qui, lorsque viendra inévitablement et sans doute rapidement l'heure du dénouement, soient capables d'arrêter l'aventure et de travailler à établir une démocratie moderne et juste.

— *L'avenir de la circonscription.*

Les tragiques événements que nous venons de vivre laissent dans notre circonscription de profondes cicatrices. Le bilan de la secousse que nous avons traversée n'est pas encore connu avec précision. Mais de nombreuses familles ouvrières sont dans la gêne, les menaces s'amplifient, pour de nombreuses catégories, sur le plan de l'emploi et, à plus long terme, le problème de l'équilibre de l'activité du District se pose avec un acuité d'autant plus grande que le Gouvernement n'y propose aucune solution.

Le rôle du député est de bien connaître cette situation et d'appeler sans relâche sur elle l'attention de toutes les autorités afin qu'elles y apportent des remèdes. C'est un rôle ingrat que je suis décidé à continuer de remplir avec toute l'énergie nécessaire pour aboutir à des résultats dont certains sont déjà en vue.

— *Les problèmes sociaux.*

Nous les dénoncions déjà l'année dernière. Ils viennent d'être mis particulièrement en lumière par ce qui s'est passé depuis le 13 mai. Les jeunes ont du mal à trouver un travail correspondant à leur qualification ; les techniciens doivent aller chercher, hors de la circonscription, la formation technologique supérieure dont ils ont besoin pour assurer leur avenir ; les jeunes ménages ne peuvent trouver de logement à un prix raisonnable ; les femmes cherchent en vain un emploi ; les personnes âgées trouvent des conditions de vie difficiles ; les paysans et les petits commerçants constatent la dégradation de leurs revenus.

— *Les solutions.*

Tout le monde sent bien que la paix sociale ne sera établie durablement que par des réformes de structures profondes que le Gouvernement, malgré ses décla-

rations, et le patronat, qui s'exprime plus directement, sont bien incapables de réaliser.

Seule l'alliance du socialisme et de la liberté, en permettant la mise en place de véritables structures de dialogue, en favorisant la solidarité avec les catégories les plus défavorisées : personnes âgées, paysans, familles, peut apporter les solutions hardies et durables que la situation exige pour que la paix sociale soit rétablie dans la justice. Seule la gauche est capable de faire entrer le pays dans cette voie.

Votez en masse, le 30 juin, pour les candidats de la Fédération de la gauche démocratique et socialiste porteurs des espoirs de toute la gauche et de tous les républicains.

Votez

André BOULLOCHE

Compagnon de la Libération
Ingénieur général des Ponts et Chaussées
Maire de Montbéliard
Président du district urbain
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Marcel DOMON

Agent de maîtrise
Délégué de la ville d'Audincourt au Conseil du district urbain

---

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Amancey, Levier, Maiche, Montbenoît, Morteau, Mouthe, Pierrefontaine-les-Varans, Pontarlier, le Russey, Vercel.

M. Edgar FAURE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices et électeurs de la troisième circonscription du Doubs,

Le 5 mars 1967, au premier tour et à une forte majorité, vous m'avez élu député du Haut-Doubs à l'Assemblée Nationale.

J'ai l'honneur de me présenter à nouveau à vos suffrages pour le scrutin du 23 juin 1968.

J'ai accompli mon mandat et j'ai tenu tous les engagements que j'avais pris envers vous.

En tant que représentant du Doubs.

Tout en exerçant mes fonctions gouvernementales, je me suis tenu près de vous, je me suis informé de vos problèmes, chacun a pu m'approcher ou m'écrire. En liaison constante avec vos municipalités et avec mes collègues du Conseil général, un grand effort d'équipement a été entrepris. Beaucoup de projets ont abouti ou avancé, d'autres sont à l'étude : adduction d'eau, électrification, remembrement,

abattoirs (agréments à l'exportation), centres hospitaliers, tourisme, formation professionnelle, réseau routier, télécommunications.

Cette tâche doit être poursuivie. Je m'y emploierai sans relâche. Notre espace rural ne doit pas devenir un désert français autour de quelques immenses métropoles de grands ensembles et de gratte-ciels. Nos campagnes, nos villages, nos centres intermédiaires, nos villes à l'échelle humaine, ont le droit à la vie, à la promotion, au progrès. Il y va de l'équilibre de notre civilisation.

Dans cet esprit, j'ai fait reconnaître à toutes les régions de montagne le caractère de zone de rénovation rurale qui entraîne d'ores et déjà dans toutes vos communes :

— pour l'éducation de vos enfants, l'allocation de bourses à tous ceux qui le méritent et avec un taux plus élevé ;
— pour les agriculteurs, la possibilité d'obtenir dès l'âge de 60 ans l'indemnité viagère de départ.

En tant que Ministre de l'Agriculture.

Je me suis attaché à poursuivre la réalisation du Marché commun. Malgré des difficultés inévitables, la construction européenne demeure notre meilleure chance d'avenir.

Le Conseil des Ministres européens, sous ma présidence, a adopté, en ce qui concerne le secteur essentiel des produits laitiers et de la viande bovine, des mesures qui mettent fin à une longue inquiétude et qui répondent aux demandes de la profession.

Nous avons obtenu la protection de nos fromages de garde (notamment l'emmental et le comté) par le stockage privé et éventuellement par l'intervention communautaire.

La clause de sauvegarde nous a permis d'établir une compensation sur les porcs importés en vue de redresser le marché intérieur.

Alors que cet ensemble de mesures devait permettre de soulager le monde agricole et de lui rendre l'espoir, de nouvelles difficultés sont survenues en raison des décisions sociales récentes, qui peuvent accroître certaines charges d'exploitation. Nous avons aussitôt entrepris, en liaison avec les organisations agricoles nationales, de mettre au point, sous la forme d'un plan intérimaire de l'agriculture, des mesures compensatoires qui seront très prochainement appliquées.

Politique générale : le salut de la nation ; le destin de l'homme moderne.

Mes chers compatriotes,

La France est entrée dans une période de crise grave. Nous devons en sortir au plus tôt. Il y va du salut de la Nation.

Des améliorations sociales étaient nécessaires. Elles ont été accordées dans toute la mesure qui a paru possible. Elles n'auront de valeur que si nous pouvons garder une économie saine, une monnaie solide.

Certains agitateurs proclament ouvertement qu'ils comptent nous pousser vers l'inflation et vers la faillite afin de pouvoir faire la révolution ! Nous devons déjouer ce calcul et résister à ces entreprises insensées.

Les première victimes seraient les titulaires de faibles revenus, les producteurs et travailleurs les plus modestes, les personnes âgées, les jeunes qui cherchent un emploi. La France se trouverait distancée dans la compétition internationale, elle ne pourrait tenir sa place dans l'Europe. Il faudrait ralentir les investissements, renoncer aux équipements qui vous sont si nécessaires, et repartir à zéro... dans combien de temps ?

Si nous retrouvons la paix sociale, nous pourrons supporter les charges qui résultent, pour le budget et pour l'économie, des décisions les plus récentes et nous pourrons en tirer avantage par la relance de la consommation en poursuivant une politique d'investissement et d'expansion.

Tel est le choix fait par le Gouvernement qui a décidé de mettre en vigueur, à la date prévue, la Communauté économique européenne.

En dehors des préoccupations matérielles fort légitimes qui concernent le revenu, le pouvoir d'achat, le niveau de vie, les Français — et cela est particulièrement sensible chez les jeunes générations — aspirent à des valeurs morales renouvelées de conviction et d'idéal. Pour garder son équilibre en présence de mutations extraordinaires l'homme moderne a besoin de donner à sa vie une pleine signification et de consentir librement au type de la société dans laquelle il se trouve intégré. Tel est le principal problème de notre temps. Nous devons le concevoir dans toute sa gravité et dans sa véritable dimension.

C'est une incroyable duperie que de répondre à l'inquiétude ardente de notre jeunesse en lui proposant, comme autant de nouveautés, des mots d'ordre, des thèmes ou des doctrines qui datent de plus de cent ans : le romantisme des barricades, le phalanstère, le drapeau noir de l'anarchie voire les thèses marxistes, certes plus cohérentes, mais conçues à une époque et pour une société absolument différentes des nôtres.

Comment installer chez nous le régime bureaucratique du collectivisme, alors que les pays européens qui le supportent depuis la dernière guerre ne songent qu'à s'en délivrer ?

Que dire, enfin, de l'idée absurde de proposer aux Français le modèle du communisme chinois ?

La voie française : la participation.

Comme l'a souligné très justement le Président de Gaulle, la voie française ne peut être ni le communisme, ni le capitalisme, car ces deux systèmes méconnaissent la dignité et la réelle liberté de la personne. Notre voie est celle du nouveau contrat social, contrat de concept humain, exprimé par la société de participation.

La participation ne doit pas être un mot vide et ne doit pas se limiter à certains aménagements d'ordre salarial ou syndical. Elle doit conduire l'homme moderne à ne pas être un simple agent d'exécution ou un sujet, mais à participer avec son pouvoir de réflexion aux décisions qui concernent la vie professionnelle, la vie familiale, la formation permanente, la cité.

La participation de tous les citoyens à la vie générale sera mieux assurée dans le cadre d'une gestion régionale, desserrant l'étau bureaucratique de la centralisation, et permettant à chacun, par l'intermédiaire des élus locaux et des représentants professionnels, d'exprimer son opinion et de suivre les réalisations qui concernent sa vie quotidienne.

Nos objectifs :

— la participation à tous les stades de la vie économique et publique ;
— la dé-bureaucratisation administrative ;
— la régionalisation ;
— la construction européenne qui, ayant franchi l'étape économique doit aborder l'étape politique ;
— une politique internationale non engagée, cherchant à abolir la division du monde en « blocs » et poursuivant les efforts qui ont abouti à faire de Paris la capitale de la paix ;
— un accord international en vue d'abolir l'armement nucléaire pour tous les pays sans exception ;
— une coopération internationale entre les pays les plus prospères pour nourrir les peuples affamés et promouvoir les pays sous-développés du Tiers monde

(rappelant ici notre proposition de Genève, en vue du transfert des dépenses militaires vers des dépenses d'assistance et de progrès).

Sur un tel programme, il nous paraît possible d'obtenir l'adhésion d'une large majorité des Français.

Tel est le sens que je donne à ma candidature.

J'attends avec confiance votre décision. Je vous demande une réponse massive, afin de mieux soutenir mon action dans l'intérêt du Haut-Doubs, de la France et de l'Europe.

Vive la République !

Vive la France !

EDGAR FAURE
Conseiller général du Canton de Pontarlier
Ministre de l'Agriculture
Président du Conseil des Ministres de l'Agriculture de la Communauté économique européenne

Remplaçant éventuel :

CHRISTIAN GENEVARD
Conseiller général — maire de Morteau

DROME

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Chabeuil, la Chapelle-en-Vercors, Châtillon-en-Diois, Crest-Nord, Crest-Sud, Die, Luc-en-Diois, Saillans, Valence-Nord, Valence-Sud.

M. Roger RIBADEAU DUMAS

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague passionnelle a déferlé, qui a parfois été jusqu'à la violence, au mépris de la volonté réelle des travailleurs.

On a pu voir presque partout, et nous l'avons constaté à Valence, une infime minorité d'extrémistes s'opposer à la libre expression de la majorité. Des piquets de grève ont empêché par la force ceux qui, satisfaits des avantages acquis, voulaient reprendre le travail, d'entrer dans les usines, les bureaux, les administrations.

Derrière les drapeaux rouges ont défilé dans nos rues les partisans de la haine et de la dictature totalitaire.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. La masse des travailleurs a été trahie par ceux qui voulaient faire un coup d'Etat. Ces ambitieux, dans leur triste niaiserie, ne se rendaient pas compte qu'ils nous conduisaient tout droit à une dictature communiste.

La France ne veut pas de cela. Après un moment de stupeur, d'angoisse et parfois de désarroi, elle a manifesté d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.

Cela n'exclut pas son désir des grandes réformes que des années de progrès — qui ont profondément modifié les conditions de vie et les aspirations de chacun — ont rendu nécessaires. Mais ces réformes ne pourraient être efficaces ni durables si elles n'étaient pas étudiées et décidées dans le calme, l'ordre et la légalité.

Si tous doivent participer à l'effort sans lequel tout progrès est impossible, tous doivent également participer à ses résultats. Et cela doit s'effectuer dans un climat de réconciliation nationale dont une des conditions importantes est l'amnistie totale qui va être accordée à tous ceux qui ont participé aux événements d'Algérie.

L'anarchie, le totalitarisme ne peuvent conduire qu'à l'oppression et à la misère. Et cela nous angoisse encore plus peut-être pour nos enfants que pour nous-mêmes.

Face au communisme totalitaire et à ses dupes.

Choisissez ceux qui veulent et peuvent défendre :

La République
La liberté
L'égalité
La paix civile
La réconciliation nationale.

Votez

RIBADEAU DUMAS

Remplaçant éventuel :

RAYMOND BONNARDEL

2e CIRCULAIRE

Je remercie les 21.574 électrices et électeurs qui ont bien voulu, dès le premier tour, me manifester leur confiance. Je leur demande de rester vigilants et de renouveler sans faute leur geste dimanche prochain.

Malgré l'avance qu'ils m'ont permis d'acquérir sur le candidat communiste, une surprise reste toujours possible. Est-il besoin de rappeler ce qui s'est passé à Romans l'an dernier ?

Le problème est maintenant simplifié. Le combat est clair. D'un côté le candidat d'un parti totalitaire qui, dans tous les pays où il s'est emparé du pouvoir, a instauré la plus implacable des dictatures et supprimé les libertés. De l'autre, le représentant d'un parti libéral qui a restauré la République en France et maintenu les libertés au milieu même de la subversion.

D'un côté le champion des démocraties dites populaires, du droit des minorités agissantes, de la violence et de l'oppression. De l'autre le tenant de nos démocraties à l'occidentale, le partisan de la liberté d'entreprise et de la dignité de l'homme.

Le travail que devra accomplir la prochaine législature est considérable. D'importantes réformes sont à faire dans l'agriculture, dans l'enseignement, dans la législation sociale, en faveur des anciens combattants.

Pour les mener à bien, le concours de tous est indispensable. Le Premier Ministre a formellement déclaré qu'il souhaitait une majorité élargie, qu'il faisait appel à tous les hommes de bonne volonté.

Puissent les Drômoises et les Drômois, les travailleurs de la ville ou de la campagne, les artisans, les commerçants, les industriels, les membres des professions libérales, tous ceux qui refusent la violence et la subversion comprendre qu'il faut aujourd'hui se rassembler sur l'essentiel : la paix, l'indépendance et le progrès économique dans la justice sociale.

Unissons tous nos espoirs et toutes nos volontés pour réaliser ce monde nouveau que la seconde moitié de notre vingtième siècle nous propose.

Drômoises, Drômois,

Votez

RIBADEAU DUMAS

Remplaçant éventuel :

RAYMOND BONNARDEL

S'abstenir c'est voter communiste.

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bourdeaux, Buis-les-Baronnies, Dieulefit, Grignan, Loriol-sur-Drôme, Marsanne, Montélimar, la Motte-Chalançon, Nyons, Pierrelatte, Rémuzat, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Séderon.

M. Maurice PIC

(Candidat d'union des républicains)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens, chers compatriotes,

Vous connaissez nos candidats. Ils sont à votre service depuis des années. Ils jouissent de votre amitié et de votre confiance.

MAURICE PIC

Il vit en permanence, avec les siens, au milieu de vous. Il partage vos joies et vos peines.

Administrateur indiscuté : il fait de Montélimar la capitale en expansion de notre région qui bénéficie tout entière de son équipement et de son essor.

Il anime, avec les maires, ses collègues et amis, les travaux de nos communes que le Gouvernement rend chaque jour plus difficiles.

Président du Conseil général, il assure à nos treize cantons les bienfaisants effets de la solidarité départementale.

De souche paysanne, il connaît en détail les problèmes agricoles et défend sans faiblesse la propriété familiale, les droits des cultivateurs, les productions régionales : fruits, vins, olives, lavande, troupeaux, graines, etc.

Homme de cœur, aucune juste cause, collective ou particulière, ne le laisse indifférent : les rapatriés injustement traités, les personnes âgées ignorées par le pouvoir, les salariés au pouvoir d'achat insuffisant, les retraités et pensionnés dans la gêne, les anciens combattants brimés et spoliés, les familles nombreuses oubliées, l'enfance inadaptée méconnue et abandonnée par l'Etat, les chômeurs multipliés en nombre par la politique gouvernementale, les jeunes devant qui le gaullisme ferme les portes de l'espoir. Tous trouvent en lui l'élu qui les comprend, les aide et les défend.

Homme d'idéal et d'action, travailleur infatigable, démocrate convaincu, patriote éprouvé (ancien combattant, Croix de guerre, deux citations, chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire), il est de ceux qui allient dans le même élan, l'attachement à la République, à la grande et à la petite Patrie.

Homme simple et accueillant enfin, au service de tous et de chacun, sans sectarisme et sans passion partisane, il est le digne et efficace représentant de toute notre circonscription.

Il le sera encore demain, par votre confiance, votre fidélité et votre amitié.

PIERRE JULLIEN

son suppléant, maire et conseiller général de Nyons, est lui aussi, connu de tous. Il illustre cette Drôme provençale des oliviers, du bon vin et de la lavande, dont

il a la chaleur spontanée, la serviabilité toujours offerte, la bonne humeur et l'activité souriante. Elu cantonal et municipal de premier plan, d'une expérience sûre et écoutée, ancien combattant et résistant, il est chevalier de la Légion d'honneur. Il est le digne suppléant, le compagnon et l'ami de Maurice Pic.

Citoyennes, citoyens, nos amis, vous avez, il y a un an, librement et massivement choisi nos candidats, Maurice Pic et Pierre Jullien.
Vous ferez respecter votre choix.
Vous ne vous déjugerez pas.

Le 23 juin, à nouveau, et plus massivement encore, vous voterez pour

MAURICE PIC

Remplaçant éventuel :

PIERRE JULLIEN

Vive la République !

Vive la France !

Citoyennes, citoyens,

Vous êtes à nouveau appelés à voter, un an après les législatives de mars 1967.

Pourquoi ?

Le Gouvernement, par sa politique, a provoqué le mécontentement actuel. Il a voulu détourner l'attention sur le Parlement. C'est le Gouvernement qui est le seul responsable. Le recours aux urnes doit confirmer votre défiance à son égard.

De quoi s'agit-il ?

I. — LE FOSSÉ ENTRE LE POUVOIR ET LE PAYS

Depuis dix ans, le pouvoir est exercé, sans conteste et sans gêne, par un homme et ses serviteurs. Pas de concertation, pas de contrôle, mépris pour les corps intermédiaires. Un isolement hautain, un langage hermétique, de grandes visées imaginaires, un nationalisme périmé, ont accru la séparation entre le peuple et ses gouvernants qui n'ont pas su et pas pu sentir venir l'orage. Ce furent les manifestations d'agriculteurs d'abord, sur les routes, en Bretagne, dans le Midi, dans le Centre et le Sud-Ouest. Ce furent les grèves des mineurs et de la fonction publique ensuite. Ce fut enfin il y a quelques semaines le mouvement général de mécontentement et de révolte provoqué par :

— la contestation des étudiants et des enseignants ;
— le chômage des travailleurs et surtout des jeunes ; les revendications des cadres ;
— le marasme économique frappant ouvriers et entreprises ;
— l'insuffisance du pouvoir d'achat ;
— la mévente des produits agricoles ;
— la mort lente du petit commerce et de l'artisanat ;
— la crise de l'Université et de l'enseignement.

Dix ans de pouvoir absolu ont conduit à ces résultats. Les voies de la discussion et de la contestation étant refusées aux Français, ils ont clamé, plus ou moins vivement, leur soif de justice et de liberté.

Ainsi le pouvoir a conduit la France au bord de la guerre civile.

Décontenancé, désemparé et muet pendant des jours, le pouvoir a cru se ressaisir en jetant le trouble et l'alarme dans la population. Après avoir provoqué la tempête, il prétend être seul à pouvoir l'apaiser.

Il a gouverné pendant dix ans sans obstacle, sans souffrir de contradiction, comme dans une monarchie ; il a refusé pendant dix ans la discussion et le contrôle, et voici que le gaullisme inquiet et forcé parle maintenant de participation et de réformes.

Pourquoi ne les a-t-il pas décidées plus tôt ?

Parce qu'il ne les souhaite pas et ne les veut pas. Sinon, il les aurait faites en dix ans de pouvoir absolu.

A la vérité, il en sera de ces promesses comme de l'année sociale promise depuis si longtemps et jamais réalisée. Les Français ne seront pas dupes. Les Drômois, dont la tradition républicaine est solide et profonde, n'admettront pas cette ultime habileté.

II. — LA JUSTICE ET L'INTÉRÊT NATIONAL

Que peut-il arriver ?

Le pays peut réélire une majorité gaulliste, et s'en remettre à nouveau au Président de la République qui continuera à décider seul, sans explication et sans consultation. C'est être assuré que, les mêmes causes produisant les mêmes effets, nous irons, plus ou moins vite, mais immanquablement, à une nouvelle explosion sans doute fatale pour le pays. Le gaullisme et son système ne peuvent plus engendrer que la violence.

Le pays peut, au contraire, choisir ceux qui préconisent en la définissant, une politique de progrès économique et social, seule capable de maintenir la paix civile et de faire évoluer nos institutions et nos structures grâce au dialogue, à la confrontation, à un travail en commun.

C'est cela que propose la Fédération de la gauche.

C'est la voie de l'avenir, de la démocratie, de la justice et de l'intérêt national.

III. — *LES VOIES DE L'AVENIR*

Ainsi, c'est nous qui offrons au Pays les voies de l'avenir. La Fédération de la gauche propose :

A. — *Un plan démocratique d'expansion :* par

- — un programme de développement économique et social,
- — une politique industrielle soutenue et encouragée,
- — une politique agricole assurant une juste rémunération du travail paysan,
- — un programme de progrès social pour l'amélioration des conditions de vie, la sécurité de l'emploi et la révision périodique du pouvoir d'achat,
- — l'émancipation de la femme, la protection de l'enfance et des personnes âgées,
- — la construction des logements nécessaires,
- — la justice fiscale.

B. — *Des hommes responsables,* assumant pleinement leurs tâches et disposant des moyens suffisants :

— dans les communes, les départements et les régions, dans l'entreprise, à l'école et dans l'université,
— dans l'information objective.

C. — *Une politique de paix et de solidarité internationale* fondée sur ces trois principes :

— la liberté pour chaque peuple,
— la solidarité entre les Nations,
— la paix pour tous.

Telles sont, citoyennes et citoyens, les perspectives que vous offre la Fédération de la gauche.

Vous les approuverez le 23 juin, en votant massivement pour

MAURICE PIC

2e CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens, chers compatriotes,

Vous avez refusé le 23 juin d'élire le candidat soutenu par le Gouvernement gaulliste.

Vous avez constaté les graves conséquences, le mois dernier, d'une politique poursuivie avec obstination pour le pouvoir dans une absence complète de dialogue et de compréhension avec le pays, politique dénoncée par les républicains de toutes nuances. On vous a trompés, en l'exploitant abusivement, sur le sens profond d'un mécontentement manifesté aussi bien par les agriculteurs que par les salariés, l'université, les commerçants, la fonction publique, les rapatriés, les anciens combattants, les personnes âgées. Les élections qui se sont déroulées dans le calme le prouvent sans contestation possible.

Vous mesurez, en ce lendemain du premier tour, le danger d'une majorité inconditionnelle et aveugle qui n'aura rien appris, ni rien compris. Vous devez, à juste titre, craindre que le pouvoir persévère dans son ancienne politique ; vous en voyez les périls et les risques, dangereux pour l'unité de la Nation et pour la paix publique.

***

Sur le plan de notre circonscription, vous avez le souci d'un représentant efficace au service de notre département et de nos communes. Vous connaissez Maurice Pic, son sérieux, son travail, son impartialité. Vous savez quelle compétence et quel dévouement il consacre à la défense de vos intérêts généraux ou particuliers. Vous connaissez ses possibilités d'action, sa tolérance, son sens social élevé, sa serviabilité inlassable.

Vous assurerez donc, dimanche prochain, le succès de notre candidat et de son suppléant qui, sur leur nom, uniront l'ensemble de tous les républicains, quelle qu'ait été leur option au premier tour.

Pour la victoire de la République,
Pour la défense de notre département,
Pour le progrès de nos communes,

vous voterez

MAURICE PIC

Pour vous et vos familles,
Pour vos intérêts professionnels,
Pour vos légitimes doléances,

vous voterez

MAURICE PIC

Vive la République,
Vive la France.

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bourg-de-Péage, le Grand-Serre, Romans-sur-Isère, Saint-Donat-sur-l'Herbasse, Saint-Jean-en-Royans, Saint-Vallier, Tain-l'Hermitage.

M. Gérard SIBEUD

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays très attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail, a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature communiste.

La France, dans son immense majorité, ne voulait pas cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté, d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.

Nous voulons tous les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions, si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne et de le maintenir dans la voie du progrès. Mais ces réformes ne se feront que dans l'ordre et dans la légalité.

L'anarchie, le totalitarisme, c'est l'oppression et la misère pour tous les travailleurs, pour tous les citoyens, jeunes ou vieux, et d'abord pour les plus défavorisés.

Si, au Parlement depuis un an, une majorité solide avait été présente, épaulant constamment le Chef de l'Etat et le Gouvernement, nous n'aurions pas connu, sans doute, cette crise et sûrement pas la subversion qui a suivi.

C'est donc aujourd'hui, pour vous, un devoir sacré que de vous unir pour envoyer au Parlement des hommes décidés à défendre la République et à former pour cela une majorité solide et convaincue.

Face au communisme totalitaire et à la violence, face à leurs alliés, choisissez ceux qui veulent défendre la République, la liberté, l'égalité, la paix civile.

Choisissez ceux qui veulent, par une majorité élargie à tous hommes politiques de bonne volonté, promouvoir une politique de progrès dans le cadre d'une participation syndicale, sociale et universitaire élargie.

Les revendications les plus justifiées ne sont réalisables que dans l'ordre, la légalité et avec une monnaie saine. L'économie n'est pas chose facile à diriger ; il va falloir maintenant la remettre sur pied et cette venue ne pourra se réaliser qu'avec une majorité solide autour du général de Gaulle.

La vie économique d'une région doit se traduire par une collaboration étroite entre des hommes animés par une même volonté et voulant vivre librement. Elle doit exclure toute rivalité. Pour notre fait nous voulons qu'elle soit une action commune et amicale en vue de l'expansion de toute la troisième circonscription de Romans-Bourg-de-Péage.

Agriculteurs, ouvriers, commerçants, artisans, industriels, de notre Drôme nord, vous savez que ce n'est pas avec des « slogans » que nous bâtirons la prospérité. Celle-ci se créera définitivement en poursuivant les efforts proposés par la CODER Rhône-Alpes, en collaboration avec les Maires et les Conseillers généraux de cette région et avec l'aide des subventions de l'Etat.

Vous voulez l'eau, l'électricité partout dans vos fermes et dans vos villages pour réaliser des constructions nouvelles dans toutes les communes ;

Vous voulez encore plus :

— de logements H.L.M. pour jeunes ménages,

— de logements économiques pour les anciens, qui leur permettront de vieillir agréablement et confortablement. — L'allocation logement attribuée aux personnes âgées ne laissant alors qu'un loyer très modeste à leur charge.

— des retraites améliorées pour nos Anciens combattants et nos travailleurs,

— beaucoup plus d'emplois pour les jeunes ouvriers qualifiés qui sortent des écoles professionnelles.

Nous vous aiderons à réaliser ces objectifs sociaux, facteurs d'un plus grand bien-être.

Nous avons des commerçants dynamiques, des industriels avisés et ouverts au progrès, des ouvriers qualifiés et des agriculteurs qui se tournent résolument vers l'avenir, mais nous sommes dans une période de reconversion où rien n'est facile dans tous les domaines. Nous vous aiderons à faciliter cette reconversion dans l'union retrouvée et la paix sociale.

Le Marché commun deviendra une réalité au mois de juillet prochain. Notre circonscription doit saisir la chance qui s'offre ainsi à elle.

En 1958, il n'existait aucun projet d'aménagement de la France. C'est maintenant chose faite et nous sommes prêts à le réaliser. Nous voulons que notre région, que nos communes, que votre circonscription de Romans, Bourg-de-Péage y participent largement.

C'est l'unité et la ténacité des citoyens qui permettront au régime de régler les problèmes sociaux.

Ce régime, en dix ans, a permis :

— de mettre fin à une guerre,

— de décoloniser un empire,

— de refaire une monnaie,
— de payer les dettes du régime précédent,
— de réconcilier la France avec le Tiers-Monde,
— d'assimiler 5 millions d'habitants de plus,
— d'équilibrer ses comptes et de rendre sa dignité au pays.

Aidez-nous à le consolider afin qu'il aille encore plus loin dans cette œuvre de progrès social et d'expansion économique.

A toutes les électrices et tous les électeurs de la troisième circonscription nous affirmons solennellement que nous poursuivrons notre tâche pour faire, de notre belle circonscription Drôme Nord, une région encore plus jeune, plus dynamique et plus moderne, où notre population et en particulier notre jeunesse, trouveront dans le respect des libertés leur plein épanouissement.

Pour que vive pleinement dans une France désormais en paix, grâce à l'action du général de Gaulle, notre beau département de la Drôme et notre troisième circonscription unie autour de sa capitale Romans, Bourg-de-Péage, votez pour :

GÉRARD SIBEUD

Président de la Caisse du crédit agricole du Royans
Membre de la Commission de développement économique
C.O.D.E.R. Rhône-Alpes
Maire de Saint-Laurent-en-Royans
Conseiller général de la Drôme
Seul candidat gaulliste investi par le Premier Ministre

APPEL

de M. Georges Pompidou, Premier Ministre
aux électrices et électeurs
de la troisième circonscription Romans-Bourg-de-Péage

« Il faut travailler vite pour résoudre les problèmes urgents et importants.

« J'appelle les Républicains de toutes tendance à s'unir pour sauver la République autour d'hommes jeunes, dynamiques et compétents, comme l'est notre ami Gérard Sibeud. Par son activité incessante au service de la population, il s'est révélé digne de la confiance de tous ceux qui sont épris de progrès social.

« Electrices et électeurs de la circonscription de Romans et Bourg-de-Péage regroupez-vous en masse autour de Gérard Sibeud seul candidat de l'Unité nationale investi par la Vᵉ République.

« La liberté l'emportera sur la violence et le désordre.

« Par avance je vous en remercie. »

GEORGES POMPIDOU

Vous voterez dès le premier tour pour Gérard Sibeud, seul candidat pour l'Union de la défense de la République.

Seul candidat gaulliste investi par le Premier Ministre.

Et pour son suppléant M. Jean Huillier.

Mes chers amis,

Ma réponse à l'engagement pris en assurant d'être le suppléant de Gérard Sibeud, Maire de Saint-Laurent-en-Royans, Conseiller général de la Drôme, ne surprend personne au vu de tous mes amis. Elle confirme avec précision les positions que j'ai toujours défendues.

« Le travail dans l'ordre et l'honnêteté. »

« L'admiration pour le patriotisme de Gérard Sibeud, porte-drapeau depuis 10 ans du Gaullisme militant et constructif. »

J'avais souhaité, avec beaucoup de Romanais et de Péageois, qu'un accord entre Républicains se fasse et que le fleuve qui sépare nos deux villes ne soit plus qu'un trait d'union. Hélas ! il n'en est rien. Les vieilles rancœurs partisanes de clocher demeurent et nous déchirent tous. Les rivalités augmentent, certains abandonnent l'amitié, si chère à notre époque et n'hésitent pas à passer dans un autre camp.

« A l'heure ou le duel électoral commence, le bon sens, l'esprit civique doivent l'emporter. »

Je demande à chacune et à chacun de vous de ne pas égarer vos voix sur des candidats dont je vous laisse juges et qui, par leurs manœuvres, viennent de vous apporter la preuve qu'ils sont des candidats « caméléon ».

Vive la troisième circonscription !...
Vive Romans ! Vive Bourg-de-Péage !
Vive la France !

Dès le premier tour,

Votez Gérard SIBEUD !

Seul candidat d'Union pour la défense de la République
Seul candidat gaulliste investi par le Premier Ministre

et son remplaçant éventuel :

Maurice JEAN-HUILLIER

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Je remercie les électrices et les électeurs qui ont bien voulu, dès le premier tour, me manifester leur confiance.

Dimanche dernier, plus de 20.000 d'entre vous ont, sans équivoque, témoigné leur confiance aux candidats de la majorité sortante ; au lendemain des graves semaines de mai, qui ont vu surgir, s'exaspérer et enfin s'entre-déchirer les passions les plus négatives, tandis que les inconditionnels de l'anarchie s'efforçaient de s'emparer du pays pour le jeter dans la guerre civile, vous avez par votre calme et votre lucidité, prouvé votre attachement à l'ordre, et votre fidélité à la République.

Par ailleurs, en accordant leurs suffrages au candidat investi par le Centre Progrès et démocratie moderne, un grand nombre d'entre vous ont clairement manifesté leur désir de voir la légalité l'emporter sur les entreprises systématiques de subversion.

Au total, vous êtes près de 30.000 électeurs à avoir exprimé votre ardent désir de paix.

Mais je crois aussi que chacun de vous a su tirer la leçon des récents événements, comment douter que les aspirations traduites par les ouvriers, les agriculteurs, les étudiants ne soient pour l'essentiel légitimes ? Comment douter surtout que la réalisation de la grande mutation à laquelle les prochaines années nous appellent, n'exigent des Pouvoirs publics beaucoup de dynamisme, mais aussi beaucoup de réflexion ?

La Nation souhaite de profondes réformes ! le Gouvernement ne pourra les mener à bien qu'avec l'appui d'une majorité renforcée, stable, cohérente. Cette majorité aura pour mission :

— d'assurer l'expansion de l'économie et son intégration dans le cadre du Marché commun ;
— de réaliser le progrès social par le dialogue de la participation, en accordant une attention prioritaire aux catégories les plus défavorisées.
— de réformer l'Université, pour lui permettre de répondre aux besoins de notre société ;
— de développer les pouvoirs des régions, et notamment de la nôtre qui jouera, dans l'Europe de demain, un rôle déterminant ;
— de maintenir à l'Etranger notre présence, en montrant au monde l'image d'une France unie et résolument tournée vers le progrès.

Bien entendu la prospérité de notre pays commence par celle de ses département, de ses cantons, de ses communes.

C'est pourquoi, je prends l'engagement, dans le cadre d'une très large union avec tous les élus locaux, quelles que soient leurs opinions politiques, de promouvoir l'expansion économique de la circonscription. C'est la condition essentielle, vous le savez, d'un plus grand bien-être de nos populations urbaines et rurales.

Construire encore plus de logements pour les jeunes et personnes âgées ;

Créer, sans cesse, des investissements collectifs : eau, assainissement, écoles, stades, routes, etc.

Implanter des industries nouvelles et donc créer de nouveaux emplois ;

Aider les communes importantes à assurer leur promotion ;

Aider les petites communes à s'adapter ;

tels, seront, parmi d'autres, mes soucis fondamentaux de chaque jour.

Chaque jour, je vous l'assure, je travaillerai sans relâche afin d'apporter toujours plus de bonheur à tous les habitants de la troisième circonscription, sans exception.

Electrices, électeurs de la circonscription de Romans-Bourg-de-péage, en cette période décisive pour l'avenir de notre pays, cette tâche exaltante, je suis sûr que je pourrai la mener à bien, puisque dimanche prochain, vous m'apporterez massivement vos suffrages pour permettre au général de Gaulle de faire triompher la République.

Vous voterez pour la réforme et pour la paix.

Vous voterez pour le candidat de l'ordre et de l'union de tous.

Vous voterez :

GÉRARD SIBEUD

Remplaçant éventuel :

MAURICE JEAN-HUILLIER

UN APPEL DE PIERRE DIDIER

Je remercie les électrices et les électeurs de la troisième circonscription qui en m'accordant leur confiance ont manifesté leur foi en une République libre, sociale et indépendante.

En tant que Maire de Romans et Conseiller général de ce canton, j'ai aussi été sensible au nombre massif de voix qui s'est porté sur mon nom, tant dans cette ville que dans ce canton.

Pour que triomphe dimanche prochain 30 juin 1968 :

— L'idéal de paix et de liberté qui a inspiré ma candidature,

— Pour que triomphe l'ordre et la stabilité face au désordre et à l'anarchie,

— Pour permettre au général de Gaulle de sauver définitivement la République et d'entreprendre les profondes réformes qu'il est disposé à réaliser dans tous les secteurs de la vie économique, sociale et universitaire de la Nation,

Je vous demande, sans aucune hésitation, d'apporter vos suffrages au Candidat de l'Union pour la défense de la République :

GÉRARD SIBEUD
Maire de Saint-Laurent-en-Royans
Conseiller général de la Drôme

PIERRE DIDIER
Conseiller général — Maire de Romans

Je m'associe pleinement à l'appel de Pierre Didier et je vous demande également de voter pour le Candidat de l'U.D.R. : GÉRARD SIBEUD

AIMÉ BERTRAND,
Maire d'Anneyron

UN APPEL DE M. GEORGES POMPIDOU
Premier Ministre

J'exprime ma gratitude aux électrices et aux électeurs de la troisième circonscription de Romans - Bourg-de-Péage qui ont répondu à mon appel en portant au premier tour Gérard Sibeud en tête des candidats de l'Union pour la défense de la République.

Pour assurer définitivement la victoire de la liberté face à l'anarchie et au désordre, je demande à chacune et à chacun d'entre vous de voter le dimanche 30 juin pour le seul candidat gaulliste investi par l'Union pour la défense de la République, notre ami :

GÉRARD SIBEUD
Membre de la C.O.D.E.R. Rhône-Alpes
Maire de Saint-Laurent-en-Royans
Conseiller général de la Drôme

Je vous en remercie vivement par avance.

GEORGES POMPIDOU.

DÉCLARATION DE M. HENRI DURAND

Ayant pleinement conscience de l'importance de la décision que je suis amené à prendre, je ne peux, comme en 1967, me retirer purement et simplement dans une stricte neutralité.

En conséquence, j'invite les électeurs qui m'ont fait confiance au premier tour à reporter leurs voix sur Gérard Sibeud pour le scrutin décisif du deuxième tour.

Deux raisons m'ont incité à prendre cette décision. Premièrement sur le plan national j'ai accepté de me désister afin de contribuer, dans un autre département, à l'élection d'un candidat du Centre mieux placé.

Deuxièmement, sur le plan de notre circonscription, il m'est impossible de soutenir un candidat F.G.D.S. dont l'action principale nettement précisée et affirmée est de parvenir à une identité de vue totale et à une conduite commune avec le Parti communiste.

J'espère vivement que grâce à l'apport du soutien total de mes amis, Gérard Sibeud, pour notre circonscription, sera élu et que ce soutien l'incitera à se faire l'ardent défenseur de la politique nouvelle, que nous préconisons, de progrès et de justice sociale.

HENRI DURAND,
Conseiller général — Maire de Bourg-de-Péage

ESSONNE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Brunoy, Corbeil-Nord (moins communes de Bondoufle, Courcouronnes, Echarcon, Evry, Lisses, Ris-Orangis), Montgeron.
Communes de : Corbeil, Morsang-sur-Seine, Saint-Pierre-du-Perray, Saintry-sur-Seine.

M. Jean-Claude FORTUIT

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature communiste.

La France, dans son immense majorité, ne voulait rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté, d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.

Nous voulons tous les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions, si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne et de le maintenir sur la voie du progrès. Mais ces réformes ne se feront que dans l'ordre et dans la légalité.

L'anarchie, le totalitarisme, c'est l'oppression et la misère pour tous les travailleurs, pour tous les citoyens, jeunes ou vieux, et d'abord pour les plus défavorisés.

Si, au Parlement depuis un an, une majorité solide avait été présente, épaulant constamment le Chef de l'Etat, et le Gouvernement, nous n'aurions pas connu, sans doute, cette crise et sûrement pas la subversion qui a suivi.

C'est donc aujourd'hui pour vous un devoir sacré que de vous unir pour envoyer au Parlement des hommes décidés à défendre la République, prêts à se dévouer sans compter pour l'avenir de l'Essonne, et capables de vous représenter dignement.

Face au communisme totalitaire et à la violence, face à leurs alliés, choisissez ceux qui veulent défendre la République, la liberté, l'égalité et la paix civile.

Votez pour le dialogue et pour la participation.
Votez pour un candidat jeune.

Pour défendre nos libertés,
Pour l'avenir de l'Essonne,

Votez

JEAN-CLAUDE FORTUIT

Né le 7 avril 1935 — Marié, 2 enfants
Croix de Valeur militaire — Officier de réserve
Secrétaire des Affaires étrangères, chargé de missions auprès de M. le Président de l'Assemblée Nationale.

Remplaçant éventuel :

MARCEL SIEFFERT

Chevalier de la Légion d'honneur — Croix de guerre 1939-1945
Maire adjoint de Montgeron — Conseiller général

2e CIRCULAIRE

Contre le communisme

Le 23 juin, les électeurs de notre circonscription ont clairement manifesté leur volonté de ne pas abdiquer devant l'entreprise de subversion montée par le Parti communiste.

Le candidat du Parti communiste a perdu 2.349 voix par rapport au premier tour de 1967. A Corbeil, dans sa propre ville, il a perdu 1.249 voix, soit plus de la moitié du total des pertes.

Aujourd'hui, tous les électeurs de notre circonscription sont conscients de l'enjeu. Les résultats du prochain scrutin seront décisifs, pour la France et pour l'Essonne.

Tous unis

Nous devons délivrer notre circonscription du danger communiste. MM. Cachat et Pidoux de la Maduère, qui se sont désistés en ma faveur, ont bien voulu m'accorder leur soutien. Pas une voix ne doit nous manquer.

Pour défendre la République

Face au communisme totalitaire et à la violence.

Pour un Gouvernement d'union nationale, capable de réaliser les réformes indispensables dans l'ordre et dans la légalité républicaine.

Pour l'avenir de l'Essonne

Avec de Gaulle

Votez pour le dialogue et pour la participation

Votez

JEAN-CLAUDE FORTUIT

Né le 7 avril 1935 — Marié, 2 enfants
Croix de Valeur militaire — Officier de réserve
Secrétaire des Affaires étrangères, chargé de missions auprès de M. le Président de l'Assemblée Nationale.

Remplaçant éventuel :

MARCEL SIEFFERT

Chevalier de la Légion d'honneur — Croix de guerre 1939-1945
Maire adjoint de Montgeron — Conseiller général

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Arpajon, Corbeil-Sud (moins communes de Corbeil, Morsang-sur-Seine, Saint-Pierre-du-Perray, Saintry-sur-Seine), Etampes, la Ferté-Alais, Méréville, Milly-la-Forêt.
Communes de : Bondoufle, Courcouronnes, Echarcon, Evry, Lisses, Ris-Orangis.

M. Michel BOSCHER

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(apparenté U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Mai 1958. - Mai 1968 : Dix ans au cours desquels la France avait retrouvé sa place dans le monde : forte, respectée, prospère... Dix ans pendant lesquels inlassablement, petit à petit, l'économie se modernisait, les équipements nécessaires à la vie de tous étaient construits : écoles, lycées, hôpitaux, autoroutes, logements, etc. Dix ans pendant lesquels les moyens d'existence de chaque Français — et particulièrement ceux des personnes âgées — s'amélioraient lentement mais sûrement... Tout cela après de longues années de stagnation.

∴

Quelques semaines de désordre, né à l'origine de l'action d'un groupe d'étudiants surexcités, désireux non pas tant d'améliorer les méthodes de l'université que de jeter à bas la société tout entière et cet édifice qui est le bien commun de tous les Français est menacé.

Les grèves ? Nous en avons connu d'aussi dures en 1947 et en 1953 ; elles s'étaient soldées par un nombre d'avantages non négligeables au profit des travailleurs. Ces avantages n'avaient pourtant aucune commune mesure avec ceux définis dans la nuit du 26 au 27 mai dernier lors des négociations entre Gouvernement, patronat et syndicats, améliorés encore lors de pourparlers ultérieurs. Rappelons-en l'essentiel : suppression des zones de salaire, augmentation de 35 % du S.M.I.G., augmentation d'au moins 10 % du salaire réel au cours de 1968, reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise.

Accueillis favorablement par la grande majorité des travailleurs ces avantages n'ont pas suffi à certains : il fallait pour ceux-là détruire le régime et la République. Entraves à la liberté du travail, pressions exercées contre les non-grévistes par des éléments étrangers à l'entreprise, désordres entretenus dans les rues de nos grandes villes par des agitateurs professionnels : on a tout mis en œuvre pour jeter le pays dans l'abîme, ceci avec l'appui bienveillant du Parti communiste et le concours intéressé de politiciens sans scrupule, tel M. Mitterrand.

∴

Le 30 mai, le pays s'est ressaisi, effrayé du chaos dans lequel on voulait le jeter. Le discours du Chef de l'Etat, la présence de 1.500.000 Français, groupés autour du drapeau tricolore au cœur de Paris, ont illustré ce sursaut, ce refus de la guerre civile.

Il faut maintenant rebâtir

Pour cette rénovation, il faut entreprendre une série de profondes réformes affectant :

— *l'administration de l'Etat* (l'effet paralysant des bureaux a été pour beaucoup dans les causes de la crise) ;

— *les relations entre employeurs et salariés*, dans les secteurs privé et public, aussi bien sur le plan du partage des fruits de l'expansion que des responsabilités de gestion (je rappelle que je préconisais déjà cela dans ma circulaire électorale de 1967) ;

— *la structure même de l'université française* qui doit être repensée en commun par tous les intéressés : pouvoirs publics, enseignants, étudiants.

Il faut aussi protéger les avantages acquis !

A cela deux conditions :

— une reprise de l'expansion économique seule capable de juguler la hausse des prix qui balayerait rapidement l'effet des hausses de salaire ;

— une action en faveur de l'agriculture compensatrice des prix européens fixés à Bruxelles.

Il faut enfin pour réussir cette œuvre

— un renouveau dans les méthodes et dans l'esprit de notre République, qui ne sera obtenu qu'en :

- associant plus étroitement aux décisions engageant l'avenir tous ceux qui portent des responsabilités : élus nationaux, départementaux, municipaux, représentants des forces économiques et sociales, ceci dans un dialogue constructif et permanent ;
- réconciliant tous les Français : ceci veut dire à la fois l'oubli du passé par le vote rapide d'une loi d'amnistie couvrant, en particulier, les événements d'Algérie et l'élargissement du gouvernement de demain à tous les hommes de bonne volonté, quelles que soient les nuances de leur pensée politique, du moment qu'ils acceptent les notions fondamentales de liberté, de justice, de renouveau et d'ordre.

⁂

C'est à une telle œuvre que je m'engage à apporter mon concours et mon soutien. S'il s'avérait qu'elle n'était pas rapidement engagée, je me démettrai du mandat que je sollicite aujourd'hui devant vous, car j'estime que la situation du pays est trop grave pour qu'on puisse envisager de se contenter de gérer, même avec conscience, les affaires de la France sans y apporter un vaste et indispensable souffle de renouveau.

Mais je suis sûr, et vous partagerez sans aucun doute ma certitude, que ce renouveau dans l'ordre et la légalité sera le but que se fixera la majorité de demain en accord avec le Chef de l'Etat, le général de Gaulle.

Votez pour la défense de la République.
Votez pour le renouveau de la France.

Votez Michel BOSCHER

Député sortant
Conseiller général
Maire d'Evry

Ancien déporté de la Résistance, marié, père de deux enfants, est âgé de 45 ans. Il est chevalier de la Légion d'honneur, titulaire de la Croix de guerre avec palme. Il exerce la profession de commissaire-priseur. Il est licencié en Droit.

Remplaçant éventuel :

JEAN-CLAUDE SCHWEITZER

Agent de production I.B.M.
Ancien conseiller municipal de Brétigny-sur-Orge

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

C'est clairement et franchement que vous avez exprimé votre volonté dimanche dernier.

Vous avez, dans votre très large majorité, signifié aux trublions de l'extrême-gauche, et ceci d'une manière très nette, que vous n'entendiez pas que notre pays soit livré à la tyrannie d'une minorité ou au désordre ; vous avez rappelé que le drapeau tricolore reste notre seul emblème national.

45 % d'entre vous avez porté votre choix sur le candidat de l'Union pour la défense de la République. Que les 30.424 électrices et électeurs qui m'ont apporté ainsi leur suffrage trouvent ici l'expression de mes remerciements. Je sais que je puis compter sur eux à nouveau dimanche prochain.

C'est tout particulièrement à ceux et à celles d'entre vous qui avez apporté au premier tour de scrutin votre choix à mes concurrents situés au centre de l'échiquier politique que je voudrais m'adresser :

Il ne s'agit pas, en effet, de dresser comme on l'a dit « une moitié du pays contre l'autre »... Dans la mesure même où la majorité de demain sera due pour partie aux votes nombreux d'hommes et de femmes qui avaient voulu marquer, au premier tour, leur préférence pour une formation politique voisine, il est clair que cette majorité n'en sera que plus nuancée, plus représentative de la population tout entière.

C'est dans cet esprit que je fais appel à tous ceux, à toutes celles qui, dans cette circonscription, ont en commun le souci de l'ordre, le goût de la liberté et la volonté du renouveau pour rejoindre la majorité qui s'est manifestée le 23 juin.

Attention ! la partie ne sera gagnée qu'avec votre concours à tous.

Pas d'abstentions !

Votez

MICHEL BOSCHER

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

Député sortant
Conseiller général
Maire d'Evry

Ancien déporté de la Résistance, marié, père de deux enfants, est âgé de 45 ans. Il est chevalier de la Légion d'honneur, titulaire de la Croix de guerre avec palme. Il exerce la profession de commissaire-priseur. Il est licencié en Droit.

Remplaçant éventuel :

JEAN-CLAUDE SCHWEITZER

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Athis-Mons, Juvisy, Longjumeau, Massy, Savigny.

M. Jacques MERCIER

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Le drame que nous vivons engage tous les citoyens

— à refuser les mensonges,
— à rejeter les illusions,
— à faire un choix définitif et sans doute irrémédiable.

Refuser les mensonges.

La France était — quoi qu'en aient dit les opposants — en pleine expansion. Il n'y a que que quelques semaines la C.G.T. le reconnaissait...

Avec un retard effrayant, causé par l'impuissance de la IVe République, la France, depuis six ans qu'a pris fin le drame algérien, a fait face au début d'une mutation universelle.

Mais ce boulversement, personne, nulle part dans le monde, n'a prévu ni compris son importance...

Chaque pays, à son tour, devra l'affronter.

Et c'est en France, en raison même de l'accroissement rapide de l'économie, de la démographie, qu'il a été le plus immédiatement ressenti.

C'est donc d'abord en France que les hommes du drapeau noir ont décidé d'agir.

Emboîtant le pas, le Parti communiste a alors tenté d'imposer le départ du Gouvernement issu du suffrage universel.

C'est la vérité. Chaque citoyen la connaît.

Rejeter les illusions.

Qui peut faire face à la subversion organisée ?

Qui peut faire face à la rafale qui nous entraîne dans un siècle nouveau ?

Qui peut recueillir les fruits positifs des jours que nous venons de vivre et bâtir une société nouvelle dans la fraternité et la paix ?

Sur Paris et peu à peu sur la France, nous avons vu s'étendre l'incendie.

Qui peut écarter les drapeaux rouges et les drapeaux noirs ?

Une fois encore de Gaulle et le peuple français rassemblé.

Un choix irrémédiable.

Il n'y a pas de troisième force !

L'effrayant silence, le silence méprisant qu'ont reçu les appels des hommes du Centre et de la Fédération, l'a prouvé.

La démonstration est faite : entre les gaullistes et l'anarchie, il n'y a rien !

Seuls, les gaullistes, le 30 mai, ont évité la révolution !

Demain, quelle que soit la valeur des hommes, les groupes parlementaires minoritaires et toujours paralysants, ne pourront rien.

Seul, un Parti, très largement majoritaire, peut faire la révolution pacifique qu'appelle l'avenir.

Avec nous,
Faites face à l'anarchie,
Défendez la liberté.
Pour faire dans la paix la révolution d'un siècle nouveau,
Pour que la relance de l'économie se fasse dans une plus grande justice sociale,
Pour que chaque citoyen participe à la vie du pays qui est sa propre vie,
Votez massivement pour le député qui se battra pour vous au sein de la majorité.

Votez

JACQUES MERCIER
(U.D.R.)

Né le 29 mai 1921 — Marié deux enfants — Avocat à la Cour d'appel de Paris
Membre fondateur du C.R.R. (gaulliste de gauche) — Ancien résistant OCMJ
Ancien sergent parachutiste des Forces françaises libres — Légion d'honneur — Médaille militaire
Croix de guerre — Médaille des évadés

Remplaçant éventuel :

JEAN-LOUIS ROCHE

Né le 29 décembre 1919 — Marié, deux enfants
Conseiller pédagogique de l'Ecole normale supérieure
Fondateur du Ski-Club « Neige et Soleil »
Fondateur en 1963 et directeur depuis ce jour du Journal « Avenir » de Viry-Châtillon

---

2e CIRCULAIRE

Partiriez-vous en vacances avant d'avoir voté ?

Non : chacun de vous aujourd'hui se sent responsable. Il s'agit d'éliminer le communisme de l'Essonne.

Près de 30.000 voix !

A la suite d'une erreur d'imprimerie, j'ai dû, la veille du scrutin, remplacer tous nos bulletins de vote déposés en Mairie.

Mais, 2.594 citoyens ont utilisé les bulletins reçus par la poste.

C'est donc 29.806 électeurs de la 3e circonscription qui m'ont donné leur confiance. Je les en remercie.

Sans contestation possible.

— c'est de 1.300 voix que le candidat communiste est devancé,
— c'est de 9.000 voix que M. Longuet est devancé.

A l'heure où la loi m'oblige de faire imprimer cette profession de foi, j'ignore toujours quelle sera l'attitude de M. Longuet.

Je ne puis penser qu'en face du magnifique sursaut national de la 3e circonscription de l'Essonne, un homme de qualité et de conscience puisse se maintenir en faisant courir le risque irréparable de faire élire M. Juquin.

Si M. Longuet se maintenait...

Voter Longuet, ce serait voter communiste.

S'il se retirait, enfin, sans faire connaître son choix, ne manquerait-il pas à ses responsabilités de citoyen et d'élu ? Il n'en sera rien ; j'en suis persuadé.

En tout cas, ne pas voter, c'est aussi voter communiste.

Le visage rassurant du Parti communiste.

Emboîtant le pas des hommes au drapeau noir, les communistes ont tenté d'imposer le départ du Gouvernement issu du suffrage universel.

Aujourd'hui, le visage bonhomme de M. Waldeck Rochet a pour pendant, dans l'Essonne, le visage rassurant de M. Juquin.

Mais, si le peuple rassemblé à l'appel de de Gaulle n'avait, le 30 mai, arrêté sa marche, le Parti communiste aurait par la force pris le pouvoir... Il tentera de le prendre demain !

On nous dit qu'il y aura un communisme « français » !

Avez-vous eu connaissance d'un communisme roumain, polonais, hongrois, tchèque ?

L'Europe de l'Est a fait l'expérience.

C'est une expérience dont on ne revient pas,

Quand elle est faite, il est trop tard.

Avec nous, d'abord, défendez la Liberté

Pour faire dans la paix la révolution d'un siècle nouveau,

Pour que la relance de l'économie se fasse dans une plus grande justice sociale,

Pour que chaque citoyen participe à la vie du pays qui est sa propre vie.

Pour la défense et la sauvegarde de la République

Votez massivement :

Pour le seul candidat capable de battre le candidat communiste,

Pour le seul député qui peut efficacement se battre pour l'Essonne au sein de la majorité.

Votez

JACQUES MERCIER
(U.D.R.)

Né le 29 mai 1921 — Marié deux enfants — Avocat à la Cour d'appel de Paris
Membre fondateur du C.R.R. (Gaulliste de Gauche) — Ancien résistant OCMJ
Ancien sergent parachutiste des Forces françaises libres — Légion d'honneur — Médaille militaire
Croix de guerre — Médaille des évadés

Remplaçant éventuel :

JEAN-LOUIS ROCHE

Né le 29 décembre 1919 — Marié, deux enfants
Conseiller pédagogique de l'Ecole normale supérieure
Fondateur du Ski-Club « Neige et Soleil »
Fondateur en 1963 et directeur depuis ce jour du Journal « Avenir » de Viry-Châtillon

---

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Limours, Palaiseau.

Communes de : Angervilliers, Authon-la-Plaine, Boissy-sous-Saint-Yon, Breuillet, Breux, Chatignonville, Corbreuse, Dourdan, la Forêt-le-Roi, le Val-Saint-Germain, les Granges-le-Roi, Mérobert, Plessis-Saint-Benoist, Richarville, Roinville-sous-Dourdan, Saint-Chéron, Saint-Cyr-sous-Dour-

dan, Saint-Escobille, Saint-Maurice-Montcouronne, Saint-Sulpice-de-Favières, Saint-Yon, Sermaise.

M. Léo HAMON

(Candidat U.D.R.)

élu le 30 juin 1968

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Dans une circonscription où la grande majorité des électeurs est opposée au communisme, un vote de confusion a, l'an dernier, fait élire un député communiste.

Cette fois, du moins, l'enjeu est clair et les semaines écoulées l'ont mis en évidence.

Dans l'Université comme dans les usines, des revendications légitimes ont amené un grand mouvement : la vie de la nation entière s'est presque arrêtée, et la vie de chaque Français a été profondément troublée : l'émeute menaçait déjà.

Puis, une fois que les accords avec les grandes organisations syndicales ont été conclus, sous l'autorité du Premier Ministre, l'agitation, dégénérant en anarchie, a vite été mise au service d'une entreprise totalitaire.

Seuls l'appel du général de Gaulle, le 30 mai, et la résolution manifestée par les Français ont arrêté la subversion et la guerre civile.

Le pays qui, grâce à nous, peut voter librement doit se prononcer aujourd'hui clairement : le choix est entre :

— d'une part, le communisme et l'anarchie, le drapeau rouge et le drapeau noir mêlés ;

— d'autre part, la République au drapeau tricolore, les libertés maintenues et les réformes efficacement réalisées dans l'ordre.

Car il reste encore beaucoup à faire : la Ve République doit réaliser de grandes réformes. Il faut une participation plus active de tous, aux décisions et aux responsabilités :

Ouvriers dans l'entreprise, étudiants dans l'Université, citoyens dans la cité, vous devez être et vous serez davantage entendus. Cela peut et doit se faire dans la légalité et dans la liberté.

Dans notre département, il faut faire œuvre utile. Comme le reste de la France, l'Essonne n'a rien de bon à attendre du désordre et de l'obstruction : c'est la volonté de coopération de tous qui assurera l'influence de ses élus.

L'amnistie effacera les cicatrices du passé, nous saurons aussi surmonter les quelques oppositions du présent.

Appelons à nous tous ceux qui veulent travailler dans la paix et dans la liberté.

Ensemble avec de Gaulle, nous ferons une Essonne plus heureuse, une République plus jeune, une France plus forte et mieux étendue.

Faites l'Union dès le premier tour.

Votez utile, votez

Léo HAMON

Professeur d'Université
Membre du Conseil économique et social et du Comité consultatif, économique et social de la Région parisienne
Commandeur de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

MAURICE-JEAN FRAUDEAU
Inspecteur général de l'Education nationale
Chevalier de la Légion d'honneur

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

La France a répondu

Non au désordre, à la dictature communiste.
Oui à des réformes accomplies dans la légalité.

Dans notre circonscription, 20.021 électeurs nous ont placés très largement en tête de tous les candidats ; et d'autres électeurs encore ont dit non à l'anarchie et à la violence.

Ebranlé, le député communiste recule, mais il n'est pas encore battu. On l'a vu, il y a quinze mois : l'abstention et la désunion des républicains ont permis dans l'Essonne l'élection de trois communistes sur quatre députés. Aujourd'hui le danger communiste est toujours là.

Pour l'écarter, restez vigilant. Ne vous abstenez pas ;

Le pays a besoin, le dimanche 30 juin, de votre voix. Ne vous divisez pas : ce serait rendre sa chance à l'anarchie et à la dictature.

La large union de tous les républicains au second tour nous donnera plus de force pour accomplir les réformes que nous voulons.

Pour rendre à l'Essonne sa place, dans la majorité nationale.
Contre la dictature communiste que représente Robert Vizet
Unissons-nous
Pour réaliser davantage de justice sociale, maintenir et étendre nos libertés.

Votez

LÉO HAMON
Professeur d'Université
Membre du Conseil économique et social et du Comité consultatif, économique et social de la Région parisienne
Commandeur de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

MAURICE-JEAN FRAUDEAU
Inspecteur général de l'Education nationale
Chevalier de la Légion d'honneur

EURE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Breteuil, Conches-en-Ouche, Damville, Evreux-Nord, Evreux-Sud, Nonancourt, Rugles, Saint-André-de-l'Eure, Verneuil-sur-Avre.

M. Jean de BROGLIE

(Candidat Républicain indépendant Ve République)
élu le 23 juin 1968
(R.I.)

Electrice, électeur,

Les réformes, oui !
L'anarchie, non !

Cette élection, vous le sentez bien, ne ressemble à aucune autre.
La France a failli sombrer dans un coup de force.
En paralysant la vie du pays, en violant la liberté du travail, en exerçant toutes sortes de violences, on a voulu intimider le pays, et lui imposer une dictature d'extrême-gauche.
Les socialistes, et d'autres, ont pris le risque terrible de s'associer à l'opération pour essayer d'en profiter.

Il n'y avait pas d'autre solution que d'en appeler à la Nation pour lui demander de répondre clairement à une seule question :

Voulez-vous les communistes au pouvoir ?
Voulez-vous que leurs alliés socialistes les y ramènent ? Voulez-vous la loi d'un parti ?
Voulez-vous l'étouffement de la démocratie et de nos libertés ?

Massivement, il faut que le pays dise : non.

Mais il serait grave de ne pas voir cependant que quelque chose doit changer.
Dans une démocratie comme la France, il faut écouter moins les technocrates et davantage les représentants des Français. Il faut donner davantage à l'autonomie locale. Il faut éviter l'affrontement. Il faut un Gouvernement élargi.
Dans un temps comme le nôtre, il faut tourner les pages de division des Français. Il faut accorder l'amnistie générale, et indemniser convenablement les rapatriés d'outre-mer.

Dans un pays qui rajeunit, il faut bien davantage intégrer notre jeunesse à la vie collective. Il faut qu'elle participe à l'organisation de son enseignement, qu'elle soit au contact de la réalité technique, qu'elle puisse voter à dix-huit ans, qu'elle ait droit à un emploi, qu'elle puisse disposer d'une formation professionnelle permanente, et de possibilités de prêts d'installation adaptées au réel.

Enfin, dans une nation en pleine mutation, il faut veiller au respect de l'homme, à son droit au plein emploi et aux logements, aux transitions à protéger, à l'abaissement de l'âge de la retraite, à la protection fiscale des petites et moyennes entreprises dont la situation est grave.

On ne peut pas, pour cette tâche immense, et pour la défense de nos libertés, se fier au Parti communiste, ni à une vieille gauche qui s'est engagée à gouverner avec eux. Ce serait rapidement l'anarchie, la paralysie, et la ruine de tout le monde.

Notre équipe se propose, dans le cadre efficace de la V[e] République, dans le respect des volontés de la Nation, de ses lois et de ses libertés, d'éviter l'affrontement des Français, de constituer une ouverture nouvelle aux jeunes, aux questions sociales, aux réformes.

Nous représentons, soyez en sûrs une volonté de renouveau, de dialogue, et de changement.

Nous appelons aujourd'hui tous les Français, quelles que soient leurs nuances, la jeunesse ardente et saine, c'est-à-dire tous ceux qui veulent le respect de la loi et de la démocratie à surmonter leurs divisions, pour faire de la V[e] République celle du progrès, de la justice, de l'efficacité et de la liberté.

Que ce dimanche de vote soit le dimanche de l'union nationale votez :

J. DE BROGLIE

Maire de Broglie
Conseiller général de Rugles
Député de l'Eure
Ancien Ministre
Membre du Parlement européen

Remplaçant éventuel :

JACQUES LEYRIE

Médecin-spécialiste à Evreux

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Beaumesnil, Bernay, Beuzeville, Broglie, Cormeilles, Montfort-sur-Risle, Pont-Audemer, Quillebeuf-sur-Seine, Routot, Saint-Georges-du-Vièvre, Thiberville.

M. Jean LAINÉ

(Candidat républicain indépendant paysan, d'union nationale V[e] République)
élu le 23 juin 1968
(Apparenté R.I.)

Electrices, électeurs,

Dans les circonstances actuelles mon devoir est de me représenter.
Vous qui refusez l'anarchie et la violence.

Vous qui voulez les réformes nécessaires dans le calme et l'efficacité.

Vous qui exigez une société :

Plus juste.
Plus libérale.
Plus fraternelle.

Tous unis, votez :

JEAN LAINÉ
Député sortant
Républicain indépendant
Agriculteur - Exploitant

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ PAYELLE
Conseiller général
Maire de Thiberville
Indépendant

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Amfreville-la-Campagne, Beaumont-le-Roger, Bourgthéroulde, Brionne, Gaillon, Louviers, le Neubourg, Pont-de-l'Arche.

M. André DELAHAYE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

L'heure est grave. Il y a de nombreuses années que l'on n'avait vu le drapeau tricolore bafoué et remplacé par le drapeau rouge ou noir et nos rues et nos usines envahies trop souvent par des irresponsables abusés par une minorité d'anarchistes. C'est que, profitant de notre libéralisme traditionnel, des forces totalitaires et des destructions se sont organisées et ont tenté de briser notre société, nos institutions et d'enchaîner nos libertés. Une fois de plus le général de Gaulle, Chef de l'Etat, élu au suffrage universel, après avoir avec son Gouvernement rétabli l'ordre républicain et reçu l'approbation massive du peuple de France en des manifestations inoubliables, en appelle à vos suffrages pour décider démocratiquement de notre avenir commun.

Il est évident que le choix est maintenant simple et clair :

— Soit le communisme totalitaire et sa dictature implacable.
— Soit la République et nos libertés que se sont engagés à défendre les candidats groupés au sein de l'Union pour la défense de la République.

Dans notre circonscription, le député sortant, M. Montagne, qui doit son implantation et sa dernière réélection aux voix gaullistes, a usé abusivemené de nos suffrages. Lui et ses amis ont invité à voter Mitterrand au deuxième tour des élections présidentielles. Ils ont fait élire aux dernières élections législatives 25 « fédérés de gauche » et 15 communistes dans 40 circonscriptions. Ce député a voté systématiquement les motions de censure en particulier la dernière alors que nous étions au bord de la guerre civile. Par sa tactique électorale, il a amené les communistes à la direction de la mairie de Louviers. Il vient de déclarer publiquement au Neubourg qu'il se maintiendrait au deuxième tour de ces élections même s'il arrivait en deuxième position derrière nous, risquant ainsi d'assurer l'élection d'un député communiste dans notre circonscription.

C'est pourquoi, nous vous demandons d'apporter massivement vos suffrages à notre candidat André Delahaye, docteur-vétérinaire, directeur de laboratoire, conseiller municipal à Saint-Pierre-la-Garenne où il est installé depuis treize ans, chargé de cours à la Faculté de sciences de Caen et à son suppléant Marcel Leclerc, entrepreneur d'électricité au Neubourg, déporté, résistant, officier de la Légion d'honneur, qui se sont engagés à promouvoir dans le dialogue à tous les niveaux les réformes sociales et universitaires que le général de Gaulle a remarquablement justifiées et exposées dans son dernier entretien télévisé.

Pour la défense de la République et de nos libertés.
Pour le progrès économique et social.
Pour les réformes sociales et les réformes dans l'enseignement.
Pour l'élévation du revenu agricole et l'amélioration de la condition ouvrière.
Contre le communisme totalitaire et les forces de destruction.
Pour l'Europe et la paix.
Avec le général de Gaulle.

Choisissez :

DELAHAYE et LECLERC

Candidats d'Union pour la défense de la République

ANDRÉ DELAHAYE

47 ans
Docteur-vétérinaire
Directeur de laboratoire
Conseiller municipal à Saint-Pierre-la-Garenne
Chargé de cours à la faculté des sciences de Caen

Remplaçant éventuel :

MARCEL LECLERC

Entrepreneur d'électricité au Neubourg
Vice-président de la Chambre syndicale des entrepreneurs d'électricité de l'Eure
Déporté — Résistant
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre — Médaille de la Résistance
Maire de Saint-Germain-de-Pasquier

2e *CIRCULAIRE*

Chères électrices, chers électeurs,

Dans la troisième circonscription de l'Eure, comme dans l'ensemble du pays, le suffrage universel s'est clairement et massivement exprimé en faveur de l'Union pour la défense de la République.

Dans notre circonscription, les électrices et les électeurs ont eux-mêmes, comme le veut la loi démocratique, largement désigné, en le plaçant en tête, le candidat national qui a désormais la charge au second tour de défendre la démocratie et la République. Je vous en remercie et j'entends être digne de la mission qui m'est ainsi confiée.

Les résultats du premier tour sont nets et clairs :

Delahaye, candidat d'Union pour la défense de la République			14.066
Montagne, P.D.M.			12.855
Champion, communiste	9.392	Extrême-gauche	15.730
Ruault, P.S.U.	6.338		

Le total des voix de l'extrême-gauche qui se porteront au second tour sur le candidat communiste montre suffisamment le danger.

Il indique aussi le devoir de tous ceux qui veulent défendre la République et barrer la route à l'aventure totalitaire.

Il leur faut dimanche prochain porter massivement leurs voix et sans abstentions sur le candidat national placé largement en tête par les électeurs et les électrices eux-mêmes : le seul candidat qui, sans équivoque, représente le général de Gaulle et le grand courant électoral et populaire qui s'est manifesté au premier tour :

André DELAHAYE

Candidat d'Union pour la défense de la République

Plus vous serez nombreux à vous rassembler sur mon nom et plus j'aurai de force et d'autorité pour représenter notre circonscription aux côtés des trois élus du premier tour dans notre département et pour travailler, avec vous tous, aux grandes réformes économiques, sociales, agricoles et universitaires qui ne seront possibles que dans l'ordre, le dialogue, la concertation et la décentralisation régionale.

André DELAHAYE

Docteur-vétérinaire
Chargé de cours à la faculté des sciences de Caen
Conseiller municipal à Saint-Pierre-la-Garenne

Candidat d'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

Marcel LECLERC

Entrepreneur d'électricité au Neubourg
Vice-président de la Chambre syndicale des entrepreneurs d'électricité de l'Eure
Déporté — Résistant
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre — Médaille de la Résistance
Maire de Saint-Germain-de-Pasquier

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : les Andelys, Ecos, Etrépagny, Fleury-sur-Andelle, Gisors, Lyons-la-Forêt, Pacy-sur-Eure, Vernon.

M. René TOMASINI

(Candidat de l'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

« Jamais au point de vue national, une consultation nationale, n'a eu une telle importance nationale. »(Général de Gaulle, Président de la République, 7 juin 1968.)

Electrices, électeurs, mes chers amis,

Chacun est témoin que d'immenses progrès et des réalisations d'avenir ont été accomplis en dix ans, rattrapant un demi-siècle de retards et de catastrophes accumulés.

La paix rétablie, les finances et la monnaie assainies, l'expansion relancée, la République affermie, les droits du suffrage universel élargis, toutes les conditions étaient désormais remplies pour arracher, dans un monde difficile, des lendemains heureux.

La législature qui s'est ouverte l'an dernier pouvait s'avancer dans la voie de la paix, de l'indépendance et du progrès.

Au 1[er] juillet prochain, l'échéance du Marché commun, devait permettre, grâce aux sages précautions prises pour la franchir, de répartir ensuite les possibilités acquises, sans crainte alors que les justes avantages distribués ne soient illusoires, ni l'économie ébranlée.

Mais le monde entier se convulse dans les profondes mutations de notre époque et la France, sous la poussée démographique d'une jeunesse ardente et généreuse qui veut justement assurer un avenir qui lui appartient, n'y échappe pas.

Cependant, trop d'impatients appétits politiques, au lieu d'aider à l'œuvre commune et à une expansion profitable à tous, ne songent qu'à tout entraver pour assouvir leurs ambitions à la faveur de n'importe quels troubles et même au prix d'une dictature totalitaire dont ils sont les fourriers avides ou inconscients.

Dans notre pays, si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée. La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouges et noirs nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature communiste.

L'exploitation politique de revendications justifiées a failli faire sombrer la France, en vingt jours, dans l'anarchie et le totalitarisme, c'est-à-dire dans un système d'oppression et de misère pour tous les travailleurs, pour tous les citoyens, jeunes ou vieux, dont d'autres pays s'efforcent de sortir depuis vingt ans.

La France, dans son immense majorité, ne voulait pas cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté, d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.

Nous voulons tous les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions, si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un

grand pays moderne et de le maintenir dans la voie du progrès. Mais ces réformes ne se feront que dans l'ordre et la légalité.

Si, au Parlement depuis un an, une majorité solide avait été présente, épaulant constamment le Chef de l'Etat, élu du suffrage universel, et le Gouvernement, nous n'aurions pas connu sans doute cette crise et sûrement pas la subversion qui a suivi.

Dès lors, c'est au peuple souverain qu'il appartient de se prononcer.

C'est de chaque citoyenne, de chaque citoyen, que dépend, maintenant, le 23 juin, le maintien de la République et de la démocratie.

C'est le même débat, le même combat qui continuent depuis bientôt trente ans.

Mais jamais la situation n'a été aussi claire, ni aussi évidente.

Il n'y a plus place pour les équivoques, les habiletés trompeuses, les pêcheurs en eau trouble.

Tous les alliés, proches ou lointains, avoués ou inavoués, volontaires ou involontaires, de la dictature totalitaire, ont montré leur vrai visage et révélé la véritable nature de leurs diverses entreprises.

Il faut à présent faire un choix capital et décisif :

— d'un côté : la République, la démocratie, la liberté, le progrès dans l'ordre.

— de l'autre : l'aventure, l'anarchie, la destruction de toute possibilité d'un avenir heureux, avec au bout la nuit, la dictature totalitaire.

Votre député, a pris, dans le combat, comme c'était son devoir de démocrate et de républicain, la position qu'il devait, certain ainsi de répondre au mandat que vous lui aviez donné et de défendre la volonté de l'immense majorité républicaine de cette circonscription qui, trois fois déjà, lui a fait confiance.

Ainsi que le lui ont spontanément demandé, dans ces heures difficiles, tant et tant d'entre vous, il vient, avec une confiance réciproque, solliciter la continuation de ce mandat, afin de travailler plus impérativement que jamais, pour la paix (et d'abord la paix civile), l'indépendance, le progrès et la justice sociale.

Pour l'ordre aussi car les multiples concertations et réformes nécessaires ne peuvent être fructueuses et valables que dans le calme.

Pas plus que la circonscription des Andelys-Vernon que la France tout entière, ne sont disposées au suicide ni à l'anéantissement de tant d'efforts accomplis, au moment même où ils pourraient porter leurs fruits.

C'est aujourd'hui pour nous un devoir sacré que de nous unir pour faire face au communisme totalitaire et à ses alliés avoués ou camouflés, car ainsi que l'a dit le Président de la République, le général de Gaulle :

« Il faut que vive la République et que vive la France. »

René TOMASINI

Député sortant — Conseiller général
Maire des Andelys
Chevalier de la Légion d'honneur
Médaille de la Résistance — Croix de guerre 39-45
Chevalier du Mérite agricole

Candidat d'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

Eugène-Serge AUTHIER

Entrepositaire à Vernon
Président de la Section commerce et artisanat de la C.O.D.E.R. de Haute-Normandie
Chevalier du Mérite social — Médaille de l'Education physique et des sports
Chevalier du Mérite agricole

EURE-ET-LOIR

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Auneau, Chartres-Nord, Chartres-Sud, Janville, Orgères-en-Beauce, Voves.

M. Claude GERBET

(Candidat Républicain indépendant Vᵉ République)

élu le 30 juin 1968

(R.I.)

1ʳᵉ CIRCULAIRE

Oui...

— Au soutien du Chef de l'Etat.
— A la défense de nos libertés d'expression et de travail.
— Au maintien de la Constitution de la Vᵉ République.
— A la stabilité, condition de toute action politique et de l'expansion économique pour la défense de la monnaie et de l'emploi.
— A la politique internationale de la France. Après vingt-cinq ans de guerre, notre pays est un des rares au monde qui ne soit, même indirectement, en conflit avec personne.
— A l'indépendance et à la paix.
— A l'égalité juridique de l'homme et de la femme.
— A l'Europe et au Marché commun.
— A l'accélération de la construction.
— A l'augmentation des crédits affectés à l'enseignement.
— Aux réalisations sociales pour une politique de plein emploi.
— Aux efforts en faveur de la jeunesse et des sports.

... Mais.

— Il faut préparer l'avenir.
— Elargir la majorité du Gouvernement dans le respect des prérogatives de l'Assemblée.
— Poursuivre l'expansion économique. Suppression de la « zone blanche » pour replacer l'Eure-et-Loir dans la zone d'implantation des usines avec le concours financier de l'Etat.
— Aider les finances locales : Il est indispensable de rétablir le pourcentage des subventions mises précédemment à la disposition des collectivités locales.
— Amnistie totale pour les condamnés et exilés politiques.
— Vouloir le changement en matière sociale : par l'élévation du niveau de vie et la correction immédiate des inégalités et des injustices. L'expansion, considérable, n'a pas profité également à toutes les classes de la société. Les plus déshérités doivent en être les premiers bénéficiaires. Le chômage doit être vaincu. Il faut augmenter la dotation du Fonds social en agriculture pour faciliter, par l'indemnité viagère aux anciens, l'installation des jeunes agriculteurs.

L'égalité doit être recherchée dans les salaires des hommes et des femmes, ainsi que des possibilités pour le travail professionnel des femmes à mi-temps. Personnes âgées : relever massivement la retraite des vieux. Créer des villages ou des quartiers pour nos anciens et non des hospices.
— Accélérer encore la construction de logements sociaux et réaliser le maximum de logements individuels à la portée des familles à revenus modestes.
— Enseignement : Réforme profonde de l'Université permettant à nos étudiants d'accéder à une situation professionnelle décente.
— Organiser la défense de l'artisanat et du commerce dans la liberté en soulageant immédiatement le petit et le moyen commerce écrasés sous les charges.
— Relever les prix agricoles dans le cadre du Marché commun et la défense de l'exploitation familiale.
— Réformer la fiscalité et la sécurité sociale.
— Routes : accélérer la réalisation de l'autoroute de Bretagne par Chartres.
— Construire de nouveaux hôpitaux, moderniser et étendre les Centres hospitaliers existants.
— Jeunes : Construire de nouveaux stades, de nouvelles piscines, ainsi que des Maisons de jeunes et de la culture, afin de maintenir nos jeunes dans leurs communes.
— Europe : Créer un Sénat européen élu et consultatif à côté du Conseil des Ministres, ainsi qu'une monnaie européenne pour permettre, enfin, une Confédération européenne sauvegardant l'indépendance.

Non...

— Aux drapeaux rouges et noirs.
— A l'anarchie et à la ruine.
— A l'inflation galopante, à l'étatisme tout-puissant et aveugle.
— Aux kolkhozes et à la disette.
— Au totalitarisme, à la violence et à la crainte.

Si je suis élu, je m'engage à être le député de toute la circonscription, et non pas celui de ma commune, au moyen d'une permanence, d'un secrétariat et de visites périodiques. Je vis et travaille au milieu de vous. Je ne vous ai jamais quittés. C'est le meilleur moyen de vous être utile.

CLAUDE GERBET.

Pas de majorité d'approbation, mais une majorité de discussion.
La liberté dans la majorité.

Votez utile dès le premier tour en votant CLAUDE GERBET.

CLAUDE GERBET

Docteur en Droit
Lauréat de la Faculté de Paris
Avoué au tribunal de Chartres
Juge d'Instance suppléant
Président de la Chambre départementale des Avoués
Administrateur de la Caisse nationale de retraites du personnel des études d'avoués et des greffes de Police de France
Président du Bureau départemental d'assistance judiciaire

(Candidat Républicain indépendant Vᵉ République)
Investi par Giscard d'Estaing

Remplaçant éventuel :

Docteur ETIENNE BERNIER

Ancien interne des hôpitaux de Paris
Ancien chef de clinique
Chirurgien du Centre hospitalier de Chartres

Claude Gerbet est né à Chartres le 6 novembre 1912. Aîné de six enfants, père de deux filles, il est fils et petit-fils de commerçants chartrains, issus d'une famille nombreuse d'agriculteurs beaucerons originaires des régions d'Auneau, Voves et Sours. (Son aïeul, M. Romain Lhopiteau, était le quatrième enfant d'une famille de 14 enfants).

Après des études secondaires à Chartres, il s'inscrit à la Faculté de Droit de Paris où il obtient avec la mention « très bien » son diplôme de docteur. D'abord sept ans avocat au barreau de Chartres, il s'installe avoué dans cette ville en 1946. Depuis vingt-deux ans, il exerce, auprès du Tribunal de Grande Instance, une profession qui le place constamment au service des autres.

Auparavant, il avait été mobilisé, pour la guerre, comme beaucoup de jeunes de notre région, à la 7e Division d'infanterie.

L'action sociale de Me Gerbet s'exerce notamment au sein du bureau départemental de l'assistance judiciaire, dont il est président, et du Conseil d'administration de la Caisse nationale des retraites du personnel des études d'avoués et des greffes de Police de France, dont il est membre fondateur.

Il est par ailleurs avoué de la ville de Chartres depuis vingt-deux ans, c'est-à-dire étroitement associé à la défense et au développement de la cité.

Ancien animateur d'un cercle d'étudiants, de colonie de vacances et d'un groupe théâtral de jeunes, ayant participé à différents mouvements de jeunesse du département, Me Claude Gerbet est incontestablement qualifié pour comprendre les délicats problèmes des jeunes d'aujourd'hui.

Votez pour la paix, les réformes et les libertés.

2e *CIRCULAIRE*

Chères électrices, chers électeurs,

MERCI

Plus de 26.500 d'entre vous ont proclamé leur opposition à l'anarchie et au drapeau rouge.

Vous avez ainsi manifesté votre volonté :

— d'écarter l'aventure et la guerre civile ;
— de maintenir l'indépendance et la paix ;
— de défendre l'emploi et le pouvoir d'achat des nouveaux salaires ;
— de réaliser, dans l'ordre et le dialogue, les réformes indispensables.

Si chacun fait son devoir, le résultat du premier tour permet de battre le député sortant et d'apporter notre soutien au général de Gaulle.

Je lance donc un appel pressant :

— Aux abstentionnistes, m'adressant tout à la fois à leur raison et à leur cœur ;
— Aux nombreux électeurs qui ont manifesté, dimanche, sous le nom de M. Jean Lelièvre, leur soutien au général de Gaulle ;
— A ceux qui, restés fidèles dimanche à leurs préférences personnelles, n'ont plus aujourd'hui un candidat de leur tendance mais qui savent qu'indépendants et démocrates sont proches les uns des autres ;
— A ceux qui ne peuvent accepter de mêler leurs voix à celles des Communistes et du P.S.U., qui viennent de se désister en faveur du député sortant, membre de la Fédération de M. Mitterrand, otage des extrémistes ;
— A ceux qui savent que l'opposition, sans programme de gouvernement, cherche son succès dans les promesses démagogiques, source inévitable de nouveaux et lourds impôts pour toutes les catégories de contribuables.

Notre expansion ne se réalisera pas dans une opposition permanente dont doit enfin sortir notre circonscription.

Le député de la première circonscription ne doit pas être uniquement celui de sa commune.

Chartrains et Beaucerons, mes compatriotes et mes amis, assurez votre avenir en m'assurant votre confiance.

Pour stopper l'anarchie et réaliser les réformes voulues par tous dans le dialogue et par l'élargissement de la majorité.

Tous unis, dans la liberté et l'ordre pour ouvrir une voie nouvelle.

Vive la première Circonscription !
Vive la République !
Vive la France !

CLAUDE GERBET
Républicain indépendant Ve République
Candidat de l'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

Docteur ETIENNE BERNIER
Chirurgien du Centre hospitalier de Chartres

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Anet, Brézolles, Châteauneuf-en-Thymerais, Courville-sur-Eure, Dreux, la Ferté-Vidame, Maintenon, Nogent-le-Roi, Senonches.

M. Edmond THORAILLER

(Candidat républicain d'action sociale et paysanne)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

« Pour la défense de la République. »

Chères électrices, chers électeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée subitement.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouges et noirs, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature communiste.

La France, dans son immense majorité, ne voulait rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté, d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.

Nous voulons tous les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions, si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne et de le maintenir dans la voie du progrès. Mais ces réformes ne se feront que dans l'ordre et dans la légalité.

Il faut :

1. Réformer l'éducation nationale en adaptant à l'évolution et aux besoins du pays l'enseignement et la formation des jeunes et faire participer l'ensemble des intéressés à la transformation et à la marche des universités et des établissements.

2. Adapter les structures économiques et administratives et promouvoir le progrès social conformément aux nécessités nationales ou internationales par :

— La répartition des fruits de l'expansion en vue de l'amélioration continue des conditions de vie et de travail dans les entreprises, dans l'agriculture et dans les services publics, principalement en ce qui concerne les catégories les moins favorisées.
— La participation des travailleurs aux responsabilités professionnelles à tous les échelons de l'économie.
— L'action pour le plein emploi et la formation professionnelle.
— L'organisation de l'activité économique dans le cadre régional avec la participation accrue des corps élus locaux et des organismes syndicaux et professionnels ainsi que la décentralisation et la déconcentration administratives.

Pour obtenir ces réformes, une majorité stable et large est nécessaire ; si, au Parlement, depuis un an, une majorité solide avait été présente, épaulant constamment le Chef de l'Etat, et le Gouvernement nous n'aurions pas connu, sans doute, cette crise et sûrement pas la subversion qui a suivi.

C'est donc aujourd'hui pour vous un devoir sacré que de vous unir pour envoyer au Parlement des hommes décidés à défendre la République et à former pour cela une majorité solide et convaincue.

Face au communisme totalitaire et à la violence, face à leurs alliés, choisissez ceux qui veulent défendre la République, la liberté, la légalité, la paix civile.

Votez pour :

EDMOND THORAILLER

Notaire à Dreux
Licencié en Droit
Diplômé de l'Ecole des sciences politiques
Officier du Mérite social
Chevalier du Mérite agricole
Ancien combattant Prisonnier de guerre
Croix du Combattant
Ancien adjoint au maire de Dreux
Ancien député
Membre du Conseil économique et social

Candidat républicain d'action sociale et paysanne
présenté par
l'Union des Démocrates pour la Ve République (U.D. V^{e})
et l'Union pour la défense de la République (U.D.R.)

Remplaçant éventuel :

Docteur MARTIAL TAUGOURDEAU
Conseiller municipal du Tremblay-le-Vicomte

2e *CIRCULAIRE*

« Pour la défense de la République »

Chers concitoyennes, chers concitoyens,

Je remercie de tout cœur les 17.670 électrices et électeurs qui m'ont apporté ainsi qu'à mon suppléant, le docteur Taugourdeau, leur voix et leur confiance et me placent

ainsi nettement en tête du scrutin du premier tour, manifestant ainsi leur volonté de barrer la route au désordre et à la violence.

Le pays s'est prononcé nettement dimanche en disant non à la révolution et à l'anarchie ; en Eure-et-Loir, mon ami Michel Hoguet est élu dès le premier tour, et à Chartres, le candidat F.G.D.S. perd 5.000 voix sur l'an dernier.

A Dreux, 57,36 % d'entre vous ont proclamé leur désir de réformes, mais dans la paix civile et dans l'ordre.

Au contraire, les candidats de gauche ne recueillent que 42,64 % des voix au lieu de 45 % l'an dernier.

Pouvait-il en être autrement ?

Les habitants d'Eure-et-Loir n'ont pas admis que leurs députés, MM. Vivier et Desouches, défilent dans les rues de Chartres à la tête de cortèges où flottaient les drapeaux rouges ; pourquoi pas demain derrière les drapeaux noirs ?

Ils n'ont pas admis que M. Mitterrand annonce sa prise du pouvoir d'une manière insurrectionelle, puisqu'il n'y avait pas de vacance de celui-ci ; aussi M. Vivier se garde bien cette année de se réclamer du patronage de M. Mitterrand ! mais les électeurs s'en souviennent et en tireront les conséquences.

Pour le deuxième tour, les nuances fort légitimes de chacun doivent s'effacer devant le péril commun de la guerre civile, évitée de justesse ; c'est pourquoi je remercie M. Jean Cauchon, maire de Dreux, de sa position fort nette ; il se retire d'une façon qui ne prête à aucune équivoque, en déclarant :

« Dans les heures graves que nous traversons, notre devoir est clair : je vous demande par votre vote, de faire échec au communisme et à ses alliés. »

M. Vivier, étant l'allié, et plus l'otage, du communisme puisqu'il bénéficie des voix communistes et P.S.U., une seule voie vous reste tracée pour assurer notre victoire : vous m'apporterez et à mon ami Taugourdeau vos suffrages.

Ainsi pourra se renforcer la majorité, qui derrière le Président de Gaulle réalisera, dans la paix civile, les réformes qu'exigent le progrès et les transformations économiques et sociales.

Vive la République !
Vive la France !

EDMOND THORAILLER, MARTIAL TAUGOURDEAU,
candidat de l'Union des démocrates pour la V[e] République
et l'Union pour la défense de la République

EDMOND THORAILLER
Notaire à Dreux
Licencié en Droit
Diplômé de l'Ecole des sciences politiques
Officier du Mérite social
Chevalier du Mérite agricole
Ancien combattant Prisonnier de guerre
Croix du Combattant
Ancien adjoint au maire de Dreux
Ancien député
Membre du Conseil économique et social

Candidat républicain d'action sociale et paysanne
présenté par
l'Union des Démocrates pour la V[e] République (U.D. V[e])
et l'Union pour la défense de la République (U.D.R.)

Remplaçant éventuel :

MARTIAL TAUGOURDEAU
Conseiller municipal du Tremblay-le-Vicomte

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Authon-du-Perche, Bonneval, Brou, Châteaudun, Cloyes-sur-le-Loir, Illiers, la Loupe, Nogent-le-Rotrou, Thiron.

M. Michel HOGUET

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(App. U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Après les événements dramatiques que nous avons vécus,

Après tous ces drapeaux rouges, ces inquétants drapeaux noirs brandis ou accrochés çà et là,

Après les débats éprouvants de l'Assemblée.

Après les déclarations inadmissibles d'un Mitterrand, voulant se donner tous les pouvoirs, sans souci de la légalité,

Après une session parlementaire difficile pendant laquelle l'opposition, par plusieurs motions de censure et incidents variés, empêcha presque tout travail constructif,

Je me suis demandé un instant si je devrais repartir...

— puis vint l'énergique déclaration du Chef de l'Etat,
— puis l'immense sursaut des Français aux Champs-Elysées, la floraison de drapeaux tricolores,
— puis s'éleva la voix des travailleurs qui voulaient reprendre le travail en dehors de toute politique à la suite des accords de Grenelle, qui constituent l'étape la plus importante qui ait été franchie dans le domaine social au-delà même du problème substantiel des augmentations de salaire,
— puis s'éleva la voix de nombreux jeunes se refusant à l'anarchie et voulant la révolution de l'Université dans l'ordre et la paix, par le dialogue et la participation pour assurer leur avenir.

Alors j'ai senti que la France était encore la France et qu'il fallait de toute notre énergie nous unir pour la sauver de l'emprise totalitaire et révolutionnaire qui menaçait de la baillonner pour longtemps.

Mais pour assurer cet avenir il faudra modifier beaucoup de choses, bousculer bien des préjugés.

Rien ne sera comme avant...

Et c'est parce que j'en ai parfaitement conscience que j'ai décidé de continuer la lutte contre ceux qui font le jeu des communistes et de ceux qui, avec eux, et au-delà, nous entraîneraient à l'aventure, quels que soient leurs étiquettes politiques et les propos lénifiants qu'ils tiennent depuis quelques jours.

Sur le plan de la circonscription :

Je continuerai à entretenir des contacts fréquents avec tous les habitants par mes permanences et une correspondance quotidienne avec tous ceux qui s'adressent à

moi, afin de leur servir le plus souvent possible d'intermédiaire, et de poursuivre mieux encore le dialogue à tous les échelons.

Sur le plan national :

Je continuerai également à participer à l'œuvre de progrès depuis de nombreuses années entreprise et aux réformes dont la nécessité vient de se faire sentir plus que jamais.

— Réforme universitaire et scolaire profonde.
— Réforme sociale par la participation accrue de tous, aux fruits de l'expansion.
— Amélioration du niveau de vie des travailleurs, des artisans, des commerçants, des agriculteurs et des personnes âgées.
— Amélioration des prestations sociales pour les familles et notamment par augmentation des allocations de salaire unique et de la mère au foyer.
— Effort accru pour la formation professionnelle et la sécurité de l'emploi.
— Poursuite de la politique sociale du logement.
— Satisfaction des justes revendications des anciens combattants de tous les théâtres d'opérations et des rapatriés.
— Réconciliation de tous les Français dans une totale union nationale.

Pour que ce programme se réalise, pour que les avantages acquis ne soient pas remis en question par une grave crise économique, il faut des hommes conscients de leurs responsabilités à la tête du pays et non des hommes qui, par pure démagogie, ont tout promis et qui seraient les premiers victimes et le pays tout entier après eux de ces trop belles promesses en déchaînant une vague de revendications sans commune mesure avec les possibilités réelles du commerce, de l'industrie, de l'agriculture et de l'Etat, c'est-à-dire des contribuables.

Ce serait à coup sûr l'inflation et sans doute la dévaluation.

Pour éviter cela, je fais un appel pressant à tous ceux encore hésitants à quelque titre que ce soit, pour qu'ils viennent nous rejoindre, élargissant le cercle des hommes de bonne volonté et qu'ensemble nous travaillions à l'union — la paix — le progrès dans l'ordre et la liberté.

A l'heure du choix votez pour Michel Hoguet et son remplaçant éventuel Paul d'Amecourt.

Vive la troisième circonscription d'Eure-et-Loir !

Vive la République !

Vive la France !

MICHEL HOGUET

Avoué
Croix de guerre 1939-1940 — Ancien combattant - Prisonnier de guerre
Député sortant

Apparenté U.D. Ve
Candidat d'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

PAUL D'AMECOURT

Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945
Agriculteur — Maire de La Chapelle-du-Noyer

FINISTÈRE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Fouesnant, Pont-l'Abbé, Quimper.

M. Edmond MICHELET

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 30 juin 1968

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si profondément attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée, venue de l'Est le plus extrême.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer le totalitarisme, pourvoyeur de camps de concentration.

Nous avons vu aussi certains hommes politiques de l'opposition, bafouant la légalité républicaine, préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits tout droit à une dictature communiste totalitaire.

La France, dans son immense majorité, ne voulait rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté, d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.

Nous voulons tous — en cette époque historique de mutation — les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions, si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne et de le maintenir dans la voie du progrès. Ces réformes sont celles que vient d'annoncer le général de Gaulle et qui permettront :

— aux étudiants et aux professeurs de participer à la rénovation de l'enseignement ;
— aux travailleurs de participer à la transformation et à la vie de l'entreprise ;
— à nous tous de participer, dans le cadre régional, à l'organisation économique et sociale de la Cornouaille.

Mais ces réformes ne se feront démocratiquement que dans l'ordre et dans la légalité.

L'anarchie, le totalitarisme, c'est l'oppression et la misère pour tous les travailleurs, pour tous les citoyens, jeunes ou vieux, et d'abord pour les plus défavorisés.

Si au Parlement, depuis un an, une majorité plus solide avait été présente, épaulant constamment le général de Gaulle et le Gouvernement de Georges Pompidou, nous n'aurions pas connu sans doute cette crise et, sûrement pas, la subversion qui a suivi.

C'est donc aujourd'hui pour nous un devoir sacré que de nous unir pour envoyer au Parlement des hommes décidés à défendre la République et à former pour cela une majorité solide et résolue à promouvoir les réformes souhaitables.

Face au communisme totalitaire et à la violence, face à leurs alliés, choisissez ceux qui veulent défendre la République, la liberté, la paix civile.

Nos réalisations et nos objectifs.

Au mois de mars 1967, vous nous aviez fait confiance pour cinq ans afin de promouvoir une politique de progrès économique et social. Les événements nous obligent à nous représenter devant vous beaucoup plus tôt que prévu.

Mais, en quinze mois, nous avons déjà obtenu la réalisation ou la mise en route d'objectifs prioritaires :

— *Pont sur l'Odet.* — Appels d'offres lancés et voies d'accès en chantier ;

— *Equipement routier.* — Rocade Est de Quimper en chantier ;

— *Logements.* — Réalisation d'un lotissement à Pont-l'Abbé. — Augmentation des crédits aux Coopératives de construction ;

— *Aménagements portuaires.* — Cale de Mousterlin. — Crédits pour les ports de Saint-Guénolé et de Loctudy ;

— *Aménagements touristiques.* — Subvention de 1.850.000 F pour la Forêt-Fouesnant ;

— *Aérodrome de Pluguffan.* — Etudes en cours.

Ces équipements de base étant assurés, nous faisons maintenant porter nos efforts sur :

— *L'industrialisation.* — En prenant contact avec des entreprises susceptibles de se décentraliser et de créer des emplois sur place ;

— *L'enseignement supérieur.* — En jetant les bases de la création d'un Institut universitaire de technologie.

Notre souci est de poursuivre notre action pour :

— assurer le plein emploi ;
— développer l'activité agricole, celle de la pêche et celle du tourisme ;
— faire participer chaque citoyen à l'activité qui le concerne.

Aujourd'hui

— avec le Président de la République,
— avec une majorité cohérente,

vous direz non à l'anarchie ; non au communisme totalitaire.

Pour la défense de la République autour de son Président, le général de Gaulle.

Pour la démocratie,
Pour la liberté,
Pour la participation,
Pour la réconciliation,
Pour l'avenir de la Cornouaille,
Pour l'efficacité,

Votez

EDMOND MICHELET

Candidat d'Union pour la défense de la République

Ministre d'Etat
Président du Comité français de Dachau
Commandeur de la Légion d'honneur — Croix de guerre 39-45
Rosette de la Résistance

Remplaçant éventuel :

MARC BÉCAM

Député sortant

2ᵉ CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Merci de la confiance que viennent de nous témoigner vingt-cinq mille quatre cent cinquante-quatre électrices et électeurs de Cornouaille. Ce scrutin qui nous apporte près de dix mille électeurs de plus que l'an dernier, frôlant de quelques centaines de voix seulement la majorité absolue au premier tour, nous impose le devoir de continuer à défendre les intérêts de cette région, comme nous le faisons depuis quinze mois.

Cette marque de confiance nous dicte aussi impérativement le devoir de redoubler d'efforts, pour appuyer l'action du général de Gaulle et celle de son Premier Ministre Georges Pompidou, afin de tirer la leçon des événements du mois dernier.

Le mot d'ordre doit être désormais celui-ci : « Participation ».

C'est dans la réconciliation de toutes les Françaises et de tous les Français attachés aux libertés fondamentales — celles que refuse précisément le communisme totalitaire — qu'une tâche de cette ampleur sera menée à bonne fin. Nous faisons appel à tous nos compatriotes de Cornouaille pour renforcer dimanche prochain le succès du 23 juin, en votant massivement pour

EDMOND MICHELET et MARC BÉCAM

Vive la Cornouaille.
Vive la République.
Vive la France.

EDMOND MICHELET

Ministre d'Etat
Président du Comité français de Dachau
Commandeur de la Légion d'honneur — Croix de guerre 39-45
Rosette de la Résistance

Remplaçant éventuel :

MARC BÉCAM

Député sortant
Ingénieur de l'Ecole supérieure d'agriculture d'Angers

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Brest-I, Brest-II, Brest-III.

M. Michel C. de BENNETOT

(Candidat de l'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

La crise française.

Depuis plusieurs semaines, la France est secouée par une crise d'une gravité exceptionnelle.

Les libertés démocratiques, auxquelles les Français, dans leur immense majorité, sont si légitimement et si traditionnellement attachés, ont été mises en danger.

Dans leur vie quotidienne, nos compatriotes ont vu apparaître le désordre et la contrainte.

Le 30 mai, le Chef de l'Etat, élu au suffrage universel et par conséquent détenteur de la légitimité nationale, a pris, avec fermeté, les décisions nécessaires pour défendre les institutions républicaines. L'Assemblée Nationale a été dissoute et les Français convoqués les 23 et 30 juin, pour élire une nouvelle Assemblée.

L'action civique.

A l'appel du Chef de l'Etat, les comités d'action civique et de défense de la République se sont constitués dans toute la France.

Dès l'après-midi du 30 mai, une véritable marée humaine a déferlé dans la capitale, de la Concorde à l'Etoile. Les Parisiens ont ainsi affirmé leur attachement aux libertés démocratiques.

Brest pouvait-il demeurer silencieux ?

Non, bien sûr. Notre ville a affirmé, elle aussi, son attachement à la liberté.

Le 1er juin, derrière le drapeau national, un cortège fort de plusieurs milliers de personnes, applaudi par d'innombrables Brestois et Brestoises, a parcouru la ville.

Cette manifestation a montré que les Brestois épris de liberté, favorables au progrès social mais hostiles au désordre, savent eux aussi descendre dans la rue, quand il le faut.

L'élection du 23 juin doit traduire cette volonté d'assurer la rénovation de notre pays dans le respect des institutions démocratiques.

Pendant cette crise qu'a fait le député sortant ?

1° A l'Assemblée Nationale, le 22 mai, G. Lombard a voté la motion de censure.

Il s'est joint ainsi à ceux qui voulaient renverser le Gouvernement et préparer la prise du pouvoir par les extrémistes.

Il a, d'une façon indiscutable, prêté la main à l'entreprise de dislocation dont a failli être victime notre pays.

Pourtant, plusieurs de ses collègues inscrits au même groupe parlementaire que lui, n'ont pas voulu s'associer à la manœuvre de l'opposition et ont refusé de voter

la motion de censure. Ce fut notamment le cas du président R. Pleven, député des Côtes-du-Nord.

2° De retour à Brest, le samedi 1er juin, G. Lombard, entravé par les opinions contradictoires de son électorat, s'est refusé à prendre position et n'a participé ni à l'une ni à l'autre des manifestations organisées ce jour-là à Brest par le comité de défense de la République ou par les opposants.

Il n'a suivi ni le drapeau rouge, ni le drapeau tricolore.

Il a ainsi prouvé, de façon définitive, à ses concitoyens qu'il est incapable de prendre parti clairement lorsque les circonstances sont graves.

Or Brest, ville moderne de plus de 160.000 habitants, et ses communes voisines, en pleine mutation et rénovation, doivent être représentées à l'Assemblée Nationale par un député dont les idées et les choix soient nets et conformes aux sentiments profonds de la majorité de ses concitoyens.

Notre programme :

Pour la France :

— Il faut poursuivre la politique d'indépendance et de paix.

— Il faut aussi élaborer, avec réalisme, les structures qui permettront d'aboutir à l'Europe politique.

— Notre pays, comme bien d'autres actuellement dans le monde, subit sous l'effet des transformations économiques une véritable crise de rapports sociaux. Une solution française — c'est-à-dire respectant la justice, la liberté et la dignité de l'homme — doit être recherchée pour tous les problèmes qui se posent dans la vie industrielle, agricole, universitaire. Cette solution reposera sur le désir véritable des Français d'améliorer, à tous les échelons, la collaboration et la participation.

Pour Brest et sa région :

— Au-delà des phrases creuses et des promesses jamais tenues, il faut défendre avec ténacité, compétence et habileté le dossier du Finistère et de Brest.

— A tout prix, il faut créer des emplois, poursuivre l'industrialisation terrestre et maritime, moderniser nos structures commerciales et agricoles en tenant compte des problèmes humains qu'oublient trop souvent les technocrates.

— Il faut développer et perfectionner nos moyens d'enseignement pour que les jeunes entrent mieux armés dans la vie professionnelle.

— Il faut enfin maintenir les droits acquis aux catégories sociales les plus défavorisées et s'efforcer de promouvoir un véritable progrès dans ce domaine.

Electeurs, électrices de Brest, Bohars, Gouesnou et Guilers.

Vous allez déposer dans l'urne le bulletin de votre choix.

— Quel qu'il soit, je défendrai, si je suis élu, votre emploi et votre niveau de vie.
— J'examinerai avec toute mon attention les problèmes qui vous préoccupent sans me soucier de vos opinions politiques.
— Je m'efforcerai d'exercer mon mandat de façon efficace et dynamique pour que notre Bretagne et Brest trouvent enfin, dans une France moderne, la place qui leur revient.

A tous ceux qui ont accordé leurs suffrages au Chef de l'Etat, élu à Brest à une majorité écrasante, à tous ceux aussi qui veulent la rénovation de notre pays dans

l'ordre et la liberté, je demande de m'apporter massivement leurs voix pour que, dès le premier tour, Brest ait choisi son nouveau député.

Votez MICHEL C. DE BENNETOT.

Vive la République.
Vive la Bretagne.
Vive la France.

MICHEL C. DE BENNETOT

40 ans, marié, 4 enfants
Ingénieur, ancien élève de l'Ecole navale (promotion 1946)
Docteur ès sciences physiques de l'Université de Paris
Fondateur en 1958 et directeur depuis cette date d'une entreprise décentralisée de Paris à Brest
Chevalier de l'Ordre national du Mérite et des Palmes académiques

Candidat de l'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

G. GOACHET

44 ans, marié, 2 enfants
Commerçant à Brest — Croix de guerre 39-45

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs de Brest, Bohars, Gouesnou, Guilers.

Le 23 juin, vos suffrages m'ont placé en tête de tous les candidats, avec 3.337 voix d'avance sur le député sortant.

A Brest, 60 bureaux de vote sur 70 se sont prononcés en ma faveur.
Je vous remercie vivement et de tout cœur d'avoir fait du candidat de l'Union pour la défense de la République le vainqueur incontestable du premier tour.

Sur le plan national, l'Union pour la défense de la République l'emporte largement. Pendant toute la durée de la législature, elle va détenir le pouvoir. A l'Assemblée Nationale, ce sont ses représentants qui vont décider de la rénovation sociale et économique du pays.
En revanche, le P.D.M. est partout en échec. Au contact des réalités électorales, son espoir de constituer une « Troisième force » s'est évanoui.
Le P.D.M. ne jouera aucun rôle dans la nouvelle Assemblée Nationale, la faiblesse numérique de sa représentation le privera de toute influence. Ses parlementaires ne seront que des isolés, dépourvus de tout moyen d'action.

Il est indispensable que Brest et sa région soient représentées au sein de la majorité qui va gouverner la France.

Que deviendrait en effet notre cité si, pendant cinq ans, elle n'avait personne pour la représenter dans la majorité ?
Brest et sa région seraient gravement défavorisées alors que tant de problèmes doivent être réglés pour assurer son avenir.
Il faut maintenant que chacun s'élève au-dessus des questions de personnes qui ont pu, jusqu'à présent, diviser nos concitoyens.

Les suffrages qui, le 23 juin, sont allés au député sortant et l'ont placé en deuxième position doivent maintenant se reporter massivement sur le candidat arrivé en tête.

G. Lombard ne peut essayer de combler son retard qu'en s'alliant avec des formations politiques qui l'ont combattu et dont les programmes sont opposés au sien.

Ce n'est pas dans ces conditions que le député de Brest doit être élu. Il faut qu'il soit choisi par un vote clair et sans équivoque pour que son autorité morale soit incontestable et à la mesure de ses responsabilités.

Le 30 juin vous voterez pour Michel C. de Bennetot, candidat de l'Union pour la défense de la République parce que vous avez besoin d'un député efficace, capable de défendre avec énergie, dans la majorité, les intérêts de la Circonscription.

Soyez réalistes, votez utile.

Assurez l'avenir de Brest et de sa région.

Brest, ville symbole de la Bretagne qui veut vivre, créer des emplois pour ses enfants, se moderniser, participer activement au renouveau de la France, doit choisir son camp.

Votez Michel C. de BENNETOT.

Car il faut que Brest soit dans le camp de la victoire.

Vive la République.
Vive la Bretagne.
Vive la France.

Michel C. de BENNETOT

40 ans, marié, 4 enfants
Ingénieur, ancien élève de l'Ecole navale (promotion 1946)
Docteur ès sciences physiques de l'Université de Paris
Fondateur en 1958 et directeur depuis cette date d'une entreprise décentralisée de Paris à Brest
Chevalier de l'Ordre national du Mérite et des Palmes académiques

Candidat de l'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

G. Goachet

44 ans, marié, 2 enfants
Commerçant à Brest — Croix de guerre 39-45

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Landerneau, Lannilis, Ouessant, Plabennec, Ploudalmézeau, Saint-Renan.

M. Gabriel de POULPIQUET

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electeurs, électrices, mes chers compatriotes et amis - connus et inconnus.

C'est en toute sérénité qu'aujourd'hui je m'adresse à vous. Vous étiez 39.807 à m'avoir accordé votre confiance il y a un an. Ce serait donc pour moi déserter que de ne pas me représenter à vos suffrages.

Je n'ai pas la prétention de penser que cela était dû à mes qualités. J'avais compris que vous aviez marqué par là, votre soutien à la politique du général de Gaulle, Président de la République, et à son Gouvernement, tout au moins pour les options fondamentales.

Je ne ferai pas cette année le bilan de mon action ni celui du Gouvernement du Premier Ministre, M. Pompidou, que j'ai soutenu loyalement non sans le contrôler, sévèrement parfois. La situation est trop grave ; le choix à faire dépasse les nuances politiques et les intérêts particuliers de chacun. Je ne vous ferais pas l'affront de penser que vous guiderez dimanche votre vote sur des intérêts particuliers si légitimes soient-ils, pour lesquels, je resterai cependant le plus acharné de vos défenseurs.

Je mesure, toutefois, les résultats de la période que nous venons de traverser, car tous vous êtes touchés. Pour les plus faibles, c'est la perspective de la vie plus chère, pour l'ouvrier c'est le droit au travail qui a été mis en échec, pour les paysans c'est quelquefois la perte d'une récolte représentant des mois de travail et des investissements perdus. Les artisans et industriels ont eux aussi à faire face à des difficultés graves qui risquent de mettre en péril leurs affaires. Sachez que de tout cela je me suis préoccupé déjà et le ferai encore.

Mon devoir est de dire comment et pourquoi la France vient de vivre des journées dramatiques. C'est la civilisation occidentale et le régime démocratique qui sont en cause. Le choix est entre deux conceptions : d'une part la République derrière le drapeau tricolore, symbole de liberté, d'égalité, de fraternité, et d'autre part : la dictature derrière les étendards rouge ou noir, symbole de l'asservissement, de l'anarchie, de la violence et de la misère.

Je suis bien placé pour savoir que l'évolution rapide des choses crée des difficultés économiques et sociales à certaines catégories ; qu'une réforme profonde de l'administration s'imposait, pour la rendre plus efficace, plus rapide et plus humaine. Je sais également que la jeunesse avait des problèmes et que là encore une réforme était nécessaire. Toute personne informée savait que le Gouvernement s'y attaquait fermement. En particulier le Premier Ministre a déclaré récemment qu'un effort spécial était décidé pour le Finistère.

La situation n'était cependant pas détériorée à un tel point qu'une révolte s'élève. Il faut que l'on sache que les événements de ces derniers jours ont été déclenchés par des anarchistes qui utilisaient les principes marxistes dans le but de provoquer une révolution et d'établir une dictature. L'origine de ce mouvement a des racines étrangères. Pour le comprendre il faut se reporter à la doctrine marxiste ou à celle de Mao. Ce sont les mêmes méthodes sournoises qui ont permis d'établir le communisme en Chine et en Russie. Les militants de ces doctrines s'infiltrent à des postes où leur influence peut s'exercer sur la jeunesse ou sur l'information des populations. Certains s'abritent même sous des aspects insoupçonnables. Il s'agit de pourrir et de berner l'adversaire, tantôt par la violence, tantôt de façon pacifique en exploitant les bons comme les mauvais sentiments de l'homme. Par ces derniers, fomenter la violence puis faire jouer les sentiments de solidarité afin d'étendre le mouvement.

Voilà ce que je croyais de mon devoir de dénoncer, afin de mettre en garde les personnes qui se sont laissé cette fois influencer et tromper, se faisant les complices de l'anarchie et des violences avant d'en être demain les victimes.

Si on peut approuver l'action syndicale qui est nécessaire quand par manifestations ou grèves elle défend des intérêts professionnels justes, ce qui a été souvent heureusement le cas, on n'a plus à suivre ceux des dirigeants qui politisent leur action ou prêchent la violence ; le droit des uns finit ou commence celui des autres.

La solidarité est un beau sentiment, mais il doit rester au service des causes justes et ne jamais soutenir la violence.

Il est trop simple d'accuser le Gouvernement des difficultés sociales. Pour comprendre il faut observer que ceux qui menaient cette agitation ne manquaient souvent de rien, les plus acharnés étant parmi les plus avantagés du pays et les catégories pour lesquelles des efforts avaient été faits ces dernières années. Aussi est-il évident que cette agitation des étudiants qui se généralise en Europe, quels que soient les régimes des pays touchés, obéit à une doctrine étrangère. Cela ne devrait-il pas nous amener à nous poser des questions ? au moment où la paix au Vietnam se traite à

Paris, sans l'approbation de la Chine qui a basé sa domination mondiale sur la guerre et la révolution mondiale. La France et le général de Gaulle ne sont-ils pas, en étant les champions de la paix des gêneurs qu'il faut abattre ?

Français et Françaises ne vous laissez pas prendre à la démagogie, aux promesses de mon adversaire communiste et à ses affirmations erronées et sans fondement.

Votez tous : ce sont les partisans de la République, de la civilisation occidentale et de la liberté qui se compteront sur nos noms dimanche 23 juin.

Le comité d'Union pour la défense de la République présente :

GABRIEL DE POULPIQUET

Député sortant
Agriculteur — Maire de Coat-Méal — Conseiller général de Plabennec
Président de la Commission parlementaire du C.E.L.I.B.

Remplaçant éventuel :

JEAN-LOUIS BILLANT

Croix de guerre — Médaille militaire
Maire de La Forest-Landerneau

Candidats d'Union pour la défense de la République

Vive le général de Gaulle, vive la Bretagne, vive la République et vive la France.

P. S. — La campagne électorale très courte m'empêchera de tenir des grandes réunions d'information dans chaque commune, vous m'en excuserez.

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Huelgoat, Lanmeur, Morlaix, Plouigneau, Saint-Pol-de-Léon, Taulé.

M. Pierre LELONG

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Une tentative de coup de force, déclenchée par des éléments maoïstes, exploitée ensuite par le P.S.U. et les communistes, et cherchant ouvertement à renverser le pouvoir légitime, au mépris de toute consultation électorale régulière, y compris dans les usines, a jusqu'à présent échoué devant la détermination du général de Gaulle et de Georges Pompidou. Elle se poursuit encore aujourd'hui. Le 23 juin prochain, vous affirmerez la victoire de l'ordre et de la légalité, c'est-à-dire de la République et de la démocratie.

Que la majorité actuelle doive s'élargir, j'en suis convaincu. Mais cet élargissement ne doit pas consister à détruire d'abord ce qui existe déjà. C'est autour de la majorité actuelle qu'il doit s'opérer, et celle-ci doit s'y prêter de son mieux. Pour ma part, si j'entre au Parlement, j'y contribuerai de toutes mes forces.

Qu'une meilleure participation de chacun aux décisions publiques puisse s'instaurer, je le crois. Mais il serait malhonnête de rejeter sur le Gouvernement la responsabilité principale de certaines erreurs. Pour dialoguer, il faut être deux, et il faut être de bonne foi. Ces conditions ont été rarement réunies, du fait du refus systématique des dirigeants de certaines organisations, plus soucieux de défendre des positions politiques que des intéérêts professionnels, les événements récents l'ont suffisamment démontré. De même, si l'enseignement est en crise, ce n'est pas à cause de l'insuffisance des constructions scolaires — les résultats acquis sont considérables — c'est parce que, vous le savez bien, dans leurs locaux souvent neufs, certains enseignants ont plus souvent recherché la contestation politique que la discussion véritable. D'ailleurs, des troubles étudiants se manifestent au même moment aux Etats-Unis, en Angleterre, en Belgique, en Allemagne, en Pologne, en Yougoslavie : pour un peu, on voudrait nous faire croire que c'est le général de Gaulle qui en est responsable !

Il est grand temps que chacun se ressaisisse, car la République, la démocratie, nos libertés, sont véritablement en danger. Il est atroce de voir certains partis et chefs politiques chercher à profiter d'un coup d'Etat, scientifiquement et militairement organisé, pour mettre à bas, au mépris des règles constitutionnelles, le Gouvernement légitime de la France. D'autres partis et d'autres leaders, quoique opposés à ce Gouvernement, ont respecté les lois de la République. Je leur rends hommage et je les appelle à l'union, à l'union pour un dialogue que je m'efforcerai passionnément, je le jure, de rendre sincère et véritable.

Il faut que vous me donniez, cette fois-ci, ma chance de travailler en ce sens. En me présentant à nouveau devant vous, j'affirme ma fidélité à notre région, à mes amis, et à un idéal politique. Cet idéal est celui de l'immense cortège, de plus d'un million de parisiens qui, l'autre jour, dans l'angoisse et la résolution, sont venus à pied, sans métro, sans essence, crier leur refus de la dictature. Ils ont, ce jour-là, sauvé la République et permis que se déroule l'actuelle consultation électorale. Mais le combat n'est pas terminé. En votant les 23 et 30 juin, vous déciderez de la victoire !

Mon suppléant est le maire de Morlaix. Nous reconstituons ainsi l'équipe qui, l'année dernière, a failli gagner l'élection. Et, de plus, nous marquons nettement la nécessité de maintenir, pour la principale ville de l'arrondissement, et par conséquent pour toute la circonscription, toutes les possibilités d'une représentation autonome et indépendante, pour la défense de nos intérêts dans le département.

Pour l'avenir de notre région,
Pour le respect de l'ordre public et des règles constitutionnelles,
Pour la poursuite du progrès économique et social,
Pour la défense de nos libertés menacées,

Face au communisme totalitaire et à la violence, face à leurs alliés,

Vous voterez pour notre équipe.

Vive la France !
Vive la République !
Vive la liberté !

Pierre LELONG
37 ans
Directeur du Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA)

Remplaçant éventuel :

Jean LE DUC
61 ans
Docteur en médecine
Maire de Morlaix

Etant donné l'intensité dramatique des événements, nous prenons d'ores et déjà l'engagement de nous désister, au cas où il arriverait en tête au premier tour, pour M. Berest, seul autre candidat véritablement démocrate et susceptible d'assurer la défense de la République.

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Merci de votre confiance, manifestée par près de 4.000 voix de plus qu'au premier tour des élections de 1967.

Mais rien n'est terminé. Le combat continue. Vous devez, le 30 juin, condamner définitivement la tentative de coup de force qui a failli renverser illégalement la République, et dont vous avez constaté, dans notre région, comme ailleurs, les manifestations antidémocratiques (occupation de mairies, préparation d'attaques à main armée, etc).

Rien n'est terminé. L'avenir reste à construire. La majorité de demain devra être élargie et vivifiée. L'union doit se faire, à la base, dès dimanche prochain. Je m'adresse à tous les véritables démocrates, à tous les électeurs centristes, pour les assurer que, dans la majorité que nous formerons ensemble le 30 juin, les conceptions des uns et des autres seront respectées et les objectifs délibérés en commun.

Vive la République !
Vive la France !

Pierre LELONG

Remplaçant éventuel :

Jean LE DUC

Programme économique et social.

1. *Agriculture.*

L'agriculture est la principale source d'activité de notre région. Les graves difficultés qu'elle connaît actuellement sont préjudiciables à tous. Les principaux objectifs à atteindre sont :

a) Le relèvement des prix agricoles, en particulier ceux du porc, des œufs, de la volaille, grâce à une réforme du Marché commun.

b) En ce qui concerne plus spécialement la zone légumière :

— la suppression des disparités des tarifs de transport qui la handicapent par rapport aux Italiens ;
— l'extension des débouchés (par exemple par l'industrialisation de la conserverie des fonds d'artichauts) ;
— la création d'un port légumier en eau profonde.

c) En ce qui concerne plus spécialement le Trégor et le canton du Huelgoat, l'amélioration :

— des conditions de vie des exploitants familiaux ;

— des conditions de travail sur l'exploitation (structures foncières, endettement) ;
— des conditions de développement de l'élevage.

d) Une aide aux exploitations agricoles lésées par les extensions urbaines et routières (déviation de la RN 12, à Morlaix, par exemple).

2. *Pêche.*

— Aide du FORMA (étude d'une caisse de péréquation).
— Relèvement du prix de la raie.
— Suppression de la T.V.A. sur les appâts.

3. *Industrialisation et création d'emplois nouveaux.*

— Soutien aux projets intéressant l'ensemble de la région (Brest, port pétrolier).
— Recherche, pour Morlaix et Saint-Pol, d'industries adaptées à leur économie et leurs possibilités. Défense de la Manufacture des tabacs.
— Amélioration de la FPA.
— Recherche de nouvelles activités administratives, sociales, hospitalières, etc. (qui créent, tout autant que l'industrie, des emplois nouveaux).

4. *Désenclavement du Finistère.*

— Equipements téléphoniques.
— Equipements portuaires.
— Equipement routier : en particulier, modernisation de la RN 12 et de l'axe central Rennes-Brest.

5. *Commerçants, artisans et P.M.E.*

— Prêts de modernisation amortissables sur dix ans et plus.
— Amélioration des conditions de travail de la boulangerie.
— Mise en place immédiate des régimes de protection sociale.
— Simplification de la T.V.A.

6. *Syndicalisme, entreprises.*

— Recherche d'un dialogue sincère et véritable avec les syndicats.
— Discussion des ordonnances devant le Parlement pour leur apporter les modifications nécessaires.
— Recherche de formules permettant la participation des salariés à la vie des entreprises.

7. *Education nationale, jeunesse.*

— Lutte contre la politisation effrénée qui tend à envahir l'enseignement public, dans la région.
— Lutte contre la centralisation excessive dont souffre l'enseignement public, et que j'avais déjà dénoncée en 1967.
— Réforme de l'Université, en fonction des conclusions des commissions professeurs-étudiants.
— Epanouissement de l'enseignement privé, dans un cadre à définir.
— Amélioration des équipements sportifs.
— Aide aux activités culturelles.
— Amélioration des conditions d'attribution des bourses.

8. *Familles.*

— Relèvement des allocations familiales.
— Augmentation de l'allocation de salaire unique.
— Aide accrue au logement social (lotissement H.L.M. en cours à Morlaix, Saint-Martin-des-Champs, etc.).
— Attribution d'une aide spéciale (salaire des « veuves civiles ») aux mères de famille devenues veuves, et ayant à leur charge des enfants de moins de 18 ans. Cette aide devra couvrir notamment les frais de la sécurité sociale.

9. *Retraites.*

— Augmentation de 50 à 60 % du taux de réversibilité de la pension du mari, en faveur de sa veuve.
— Poursuite des efforts en faveur des officiers mariniers et marins de commerce (petites catégories) en retraite.
— Abaissement de l'âge de la retraite pour les femmes et pour les ouvriers, notamment ceux du bâtiment.
— Elargissement de certaines conditions d'attribution de l'indemnité viagère de départ aux agriculteurs âgés.

10. *Décentralisation régionale.*

— Réforme, à Paris, des administrations centrales (Ministère des Finances).
— Assemblées locales élues, dans le cadre des régions traditionnelles (Bretagne).

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Daoulas, Landivisiau, Lesneven, Ploudiry, Plouescat, Plouzévédé, Saint-Thégonnec, Sizun.

M. Antoine CAILL

(Candidat du Comité d'action pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays, si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée :

Nous avons vu des hommes politiques de l'opposition bafouer la *légalité républicaine*, voulant préparer un coup d'Etat. Nul ne peut douter qu'ils auraient été ensuite débordés et que nous aurions assisté à brève échéance, à une prise de pouvoir par les communistes.

La France dans son immense majorité ne voulait rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté d'une façon éclatante son désir d'ordre et de paix civile.

Au Parlement, la majorité a prouvé sa fidélité au Chef de l'Etat et respecté le mandat reçu de ses électeurs, tandis que les membres du groupe Progrès et démocratie moderne, alors que la France avait besoin d'eux, par sectarisme et haine du général de Gaulle ont presque tous voté la censure, prisonniers qu'ils sont de leurs alliances.

Si, depuis un an une majorité solide avait été présente, épaulant constamment le Chef de l'Etat et le Gouvernement, nous n'aurions pas connu, sans doute, cette crise.

La France veut le progrès social sans aliéner ses libertés.

Nous voulons tous les grandes réformes nécessaires pour faire participer les citoyens aux décisions si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne, et de le maintenir dans la voie du progrès.

Mais ces réformes ne se feront que dans l'ordre et la légalité.

Nous voulons la liberté de pensée, d'expression, de travail, pour tous les travailleurs, pour tous les citoyens jeunes ou vieux, et d'abord pour les plus défavorisés.

Au plan régional, l'action commune de tous les parlementaires bretons peut avoir une efficacité déterminante.

Depuis le 24 octobre 1967, la Bretagne a été classée en zone de *rénovation rurale...*

Le 4 avril dernier, un Comité interministériel a pris les premières mesures en faveur de notre région :

— Infrastructure de communications ;
— Développement de l'emploi non agricole ;
— Modernisation et compétitivité de l'agriculture.

Ces décisions étaient encore insuffisantes : les contacts se sont poursuivis et nous avons obtenu l'assurance de M. le Premier Ministre que nos problèmes seraient traités dans un proche avenir, afin que notre Bretagne ainsi désenclavée puisse trouver sa juste place dans la nation.

Un programme d'industrialisation est obtenu.

Je participerai activement à la mise en pratique effective de ces mesures.

Avec votre confiance,
Avec la majorité,

Appelant au dialogue et à la participation tous les hommes de bonne volonté, je travaillerai encore pour la paix, la liberté, à la mise en place de nouvelles réformes dans le seul intérêt du bien commun.

Avec le général de Gaulle,
Pour la défense de la République,

Votez

ANTOINE CAILL
Maire de Plouzévédé
Député sortant

Remplaçant éventuel :

ALBERT CRENN
Responsable jeunes - Landivisiau

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Carhaix, Châteaulin, Châteauneuf-du-Faou, Crozon, le Faou, Pleyben.

Mme Suzanne PLOUX

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élue le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Aux électrices et électeurs de la sixième circonscription,

Les journées de mai qui ont précédé l'appel du général de Gaulle ont été pour tous des journées d'angoisse où tout semblait crouler, où nos libertés étaient menacées et où l'on devinait, s'avançant derrière le drapeau noir et le drapeau rouge du totalitarisme, la dictature communiste prête à s'installer.

Il suffit de se rappeler les événements passés dans telle ou telle commune de cette circonscription pour s'imaginer facilement ce que serait la vie des citoyens sous l'autorité usurpée de telles gens !

La terreur régnait, les magasins fermaient sous la menace, les artisans étaient contraints d'arrêter leur travail, les enfants, écoles fermées, étaient dans la rue, la vie tout entière du pays s'arrêtait ; sur les marchés financiers étrangers le franc dégringolait et certains pays pavoisaient déjà pour notre chute, eux qui ne s'étaient pas encore consolés depuis dix ans de notre redressement.

Mais, comme le 18 juin 1940, le 30 mai la grande voix du général de Gaulle, Président de la République, ravivait en nous la flamme jamais éteinte du patriotisme, de l'amour de la liberté et du courage pour défendre l'un et l'autre.

Comme toujours, parce que c'est cela la vraie démocratie, ce sera vous, ce sera nous, ce sera moi, c'est le peuple souverain qui par son vote le 23 juin, dès le premier tour, dira s'il veut garder la paix et la liberté tout en procédant dans l'ordre à des réformes profondes qui s'imposent. Face aux deux autres candidats de l'opposition je suis votre caution pour, avec mes autres collègues de la majorité, entreprendre cette tâche.

La brèche considérable portée à notre économie par cette crise nous oblige à la colmater pour la combler, mais sans qu'en puissent souffrir les couches les plus défavorisées de la nation ou ceux qui par leur travail quotidien de la terre produisent notre nourriture ; il faut également que notre industrie augmente sa productivité pour résister à la concurrence étrangère.

Tout péril n'est pas écarté : mais comme l'a démontré cette marée humaine qui, le 30 mai déferlait de la Concorde à l'Arc de Triomphe, le peuple français, dans nos régions, dans nos provinces comme à Paris dira massivement, le 23 juin, qu'il veut pour lui et ses enfants vivre dans un monde fraternel où l'on connaît le bonheur d'être libre mais où l'on n'oublie pas qu'il y a encore des Français, personnes âgées, malades, infirmes, que notre solidarité effective doit aider à vivre mieux.

Si, dès le premier tour et pour la troisième fois, vous me renouvelez votre confiance, tous ensemble, avec persévérance et bonne volonté, nous mènerons sur la bonne voie cette grande tâche nationale.

Vive la Bretagne,

Vive la République,

Et que vive la France.

SUZANNE PLOUX
Maire de Pont-de-Buis-lès-Quimerc'h
Conseiller général du Finistère
Député sortant

Remplaçant éventuel :

JEAN CRENN
Conseiller municipal de Lopérec

2e CIRCULAIRE

Aux électrices et électeurs de la sixième circonscription,

Je remercie tous les électeurs et les électrices qui, dimanche dernier, m'ont apporté leurs suffrages, et bien au-delà de ma personne ont montré par là même qu'ils voulaient une majorité et un Gouvernement capables de continuer, d'entreprendre et de mener à bien les réformes nécessaires à l'adaptation de notre pays à la vie moderne, et cela dans l'ordre et la paix civile.

Après ces semaines d'inquiétudes, il nous restera à coordonner les efforts de tous, pour que notre économie, tant agricole qu'industrielle, se développe dans un climat de paix sociale, car il est bien évident que tout progrès social ne peut se faire que dans une économie saine et en expansion.

Que notre Bretagne et notre Finistère, qui ont tant d'atouts, sur les côtes comme dans l'intérieur, soient un des facteurs essentiel de la prospérité nationale par l'application d'un plan régionalisé en cours d'élaboration actuellement et pour lequel nous veillerons avec fermeté et ténacité à son application.

Qu'une solidarité accrue de la nation envers ceux que l'âge ou la maladie écartent d'une vie active donne l'assurance d'une vie décente.

Nous tous savons que dimanche prochain se jouera le sort de la France pour longtemps, et c'est nous, qui, par notre bulletin de vote en déciderons.

C'est pourquoi, seule représentante dans la circonscription de Châteaulin, de l'Union pour la défense de la République, face à l'opposition, sous quelque étiquette qu'elle se cache, je vous invite à voter pour la paix, pour la liberté et pour la République,

En votant pour

SUZANNE PLOUX
Maire de Pont-de-Buis-lès-Quimerc'h
Conseiller général du Finistère
Député sortant

Remplaçant éventuel :

JEAN CRENN
Conseiller municipal de Lopérec

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Briec, Douarnenez, Plogastel-Saint-Germain, Pont-Croix.

M. Gabriel MIOSSEC

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Il a suffit d'une intervention énergique pendant sept minutes, du Chef de l'Etat pour arrêter net la course à l'abîme.

Seul de Gaulle était capable, en France, d'obtenir un tel résultat en rétablissant la confiance des Français en eux-mêmes.

D'où la déception et la rage de ceux qui croyaient accaparer l'Elysée et Matignon.

Après les graves événements dont notre pays a été le théâtre, il vous appartient de faire le choix entre deux politiques :

L'ordre et le désordre

L'ordre c'est le calme dans les esprits, le travail dans la bonne humeur, l'expansion économique, facteur essentiel pour la résorption du chômage et l'augmentation du pouvoir d'achat des Français. C'est un gouvernement fort et stable dans une situation économique et monétaire favorable permettant une compétitivité sur les plans communautaires et internationaux.

Le désordre c'est l'inquiétude dans les esprits, la négation de toutes les revendications et les contestations sans fin, la destruction, la violence, l'affrontement d'idéologies diverses : en un mot l'*anarchie,* le tout conduisant inévitablement à la récession économique et par voie de conséquence au chômage.

C'est la pente dangereuse sur laquelle la Nation s'était engagée, dont les conséquences pouvaient être catastrophiques.

Avec de Gaulle pour la participation.

Enseignement : Pour l'université qu'il s'agisse de l'enseignement primaire, technique, secondaire ou supérieur notre tâche est d'orienter, développer, moderniser, démocratiser. Il nous faut créer des C.E.T., des I.U.T., et augmenter nos possibilités d'accueil.

L'université occupe une des premières places dans la Nation, l'œuvre entreprise sera poursuivie afin de donner au pays les hommes de valeur dont il a besoin dans chaque secteur de l'économie.

Agriculture : L'avenir de notre agriculture dépend pour une bonne part des négociations de Bruxelles, où certains problèmes ont trouvé une solution (céréales, sucre, beurre, lait).

Il en reste d'autres et tout particulièrement l'élevage qui intéresse au premier chef la Bretagne.

Là aussi des solutions justes et valables ne peuvent être trouvées que dans le calme, seul capable de permettre des rapports constructifs entre la profession agricole et les pouvoirs publics, dans le cadre du Marché commun.

Notre agriculture est traumatisée par des mutations, coordinations, transformations, adaptations qui doivent s'effectuer en une génération sans y avoir été préparée de longue date comme dans certains pays.

Pêche : Comme pour l'agriculture, l'avenir de la pêche se situe à Bruxelles, où une vigoureuse politique commune des pêches est devenue aussi indispensable qu'urgente (égalisation des charges et des avantages, contingentement des importations intracommunautaires).

Rien ne sert de ramener du poisson à terre s'il ne peut être commercialisé, et à un prix suffisamment rémunérateur tant pour l'équipage que pour l'armement.

Depuis plusieurs années déjà la France a choisi de sortir de son isolement douanier et d'accepter la compétition européenne et même internationale avec le Kennedy Round. Cette compétition n'est concevable qu'avec une monnaie stable et forte sous peine d'être balayée.

L'expansion de la Bretagne est liée à son industrialisation et celle-ci est subordonnée à la décentralisation, à la régionalisation et à une infrastructure d'accueil (voies de communications, télécommunications, enseignements, logements, avantages fiscaux et financiers).

La création d'un port pétrolier en baie de Douarnenez, en liaison avec le port de Brest, avec ses annexes pétrochimiques et énergétiques devrait favoriser notre région. Elle est à l'étude, et le concours indispensable des sociétés pétrolières est recherché.

Le Premier Ministre a d'ailleurs donné l'assurance qu'un effort particulier serait fait en faveur de notre département (le seul cité par le Premier Ministre à la tribune de l'Assemblée Nationale). Soutien des industries indispensables à l'économie de notre circonscription comme la conserve et ses annexes.

Le Parti communiste promet toujours le paradis sur terre.

Mais il suffit de voir ce qui se passe en U.R.S.S. ou en Chine pour constater que nous n'avons rien à envier, ni au pouvoir d'achat des travailleurs dans les pays totalitaires, ni à leur standing de vie.

Quant au Groupe P.D.M., il est anti-gouvernemental dans sa grande majorité. Lors du vote de la dernière motion de censure 34 députés sur 42 l'ont votée, soit : 81 %. On ne peut lui faire confiance.

Après avoir contribué à saper l'autorité gouvernementale, en mêlant ses votes à celui des communistes, il voudrait actuellement se présenter comme le seul capable de s'opposer à un totalitarisme auquel il a ouvert les portes.

Après les tragiques événements que nous avons connus, une grande vigilance s'impose. Notre avenir à tous dépendra des résultats de cette élection dont l'importance est considérable.

La sagesse des électrices et des électeurs de la circonscription de Douarnenez ne se démentira pas.

Il diront non à l'aventure.

Ils voteront pour l'ordre dans le pays et la prospérité.

Participez au renouveau.

Votez

Gabriel MIOSSEC

Député sortant
Né le 21 juillet 1901, à Audierne
Ingénieur I.E.G.
Chevalier du Mérite agricole
Membre de la chambre de commerce de Quimper
Président du syndicat de Bretagne des exploitations frigorifiques
Membre de la Commission de la production et des échanges de l'Assemblée Nationale

Remplaçant éventuel :

MARCEL LE GOUILL

Docteur-vétérinaire
Né le 24 septembre 1922 à Douarnenez

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Vos votes dans les quatre cantons font honneur à notre circonscription. Presque toutes les communes seraient à citer en exemple.

Déjà à l'étranger, la valeur de notre monnaie était contestée comme le prouvent nos thoniers qui ont fait récemment relâche à Ponté Delgada aux Açores, où ils se sont vus refuser les billets de banque français et ont eu les plus grandes difficultés à s'approvisionner en carburant et vivres.

Le succès remporté au premier tour par les candidats se réclamant du général de Gaulle dépasse les prévisions. Il va rétablir rapidement la confiance du monde entier dans les destinées de notre pays.

Les partis de l'agitation et de la révolution qui se croyaient déjà les maîtres ont pris une sévère leçon et sont en recul : la grande majorité des Français a montré qu'elle réprouve leur action.

Soyez tous vivement complimentés et remerciés.

Je vous demande de voter en masse dimanche prochain et par votre civisme de confirmer les résultats déjà acquis.

Vive la République,

Vive la Bretagne,

Vive la France.

GABRIEL MIOSSEC
Député sortant

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Arzano, Bannalec, Concarneau, Pont-Aven, Quimperlé, Rosporden, Scaër.

M. Jean-Claude PETIT

(Candidat républicain indépendant - Ve République)
élu le 30 juin 1968
(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

L'heure est grave, le choix n'a jamais été si important. Des entreprises révolutionnaires organisées ont lâchement exploité le légitime désir des étudiants et des travail-

leurs qui aspiraient à de profondes réformes. Je suis moi-même partisan de ces réformes, mais je les veux dans l'ordre. La Ve République et son Président, le général de Gaulle ont montré la solidité de nos institutions. Le peuple, dans sa grande majorité, l'a suivi. A la crainte ont succédé le bon sens et la raison et nous avons vécu de grands moments historiques, rassemblés autour du drapeau tricolore, qui est le seul à nous convenir.

Le Chef de l'Etat a demandé à tous les Français de l'aider, chacun à la mesure de ses possibilités, à sauver la République. J'ai répondu « présent ». Présent et fidèle, comme tous les Républicains indépendants, ces hommes qui ne trahissent pas.

J'ai répondu « présent » parce que je peux servir. Je vous connais et nous nous estimons, que vous soyez de gauche ou de droite, pauvres ou riches, jeunes ou vieux. Je veux l'Union, je ne travaille que pour cela.

Ouvriers et cultivateurs, marins, commerçants, artisans, fonctionnaires, retraités et bien sûr étudiants je me suis de longue date penché sur vos problèmes.

Mes réunions publiques et mes nombreux contacts vous auront persuadés, je l'espère, que je suis digne d'être votre député, c'est-à-dire votre serviteur. Je peux déjà vous dire que je lutterai contre toutes les formes de sectarisme : le sectarisme politique comme le sectarisme corporatif. J'aborderai tous les problèmes dans une optique de synthèse, je ne serai pas l'homme d'un groupe d'intérêts ou d'une corporation mais je tenterai, dans un esprit de rénovation, de satisfaire les légitimes aspirations de la Cornouaille.

Je n'ignore pas l'immensité et les difficultés de la tâche, mais je vous assure de l'ardeur constructive qui m'anime.

Dans le siècle où la politique est d'abord une affaire d'économie et de technique, de créations d'emplois, de planification humanisée, d'esprit social, de participation, ma qualification scientifique est pour vous la meilleure garantie de l'efficacité qui caractérisera mon action.

Les Républicains indépendants veulent le dialogue ; je vous assure que je prendrai la parole à l'Assemblée Nationale pour vous défendre et que je tiendrai mes promesses.

Mon caractère dominant n'est pas l'ambition mais la disponibilité. Je suis à votre disposition, et mon succès sera votre victoire.

Vous pouvez avoir confiance en moi, car j'ai confiance en vous.

Vive la liberté !

Vive la République !

JEAN-CLAUDE PETIT
Professeur de Lycée — Conseiller municipal de Quimperlé

Remplaçant éventuel :

ALBERT GOURMELEN
Agriculteur à Concarneau

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Je vous dis du fond du cœur un grand merci.

Un merci aussi puissant que l'immense succès que vous m'avez assuré.

Mon succès définitif se précise ; comme je vous l'ai promis, ce sera d'abord votre victoire.

Je serai votre élu, si vous le voulez bien.

Je ne serai jamais au-dessus de vous, mais je veux rester toujours parmi vous.

L'heure du changement, l'heure de la rénovation a sonné, je le dis sans animosité, car j'ai toujours reconnu et respecté la valeur humaine du député sortant.

Je suis un travailleur en lutte pour la République.

Je compte sur vous, mes amis, ... à dimanche soir !

Vive la liberté !

Vive la République !

JEAN-CLAUDE PETIT
Professeur de Lycée — Conseiller municipal de Quimperlé

Remplaçant éventuel :

ALBERT GOURMELEN
Agriculteur à Concarneau

GARD

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Nîmes-I, Nîmes-II, Nîmes-III, Saint-Mamert-du-Gard.

M. Paul TONDUT

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Votre choix n'aura jamais été plus facile!

Si vous êtes pour :

— le développement de Nîmes
— la réconciliation des Français
— l'indépendance nationale
— la justice sociale
— la résistance au totalitarisme et à l'anarchie
— le retour aux valeurs morales

Votez pour

PAUL TONDUT
Conseiller général
Ancien député

Remplaçant éventuel :

PIERRE VIREMOUNEIX
Inspecteur d'assurances

Appel du comité électoral

Electrices, électeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques.
Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.
La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduit à une dictature communiste.

La France dans son immense majorité, ne voulait rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté, d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.

Nous voulons tous les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions, si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne et de le maintenir dans la voie du progrès. Mais ces réformes ne se feront que dans l'ordre et la légalité.

L'anarchie, le totalitarisme c'est l'oppression et la misère pour tous les travailleurs, pour tous les citoyens, jeunes ou vieux, et d'abord pour les plus défavorisés.

Si, au Parlement depuis un an, une majorité solide avait été présente, épaulant constamment le Chef de l'Etat et le Gouvernement, nous n'aurions pas connu, sans doute, cette crise et sûrement pas la subversion qui a suivi.

C'est donc aujourd'hui pour vous un devoir sacré que de vous unir pour envoyer au Parlement des hommes décidés à défendre la République et à former pour cela une majorité solide et convaincue.

Face au communisme totalitaire et à la violence, face à leurs alliés, choisissez ceux qui veulent défendre la République, la liberté, l'égalité, la paix civile.

Votez pour Paul Tondut et Pierre Viremouneix.

Le Comité électoral.

2e CIRCULAIRE

Confirmez le choix national !

Si vous êtes pour :

— Le développement de Nîmes et de sa région
— L'indépendance nationale
— La justice sociale
— L'indemnisation des spoliés
— La résistance au totalitarisme et à l'anarchie
— Le retour aux valeurs morales
— Obtenir enfin l'égalité entre le Midi et le Nord

Votez pour

PAUL TONDUT
Conseiller général
Ancien député

Remplaçant éventuel :

PIERRE VIREMOUNEIX
Inspecteur d'assurances
Ancien conseiller municipal de Nîmes

Votez P. TONDUT et P. VIREMOUNEIX.

Au jour du Marché commun et des grandes réformes :

Pour l'amélioration du commerce nîmois par l'aménagement de l'agriculture régionale ;

Pour favoriser la répartition des nouvelles industries dans la Z.I.P. et nos villages ;

Pour balancer l'attitude négative d'une municipalité dans l'opposition ;

Pour faire participer la jeunesse au renouveau régional ;

Pour l'assurance d'un constant accroissement des revenus et des salaires ;

Pour l'association des organisations professionnelles et syndicales à la gestion départementale et nationale ;

Pour le maintien du droit de grève et le respect du droit au travail ;

Pour un enseignement libre de toute contrainte ;

Pour la garantie des droits des anciens combattants et des retraités ;

Pour une vie plus décente des personnes âgées.

En un mot :

Contre le désordre et pour le bon sens, votez massivement

P. TONDUT et P. VIREMOUNEIX

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aigues-Mortes, Aramon, Bagnols-sur-Cèze, Beaucaire, Marguerittes, Remoulins, Roquemaure, Saint-Chaptes, Saint-Gilles-du-Gard, Sommières, Uzès, Vauvert, Villeneuve-lès-Avignon.

M. Jean POUDEVIGNE

(Candidat d'union)
élu le 23 juin 1968
(P.D.M.)

Electrices, électeurs,

Pour la cinquième fois, je sollicite vos suffrages ! Mais, jamais, depuis que je suis candidat, la situation n'aura été aussi claire.

Le choix est simple :

— *D'un côté,* ceux qui rêvent d'installer dans l'immédiat ou à terme un régime totalitaire.

Peu importe leur nom ! Démocratie populaire ou régime castriste sont synonymes de perte de toutes les libertés. Une minorité révolutionnaire compte sur le désordre et l'anarchie pour imposer par intimidation sa loi à la majorité.

— *En face,* une majorité de citoyens épris de progrès et de réforme veulent travailler, vivre librement et en paix.

J'ai choisi d'être de leur côté.

Au poste où m'avaient placé démocratiquement les électeurs de la deuxième circonscription, j'ai opté pour le camp de la liberté. Je me suis opposé au désordre j'ai défendu la République.

Il vous appartient, electrices et électeurs, le 23 juin, de ratifier ce choix.

JEAN POUDEVIGNE

Député sortant

Remplaçant éventuel :

JOSEPH CARTIER

Pour la défense de la République !

Nous n'avons plus à présenter Jean Poudevigne, depuis dix ans qu'il est votre député, le député de tous.

Actif, aimable, serviable, efficace, il défend les intérêts de la deuxième circonscription en même temps qu'il est attentif aux grands problèmes de l'heure.

Parlementaire confirmé, l'esprit tourné vers l'avenir, épris de réforme, il vote librement, et, lorsque l'ordre public est menacé, la République en danger, il vote courageusement.

Pour conserver à la deuxième circonscription un député digne d'elle,

Votez, faites voter massivement pour

JEAN POUDEVIGNE

Docteur en droit
Diplômé de l'Ecole des sciences politiques
Député sortant
Membre de la Commission des finances
Vice-président du groupe Progrès et démocratie moderne
Conseiller général
Maire de Domazan

Remplaçant éventuel :

JOSEPH CARTIER

Conseiller général
Président du Syndicat départemental des transporteurs routiers

---

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Alès-Est, Barjac, Bessèges, Genolhac, la Grand-Combe, Lussan, Pont-Saint-Esprit, Saint-Ambroix.

M. Roger ROUCAUTE

(Candidat du Parti communiste français)
élu le 30 juin 1968
(C.)

1re CIRCULAIRE

Chers concitoyens,

Devant un mouvement d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelles qui a soulevé toutes les couches laborieuses de la Nation, le Président de la République a été contraint de donner la parole au peuple.

Vous êtes appelés, le 23 juin, à élire votre député.

Travailleurs manuels et intellectuels, étudiants, enseignants, paysans, sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué pendant dix ans une politique contraire à leurs intérêts, à l'intérêt national.

Cette politique multiplie les profits du grand capital. Elle réduit la consommation populaire, développe le chômage, alourdit le poids de la fiscalité pour la population laborieuse. Elle accule à la ruine des milliers de petits et moyens paysans, artisans et commerçants. Elle accumule un retard lamentable en matière d'équipement social, culturel et sportif (logements, hôpitaux, théâtres, maisons de jeunes, stades, etc.). Elle sacrifie l'avenir de la jeunesse en refusant d'adapter l'école et l'université aux nécessités de notre temps.

Il est vrai qu'ayant dénoncé cette politique néfaste, depuis son début, le Parti communiste est devenu l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste.

Voilà pourquoi, afin de sauver du naufrage leur régime de pouvoir personnel, de Gaulle et Pompidou cherchent à faire peur en agitant le prétendu danger communiste.

Mais le choix n'est pas entre le gaullisme et le communisme, il est entre la dictature et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes dont le Parti communiste est partie intégrante.

Electrices, électeurs,

Alors que s'exprime avec force la volonté populaire d'en finir avec le pouvoir gaulliste, le Parti communiste soumet aux électeurs son

Programme social et démocratique avancé

Ce programme garantit les libertés publiques et fonde la stabilité du Gouvernement sur l'entente des partis démocratiques et le soutien actif des masses populaires.

Dans l'ordre économique

Il fonde l'expansion sur :

— la nationalisation des grands monopoles ;
— la gestion démocratique des entreprises nationales ;
— la réduction des dépenses improductives (force de frappe) ;
— une réforme démocratique de la fiscalité ;
— la mise en valeur de toutes les ressources du pays selon un plan démocratique de développement.

Dans l'ordre social

Il met l'accent sur :

— l'augmentation des salaires, traitements, retraites et pensions ;
— la garantie des ressources et la réduction du temps de travail ;
— l'abrogation des ordonnances frappant la sécurité sociale ;
— une juste rémunération du travail paysan ;
— la réforme démocratique de l'enseignement dans le respect de la laïcité ;
— les problèmes du logement, de la santé publique.

Dans l'ordre international

Il préconise une politique cohérente de paix, d'indépendance nationale, de solidarité avec les peuples opprimés ou récemment libérés, de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement.

Le Parti communiste réclame la cessation inconditionnelle des bombardements américains sur la République démocratique du Viet-Nam et un règlement politique du conflit assurant au peuple vietnamien le droit de déterminer son sort dans l'indépendance.

En votant pour les candidats communistes vous vous prononcerez sans équivoque pour substituer au pouvoir gaulliste un gouvernement populaire et d'union démocratique s'appuyant sur la volonté du peuple et dans lequel les communistes auront la place qui leur revient.

— Pour renforcer l'union des forces ouvrières et démocratiques dont les communistes sont les meilleurs artisans !
— Pour faire échec au gaullisme !
— Pour une politique de progrès social, de démocratie, d'indépendance nationale, de paix et de grandeur nationale !

Votez massivement dès le premier tour pour

Roger ROUCAUTE

Député sortant — Maire d'Alès
Combattant volontaire de la Résistance — Croix de guerre 1939-1945
Chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire
Candidat du Parti communiste français

Remplaçant éventuel :

Jean DELPUECH

Ancien mineur
Maire des Salles-du-Gardon
Conseiller général du canton de La Grand-Combe

2e CIRCULAIRE

Chers compatriotes,

Nous remercions les 22.492 électrices et électeurs gardois de la troisième circonscription, qui, au premier tour de scrutin, ont fait confiance à

Roger ROUCAUTE
Député sortant — Maire d'Alès

et à son remplaçant éventuel :

Jean DELPUECH

plaçant ainsi les candidats du Parti communiste français largement en tête de tous les candidats.

Dans notre circonscription, les candidats des Forces démocratiques de gauche totalisent 29.610 voix (Parti communiste : 22.492 + Fédération de la gauche : 4.812 + Parti socialiste unifié : 2.306), soit plus de 55 % des suffrages exprimés.

D'autres électeurs opposés à la politique économique et sociale du pouvoir gaulliste, mais impressionnés par le chantage et désorientés parce qu'ils ne voyaient pas

clairement une autre issue, se sont abstenus ou ont porté leurs suffrages sur le candidat centriste.

Désigné par le suffrage universel dans cette circonscription Roger Roucaute devient pour le second tour de scrutin le candidat unique des forces de gauche et démocratiques, le candidat de la traditionnelle discipline républicaine sur le nom duquel doit s'effectuer le rassemblement des républicains et des démocrates pour barrer la route au candidat de la réaction et du pouvoir personnel.

Républicains et démocrates !

Dimanche dernier, vous avez rendu un premier verdict, dimanche prochain, unis vous le confirmerez.

En application des accords conclus entre les formations politiques de gauche, pour le deuxième tour de scrutin, la Fédération de la gauche démocrate et socialiste et le Parti socialiste unifié (P.S.U.), ont décidé de retirer leurs candidats Henri Toureille et le docteur J.-J. Meynard, en faveur du candidat de la gauche le mieux placé au premier tour par le suffrage universel.

— Pour assurer le succès du candidat unique de la gauche au deuxième tour de scrutin !
— Pour barrer la route au candidat réactionnaire gaulliste !
— Pour la défense de vos intérêts véritables !

Tous aux urnes ! Pas d'abstention !

Votez pour

Roger ROUCAUTE
Député sortant — Maire d'Alès — Chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire

Remplaçant éventuel :

Jean DELPUECH
Maire des Salles-du-Gardon
Conseiller général de La Grand-Combe

Vive l'union des forces ouvrières et démocratiques !
Vive l'union de la gauche !
Vive le Gard républicain !

Le Comité électoral.

Abstentionnistes du premier tour !

Le 30 juin, contribuez à barrer la route au candidat du pouvoir personnel et de la réaction, en réélisant un député actif, dynamique, véritable élu du peuple au service du peuple, à l'activité et à la compétence duquel toute la population gardoise se plaît à rendre un juste hommage.

L'intérêt de la lutte engagée sur le plan national, pour le progrès social, la démocratie et la paix, l'exige.

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Alès-Ouest, Alzon, Anduze, Lasalle, Lédignan, Quissac, Saint-André-de-Valborgne, Saint-Hippolyte-du-Fort, Saint-Jean-du-Gard, Sauve, Sumène, Trèves, Valleraugue, Vézénobres, le Vigan.

M. Pierre JALU

(Candidat d'Union pour la Défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Les événements de ces derniers temps ont mis en évidence, sans contestation possible, un certain nombre de points :

— *La F.G.D.S.* est un leurre pour les électeurs de bonne foi, susceptibles de lui apporter leurs suffrages.

Je m'explique : il est certain que si demain la violence et l'anarchie triomphaient, ce serait en fait l'aboutissement de la volonté avouée du Parti communiste et son emprise irréversible sur tous ceux qui le servent aveuglément, par intérêt, par couardise, par abandon de toute personnalité...

Le Parti communiste est un parti totalitaire : il l'a prouvé maintes fois, et récemment encore. La gauche, sans lui, est inexistante, sans efficacité, et c'est là le danger...

L'élan anticommuniste est donné. Tous les Français conscients de leurs responsabilités voudront le maintenir, pour que la France garde la place qui est la sienne, pour qu'elle reste libre !

— *Les Français ne sont pas communistes,* et les manifestations du 30 mai à Paris, dans les grandes villes de France, dans notre département ont réduit à néant les prétentions du régime totalitaire !

La France ne veut pas du communisme !

— La mainmise du P.C. sur un certain syndicalisme a été démontrée, une fois de plus, lors des récents événements. Le Parti communiste désavoue aujourd'hui ceux qu'il avait approuvés hier, et son monolithisme est ébranlé par des éléments extrémistes, « incontrôlables », de son propre aveu !

— Ceux qui ont semé le désordre ont démontré à cette occasion leur incapacité. A aucun moment, ils n'ont été en mesure de contrôler l'anarchie qui a succédé, par un processus parfaitement explicable, à leur action révolutionnaire, et qui les a complètement dépassés !

— Mais la preuve a été donnée que seule l'union des Français autour du général de Gaulle pouvait faire face au communisme et à l'anarchie.

Le 30 mai, après l'appel du Chef de l'Etat, les rues et places de France ont retrouvé le calme. La violence, l'arme unique d'une minorité dangereusement ambitieuse, a marqué un net recul.

La France veut la paix, dans le respect des institutions !

Il faut continuer !

Amis électeurs, croyez-vous que les déchaînements de violence, voulus et organisés par des hommes politiques sans scrupules, soient favorables à votre intérêt particulier, à celui de notre économie nationale, à celui de la paix !

Dans un pays ruiné, qui pourrait faire le bonheur de qui ?

La France, qui vit dans la paix grâce à la politique étrangère du général de Gaulle et de son Gouvernement, est consciente de la profondeur du gouffre où elle a failli sombrer !

Votre devoir est de voter !

Tout bulletin perdu, toute abstention, c'est une voix communiste en plus !

Vous le savez, les accords contre nature, passés par les diverses oppositions entre elles, sont négatifs : voter pour l'un de leurs candidats, c'est voter communiste !

Le vote de confiance que vous accorderez aux candidats de l'U.D.R. est seul garant de l'avenir, de la stabilité, du progrès, de la paix civile et de l'ordre général.

En votant « U.D.R. » vous signerez un contrat avec moi.

Et ce contrat, je m'engage à le remplir.

Votez

PIERRE JALU
Officier de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

PIERRE CAMBON

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Merci de votre confiance. Merci de votre soutien. Mais le combat n'est pas terminé.

C'est votre vote de dimanche qui confirmera la volonté nationale d'ordre et de liberté.

Ainsi que le disaient les leaders des oppositions, diverses autant que désunies, le peuple a choisi...

Il faut, dimanche, que votre voix s'ajoute à celle de la majorité des Français. La raison ne veut pas d'autre choix.

Tous ceux qui, périodiquement, se gargarisent des mots « Démocratie et République », ne peuvent aujourd'hui nier une évidence aussi éclatante :

La France n'est pas communiste !

La volonté d'élargissement de la majorité permet une coopération accrue et il est regrettable que certains dirigeants de partis démocrates, républicains ou socialistes, aient conclu des marchés de dupes, sans consultation de leurs bases et en dépit de certains avis autorisés.

Au lendemain d'un scrutin triomphal pour l'U.D.R., il est prévisible que les sordides arrangements resteront stériles.

Le dernier mot restera à votre bulletin de dimanche... le dernier mot restera à la sagesse !

Car il faut renforcer le barrage anticommuniste !

Notre circonscription a enfin la chance de pouvoir être représentée par des hommes libres, dont les attaches sûres et loyales avec la majorité sont une garantie d'efficacité. Sachez saisir votre chance : notre avenir, la survie de notre région dépendent de l'engagement d'un dialogue, ardent et constructif, avec les ministères de tutelle !

Représentés par un membre de l'opposition, sectaire et isolé comme le sont tous les élus communistes quel serait votre espoir ?

Car il n'y a pas d'autre solution efficace pour notre région qu'une action soutenue au sein d'une majorité, puissante et agissante, mise au fait de tous nos problèmes.

Vous ne pouvez l'ignorer. C'est pourquoi j'ai confiance en votre décision.

La France a choisi la stabilité, la sécurité, l'expansion et la paix ! La quatrième circonscription doit s'intégrer au vaste mouvement vers l'avenir que ce choix a décidé !

Ces élections sont des élections politiques. De votre choix découleront les orientations futures : c'est de vous, de vous seuls que dépend votre avenir !

***

Elu à la tête de votre circonscription, je ne briguerai aucun autre mandat et n'aurai d'autre objectif que la promotion de ses 123 communes. C'est une tâche suffisante, étant donné les énormes besoins, pour un représentant sérieux, fidèle à ses engagements et soucieux de tous les intérêts, collectifs ou particuliers.

Je refuse d'être l'homme d'un clan ou d'un canton ! Je serai l'élu, le défenseur de tous et de chacun.

Electrices, électeurs,

Votez utile ! Ne vous retranchez pas volontairement d'une majorité dont la politique conditionnera toute votre vie, mais faites lui confiance ! Votez pour être valablement représentés par des hommes efficaces, conscients de vos besoins et s'engageant à vous défendre.

Pour l'expansion générale,
Pour la paix et la stabilité,
Pour la défense de tous vos intérêts,

Votez Pierre JALU

Pierre JALU

Né le 21 janvier 1918 à Alès
Chargé d'études pour l'aménagement du Territoire
Officier de la Légion d'honneur
Médaille militaire
Médaille de la Résistance
Croix de guerre avec palmes « Etoile de Vermeil »
Médaille des évadés
Médaille des déportés-résistants
Médaille des combattants volontaires de la guerre 39-40
Médaille des blessés
Médaille des prisonniers de guerre
Médaille F.F.L.
Médaille U.C.S. - C.V.R.
King Medal of Courage - Freedom (Anglaise)

Remplaçant éventuel :

Pierre CAMBON

Toute abstention est une voix donnée aux communistes !
Ne vous abstenez pas, vous laisseriez à d'autres le choix de votre destin !

GARONNE (HAUTE-)

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Fronton, Toulouse-Nord, Villemur-surTarn.

M. Alexandre SANGUINETTI

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Citoyenne, citoyen,

Le drame national qui vient de nous mener au bord de la guerre civile, a conduit le Président de la République, Charles de Gaulle, élu incontestable et légitime du peuple, à dissoudre l'Assemblée Nationale et à décider de nouvelles élections législatives.

Je me présente à vos suffrages, à sa demande et en son nom, après avoir servi la Nation dans tant de postes de l'Etat depuis tant d'années, parce que la lutte est difficile et les conséquences graves pour l'avenir du pays.

Je suis aidé dans ma tâche par mon ami Antoine Osète, porte-drapeau du gaullisme par deux fois dans cette circonscription.

Nous avons à réparer bien des erreurs et des fautes héritées des hommes que nous avons remplacés voici dix ans. Ils prétendent aujourd'hui nous succéder, sans pouvoir présenter la moindre espérance d'un authentique gouvernement démocratique puisqu'ils ne peuvent triompher qu'avec l'appui décisif du communisme totalitaire.

Il vous appartient de choisir entre :

— *Le renouveau national* engagé depuis dix ans par les voies démocratiques et combattu sans relâche par ceux-là même qui prétendent aux réformes qu'ils n'ont jamais accomplies, et

— *La destruction* de notre société et de notre civilisation ramenées par le totalitarisme au niveau des pays sous-développés et dont les émeutes dans la rue autour des drapeaux rouges et noirs sont le signe avant-coureur.

Pour Toulouse, pour la région Midi-Pyrénées,
Pour la France, pour la République,

Votez Union pour la défense de la République.

Alexandre SANGUINETTI
Ancien Ministre
Chvalier de la Légion d'honneur à titre militaire
Médaille militaire

Croix de guerre
Deux fois cité à l'Ordre de l'Armée
Officier du Mérite
Grand mutilé

Remplaçant éventuel :

ANTOINE OSÈTE

Ex-Maire-adjoint de Toulouse
Conseiller prud'homme
Administrateur de la Sécurité sociale
Président du Centre culturel de Judo
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes académiques
Médaillé de la Jeunesse et des Sports

2° *CIRCULAIRE*

Citoyenne, citoyen,

Grâce à vos votes libres et conscients, un coin vient d'être enfoncé dans la Fédération qui paie ainsi ses complaisances et sa complicité envers le parti communiste et son esprit totalitaire.

La Fédération compte encore sur le communisme et ses voix pour l'emporter au deuxième tour.

Vous l'en empêcherez.

Tous ceux d'entre vous qui, au premier tour, ont choisi suivant leurs préférences et leurs convictions, doivent maintenant éliminer le représentant de la Fédération qui ne peut rien apporter à votre ville et à votre région. Il ne peut espérer triompher que par le communisme et, en fin de compte, pour lui.

Son succès serait votre défaite.

Rejoignez le grand mouvement qui anime la Nation et vous garantit les réformes et le renouveau dans l'ordre contre l'aventure et la révolution.

Votez au second tour pour l'Union pour la défense de la République.

Vous assurerez votre avenir et celui de la France.

ALEXANDRE SANGUINETTI

Ancien ministre
Chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire
Médaille militaire
Croix de guerre
Deux fois cité à l'Ordre de l'Armée
Officier du Mérite
Grand mutilé

Remplaçant éventuel :

ANTOINE OSÈTE

Ex-Maire-adjoint de Toulouse
Conseiller prud'homme
Administrateur de la Sécurité sociale
Président du Centre culturel de Judo
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes académiques
Médaillé de la Jeunesse et des Sports

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Montastruc-la-Conseillère, Toulouse-Centre, Verfeil.

M. Pierre BAUDIS

(Candidat républicain indépendant de progrès
Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(app. R.I.)

1re CIRCULAIRE

Cette consultation électorale est décisive.

Le destin du pays, la sauvegarde de nos libertés et de nos institutions dépendent, le 23 juin, de votre vote.
L'exceptionnelle gravité des événements que nous venons de vivre nous dicte notre devoir. L'heure n'est plus aux querelles de personnes ou aux habiletés électorales.

Notre choix est clair.

Avec vous, je dis non à ce que nous avons vu :

— la rue livrée à l'émeute,
— le drapeau noir de l'anarchie mêlé au drapeau rouge,
— le drapeau tricolore piétiné,
— la souillure de la tombe du Soldat inconnu, insulte à nos morts et à nos combattants.

Dans le malheur de la France, Mitterrand, symbole et bénéficiaire des crises ministérielles de la IVe République, Mitterrand était là. Vous l'avez vu, vous l'avez entendu, partageant les dépouilles, répartissant les ministères et livrant la Nation au communisme totalitaire. A cela aussi, avec vous, je dis non.

Nous disons oui à l'irrésistible sursaut national

qu'a provoqué l'appel du Président de la République. En écoutant ce jour-là le général de Gaulle, alors que tout paraissait perdu, nous avons senti que l'espoir désormais était permis.
Le regroupement des Français, garant d'une majorité élargie capable de réaliser une vraie réforme de l'entreprise, de l'école et de l'université, de promouvoir le progrès économique assurant le bien-être social et procurant à tous — et spécialement aux jeunes — le plein emploi.

C'est dans le même élan national que pourront enfin être résolus tant de problèmes angoissants :

— Celui des logements sociaux pour les plus défavorisés et les jeunes foyers.
— Celui d'une politique financière qui ne compromette pas par l'inflation et la hausse des prix le bénéfice des augmentations de salaires et les avantages sociaux qui viennent d'être acquis.
— Celui de l'indemnisation équitable des rapatriés spoliés, œuvre de solidarité nationale et de l'amnistie, œuvre de réconciliation.

Grâce à vos suffrages, je serai le défenseur de tous.

Ce programme, vous savez qu'il a toujours été le mien. Vous savez aussi que depuis plus de dix ans j'ai eu constamment le désir d'aider, sans distinction d'opinion ou de parti, tous ceux qui s'adressaient à moi.

Je considère en effet qu'un élu doit vivre au milieu de ses administrés, être connu d'eux, connaître lui-même leurs problèmes, essayer de les résoudre avec eux et d'être leur défenseur.

Ne dispersez pas vos voix.

Des candidats sans aucune investiture officielle et sans espoir cherchent à égarer les votes des électeurs soucieux de faire un barrage efficace au communiste et à ses alliés, notamment le candidat se qualifiant Ve République qui est désavoué par les hommes qui, comme moi, se sont regroupés dans « l'Union pour la défense de la République ».

Votez .efficace

car l'enjeu de ces élections est grave. J'ai la conviction que dès le premier tour, par un vote massif, vous manifesterez votre détermination.

Vous direz :

Non au communisme totalitaire et à ses alliés,
Non à l'aventure, non à l'anarchie,
Non à Mitterrand et à ses amis.

Oui au progrès dans l'ordre,
Oui à une majorité élargie,
Oui à l'Union pour la défense de la République.

Votez

Pierre BAUDIS

Premier Maire-adjoint de Toulouse
Conseiller général de Toulouse-centre
Député de la Haute-Garonne (1958-1967)
Docteur en Droit — Administrateur civil
Diplômé de l'Ecole des sciences politiques
Officier de réserve « Rhin et Danube »

Remplaçant éventuel :

Marcel CAVAILLÉ

Maire-adjoint de Toulouse
Ingénieur E.D.F.

2e CIRCULAIRE

Au premier tour vous avez choisi

sur sept candidats de toutes nuances, vous m'avez placé très largement en tête, m'accordant votre confiance par *40 % des suffrages*, qui sont le témoignage d'une confiance dont je vous remercie du fond du cœur.

J'exprime ma reconnaissance aux 19.931 électeurs connus et inconnus qui ont compris l'importance décisive de ce scrutin au moment où notre pays vit des heures dramatiques.

Je m'adresse particulièrement à ceux qui vont rejoindre, sous mon nom, ce grand élan de solidarité nationale.

A l'appel du général de Gaulle, le 30 mai, alors que tout paraissait sombrer dans l'anarchie, nous avons senti que l'espoir désormais était permis.

— Le destin de la France,
— La sauvegarde de nos libertés,
— Le coup d'arrêt à la dépréciation du franc,

dépendent du bulletin de vote que vous déposerez le 30 juin dans l'urne.

Au second tour, vous confirmerez votre choix

Face à l'homme de Mitterrand, en désaccord complet avec le Parti communiste sur les problèmes essentiels : Europe, indemnisation des rapatriés, nationalisations... mais qui ne s'allie à lui que le jour du scrutin, entre 8 heures et 19 heures, pour piper vos suffrages.

Face à des hommes unis pour détruire sous le signe du drapeau noir de l'anarchie, mêlé au drapeau rouge, mais incapables de construire ensemble,

Votre choix est clair :

Il se portera sur le candidat désigné par l'Union pour la défense de la République qui regroupe des hommes de bonne volonté, venus d'horizons divers.

Sous le signe de cette large union, en raison des heures dramatiques vécues par le pays, je prends mes responsabilités en votre nom, pour assurer la sauvegarde de vos libertés et pour promouvoir le progrès dans l'ordre.

C'est par le regroupement des Français, garants d'une majorité parlementaire nouvelle et élargie, symbole de la volonté de renouveau, issue des profondeurs de la Nation que, dans un grand sursaut national, pourront être résolus tant de problèmes angoissants et urgents :

— celui d'une politique financière qui ne compromette pas, par l'inflation et la hausse des prix, le bénéfice des augmentations de salaires et des avantages sociaux qui viennent d'être acquis;

— celui de la construction accrue des logements sociaux pour les défavorisés et les jeunes foyers ainsi que leur attribution suivant les principes de l'équité et non du favoritisme d'un clan politique;

— celui de l'indemnisation des rapatriés spoliés, œuvre de solidarité nationale, et de l'amnistie, œuvre de réconciliation;

— celui de la défense de l'exploitant agricole qui risque d'être sacrifié en raison de la vente de ses produits aux tarifs du marché européen, alors que tous ses achats seront effectués sous le coup de la hausse des prix français;

— celui du sort misérable des personnes âgées aux revenus fixes dans une économie sous menace d'inflation et qui n'ont pas de syndicat pour les défendre et ne descendent pas dans la rue pour y dresser des barricades.

Par l'action et le développement du Bureau d'aide sociale, dont j'ai la responsabilité et qui est devenu dans ce domaine un organisme pilote en France, je m'attacherai à soulager les infortunés.

Grâce à vos suffrages, je serai le défenseur de tous.

Je considère en effet qu'un élu doit vivre au milieu de ses administrés, être connu d'eux, connaître lui-même leurs problèmes, essayer de les résoudre avec eux, et d'être

leur défenseur. Vous savez que depuis plus de dix ans, j'ai constamment aidé, sans distinction d'opinion ou de parti, tous ceux qui s'adressaient à moi.

Sous le signe de l'union, rassemblez vos suffrages.

A vous toutes, à vous tous, qui pouvez me juger depuis 1958 sur mes actes, j'adresse un pressant appel pour que le 30 juin votre vote massif manifeste votre condamnation sans appel de Mitterrand et de ses alliés communistes et assure à la France, par une majorité nouvelle et élargie,

Le progrès dans l'ordre,
La sauvegarde de vos libertés,
par l'Union pour la défense de la République.

Votez

PIERRE BAUDIS

Premier Maire-adjoint de Toulouse
Conseiller général de Toulouse-centre
Député de la Haute-Garonne (1958-1967)
Docteur en Droit — Administrateur civil
Diplômé de l'Ecole des sciences politiques
Officier de réserve « Rhin et Danube »

Remplaçant éventuel :

MARCEL CAVAILLÉ

Maire-adjoint de Toulouse
Ingénieur E.D.F.

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Caraman, Lanta, Revel, Toulouse-Sud.

M. Jacques MORON

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens,

Il y a vingt-quatre ans, presque jour pour jour, je laissais là mes études, pour partir à la reconquête de ma liberté et de la vôtre, au maquis d'abord, à la première armée ensuite. J'avais 18 ans. Aujourd'hui, du même élan, je suis prêt à répondre à l'appel du général de Gaulle pour le triomphe de la *justice sociale* sur la démagogie. J'y sacrifie une situation sociale enviable, acquise à force d'honnêteté, de loyauté et de travail. Je me mets au service de mon pays.

Le général de Gaulle a tracé le dessin minutieux des *réformes démocratiques dans l'ordre et la liberté.*

Je prends l'engagement d'agir de toute mon énergie pour aider au développement de la mutation sociale qui nous est imposée par l'entrée de la France dans l'âge moderne.

J'insisterai personnellement sur les points suivants :

1. *Dégagements d'emplois :*

a) en favorisant le travail à mi-temps de la femme;
b) interdiction des cumuls de salaire;
c) avancement de la retraite à 60 ans.

2. *Rapatriés :* indemnisation et amnistie.

3. *T.V.A. :* réadaptation.

4. *Education nationale :*

a) transformation des facultés en écoles supérieures;
b) création de nombreuses écoles techniques supérieures.

5. *S.M.A.G.* assuré à tous les membres des familles agricoles travaillant dans l'entreprise familiale.

De toute manière, j'instituerai une *discussion permanente à la base* avec tous mes électeurs et leur rendrai compte de mon travail par un bulletin individuel à la fin de chaque session parlementaire.
Pour une République sociale, libre, votez pour un homme nouveau.

Votez

Docteur JACQUES MORON
Père de 5 enfants

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs, chers amis,

Je remercie tout d'abord les électeurs qui ont bien voulu massivement faire confiance à l'homme nouveau que je suis et me porter ainsi au premier rang des candidats de la troisième circonscription.

Vous vous êtes prononcés :

— pour *l'ordre* contre l'anarchie et les gestions partisanes;
— pour des *réformes justes* contre le bouleversement de votre vie.

Mais le *combat n'est pas terminé,* ce n'est qu'à l'issue du deuxième tour de scrutin que sera désigné votre représentant pour les quatre années à venir.
Que va-t-il se passer ?
Selon toute vraisemblance, une large majorité U.D.R. rassemblée autour du général de Gaulle va siéger à l'Assemblée Nationale. Voulez-vous qu'au sein de cette majorité vous ne soyez pas représentés en restant par là même les éternels opposants qui ne participent que par des votes négatifs à l'élaboration de leur destin.

Quelles sont avec nous les perspectives des années à venir ?

— le *développement économique* de la région Midi-Pyrénées où doit cesser le scandale du sous-emploi et où doivent s'implanter impérativement des industries nouvelles qui permettront aux jeunes travailleurs, chaque année plus nombreux, d'assurer leur avenir ;

— c'est ainsi par exemple que l'on doit assurer d'une façon impérative *le plan de charge* des Industries aéronautiques toulousaines et notamment en ce qui concerne Sud-Aviation l'aboutissement du projet Concorde et surtout celui de l'Airbus pour lequel lutte énergiquement le Gouvernement de la Ve République ;

— l'*électronique* avec ses implantations récentes ouvre à tous et en particulier aux femmes un débouché à la mesure de leurs désirs ;

— le *développement de l'agriculture* reste une des préoccupations constantes du Gouvernement et il est indispensable que dans notre région les nécessités économiques des travailleurs de la terre puissent être défendues et soutenues au sein de la majorité. Le marché commun agricole pour lequel le général de Gaulle a lutté avec toute l'énergie que nous lui connaissons, ouvre aux agriculteurs des perspectives immenses et leur permettra de moderniser leur équipement afin de pouvoir assumer la défense de leur exploitation face à la concurrence redoutable de nos partenaires européens;

— *la réforme de l'université* au sujet de laquelle le Président de la République et le Premier Ministre ont pris des engagements formels, figure au premier chef de notre programme. Elle devra se faire dans l'ordre, mais avec la certitude que les désirs de chacun seront équitablement examinés. Il est indispensable en effet que parallèlement aux efforts matériels réalisés, tels que :

— la création de l'ensemble scientifique de Rangueil,
— du centre aérospatial,
— du complexe hospitalo-universitaire, se produise une mutation de l'esprit universitaire afin que soient valablement utilisées les capacités de chacun;

Il est certain que dans ce contexte de développement industriel, agricole et universitaire, les commerçants et artisans trouveront de justes débouchés à leurs activités et à leurs qualités professionnelles.

Pour ce vaste programme, dont la réalisation exigera bien des efforts, il n'est pas possible d'envisager l'élection d'un candidat de l'opposition.

Cette opposition qui :

— par l'absence d'un programme commun,
— par l'absence d'un leader indiscuté,
— par l'absence de solution de rechange,

a cru, grâce au désordre de la rue, réussir enfin à se saisir du pouvoir au mépris de tous les principes démocratiques.

Pour cela, je vous propose, que tous ensemble, nous fassions de notre circonscription une *circonscription pilote* grâce à un contact étroit entre nous et à un dialogue permanent.

Nous allons tous travailler ensemble au cours de réunions régulières où tous seront conviés, qu'il s'agisse :

— d'individus,
— de groupements de quartiers,
— d'associations,
— d'organismes professionnels,

et où chacun ayant à réfléchir et à s'exprimer sur le devenir de notre circonscription participera enfin aux décisions qui nous concernent tous.

Le programme que je vous propose est ambitieux mais exaltant pour que tous ensemble nous puissions le réaliser,

Vous voterez

Docteur Jacques MORON
Père de 5 enfants

Remplaçant éventuel :

Philippe de BOUSSAC
Directeur commercial

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Cadours, Grenade-sur-Garonne, Léguevin, Toulouse-Ouest.

M. Jean DARDÉ

(Candidat de la F.G.D.S. - S.F.I.O.)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Il y a un an, nous sollicitions vos suffrages en nous appuyant sur un programme que nous estimions rapidement réalisable.

Nous opposant au pouvoir personnel, nous nous prononcions pour une société de citoyens libres, pour une démocratie authentique.

Nous avions pris l'engagement de promouvoir et de défendre

Une politique de progrès

Reconnaissant à tout citoyen les droits économiques et sociaux sans lesquels il est absolument vain de parler d'égalité et de fraternité;
Permettant aux rapatriés de voir leurs craintes se dissiper et leurs problèmes trouver une solution;
Garantissant aux personnes âgées une vieillesse heureuse;
Se prononçant pour la promotion de la femme;
Apportant à la jeunesse l'égalité des chances dans la vie;
Adaptant l'industrie et l'agriculture aux besoins et techniques modernes;
Assurant la paix dans le monde.

Par plus de 35.000 voix vous avez répondu à notre appel ;

Vous nous avez fait confiance.

Malheureusement, il n'en a pas été de même dans l'ensemble du pays et le Pouvoir a pu, une nouvelle fois, s'appuyer sur une majorité docile, ce qui nous a conduits à la crise de ces dernières semaines.

Toutefois, notre opposition n'a pas été stérile, comme certains le prétendent.

Elle commence à porter ses fruits.

Les récents événements, résultat de dix années d'une politique de prestige et de grandeur, qui a ruiné l'économie du pays, ont fait la preuve du profond mécontentement de l'ensemble des Français, depuis l'étudiant jusqu'au retraité.

600.000 étudiants en révolte,

10.000.000 de travailleurs en grève

nous ont convaincus que nous avions raison et que nous devons persévérer.

Leurs aspirations sont notre programme, c'est celui que nous vous avions présenté et qui reste plus que jamais celui que nous défendons.

Ceux qui se réclament du régime actuel essaient de faire de vous des dupes.

En effet, *dix années de stagnation* ne s'expliquent que par leur volonté bien arrêtée de continuer, comme par le passé, une politique de profit qui ne peut que les servir.

Ils ont eu le temps, ils avaient les moyens, d'opérer les transformations nécessaires, de mettre en place les structures qu'imposait la mutation prévisible de notre société.

Devant la colère de la France, ils viennent de temporiser. Ils essaient d'asseoir leur position afin de mieux faire prévaloir leurs conceptions périmées.

Le bilan de ce régime est facile à faire.

Il conduira tous ceux qui furent trompés hier et ceux qui hésitent encore aujourd'hui, à suivre l'exemple des électeurs qui nous ont fait confiance, évitant ainsi au pays de recourir à des solutions extrêmes qui pourraient être amèrement regrettées.

L'heure est proche où nos efforts, nos luttes inlassables, souvent méconnues, trouveront leur récompense dans le soutien massif de tous ceux qui savent ou qui ont compris où se trouvent le salut et l'avenir du pays.

Donner une majorité aux députés F.G.D.S., c'est réaliser vos espoirs par la mise en place de structures nouvelles, tant économiques et sociales que politiques et administratives, première étape vers l'édification d'une démocratie socialiste, véritable émanation du peuple.

Plus que jamais, électrices et électeurs de la quatrième circonscription, vous qui avez en toutes circonstances prouvé votre civisme et vos sentiments républicains et démocrates,

Il est de votre devoir de nous confirmer votre confiance.

JEAN DARDÉ
Maire de Cugnaux
Député sortant

Remplaçant éventuel :

ALEX RAYMOND
Maire de Colomiers
Conseiller général de Toulouse-Ouest

2

2e CIRCULAIRE

Chères Electrices, chers électeurs,

La quatrième circonscription qui reste :

— *Fidèle* à elle-même ;

— *Fidèle* à ceux qui ont su perpétuer les principes républicains prônés et appliqués par ce grand démocrate qu'était Eugène Montel ;

— *Fidèle* à cet idéal parce qu'elle en reconnaît les vertus de sagesse, de raison et de stabilité

a tenu, dès le premier tour, à nous renouveler sa confiance.

Nous n'avons cessé, mon ami Alex Raymond et moi-même — et ce au prix de mille difficultés tant administratives que matérielles — de tout mettre en œuvre afin de promouvoir l'expansion économique et sociale de notre belle circonscription qui peut, sans prétention, se dire à la pointe du progrès dans notre région.

Nous restons conscients du travail qui reste à accomplir dans tous les domaines et nous sommes fermement décidés à poursuivre notre effort, mais pour cela nous avons besoin de votre soutien total.

Nous savons d'ores et déjà qu'il nous est acquis, car cette tâche est l'œuvre de tous.

Cette volonté qui s'est affirmée depuis de nombreuses années, de génération en génération, aura demain sa confirmation dans les cantons de Cadours, Grenade, Léguevin et Toulouse-Ouest, traditionnellement et foncièrement démocrates.

Sans passion, comme en mars 1967, vous aurez à cœur d'apporter votre appui massif à ceux qui n'ont pas trahi votre confiance.

Electrices, électeurs !

Le 30 juin 1968, vous voterez et ferez voter pour :

JEAN DARDÉ
Maire de Cugnaux
Député sortant

Remplaçant éventuel :

ALEX RAYMOND
Maire de Colomiers
Conseiller général de Toulouse-Ouest

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Auterive, Carbonne, Castanet-Tolosan, Cazères, Cintegabelle, le Fousseret, Montesquieu-Volvestre, Montgiscard, Muret, Nailloux, Rieumes, Rieux, Saint-Lys, Villefranche-de-Lauragais.

M. Jacques DOUZANS

élu le 30 juin 1968

(app. P.D.M.)

1re CIRCULAIRE

Mes chers compatriotes de la circonscription Muret-Lauragais,

Les barricades ont disparu, les rues du quartin Latin ont été repavées, les violences ont cessé provisoirement, la grève générale a pris fin, mais les drapeaux rouges de la révolution maoïste, et noirs de l'anarchie, flottent encore en plein cœur de Paris, sur la plus vieille université française, la Sorbonne.

Personne n'a d'illusion à se faire quant à l'avenir.

Tout permet de penser que nous assistons aux premières manifestations en France de la révolution maoïste, qui dans une étape initiale se concrétise, qu'on le veuille ou non, par un conflit de générations. Anxieux de leur avenir, relativement indifférents aux perspectives que pourrait leur offrir une société de consommation entièrement basée sur le matérialisme, les jeunes, étudiants plutôt qu'ouvriers, contestent la civilisation industrielle et le confort moderne, dont les plus de trente ans croyaient déjà pouvoir s'enorgueillir ! Ils s'opposent évidemment au système capitaliste, mais ils contestent également la société politique en englobant dans une même réprobation la « caste » qui existe dans tous les partis politiques sans distinction.

Quand je dénonçais au mois de novembre 1967 dans une circulaire rédigée à l'occasion des élections cantonales, le « mandarinat » qui s'exerçait dans certain parti politique dont le secrétaire général est en place depuis vingt ans, je ne pensais pas que six mois plus tard, les barricades de mai 1968 qui marquent, en effet, la faillite des appareils politiques de tous bords, coupés de leur jeunesse, m'auraient si vite donné raison.

La Chambre des députés apparaît à tous ces jeunes comme un décor anachronique dépourvu de toute signification. Nous sommes entrés dans le cycle d'une révolution morale et psychologique permanente, d'un désir constant de critique et d'autocritique, d'un souci de modifier totalement les mentalités et de bouleverser les hiérarchies existantes, tout cela sous le signe de la démocratie directe.

Qu'on le veuille ou non, et que ce soit dans l'industrie, dans le commerce, dans l'administration, dans l'Université, etc., ce sont les positions acquises et les gens en place qui sont visés. Autonomie, décentralisation, cogestion, autogestion, telle est la terminologie du jour, qui sape les anciennes valeurs traditionnelles dans lesquelles se moulaient jusqu'à présent les sociétés bourgeoises.

En présence d'un traumatisme aussi exceptionnel qui atteint jusqu'aux fibres mêmes de notre patriotisme, qui remet en cause l'image même que nous nous faisions de la France depuis notre passage sur les bancs de l'école ou du lycée, chacun se sent dépassé et s'interroge.

La classe paysanne, admirable de sang-froid au cours de ces semaines tragiques, se tait mais n'en pense pas moins. Elle sait qu'il y aura une facture à payer et qu'elle risque de faire les frais de cette première vague, venue du pays de Confucius, qui gagne tous les pays du monde. Elle n'en ressent pas moins le désir légitime des régions défavorisées comme la nôtre de participer au rythme général de la civilisation du bien-être.

Les hommes politiques de demain vont avoir à affronter des responsabilités redoutables. Sous peine d'altérer définitivement le visage de la Patrie, il faudra adapter cette révolution culturelle chinoise au génie de la France.

Il faudra convaincre nos jeunes que dans un pays démocratique occidental, économiquement développé comme le nôtre, n'ayant rien de comparable à la fourmilière chinoise qui vit d'un bol de riz par jour, la révolution se fait d'abord par les voies légales, sous peine de déboucher sur la dictature d'un tyran ou le néant de l'anarchie.

Il faudra convaincre nos jeunes que le respect des institutions démocratiques n'est pas incompatible avec la défense de leurs intérêts bien compris.

Il faudra aussi et surtout convaincre les parents que la décadence des valeurs paternelles et la démission de l'autorité familiale ont favorisé cette crise non pas économique mais surtout humaine de la société bourgeoise.

Pour tout cela, il faut au préalable éliminer les caciques de la vie politique française, répudier définitivement les notions périmées de la droite, de la gauche ou du centre, et préparer un vaste regroupement de tous les hommes de progrès, ouverts aux réformes sociales indispensables, mais ne transigeant pas sur l'honneur du drapeau national et la défense de la République.

Eviter que le peuple français soit partagé en vainqueurs et en vaincus, rétablir la concorde nationale, tel est le sens du message que je vous adresse, et de la tâche, ô combien exaltante, à laquelle je vous convie.

Je vous prie de croire, mes chers compatriotes de la circonscription Muret-Lauragais, à l'assurance de mon entier dévouement.

JACQUES DOUZANS
Maire de Muret
Conseiller général de la Haute-Garonne
Député sortant

Remplaçant éventuel :

ROGER ALIAS
Maire de Villefranche-de-Lauragais

2° *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs, mes chers compatriotes,

Je serais vraiment un ingrat si je ne vous adressais l'expression de ma profonde gratitude pour le magnifique témoignage de confiance que vous m'avez donné le 23 juin en me plaçant largement en tête, tant en nombre de voix qu'en pourcentage, de tous les candidats des six circonscriptions de la Haute-Garonne.

Alors que l'an dernier, j'obtenais au premier tour, 21.135 voix et 40,75 % des suffrages exprimés, j'ai obtenu le 23 juin 1968, 23.257 voix et 45,06 % des suffrages exprimés. Ces gains revêtent une signification particulière quand on les compare à ceux du candidat de la F.G.D.S. dont le pourcentage en suffrages exprimés tombe de 30,77 % en 1967 à 27,31 % en 1968.

L'an dernier mon avance au premier tour sur M. Couzinet (F.G.D.S.) était de 5.173 voix ; elle est cette année de 9.162 voix sur M. Esterle (F.G.D.S.), que je devance largement aussi bien dans la ville de Cazères dont il est maire, que dans le canton de Cazères, dont il est le Conseiller général (2.125 voix Douzans contre 1.402 Esterle).

Puisque le candidat de la V[e] République et le candidat P.S.U. qui n'ont pas obtenu 10 % des inscrits au premier tour, sont obligés par la loi de se retirer purement et simplement de la compétition, et comme il est fort probable, au moment où j'écris ces lignes, que le candidat du Parti communiste se désistera pour la F.G.D.S., je n'aurai plus comme adversaire, dimanche prochain, 30 juin, que M. Esterle, qui, je le rappelle, se présente sous le patronage de M. François Mitterrand.

Dans ces conditions le scrutin revêt une signification très claire à la lumière des résultats du premier tour sur le plan national, par suite de l'effondrement de la F.G.D.S. qui apparaît désormais comme le parti du passé et non de l'avenir.

En effet, la Fédération de la gauche, qui n'a pu avoir aucun élu au premier tour alors qu'elle avait 117 députés sortants, totalise seulement 16,50 % des voix alors que le Parti communiste voisine les 20 %.

Si, demain, par un phénomène qui confinerait à l'absurde, étant donnés les résultats du premier tour (20 % + 16,50 %), le Parti communiste et la F.G.D.S. obtenaient la majorité, c'est M. Waldeck Rochet, secrétaire général du Parti communiste français, majoritaire au sein de la gauche, qui automatiquement deviendrait chef du « Gouvernement populaire » de la France.

Est-ce bien cela que souhaitent les rares radicaux et la majorité des socialistes qui ont voté le 23 juin pour M. Esterle ! Et que pourrait donner un tel « Gouvernement populaire » alors que communistes et fédérés n'ont pas été capables à ce jour de proposer aux électeurs un programme commun de Gouvernement !

Qui peut dire si la Fédération de la gauche, hétéroclite groupement électoral, ne va pas se disloquer prochainement après sa déroute du 23 juin !

Toutes ces considérations méritent réflexion pour bon nombre de ceux qui ont voté au premier tour en faveur de M. Esterle.

Je tiens quant à moi à rappeler que, quelle que soit la majorité qui sera issue le dimanche 30 juin des élections, il faudra dans les mois qui viennent, promouvoir une société éprise de justice sociale, en faisant reculer le chômage et la misère et en permettant l'épanouissement des aspirations des masses par une organisation bien comprise des loisirs et de la culture populaire.

Il faudra permettre par un soutien « personnalisé » des prix agricoles, au petit exploitant qui a passé le point de non-retour de la reconversion, d'arriver à l'âge de la retraite dans des conditions de vie décentes.

Enfin il faudra éviter que notre pays ne s'achemine vers un monstrueux chômage intellectuel en laissant encore se déverser dans les facultés de lettres et les facultés de droit, des milliers de jeunes gens qui n'ont aucun avenir devant eux, avec ou sans diplôme.

Ce n'est que dans la mesure où les étudiants ne craindront plus pour leur carrière, les petits exploitants, les artisans et les commerçants pour leur profession, et les travailleurs pour leur emploi, que la paix civile et la concorde nationale pourront être assurées.

Nul doute qu'il faudra pour ce faire, opérer une transformation radicale des méthodes financières et reconsidérer le montant de certaines dépenses consacrées à la force atomique et à l'aide aux pays sous-développés. Ce n'est qu'à ce prix qu'on maintiendra le pouvoir d'achat des salariés et des retraités.

C'est finalement pour un véritable progrès dans le respect de la légalité républicaine et contre la régression qui résulterait de l'anarchie, que je vous demande de voter en masse le dimanche 30 juin 1968 et de m'accorder votre témoignage de confiance pour que

Vive la circonscription de Muret-Lauragais et vive la République.

Jacques DOUZANS
Maire de Muret
Conseiller général de la Haute-Garonne
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Roger ALIAS
Maire de Villefranche-de-Lauragais

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aspet, Aurignac, Bagnères-de-Luchon, Barbazan, Boulogne-sur-Gesse, l'Isle-en-Dodon, Montréjeau, Saint-Béat, Saint-Gaudens, Saint-Martory, Saliès-du-Salat.

M. Hippolyte DUCOS

(Candidat de la F.G.D.S.)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens,

Détenteur du titre (toujours respecté et honoré) de doyen de l'Assemblée Nationale, je suis sûr que vous aurez à cœur de permettre à votre député sortant, en le réélisant, de donner, dans un nouveau discours présidentiel, qui sera entendu, comme le précédent, dans la France entière, des conseils de sagesse et de républicanisme.

Le 12 mars 1967, vous m'avez fait l'honneur de m'accorder de nouveau votre confiance. Voilà qu'on vous demande de recommencer votre vote. A vous de dire si, pendant la première année de cette législature, j'ai rempli mon mandat comme vous le désiriez. Je suis sûr, à l'avance, de votre verdict. Agriculteurs, ouvriers, artisans, commerçants, industriels, fonctionnaires, vous savez que j'ai défendu vos intérêts, soit à la tribune soit dans les commissions, avec la plus grande vigilance et la plus grande ardeur.

Quant aux étudiants et à tous les jeunes ils n'ignorent pas que je n'ai cessé de lutter pour que la génération montante obtienne, dans la société, la place qui lui est due, grâce à des bourses, qui, malheureusement, n'ont pas été accordées avec une largesse digne d'une démocratie telle que la France.

Citoyennes, citoyens,

Je ne crains pas de répéter ce que bien d'autres ont dit, à savoir qu'il n'y a pas beaucoup de députés qui aient gardé un contact aussi étroit, aussi constant, aussi amical avec ses électeurs, que votre représentant, qui visite régulièrement vos foires et vos marchés, qui s'y met à votre disposition pour recueillir vos demandes et vos doléances, et qui, tous les jeudis, à Saint-Gaudens, reçoit une centaine de visiteurs venus de tous les coins de l'arrondissement.

Et vous, Saint-Gaudinoises et Saint-Gaudinois, qui venez, en si grand nombre, me consulter n'importe quel jour et n'importe quelle heure, n'avez-vous pas toujours trouvé ma porte ouverte et n'avez-vous pas toujours été reçus avec empressement ?

« Il faut que vous soyez resté bien jeune », me dit-on, « pour faire tout cela ! ». « Mais parfaitement », répondis-je un jour, en citant cette phrase d'un célèbre philosophe : « Apprenons à ne pas mesurer notre âge au rythme des pendules et aux feuilles des calendriers. On peut être jeune à tout âge et on peut être vieux à tous les instants. Car c'est en soi, dans sa vitalité, qu'on porte l'âge et non dans les cartons poudreux du registre d'une mairie. Le lionceau qu'on met en cage est vieux du jour où il renonce à briser les barreaux. »

Citoyennes, citoyens,

Les conseils qu'avait donnés le doyen de l'Assemblée n'ont malheureusement pas été suivis par un gouvernement qui a trop méconnu le sens du mot « démocratie ». Fuyant l'utopie décevante, le démocrate sait discerner dans la réalité, tout ce qui mérite d'être corrigé, redressé, amélioré. Elevé est son idéal qui s'illumine des idées les plus généreuses et les plus largement humaines. Lumière pure où flambe tout ce que comporte de foncièrement bon la nature humaine, cet idéal est comme l'étoile qui guide sur la route du progrès.

Que veulent donc les démocrates dans l'âme desquels brûle la flamme de cet idéal ? Avant tout qu'il soit mis fin au régime du pouvoir personnel, surtout par l'abrogation de l'article 16. Si elle entend que le Gouvernement possède les moyens d'agir avec continuité et efficacité, elle veut que le Parlement puisse, en pleine indépendance, exercer son contrôle et mener à bien son travail législatif. Actuellement, il est privé de ses droits essentiels. Si la France est encore républicaine elle ne tolérera plus que soit réduit à peu près à rien le pouvoir législatif de ceux à qui elle délègue sa souveraineté. Elle exigera d'autre part, que l'O.R.T.F. soit un organe impartial d'information et ne soit pas livré à la publicité commerciale dans le dessein de porter un coup mortel à la liberté de la presse et à la liberté d'opinion.

Sur le plan social, nous demandons l'abrogation pure et simple et non la modification des ordonnances, l'abaissement à 60 ans de l'âge de la retraite, la diminution des heures de travail, une augmentation décente des salaires et des traitements. Si ces questions avaient été soumises aux débats parlementaires, elles auraient reçu progressivement des solutions démocratiques. En les écartant systématiquement, le Gouvernement a fait s'amonceler peu à peu dans les âmes des travailleurs des déceptions et des colères qui, à la première occasion, ont dangereusement explosé. En rejetant l'évolution, il a failli provoquer une révolution.

Il en a été de même pour l'*Education nationale*. Il y a longtemps que nous dénoncions l'immense drame humain qui se préparait dans la jeunesse française. J'ai combattu, à la tribune, les réformes néfastes de notre enseignement parce que, par suite d'orientations obligatoires imposées dès la classe de troisième, elles canalisent une masse d'étudiants vers des sections de Facultés qui ne les conduisent souvent à aucun débouché. Que de fois, aussi, j'ai protesté contre la honteuse insuffisance de crédits pour les bourses du secondaire et du supérieur, contre la pénurie de locaux et de maîtres, contre l'éviction de l'administration de leurs œuvres, des étudiants, qui devraient au contraire participer au fonctionnement de tous les rouages des Facultés et des Universités.

Indignés aussi sont les *agriculteurs* de la lamentable situation où les mettent : 1° la baisse considérable des prix agricoles, qui ne sauraient être stabilisés et relevés (à constater la manière défectueuse dont se présentent les résultats du Marché commun) que par le retour à l'indexation ; 2° le refus opposé par le Gouvernement à l'industrialisation de notre région, qui permettrait à nos jeunes agriculteurs de pallier l'insuffisance de leurs revenus et de se maintenir ainsi à la campagne par l'acquisition d'un modeste salaire. Je prends l'engagement de poursuivre avec toute l'énergie et toute la ténacité possibles les efforts que j'ai déjà faits au sujet de cette question dont l'importance est capitale.

Une refonte de la fiscalité me paraît indispensable. Qu'a fait, à cet égard, le Gouvernement ? Il a étendu au commerce, à l'artisanat et à l'agriculture la T.V.A. qui est largement responsable de la hausse des prix, accélère la concentration monopoliste et accroît la dépendance des collectivités locales, auxquelles nous voulons garantir toutes les libertés et les libérer de l'emprise dont les menace le Pouvoir public. Nous proposons, pour l'immédiat, le relèvement du plancher d'exonération pour l'impôt sur le revenu et la réalisation, après un examen sérieux, de l'impôt sur l'énergie appelé à remplacer toutes les contributions actuelles.

Artisans, commerçants, industriels, la réforme profonde de la fiscalité, voilà ce que vous demandez avec le plus d'insistance. Elle favoriserait l'expansion tout en assurant plus de justice dans la répartition des charges.

Anciens combattants, veuves de guerre, ascendants, je suis et j'ai toujours été votre ardent défenseur. Faire respecter vos droits souvent si cruellement méconnus, tel a toujours été le but de notre action à la tribune de l'Assemblée et au sein de la commission. C'est beaucoup grâce à moi, vous le savez, qu'a été rétablie la retraite du combattant un moment supprimée. Croyez que ne faiblira pas mon action en votre faveur.

Combattants prisonniers de guerre, combattants de la deuxième guerre, combattants d'Algérie, je défendrai énergiquement vos droits.

Rapatriés je connais personnellement un grand nombre d'entre vous qui m'ont fait le plaisir et l'honneur de leur visite. Je vous ai toujours défendus. Récemment encore j'ai déposé une question orale avec débat pour que vous soit enfin octroyée l'indemnisation de vos biens perdus et spoliés. En dépit de maintes déceptions je m'obstine à espérer que finisse un jour la plus grande injustice qu'une nation ait commise à l'égard de ses plus malheureux enfants. J'insisterai aussi pour qu'on vous exempte des charges (emprunts, etc.) provenant de votre réinstallation. Comme vous, d'autre part, je continuerai à lutter pour une amnistie complète et entière.

En ce qui concerne la politique extérieure de la France, nous considérons qu'elle doit poursuivre simultanément trois objectifs fondamentaux : l'organisation de la paix ; la construction d'un ensemble politique européen ; le développement croissant de nos relations avec le tiers monde.

Citoyennes, citoyens,

A cette heure dont la gravité appelle la plus sérieuse réflexion, il faut que tous les démocrates, faisant abstention de leurs vaines divisions passées, réalisent une union sincère, profonde et définitive. Citoyennes et citoyens, tous aux urnes pour que triomphe la démocratie, pour que la France s'inspire de nouveau des immortels principes républicains qu'elle a été la première à répandre et à faire briller dans le monde. C'est à cela qu'aidera, pour l'arrondissement de Saint-Gaudens le choix que j'ai fait pour être mon suppléant d'un homme qui, en même temps qu'il est un excellent démocrate, est un glorieux mutilé de guerre, président des anciens combattants et des victimes de guerre du canton de Saint-Béat. Excellent maire de Marignac, aimé de tous, à cause de son affabilité et de sa serviabilité, il jouit d'une popularité qui rayonne dans toute sa région.

Hippolyte DUCOS

Agrégé des Lettres
Carte de combattant (5 citations et 5 blessures)
Commandeur de la Légion d'honneur
Titulaire de nombreuses décorations étrangères
Médaille d'Or de l'Education physique
Député sortant, ancien Ministre
Doyen de l'Assemblée Nationale
Conseiller général de l'Isle-en-Dodon
Maire de Lilhac

Remplaçant éventuel :

François GABAS

Né le 20 juin 1910
Maire de Marignac
Mutilé de guerre
Croix de guerre
Médaille militaire
Officier de la Légion d'honneur
Président des anciens combattants et victimes de guerre du canton de Saint-Béat

2e CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens,

Du fond du cœur je remercie les 13.121 électeurs qui ont répondu à mon appel et m'ont placé en tête des cinq candidats du 23 juin avec une avance de 3.319 voix sur le second.

J'ai dit au cours de cette campagne : « Dans notre arrondissement, le gaullisme ne passera pas. » L'événement m'a donné raison. Les forces du pouvoir personnel comprenant 17.338 électeurs sont venues se briser contre le mur républicain du Comminges vaillamment défendu par 23.495 citoyens. Cela fait une supériorité de plus de 6.000 suffrages. Mais, dimanche prochain, lorsque les trois grands partis de gauche feront bloc sur la même candidature, ce sera par une majorité encore plus considérable, que la réaction sera écrasée.

Citoyennes, citoyens,

Les explications qui vous ont été données au cours des semaines écoulées vous ont lumineusement éclairés sur les graves responsabilités qui incombent au Gouvernement actuel.

C'est lui qui est la cause occasionnelle et profonde des événements angoissants qui se sont produits : occasionnelle par les très graves erreurs commises et le manque d'autorité pour en arrêter les effets ; profonde parce qu'il n'a jamais voulu tenir compte des avertissements que certains collègues et moi-même lui avions donnés sur les néfastes conséquences qu'aurait sur la situation des étudiants la réforme de l'enseignement la plus incohérente et la plus antidémocratique qui ait jamais été appliquée.

C'est le Gouvernement qui réduit les paysans à la misère et à la désertion des campagnes par son obstination à refuser l'indexation des prix agricoles.

C'est le Gouvernement qui fait que toutes les classes pauvres et moyennes succombent sous le poids d'impôts aberrants parce qu'il s'oppose à toute réforme complète de la fiscalité, notamment à l'institution de l'impôt sur l'énergie.

C'est le Gouvernement qui est cause de la dégradation de l'économie nationale, du manque d'emplois, du chômage, de la crise du logement.

C'est le Gouvernement qui refuse aux combattants et victimes de guerre les avantages accordés par des lois.

C'est lui qui refuse aux rapatriés l'indemnisation à laquelle ils ont légalement droit.

C'est le Gouvernement qui fait se détériorer de plus en plus la situation des vieux travailleurs en diminuant les bienfaits de la sécurité sociale et en leur refusant la retraite à 60 ans.

C'est le Gouvernement qui fait pratiquer à la nation une politique contraire à l'unification de l'Europe et, par là-même, à la consolidation de la paix.

En résumé, il faut que tous les électeurs se rendent compte qu'alors que les candidats de droite ont l'audace d'imputer à une gauche, qui était minoritaire, le marasme actuel, c'est uniquement au Gouvernement et à la droite hier majoritaire qu'il faut l'attribuer.

Citoyennes, citoyens républicains, à quelque groupement que vous apparteniez, votez en masse pour le candidat que vous avez placé en tête au premier tour et dont le seul but est de redresser la situation économique et sociale du pays et avant tout de rétablir la République en France et d'assurer la paix dans le monde.

Hippolyte DUCOS
Agrégé des Lettres
Carte de combattant (5 citations et 5 blessures)

Commandeur de la Légion d'honneur
Titulaire de nombreuses décorations étrangères
Médaille d'Or de l'Education physique
Député sortant, ancien Ministre
Doyen de l'Assemblée Nationale
Conseiller général de l'Isle-en-Dodon
Maire de Lilhac

Remplaçant éventuel :

François GABAS

Né le 20 juin 1910
Maire de Marignac
Mutilé de guerre
Croix de guerre
Médaille militaire
Officier de la Légion d'honneur
Président des anciens combattants et victimes de guerre du canton de Saint-Béat

GERS

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aignan, Auch-Nord, Auch-Sud, Jegun, Lombez, Marcia, Masseube, Miélan, Mirande, Montesquiou, Plaisance, Riscle, Samatan, Saramon, Vic-Fezensac.

M. Paul VIGNAUX

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens,

Débordé par l'ampleur et la gravité d'événements qu'il n'avait su prévoir, le Président de la République vient de dissoudre l'Assemblée Nationale au moment même où se déroulait à Auch une imposante manifestation contre les atermoiements du pouvoir et sa méconnaissance des légitimes intérêts des couches laborieuses du pays.

Depuis dix ans, successivement, tous les travailleurs, agriculteurs, ouvriers, cadres, fonctionnaires, retraités et personnes âgées, artisans, petits commerçants, avaient saisi le Gouvernement de leurs problèmes cruciaux et dénoncé le maintien de structures économiques sclérosées dans une Europe en pleine évolution.

Tout récemment la jeunesse des Facultés et des écoles s'est révoltée, écœurée de l'immobilisme et de l'instabilité d'un ministère qui a vu se succéder depuis 1958 sept titulaires et trois intermédiaires. Incapables de définir une doctrine, MM. Fouchet et Peyrefitte ont refusé de tenir compte des pertinents avis des recteurs et des doléances des doyens, des professeurs ainsi que des associations des parents d'élèves.

Avec toute l'ardeur de leur juvénile dynamisme fatalement teinté de quelques excès, hélas trop durement réprimés, les étudiants ont violemment réagi devant l'impuissance d'une société à leur procurer un objectif et un idéal.

Mais le souci de l'avenir ne leur est pas particulier. Dans tous les domaines se posent de graves problèmes pour les jeunes de notre pays, angoissés par les sombres perspectives qui les attendent. De documents officiels que nos dirigeants se gardent bien de diffuser il ressort en effet que le nombre de chômeurs atteignait en mai le chiffre de 450.000 qu'il faut porter à 900.000 pour tenir compte des non recensés où figurent presque exclusivement les jeunes.

Jeunes intellectuels qui attendent vainement un emploi malgré des titres formels qui leur eussent autrefois ouvert toutes grandes les portes de l'espoir. Jeunes manuels qui arrivent péniblement à se caser malgré leur volonté de travail. Jeunes agriculteurs enfin qui doivent quitter à regret leur terre natale et abandonner l'espoir d'accéder un jour aux responsabilités de l'exploitation familiale.

Notre département spécifiquement agricole et dont l'exode rural s'accentue irrémédiablement n'a pas bénéficié des substantiels avantages réservés aux zones de rénovation rurale malgré les belles promesses faites en haut lieu.

Notre économie nationale connaît le marasme et la stagnation. L'impasse ou déficit de trésorerie pour 1968 était de *cinq milliards* de nouveaux francs dans le collectif soumis aux Assemblées. L'Etat en porte l'entière responsabilité car il est surabondam-

ment prouvé que les quelque 25 % du budget affectés aux dépenses de prestige ont mis en fâcheuse posture la santé économique et le progrès social de notre pays.

L'enfantement douloureux des avantages récemment accordés aux salariés risque d'apparaître bientôt comme un marché de dupes. Et les Français peuvent raisonnablement penser qu'il eût été préférable de répondre en temps utile et par paliers aux demandes justifiées des travailleurs qui participent par leur production à la vraie grandeur du pays.

S'il en avait été ainsi la grave crise sociale actuelle, sans précédent dans notre histoire, n'aurait pas acculé nos entreprises, nos artisans et nos paysans à la détresse. Ces dures épreuves risquent de provoquer leur disparition et par conséquent la suppression des emplois, problème particulièrement tragique dans le Gers. La responsabilité des événements actuels retombe donc sur ceux qui, depuis dix ans, avaient mission de prévoir et de gouverner.

Conformément à ses engagements, la Fédération de la gauche démocrate et socialiste a combattu ardemment les excès du Pouvoir au sein d'une opposition sans cesse brimée. Elle a proposé des solutions tendant à améliorer le bien-être des couches laborieuses et des déshérités. Elle a tout fait pour que les rapatriés reçoivent enfin la juste compensation de leurs douloureuses épreuves.

Elle s'est heurtée chaque fois à la dédaigneuse incompréhension d'une majorité dont l'inconditionnalité écrasait fatalement quelques épisodiques sursauts de conscience.

Le Chef de l'Etat mettant à profit le désarroi actuel des esprits appelle à la défense d'une République dont lui-même et ses séides ont une conception toute particulière.

Il n'y a eu dans notre département, grâce à la sagesse de tous, ni violences, ni désordre. Il faut s'en féliciter.

Dans la lutte permanente que livre le monde du travail des villes et des champs l'ordre républicain est un impératif à respecter face à une situation créée par l'impéritie de dix ans de gouvernement gaulliste.

Devant le chaos ainsi provoqué restons vigilants pour que soient observés les principes essentiels de la démocratie qui, seuls, peuvent assurer la liberté.

Je reste persuadé que dans le secret de l'isoloir, en toute conscience, vous accomplirez encore une fois votre devoir de citoyen afin que s'instaure à jamais une vraie République fraternelle, libérale et sociale.

Paul VIGNAUX
Conseiller général — Maire de Lombez
Député sortant
Candidat du Parti socialiste S.F.I.O. présenté par la Fédération de la gauche démocrate et socialiste

Remplaçant éventuel :

Edmond DUTILH
Médecin à Miélan
Conseiller général — Maire de Miélan

2e *CIRCULAIRE*

Citoyennes, citoyens,

L'élection législative de dimanche dernier s'est déroulée sous le réflexe de la peur et du chaos savamment conditionné par le pouvoir. Aussi les résultats du premier tour ont-ils apporté à la grande et véritable famille républicaine quelque déception. Apparemment et selon les premiers résultats la marée gaulliste a déferlé sur bien des circonscriptions.

C'est dire combien le ballottage a un intérêt primordial qui n'échappe à aucun de vous. Il est encore possible de redresser la situation si les républicains dont beaucoup ont été abusés par cette nocive propagande, se ressaisissent afin que nous ayons à l'Assemblée une représentation cohérente et déterminée.

Qu'adviendrait-il de nos libertés si chèrement acquises si le doute et le découragement réussissaient à annihiler l'enthousiasme dont vous avez fait preuve lors des antérieures consultations.

Allez-vous, vous, vous déjuger en cette heure cruciale lorsque vous avez eu l'honneur de porter notre Gers au premier rang des départements qui ont combattu le pouvoir à l'occasion des élections présidentielles de décembre 1965 ?

Il y va aussi de votre intérêt dans la réaction salutaire qui sera la vôtre. Vous le savez, dix ans d'impéritie du pouvoir ne nous ont apporté que déceptions et amertume. Je n'en veux pour preuve que les revendications formulées dans le domaine du social et de l'économie et qui n'ont jamais été prises en considération.

Certes de belles promesses ont été faites. Mais pensez-vous qu'un Gouvernement qui a si longtemps méconnu vos besoins essentiels consentira à abandonner sa folle politique de fausse grandeur et de prestige au profit des couches profondes du pays qu'il a si longtemps méprisées ?

Dans notre circonscription vous m'avez permis d'être largement en tête par le renouvellement d'une confiance sans cesse manifestée. Mais il faut qu'en ce deuxième tour de scrutin l'électorat républicain se ressaisisse. Nous savons qu'en l'occurrence le parti radical digne des Catalan et autres Naples saura nous apporter son appui le plus total.

Il faut que tous ensemble nous luttions pour que notre département ne subisse pas l'affront d'avoir pour le représenter deux parlementaires gaullistes.

Je fais donc un pressant appel pour que les Gersois de gauche, unis au coude à coude, envoient à l'Assemblée Nationale le républicain et le défenseur de la démocratie que j'ai toujours été.

PAUL VIGNAUX
Conseiller général — Maire de Lombez
Député sortant

Remplaçant éventuel :

EDMOND DUTILH
Médecin à Miélan
Conseiller général — Maire de Miélan

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Cazaubon, Cologne, Condom, Eauze, Fleurance, Gimont, l'Isle-Jourdain, Lectoure, Mauvezin, Miradoux, Montréal-du-Gers, Nogaro, Saint-Clar, Valence-sur-Baïse.

M. Pierre de MONTESQUIOU

(Candidat du groupe Progrès et démocratie moderne)
élu le 23 juin 1968
(P.D.M.)

Electrices, électeurs,

Me voici amené, à la suite des événements que vous savez, à solliciter à nouveau vos suffrages. Quelques mois à peine se sont écoulés depuis que, pour la huitième

année consécutive, la majorité d'entre vous m'accordait sa confiance. En vous demandant de me la renouveler je sollicite une approbation, un jugement et un accord.

L'approbation concerne le choix politique que j'ai personnellement fait dans les circonstances dont vous n'avez peut-être pas, de notre Gascogne, mesuré toute la gravité. J'ai refusé l'anarchie et la guerre civile. Puissiez-vous, mes chers compatriotes, l'avoir compris ! La situation est aujourd'hui aussi grave, la violence continue. C'est le même choix qui est aujourd'hui entre vos mains.

Le jugement porte sur mon action depuis les élections de mars 1967. Je l'avais définie ainsi : aider les Gersois dans leurs difficultés, défendre le Gers contre l'incompréhension des pouvoirs publics sur notre situation, développer le Gers afin qu'il bénéficie à part entière des progrès de notre pays.

1° Aider les Gersois. Je n'insisterai pas sur ce point. J'ai toujours été autant votre compagnon, votre ami que votre député. Quoi qu'il arrive, je le resterai.

2° Défendre le Gers :

En quatorze mois de mandat j'ai obtenu :

a) La reconduction pour la campagne 1967-1968 de la mesure prise en avril 1967 autorisant que le vin distillé en Armagnac soit déduit du blocage.

b) L'assurance que les abattoirs de Fleurance seraient, non seulement maintenus, mais aménagés.

c) Le maintien dans son intégrité du lycée de Condom, que je savais menacé.

3° Développer le Gers :

a) A la suite de multiples interventions, j'obtenais en avril 1968 qu'un crédit exceptionnel de 1.040.000 F soit alloué, afin d'assurer la réalisation intégrale du projet d'assainissement de Condom.

b) Le 7 juin 1968, le Ministre de l'Agriculture m'informait que la création d'un collège agricole à Condom, que j'avais demandé à plusieurs reprises, était enfin décidée.

c) En ce qui concerne le grave problème des adductions d'eau j'ai tant insisté que les dotations supplémentaires pour notre département se sont élevées en 1967 à 1.875.000 F alors que la dotation normale était fixée pour cette année-là à 3.126.000 F. Cela constitue une majoration de 60 % par rapport à ce qui était prévu initialement. Dès la fin de l'an dernier j'obtenais que les crédits exceptionnels concernant les projets de Nogaro, Mauvezin et Gimont soient ouverts dès le premier trimestre 1968.

d) A la suite de mes demandes réitérées pour que l'âge auquel est allouée l'indemnité viagère de départ soit fixé dans le Gers à soixante ans, le Premier Ministre, par lettre du 7 juin dernier, me faisait savoir qu'il se prononcerait sur ce point capital « dans les tout prochains jours ». Vous savez le reste...

e) Enfin j'avais entrepris des démarches sur deux problèmes particuliers qui me tiennent à cœur : la qualité de notre viticulture et la vente de ses produits ce qui implique que nous obtenions à nouveau la prolongation du sursis de trois ans pour l'arrachage des plants prohibés et que les pouvoirs publics nous mettent en mesure d'engager en métropole et à l'étranger une campagne de publicité digne de l'Armagnac.

Tel est le bilan de ce court mandat. Qu'au moins son interruption me permette de lui donner un nouvel élan.

C'est ici que je sollicite l'Accord

a) l'accord économique

La crise actuelle a d'ores et déjà des conséquences économiques et financières considérables. A vrai dire pour l'Etat le budget 1968 est à refaire. Les impératifs

économiques productifs étant plus que jamais prioritaires seule une réduction des crédits militaires et de notre aide à l'étranger peut permettre d'éponger l'énorme déficit qui est survenu. Ces économies nous permettraient d'ailleurs d'accorder aux rapatriés enfin amnistiés, avant leur indemnisation, du moins le moratoire de leurs dettes.

La crise pose un problème redoutable non seulement pour l'Etat dans ses choix budgétaires mais aussi pour chacun de nous dans sa profession : industriels, artisans, commerçants. Comme toujours ce sont les petites et moyennes entreprises qui sont le plus touchées. Certaines se trouvent dans une situation dramatique. La nécessité de maintenir un certain équilibre dans nos structures économiques nous impose de les aider dans la crise et de les mettre ensuite définitivement à l'abri des à-coups de la conjoncture française et européenne.

Je pense tout particulièrement à notre agriculture et aux entreprises qui en dépendent. Le secteur agricole constitue la richesse essentielle de notre département, et je fais miennes toutes les revendications de la F.N.S.E.A.

b) L'accord social

Une refonte complète de notre enseignement est nécessaire car la crise actuelle n'a d'autres fondements que son inadaptation à la société nouvelle. Mais le problème de la jeunesse c'est-à-dire en fait de l'emploi, ne doit pas nous faire oublier les personnes âgées qui méritent plus que jamais notre sollicitude. Je pense particulièrement aux anciens combattants et à leurs justes revendications. Problème de la jeunesse mais aussi problème du destin des femmes qui doivent de plus en plus cumuler la nécessité d'un travail rémunérateur avec les obligations du ménage et de l'éducation de nos enfants.

c) L'accord politique

Membre du groupe Progrès et démocratie moderne je souhaite la stabilité dans le dialogue largement ouvert avec la participation des élus et de tous. Puisse la Gascogne entrer dans l'Europe dans l'unité et la fraternité retrouvées !

La politique pendant trois Républiques nous a fait assez de mal.

Je ne doute pas que mes adversaires feront tout pour nous diviser et qu'au nom précisément de la politique, de ce qu'ils appellent la gauche ou le communisme ils vous promettront sous peu une sorte de paradis terrestre.

A l'approbation que je sollicite, au bilan que je présente, à l'accord que je demande, ils opposeront les grandes formules sans suite que nous avons trop connues. Les Gascons préféreront la paix, les faits et les promesses tenues.

C'est donc avec sérénité qu'avec mon ami Faget nous attendons votre verdict et votre accord.

Conscient d'avoir rempli ce court mandat en honnête homme, fier d'avoir obtenu pour mon département davantage que d'autres pour d'autres régions, persuadé qu'après cette grave crise le dialogue sera plus facile et ma lutte plus efficace, je vous demande de me renouveler votre confiance pour bâtir ensemble dans la paix civile et la liberté, une France jeune et une Gascogne enfin prospère.

Plus que jamais :

Pour le Gers !

Pour la République !

Pierre de MONTESQUIOU

Chevalier de la Légion d'honneur — Croix de guerre 1939-1945
Croix de la Valeur militaire — Combattant volontaire de la Résistance
Docteur en droit — Licencié ès Lettres
Diplômé des Sciences politiques
Propriétaire agriculteur

Membre du Conseil de l'Europe
Maire de Marsan — Conseiller général du Gers
Député sortant

Remplaçant éventuel :

JEAN FAGET

Radical socialiste indépendant

Conseiller général du canton d'Eauze
Premier adjoint au Maire d'Eauze
Docteur-vétérinaire
Officier du Mérite agricole

GIRONDE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bordeaux-I (moins la commune de Bruges), Bordeaux-II.

M. Jean VALLEIX

(Candidat d'Union pour la Défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Chères concitoyennes, chers concitoyens,

La crise.

La France vient de vivre des semaines tragiques de violence, de haine, de subversion. Les fauteurs de désordre : des extrémistes révolutionnaires et anarchistes prêts à détruire la société.

L'agitation s'étendant au monde social et économique, le Parti communiste développe son entreprise d'instauration du pouvoir totalitaire, bientôt tiraillé par des surenchères échappant à son contrôle.

Dans l'insurrection camouflée, des chefs politiques démasquent leurs ambitions et suggèrent un Gouvernement de raccroc, irréel, dangereux et parfaitement inconstitutionnel.

La France se retrouve.

Pendant ces heures sombres, le sang-froid du Gouvernement permet d'éviter le pire ; il s'appuie sur la sagesse de la population qui sent sur elle le poids de l'angoisse.

Le 30 mai, le général de Gaulle rassemble la Nation et dans la légalité, lui propose de se prononcer par des élections générales. Deux heures plus tard, le peuple de Paris crie sa foi dans le destin de la France, dans le drapeau tricolore et dans la paix civile — et sa confiance envers le Président de la République.

Bâtir ensemble.

Depuis dix ans, avec des institutions nouvelles, notre pays s'est appliqué à dépasser ses drames alors sans issue, pour bâtir une économie moderne, sa place dans le monde, l'Europe et la paix. Effort long, mais salutaire. Sa santé même aura permis d'engager « les négociations de Grenelle » préparant l'apaisement social et le nécessaire retour à l'ordre.

Ordre et aspirations nouvelles.

La preuve en est brutale, si l'on en doutait : l'ordre est la clé de nos libertés et le garant de la cohésion nationale. C'est dans l'ordre que doit être à nouveau entrepris

l'effort pour aider l'Université à trouver les solutions humaines à ses difficultés, malgré l'énorme développement de ses équipements ; pour réconcilier ses étudiants, ses professeurs, entre eux et au sein de la nation ; pour l'aider à s'engager dans les réformes trop longtemps récusées en bloc ; pour répondre à l'aspiration des travailleurs de trouver, en plus de leur mieux-être matériel, une considération nouvelle, grâce à une participation active à la vie de leurs organisations et de leurs entreprises.

L'enjeu de l'élection.

Il s'agit de faire entrer un surcroît d'humanisme dans la démocratie et dans les structures de la civilisation mécanique. De même que le désir de progrès matériel, il doit être reconnu à tous également, jeunes ou anciens, travailleurs des villes et des campagnes, cadres ou employés, commerçants ou artisans. Il appelle aussi l'heure de la réconciliation de tous les Français.

Il faut savoir répondre aux exigences de cette évolution : en matière économique, faire face aux charges nouvelles, renforcer le dynamisme dans la compétition européenne, développer les emplois pour barrer le chômage ; sur le plan politique, la volonté créatrice, l'efficacité peuvent seules garantir les fruits de l'effort d'une part, la paix civile d'autre part, face aux menées subversives ou totalitaires d'extrême gauche ou d'extrême droite.

A tâche difficile, majorité importante.

Il faut pouvoir le faire : ces dernières années, une majorité cohérente a été l'instrument du progrès. Parce que les tâches sont graves, immenses et nouvelles, il faut une majorité importante pour avoir les moyens de l'action — une majorité unie pour exister vraiment au Parlement, ouverte pour rassembler dans le pays. Enfin, pour l'immédiat, est-ce le désordre politique qui mettra fin aux désordres de la rue ? Tel est le double enjeu de l'élection, chacun sent bien qu'il y va de son sort et du destin de la France.

Fidèle à votre confiance.

Chères concitoyennes, chers concitoyens, vous m'avez fait l'honneur de m'élire il y a un an. J'ai travaillé à l'Assemblée Nationale, dans l'intérêt général, pour la région, pour Bordeaux et Le Bouscat, pour vous souvent. J'ai travaillé fort de votre appui, de l'exemple des responsables de quartiers et d'associations, de la coopération des syndicats et des travailleurs, des professions, en liaison avec le Président Chaban-Delmas, et tous les élus, de Bordeaux et du Bouscat, que je remercie sincèrement.

Je fais appel à votre confiance afin de poursuivre notre action, de toute ma volonté, de toutes mes forces, plus que jamais convaincu que l'avenir que nous voulons est aussi l'avenir de la France.

C'est dans l'union que nous y parviendrons.

Vive Bordeaux-Caudéran et Le Bouscat !

Vive la République !

Vive la France !

Jean VALLEIX

Député sortant
Conseiller technique de société
Membre de la Commission départementale d'équipement
Délégué régional de l'Union paneuropéenne
Officier de réserve
Licencié en Droit, diplômé de Droit public et de l'Institut d'études politiques de Bordeaux
Candidat de l'U.D.R.

Remplaçant éventuel :

JACQUES MATHARAN

Chef de Bureau
Conseiller municipal de Bordeaux et de la communauté urbaine
Croix de guerre 1939-45

Votez dès le 23 juin Union pour la défense de la République (U.D.R.).

2e CIRCULAIRE

Remerciements — Appel

Chères concitoyennes, chers concitoyens.

Une large union.

En m'accordant 28.122 suffrages, votre choix a approché la majorité absolue dès le premier tour, avec 47,42 % des suffrages exprimés (9 % de plus qu'en 1967). La marque de votre confiance m'a profondément touché : par le nombre mais aussi par l'esprit de large union qu'elle exprime sur mon nom et sur celui de Jacques Matharan, mon suppléant. J'y suis particulièrement sensible après quinze mois de mandat passés à vous représenter et à vous défendre de mon mieux, et après les événements de mai qui nous incitent à nous rassembler fraternellement pour construire une France meilleure.

Déjouer les combinaisons.

A la veille du deuxième tour, le Parti communiste et l'extrémisme de gauche — et c'est leur jeu — par leur retrait, vont soutenir, explicitement ou de fait, le candidat de la F.G.D.S. et s'assurer de son contrôle. Vous refusez la tutelle du totalitarisme communiste ou révolutionnaire.

Le candidat P.D.M. peut se maintenir ; mais s'il se retire, cela ne peut être au profit de ce totalitarisme qui est la négation même des valeurs fondamentales qu'il défendait. Que ce soit au contraire l'occasion d'élargir notre union dans l'estime réciproque et la solidarité, fidèles à notre civilisation, dans une Europe pacifique, pour procurer à chacun le progrès matériel et le progrès humain qu'il attend d'une active participation.

Vous déjouerez les combinaisons que le deuxième tour peut favoriser à votre insu et qui se font au détriment des convictions et de l'intérêt général.

Participer et construire.

Par le style de la campagne, nous avons, ces derniers jours, entamé un travail sérieux, sans jamais dénigrer opinions ou concurrents, dans l'union et la réconciliation. Pour Bordeaux-Caudéran et Le Bouscat, pour la région, pour la France, nous avons à engager un grand effort pour relancer l'économie, valoriser les progrès sociaux, assurer l'emploi et le sort des anciens, lancer les réformes attendues. Une majorité unie et ouverte, la participation du plus grand nombre sont indispensables à la réussite de l'entreprise. Tel est l'enjeu du 30 juin dont dépend le sort de la France, de la République, de la démocratie, de nos libertés et le bien-être de tous.

Rien n'est décidé !

Vous détenez la décision. Malgré la proximité des vacances, ne laissez pas remettre en cause votre volonté massive. Il est de votre devoir pour le pays et vis-à-vis de vous-mêmes, de voter et faire voter ce 30 juin.

Tout reste à faire !

Décidez, confirmez votre décision !

C'est de tout mon dévouement — vous le savez — que j'entends répondre à votre confiance, quel que soit votre précédent vote.

Pour vous,
Pour Bordeaux-Caudéran et Le Bouscat,
Pour la République et pour la France,

Votez le 30 juin

JEAN VALLEIX

Député sortant
Conseiller technique de société
Membre de la Commission départementale d'équipement
Délégué régional de l'Union paneuropéenne
Officier de réserve
Licencié en Droit, diplômé de Droit public et de l'Institut d'études politiques de Bordeaux
Candidat de l'U.D.R.

Remplaçant éventuel :

JACQUES MATHARAN

Chef de Bureau
Conseiller municipal de Bordeaux et de la communauté urbaine
Croix de guerre 1939-45

Union pour la défense de la République

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bordeaux-III, Bordeaux-IV (moins la commune de Talence).

M. Jacques CHABAN-DELMAS

(Candidat d'Union pour la Défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Mes chers concitoyens,

La crise, sans précédent, que vit encore la France peut avoir des conséquences désastreuses ou salutaires, selon la manière dont elle sera traitée.

Elle aurait débouché sur une catastrophe sans nom, sans l'intervention du général de Gaulle, Président de la République, premier élu du suffrage universel.

Il a ramené le calme et rétabli l'ordre.

Les revendications immédiates du monde du travail ont pu être satisfaites ; le travail a repris, les services publics ont reparu.

En prononçant la dissolution de l'Assemblée Nationale, le Président de la République donne la parole au peuple tout entier. Le destin de tous sera donc fixé de la manière la plus démocratique.

— Pour assurer ce destin, il est absolument nécessaire de répondre positivement aux aspirations profondes qui se dégagent du grand mouvement qui s'est déroulé dans des circonstances qu'il faut chercher à bien comprendre.

— Il y a eu, certes, des agitateurs et des provocateurs.
— Il y a eu le désarroi des pouvoirs publics comme celui des dirigeants syndicaux, dépassés par la rapidité d'événements déconcertants.
— Il y a eu les manifestations tardives et désordonnées de politiciens pressés d'accéder au pouvoir, fût-ce dans le chaos et au prix de la ruine générale.
— Il y a eu le machiavélisme du Parti communiste, dont les changements d'attitude successifs n'avaient pour autre but que d'accélérer le processus de désintégration et de décomposition dont il pensait et pense encore tirer parti avec la complicité plus ou moins consciente de ses partenaires politiques occasionnels.

Mais il y a eu aussi et surtout, une aspiration sincère, bien que confusément exprimée, à des réformes dont on peut dire qu'elles n'ont pas d'autre but que d'assurer le renouveau de la Nation, en donnant au facteur humain la place qui doit lui revenir, la première. Pour atteindre ce but vital, il faut associer chacun et chacune à l'amélioration de son sort et à l'élaboration de son avenir.

Cette *participation* ne doit pas être limitée aux seuls milieux universitaires ni au seul monde du travail, mais généralisée dans tous les domaines où s'exercent et s'élaborent la dignité, la sensibilité et la condition humaines.

L'angoisse des jeunes, en particulier, tient essentiellement dans le fait qu'ils craignent, et parfois à juste titre, d'être formés et canalisés vers une forme d'avenir et une manière de vivre décidées « quelque part », sans eux, par des technocrates invisibles et des ordinateurs insensibles, et qu'aucune assurance ne leur est offerte de droit au travail et de sécurité de l'emploi.

Pour ce qui concerne l'ensemble de nos compatriotes, il faut lutter, tout en maintenant l'autorité de l'Etat, contre une centralisation qui, en dépit des meilleures intentions, risque d'éloigner de plus en plus les pouvoirs publics des réalités humaines.

Pour *atteindre ces buts,* il faut que partant des communes, des départements, des régions, se dégagent, par l'effet de dialogues sérieux et sincères, des tendances claires et des propositions précises dont le Gouvernement pour sa part et les collectivités locales pour la leur, puissent tenir compte dans leur action propre.

A l'inverse, il est nécessaire que les grands projets dont l'initiative, le vote, l'exécution, sont du domaine gouvernemental et législatif, fassent l'objet d'un dialogue systématique avec les représentants qualifiés des intéressés et cela jusque dans les communes, en particulier pour l'élaboration et la régionalisation du Plan, ainsi que tout ce qui concerne l'aménagement du territoire et les diverses programmations.

Il s'agit d'aboutir à une information réciproque et continue. C'est cela le dialogue. C'est cela la participation.

Cette réforme dans l'esprit et des méthodes est essentielle. Elle commandera toute l'évolution dans l'Université, dans les usines, dans les bureaux, dans les villes et dans les campagnes.

Elle doit se faire, mais elle ne se fera ni dans le désordre, ni dans l'anarchie.

Elle ne se fera pas davantage sous un régime communiste, par définition totalitaire et fossoyeur des libertés.

Elle se fera :

— dans *l'ordre,* dans le cadre de nos institutions, qui, dans cette crise apparemment incontrôlable, ont permis de surmonter le péril immédiat ;
— dans un *climat nouveau,* par un style et un comportement nouveaux, et cela est vrai pour les gouvernements, certes, mais aussi pour tous ceux qui, dans notre société, dans quelque domaine que ce soit, portent des responsabilités matérielles, spirituelles et morales ;
— dans la *réconciliation* des Français de bonne volonté, qui implique en particulier la liquidation définitive et totale des séquelles des guerres de 1939-1945, d'Indochine et d'Algérie, tant sur le plan moral, par la libération des prisonniers et l'amnistie, que sur le plan matériel en fournissant aux rapatriés en difficultés une nouvelle chance de s'intégrer dans la Nation ;
— dans la *légalité* républicaine et dans l'indépendance nationale.

C'est parce qu'elle est libre que la France a pu être le théâtre de ce mouvement exceptionnel qui, en démocratie populaire, eût été jugulé, fut-ce au prix du sang.

C'est parce que la France est libre que les Françaises et les Français se voient offrir, dans l'ordre républicain rétabli, la chance exceptionnelle de tirer profit de tout ce qu'il y avait de généreux, d'humain et de raisonnable, dans le déchaînement désordonné de la crise actuelle.

C'est parce qu'elle est libre que la France demeure l'un des atouts de la construction nécessaire de l'Europe.

Le 23 juin, ne vous trompez pas dans votre choix.

Ecartez donc le communisme totalitaire et ses fragiles alliés de la F.G.D.S., et ceux qui, tels le P.S.U., prétendent le déborder dans l'action révolutionnaire.

Ne vous laissez pas abuser par le P.D.M., obstacle à la constitution de la majorité ample et stable sans laquelle rien ne pourra se faire, ni le dialogue, ni la participation, ni le renouveau, ni la nouvelle société, pourtant indispensables pour que la France assure son avenir par sa jeunesse et pour elle.

Cette majorité, il vous appartient de la constituer par l'élection des candidats de l'Union pour la défense de la République. Une fois assurée, elle pourra être élargie à tous ceux qui sont déterminés à barrer la route au communisme totalitaire et à assurer le renouveau de la Société et de la Nation française.

Je demeure à votre disposition pour que Bordeaux soit à la tête de cette révolution humaine dans l'ordre et la légalité.

Jacques CHABAN-DELMAS
Maire de Bordeaux
Commandeur de la Légion d'honneur
Compagnon de la Libération

Remplaçant éventuel :

Jacques CHABRAT
Premier adjoint au maire de Bordeaux
Chevalier de la Légion d'honneur

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bordeaux-V, Bordeaux-VI (moins la commune de Bègles) ; commune de Talence.

M. Jacques GRONDEAU

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, Electeurs,

Les événements graves du mois de mai ont fait prendre conscience d'une société mal adaptée aux aspirations de la jeunesse et pas assez juste pour le monde des travailleurs.

Mais ruiner le pays par l'asphyxie de l'économie et par le désordre, supprimer la liberté, établir l'autorité de la rue, faire que la confusion débouche sur l'anarchie et la dictature, c'est le péril mortel contre lequel le pays s'élève.

Il va falloir tenir compte de tout cela.

S'il est vrai que le sort de chacun et de chacune peut dépendre de tels événements sur le plan national, il est vrai aussi que les problèmes locaux conditionnent plus ou moins la vie de tous les jours.

A Bordeaux, comme à Talence, les questions d'emploi, de logement... d'aide aux personnes âgées, aux malades, à l'enfance inadaptée... existent à l'état permanent et l'élu a le devoir de s'en occuper.

J'en ai d'ailleurs l'habitude soit au Conseil municipal de Bordeaux, soit au Conseil général et je m'appliquerai à les étudier et à les résoudre.

Pour

— Des réformes immédiates sociales, universitaires ;
— La défense des petites et moyennes entreprises et du petit commerce ;
— La réconciliation des Français ;
Amnistie,
Mesures financières nécessaires pour les rapatriés ;
— Une Europe unie et fraternelle ;
— L'ordre et le respect des libertés ;
— La paix ;
— Le drapeau tricolore.

Contre

— L'anarchie ;
— Les promesses démagogiques ;
— Un syndicalisme à action politique directe ;
— Le drapeau rouge ou noir.

Electrices, électeurs,

Cette troisième circonscription m'est chère :

J'y suis né, j'y habite, j'y exerce ma profession. Je la connais bien et je m'engage sans sectarisme d'opinion à vous aider, à être votre conseiller et votre porte-parole.

Investi par l'Union pour la défense de la République, gaulliste depuis toujours,

Assuré de l'appui du Président Chaban-Delmas, de l'amitié chaleureuse de beaucoup,

et du concours le plus total de mon suppléant Robert Couzinet, que les Talençais apprécient pour son dévouement et son efficacité dans les activités sociales, sportives et culturelles de leur belle commune.

Je me présente à vos suffrages avec confiance.

Le 23 juin, votez, votez toutes et tous, faites voter.

Soyez efficace dans votre choix.

Votez contre le communisme totalitaire et ses alliés plus ou moins camouflés.

Votez pour une majorité susceptible d'accomplir de grandes réformes et capable de défendre la République dans l'ordre et la paix avec le général de Gaulle.

Votez

Jacques GRONDEAU

Docteur en médecine
Conseiller de la Communauté urbaine
Conseiller municipal délégué de Bordeaux
Conseiller général de la Gironde
Administrateur de la Caisse d'allocations familiales de la Gironde
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier du Mérite social

Remplaçant éventuel :

Robert COUZINET

Cadre administratif
Conseiller national de l'Union des démocrates pour la Vᵉ République

---

2ᵉ CIRCULAIRE

Chers concitoyennes, chers concitoyens,

Je vous remercie très vivement de la confiance que vous venez de m'exprimer en me plaçant largement en tête des candidats avec près de 45 % des suffrages.

Ainsi, je devance de 4.498 voix mon concurrent immédiat, le député sortant, et le distance partout, entre autres dans la commune de Talence, dont il est le maire.

Electrices et électeurs de Bordeaux et de Talence, vous venez de mesurer le danger que vient de courir la République. Mais ce danger subsiste si vous ne renforcez pas les résultats acquis au premier tour.

Dimanche dernier, en effet, le vote a été l'affirmation certaine d'une volonté d'ordre, de défense de vos libertés à l'encontre de l'anarchie et de la subversion totalitaires.

Mais dimanche prochain, la progression importante de vos voix sur mon nom dans cette circonscription peut seule contribuer à l'établissement d'une majorité large et unie autour du gouvernement légal qui aura à relancer l'expansion économique et le redressement social.

L'essentiel se jouera au second tour dans cette troisième circonscription comme dans le reste du pays.

L'Union pour la défense de la République (U.D.R.) est un vaste courant d'opinion, majoritaire dans le pays, qui s'est dégagé devant les tentatives non encore évincées, d'anarchie et de subversion.

Ce large mouvement veut se traduire en France à l'occasion de ces élections par une majorité parlementaire capable d'assurer le Gouvernement d'un appui constructif et dynamique comme elle le fait dans d'autres pays occidentaux tels que l'Angleterre avec les travaillistes face aux conservateurs, aux Etats-Unis avec les démocrates face aux républicains, en Suède avec les socialistes face aux conservateurs, etc.

L'Union pour la défense de la République (U.D.R.) est de ce fait un regroupement de plusieurs formations et de personnalités d'origine centriste, M.R.P., radicale ou socialiste qui se sont jointes à l'Union des démocrates pour la V[e] République (U.D. V[e]) et aux Républicains indépendants pour :

— défendre la République et nos libertés ;
— accélérer les mutations nécessaires dans l'ordre et la légalité ;
— éviter l'inflation menaçante, c'est-à-dire la ruine économique et financière du pays.

L'U.D.R. exclut la cassure du pays en deux blocs. Elle est l'expression majoritaire du dialogue et de la participation.

Nous ne décevrons pas la Nation qui aspire à des réformes profondes de structures et à la réconciliation avec tous les Républicains.

Jamais une large union de tous ceux qui veulent sauvegarder la démocratie et l'avenir du pays, n'aura été plus nécessaire pour Bordeaux et Talence, pour l'Aquitaine et pour la France qui entrera lundi dans le Marché commun européen.

Car dimanche 30 juin, je resterai face à face avec le député sortant qui représente la Fédération de la gauche (F.G.D.S.). Pour satisfaire ses promesses démagogiques — il promet tout et à tout le monde — votre petit commerce, votre petite maison, vos économies vont être en grave danger.

Il en est toujours ainsi avec une majorité de gauche. Souvenez-vous : 1936, 1947, 1956 !

Alors, Talençaises et Talençais, Bordelaises et Bordelais, vous exprimerez un choix clair, en oubliant les querelles secondaires.

Vous voterez contre l'aventure avec le candidat de F. Mitterrand.

Vous voterez...
pour la sécurité avec le candidat d'Union pour la Défense de la République.

Docteur Jacques GRONDEAU
Conseiller général de la Gironde
Conseiller de la Communauté urbaine
Chevalier de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

Robert COUZINET
Cadre administratif
Conseiller national de l'Union des démocrates pour la V[e] République

---

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bordeaux-VII, Carbon-Blanc, Créon.

M. René CASSAGNE

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.D.G.S.)

1re CIRCULAIRE

Mes chers concitoyens,

Me voici, pour la quatrième fois, devant vous.

Reprenant mes trois premières professions de foi, j'ai la fierté de pouvoir dire que je pourrais n'y rien changer.

Je suis exactement le même homme, avec la même conviction et le même ardent désir de servir ; celui qui en 1967 vous disait déjà « je veux être un homme juste et libre, capable d'approuver ou de condamner suivant les circonstances et capable aussi de suggérer et de proposer ce que le gouvernement ne peut pas proposer lui-même ».

Mon action parlementaire, qui s'est déjà étalée sur dix ans, est la preuve de ma sincérité.

Représentant du peuple, je ne saurais approuver d'une manière inconditionnelle, je ne saurais condamner sans réflexion et d'une manière globale toutes les propositions faites par d'autres.

Mon travail à l'Assemblée Nationale démontre la solidité de cette affirmation.

Puis-je vous en donner une preuve supplémentaire.

Mon action parlementaire depuis 1967.

Réélu en mars 1967, j'ai, dès le premier jour de rentrée, déposé des propositions de loi aménageant les retraites pour les vieux travailleurs, intéressant les étudiants, les veuves, organisant la préparation à l'apprentissage chez les jeunes, donnant à tous la sécurité dans l'emploi en prévoyant les moyens de préparer à des mutations indispensables, dans les meilleures conditions possibles et demandant l'abrogation des ordonnances.

Parmi les 70 questions que j'ai déposées, 2 devaient faire l'objet de débat, l'une avec le Ministre de l'Agriculture, évoquant le problème de la viticulture en général ; l'autre traitant du problème du travail chez les jeunes — problème dont chacun a pu se rendre compte de l'importance et de l'actualité.

Ces deux discours pourront être remis à tous ceux qui m'en feront la demande, car il est impossible de les reprendre ici entièrement.

Maintenant l'avenir

Cette action n'a rien à voir avec des promesses en l'air.

Elle est le témoignage de ce que peut faire un homme lorsqu'il veut être utile.

Que personne ne s'y trompe, la situation actuelle est explosive, et on aurait tort de croire tous les problèmes réglés sous le prétexte que les grèves vont en diminuant en nombre et en étendue.

Les avantages obtenus par les travailleurs sont importants, mais, faute de s'accompagner de mesures d'ordre économique correspondantes, ces avantages peuvent être balayés par une terrible montée des prix qui s'amorce.

Avec mes amis de la F.G.D.S., nous ne croyons pas le Gouvernement actuel, replâtré, mais où beaucoup d'hommes ont déjà fait preuve de leur incompétence, capable de bien conduire les destinées de la Nation.

Je souhaite de toute mon âme, que le peuple de France en général, et les électrices et électeurs de la quatrième circonscription en particulier, veuillent bien s'en rendre compte.

Je leur fais confiance.

René CASSAGNE
Député sortant
Maire de Cenon — Conseiller général

Remplaçant éventuel :

Philippe MADRELLE
Professeur de C.E.G.
Conseiller municipal d'Ambarès

présentés par le Parti socialiste S.F.I.O.

APPEL DU COMITÉ ÉLECTORAL

Est-il bien utile de faire appel pour notre ami René Cassagne ? Tout le monde le connaît. Chacun l'apprécie. Les adversaires le respectent. Et nous, ses amis, nous vous l'offrons pour le plus grand bien de la sixième circonscription et du pays tout entier : René Bonnac, P. Paigne, Martranchar, Bial de Bellerade, Ricard, Baude, adjoints au maire de Cenon ; André Le Floch, maire de Floirac, ancien député ; Vigneau-Anglade, maire de Carbon-Blanc ; Bellaud, maire de Lormont ; Briat, maire de Bouliac ; Mora, conseiller général de La Bastide ; Bastiat, maire de Créon, conseiller général.

2e CIRCULAIRE

Remerçiements et appel

Mes chers concitoyens,

18.949 personnes ont bien voulu, en glissant dans l'urne un bulletin en mon nom, me manifester leur confiance à la politique de paix et de travail que je n'ai cessé de préconiser.

Mon travail a été récompensé et nul doute que dimanche prochain il le sera à nouveau, d'une manière encore plus éclatante.

Mes remerciements iront à tous, amis connus et inconnus, qui, une fois encore, m'ont apporté le témoignage réconfortant de leur accord.

Mais la lutte pour une société meilleure n'est pas terminée. Elle commence au contraire. Je suis persuadé que les mois qui vont venir vont apporter leur contingent de désenchantement et de réclamations de plus en plus justifiées.

C'est alors qu'il faudra des hommes compétents, détachés de tout esprit de sectarisme, mais enrichis d'un idéal magnifique, capables de dévouement et d'initiatives heureuses.

On ne peut choisir n'importe qui, pour faire n'importe quoi. J'ai la faiblesse de croire que mon passé garantit suffisamment la valeur de mes promesses pour que je sollicite pour l'avenir de nouvelles responsabilités.

Merci à tous, et à dimanche prochain !

René CASSAGNE
Député sortant
Maire de Cenon — Conseiller général

Remplaçant éventuel :

Philippe MADRELLE
Professeur de C.E.G.
Conseiller municipal d'Ambarès

présentés par le Parti socialiste S.F.I.O.

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Blanquefort, Castelnau-de-Médoc, Lesparre-Médoc, Pauillac, Saint-Laurent-et-Benon, Saint-Vivien-de-Médoc ; commune de Bruges.

M. Aymar ACHILLE-FOULD

(Candidat Progrès et démocratie moderne)
élu le 30 juin 1968
(P.D.M.)

1re CIRCULAIRE

Chère concitoyenne, cher concitoyen,

Les événements graves que la France vient de traverser et qui sont loin d'être définitivement apaisés, ont provoqué la dissolution de l'Assemblée Nationale.

Me voici donc à nouveau devant vous, sollicitant une confiance qui, depuis six ans, est ma fierté et la raison de mes efforts constants au service de notre région et de notre pays.

Dans ma dernière profession de foi, je vous disais que notre but, dans l'unité médocaine et l'union des Médocains, était de mener ensemble à bien la grande entreprise d'inscrire le Médoc dans un monde moderne.

Or, voici qu'en matière agricole, industrielle, touristique, grâce à notre foi commune, à l'acharnement mais aussi à l'expérience acquise, les faits sont là :

— la maîtrise des eaux du Médoc, son canal ;
— les vastes chantiers industriels ouverts au centre et au nord de notre région et leurs prolongements assurés ;
— le démarrage, sur notre côte médocaine, d'une Base de plein air, puis d'une ville neuve touristique à l'échelle européenne ;

sont soit en cours de réalisation (Pauillac, Le Verdon), soit prévus cette année (Bombannes) ou dès le début de l'an prochain (Canal), les concours financiers européens ou nationaux étant maintenant acquis.

Ce développement économique équilibré, joint à nos grandes industries du Sud, est, vous le comprenez, le gage véritable d'une existence meilleure pour chacun, chacune d'entre vous.

Ces voies que nous avons commencées ensemble à défricher il y a six ans, je vous propose de les poursuivre.

Et ceci avec d'autant plus d'ardeur que nos progrès risquent d'être menacés parce que la France est aujourd'hui déchirée.

Nous allons subir les lourdes conséquences des méthodes d'un Gouvernement, pourtant stable et fort, qui a été constamment soutenu par une majorité inconditionnelle.

Nous sommes menacés d'une division arbitraire des Français en deux blocs antagonistes, qui ne pourrait qu'entraîner le retour, plus grave encore, des affrontements que notre pays vient de subir.

Mais il y a pour nous une autre voie, celle de la réflexion et de la raison : pour réconcilier les Français entre eux, faire reprendre à la France le chemin de la fierté et de la prospérité compromises, redonner confiance au monde des travailleurs, il faut changer les méthodes de notre politique et ouvrir enfin ce dialogue que le pays attend et que nous n'avons cessé de réclamer.

Avec moi, qui combats ici parmi vous, avec mes amis qui se battent dans tant de circonscriptions de ce pays, je vous propose de choisir :

— Le renouveau plutôt que l'aventure,
— Le véritable progrès social plutôt que le désordre,
— L'espoir plutôt que la crainte.

Car, si vous le voulez, nous pouvons ensemble rendre à la France, dans l'exercice de ses institutions, la démocratie moderne, généreuse et fraternelle digne de notre pays.

Aymar ACHILLE-FOULD
Député sortant du Groupe Progrès et Démocratie moderne
Membre de la Commission des affaires étrangères
Ancien élève de l'Ecole navale — Capitaine de Corvette (R)
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de Guerre T.O.E. — Croix de la Valeur militaire
Conseiller général
Maire de Saint-Laurent-Médoc

Remplaçant éventuel :

René GIROL
Propriétaire exploitant
Président d'honneur des maraîchers de la Gironde
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier du Mérite agricole
Maire d'Eysines

2e *CIRCULAIRE*

Chère concitoyenne, cher concitoyen,

En me plaçant largement en tête, vous avez choisi la continuité de nos efforts communs ; vous avez voulu que nous poursuivions ensemble l'action entreprise avec cette volonté et cette confiance qui, depuis six ans, ont déjà porté leurs fruits.

Vous avez voté dans la raison ; vous n'avez pas cédé à la crainte.

Une fois de plus, c'est le message de l'amitié, c'est vous dire combien il me touche.

Vous avez compris qu'il nous faut ensemble, demain comme hier, sans sectarisme, à la fois défendre les principes d'une véritable démocratie de dialogue, à laquelle nous sommes tous attachés et persévérer, avec obstination et optimisme ,dan la voie maintenant tracée du développement et du progrès pour toute notre presqu'île.

C'est une tâche, rude et exaltante, qui demande de la foi, du courage, du désintéressement, une disponibilité de tous les instants, une résistance à toute épreuve.

Oui, pour vous toutes et tous, quel que soit votre âge et votre activité, il importe qu'en face des impératifs de la raison d'Etat que défend le Gouvernement, vous ayiez un homme libre qui puisse, au Parlement, se battre pour que vos intérêts et votre avenir soient respectés.

A vos côtés, avec l'efficacité de l'expérience acquise, j'œuvrerai, comme par le passé, si votre confiance m'accompagne, à l'impérieuse nécessité d'orienter enfin le budget de l'Etat vers une politique économique et sociale plus généreuse, plus juste et plus fraternelle telle que vous la souhaitez.

Aux élus et responsables, à ceux qui en équipe m'ont tant aidé, à tous les Médocains et Médocaines, aux abstentionnistes aussi, qui voudront ajouter leur bulletin à ceux de la victoire, je dis que leur vote massif de dimanche prochain assurera l'avenir de notre presqu'île et le triomphe de la démocratie.

Et je sais que vous voudrez m'aider, nous aider demain à rétablir le dialogue, à réconcilier les Français dans notre pays déchiré et ainsi, libre comme par le passé, pour chacune, pour chacun d'entre vous, à combattre, c'est-à-dire à continuer à servir.

AYMAR ACHILLE-FOULD

Député sortant du Groupe Progrès et Démocratie moderne
Membre de la Commission des affaires étrangères
Ancien élève de l'Ecole navale — Capitaine de Corvette (R)
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de Guerre T.O.E. — Croix de la Valeur militaire
Conseiller général
Maire de Saint-Laurent-Médoc

Remplaçant éventuel :

RENÉ GIROL

Propriétaire exploitant
Président d'honneur des maraîchers de la Gironde
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier du Mérite agricole
Maire d'Eysines

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Mérignac, Pessac ; commune de Bègles.

M. Robert BRETTES

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.D.G.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Maire de Mérignac depuis la Libération, j'avais décidé de consacrer désormais mon activité à ma ville, à mon canton et à la Communauté urbaine qui vient d'être créée, malgré moi, et dont je regrette aujourd'hui encore l'atteinte qu'elle porte à la liberté communale dont j'ai toujours été l'ardent défenseur.

Pendant quinze mois, où j'ai participé activement aux travaux du Parlement, nous avons inlassablement proposé des salaires meilleurs, des emplois plus nombreux, des garanties syndicales réelles, une autonomie locale véritable, une décentralisation efficace, des universités libres, le dialogue permanent des citoyens et du pouvoir, une économie dynamique et équitable, des structures sociales justes, une politique par et pour tous les citoyens.

« Gouverner, c'est prévoir. » Dans la Ve République, seule l'opposition a prévu et seul le peuple a agi.

Sur le plan parlementaire encore, avec mes amis députés de la Gironde, nous avons proposé des lois tendant à résoudre les problèmes économiques de notre région, à apporter plus de justice dans les rapports entre les plus défavorisés et l'Etat.

Les incidents de ces jours derniers, les émeutes, la flambée de révolte des travailleurs de toutes catégories sur les revendications desquels, sans répit, nous avions attiré l'attention du Gouvernement, ont obligé le chef de l'Etat à dissoudre l'Assemblée Nationale.

La situation de la France est alors apparue plus préoccupante et plus alarmante que jamais.

Enfin, le Gouvernement et le Président de la République admettaient que nos revendications étaient légitimes et qu'il s'agissait non seulement de sauver notre économie de la faillite, mais qu'il était urgent de pratiquer une nouvelle politque pour conjurer les périls mortels qui frappaient nos institutions.

Comme en 1940, la République française est menacée ! ! !

Un nouveau combat s'engage. C'est l'avenir de la jeunesse qui est en jeu, c'est le monde des travailleurs : ouvriers, employés, fonctionnaires, techniciens, cadres, étudiants, agriculteurs, artisans, petits et moyens commerçants et industriels, membres des professions libérales, retraités et pensionnés, rapatriés, anciens combattants, économiquement faibles, en prise au désespoir, menacés dans leur vie, dans leurs biens, dans leur devenir.

Bref, tous nos avertisements se révèlent aujourd'hui comme une terrible et implacable réalité.

Dans ce nouveau combat, où se joue le destin de notre pays et la pérennité de nos institutions, j'ai décidé, comme toujours, de faire front et de lutter de toutes mes forces.

Toute autre attitude eut été de ma part une lâcheté, une désertion.

Mes amis, tous les démocrates et les républicains avides de rénovation, de réformes, de justice et de paix sociale, m'ont apporté immédiatement leurs soutiens enthousiastes.

Je suis donc à nouveau, avec mon ami Michel Sainte-Marie, professeur de mathématiques, responsable des clubs Léo-Lagrange, le candidat du progrès social, des réformes de structures dans tous les domaines, le candidat de la paix sociale dans un climat d'ordre mais de justice, dans un monde où tout n'est qu'égoïsme et profit.

Tel est mon programme. Il est à la fois inspiré par les nécessités :

— d'ordre économique, où tous les Français, quel que soit leur âge ou leurs connaissances doivent trouver leur place et la juste rémunération de leur travail et de leur capacité ;

— d'ordre politique, la liberté de tous les citoyens, liberté démocratique ne portant pas atteinte à celle des autres, mais s'inspirant de générosité et de fraternité humaine ;

— d'ordre social enfin où le progrès, quel qu'il soit, doit être mis au service de toutes et de tous, dans une France capable de comprendre que le progrès dans tous les domaines doit permettre d'envisager avec espoir, confiance et certitude, la place que chacun espère et attend de ses aptitudes et de son talent.

Vive la République !
Vive la France !

APPEL DU COMITÉ ÉLECTORAL

Le Comité électoral de la sixième circonscription demande à toutes les électrices et à tous les électeurs de voter et faire voter dès le premier tour, pour :

Robert BRETTES
Député sortant
Vice-président du Conseil général — Maire de Mérignac
Un administrateur intègre, compétent, dévoué...

et, comme *remplaçant éventuel*, notre jeune ami :

Michel SAINTE-MARIE
Professeur de mathématiques
Délégué au lycée technique de Talence
Responsable national des « Clubs Léo-Lagrange »

Par ces candidatures, présentées à vos libres suffrages, nous manifestons notre ardent désir de voir enfin la France changer de politique et s'engager dans des réformes profondes dans tous les domaines.

C'est aussi un acte de foi dans un monde nouveau, une République démocratique éprise de progrès et de justice sociale, où chacune et chacun, jeune ou moins jeune, pourra s'intégrer dans une politique économique où l'expansion sera mise au service de tous.

Prédidents d'honneur : MM. Julien Cabanne, directeur d'école honoraire, administrateur de l'hôpital Château-Picon, chevalier de la Santé publique, commandeur de l'Ordre des Palmes académiques, officier de la Légion d'honneur, président d'honneur de la Fédération du parti radical-socialiste, premier adjoint au maire de Mérignac ; Christian Lacrampe, premier adjoint au maire de Cestas ; René Lahitte, chef de groupe S.N.C.F., responsable syndical cheminot, président des cheminots anciens combattants, président de Société H.L.M. ; Emile Chatelin, ancien adjoint au maire de Bègles, vice-président du Comité d'action sociale en faveur de la vieillesse ; Victor Mazars, maire de Villenave-d'Ornon ; Jean Castagnet, maire de Martignas ; Gérard Delord, président de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste de Pessac ; Marcel Gauthier, conseiller municipal de Gradignan ; René Landais, chef de comptabilité, secrétaire de la la Section socialiste de Gradignan.

Mérignac. — Le Conseil municipal de Mérignac ; MM. Henri Fergeau, président du Conseil de parents d'élèves, technicien de la navigation aérienne*; Michel-Pierre Touron, directeur d'école honoraire.

Pessac. — MM. Fernand Pedemay, Sornin, Chiron, Courret, Duverger, Cazade, Savary, Salanouba, Nora, ancien adjoint au maire ; Bierck, ancien adjoint au maire ; Chapelle, président d'honneur du Patronage laïc ; Carola, Alain Aubert, attaché commercial ; Mme Thenadey, M. Jean Regeon, exploitant agricole ; Mme Resseguier, MM. Paul Boudy, Pierre Paulhet, navigateur.

Villenave-d'Ornon. — MM. Henri Horwarth, Elie, Calvet, capitaine de réserve ; Paul Portes, directeur adjoint de C.E.S. ; Charles Bonnamy, contrôleur honoraire des finances ; E. Bastar, ingénieur ; Sébastien Cuadrat, commerçant.

Gazinet-Cestas. — MM. Roger Dubois, adjoint au maire ; Clemens, Guy Venou, Alex Constantin, conseillers municipaux ; Mlle Esmery, employée de mairie ; MM. Castex, représentant ; Jean Gaulin, chef du centre des sapeurs-pompiers de Cestas ; Robert Desjardin, adjoint technique ; Henri Rougier, Génie rural ; Henri Nard.

Gradignan. — Mlle Pauzat, directrice école filles bourg ; Pourquey, directeur C.E.G. garçons bourg ; Mme Pourquey, institutrice*; Mme Lassantonie, vice-présidente Patronage laïc, régisseur des cantines scolaires ; MM. Lestage, conseiller municipal ; Latrille, conseiller municipal ; Stancill, directeur école de Lange (garçons) ; Laville, ancien conseiller municipal ; Pierre Mignon, Cazimajou, Raucoule, Bocquet, Lauronse.

Bègles. — MM. Paul Euloge, président de l'Office départemental des H.L.M. ; Marcel Dubroca, militant syndicaliste ; Mme Reine Grégoire, retraitée ; MM. Yves Moulie, retraité ; Roland Boye, militant syndicaliste ; Marcel Choury ; Yves Oriede, militant syndicaliste ; Charles Hazera ; Maxime Laville, retraité ; Prévotel ; Pierre Comets, cheminot ; Edouard Fetis, rapatrié ; Louis Charenat, militant syndicaliste ; Olive Rivière, ancien adjoint au maire ; Henri Sauvet ; Christian Chaumeny ; Maurice Gaillaud ; Marcel Vinant, maraîcher ; André Vialatte, professeur technique E.D.F. ; Mlle Yvette Bouc, présidente du Parti radical de Bègles ; M. Pierre Lataste, secrétaire de la section du Parti radical.

Martignas. — MM. Casimir Czeski, Francis Fagotti, Raoul Hostens, Pierre Bertet, conseillers municipaux ; Paul Séguin, école ; Bobois, conseiller municpal.

Saint-Jean-d'Illac. — MM. Pierre Guilhem, Louis Lagune, Edgar Linxe, conseillers municipaux ; Robert Delmon, ancien conseiller municipal ; André Dupart, entrepreneur de bâtiment ; Jean Dupuch, blanchisseur et propriétaire ; Marcel Darroman, gemmeur et propriétaire ; Maurice Dupas, éleveur-agriculteur ; François Cabannes, gemmeur.

2° *CIRCULAIRE*

Remerciements et appel

Electrices, électeurs,

Je vous remercie très sincèrement de m'avoir, dans les circonstances présentes, manifesté votre confiance par un vote massif qui fait de moi le porte-drapeau d'une formation qui, dans l'ordre et dans le respect des règles démocratiques, aspire à des réformes profondes, à un progrès social mis au service de toutes les couches sociales de la Nation.

Je remercie d'une façon toute particulière la population mérignacaise qui a su dominer les passions politiques du moment et renouveler sa confiance à son maire qui a tant œuvré pour que Mérignac soit le symbole de la vie moderne, de l'appartement agréable et social, mis au service du plus grand nombre.

Notre action n'est pas pour autant terminée. Il importe demain d'affirmer nos convictions qui sont essentiellement humaines et fraternelles.

Il faut que des hommes, sensibles à la fois aux événements et aux enseignements qu'ils comportent, dans la concorde et dans le calme des esprits et des consciences, entreprennent une œuvre démocratique qui puisse, dans des structures nouvelles, donner au Pays l'essor économique nécessaire pour que tous les Français puissent jouir du progrès social dans une économie rénovée.

Il faut, et c'est l'essentiel, que les rapports entre les familles sociales de la Nation soient empreintes d'un juste équilibre pour que notre jeunesse, nos familles puissent jouir d'une vie décente, puissent espérer, dans une société où, suivant intelligence et talent, chacune et chacun pourront trouver un débouché, une situation, un emploi, une retraite à la mesure de ses connaissances et de ses capacités, de ses besoins.

A cette œuvre immense qui nécessite à la fois beaucoup de calme, de compréhension, de pondération, mais aussi beaucoup de courage et de désintéressement, je suis prêt, comme toujours, à apporter le meilleur de moi-même, je suis prêt à apporter toute mon activité.

Mais, pour réussir, il me faut le concours de chacun, la confiance de tous.

Dimanche prochain, comme hier, comme toujours, je compte sur vous.

Vive la République !

APPEL DU COMITÉ ÉLECTORAL

Le Comité électoral de la sixième circonscription remercie les électrices et les électeurs de la nouvelle marque de confiance et de sympathie qu'ils viennent de donner à leurs candidats :

Robert BRETTES

Député sortant
Vice-président du Conseil général — Maire de Mérignac

et, comme *remplaçant éventuel*, notre jeune ami :

MICHEL SAINTE-MARIE

Professeur de mathématiques
Délégué au lycée technique de Talence
Responsable national des « Clubs Léo-Lagrange »

tous deux résolument hostiles à la violence et aux manifestations anarchiques.

Mais la victoire n'est pas encore acquise et, pour faire triompher notre idéal, il importe que tous et toutes confirment leur choix dimanche prochain.

Notre but est de donner à notre député, au maire de Mérignac et au Conseiller général, les moyens de poursuivre son œuvre dans le calme et la sérénité.

Robert Brettes représente pour la population de la sixième circonscription, l'ordre, la pondération et l'intelligence mise au service de l'action pour l'émancipation de toutes les couches de la société.

Dans un monde angoissé et préoccupé par des conditions de vie difficiles et par un avenir incertain, il représente la juste mesure entre la démagogie et la réalité faite d'injustice et de conditions sociales contraires aux progrès de notre civilisation.

En votant Robert Brettes, enfin, vous votez pour l'avenir, pour votre famille, pour notre jeunesse, pour la paix sociale retrouvée, pour une République démocratique d'ordre et de prospérité.

Le Comité électoral.

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Arcachon, Audenge, Bazas, Belin, Captieux, Grignols, Labrède, Saint-Symphorien, la Teste, Villandraut.

M. Franck CAZENAVE

(Défense républicaine, économique et sociale)

élu le 30 juin 1968

(P.D.M.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Par deux fois, vous m'avez fait confiance pour vous représenter à l'Assemblée Nationale.

Respectant les engagements que j'avais pris, m'informant constamment auprès de vous, directement ou par l'intermédiaire de vos représentants élus et professionnels, j'ai toujours voté librement et en conscience ce que nous considérions être bon pour notre pays et notre circonscription.

Partisan du progrès social et économique, je pense, comme vous, qu'il n'est réalisable que dans le calme, l'ordre et la justice. C'est dans cet esprit que nous avons, avec mes amis, proposé au Parlement les réformes nécessaires pour adapter notre économie aux profondes aspirations de notre temps.

Nous n'avons, hélas ! pas toujours été entendus.

Nous assistons, en effet, à l'affrontement de deux blocs qui ne sont pas arrivés, en dix ans, à ouvrir un dialogue ni à faire aboutir les indispensables réformes que nous avons toujours proposées et qui auraient permis d'éviter les graves affrontements qui

ont mis la France en péril. Nous ne voulons pas admettre que les Français se divisent en deux factions rivales. Nous ne voulons plus revivre le drame national de ces dernières semaines.

Nous désirons tous, ardemment, le progrès social. Personne ne nie que l'Université doive transformer profondément ses structures inadaptées à notre économie moderne.

Tous les Français savent qu'il n'y a ni progrès social ni réformes valables sans une monnaie solide, une économie en pleine expansion et un pays admiré et respecté du monde entier.

Assumant des responsabilités économiques, je suis conscient, comme vous tous, des difficultés qui vont se présenter dans le pays et plus spécialement dans notre région.

A nous tous, ouvriers, agriculteurs, marins, ostréiculteurs, artisans, commerçants, fonctionnaires, retraités, jeunes et vieux, à quoi serviraient des mesures prises sur le plan national si, demain, notre région ne pouvait prétendre à une place digne d'elle et devenait véritablement le « désert français » dont on parle ?

Il nous faut relever le défi et choisir, au-delà des passions du moment, des hommes conscients de ces difficultés et prêts à y faire face.

Pour ma part, j'ai toujours eu conscience de cette mission que vous m'aviez confiée. Vous représentant tous sans exception, j'ai travaillé chaque jour pour améliorer votre condition.

Aujourd'hui, il faut continuer tous ensemble ce travail que nous nous sommes fixé.

Par votre vote, vous en déciderez.

Vive la septième circonscription !
Vive la République !
Vive la France !

FRANCK CAZENAVE

Conseiller général d'Arcachon — Maire de Belin
Officier de la Légion d'honneur — Croix de guerre 1939-1945
Croix de guerre Algérie — Médaille de l'Aéronautique
Commandeur Mérite militaire — Chevalier du Mérite agricole
Colonel de réserve
Président de la Fédération européenne des Parquets
Président des Syndicats nationaux/régionaux Parquets et Caisses
Président de la Chambre nationale des Cycles

Remplaçant éventuel :

Docteur ARISTIDE ICHARD

Conseiller général — Maire de La Teste-de-Buch

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Inquiets, et déchirés, les Français ont tenu à exprimer, au premier tour de ces élections législatives, leurs opinions politiques.

Maintenant, je souhaite ardemment qu'aux 16.865 électrices et électeurs qui m'ont renouvelé leur confiance et que je remercie très sincèrement, se joignent les suffrages de toutes celles et de tous ceux qui mettent l'intérêt de notre circonscription au-dessus de toutes les passions.

Ils savent en effet que le développement économique de notre région et le progrès social nécessitent beaucoup de travail, beaucoup de compétence, une solide équipe, d'excellents rapports avec tous les élus locaux, toutes les organisations professionnelles, sans esprit partisan.

Voici deux législatures, voici six ans, que je me suis attaché avec tout mon cœur et toute ma foi à notre circonscription, à son développement économique, à la défense de vos justes intérêts.

Je l'ai fait en homme soucieux de l'économie, me consacrant à l'intérêt général et me mettant au service de tous, sans distinction.

A Paris et dans notre région, j'ai mis toutes mes possibilités en œuvre. Les contacts fréquents avec vos élus locaux et vos responsables professionnels m'ont permis de suivre pas à pas l'évolution de vos problèmes. Ma position personnelle à l'Assemblée Nationale et au Conseil général m'a souvent permis de les résoudre.

Sachez que je poursuivrai avec vous ce travail que vous connaissez et qui a déjà porté des fruits.

C'est pourquoi je lance un appel à toutes les électrices, à tous les électeurs qui ont le souci d'une véritable démocratie.

D'une démocratie dans laquelle, sans sectarisme, toutes les opinions peuvent être exprimées.

En m'accordant en masse vos suffrages, vous voterez pour l'homme qui est depuis toujours votre ami sincère, vous choisirez le député qui travaille.

Vive la septième circonscription !
Vive la République !
Vive la France !

FRANCK CAZENAVE

Conseiller général d'Arcachon — Maire de Belin
Officier de la Légion d'honneur — Croix de guerre 1939-1945
Croix de guerre Algérie — Médaille de l'Aéronautique
Commandeur Mérite militaire — Chevalier du Mérite agricole
Colonel de réserve
Président de la Fédération européenne des Parquets
Président des Syndicats nationaux/régionaux Parquets et Caisses
Président de la Chambre nationale des Cycles

Remplaçant éventuel :

Docteur ARISTIDE ICHARD

Conseiller général — Maire de La Teste-de-Buch

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Auros, Branne, Cadillac, Langon, Monségur, Pellegrue, Podensac, la Réole, Saint-Macaire, Sauveterre-de-Guyenne, Targon.

M. Pierre LAGORCE

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Durant dix ans le gaullisme a disposé d'un pouvoir absolu. Ce ne sont pas, en effet, les organisations professionnelles ou syndicales, qu'il ignorait, ni vos élus municipaux,

cantonaux ou nationaux qu'il méprisait, aucun de ces « corps intermédiaires », indispensables dans une vraie démocratie, entre le peuple et ses dirigeants, qui ont pu le gêner en quoi que se soit.

Le résultat vous le connaissez. Dix ans de pouvoir absolu ont abouti non seulement à une explosion spontanée de revendications de toutes sortes, mais à une contestation générale et profonde, par les éléments les plus actifs de la Nation, des structures mêmes de notre société.

Sans la sagesse qu'a su montrer notre peuple, les désordres engendrés par les maladresses, les provocations, les hésitations du Gouvernement, auraient dégénéré en guerre civile.

Le *constat de faillite* de ces dix ans de gaullisme est lourd : chômage croissant, appauvrissement des classes laborieuses, difficultés suscitées aux commerçants et artisans, pénurie de logements, misère paysanne et accélération de l'exode rural, encouragement à la spéculation sur l'or, sabotage de la construction de l'Europe et du Marché commun, etc.

Face à ce *bilan désastreux* et pour réparer les erreurs commises, la Fédération de la gauche démocrate et socialiste propose un programme humain, généreux et réaliste directement inspiré de notre devise républicaine : liberté, égalité, fraternité.

Elévation du pouvoir d'achat des masses, garantie de l'emploi et résorption du chômage, abrogation des ordonnances sur la sécurité sociale, construction de 600.000 logements par an dont 350.000 logements sociaux, participation des collectivités locales à l'élaboration d'un plan vraiment régionalisé, lutte contre la fraude fiscale et réaménagement de l'impôt sur le revenu avec exonération des revenus inférieurs à 6.000 F, respect du droit à une information objective, démocratisation de l'enseignement, notamment de l'enseignement supérieur, poursuite d'une politique de la jeunesse à qui seront confiées les responsabilités qu'elle réclame, respect des engagements pris à l'égard des anciens combattants, des personnes âgées, des rapatriés, rejet d'une politique étrangère de faux prestige, fondée sur une force de frappe illusoire et ruineuse, construction d'une Europe des peuples, gage de la liberté pour chacun, de la solidarité entre les nations et de la paix pour tous, tels sont quelques-uns des points essentiels de ce programme.

L'Agriculture n'est certes pas oubliée et puisque notre région a une vocation essentiellement agricole nous rappellerons que nous voulons notamment :

— la juste rémunération du travail par une politique appropriée des prix ;
— l'application de la loi d'orientation qui a promis la parité ;
— l'indexation des prix agricoles, une fois assuré le rattrapage indispensable ;
— la différenciation des moyens mis en œuvre selon la situation, les types d'agriculture et les régions. L'Aquitaine, par exemple, doit être classée zone de rénovation rurale, avec ce que cela comporte d'avantages spéciaux (aide à l'équipement, I.V.D., etc.) ;
— l'organisation d'un Marché commun véritable, avec l'orientation des productions en fonction des besoins de l'Europe et du Tiers Monde, permettant un meilleur écoulement des produits ;
— l'allègement des charges d'exploitation ;
— le développement de la coopération ;
— la réforme du Crédit agricole dans un sens plus mutualiste.

Le vin

— abrogation de la mesure injuste et absurde par laquelle le vin est taxé à 13 % à la T.V.A., au lieu de 6 % ;
— aides spéciales à l'exportation ;
— publication des décrets d'application du protocole du vin de Bordeaux, attendus depuis deux ans ;
— institution d'une place de cotation des vins de consommation courante à Bordeaux ;

— non seulement arrêt de la campagne anti-vin, mais publicité pour le vin, à la T.V. ;
— répercussion des augmentations provenant du relèvement du S.M.A.G. et des autres charges sur le prix de vente des vins et en particulier sur le relèvement des prix d'intervention.

Le tabac

— consultation des planteurs avant la fixation des prix du tabac ;
— maintien du contingent avec toutes les garanties actuelles dans le cadre du monopole du S.E.I.T.A. ;
— attribution d'une retraite complémentaire.

L'élevage

— *Lait :* après entente entre les organismes intéressés, obtenir des prix de campagne rémunérateurs dont la stabilité sera assurée pour l'année en cours ;

— *Viande :* harmonisation des prix à la production avec les prix à la consommation, afin d'éviter une disparité préjudiciable au producteur et au consommateur.

Ce programme, la Fédération de la gauche démocrate et socialiste est prête à l'appliquer demain avec tous ceux qui voudront l'accepter.

APPEL DU COMITÉ ÉLECTORAL

Votre député sortant, Pierre Lagorce, a mené au Parlement, durant l'année écoulée, par ses interventions à la tribune, ses questions écrites aux Ministres, ses démarches dans les administrations, une action vigoureuse en faveur, notamment, des agriculteurs (viticulteurs, tabaculteurs, gemmeurs, pruniculteurs...), des ouvriers, des artisans, des enseignants, des anciens combattants, des jeunes, des rapatriés, etc.

Il a tenu ses promesses, il n'a nullement démérité.

Il a rempli avec droiture et conscience, son mandat de député.

Ne vous déjugez pas à un an d'intervalle. Manifestez-lui à nouveau et en masse, votre confiance.

Avec le même enthousiasme qu'en 1967, et pour qu'il puisse poursuivre sa tâche, votez pour Pierre Lagorce.

Si vous êtes vraiment opposé au régime gaulliste, votez pour un véritable opposant.

Votez pour votre député sortant

PIERRE LAGORCE

Député sortant
Maire de Langon
Administrateur — Chef de division à l'Assemblée Nationale
Ancien combattant — Prisonnier de guerre
Officier de réserve
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 1939-1945
Chevalier du Mérite social
Secrétaire général du Comité parlementaire pour le Sport

Remplaçant éventuel :

VOLNY FAVORY

Maire de Blasimon
Docteur vétérinaire — Exploitant viticole
Ancien combattant — Prisonnier de guerre
Vice-président de la Cave coopérative de Blasimon
Chevalier du Mérite agricole

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Le 23 juin, j'ai obtenu 14.499 suffrages, ce qui me place largement en tête, au premier tour, des quatre candidats de la circonscription, en se traduisant par une augmentation de 22,7 % du nombre de voix que j'avais obtenu au premier tour des élections législatives de 1967.

Ce magnifique résultat, dont je vous remercie du fond du cœur, montre que les électrices et les électeurs de cette circonscription ne se sont pas laissés prendre au chantage à la peur et au désordre, utilisé avec indécence par le pouvoir, dans une campagne d'intoxication sans précédent.

Nous aussi, nous sommes pour l'ordre et pour le *respect le plus absolu de la légalité :* je l'ai répété dans toutes les réunions électorales publiques et contradictoires que j'ai faites (nous n'avons été d'ailleurs que deux candidats sur quatre à venir nous expliquer devant le corps électoral et à engager véritablement le dialogue avec lui).

Nous aussi, nous sommes pour le drapeau tricolore — et c'est un ancien combattant de guerre 1939-1945, décoré de la Croix de guerre et de la Légion d'honneur à titre militaire qui le dit bien haut et qui considère qu'en aucun cas le drapeau national ne doit servir d'emblème électoral.

Nous aussi, nous voulons que cela change et que les réformes soient vraiment accomplies demain, mais nous n'avons pas attendu la pression de la rue pour vous en aviser : nous les réclamons depuis toujours et nous continuerons à les réclamer demain inlassablement au gouvernement en place, quel qu'il soit.

Electrices, électeurs,

Seuls de vrais démocrates comprennent votre mécontentement. Seuls ils pourront vous défendre face à un pouvoir qui demain, s'il est confirmé trop largement, ne pensera plus à vous et n'en fera qu'à sa guise.

Ouvriers, employés, salariés, du secteur privé comme du secteur public, si vous voulez voir confirmer les avantages que vous avez su arracher au pouvoir,

Agriculteurs, éternels sacrifiés d'un régime technocratique, si vous voulez obtenir enfin cette parité de vos revenus avec ceux des autres catégories socio-professionnelles, depuis si longtemps promise et jamais obtenue, et si vous voulez qu'un Marché commun sincèrement et rationnellement organisé vous permette de vendre à des prix rémunérateurs votre vin, votre tabac, vos fruits et tous vos produits agricoles,

Artisans, petits commerçants, laissés à l'écart des négociations de Grenelle et de Varenne parce que vous êtes condamnés par la politique inhumaine de centralisation à outrance qu'un gouvernement autoritaire ne fera qu'accentuer demain,

Jeunes, qui risquez d'être les dupes de cette consultation électorale qui a laissé à l'écart des centaines de milliers d'entre vous, parce qu'on n'a pas voulu admettre que vous représentiez la chance et l'avenir de la France.

Vieillards, petits retraités, handicapés, tous les humbles et les déshérités de la vie qui aspirez à une justice sociale et à une solidarité nationale que seuls peuvent vous procurer

— des députés issus vraiment du peuple et rangés délibérément à ses côtés,
— qui veulent se préoccuper des hommes, plutôt que de leur rendement,
— et assurer leur prospérité par le développement de notre belle région d'Aquitaine trop délaissée jusque-là,

Votez en masse, dimanche prochain 30 juin, pour Pierre LAGORCE, seul candidat de tous les vrais républicains et de tous les vrais démocrates.

Pierre LAGORCE

Député sortant
Maire de Langon
Administrateur — Chef de division à l'Assemblée Nationale
Ancien combattant — Prisonnier de guerre
Officier de réserve
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 1939-1945
Chevalier du Mérite social
Secrétaire général du Comité parlementaire pour le Sport

Remplaçant éventuel :

Volny FAVORY

Maire de Blasimon
Docteur vétérinaire — Exploitant viticole
Ancien combattant — Prisonnier de guerre
Vice-président de la Cave coopérative de Blasimon
Chevalier du Mérite agricole

NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Castillon-la-Bataille, Coutras, Libourne, Lussac, Pujols, Sainte-Foy-la-Grande.

M. Robert BOULIN

(Candidat d'Union pour la Défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Deux missions primordiales doivent être assumées :

— Défendre la République,
— Accélérer les mutations.

Défendre la République.

L'Union pour la défense de la République n'est pas un parti, mais un regroupement de socialistes, radicaux, M.R.P., P.D.M., U.D. Vᵉ, indépendants, droite, pour faire face :

— aux anarchistes au drapeau noir,
— aux communistes et à leurs alliés, F.G.D.S., au drapeau rouge,

pour défendre l'ordre républicain et les libertés publiques.

M. Sauvageot, vice-président de l'U.N.E.F., dit « Cela ne fait que commencer, le pouvoir ne se donne pas, il se prend » (Journal *Le Monde* du 8 juin).

Mettant à profit les troubles actuels, le Parti communiste, débordé sur sa propre gauche et aidé par l'ambition démesurée de Mitterrand, leader de M. Figeac dans cette circonscription, veut d'abord :

le départ de de Gaulle,

seul rempart contre :

— le totalitarisme,
— la subversion.

C'est l'heure de la grande réconciliation nationale ;

— de l'amnistie,

d'une nouvelle chance pour les rapatriés dans le cadre de la loi de 1961 (dont je suis l'auteur), pour utiliser toutes les énergies dispersées par les durs événements de l'histoire.

Face au péril commun, il ne peut y avoir de centre.

L'Assemblée dernière était divisée non en deux, mais en six (communistes, F.G.D.S., P.D.M., U.D. V^{e}, Républicains indépendants et non inscrits).
Ne désignons pas une nouvelle Assemblée ingouvernable.

Accélérer les mutations.

— *Poursuivre la réforme de l'Université*

mais dans le calme avec tous les étudiants et les maîtres, et non avec des minorités d'anarchistes.

— *Engager la participation*

mais avec souplesse et réalisme, sans porter atteinte à l'autorité et autres droits de propriété.

— *Défendre la monnaie et les entreprises*

atteintes par la paralysie de la grève et les nouvelles charges salariales, en aidant les secteurs industriels, commerciaux, artisanaux par des aides fiscales ou financières.
Faire en sorte que les salariés bénéficient réellement des augmentations accordées et ne soient pas payés, par le jeu de l'inflation, en monnaie de singe.

— *Sauver l'agriculture*

en achevant sa mutation ;
en poursuivant l'Europe agricole ;
en garantissant à Bruxelles les prix et les revenus ;
en travaillant les mécanismes de la T.V.A. pour le vin (déjà très améliorée par M. Boulin) ;
en lui permettant, par des aides accrues, de faire face aux augmentations des charges résultant des décisions de ces derniers jours (S.M.A.G., prix, etc.).

Tout cela, Robert Boulin, Ministre du général de Gaulle, peut l'assurer, les autres ne faisant que des promesses ;
avec, à ses côtés, un jeune, dynamique, spécialiste dans les matières économiques et agricoles.

ROBERT BOULIN
Croix de guerre 1939-1945 — Médaille de la Résistance
Ministre de la Fonction publique
Maire de Libourne

Remplaçant éventuel :

BERTRAND DES GARETS
Conseiller municipal à Saint-Médard-de-Guizières
Membre de la Jeune Chambre économique

DIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Blaye-et-Sainte-Luce, Bourg, Fronsac, Guîtres, Saint-André-de-Cubzac, Saint-Ciers-sur-Gironde, Saint-Savin.

M. Gérard DELIAUNE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la défense de la République

Pour

Des réformes immédiates : sociales, agricoles, viticoles ; la défense des artisans et P.M.E. ; la réconciliation des Français ; l'amnistie ; des mesures matérielles pour les rapatriés ; un meilleur avenir des jeunes ; le drapeau tricolore ; l'ordre et le respect des libertés ; la paix ; l'Europe unie.

Contre

L'anarchie ; les promesses démagogiques ; un syndicalisme à action politique directe ; le drapeau rouge ou noir ; une technocratie trop souvent paralysante.

Chères électrices, chers électeurs,

Resté votre député pendant quatorze années, j'ai été évincé de l'Assemblée Nationale, en mars 1967, par une collusion insensée et destructrice, servie par des circonstances sur lesquelles la lumière est maintenant faite. Aussi, aujourd'hui, conscient de n'avoir pas démérité, je me fais un devoir de présenter ma candidature à vos suffrages, pour répondre à l'appel des 15.124 électrices et électeurs qui, le 12 mars 1967, ont porté leurs voix sur mon nom.

Je ne suis pas un étranger au milieu de vous.

Au cours de mes mandats, j'ai répondu aux appels de toutes celles et de tous ceux qui ont eu besoin de moi, me penchant en particulier sur les cas sociaux et humains. J'ai défendu chacun de vous, quels que soient son opinion et son rang social.

Viticulteur

Je suis intervenu de très nombreuses fois en faveur du monde agricole dont je connais les difficultés (la presse a mentionné en son temps mes interventions).

J'ai toujours respecté mes engagements et la liberté des autres ; mon passé est garant de l'avenir.

Ancien combattant, je suis pour la paix et l'union.

Nous venons de vivre des heures tragiques... Tous, nous avons senti notre pays prêt à s'écrouler sous les coups de boutoir d'anarchistes, d'extrémistes ou d'irresponsables... Le monde atterré voyait la France qui, depuis dix ans, sous la direction du général de Gaulle était un exemple pour toutes les nations, vaciller et prête à toutes les aventures.

Vous saurez élire :

— Un homme conscient des réalisations, effectuées par un régime qui a restauré la République, sauvé nos biens et notre fierté d'être français.
— Un homme persuadé que des réformes sont utiles et indispensables, mais qu'elles doivent être faites dans l'ordre et la démocratie.
— Un homme qui, de toutes ses forces, vous aidera sur la voie du mieux-être et de la prospérité.

Toutes et tous, le 23 juin : participez au renouveau de la France.

Votez et faites voter

GÉRARD DELIAUNE

Ancien député
Exploitant agricole
Conseiller général de Blaye — Maire de Saint-Ciers-de-Canesse
Ancien combattant : Campagne France-Italie 1939-1945
Médaille militaire — Croix de guerre
Président départemental de l'U.N.S.O.R.

Remplaçant éventuel :

ROBERT SIMON

Né le 15 juillet 1928 à Saint-Gervais
Marié et père de deux enfants
Propriétaire-exploitant, Virsac - Saint-Gervais

2e CIRCULAIRE

Remerciements et Appel de
GÉRARD DELIAUNE

Chères électrices, chers électeurs,

Merci de la confiance que vous m'avez témoignée dès le premier tour par 15.794 suffrages me plaçant en tête des candidats.

La lutte électorale n'est pas terminée !

Vous avez entendu ou lu les menaces de l'opposition déçue par le congé que, dans l'ensemble, lui ont signifié les électeurs français, las des désordres qu'elle a provoqués. Ne vous laissez pas intimider pour le second tour.

— Vous voulez l'ordre dans les affaires et les finances du pays,
— Vous voulez la sécurité dans votre travail,

— Vous voulez le respect de la légalité et de la liberté,
— Vous voulez la paix intérieure et internationale,

Alors, votre choix est simple et clair entre le candidat de la F.D.G.S., allié aux communistes qui se désistent pour lui, et le candidat de l'Union pour la défense de la République.

Surtout, pas d'abstentions ! Une élection n'est pas assurée avant le second tour ! Ne vous laissez pas abuser par les manœuvres et les mensonges de dernière heure !

Tous, vous voterez et ferez voter le 30 juin pour

Gérard DELIAUNE
Ancien député
Exploitant agricole
Conseiller général de Blaye — Maire de Saint-Ciers-de-Canesse
Ancien combattant : Campagne France-Italie 1939-1945
Médaille militaire — Croix de guerre
Président départemental de l'U.N.S.O.R.

Remplaçant éventuel :

Robert SIMON
Né le 15 juillet 1928 à Saint-Gervais
Marié et père de deux enfants
Propriétaire-exploitant, Virsac - Saint-Gervais

HAUTS-DE-SEINE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Communes de : Gennevilliers, Villeneuve-la-Garenne.

M. Waldeck L'HUILLIER

(Candidat du Parti communiste français.)

élu le 23 juin 1968

(C.)

Citoyennes, citoyens,

Un mouvement d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelles soulève les couches laborieuses de la Nation. Des usines, des bureaux, des universités monte l'exigence de changements politiques profonds. Le Président de la République a été contraint de donner la parole au peuple.

Travailleurs manuels et intellectuels, étudiants, enseignants sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué pendant dix ans une politique contraire à leurs intérêts, à l'intérêt national.

Dans un puissant mouvement de grève, les travailleurs manuels et intellectuels ont arraché au pouvoir et au patronat des avantages substantiels et affirment leur solidarité avec ceux encore en lutte.

Le rôle de la C.G.T. dans cette action, menée avec sang-froid, dans le calme et le soutien actif du Parti communiste français, ont contribué, de façon déterminante, au succès de la grève.

En dénonçant les provocations et les violences des groupes gauchistes, en même temps que celles organisées par la police, les communistes ont évité de grands malheurs à notre pays ; ils ont eu le souci de barrer la route à l'aventure, d'empêcher l'instauration d'une éventuelle dictature militaire.

Pour les communistes, le drapeau de la classe ouvrière ce n'est pas le drapeau défraîchi de l'anarchisme, mais c'est tout à la fois le drapeau rouge du socialisme et le drapeau tricolore de la grande Révolution française, le drapeau de la Nation.

Voter pour les candidats communistes, c'est exiger que soient durablement garantis les résultats des grandes luttes ouvrières et que soient satisfaites les autres aspirations des travailleurs manuels et intellectuels.

Alors que s'exprime avec force la volonté populaire d'en finir avec le pouvoir gaulliste, le Parti communiste soumet aux électeurs son programme démocratique et social avancé.

Ce programme garantit les libertés publiques et fonde la stabilité du gouvernement sur l'entente des partis démocratiques et le soutien des masses populaires. Il n'est pas l'œuvre de technocrates.

Dans l'ordre économique, il fonde l'expansion sur la nationalisation des grands monopoles, la gestion des entreprises nationales, la réduction des dépenses improductives (force de frappe), une réforme démocratique de la fiscalité, la lutte contre la hausse des prix et l'inflation, la mise en valeur de toutes les ressources du pays selon un plan démocratique de développement en lui donnant les moyens de financement.

Dans l'ordre social il met l'accent sur l'augmentation des salaires, retraites et pensions, la garantie des ressources et la réduction du temps de travail, l'abrogation des ordonnances frappant la sécurité sociale, la refonte profonde d'une Université moderne et démocratique dans le respect de la laïcité.

Dans l'ordre international il préconise une politique cohérente de paix, d'indépendance nationale, de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement, la cessation inconditionnelle des bombardements américains sur le Viet-nam et un règlement politique du conflit assurant au peuple vietnamien le droit à l'indépendance.

Approuver ce programme se traduirait pour Gennevilliers - Villeneuve-la-Garenne par l'amélioration des transports, des équipements sociaux et culturels, le développement de la zone industrielle afin de créer des emplois.

De Gaulle et Pompidou cherchent à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver le régime du pouvoir personnel du naufrage. D'autres politiciens sont à la recherche d'une prétendue « troisième force » qui nous ramènerait à l'impuissance et au passé.

Il est vrai que le Parti communiste français est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste. Mais le choix n'est pas entre gaullisme et communisme. Il est entre la dictature et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières démocratiques et progressistes dont le Parti communiste français est partie intégrante.

Le Parti communiste ne revendique pas pour lui seul le pouvoir. Il est pour un gouvernement populaire et d'union démocratique s'appuyant sur la volonté du peuple et dans lequel les communistes doivent avoir la place qui leur revient.

Pour le progrès social, la démocratie et le socialisme,

Réélisez dès le premier tour WALDECK L'HUILLIER.

Vous connaissez sa réputation, sa fidélité, sa grande activité comme élu dont personne ne conteste les éminentes qualités de réalisateur.

WALDECK L'HUILLIER

Ingénieur
Maire de Gennevilliers
Médaillé de la Résistance

Remplaçant éventuel :

JACQUES BRUNHES

Enseignant à Villeneuve-la-Garenne

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Commune de : Asnières.

M. Albin CHALANDON

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 30 juin 1968

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Asniéroises, Asniérois,

Notre pays, après avoir assuré un progrès régulier dans la paix retrouvée, prêt à affronter la compétition européenne, a été brutalement plongé dans le désordre et la violence.

Un équilibre atteint grâce à l'effort commun après des dures épreuves a failli devenir anarchie et guerre civile.

En quelques jours, la volonté de quelques-uns a tenté de hisser le drapeau noir qui détruit tout, les hommes comme les institutions, pour laisser place au néant d'abord, à toutes les aventures ensuite.

Face à ce péril soudain s'est dressé le général de Gaulle, qui a, une fois encore, sauvé la République.

A son appel a répondu un puissant sursaut national. A Paris, dans les provinces, le peuple a énergiquement manifesté sa volonté. Il a dit non à l'anarchie, à la destruction d'un ordre social qu'il veut améliorer mais non briser.

Notre pays veut conserver ce qu'il a acquis, son équilibre, sa prospérité, son indépendance et sa paix extérieure.

Il veut achever le Marché commun et poursuivre la construction de l'Europe.

Il veut aussi introduire la participation dans l'université, dans l'entreprise, et dans la vie publique, locale, régionale et nationale.

Face à l'anarchie et au communisme, le général de Gaulle a pris la décision démocratique qui s'imposait. Il a donné la parole au peuple, source de toute souveraineté... Le 23 juin, vous vous prononcerez.

Vous vous opposerez à l'anarchie, au désordre et au communisme ;

Vous défendrez les libertés ;

Vous défendrez la République.

Pour la participation de tous aux responsabilités,

Pour les réformes nécessaires,

Avec de Gaulle,

Vous donnerez votre voix à

Albin CHALANDON

Ministre de l'Industrie
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 39-45
48 ans

Remplaçant éventuel :

ROBERT LAVERGNE

Ingénieur à l'E.D.F.
Adjoint au Maire d'Asnières
Conseiller général des Hauts-de-Seine
Chevalier de la Légion d'honneur
60 ans

Mon programme sera le suivant :

Emploi

Pour éviter un chômage désastreux, reprise d'une expansion économique rapide, seul moyen de faire face aux charges nouvelles imposées au pays par les avantages sociaux récemment acquis.

Stimuler les investissements pour créer des activités nouvelles et des emplois nouveaux, favoriser leur financement par des aides de l'Etat et par des formules d'épargne conciliant le souci de sécurité de l'épargnant et les besoins du développement.

Réformes sociales

Réforme de la sécurité sociale par une répartition plus juste des charges et des prestations, sans mettre en cause les intérêts légitimes des cadres.

Statut de la mère de famille chef de foyer : droit à la sécurité sociale, allocation-orphelin.

Abaissement de l'âge de la retraite.

Renforcement de la protection sociale pour les personnes âgées.

Logement

Effort accru pour la construction des logements sociaux.

Amélioration de l'allocation-logement tant pour les H.L.M. que pour les logements anciens dont les loyers sont revalorisés.

Extension de l'allocation-loyer en faveur des personnes âgées.

Effort accru pour la construction d'immeubles à loyer modéré et l'accès à la propriété pour les revenus moyens.

Artisanat et commerce

Des prêts spéciaux à moyen et long terme et une aide technique pour la modernisation du petit commerce et de l'artisanat.

Les jeunes et l'enseignement

Dans tous les ordres d'enseignement : démocratisation des études, formation adaptée aux exigences de l'époque moderne, rénovation pédagogique et revalorisation de la condition enseignante.

Autonomie véritable des établissements d'enseignement supérieur, participation des enseignants, des étudiants et des représentants qualifiés de la nation à la gestion administrative et pédagogique de l'Université.

Pour un statut libéral de l'information

Par la libre expression de toutes les opinions.

L'Europe

La France depuis dix ans est parvenue à donner une forme concrète à la Communauté économique européenne. Elle entend poursuivre ses tâches pour déboucher d'ici 1980 sur une véritable confédération politique de l'Europe.

Indemnisation des rapatriés

Réconciliation des Français

Par une amnistie générale de tous les condamnés politiques.

Il s'agit aujourd'hui de maintenir ce qui a été acquis et de satisfaire les aspirations légitimes de chacun.

Pour atteindre ces objectifs, vous choisirez ceux qui veulent défendre la paix civile, le progrès et les libertés républicaines.

En votant

ALBIN CHALANDON

2e CIRCULAIRE

Merci à celles et ceux qui m'ont témoigné leur confiance en me plaçant en tête de tous les candidats avec plus de 49 % des suffrages.

A ceux qui ont voté pour mois dès le premier tour, je dis :

Votez à nouveau dimanche prochain.

A ceux qui n'ont pas voté pour moi, mais qui ne veulent pas d'un député communiste à Asnières, je dis :

Votez pour le seul candidat d'union et de réconciliation nationale.

A ceux qui se sont abstenus au premier tour, je demande de réfléchir à l'enjeu de ces élections et je dis :

Votez pour vos libertés et les réformes souhaitées.

Vive Asnières,

Vive la France.

ALBIN CHALANDON
Ministre de l'Industrie
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 39-45
48 ans

Remplaçant éventuel :

ROBERT LAVERGNE

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Colombes, Bois-Colombes.

M. Émile TRICON

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Habitants de Colombes et Bois-Colombes,

La France vient de vivre des semaines de chaos. Elle se remet au travail.

Au mépris de la Constitution — votée par 80 % des Français — des politiciens ont cru pouvoir s'emparer du Gouvernement.

Une fois de plus, la France, à l'appel du Président de la République, s'est ressaisie.

Face à une gauche qui se dit « unie », mais qui, en quatorze mois, n'a pu se mettre d'accord sur un programme de Gouvernement.

Ecartant les candidatures de division.

Le 23 juin 1968,

Les Français épris de liberté, de paix, d'ordre et de progrès social, refuseront l'aventure et manifesteront leur foi dans l'avenir de notre pays, en votant :

EMILE TRICON
Député-maire de Bois-Colombes
Conseiller général des Hauts-de-Seine
Chevalier de la Légion d'honneur
Médaille militaire — Croix de guerre
Croix du combattant volontaire de la Résistance
Médaille des évadés
Attaché d'agent de change

Remplaçant éventuel :

LOUIS CHAUVIGNON

Vive la circonscription Colombes - Bois-Colombes !
Vive la République !
Vive la France !

Demain...

Notre pays sort à peine d'une épreuve qui a failli l'emporter.

Les négociations menées par le Gouvernement avec les organisations syndicales ont permis la reprise de la vie économique.

Maintenant, il faut examiner les conséquences de cette situation nouvelle.

Economie. — Des mesures financières devront être prises afin d'aider le commerce, les petites et moyennes entreprises qui auront du mal à supporter les charges nouvelles.

D'autre part, nos prix devront être contenus dans une limite compatible avec l'entrée en vigueur du Marché commun, le 1er juillet prochain.

Emploi. — L'amélioration des salaires serait une duperie si le chômage devait se développer. L'accentuation des mesures de relance économique est nécessaire ainsi que le maintien du potentiel industriel dans la région parisienne.

— Facilités de reconversion pour le personnel (ouvriers et cadres) avec maintien des avantages acquis.
— Généralisation de la préretraite.
— Abaissement de l'âge de la retraite.
— Liberté du travail.

Jeunesse. — Préparation et participation de la jeunesse aux responsabilités de la vie.

Enseignement. — Dans nos universités et nos lycées, il faut établir le contact humain entre le corps professoral, les étudiants et les associations de parents d'élèves, en les faisant participer à la vie intérieure des établissements d'enseignement.

— Poursuite du développement de la recherche scientifique et de l'enseignement technique.

Logement. — Accentuation de l'effort de construction.

Santé publique. — Effort accru en faveur de l'enfance inadaptée, création d'ateliers spécialisés et de maisons de retraites adaptées à leur situation.

Amnistie. — Dans un but d'apaisement et de réconciliation nationale, amnistie pour les événements d'Algérie et des territoires d'outre-mer.

Fonction publique. — Incorporation progressive de l'indemnité de résidence dans le traitement servant au calcul de la retraite.

Politique extérieure. — Continuation de « l'Europe ».

— Maintien de l'Alliance atlantique et coexistence pacifique avec les pays de l'Est.
— Maintien de la paix acquise depuis 1962.
— Lutte contre la faim.

Politique générale. — Recherche du dialogue en vue d'une participation réelle de tous au développement de notre pays.

Pour une France jeune, moderne, dynamique et fraternelle,

Votez EMILE TRICON.

2e CIRCULAIRE

Habitants de Colombes et de Bois-Colombes,

Le 23 juin 1968, avec 24.510 voix (49,4 %) vous m'avez placé en tête de tous les candidats.
Il m'a manqué 404 voix pour que je sois élu au premier tour.
Le candidat apolitique de technique et démocratie a obtenu 2.610 voix (5,2 %). Il ne peut se maintenir au second tour.

Face aux 22.706 voix du Parti communiste, du P.S.U. et de la F.G.D.S., la victoire ne peut être obtenue que si vous confirmez votre vote dimanche prochain.

Vive la circonscription de Colombes - Bois-Colombes !
Vive la France !
Vive la République !

Le 30 juin 1968
Pour la stabilité,
Les réformes dans l'ordre,
La liberté du travail,
La paix,
Pour un Gouvernement de large union,

Vous voterez

EMILE TRICON

Remplaçant éventuel :

LOUIS CHAUVIGNON
Commerçant
Ancien Conseiller municipal de Colombes

Voter est un devoir.
S'abstenir serait faire le jeu du communisme.

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Clichy, Levallois-Perret.

M. Charles PASQUA

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Pour la défense de la République

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays, si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, de travail, d'expression a été menacée et l'est encore.

Exploitant le légitime désir de réforme de la jeunesse, des agitateurs professionnels et entraînés ont voulu déclencher l'insurrection et renverser la République.

Ils ont été suivis par des hommes politiques que la rancune ou l'ambition ont conduits à bafouer la légalité républicaine. Ils ont été aidés par certains syndicalistes oublieux des intérêts véritables de la classe ouvrière, qui ont provoqué la paralysie économique, ruineuse pour le pays.

Le peuple français qui souhaite les réformes mais refuse le désordre et l'anarchie, après un moment de stupeur s'est ressaisi. A l'appel des Comités pour la défense de la République, il a constitué autour du Président de la République l'immense rassemblement de tous ceux qui refusent le drapeau rouge du communisme totalitaire et le drapeau noir de l'anarchie.

Le totalitarisme et l'anarchie, ce serait l'oppression et la misère pour tous, jeunes ou vieux, et d'abord pour les plus défavorisés.

Le peuple de Paris a répondu par une manifestation grandiose, digne et fervente, aux agitateurs et à leurs complices.

Cette manifestation, que j'ai eu personnellement l'honneur d'organiser, a calmé les angoisses. Dans cette manifestation, les délégations de Levallois et de Clichy étaient nombreuses car il existe dans cette circonscription une majorité nationale. Cette majorité nationale doit se retrouver aujourd'hui pour sauvegarder l'essentiel : nos libertés et le libre jeu de la démocratie.

Pour cela, il faut reprendre le siège de député, tombé entre les mains des communistes.

Il faut envoyer au Parlement des hommes décidés à aider le Président de la République dans sa lourde tâche de garant des institutions et de la légalité républicaine.

Il faut envoyer au Parlement des hommes décidés aussi à l'aider et à promouvoir dans la paix les réformes nécessaires.

Le docteur Larroquette et moi-même n'avons pas d'autre ambition.

C'est pourquoi nous appelons à nous rejoindre, face aux communistes et à leurs complices, les citoyennes et les citoyens de Levallois et de Clichy épris d'ordre et de liberté, de progrès et de stabilité, et nous les appelons à voter pour l'Union pour la défense de la République.

Votez

CHARLES PASQUA

Directeur de Société
Médaille de la France Libre
Médaille de la Résistance polonaise
Ancien membre de section du Conseil économique et social
Membre fondateur des Comités pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

GUY LARROQUETTE

Ancien Maire adjoint de Levallois
Docteur en médecine
Ancien F.F.I. Libé-Nord
Médecin lieutenant de réserve 2e D.B.
Chevalier du Mérite civil

Contre l'anarchie et le désordre, le communisme totalitaire.

Pour la réforme, le progrès, l'ordre et la paix.

2e *CIRCULAIRE*

Confirmez votre non au communisme !

Le peuple français a donné aux fauteurs de désordre et aux partisans de l'anarchie la réponse qu'ils méritaient. Il les a condamnés.

— Les électeurs de Clichy et de Levallois en groupant 30.000 voix sur les candidats nationaux ont rejeté le communisme. Qu'ils en soient félicités et remerciés.

— Le corps électoral, en nous plaçant en tête des nationaux, nous a désignés pour mener le combat du deuxième tour.

Ce combat est celui de toutes les femmes et de tous les hommes épris de liberté et de progrès, d'ordre et de paix.

— Le désistement de M. Lavenir sur notre nom et le retrait de M. Rioty nous laissent seuls face aux communistes.

Les électeurs et les électrices qui ont voté pour le Centre ou les Républicains indépendants doivent faire barrage au communisme comme l'ont recommandé M. Duhamel et M. Giscard d'Estaing. Que les électeurs socialistes qui refusent le communisme nous rejoignent également.

— Il nous reste à mettre de l'ordre dans notre maison, à réformer les structures, à promouvoir le progrès social.

Mais cela doit se faire dans l'ordre et la stabilité. Notre devoir dans l'immédiat est la défense du franc et du pouvoir d'achat. Une monnaie forte garantit les intérêts de tous. L'inflation serait la misère pour les plus défavorisés et surtout les personnes âgées.

Cela implique que les électrices et les électeurs se rassemblent et votent en masse pour le seul candidat national.

Pas d'abstentions !

Non au communisme, au désordre et à la misère.

Vive Clichy et Levallois !

Vive la République !

Vive la France !

CHARLES PASQUA

Directeur de Société
Médaille de la France Libre
Médaille de la Résistance polonaise
Ancien membre de section du Conseil économique et social
Membre fondateur des Comités pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

GUY LARROQUETTE

Ancien Maire adjoint de Levallois
Docteur en médecine
Ancien F.F.I. Libé-Nord
Médecin lieutenant de réserve 2e D.B.
Chevalier du Mérite civil

Seuls candidats restant pour la réforme, le progrès, l'ordre et la paix.

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Courbevoie, la Garenne-Colombes.

M. Charles Gérard DEPREZ

(Candidat républicain indépendant - Ve République)
élu le 30 juin 1968
(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Après dix ans de stabilité et d'expansion économique, la France a subitement basculé dans une période révolutionnaire. Certes, des groupes anarchistes sont à l'origine de l'explosion ; mais celle-ci n'aurait pu se produire s'il n'avait régné dans une partie de la population un mécontentement plus ou moins conscient, et brusquement révélé.

Tous les responsables syndicaux, universitaires, économiques et politiques, ont été débordés, notamment par une jeunesse qui réclame une juste place et une participation active dans la vie du pays.

Notre premier rôle sera de repenser toutes les structures de la nation, afin de reconstruire une société moderne ouverte à tous, et où chacun aura sa place.

A cet égard, la coupure du pays en deux blocs opposés est une erreur fondamentale, car à l'inconditionnalité du oui a répondu l'inconditionnalité du non, rendant tout travail constructif impossible.

Les deux idées-force qui permettront de sortir de cette crise ont été émises par Valéry Giscard d'Estaing, ce sont :

DIALOGUE - CONSIDÉRATION

— Oui, il faut un véritable dialogue entre gouvernement et administrés, entre patrons et employés, entre maîtres et élèves.

— Oui il faut que les Français aient de la considération les uns pour les autres, quelles que soient leurs places respectives dans la société ou dans l'économie : c'est le chemin par lequel passe la participation souhaitée par tous.

— Pour atteindre ces objectifs, nous voulons :

— Le respect des lois républicaines.
— La reconnaissance par tous des prérogatives du Président de la République, car il est l'élu direct du peuple, et parce qu'il est le général de Gaulle, qui vient de nous sauver, une fois de plus, de la subversion, et sans doute même de la guerre civile.
— Le respect des libertés, et particulièrement de la liberté du travail.
— Le rétablissement du rôle constitutionnel du parlement, intermédiaire indispensable et naturel entre le gouvernement, qu'il contrôle, et le peuple qui l'a élu, afin d'exprimer ses aspirations.
— La décentralisation des pouvoirs, afin d'échapper à la direction bureaucratique et technocratique, source de paralysie des réformes.

— L'accroissement des responsabilités municipales, qui permettra d'associer plus directement la population aux décisions et augmentera l'efficacité de la gestion.
— La reconnaissance du droit au travail, et la mise en œuvre prioritaire d'une politique permettant le plein emploi.

LÉGALITÉ - ORDRE - RÉFORMES

C'est sur ces principes que vous devez vous prononcer.

En tant que député sortant, j'ai à vous rendre compte de l'exercice du mandat que vous m'avez confié :

— Inscrit au groupe des Républicains indépendants, dont aucun membre n'a jamais voté la censure, fidèle à la majorité Vᵉ République, j'ai toujours demandé au Gouvernement d'infléchir sa politique dans un sens plus libéral, et de pratiquer à tous les niveaux un dialogue constructif.

— On peut espérer aujourd'hui que nos voix seront mieux écoutées.

— Durant les graves événements de mai, j'ai apporté mon soutien total au Président de la République et à son Gouvernement, en vous appelant à l'union nationale, puis en regroupant dans nos deux villes les forces de la liberté au sein de Comités de défense de la République, auxquels vous êtes venus en masse.

— Car la défense de la République a uni des hommes de tous les horizons, qui se sont levés pour défendre le drapeau français contre le drapeau rouge ou noir, la République contre la dictature communiste totalitaire, la liberté contre la violence, la contrainte et l'asservissement.

— L'immense majorité des Français s'est retrouvée unie devant le danger de subversion.

— Il faut rester maintenant rassemblés, en dehors de tout sectarisme, afin de reconstruire tous ensemble une France plus belle et plus généreuse.

C'est pour cela que vous voterez le 23 juin pour

CHARLES GÉRARD DEPREZ
Député sortant
Maire de Courbevoie
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 39-45
Déporté résistant

Remplaçant éventuel :

ALLAIN QUEMENER
Garennois
Chevalier du mérite civique
Cadre de banque — Membre du conseil syndical d'entreprise
Responsable de mouvements de jeunesse

2ᵉ *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

— En m'accordant au premier tour 19.000 suffrages, vous m'avez très largement manifesté votre confiance. Je vous en remercie.

— Ainsi, vous avez voulu montrer votre attachement à la légalité, à la République, et à son Président, le général de Gaulle, qui, pour continuer sa tâche de rénovation nationale, a besoin plus que jamais d'un appui populaire franc et massif.

— Mais dans notre circonscription, la partie n'est pas encore gagnée, car le candidat communiste fera tout pour capter les voix de la gauche non révolutionnaire.

— Il faut voter le dimanche 30 juin afin de faire barrage à la subversion et assurer une véritable majorité nationale.

— Cette majorité doit être élargie à tous ceux qui souhaitent un dialogue constructif, dans l'ordre, la légalité et le respect des libertés, ainsi que l'a proposé Valéry Giscard d'Estaing.

— Les électeurs du centre Progrès et démocratie moderne, ceux qui ont voté pour divers candidats réformistes, ceux de la F.G.D.S. qui rejettent l'alliance funeste avec le communisme, doivent rejoindre au deuxième tour le candidat de la liberté que je suis, préfigurant ainsi ce qui doit s'établir également sur le plan parlementaire :

L'UNION NATIONALE

— Contrairement à ce que prétend Mitterrand et son allié Waldeck Rochet, ce n'est pas le parti de la peur qui s'est exprimé au premier tour.

— C'est le parti des Français qui en ont assez et qui veulent :

— *L'ordre,* et non la subversion.

— *La légalité,* et non pas un pouvoir usurpé par un Mitterrand exploitant à son profit des émeutes anarchistes.

— *La liberté,* et en particulier la liberté du travail, trop souvent bafouée au cours des récentes grèves.

— *Les réformes,* et non pas une révolution qui plongerait notre pays dans le marasme économique, mettant en péril les progrès déjà accomplis, et aboutissant à une démocratie populaire, c'est-à-dire à la dictature rouge.

— *Le respect du drapeau français :*

Aujourd'hui, Waldeck Rochet se réclame du drapeau tricolore ! Mais qui donc a hissé le drapeau rouge sur les usines, les écoles, les facultés, et sur les mairies ?

Ce sont bien les syndicalistes politisés de la C.G.T. aux ordres du Parti communiste.

C'est alors qu'ils ont montré leur vrai visage, croyant s'emparer facilement du pouvoir par la force.

Les Comités de défense de la République, où se sont retrouvés des Français de toutes opinions, resteront vigilants.

Ils sont prêts à défendre la population contre la subversion communiste.

Après ces élections, une tâche capitale attend les élus du suffrage universel :

Décider des réformes de structure, afin d'assurer à notre pays un développement rapide, au profit de toutes les catégories sociales, dans la justice et la liberté.

Avec votre confiance, je suis prêt à assumer mes responsabilités, dans l'esprit de fidélité et de libéralisme dont j'ai fait preuve depuis dix ans.

Sans abstentions, car le danger communiste est grand
Vous voterez en masse au deuxième tour

Charles Gérard DEPREZ

Candidat d'Union nationale

Député sortant
Maire de Courbevoie
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 39-45
Déporté résistant

Remplaçant éventuel :

ALLAIN QUEMENER

Garennois
Chevalier du mérite civique
Cadre de banque — Membre du conseil syndical d'entreprise
Responsable de mouvements de jeunesse

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Neuilly-sur-Seine, Puteaux.

M. Achille PERETTI

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Depuis 1958, j'ai le grand honneur de vous représenter à l'Assemblée Nationale. Je viens vous demander de vouloir bien me renouveler la confiance que, par trois fois déjà, vous m'avez accordée.

Mon action au Parlement, vous la connaissez : je me suis toujours efforcé de faire triompher les idées de justice sociale, de paix, de liberté et de concorde nationale.

Si la Ve République, qui avait pris une lourde succession et trouvé les « caisses vides », n'a pu tout faire et combler les immenses retards pris avant elle, dans tous les domaines, on ne saurait nier cependant les résultats réels obtenus dans la plupart des secteurs de notre activité.

Aujourd'hui encore, après les heures difficiles que nous avons vécues et les décisions importantes qui ont été prises, en faveur des salariés notamment, l'espoir nous est permis parce que nos réserves monétaires sont les plus abondantes que la France ait connues depuis fort longtemps.

Ma fidélité au général de Gaulle, ma légitime et nécessaire solidarité avec la majorité — dont j'ai fait et ferai encore partie, si vous y consentez — ne m'ont pas empêché de prendre, quand il le fallait, des positions personnelles, en particulier sur les problèmes de la réforme de la constitution, de l'indemnisation des biens des rapatriés, du plan d'orientation foncière, des économies à réaliser dans certains secteurs au bénéfice du logement et de l'amélioration de la condition des plus déshérités.

Les parlementaires sont les indispensables intermédiaires entre le pouvoir et l'opinion.

Chacun en a pris une meilleure conscience, alors que l'émeute insurrectionnelle grondait dans nos rues. Elle faillit triompher de la légalité républicaine et emporter du même coup avec elle nos libertés traditionnelles et ruiner notre économie.

De ce fait, les élections auxquelles vous vous devez de prendre part massivement revêtent une importance exceptionnelle. Elles constituent la voie démocratique

et constitutionnelle offerte aux citoyens pour fixer le choix d'une politique et donner au Gouvernement les moyens de la réaliser. Le sort du pays, celui de la République, le vôtre, sont entre vos mains. Il vous appartiendra de dire si vous entendez que les drapeaux, noir ou rouge, remplacent demain nos couleurs aux frontons de nos édifices, si vous voulez que le Parti communiste, avec ou sans otages, instaure un régime totalitaire en France.

Il vous reviendra de vous prononcer entre l'anarchie et l'ordre, entre la dictature et la liberté.

Mais l'ordre, la liberté, doivent s'accompagner de réformes dont la nécessité a été démontrée.

Les récents mouvements de notre jeunesse, inquiète de l'avenir, ont surpris et frappé tout le monde par leur soudaineté, leur violence et leur force.

Si l'on doit regretter certains excès, commis, au demeurant, par une minorité agissante et déterminée, on ne saurait ignorer le besoin urgent de rénover l'enseignement et de reconstruire, de fond en comble, une université sclérosée et dépassée, malgré les considérables crédits mis à sa disposition.

Les grèves ont démontré l'existence d'un malaise social plus profond qu'on ne le supposait. Elles ont aussi témoigné de la maturité et de la sagesse de l'immense majorité des ouvriers. Ils ont compris, en effet, les dangers de l'agitation et du désordre.

« L'Etat patron » et les employeurs doivent être soucieux d'une coopération plus étroite avec leurs employés, afin d'aboutir à un meilleur rendement de nature à assurer, en définitive, à chacun, la juste rétribution de ses apports, de sa participation, de ses efforts.

La menace réelle de l'inflation et de la faillite doit nous mettre en garde contre le risque d'une course entre les salaires et les prix, qui annulerait bien vite les avantages acquis et mettrait le pays dans l'impossibilité de faire face à une concurrence internationale déjà difficile.

La nécessité demeure d'assurer le maintien d'un large secteur dévolu aux petites et moyennes entreprises, ainsi qu'une adaptation de l'artisanat et du commerce aux exigences du progrès.

La poursuite d'une décentralisation et d'une déconcentration des pouvoirs, une réforme de notre administration insuffisamment adaptée aux conditions de la vie moderne, sont indispensables pour faciliter le bon fonctionnement des collectivités locales et la vie quotidienne des administrés.

Sur le plan international, je demeure convaincu que la fidélité à nos alliés traditionnels et à nos amitiés séculaires doit rester le fondement d'une politique orientée vers la recherche constante, avec tous les pays, des moyens propres à aboutir à une paix juste et durable qui, seule, peut assurer la prospérité et le progrès social.

Je forme des vœux ardents pour que la crise que nous traversons ne retarde pas la marche vers une Europe unie et fraternelle, élément considérable d'équilibre dans un monde difficile et en profonde mutation.

Seul candidat d'une majorité largement ouverte à tous les nationaux épris de liberté et de justice sociale, j'ai, pour me suppléer, un citoyen de Puteaux que vous connaissez : RAYMOND MARCILLAC.

Il a bien voulu accepter de prendre, à mes côtés, la place de mon amie et collègue, Marguerite Dupont-Fauville, maire adjoint de Neuilly, qui demeure près de moi dans ce nouveau combat, me continuant ainsi une collaboration longue et précieuse qui lui vaut ma gratitude et mon respect.

Autour de moi, aujourd'hui comme hier, je suis fier et heureux de trouver, une fois de plus, ceux qui, depuis plus de vingt ans, comme maire, plus de dix ans, comme député, m'ont apporté leur concours et leur soutien.

D'opinions politiques et d'origines différentes, ils sont animés par le même esprit d'union et de concorde, le même souci d'efficacité.

Dès le 23 juin, si vous le voulez bien, vous pourrez sans plus attendre, en écartant les candidatures dérisoires ou de division, vous prononcer pour la France, pour la République et ses libertés, pour la paix et le progrès social.

Contre le désordre, l'anarchie et la dictature.

ACHILLE PERETTI

Député sortant
Vice-président de l'Assemblée Nationale
Préfet en service détaché — Maire de Neuilly-sur-Seine depuis 1947
Commandeur de la Légion d'honneur — Compagnon de la Libération
Croix de guerre (4 palmes) — Officier de la Résistance — Distinguished Service Order
Officier de la Couronne royale de Belgique — Croix de guerre belge
Médaille d'or de la Légion américaine

Remplaçant éventuel :

RAYMOND MARCILLAC

Journaliste — Directeur à l'O.R.T.F. — Officier de réserve
Chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire
Croix de guerre 1939-1945 — Commandeur du Mérite sportif

La candidature d'Achille Peretti et de Raymond Marcillac est notamment soutenue par :

L'U.D. V[e] R., les Républicains indépendants, le Centre des indépendants de Neuilly.

U.D. V[e] R. : M. Jean Fleury, Sénateur, Maire-Adjoint, Mme Edwige Gorce-Franklin et M. Emile Marion, Maires-adjoints ; MM. Jean de Bussac, Robert Conti, François Le Bitter, René Lecourt, Jean Mariani, Pierre Mommaton, François Monce, Daniel Peze, Michel Sans, Conseillers municipaux.

Indépendants : Mme Marguerite Dupont-Fauville, MM. Emile Franceschini, Henri Suquet, André Leroy, Maires-adjoints ; MM. Henry Baron, Louis Bary, Marcel Beslay, André Bourgeois-Voisin, Charles Melchior de Molènes, Marcel Morand, Jean-Jacques Poirier, Conseillers municipaux.

Union des Républicains du Centre : MM. Georges Marin, Conseiller municipal, délégué aux sports, Léon Bettinger, Conseiller municipal.

M.R.P. : M. Raymond Adda, Maire-adjoint.

M.N.E.L. et sans étiquette : M. Henry Petit Le Brun, Conseiller municipal délégué, MM. André Dewavrin (alias Colonel Passy) ; Georges Solpray, Jean-Marc Vernes, Conseillers municipaux.

Les personnalités suivantes : MM. Julien, Président du Centre des indépendants de Neuilly, docteur Cayla, Etienne Girard, docteur Thuvien ; MM. Le Barrois d'Orgeval, M.R.P., Président de l'Union des consommateurs de Neuilly, Paul Joachim, M.R.P.

A Puteaux : par les 6.796 électeurs qui, dès le premier tour, en mars 1967, votèrent pour Achille Peretti.

COMMUNIQUÉ DU CENTRE DES INDÉPENDANTS DE NEUILLY-SUR-SEINE

« Dans les circonstances présentes et conscients de la nécessité de l'union la plus large en face du péril commun, les membres du Comité des indépendants et les Conseillers municipaux indépendants de Neuilly-sur-Seine tiennent à affirmer une nouvelle fois combien ils apprécient chez Achille Peretti sa fidélité à l'intérêt national, sa pondération et son libéralisme.

« Ils ont pu juger ses indéniables qualités d'administrateur dont les résultats, après plus de vingt ans d'un effort inlassable, apparaissent à tous.

« Telles sont les raisons pour lesquelles ils recommandent à leurs concitoyens de voter dès le premier tour du scrutin pour le maire de Neuilly-sur-Seine, certains que

son succès ne peut que favoriser l'union des Français qu'ils souhaitent ardemment comme plus que jamais nécessaire. »

2* *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Un sursaut national s'est produit le 23 juin. Les Français ont pris une juste mesure du danger qui menaçait la France, les institutions, les libertés.

La division des « nationaux », la multiplicité des candidatures, n'ont pas permis qu'une décision intervienne dès le premier tour dans votre circonscription. Il s'en est fallu de peu.

Neuilly m'a récompensé des efforts accomplis, jour après jour, depuis plus de vingt ans, en m'apportant une nouvelle marque de confiance, et en augmentant le nombre et le pourcentage des électeurs qui ont voté pour moi.

A Puteaux, nous avons largement battu le propre Sénateur-conseiller général-Maire de la Ville et dépassé, de 1.150 voix, les communistes. C'est là un résultat spectaculaire qui confirme le désir des Putéoliens d'obtenir un changement dans les méthodes de l'administration locale, en même temps que de faire confiance à une majorité nationale éprise de liberté, de justice et d'indépendance.

A toutes et à tous je dis ma très sincère et très vive gratitude.

***

J'ai donné à maintes reprises, depuis 1947, à la Mairie et, depuis 1958, à l'Assemblée Nationale, des preuves concrètes de mon souci constant de réaliser l'union la plus large et de réconcilier les Français.

Lors des élections cantonales de 1967, j'ai soutenu officiellement, avec l'investiture de l'U.D. V° République, le candidat Centre démocrate, qui a été élu. Le P.D.M. n'en a pas moins présenté — c'était son droit — un candidat qui a réuni 8.766 suffrages contre 22.381 qui se sont portés sur mon nom.

Par rapport à mars 1967, les « Centristes » ont subi une perte de 2.033 voix et de 3,13 % des suffrages exprimés. M. Carpentier a donc le devoir de se retirer et de se désister en ma faveur, comme j'avais promis, par écrit, de le faire pour lui si, par hasard, la situation lui avait été favorable.

La division des « nationaux » pouvait s'expliquer au premier tour par le désir de se compter. Au second elle ne manquerait pas d'aller à l'encontre des idées que nous avons en commun. Elle mettrait un obstacle de plus à l'élargissement souhaitable de la majorité.

***

Le 30 juin, il vous appartiendra de confirmer, plus massivement encore, la victoire du 23, il vous faudra veiller à ne pas tomber éventuellement dans le piège de ceux qui, s'opposant aux communistes, n'en recherchent pas moins leur concours.

Il y va de l'intérêt supérieur de la Nation, de celui de la paix, de la liberté et, en définitive, du sort de chaque citoyen.

Vous avez le devoir de voter.

ACHILLE PERETTI

Député sortant
Vice-président de l'Assemblée Nationale
Préfet en service détaché — Maire de Neuilly-sur-Seine depuis 1947
Commandeur de la Légion d'honneur — Compagnon de la Libération
Croix de guerre (4 palmes) — Officier de la Résistance — Distinguished Service Order
Officier de la Couronne royale de Belgique — Croix de guerre belge
Médaille d'or de la Légion américaine

Remplaçant éventuel :

RAYMOND MARCILLAC

Journaliste — Directeur à l'O.R.T.F. — Officier de réserve
Chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire
Croix de guerre 1939-1945 — Commandeur du Mérite sportif

La candidature d'Achille Peretti et de Raymond Marcillac est notamment soutenue par :

L'U.D. Vᵉ R., les Républicains indépendants, le Centre des indépendants de Neuilly.

U.D. Vᵉ R. : M. Jean Fleury, Sénateur, Maire-Adjoint, Mme Edwige Gorce-Franklin et M. Emile Marion, Maires-adjoints ; MM. Jean de Bussac, Robert Conti, François Le Bitter, René Lecourt, Jean Mariani, Pierre Mommaton, François Monce, Daniel Peze, Michel Sans, Conseillers municipaux.

Indépendants : Mme Marguerite Dupont-Fauville, MM. Emile Franceschini, Henri Suquet, André Leroy, Maires adjoints ; MM. Henry Baron, Louis-Charles Bary, Marcel Beslay, André Bourgeois-Voisin, Charles Melchior de Molènes, Marcel Morand, Jean-Jacques Poirier, Conseillers municipaux.

Union des Républicains du Centre : MM. Georges Marin, Conseiller municipal, délégué aux sports, Léon Bettinger, Conseiller municipal.

M.R.P. : M. Raymond Adda, Maire-adjoint.

M.N.E.L. et sans étiquette : M. Henry Petit Le Brun, Conseiller municipal délégué, MM. André Dewavrin (alias Colonel Passy) ; Georges Solpray, Jean-Marc Vernes, Conseillers municipaux.

Les personnalités suivantes : MM. Julien, Président du Centre des indépendants de Neuilly, docteur Cayla, Etienne Girard, docteur Thuvien ; MM. Le Barrois d'Orgeval, M.R.P., Président de l'Union des Consommateurs de Neuilly, Paul Jaochim, M.R.P.

A Puteaux : par les 7.210 électeurs qui, au deuxième tour, en mars 1967, votèrent pour Achille Peretti.

COMMUNIQUÉ DU CENTRE DES INDÉPENDANTS DE NEUILLY-SUR-SEINE

« Dans les circonstances présentes et conscients de la nécessité de l'union la plus large en face du péril commun, les membres du Comité des indépendants et les Conseillers municipaux indépendants de Neuilly-sur-Seine tiennent à affirmer une nouvelle fois combien ils apprécient chez Achille Peretti sa fidélité à l'intérêt national, sa pondération et son libéralisme.

« Ils ont pu juger ses indéniables qualités d'administrateur dont les résultats, après plus de vingt ans d'un effort inlassable, apparaissent à tous.

« Telles sont les raisons pour lesquelles ils recommandent à leurs concitoyens de voter dès le premier tour du scrutin pour le maire de Neuilly-sur-Seine, certains que son

succès ne peut que favoriser l'union des Français qu'ils souhaitent ardemment comme plus que jamais nécessaire. »

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Nanterre, Suresnes.

M. Raymond BARBET
(Candidat du Parti communiste français)
élu le 30 juin 1968
(C.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Le 23 juin, vous êtes appelés à élire le député de Nanterre-Suresnes, ceci au moment où un mouvement d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelles soulève les couches laborieuses de la Nation.

Des usines, des bureaux, des universités monte l'exigence de changements politiques profonds.

Le Président de la République a été contraint de donner la parole au peuple.

Travailleurs manuels et intellectuels, étudiants, paysans, enseignants sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué pendant dix ans une politique contraire à leurs intérêts, à l'intérêt national.

Dans leur lutte, dans un puissant mouvement de grève, les travailleurs manuels et intellectuels ont arraché au pouvoir et au patronat des avantages substantiels.

Le rôle de la C.G.T. dans cette action menée avec sang-froid, dans le calme, et le soutien actif du Parti communiste français ont contribué de façon déterminante au succès de la grève au bénéfice de millions de travailleurs.

En dénonçant les provocations et les violences des groupes gauchistes en même temps que celles organisées par la police, les communistes ont évité de grands malheurs à notre pays, ils ont eu le souci de barrer la route à l'aventure, d'empêcher l'instauration d'une éventuelle dictature militaire.

Pour les communistes, le drapeau de la classe ouvrière ce n'est pas le drapeau défraîchi de l'anarchisme, mais c'est tout à la fois le drapeau rouge du socialisme et le drapeau tricolore de la grande Révolution française, le drapeau de la Nation.

Voter pour les candidats communistes, c'est exiger que soient durablement garantis les résultats des grandes luttes ouvrières et que soient satisfaites les autres aspirations des travailleurs manuels et intellectuels.

Pour aller vers des changements politiques profonds

Alors que s'exprime avec force la volonté populaire d'en finir avec le pouvoir gaulliste, le Parti communiste soumet aux électeurs son programme démocratique et social avancé.

Ce programme garantit les libertés publiques et fonde la stabilité du gouvernement sur l'entente des partis démocratiques et le soutien actif des masses populaires.

Dans l'ordre économique, il s'affirme pour une véritable expansion, la nationalisation des grands monopoles, la gestion démocratique des entreprises nationales, la réduction des dépenses improductives (force de frappe), une réforme démocratique

de la fiscalité, la lutte contre la hausse des prix et l'inflation, la mise en valeur de toutes les ressources du pays selon un plan démocratique de développement.

Dans l'ordre social, il met l'accent sur l'augmentation des salaires, retraites et pensions, la garantie des ressources et la réduction du temps de travail, l'abrogation des ordonnances frappant la sécurité sociale, la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, la refonte profonde d'une Université moderne et démocratique dans le respect de la laïcité, l'élaboration d'un statut démocratique à l'O.R.T.F.

Dans l'ordre international, il préconise une politique cohérente de paix, d'indépendance nationale, de solidarité avec les peuples opprimés ou récemment libérés, de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement.

Le P.C.F. réclame la cessation inconditionnelle des bombardements américains sur la République démocratique du Viet-nam et un règlement politique du conflit, assurant au peuple vietnamien le droit de déterminer son sort dans l'indépendance.

Voter pour Raymond Barbet et Etienne Lafourcade, c'est approuver ce programme de démocratie et de progrès social, qui correspond aux aspirations de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse, à l'intérêt de la République et de la France. C'est se prononcer pour la démocratie et le socialisme.

De Gaulle et Pompidou cherchent à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver leur régime de pouvoir personnel du naufrage. D'autres politiciens sont à la recherche d'une prétendue « troisième force » qui nous ramènerait à l'impuissance et au passé.

Il est vrai que le Parti communiste français est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste. Mais le choix n'est pas entre gaullisme et communisme. Il est entre la dictature et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes dont le Parti communiste français est partie intégrante.

Le Parti communiste ne revendique pas pour lui seul le pouvoir... Il est pour un gouvernement populaire et d'union démocratique s'appuyant sur la volonté du peuple et dans lequel les communistes doivent avoir la place qui leur revient.

Réélisez triomphalement Raymond Barbet, député sortant.

Raymond Barbet est, dans votre circonscription, le seul candidat qui peut battre le candidat gaulliste et autres réactionnaires. Vous lui renouvellerez votre confiance.

Electrices, électeurs,

Quelles que soient vos opinions, philosophiques ou religieuses, vous qui êtes fermement attachés à la défense de vos intérêts et à la cause de la démocratie :

— Pour faire échec à la dictature gaulliste,
— Pour la défense des libertés,
— Pour une politique de progrès social,
— Pour la démocratie et le socialisme,
— Pour l'indépendance nationale et la paix,

Le 23 juin, bloquez vos suffrages. Votez massivement pour :

RAYMOND BARBET

Député sortant — Cheminot — Maire de Nanterre — Rosette de la Résistance

Remplaçant éventuel :

ETIENNE LAFOURCADE

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Une nouvelle fois, les résultats du premier tour des élections législatives du 23 juin m'ont désigné pour être, dimanche prochain, avec mon remplaçant éventuel, Etienne Lafourcade, le porte-drapeau des républicains et démocrates au deuxième tour de scrutin du dimanche 30 juin.

Que les 19.451 électrices et électeurs qui nous ont manifesté leur confiance dimanche dernier soient ici remerciés.

Les résultats du premier tour montrent avec évidence que 27.134 électeurs de la circonscription se sont opposés au gaullisme puisque les deux candidats Col et Brizay n'ont recueilli que 19.339 voix.

En se prononçant dimanche prochain 30 juin sur le nom de Raymond Barbet, toutes les voix des opposants gaullistes, des républicains, des démocrates, parachèveront le succès du 23 juin et assureront la victoire de la démocratie.

Face à la poussée gaulliste et réactionnaire qui s'est exprimée en France au premier tour, qui constitue un grave danger pour la démocratie et pour la garantie des conquêtes sociales obtenues ces dernières semaines, il importe en effet que, plus que jamais, tous les républicains se rassemblent au deuxième tour pour barrer la route au gaullisme et à la réaction.

Désistement de la F.G.D.S. pour Raymond Barbet

Dans le cadre de l'accord conclu entre le Parti communiste français et la F.G.D.S., Roland Plavis et Michel Morizot vous appellent, pour assurer le succès du candidat de gauche le mieux placé pour battre l'U.D.R., à reporter votre suffrage du 23 juin sur le nom de Raymond Barbet, candidat de la gauche et d'Union des républicains, qui bénéficie du soutien de la F.G.D.S.

Le P.S.U. appelle à « bloquer les suffrages... sur le candidat de gauche arrivé en tête ».

Sans abstention, le 30 juin, votez

RAYMOND BARBET
Candidat d'union des républicains

présenté par le Parti communiste français

et soutenu par :
la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (F.G.D.S.)
le Parti socialiste unifié (P.S.U.), et des personnalités républicaines de toutes opinions

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Garches, Rueil-Malmaison, Saint-Cloud.

M. Jacques BAUMEL

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE.

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence et d'anarchie s'est déchaînée. La liberté du travail, d'expression et de pensée a été menacée et l'est encore.

Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer la révolution et la dictature communiste. Nous avons vu MM. Mitterrand et Mendès France bafouer la légalité républicaine et préparer l'arrivée d'un Gouvernement révolutionnaire contraire aux institutions légitimes.

La France dans son immense majorité n'a pas voulu cela.

Après des journées d'angoisse, les Français unis derrière le drapeau tricolore ont manifesté pour la liberté et la République. L'anarchie et la dictature rouge, c'est l'oppression et la misère pour tous et d'abord pour les plus défavorisés, travailleurs, jeunes, vieux.

Pour faire des réformes dans la paix civile, il faut un Gouvernement plus efficace, une meilleure participation des citoyens et une majorité solide.

Vous devez envoyer au Parlement un homme efficace, décidé à défendre la République et à soutenir les réformes sociales nécessaires.

Vous m'avez déjà élu député il y a quinze mois, et vous me connaissez bien. Depuis, je me suis beaucoup occupé de la circonscription et je crois avoir tenu mes promesses.

J'ai été le député de tous, à la disposition de tous, quelles que soient leurs opinions.

Aujourd'hui, je vous demande de voter pour moi, car je suis le seul qui puisse battre le candidat communiste. Ne perdez pas des voix sur des candidats fantaisistes ou de division, vous feriez passer le communiste.

Ne vous abstenez pas.

Votez pour le candidat de la liberté et du drapeau tricolore contre ceux du Parti communiste et ses alliés.

Mon programme national

— Réconciliation des Français par une amnistie totale et définitive.

— Des réformes profondes dans :
 - l'Education nationale décentralisée et Université modernisée.
 - L'entreprise avec participation des cadres et des travailleurs au fonctionnement et aux résultats.
 - L'administration, décentralisation et dialogue avec le public, meilleure information des citoyens.

— Lutte contre l'inflation et la hausse des prix, défense du pouvoir d'achat.

— Progrès social :
- Priorité au logement social et à la sécurité de l'emploi.
- Lutte contre le chômage, formation professionnelle, aide à la famille, aux jeunes et aux vieux.

— Défense de la liberté :
- Liberté de travail.
- Liberté religieuse et scolaire.
- Liberté d'expression.
- Liberté du commerce et défense de la propriété commerciale.

— Politique de paix :
- Paix civique et paix internationale.

Mon programme local

— *Rueil :*

- Réalisation rapide du centre sportif avec piscine et d'une grande salle des fêtes.
- Priorité pour les logements sociaux pour les jeunes, les familles et les économiquement faibles.
- Amélioration des transports publics.
- Equipements nouveaux (P.T.T., terrains de sports, mairie, annexe) sur le Plateau et à Buzenval.
- Agrandissement de l'hôpital et de la maison de retraite.
- Amélioration du téléphone.
- Garderies d'enfants.
- Défense des sites La Malmaison.
- Réfection trottoirs et éclairage.

— *Saint-Cloud :*

- Défense des commerçants du centre et des habitants de Saint-Cloud menacés par le projet d'autoroute.
- Equipements sportifs et création d'une nouvelle maison des jeunes.
- Protection des espaces verts.

— *Garches :*

- Rénovation du centre et nouveau marché.
- Nouveaux locaux scolaires.
- Défense du caractère résidentiel.
- Opposition au projet d'autoroute des Hauts de Garches.

JACQUES BAUMEL.
Député sortant — Vice-président du Conseil général

Remplaçant éventuel :

Docteur JEAN-MARIE TOUTAIN
Conseiller municipal de Rueil — Ancien député

2e CIRCULAIRE.

Pour l'union de tous les Français

— Contre l'anarchie et l'aventure
— Contre le communisme
— Pour la liberté et la paix sociale

Pas d'abstentions dimanche, votez

Jacques BAUMEL

Voici pourquoi il faut voter dimanche.

Dimanche dernier, 20.254 voix, soit 47 % du corps électoral, m'ont largement placé en tête de tous les autres candidats. Il ne m'a manqué que 1.300 voix pour être élu.

Merci à mes 20.254 électrices et électeurs.

Je tiens à remercier tout d'abord toutes celles et tous ceux qui m'ont ainsi honoré de leur confiance.

Leur fidélité a été pour moi un grand réconfort pour toute l'action que j'ai menée depuis quinze mois dans cette circonscription.

Ce succès qui m'a placé en tête de tous les bureaux de vote des trois villes fait apparaître plus nettement le recul de tous les autres partis qui enregistrent des pertes sévères.

Le recul communiste d'un millier de voix se manifeste dans tous les bureaux de vote, même dans les quartiers populaires et ouvriers, ses fiefs traditionnels.

Les travailleurs français ont compris comme les autres que les méthodes du Parti communiste ne respectent ni la liberté, ni les droits de l'homme.

Mais la partie n'est pas gagnée.

Il faut dimanche prochain remporter la victoire définitive. Cette victoire dépend de chacune et de chacun de vous.

Ne croyez pas que le succès est assuré et que vous pouvez partir en vacances tranquillement.

Face au candidat communiste qui multiplie ses efforts et qui va tout faire pour augmenter ses voix, il faut que tous les Français nationaux s'unissent et m'apportent leurs bulletins, dans un esprit d'union nationale, de concorde et de réconciliation des Français.

Il est normal qu'au premier tour chacun exprime librement son choix. Au second tour compte tenu des résultats, il faut, quelles que soient les idées personnelles, reporter son vote sur le candidat le mieux placé pour battre le communiste.

Assurer la victoire des nationaux.

Les électeurs qui, à Saint-Cloud, à Rueil, à Garches ont voté soit pour le Centre, soit pour d'autres candidats qui sont éliminés ne doivent pas s'abstenir dimanche prochain.

Pour assurer la victoire des nationaux, leur devoir est de voter pour le seul candidat capable d'infliger une défaite au communisme, c'est-à-dire pour moi. Ce geste nécessaire sera utile pour toute la circonscription. Il répond à la nécessité de faire l'union des Français après les dramatiques événements de mai dernier.

Un homme d'union.

Ceci est d'autant plus normal que j'ai été dans ma circonscription et sur le plan national un homme d'union ouvert au dialogue et un élu à la disposition de tous. Je fais donc appel à tous, sans distinction d'opinion pour cet acte essentiel de réconciliation et d'espérance.

Pour le dialogue

Je fais appel en particulier aux femmes, aux mères de familles qui m'ont toujours beaucoup aidé, qui ont vu de près l'anarchie et le chaos et qui souhaitent la liberté. Je fais appel aux travailleurs qui veulent la liberté du travail et le progrès social dans l'ordre et la concorde. Je fais appel aux jeunes qui ont besoin d'idéal et de confiance dans la vie. Je fais appel aux cadres, aux personnes âgées, aux commerçants qui veulent une France en ordre, prospère et dynamique.

Pour une majorité élargie.

Je fais appel aux électrices et aux électeurs qui ont voté pour le Centre, pour la Fédération ou pour Technique et démocratie mais qui ne veulent pas d'un succès communiste.

Accordez-moi votre confiance pour le second tour. Renforcez les 20.254 voix du premier tour.

Pour des réformes.

Permettez-moi d'être largement élu dimanche prochain afin :

de soutenir un gouvernement efficace et renouvelé pour une politique de réformes et de progrès social :

— Réformes économiques.
— Réforme de l'Education nationale,
— Réforme de l'Administration,
— Progrès social dans le logement, l'emploi, la formation des jeunes, l'aide aux familles,
— de défendre la paix, la liberté et le drapeau tricolore contre le chaos et la révolution,
— d'aider à la participation réelle des citoyens au renouveau du pays.

Ne vous abstenez pas dimanche prochain.
Ne partez pas en vacances trop tôt.
Faites votre devoir de citoyen responsable.

Dimanche votez pour l'union

Votez

JACQUES BAUMEL
Député sortant — Vice-président du Conseil général

Remplaçant éventuel :

Docteur JEAN-MARIE TOUTAIN
Conseiller municipal de Rueil — Ancien député

NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Meudon, Sèvres. Commune de : Vaucresson.

M. Claude LABBÉ

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 30 juin 1968

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE.

« *Jamais une consultation nationale n'a eu une telle importance nationale.* »

Général de Gaulle, 7 juin 1968.

Trois semaines tragiques viennent de placer la France au bord de la guerre civile ou du coup de force politique.

Le sursaut du 30 mai a permis de rassembler — et parfois de réconcilier — autour d'un idéal commun, dans un large mouvement, les Français et les Françaises qui veulent le retour à l'ordre mais que ne satisferait pas un simple apaisement.

Ils ont conscience de l'urgence des réformes profondes dans le style et dans les structures.

Ce courant s'est retrouvé autour des candidats de l'Union pour la défense de la République qui réunit les Républicains indépendants, l'Union des démocrates pour la Ve République, la Gauche gaulliste, des membres du Centre démocrate et les socialistes nationaux.

Toute autre voie conduit à la division, à l'impossibilité de dégager une majorité de Gouvernement et au glissement vers un régime totalitaire.

Mais cette crise oblige à adopter pour demain un comportement différent de celui d'hier et qui tienne compte des faits.

Dans l'ordre et la liberté, il faut établir à tous les niveaux de responsabilité les conditions du dialogue et de la participation.

Entre le capitalisme rigide et le communisme totalitaire il s'agit de construire la société nouvelle humaine, ouverte et moderne qui offre à la jeunesse les voies sûres de son avenir, garantisse à tous la sécurité et la promotion professionnelle, assure aux personnes âgées une condition meilleure.

Il faut tenir compte de toutes les suggestions de réforme venant des éléments de valeur du monde du travail et de l'Université.

Seule cette évolution rapide accompagnant sans retard les mutations nationales et européennes peut éloigner le danger d'un retour à des convulsions révolutionnaires et ainsi assurer la défense de la République contre les menées de subversion et d'autodestruction de minorités irresponsables.

Le choix est clair.

C'est de vous et de vous seul qu'il dépend.

Pour une France moderne dans l'ordre et la liberté

Votez

CLAUDE LABBÉ
Député sortant

Remplaçant éventuel :

ROBERT DOBEL
Premier adjoint au Maire de Meudon

2e CIRCULAIRE.

Electrices, électeurs,

Au premier tour, votre choix a pu s'exercer démocratiquement entre sept candidats.

Vous m'avez placé nettement en tête dans chacune des communes de la circonscription. Je vous remercie de tout cœur de cette confiance.

Dimanche prochain 30 juin, vous devrez confirmer votre volonté et élargir votre vote.

Le danger n'est pas définitivement écarté. Nous devons rechercher dans un esprit de réconciliation la plus grande unité nationale qui seule nous permettra de ne pas compromettre l'avenir de notre pays.

Tous les autres candidats ayant été éliminés, il ne reste en face de moi que le candidat communiste.

Il vous appartient — car chaque voix compte — de voter dimanche 30 juin pour une France moderne, ouverte aux réformes, humaine et sociale, qui assure à tous, même aux plus défavorisés, les conditions de dignité et de progrès dans l'ordre et la liberté.

Votre avenir est en cause

Toute abstention peut le mettre en péril

Votez

CLAUDE LABBÉ
Député sortant

Remplaçant éventuel :

ROBERT DOBEL
Premier adjoint au Maire de Meudon

DIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Commune de : Boulogne-Billancourt.

M. Georges GORSE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 30 juin 1968

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE.

Que de candidats !... Pourtant, jamais votre choix n'aura été plus simple. Le drame que nous vivons depuis quelques semaines a montré de façon aveuglante l'existence de deux camps :

— l'un, de la violence, de l'anarchie, débouchant nécessairement sur la dictature communiste ;
— l'autre, de la démocratie et de la République, de l'Union des Français, citoyens libres, sous le drapeau tricolore.

Le premier camp vous présente toute une gamme de candidats, divisés entre eux, mais unis pour détruire. Les uns sont les représentants de la dictature totalitaire, dont les pays de l'Est, qui en ont fait l'expérience, cherchent désespérément à se dégager. Les autres sont leurs alliés, ou leurs complices inconscients : leur dispersion vous montre bien que, s'ils l'emportaient, nous serions ramenés aux combinaisons des « politiciens au rancart ».

Dans l'autre, je suis le seul candidat (les chiffres des voix obtenues aux dernières élections sont éloquents) capable de l'emporter à nouveau. Entre les deux camps, il n'y a pas, du moins aujourd'hui, de neutralité possible ni de « centrisme » : nous ne sommes pas à l'heure des nuances. C'est la menace immédiate, et non pas notre volonté, qui simplifie ainsi les problèmes.

Contre les mêmes adversaires, vous m'avez élu il y a quinze mois. Vous me connaissez mieux maintenant, puisque toute mon action a été publique.

Pour Boulogne-Billancourt

Appelé au Gouvernement, je ne me suis à aucun moment désintéressé de Boulogne-Billancourt.

Avec l'aide d'une équipe dévouée, en liaison avec les autorités concernées et avec la participation de toutes les bonnes volontés de la ville, j'ai tenu mes promesses :

— Je vous avais promis un *lycée :* il ouvrira à la prochaine rentrée scolaire.
— Je vous avais promis de m'intéresser en priorité au *logement :* 1.500 logements sociaux vont être construits au Pont de Sèvres. Tout est maintenant réglé et les travaux commenceront dans quelques mois.

Mais au-delà de ce que j'avais promis et que j'ai pu réaliser, j'ai obtenu pour Boulogne-Billancourt :

— la création au Pont de Sèvres de 12 classes maternelles et de 22 classes primaires ;

— la mise en place d'un équipement scolaire pour le secondaire comprenant : deux Collèges d'enseignement secondaire de 900 élèves chacun, un groupe pour 100 enfants handicapés, un lycée technique de 432 élèves et un Collège d'enseignement technique de 756 élèves.
— l'implantation immédiate d'un Institut universitaire de technologie de 1.200 places ;
— la mise à la disposition de la commune d'un hectare de terrains destiné à des équipements sportifs ;
— l'installation de la sous-préfecture à Boulogne-Billancourt ;
— la modification du tracé de la bretelle de raccordement de l'autoroute de l'Ouest au boulevard périphérique ;
— la décision de remettre en service l'autobus « 52 » les dimanches et jours fériés.

Enfin, j'ai engagé dernièrement des négociations avec l'O.R.T.F. et la Régie Renault pour l'implantation de la Maison de la Télévision sur l'emplacement actuel de « l'Usine O », les quelques hectares de terrains disponibles devant être utilisés pour les équipements sportifs.

Cette manière de travailler réaliste, correspond, je pense, à ce que vous souhaitez. Si vous me confirmez votre confiance, je me propose d'accentuer mon effort et de m'attaquer, dans le même style, à d'autres problèmes que j'ai d'ailleurs d'ores et déjà abordés : équipements culturels, maisons de jeunes, circulation, etc.

Pour la France

Ministre d'hier, je vous ai toujours dit la vérité. Ministre ou non demain, je me battrai pour vous d'un même cœur et pour la même grande cause nationale.

Je suis « gaulliste » depuis juin 1940, et les semaines que nous venons de vivre n'ont fait que me renforcer dans mes sentiments et mes convictions. Mais l'appel de l'Union pour la défense de la République, qui m'a investi, s'adresse à tous les citoyens, quelles que soient les nuances de leurs opinions, qui croient à la France et à la liberté, et qui veulent que les problèmes très graves actuellement posés soient résolus avec raison, bon sens et générosité, dans l'ordre républicain.

Il est faux de dire que cette crise est une crise du régime : le régime a tenu, et tout autre à sa place se serait effondré. Ce n'est pas non plus une crise de notre civilisation.

Pour la résoudre, il faut d'abord assurer l'ordre public, sans lequel rien n'est possible, et l'autorité de la démocratie.

— Les minorités n'ont pas à imposer la loi de la peur : la majorité a aussi le droit à la parole.
— Le droit de grève, inscrit dans la Constitution est acquis, et il n'y a pas de travail forcé en France : mais la liberté du travail doit être respectée.
— La rue est à tout le monde, et pas seulement à ceux qui la dépavent et qui coupent les arbres de Paris.

Assez de violences, assez de sang inutilement versé !... Il faut rétablir l'ordre dans les esprits et la paix entre les Français.

Il faut aussi, de toute urgence, remettre en route la machine économique, relancer l'expansion si lamentablement interrompue à l'heure où la reprise se dessinait et à la veille de la pleine entrée en vigueur du Marché commun.

Mais il faut également tirer les leçons de cette crise, en analyser les causes et procéder à la rénovation nécessaire. Cette rénovation, elle est dans la ligne que la V[e] République a suivie depuis dix ans, mais elle peut et doit être accélérée, maintenant que bien des structures vermoulues se sont effondrées d'elles-mêmes.

Dans *l'Université,* il faut comprendre, sous la confusion verbale et la tragique mascarade, ce qu'il y a de valable et de profond dans l'explosion romantique de la jeunesse : elle contribuera à la rénovation de la France si son énergie vitale se canalise au profit de la nation. Car la nation est Une, et si la jeunesse s'est signalée à l'attention, les personnes âgées, par exemple, sont aussi la France et ont droit plus que jamais d'être protégées contre la rudesse de la vie.

Notre *administration* doit être déconcentrée, modernisée : l'ère de la centralisation napoléonienne est révolue.

Les structures de notre vie sociale doivent être repensées : entre le communisme totalitaire et le capitalisme inhumain, de Gaulle vient d'indiquer une troisième voie, celle de la participation, qui pourrait être la voie française et européenne.

Ouvriers, qui seriez bientôt chômeurs, car les théories les plus « partageuses » ne valent rien s'il n'y a rien à partager.

Femmes, inquiètes pour l'avenir matériel et moral de vos enfants, dont toutes les valeurs ont été ébranlées.

Commerçants, artisans, industriels, que ruinerait la prolongation du chaos.

Retraités, qu'appauvrirait une nouvelle crise du franc.

Français, qui avez spontanément manifesté le 30 mai pour défendre vos libertés,

Ne vous laissez pas intimider. Votre vote massif pour le candidat national, dès le premier tour de scrutin, vous donnera la mesure de votre force.

Vive la République !
Vive la France !

Georges GORSE
Ambassadeur — Ancien ministre
Conseiller général de Boulogne-Billancourt

Remplaçant éventuel :

Paul GRAZIANI
Directeur adjoint de l'Office de coopération et d'accueil universitaire
Conseiller général de Boulogne-Billancourt

2e CIRCULAIRE

Electeurs, électrices de Boulogne-Billancourt,

Dimanche dernier, plus de 20.000 suffrages se sont portés sur mon nom.

Je remercie celles et ceux d'entre vous qui m'ont ainsi fait confiance dès le premier tour de scrutin, soit par conviction, soit seulement par raison politique.

Avec l'ensemble du pays, vous avez proclamé votre volonté de voir la France vivre, l'ordre républicain s'affirmer, notre économie se remettre en marche, les réformes s'opérer dans la légalité.

Ce premier et très beau succès doit être confirmé et amplifié dimanche prochain. Mais il faut pour cela que vous ne relâchiez ni votre vigilance ni vos efforts : une partie n'est pas gagnée à la mi-temps...

Luttez contre la tentation de l'oubli

Grâce à la Vᵉ République qui, à la différence des régimes précédents, a tenu, la vie reprend ses droits, avec ses joies mais également ses soucis quotidiens. Les nuances, les distinctions subtiles, qu'on écarte à l'heure du danger, réapparaissent. Or, chacun sait que les problèmes demeurent, que les mois à venir seront difficiles, qu'il faudra à vos élus, pour faire face à la situation, l'appui d'une majorité forte et d'une large confiance populaire. Seuls les naïfs ou ceux qui vous trompent peuvent dire écarté le péril qui a menacé, avec nos libertés, la santé et la vie de la France.

Luttez contre les manœuvres

A Boulogne-Billancourt, chacun sait que le choix est désormais fait entre le candidat communiste et moi-même. Or le candidat « centriste » maintient sans aucun espoir de succès une candidature de division.

Ses raisons ?

Il paraît qu'il n'y a pas de « danger communiste » à Boulogne-Billancourt ! Qu'en pensent ceux qui ont vu pendant des semaines leur ville pavoisée de rouge et de noir, qu'en pensent ceux qui savent faire l'addition des voix que le Parti communiste a perdues au premier tour, mais qu'il peut retrouver au deuxième ?

Il paraît aussi qu'en divisant la majorité nationale, on éviterait la division de la France ! En réalité, ce qui décourage la violence, ce qui assure le calme de la rue et la paix des esprits, c'est l'existence d'une majorité résolue et puissante, à laquelle chacun peut se joindre.

Cette attitude, contraire aux consignes nationales données par le Centre démocrate, désavouée par ses dirigeants, est également contraire à la tradition de notre République : au premier tour on choisit, au deuxième on élimine.

J'en appelle donc aux électeurs « centristes » : s'ils se joignent à nous, ils peuvent être assurés que nous ne tirerons pas d'un succès massif la conclusion qu'il faut rester immobiles et de ne pas répondre à la volonté de dialogue, de renouveau, sinon d'élargissement, manifestée par le pays.

J'en appelle aux socialistes, « fédérés » ou fidèles à leurs vieilles traditions, qui ont voulu, au premier tour, se démarquer nettement des communistes et ainsi ne pas « insulter l'avenir »...

J'en appelle aux « techniciens » dont le travail de réflexion contraste avec l'agitation des phraseurs, mais qui ne pourraient, seuls, faire entendre leur voix.

Je m'adresse enfin à ceux des travailleurs qui ont voté encore une fois pour le candidat communiste : leurs voix sont prisonnières d'un parti sclérosé, dépassé par l'ampleur des problèmes posés, incapable de les résoudre autrement que par la grève forcée. Maintenant, ces travailleurs s'interrogent ; peut-être le moment est-il venu pour eux d'explorer des voies nouvelles.

Dès aujourd'hui, tous ensemble, nous devons nous atteler à la tâche la plus urgente : faire en sorte

— que la hausse des salaires profite à l'ensemble de l'économie française et ne soit pas annihilée demain par une crise de notre monnaie,
— que les faibles, les personnes âgées, ne subissent pas les conséquences de la crise provoquée par les amateurs d'expériences révolutionnaires,
— que la relance de notre économie nous permette d'affronter le Marché commun,
— que l'année 1968 ne soit pas, pour tous, une année gâchée,
— que les jeunes retrouvent, avec un idéal, des raisons de lutter et d'espérer.

Je veux être, le 30 juin, le candidat de l'union et de la fraternité des Français.

Vive Boulogne-Billancourt
Vive la République
Vive la France

Georges GORSE
Ambassadeur — Ancien ministre
Conseiller général de Boulogne-Billancourt

Remplaçant éventuel :

Paul GRAZIANI
Directeur adjoint de l'Office de coopération et d'accueil universitaire
Conseiller général de Boulogne-Billancourt

ONZIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Issy-les-Moulineaux, Malakoff, Vanves.

M. Guy DUCOLONÉ

(Candidat du Parti communiste français)
élu le 30 juin 1968
(C.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Un mouvement d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelle soulève les couches laborieuses de la Nation. Des usines, des bureaux, des universités, monte l'exigence de changements politiques profonds.

Ce mouvement a contraint de Gaulle à dissoudre l'Assemblée Nationale et à faire de nouvelles élections, comme le réclamait le Parti communiste.

Le 23 juin, vous êtes appelés à élire votre député.

Travailleurs manuels et intellectuels, enseignants, étudiants, paysans, sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué pendant dix ans une politique contraire à leurs intérêts et à l'intérêt national.

Cette politique a fait faillite. L'augmentation de la production et de la productivité n'a pas profité aux travailleurs.

Les ouvriers, employés, techniciens, cadres, fonctionnaires, agissent pour la satisfaction de leurs revendications légitimes. Par leur lutte, ils ont obtenu des avantages importants.

Ils agissent avec les enseignants et les étudiants pour une université démocratique, pour une éducation nationale qui n'élimine plus de l'enseignement secondaire et supérieur les enfants des couches populaires. Ils veulent, avec l'ensemble de la population une politique économique qui profite à toute la Nation et qui favorise le plein emploi.

Le rôle de la C.G.T. dans cette puissante action populaire menée avec sang-froid, dans le calme, et le soutien actif du Parti communiste français ont contribué de façon déterminante au succès de la grève au bénéfice de millions de travailleurs.

En dénonçant les provocations et les violences des groupes gauchistes en même temps que celles organisées par la police, les communistes ont évité de grands malheurs à notre pays; ils ont eu le souci de barrer la route à l'aventure, d'empêcher l'instauration d'une éventuelle dictature militaire.

Pour les communistes, le drapeau de la classe ouvrière ce n'est pas le drapeau défraîchi de l'anarchisme, mais c'est tout à la fois le drapeau rouge du socialisme et le drapeau tricolore de la grande Révolution française, le drapeau de la nation.

***

Voter pour les candidats communistes, c'est exiger que soient durablement garantis les résultats des grandes luttes ouvrières et que soient satisfaites les autres aspirations des travailleurs manuels et intellectuels.

***

Alors que s'exprime avec force la volonté populaire d'en finir avec le pouvoir gaulliste, le Parti communiste soumet aux électeurs son programme démocratique et social avancé.

Ce programme garantit les libertés publiques et fonde la stabilité du gouvernement sur l'entente des partis démocratiques et le soutien actif des masses populaires.

Dans l'ordre économique, il s'affirme pour une véritable expansion, la nationalisation des grands monopoles, la gestion démocratique des entreprises nationales, la réduction des dépenses improductives (force de frappe), une réforme démocratique de la fiscalité, la lutte contre la hausse des prix et l'inflation, la mise en valeur de toutes les ressources du pays selon un plan démocratique de développement.

Dans l'ordre social, il met l'accent sur l'augmentation des salaires, retraites et pensions, la garantie des ressources et la réduction du temps de travail, l'abrogation des ordonnances frappant la Sécurité sociale, la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, la juste rémunération du travail paysan, la refonte profonde d'une université moderne et démocratique dans le respect de la laïcité, l'élaboration d'un statut démocratique de l'O.R.T.F.

Dans l'ordre international, il préconise une politique cohérente de paix, d'indépendance nationale, de solidarité avec les peuples opprimés ou récemment libérés, de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement.

Le P.C.F. réclame la cessation inconditionnelle des bombardements américains sur la République démocratique du Vietnam et un règlement politique du conflit, assurant au peuple vietnamien le droit de déterminer son sort dans l'indépendance.

Voter communiste, c'est approuver ce programme de démocratie et de progrès social, qui correspond aux aspirations de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse, à l'intérêt de la République et de la France. C'est se prononcer pour la démocratie et le socialisme.

De Gaulle et Pompidou cherchent à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver leur régime de pouvoir personnel du naufrage. D'autres politiciens sont à la recherche d'une prétendue « troisième force » qui nous ramènerait à l'impuissance et au passé.

Il est vrai que le Parti communiste français est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste. Mais le choix n'est pas entre gaullisme et communisme. Il est entre la dictature et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes dont le Parti communiste français est partie intégrante.

Le Parti communiste ne revendique pas pour lui seul le pouvoir. Il est pour un gouvernement populaire et d'union démocratique s'appuyant sur la volonté du peuple et dans lequel les communistes doivent avoir la place qui leur revient.

Travailleurs, républicains d'Issy-les-Moulineaux, Malakoff, Vanves, dans cette circonscription il s'agit pour vous de réélire votre député, Guy Ducoloné, qui n'a cessé de défendre vos intérêts et d'agir pour l'unité des forces démocratiques.

Pas une voix ne doit être perdue. Dès le premier tour, votez, faites voter pour Guy Ducoloné,

Pour faire échec à la dictature gaulliste.

Pour la défense des libertés.

Pour une politique de progrès social.

Pour la démocratie et pour le socialisme.

Pour l'indépendance nationale et la paix.

Pour faire triompher ce programme, le Parti communiste français vous demande d'approuver sa claire politique d'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques, en votant massivement dès le premier tour pour

Guy DUCOLONÉ

Ajusteur
Député d'Issy-les-Moulineaux, Vanves, Malakoff
Vice-président du groupe communiste à l'Assemblée Nationale
Conseiller général des Hauts-de-Seine
Déporté résistant à Buchenwald
Croix de guerre
Médaille de la Résistance

Candidat du Parti communiste français.

Remplaçant éventuel :

Léo FIGUERES

Typographe
Maire de Malakoff
Conseiller général des Hauts-de-Seine
Ancien député
Médaille de la Résistance

2e *CIRCULAIRE*

Pour barrer la route au candidat du pouvoir les démocrates s'uniront le 30 juin.

Le suffrage universel a fait de Guy Ducoloné le candidat de tous les démocrates de notre circonscription pour le deuxième tour de scrutin.

Pour tous les travailleurs, pour tous les républicains, il n'y a qu'un moyen de barrer la route au candidat du pouvoir personnel, faire échec à la poussée gaulliste et à la menace totalitaire qu'elle comporte : Voter Guy Ducoloné.

Si les électrices et électeurs d'Issy-les-Moulineaux, Malakoff, Vanves, ayant voté au premier tour pour les candidats du Parti communiste français, de la F.G.D.S., du P.S.U., de Technique et démocratie, si tous les opposants au pouvoir personnel ayant voté centriste, bloquent leurs voix sur le nom de Guy Ducoloné, le candidat du pouvoir autoritaire ne passera pas.

— Pour empêcher le pouvoir gaulliste de reprendre aux travailleurs ce qu'ils ont acquis, pour préserver les libertés nationales,

— Pour qu'une opposition démocratique, nombreuse et efficace au parlement, puisse faire barrage à une politique hostile aux intérêts de la population laborieuse,

Républicains, travailleurs, unissez-vous ! pas d'abstentions !

Votez massivement dimanche 30 juin pour

Guy DUCOLONÉ

Candidat d'Union de tous les démocrates

présenté par le Parti communiste français, soutenu par la F.G.D.S. (S.F.I.O. - Convention des Institutions Républicaines - Parti Radical) par le P.S.U. et par de nombreuses personnalités républicaines

Remplaçant éventuel :

Leo FIGUERES

Maire de Malakoff

Le candidat de la F.G.D.S., T. Grjebine, appelle l'ensemble des électeurs qui ont voté pour lui, ainsi que tous les électeurs de la gauche, à reporter au second tour, leur voix sur Guy Ducoloné, candidat unique de toute la gauche.

Le P.S.U. appelle, dans son communiqué de lundi : « ...il convient de bloquer toutes les voix qui se sont portées vers le P.S.U., au premier tour, sur le candidat de la gauche arrivé en tête. »

A Issy-les-Moulineaux, Malakoff et Vanves de nombreuses personnalités et élus républicains vous invitent à voter pour Guy Ducoloné.

DOUZIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Châtenay-Malabry, Châtillon, Clamart, Fontenay-aux-Roses, Plessis-Robinson, Sceaux.

M. Pierre MAZEAUD

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 30 juin 1968

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

En 1958, comme en 1962, vous avez repoussé par votre union la candidature communiste. Notre division lors des dernières élections nous a fait perdre le siège. Ne recommençons pas aujourd'hui cette erreur.

En face du grave danger communiste qui pèse sur notre pays, il importe de se regrouper unanimement derrière le candidat d'Union nationale pour la défense de la République.

Les éléments minoritaires qui veulent conduire la France à la ruine en l'abandonnant aux mains de pays totalitaires étrangers seront rejetés définitivement par le vote décisif de tous les Français soucieux de leur liberté.

Il s'agit lors de cette prochaine consultation d'un choix d'une gravité exceptionnelle car l'avenir de notre pays en dépend.

Il s'agit de la liberté ou de l'asservissement. Les Français sauront y répondre.

Elus par vos suffrages, mon suppléant et moi-même nous entendrons défendre la dignité humaine dans un monde où quelques-uns osent souhaiter le rejet de toutes les valeurs morales. Soucieux de la nécessité de véritables réformes pour adapter notre pays au monde en pleine révolution, nous répondrons aux légitimes aspirations de tous, notamment des travailleurs et étudiants, entendant qu'un véritable dialogue s'engage entre le Gouvernement et le Parlement.

Nous exercerons enfin notre mandat soucieux des intérêts de la circonscription. Nous aiderons à son développement assurant toute la population de notre dévouement. Chacun d'entre vous, des jeunes aux personnes âgées, est en droit d'exiger la sécurité dans sa vie familiale et professionnelle ; nous prenons l'engagement dans un souci de justice sociale d'exiger de l'Etat qu'il respecte ses obligations.

Répondant aux vœux des élus locaux et au sentiment unanime de la population, nous nous efforcerons d'obtenir un réseau ferré adapté aux nouvelles nécessités du transport. Nous tiendrons à la création d'écoles et d'établissements de formation professionnelle. Nous développerons les crèches, garderies et haltes d'enfants pour permettre aux femmes de participer à la vie active de la cité dans le plein épanouissement de leurs droits. Nous poursuivrons efficacement l'effort de construction. Nous faciliterons l'installation d'entreprises nouvelles tout en réagissant contre le formalisme technocratique qui étouffe les petites et moyennes entreprises. Enfin, nous exigerons des Pouvoirs publics un urbanisme plus humain, nécessaire à l'équilibre de chacun.

Pour que notre pays poursuive sa marche en avant, pour la défense de la liberté, contre l'asservissement communiste,

Pour que notre circonscription soit associée à cet élan national,

Tous unis
Pour la défense de la République

Votez :

Pierre MAZEAUD

Docteur en Droit
Magistrat
Chargé de travaux dirigés à la Faculté de Droit de Paris
Officier du Mérite sportif

Remplaçant éventuel :

Jean-Marie GUYOT

Conseiller général de Clamart
Médaillé de la Résistance

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Soucieux d'éviter les conséquences irréversibles de la crise, vous avez en grande majorité voté au premier tour pour le candidat d'union nationale pour la défense de la République.

Demain vous renouvellerez votre choix, conscients de suivre l'élan national pour rejeter les communistes.

De même, électrices, électeurs qui avez suivi vos idéaux politiques, affirmant votre attachement, les uns à une troisième force, les autres au vrai socialisme, vous voterez avec nous pour faire échec au candidat communiste.

Ensemble vous m'élirez, sachant le prix que j'attache aux réformes que le pays réclame et connaissant ma détermination pour exiger du Gouvernement un dialogue constant avec le Parlement.

Pour que la France qui vient de refuser avec force le désordre et la violence retrouve dans la liberté et la démocratie tous ses moyens d'expression.

Pour que notre circonscription soit associée à cet élan national,

Tous unis
Pour la défense de la République

Votez :

Pierre MAZEAUD
Docteur en Droit
Magistrat
Chargé de travaux dirigés à la Faculté de Droit de Paris
Officier du Mérite sportif

Remplaçant éventuel :

Jean-Marie GUYOT
Conseiller général de Clamart
Médaillé de la Résistance

TREIZIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Antony, Bagneux, Bourg-la-Reine, Montrouge.

M. Paul MAINGUY

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Le 30 mai, après trois semaines de troubles, de violences et de désarroi, alors que la Nation semblait sur le point de s'abandonner au désespoir, le général de Gaulle, retrouvant le ton et les mots de juin 1940, a appelé le Peuple français à se ressaisir et à se dresser pour défendre la République et les libertés qu'elle garantit.

Deux heures plus tard, un million de Français et de Françaises, spontanément rassemblés, clamaient de la Concorde à l'Arc de Triomphe leur volonté de vivre libres sous les plis du drapeau de la révolution de 1789.

Mais la partie n'est pas encore gagnée

Les staliniens attardés du Parti communiste français font toujours peser sur le pays la menace de leur dictature totalitaire, camouflée pour la circonstance sous la forme anodine de « gouvernement populaire et d'union démocratique ».

Les lycéens et étudiants, empêchés par la violence de pénétrer dans les établissements d'enseignement pour y suivre les cours et y passer les examens, les ouvriers ayant voté la reprise du travail, qui se sont heurtés, aux portes de leurs usines, à des commandos armés de barres de fer, les journalistes qui ont vu leurs articles caviardés par les « Comités de censure » des imprimeries de presse, les auditeurs et téléspectateurs qui ont pu apprécier l'« objectivité » de l'O.R.T.F. « libérée des contraintes gouvernementales », savent à quoi s'en tenir sur le genre de démocratie que nous réservait l'instauration d'un tel régime.

P.C.F., F.G.D.S., P.S.U. et autres mouvements de la prétendue « gauche unie » étaient prêts à prendre le pouvoir dans l'illégalité, pour vider les caisses de l'Etat et se déchirer ensuite entre eux.

Ils seront battus une fois de plus, comme ils l'ont été à tous les référendums et à toutes les élections législatives depuis dix ans si tous ceux qui aspirent au rétablissement de la paix civile bloquent leurs suffrages sur les candidats unis pour la défense de la République, en écartant les candidatures de division qui font le jeu de l'adversaire. Cette paix civile, dans l'ordre établi est en effet la condition première du progrès social et de l'expansion économique au bénéfice de tous.

Seule une majorité cohérente pourra consolider les avantages figurant dans les accords de Grenelle. Seule elle pourra soutenir efficacement l'œuvre sociale du Chef de l'Etat qui veut, par la participation, changer la condition de l'homme.

C'est pourquoi les Comités de défense de la République, l'Union des démocrates pour la Ve République et l'Union des jeunes pour le progrès de la 13e circonscription des Hauts-de-Seine vous demandent de voter massivement pour

Paul MAINGUY

Né à Bourg-la-Reine, le 31 août 1908
Externe, puis Assistant des Hôpitaux de Paris — Médecin-radiologiste
Mobilisé en 1939 et fait prisonnier en juin 1940 — Interné au frontstallag 121
Libéré comme sanitaire, entre dans la résistance. Remobilisé en janvier 1945, il participe à la campagne d'Allemagne avec la Première Armée Française
Maire de Bourg-la-Reine de 1947 à 52, avec l'étiquette du R.P.F., élu député U.N.R.-U.D.T. de la circonscription en 1958 et réélu en 1962 et en 1967
Vice-Président de la Commission des affaires sociales
Marié. Quatre enfants

Remplaçant éventuel :

Jacques DESROCHE

Né à Poitiers le 14 octobre 1922
Pupille de la Nation
Entré dans la Résistance en 1941 — Engagé volontaire en 1944
Entré dans la fonction publique en 1946
Chargé de Mission auprès du Ministre de la Coopération de 1964 à 1966
Fait ensuite partie du Cabinet du Ministre de l'Economie et des Finances
Chevalier de la Légion d'honneur — Médaille de la Résistance — Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Marié. Trois enfants

L'expérience des scrutins précédents prouve que, dans notre circonscription, le seul candidat capable de faire échec au marxisme totalitaire est celui de l'Union pour la défense de la République.

Pour défendre votre liberté, pour défendre la République, votez dès le premier tour pour les candidats de

L'Union pour la défense de la République.

2e CIRCULAIRE

Résultats du premier tour :

Mainguy, U.D.R.	27.167
Ravera, Com.	17.912
Ginoux, Cent.	12.388
Ravenel, P.S.U.	5.639
Duval, F.G.D.S.	4.241
Noir, Tech.	2.499

Le choix est clair.

Dans toute la France les résultats du premier tour de scrutin montrent que les Français ont compris que les candidats présentés par l'U.D.R. constituaient le meilleur rempart pour défendre la République contre l'entreprise totalitaire.

Dans notre circonscription le P.C. et ses alliés traditionnnels perdent 2.236 voix par rapport au scrutin du 5 mars 1967, malgré la poussée enregistrée par le P.S.U. La tendance que je représente gagne 4.089 voix.

J'ai donc bénéficié d'un transfert de voix important. Des électeurs, votant habituellement pour mes adversaires, ont été attirés par la grande idée de la participation. Réforme que je soutiendrai aussi bien pour l'Université que pour le monde du travail, car j'estime qu'elle seule est susceptible de rendre à l'homme sa dignité.

Le succès du premier tour ne doit pas nous cacher que la partie n'est pas encore gagnée. Toutes les bonnes volontés sont maintenant nécessaires pour me permettre de l'emporter sur le candidat du parti totalitaire. Je fais donc appel, en particulier, aux électeurs centristes. Ils trouveront en moi un défenseur sincère des valeurs auxquelles ils sont attachés.

Nos adversaires escomptent déjà que le résultat du deuxième tour sera différent de celui du premier. Je fais un appel pressant à ceux qui pensaient partir en vacances samedi prochain, pour qu'ils ne partent pas sans avoir accompli leur devoir électoral. D'avance, je les remercie.

Pour défendre votre liberté, pour défendre la République votez massivement pour le candidat de la

Défense de la République

Votez

PAUL MAINGUY
Député sortant

Remplaçant éventuel :

JACQUES DESROCHE
Attaché parlementaire

HÉRAULT

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Castries, Lunel, Mauguio, Montpellier-I, Montpellier-II.

M. René COUVEINHES

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE.

Français, Françaises,

La patrie est en danger. La France vit des journées dramatiques. Une minorité subversive a essayé de renverser l'ordre, d'attenter à la liberté. Ni les biens ni les personnes n'étaient plus en sécurité. *Circonstances exceptionnelles, qui appellent des élections exceptionnelles.*

Seul

J'ai reçu dans cette circonscription l'investitude de l'Union pour la défense de la République.

Ce que nous voulons ? l'union de tous les Français, dès le premier tour. L'heure est assez grave pour que soient oubliées les divergences de parti entre honnêtes gens.

Ce que nous refusons ? l'anarchie, la démagogie, l'aventure. Nous plaignons les braves cœurs abusés par les factieux, entraînés malgré eux dans l'illégalité. Ils sont les otages naïfs du communisme totalitaire avant d'en être les victimes.

Je milite pour une Université profondément réformée, mais dans la légalité. Je souhaite que les avantages accordés à la classe ouvrière puissent lui être réellement dispensés par un Gouvernement stable et dèmocratique. Je crois en la nécessité de promouvoir les rapatriés d'Afrique du Nord sur le plan national. Je me battrai pour l'amélioration du sort des agriculteurs de cette région, dans cette circonscription où je suis né en 1925, où ma famille et moi-même n'ont cessé de résider.

Je m'engage donc fermement, en accord avec les associations professionnelles, à promouvoir les réformes indispensables à l'intégration de la viticulture et à l'ouverture des débouchés de la reconversion agricole dans l'économie moderne française et européenne.

Depuis 1955, je n'ai cessé d'appartenir à différents Cabinets ministériels. Ma longue expérience d'Attaché parlementaire me permet de connaître à fond l'Assemblée Nationale, le Sénat, le Conseil économique.

Choisi par ceux qui veulent la fin du désordre, je me présente sans crainte devant vous, décidé à vous appuyer et à vous servir dans la lutte contre l'anarchie.

Il n'y a pas d'hésitation possible, il n'y a pas de milieu.

Il faut choisir entre le communisme et la République, dans un implacable face à face.

Voter pour moi, c'est voter pour une France libre, pour un avenir de sécurité, pour le progrès et pour la paix.

Votez

René COUVEINHES

Chef de Cabinet adjoint du Secrétaire d'Etat à l'Intérieur
Secrétaire général de la Commission nationale d'aménagement du territoire

Remplaçant éventuel :

Fernand ROUCHÉ

Maire du Crès
Propriétaire-viticulteur

2e CIRCULAIRE.

Français, Françaises,

Troublant l'ordre public et appelant le peuple français à sortir des voies de la légalité, une minorité de subversion a pris le risque de jeter notre pays dans l'anarchie et la guerre civile.

Dimanche dernier, le corps électoral français a exprimé largement et avec force son opposition farouche à de telles perspectives, mais les déclarations faites dès lundi par les leaders de l'opposition, qu'ils soient communistes, F.G.D.S. ou P.S.U. nous montrent toutefois qu'ils ne désarment pas.

Nous devons rester vigilants et unis. Dans la circonscription Montpellier-Lunel, l'alliance du candidat F.G.D.S. et des communistes nous en montre encore plus la nécessité.

C'est donc à la plus large réconciliation nationale que j'appelle les électeurs de la circonscription : dimanche prochain, le choix qui s'offrira à eux sera simple sans doute, mais il sera définitivement déterminant pour le salut de la République.

Nous étions plusieurs candidats nationaux à souhaiter cette union dans la circonscription sachant que devant le danger, le recours est à la Nation. A présent, quelles que soient nos divergences politiques, il importe de nous réunir tous pour confirmer et renforcer le désir d'ordre exprimé par le pays.

Nous maintiendrons cette unité pour construire : si le suffrage populaire se confirme en ma faveur, mon premier geste sera de réunir pour chacun des problèmes importants de cette circonscription des « tables rondes » qui fixeront une doctrine acceptable par tous et renforceront mon action. Mais les principes suivants s'imposent rigoureusement :

— *Education nationale :* Respect de la liberté de l'enseignement et refonte de l'Université afin que celle-ci débouche concrètement sur la vie active.

— *Rénovation sociale :* Promotion du salariat conforme à l'expansion économique du pays.

— *Agriculture et notamment viticulture et arboriculture :* Vigilance pour une politique de débouchés souples et rationnels. Révision fiscale. Aide accrue aux si-

nistrés. Réajustement des prix (vin, fruits) conformément à l'augmentation des charges d'exploitation.

— *Rapatriés d'Afrique du Nord :* Leur nombre est important dans ce département, il importe qu'ils aient un porte-parole à l'Assemblée Nationale. Le drame qu'ils ont supporté ne s'oublie pas, mais il nous revient d'en effacer avec réalisme les plus douloureuses conséquences (sort des personnes âgées, et indemnisation des rapatriés dépossédés).

— *Artisans et commerçants :* Protéger le commerçant, l'artisan, le détaillant contre la flambée des prix. Résoudre la question du salaire fiscal. Obtenir l'égalité des droits devant les allocations familiales qui devront être conditionnées par le nombre des enfants et non la situation sociale des parents.

— *Collectivités locales et aménagement du territoire :* Réforme des finances locales. Promotion de Montpellier au rang de grande métropole sans oublier pour autant le sort des communes rurales.

C'est à cela que je m'engage à œuvrer avec vous.

Depuis 1955, je n'ai cessé d'appartenir à différents Cabinets ministériels. J'y ai appris à suivre vos affaires et à connaître le Parlement. Enfant de l'Hérault, je continuerai à le faire avec foi et dévouement.

Dans les graves circonstances présentes, l'Union pour la défense de la République qui regroupe démocrates V[e] République et Républicains indépendants, reste ouverte à tous pour une politique de progrès, de paix et de stabilité, elle disposera à l'Assemblée Nationale d'une majorité de Gouvernement ; il est temps pour le département de l'Hérault de participer à l'œuvre nationale au sein de cette majorité. C'est la voie de l'efficacité.

Pour la paix civile, pour le progrès social et l'expansion économique, unissons-nous.

Nous protégerons nos libertés et préparerons ensemble notre avenir.

Votez

René COUVEINHES

Chef de Cabinet adjoint du Secrétaire d'Etat à l'Intérieur
Secrétaire général de la Commission nationale d'aménagement du territoire

Remplaçant éventuel :

Fernand ROUCHÉ

Maire du Crès
Propriétaire-viticulteur

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aniane, le Caylar, Claret, Clermont-l'Hérault, Ganges, Gignac, Lodève, Lunas, les Matelles, Montpellier-III, Saint-Martin-de-Londres.

M. Georges CLAVEL

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE.

Electrices, Electeurs, mes amis,

Il y a près de seize mois, je m'adressais à vous au nom de la Ve République, pour m'aider à défendre l'intérêt national et les intérêts propres à notre département.

Près de 12.00 d'entre vous m'ont apporté leur confiance et je les en remercie encore de tout cœur d'avoir compris que l'on peut faire de la politique sans être un politicien, quand l'amour de son pays, de sa région est le seul but poursuivi.

Je reviens devant vous, mes chers amis, avec les mêmes mots.

Paix — indépendance — stabilité — j'en ajoute un autre — ordre.

Le problème politique de notre pays dépasse actuellement le cadre de mars 1967.

Avez-vous compris le danger que nous venons de courir ?

Avez-vous compris que nous avons failli perdre ce mot que nous avons donné au monde, liberté ?

Avez-vous compris qu'en ces heures douloureuses, nous avions la chance d'avoir un grand Président de la République ?

Avez-vous compris, même les hommes de la gauche, que notre drapeau tricolore a failli perdre deux couleurs ?

Avez-vous compris sous quel régime vos enfants vivraient, si par malheur, un jour sur vos mairies, sur vos écoles, sur votre monument aux morts flottait le drapeau rouge, ou pire, le drapeau noir ?

Avez-vous compris que ceux qui se disent les défenseurs de la République, de la démocratie, de la liberté, ont empêché une grande majorité de travailler ?

Si le droit de grève existe dans la constitution, le droit à la liberté du travail y est inscrit aussi.

Ne soyez pas aveugles, il y a quelques jours encore, la Tchécoslovaquie, soi-disant libérée de son carcan, décidait d'interdire les partis d'opposition. Est-ce cela la démocratie ?

Pendant la période que nous venons de traverser beaucoup de manifestations ont eu lieu. Je ne m'attardais pas à regarder le défilé mais les gens ; le peuple qui était sur le trottoir. A toutes ces manifestations, rouges et noires, je lisais sur les visages la tristesse, l'angoisse, la peur. Puis, le 31 mai, après l'appel du général de Gaulle, une seule manifestation a eu lieu à Montpellier par ceux qui aiment leur

pays, par ceux qui ne le vendront jamais à une politique étrangère. J'ai vu les gens sourire sur les trottoirs, j'ai vu les gens applaudir aux balcons, j'ai entendu « Enfin le drapeau tricolore », j'ai vu des gens pleurer d'émotion. Une fois de plus je savais que j'avais raison dans ma position politique.

Il ne s'agit pas de nier les réformes nécessaires et nous les ferons. Je ne veux pas faire un anticommunisme systématique, je désire faire du social qui empêchera les gens de penser au communisme.

J'ai placé cette profession de foi sur le plan national car j'estime qu'il est le point essentiel de ces élections, mais je n'oublie pas les responsabilités locales et régionales qui m'incomberaient. Tout d'abord la défense de notre viticulture qui ne doit pas être gérée par des kolkhoses. Aménagement du littoral qui aidera l'arrière pays dans son industrialisation. Développement des richesses touristiques de notre région. Aider nos rapatriés.

Je dis à tous, il faut un gouvernement fort pour contenir les conséquences des ajustements de salaire, pour soutenir les petites entreprises, pour se battre dans le Marché commun dans moins de huit jours.

Electrices, électeurs, souvenez-vous de ces dernières semaines !

Entre le général de Gaulle et M. Mitterand, où est le dictateur ? où est la haine ?

Je sais que vous avez déjà choisi dans votre cœur, dans votre raison.

Vous le démontrerez massivement, dès le premier tour

Vous direz oui à la France en votant pour le candidat de l'Union pour la défense de la République

Georges CLAVEL

Remplaçant éventuel :

Jean WAISS

Contre les factieux et les aventuriers de toute sorte, tout doit être mis en œuvre pour sauver la République et la liberté. Le suffrage universel doit avoir le dernier mot.

L'inévitable transformation sociale doit se faire non dans la violence et l'illégalité, mais dans le grand mouvement ordonné du progrès dans la démocratie. Plus que jamais, avec le général de Gaulle, je suis pour la coexistence pacifique entre les peuples et à plus forte raison entre les Français.

Jean WAISS.

2e CIRCULAIRE.

Electrices, Electeurs, mes chers amis,

D'abord un grand merci pour la confiance écrasante que vous m'avez manifestée dimanche dernier. Je comptais sur votre raison, sur l'amour de votre pays, je ne me trompais pas. Ce n'est pas Clavel qui est en tête, mais la France tricolore.

Mais le contrat n'est pas fini, Déjà, l'opposition battue, menace, à voix basse de créer de nouveaux désordres pour essayer de reprendre par la force, un pouvoir que le peuple français lui refuse une fois de plus.

Je me répète :

Non, nous, nous ne faisons peur à personne.
Non, nous, nous ne menaçons personne.

Nous refusons simplement la loi de la rue au nom de la démocratie et de la République.

Nous voulons toutes les libertés civiles et religieuses.

Nous voulons la compréhension — le dialogue — la paix pour tous

Ne désarmez pas, ceux qui ont brandi le drapeau rouge et noir, attendent, dimanche, la moindre faiblesse de votre part pour rattraper leurs voix perdues.

Pas d'abstention, dimanche

Votez... Union pour la Défense de la République

Georges CLAVEL

Remplaçant éventuel :

Jean WAISS

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Florensac, Frontignan, Mèze, Montagnac, Pézenas, Roujan, Sète.

M. André COLLIÈRE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE.

Face au communisme

dont l'emprise totalitaire risque de s'étendre sur notre pays, et plus particulièrement sur notre circonscription, je vous demande de faire bloc.

Je lance donc un appel pour que sur mon nom se regroupent les suffrages de tous les Républicains qui restent profondément attachés à nos libertés individuelles et à la République.

Contre l'anarchie

Votez

André COLLIÈRE

Avec de Gaulle

Sur le plan national.

Les Français réclament des réformes. Celles-ci ne peuvent être étudiées et mises en place que dans l'ordre et la légalité. Ce sera l'œuvre de la prochaine Assemblée Nationale, qui devra :

1° Adapter les structures économiques et administratives, et promouvoir le progrès social, conformément aux nécessités nationales et internationales par :

— *La participation* aux fruits de l'expansion en vue de l'amélioration continue des conditions de vie et de travail dans les entreprises, dans l'agriculture et dans les services publics, principalement en ce qui concerne les catégories les moins favorisées.
— La *participation* des travailleurs aux responsabilités professionnelles, et à tous les échelons de l'économie.
— L'action pour le plein emploi, et la formation professionnelle.
— L'organisation de l'activité économique dans le cadre régional, avec la participation accrue des Corps élus locaux, et des organismes syndicaux et professionnels, ainsi que de la décentralisation, et la déconcentration administrative.

2° *Réformer l'éducation nationale* en adaptant à l'évolution et aux besoins du pays, l'enseignement et la formation des jeunes et faire participer l'ensemble des intéressés à la transformation et à la marche des Universités et des établissements.

3° Exiger l'*amnistie totale* et l'aboutissement des plus légitimes aspirations de nos compatriotes rapatriés.

Sur le plan local

Je me propose de toute mettre en œuvre :

— pour accélérer la réalisation des installations qui permettrait à Sète de répondre à sa triple vocation de grand port de commerce, de pêche et de plaisance (slip de carénage - Aménagement d'une première tranche du port du Lazaret, avant la fin du Ve Plan) ;
— pour organiser le marché de la sardine (Construction de chambres froides et tunnel de congélation - Implantation d'usines de conserverie et de transformation des produits de la mer - Création d'un Fonds d'intervention pour le soutien des cours).
— pour organiser la circonscription en un vaste ensemble touristique et balnéaire à l'échelle internationale ;
— pour assurer la protection des richesses naturelles du Bassin de Thau (ostréiculture, myticulture et conchilyculture) et entre autres l'ouverture du Grau de Marseillan ;
— pour donner à la viticulture la place qui lui revient au sein de l'économie nationale, en lui ouvrant les possibilités de marchés qu'offrent les 200 millions de consommateurs du Marché européen ;
— pour donner aux viticulteurs et aux ouvriers agricoles une situation sociale comparable aux autres travailleurs de la Nation ;
— pour multiplier des « Maisons de la jeunesse et de la culture », les ensembles omnisports permettant le développement industriel, social et sportif de tous les jeunes ;
— pour une augmentation substantielle de la retraite, permettant aux vieux travailleurs, une vie décente ;

— pour une politique d'habitat, tendant à augmenter dans de très grandes proportions le nombre de « logements sociaux » tant urbains que ruraux.

Votez André Collière.

ANDRÉ COLLIÈRE

(U.D. Ve République.)

Agent d'assurances
Officier de la Légion d'honneur — Croix de guerre — Médaille de la Résistance
Président de la Caisse d'allocations familiales Montpellier-Sète
Membre de la Commission départementale d'équipement
Professeur à l'Ecole supérieure de commerce de Montpellier

Remplaçant éventuel :

LOUIS LÉON

Ancien adjoint au maire de Pezenas
Combattant — Prisonnier de guerre 1939-1945

2e CIRCULAIRE.

Union pour la défense de la République

ANDRÉ COLLIÈRE

(U.D. Ve République)

Agent d'assurances
Officier de la Légion d'honneur — Croix de guerre — Médaille de la Résistance
Président de la Caisse d'allocations familiales Montpellier-Sète
Membre de la Commission départementale d'équipement
Professeur à l'Ecole supérieure de commerce de Montpellier

Remplaçant éventuel :

LOUIS LÉON

Ancien adjoint au maire de Pezenas
Combattant — Prisonnier de guerre 1939-1945

Remercient les 22.000 électeurs qui par leurs suffrages nous ont largement placés en tête dès le premier tour.

Face au communisme

dont l'emprise totalitaire risque de s'étendre sur notre pays, et plus particulièrement sur notre circonscription, je vous demande de voter et de faire voter en masse.

Je lance donc un appel pour que sur mon nom se regroupent les suffrages de tous les républicains qui restent profondément attachés à nos libertés individuelles et à la République.

Voter ANDRÉ COLLIÈRE

C'est assurer l'avenir de la circonscription.

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Agde, Bédarieux, Béziers-I, Murviel-lès-Béziers, Olargues, Saint-Gervais-sur-Mare, Servian.

M. Pierre LEROY-BEAULIEU

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE.

Electrices, électeurs,

Cadre, propriétaire-viticulteur, âgé de moins de quarante ans, issu d'une vieille famille du pays, petit-fils de Pierre Leroy-Beaulieu, ancien député de l'Hérault, mort pour la France en 1915, n'ayant jamais fait personnellement de politique, je viens me présenter devant vous, avec mon suppléant, homme de ma génération. Notre idéal : servir notre circonscription et bien entendu notre département.

Sur le plan national

Nous sommes partisans de l'ordre républicain dans la légalité incarnée par le Président de la République qui a été élu démocratiquement au suffrage universel.

Nous sommes partisans d'une plus grande justice sociale qui doit donner à tous les Français la possibilité de vivre dignement.

Nous voulons que tous les jeunes puissent avoir leur chance et aient confiance en leur avenir et que pour cela l'enseignement, en général, soit totalement réformé afin que ceux-ci puissent faire face à l'œuvre immense qui les attend.

Nous voulons aussi, que tous ceux qui ont eu une vie de labeur consacrée, entre autres, à nous élever, aient les moyens de prendre une retraite digne et confortable. Cela sera donc une de nos principales préoccupations.

Pour notre région et plus particulièrement notre département

Nous sommes parfaitement conscients que le grand problème qui nous préoccupe tous, tant sur le plan humain que sur le plan économique, est celui de notre viticulture. Il nous faudra donc travailler, avec acharnement, avec l'aide de ses représentants qualifiés à son amélioration. Notre région viticole doit être revalorisée, c'est la condition de survie non seulement des viticulteurs, mais de l'ensemble de notre commerce. Il ne faut pas oublier que notre région représente une très grande part de la capacité viticole de notre pays.

Longtemps, notre région n'a vécu que de la vigne. Aujourd'hui, d'autres possibilités s'ouvrent à elle en relançant son industrialisation, en activant l'amélioration de ses voies de pénétration, à savoir les autoroutes et les aérodromes. Il faut de même activer l'aménagement de notre territoire qui nous amènera un afflux touristique dont toute notre économie bénéficiera. Enfin, il faudra, aussi, défendre et développer l'activité de la Pêche qui est une ressource de notre région.

Tout cela ne sera possible que dans l'ordre et dans l'union retrouvée autour des autorités légitimes du pays et de l'Assemblée Nationale que vous aurez à élire, union que nous souhaitons ardemment, et pour laquelle nous nous engageons à faire voter une amnistie totale afin que soient effacées les séquelles si douloureuses du drame algérien.

Français, Françaises,

La France, aujourd'hui, est en danger !

Certes, le 30 mai 1968, il a été mis fin à la tentative de subversion.

Mais il nous faut choisir entre ceux qui ont provoqué ou accepté l'anarchie et ceux qui ont défendu la légalité républicaine, c'est-à-dire entre la majorité et l'opposition telles qu'elles sont apparues lors du dernier vote de censure. Quand la République et la liberté sont l'objet d'une attaque délibérée il n'y a pas de troisième voie.

L'Union pour la Défense de la République

n'est pas un bloc. C'est le regroupement, sans exclusive, de tous les Français qui après avoir sauvé la liberté, œuvreront, ensemble, pour la réconciliation nationale, rassemblés tous autour du drapeau tricolore qui est le seul qu'ils reconnaissent.

Vive la circonscription de Béziers - Agde - Bedarieux !
Vive la République !
Vive la France !

Candidature d'Union pour la défense de la République
et l'amélioration de l'économie et de la viticulture dans l'Hérault

PIERRE LEROY-BEAULIEU
Conseil en relations publiques
Propriétaire-viticulteur dans l'Hérault

Remplaçant éventuel :

JULES CRUELLS-CAPÈCE
Commerçant — Président de l'Union des commerçants d'Agde
Membre de la Chambre de commerce de Béziers-Saint-Pons

Une équipe jeune et qui se veut efficace.

2e *CIRCULAIRE.*

Electrices, électeurs,

Avant tout, je tiens à remercier ceux d'entre vous qui m'ont accordé leur confiance au premier tour de scrutin. Les 13.434 voix qui m'ont placé en tête de liste de l'anticommunisme ont confirmé, comme sur le plan national que notre circonscription avait choisi l'ordre républicain face à la violence et à l'anarchie.

Grâce à votre bon sens, le pire a été évité et dimanche dernier une première étape a été accomplie vers cette sécurité, cet ordre que nous désirons tous.

Electrices, électeurs,

Dimanche prochain, il vous faudra livrer une deuxième bataille, qui sera très serrée pour la conquête de cette sécurité. Pour que votre circonscription soit assurée de la victoire, il est indispensable qu'à votre geste renouvelé se joignent toutes les électrices et tous les électeurs qui n'ayant pu pour diverses raisons se joindre à vous, sont animés par le désir de voir se réaliser les réformes qui s'imposent pour la relance économique de notre Midi viticole.

Electrices, électeurs,

Pour que dans la légalité soit respectée votre volonté, pour que je devienne l'interprète que vous souhaitez et parce que je suis conscient de la difficulté qui reste à franchir, je vous demande encore plus pour vous, que pour moi, de voter et de faire voter dimanche prochain.

En votant le 30 juin pour l'U.D.R. et son candidat, vous affirmerez votre désir de voir se confirmer l'évolution dans la sagesse et non l'aventure dans le désordre et l'anarchie.

En votant le 30 juin pour l'U.D.R. et son candidat, tous rassemblés derrière le drapeau tricolore, vous direz calmement mais fermement

Non au danger communiste !
Non à l'anarchie !

Oui à la sécurité !
Oui au progrès et au règne de la loi !
Oui à la paix publique !

Vive la circonscription de Béziers - Agde - Bedarieux !
Vive la République !
Vive la France !

Candidature d'Union pour la défense de la République
et l'amélioration de l'économie et de la viticulture dans l'Hérault

Pierre LEROY-BEAULIEU
Conseil en relations publiques
Propriétaire-viticulteur dans l'Hérault

Remplaçant éventuel :

Jules CRUELLS-CAPÈCE
Commerçant — Président de l'Union des commerçants d'Agde
Membre de la Chambre de commerce de Béziers-Saint-Pons

Une équipe jeune, qui veut votre sécurité.

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Béziers-II, Capestang, Olonzac, Saint-Chinian, Saint-Pons, la Salvetat-sur-Agout.

M. Raoul BAYOU

Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE.

Citoyennes, citoyens, chers amis,

Quinze mois après les élections législatives de mars 1967, où vous m'avez, en grande majorité, accordé vos suffrages, je sollicite à nouveau votre confiance, à la suite de la dissolution de l'Assemblée Nationale.

Vous m'aviez élu, alors, pour continuer l'œuvre commencée neuf ans auparavant :

— défendre la viticulture ruinée par la campagne antivin, les importations, la superfiscalité ;
— réclamer la garantie d'un prix social du vin, la parité du monde rural (exploitants et salariés) avec les autres catégories de la nation ;
— assurer, par une politique viticole et agricole saine, la prospérité de la ville de Béziers et de toute la région ;
— promouvoir une vraie politique sociale et une fiscalité plus équitable ;
— relancer la vie économique (industrie, commerce, artisanat) en luttant contre le chômage ,
en réclamant une véritable décentralisation, l'équipement de notre département (routes, ponts, téléphone), la création d'activités nouvelles,
en préconisant une sage politique de l'aménagement du littoral qui ne sacrifie pas les stations existantes,
en soutenant le développement touristique de l'arrière pays et des hauts cantons ;
— protéger les catégories toujours sacrifiées, les vieux travailleurs qui ont droit à une retraite décente, les jeunes qui aspirent légitimement à un emploi et à un logement, les sinistrés que les calamités agricoles ont privés du fruit de leur travail, les rapatriés qui attendent encore les réparations promises ;
— revendiquer la promotion de la femme, l'abaissement de l'âge de la retraite, la réduction du temps de service militaire, l'aide accrue aux étudiants et aux apprentis, la priorité pour l'Education nationale, l'amélioration des retraites des marins, des pêcheurs et des anciens combattants.

Avec mes amis, j'ai lutté dans ce sens depuis 1958, depuis le premier jour où vous m'avez confié l'honneur de vous représenter à l'Assemblée Nationale. Nous avons, pendant cette dernière législature, combattu aussi toutes les atteintes aux lois sociales, aux libertés communales, aux droits de l'information.

Mais, en dépit de nos efforts, le pouvoir a refusé systématiquement d'entendre la voix de la raison et de l'équité.

Il est responsable de plus de 500.000 chômeurs, de l'exode rural accéléré, et de la récession économique générale. Il n'a découvert la réalité que lorsque l'épreuve

de force s'est produite, quand les paysans et les viticulteurs ont barré les routes, quand les ouvriers se sont mis en grève, quand les étudiants se sont révoltés, quand ont éclaté les événements que nous venons de connaître.

Le pouvoir a ainsi conduit le pays au bord de l'abîme et de la guerre civile.

Sur le plan extérieur, il nous a isolés de nos alliés traditionnels et a compromis les chances de l'Europe.

Nous n'avons plus, comme amis, que ceux que nous payons, au détriment des finances et des besoins nationaux.

Aujourd'hui, ce pouvoir, qui se dit fort, mais qui a surtout démontré sa carence en bien des domaines, se présente comme le seul sauveur possible.

Mais, si une nouvelle majorité lui était donnée, il ne changerait ni de politique ni de système de gouvernement, car l'expérience prouve qu'il ne tient pas ses engagements.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, la France connaîtrait de nouveaux désordres où risqueraient de sombrer nos droits les plus sacrés.

Ce danger mortel a été dénoncé, en même temps que nous par toutes les familles spirituelles et les savants les plus autorisés.

La division de la France en deux blocs intransigeants et opposés, comme le souhaite le Pouvoir, sonnerait le glas de la démocratie et de nos libertés.

Aussi, nous pensons que doit se réaliser de toute urgence, l'union de tous les Républicains qui veulent éviter cet affrontement.

La seule voie possible est la voie du progrès et de la justice. C'est celle qui permet d'accéder aux réformes sociales sans faire couler le sang, c'est la voie offerte par la Fédération de la gauche démocrate et socialiste qui propose un contrat de législature à tous les hommes opposés au pouvoir personnel et désireux d'œuvrer loyalement pour un meilleur avenir de notre pays.

Pour contribuer, avec vous, à ce changement nécessaire et salutaire,

— fort de l'estime que vous m'avez toujours témoignée,
— assuré de l'appui, qu'en nombre croissant, m'apporte la grande majorité des élus,

Je sollicite à nouveau votre confiance afin de vous servir dans l'avenir comme je l'ai toujours fait dans le passé.

Par avance je vous en remercie.

Raoul BAYOU

Député sortant
Professeur de C.E.G. — Propriétaire-viticulteur
Maire de Cessenon — Conseiller général de l'Hérault
Président du Groupe viticole de l'Assemblée Nationale
Membre du Comité national des vins de France

Remplaçant éventuel :

Jules FAIGT

Conseiller général de l'Hérault
Employé commercial (V.R.P.)
Adjoint au maire de Béziers — Délégué aux sports — Administrateur de Centre hospitalier

COMITÉ ÉLECTORAL

Pierre Brousse, Maire de Béziers, Conseiller général.

Brenac, Conseiller général, maire, Nissan ; Faure, Conseiller général, maire, Olonzac ; Azam, maire, Poilhes ; Bacou, maire, Fraïsse-sur-Agout ; Barbe, maire adjoint, Colombiers ; Barthes, maire, Beaufort ; Baunaure, maire adjoint, Olonzac ; Bertrand, maire, Cazouls-lès-Béziers ; Belot A., maire adjoint,

Saint-Pons ; Belot H., ancien maire adjoint, Saint-Pons ; Belot M., maire, Courniou ; Bessières, maire adjoint, Sérignan ; Bouisset, maire, Cruzy ; Bourgin, maire, La Livinière ; Bousquet, maire adjoint, Aigues-Vives ; Boyer, maire adjoint, Sérignan ; Cabanel, maire, Sauvian ; Cathala, maire adjoint, Villespassans ; Cauquil, maire adjoint, Valras-Plage ; Cauquil M., maire, Minerve ; Cazanave, maire, Siran ; Colin, maire adjoint, Sérignan ; Collet, maire adjoint, Saint-Pons ; Colombiers, maire, Maureilhan ; Cougnenc-Donnadieu, maire, Pierrerue ; Couissy, maire, Capestang ; Decor, maire adjoint, Babeau-Bouldoux ; Dieude, maire adjoint, Valras-Plage ; Fraisse, maire, Montouliers ; Garrigues, ancien maire, Puisserguier ; Gars, maire, Creissan ; Gautrand, maire, Aigne ; Gibert, maire, Maraussan ; Gibrat, maire, Cébazan ; Gombert, maire, La Caunette ; Mathieu, maire, Felines-Minervois ; Marty, maire, Verreries-de-Moussans ; Marty C., maire, Montady ; Michel, maire adjoint, Cessenon ; Milhau, maire, Prades/Vernazobres ; Moliniers, maire adjoint, Vendres ; Palazy, maire, Vendres ; Palouzier, maire adjoint, Cessenon ; Pech, maire, Colombiers ; Picou, maire, Velieux ; Poujal, maire adjoint, Olonzac ; Rame, maire adjoint de Riols ; Robert, maire, Pardailhan ; Salbat, viticulteur, Capestang ; Salvestre, maire adjoint, Saint-Chinian ; Salvetat, maire, Saint-Chinian ; Tarbouriech, maire, Quarante ; Venes, maire, Azillanet ; Verdier, maire, Lespignan.

Vive l'arrondissement Béziers-Saint-Pons.

Vive la concorde intérieure et extérieure.

Vive la France, Vive la République.

2° CIRCULAIRE

Electrices, électeurs, chers amis,

Le 23 juin 1968, vous m'avez très nettement placé en tête des candidats de la circonscription avec 16.597 suffrages, soit 44,20 % des suffrages exprimés.

Je tiens, au nom de mon ami Jules Faigt et en mon nom personnel, à remercier, avec une gratitude émue, toutes celles et tous ceux qui, sans céder aux chantages, nous ont renouvelé leur confiance et nous ont permis de devenir, au deuxième tour, les *candidats uniques de la discipline républicaine.*

Le scrutin de ballotage du 30 juin doit confirmer et amplifier le résultat du premier tour, car le devoir de tous les Républicains est désormais tracé.

Républicaines ! républicains ! Pas d'abstentions !

Mes amis !

J'ai toujours dénoncé les mauvais coups portés à notre région, même quand j'étais seul, comme le 16 janvier 1959, pour crier à Paris mon indignation contre un Gouvernement qui déjà, sabotait, avec l'accord de toute la majorité gaulliste, la vigne et le vin, sources de prospérité pour notre département.

J'ai, par la suite, été élu à l'unanimité, Président du groupe viticole de l'Assemblée Nationale, ce qui m'a permis de mener une action énergique et efficace, connue de tous.

D'ailleurs, c'est dans tous les domaines que j'ai été obligé de me dresser et de défendre notre département contre la malfaisance voulue du Pouvoir.

111 fois, je suis monté à la tribune de l'Assemblée pour protéger l'économie et les travailleurs de notre pays.

J'ai pu parfois parer les coups qui vous étaient réservés et j'ai d'ailleurs toujours rendu compte à chaque instant de cette lutte nécessaire.

Ce rôle ne saurait être tenu par le candidat gaulliste qui s'est engagé à l'avance, comme tous les autres, à suivre passivement et les yeux fermés un pouvoir sans contrôle.

Tous ceux qui me connaissent savent que n'ai jamais été et ne serai jamais l'otage de personne, mais seulement le serviteur des populations qui me font confiance.

Les problèmes locaux ne sont pas « de second plan » comme ose l'écrire M. de Crozals.

Les problèmes de la vie ne sont pas secondaires. Ce sont eux qui sont au cœur du drame que nous vivons.

Quand ils ne sont pas résolus, ils mènent au désespoir et au désordre.

Pour éviter le chaos, il n'y a qu'un chemin : celui de la justice.

Comme en 1958, en 1962, et en 1967 notre combat reste le même, c'est celui qui mène au progrès et à la paix par la justice et le respect des hommes.

Je sollicite cotre confiance afin de vous servir dans l'avenir comme je l'ai fait dans le passé, et de préparer, avec tous les républicains sincères, l'indispensable renouveau de notre pays.

Demain sera ce que nous le ferons ensemble.

RAOUL BAYOU

Député sortant
Professeur de C.E.G. — Propriétaire-viticulteur
Maire de Cessenon — Conseiller général de l'Hérault
Président du Groupe viticole de l'Assemblée Nationale
Membre du Comité national des vins de France

Remplaçant éventuel :

JULES FAIGT

Conseiller général de l'Hérault
Employé commercial (V.R.P.)
Adjoint au maire de Béziers — Délégué aux sports — Administrateur de Centre hospitalier

COMITÉ ÉLECTORAL

Pierre Brousse, Maire de Béziers, Conseiller général.

Brenac, Conseiller général, maire, Nissan ; Faure, Conseiller général, maire, Olonzac ; Azam, maire, Poilhes ; Bacou, maire, Fraïsse-sur-Agout ; Barbe, maire adjoint, Colombiers ; Barthes, maire, Beaufort ; Baunaure, maire adjoint, Olonzac ; Bertrand, maire, Cazouls-lès-Béziers ; Belot A., maire adjoint, Saint-Pons ; Belot H., ancien maire adjoint, Saint-Pons ; Belot M., maire, Courniou ; Bessières, maire adjoint, Sérignan ; Bouisset, maire, Cruzy ; Bourgin, maire, La Livinière ; Bousquet, maire adjoint, Aigues-Vives ; Boyer, maire adjoint, Sérignan ; Cabanel, maire, Sauvian ; Cathala, maire adjoint, Villespassans ; Cauquil, maire adjoint, Valras-Plage ; Cauquil M., maire, Minerve ; Cazanave, maire, Siran ; Colin, maire adjoint, Sérignan ; Collet, maire adjoint, Saint-Pons ; Colombiers, maire, Maureilhan ; Cougnenc-Donnadieu, maire, Pierrerue ; Couissy, maire, Capestang ; Decor, maire adjoint, Babeau-Bouldoux ; Dieude, maire adjoint, Valras-Plage ; Fraisse, maire, Montouliers ; Garrigues, ancien maire, Puisserguier ; Gars, maire, Creissan ; Gautrand, maire, Aigne ; Gibert, maire, Maraussan ; Gibrat, maire, Cébazan ; Gombert, maire, La Caunette ; Mathieu, maire, Felines-Minervois ; Marty, maire, Verreries-de-Moussans ; Marty C., maire, Montady ; Michel, maire adjoint, Cessenon ; Milhau, maire, Prades/Vernazobres ; Moliniers, maire adjoint, Vendres ; Palazy, maire, Vendres ; Palouzier, maire adjoint, Cessenon ; Pech, maire, Colombiers ; Picou, maire, Velieux ; Poujal, maire adjoint, Olonzac ; Rame, maire adjoint de Riols ; Robert, maire, Pardailhan ; Salbat, viticulteur, Capestang ; Salvestre, maire adjoint, Saint-Chinian ; Salvetat, maire, Saint-Chinian ; Tarbouriech, maire, Quarante ; Venes, maire, Azillanet ; Verdier, maire, Lespignan.

Vive l'arrondissement Béziers-Saint-Pons !

Vive la concorde intérieure et extérieure !

Vive la France, Vive la République, Vive la liberté !

ILLE-ET-VILAINE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bécherel, Hédé, Liffré, Rennes-Nord-Est, Rennes-Nord-Ouest, Saint-Aubin-d'Aubigné.

M. Jacques CRESSARD

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Depuis dix ans, la France connaissait la paix, la stabilité, l'essor économique et social. Mais voilà que l'anarchie violente, complice du communisme totalitaire, ose s'attaquer à la République, à ses institutions, à la liberté d'expression et de travail, et troubler l'ordre dans nos rues, alors que s'ouvrent à Paris les négociations pour la paix au Vietnam.

La crise de mai a montré que le communisme et ses alliés de tous bords voulaient la révolution et le désordre, utilisant dans un but de destruction de notre société, la volonté de rénovation universitaire des étudiants et des maîtres, le désir justifié de progrès social des travailleurs et des paysans.

Alors que les électeurs de la première circonscription d'Ille-et-Vilaine ont montré, lors des référendums, lors de l'élection présidentielle de 1965, leur attachement aux institutions républicaines et au général de Gaulle, M. Fréville, député sortant, a toujours voté contre le Gouvernement issu de la majorité, alors qu'il était l'élu des Français attachés à la République rénovée par l'homme du 18 juin 1940.

Le 22 mai, M. Fréville disait qu'il ne voterait pas contre le Gouvernement.

Le 23 mai, alors que l'émeute menaçait autour de l'Assemblée Nationale, M. le député-maire de Rennes a voté avec les communistes, avec Mitterrand, la motion de censure contre le Gouvernement qui a la confiance du général de Gaulle.

Au contraire, M. Pleven, du même groupe parlementaire, donnait son appui au Gouvernement de la République. M. Pleven a le sens de l'intérêt national. M. Fréville pense à ses intérêts personnels.

Pendant les heures graves que Rennes a connues, alors que les anciens combattants étaient insultés, que le drapeau tricolore était menacé, que le drapeau rouge flottait sur les édifices municipaux, que les travailleurs se voyaient privés de la liberté du travail par des piquets de grève composés d'éléments étrangers aux entreprises, que les agriculteurs étaient rançonnés, nul n'a vu ni entendu dans ces périls M. Fréville, président du Conseil général, maire de Rennes.

Aussi, lors de ces élections, dès le premier tour, électeurs, électrices, votez pour le candidat d'Union pour la défense de la République.

Ce candidat, ennemi de la démagogie, des petites habiletés politiques, ne fait as de promesses. mais il s'engage à être :

— *Le député de toute la circonscription,* prenant en charge, non seulement les intérêts urbains, mais aussi et surtout ceux de tous les électeurs, qu'ils soient urbains ou ruraux, au service desquels il met sa volonté de travail.

— *Le député du dialogue avec tous,* afin que, de la confrontation des idées diverses, naissent les décisions conformes à l'intérêt général.

— *Le député de la réforme universitaire,* nécessaire depuis l'école maternelle jusqu'aux facultés. En tant que professeur, il connaît les problèmes et est animé par un désir de rénovation.

— *Le député des problèmes sociaux et familiaux.* Quatrième fils d'une famille de dix enfants, père de famille de trois jeunes enfants, il est préoccupé par les problèmes qui se posent aux parents.

— *Le député des intérêts ruraux.* Ayant un membre de sa famille cultivateur dans l'arrondissement, il est sensible au malaise paysan et il veut œuvrer en faveur de l'exploitation familiale rénovée.

D'ailleurs son suppléant, Pierre Ory, maire de Langouet, sera là pour le guider et l'aider à résoudre avec vous les problèmes qui se posent aux exploitants agricoles, aux commerçants et aux artisans ruraux. N'est-il pas le seul homme du milieu rural à se présenter à vos suffrages dans cette première circonscription ?

Mieux qu'un suppléant, Pierre Ory sera le conseiller, toujours prêt à œuvrer avec son député dans l'intérêt de tous les ruraux.

Electeurs, électrices, pour barrer la route à l'anarchie et au communisme totalitaire, il faut, dès le premier tour :

Voter pour le candidat d'Union pour la défense de la République afin que vive la France,

Voter Jacques Cressard, afin que vive la République.

JACQUES CRESSARD
Professeur

Remplaçant éventuel :

PIERRE ORY
Menuisier-entrepreneur
Maire de Langouet

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs, mes chers amis,

22.673 d'entre vous m'ont accordé leur confiance dès le premier tour de scrutin, montrant leur attachement aux institutions de la Ve République et au général de Gaulle, et me plaçant ainsi largement en tête de tous les candidats.

Je vous en remercie et vous demande de voter, et de faire voter, massivement, au second tour, pour le candidat d'Union pour la défense de la République.

Je suis le candidat :

— *De toute la circonscription :* Rennais, j'appartiens par ma famille aux cantons ruraux, et Pierre Ory, mon suppléant, est un rural.

— *De la réforme :* Jeune, je comprends que la nouvelle génération veuille créer le monde où elle vit.

— *De la famille :* Père de trois enfants, je sais combien les problèmes familiaux sont primordiaux.

— *De l'attachement à la stabilité :* Je repousse les manœuvres de ceux qui, ayant voté la censure contre le Gouvernement, entendent se servir, même s'ils s'en défendent, des voix de la gauche ou du communisme comme d'un tremplin pour leur survie politique.

— *De la Vᵉ République :* Je suis conscient de l'œuvre politique déjà accomplie, mais je sais qu'il reste beaucoup à faire, en particulier pour notre Bretagne.

La tâche est vaste et passionnante, mais avec votre participation, nous la mènerons à bien.

Pour une démocratie garante des libertés et ouverte au dialogue !

Pour le progrès social et rural !

Votez tous !

Jacques CRESSARD
Professeur

Remplaçant éventuel :

Pierre ORY
Menuisier-entrepreneur
Maire de Langouet

Vive la République ! Vive la France !

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Châteaugiron, Montauban, Montfort, Mordelles, Rennes-Sud-Est, Rennes-Sud-Ouest, Saint-Méen-le-Grand.

M. François LE DOUAREC

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

En 1962 et 1967, vous avez bien voulu me faire confiance. Je vous demande de m'accorder à nouveau vos suffrages afin de poursuivre l'action entreprise tant sur le plan national que sur le plan local.

Sur le plan national :

Maintien d'un régime efficace — fondé sur la Constitution de 1958, complétée en 1962 par l'élection du Président de la République au suffrage universel — reje-

tant le régime d'Assemblée qui conduit à l'instabilité politiqu, à l'impuissance et, en définitive, à l'anarchie. Il est, en effet, certain que, sans les « verrous » constitutionnels, la France, à la suite des graves événements de ces jours derniers, serait aux mains d'un pouvoir totalitaire.

Défense de la paix intérieure et extérieure qui est dangereusement menacée.

Progrès social : cela veut dire qu'il convient de donner à chacun toutes ses chances au départ et de permettre, à chaque étape de la vie, la promotion sociale. A cette fin, il est nécessaire de développer l'action en faveur de la jeunesse, l'œuvre entreprise en matière d'éducation nationale et de promouvoir les réformes indispensables dans l'Université.

Toute politique sociale s'adresse notamment aux familles. Pour les familles, c'est d'abord le logement qui doit faire l'objet d'un effort accru. Certes, depuis 1958, le rythme de la construction a été pratiquement doublé, notamment en matière de constructions sociales. Mais des besoins immenses, nés des retards naguère accumulés, de l'urbanisation rapide et des exigences nouvelles, ne sont pas encore satisfaits.

Une politique de progrès social s'adresse, d'autre part, aux salariés. Les abattements de zone sont enfin supprimés pour certains et réduits pour les autres. Leur suppression totale pourrait être décidée dans des délais raisonnables. Le relèvement des salaires — spécialement des bas salaires — doit être poursuivi.

Une politique de progrès social s'adresse aux personnes âgées, aux malades et aux handicapés. D'importantes réformes ont été récemment, sur ce point, réalisées : augmentation de l'allocation vieillesse, mesures prises en faveur des agriculteurs prenant leur retraite, extension aux exploitants agricoles et, d'ici peu, aux commerçants, artisans et professions libérales, de la sécurité sociale. Veiller à la réalisation des exigences sociales fondamentales sera en tout cas une tâche constante des élus.

La situation des agriculteurs doit faire l'objet d'une attention permanente. Les réformes de structure indispensable faciliteront le maintien, à côté des grandes exploitations, d'exploitations rentables du type familial. Ceci suppose une augmentation sensible du revenu des agriculteurs. Pour y parvenir, il est nécessaire d'être vigilant dans l'application du Marché commun agricole.

Il reste encore beaucoup à faire, mais la voie est tracée.

Sur le plan local :

La Bretagne est en train de se rénover. Je m'efforce d'y contribuer. Il faut toutefois accélérer cette rénovation :

— l'aménagement des transports, et notamment des routes, est nécessaire. Il convient de poursuivre et même d'accentuer l'effort en cours.

— une véritable décentralisation industrielle, support du développement du commerce et de l'artisanat, est indipensable. L'installation dans notre circonscription, de l'Ecole supérieure d'électricité, de l'Ecole nationale supérieure des télécommunications et de l'Ecole supérieure technique des transmissions y contribuera efficacement. Mais aucun relâchement n'est possible : la bataille de l'emploi se gagne chaque jour.

— enfin, Rennes, ville en plein développement, devrait devenir une véritable métropole régionale.

En bref, rendre la Bretagne vivante et moderne, en faire une province de pointe de notre pays et de l'Europe, tels sont nos objectifs.

Voter pour François Le Douarec c'est voter contre le désordre et l'aventure.

FRANÇOIS LE DOUAREC
43 ans
Avocat à la Cour
Député d'Ille-et-Vilaine
Médaille militaire — Croix de guerre

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ GUILLOU
Docteur-vétérinaire
Président du Syndicat départemental des Vétérinaires
Conseiller général d'Ille-et-Vilaine

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Argentré-du-Plessis, Châteaubourg, la Guerche-de-Bretagne, Janzé, Retiers, Vitré-Est, Vitré-Ouest.

M. Henri LASSOURD

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Je suis candidat d'Union pour la défense de la République aux élections législatives prochaines du 23 juin.

La France vient de subir une crise politique et sociale sans précédent depuis le début du siècle.

J'ai accepté d'être candidat sans aliéner en quoi que ce soit et pour quoi que ce fût « ma liberté de vote » que je garde entière et sans avoir promis aucune inconditionnalité. Il n'a jamais été dans mes intentions de délivrer au gouvernement sortant un satisfecit général, mais je crois que les partisans des réformes dans l'ordre doivent se rassembler afin de défendre les institutions républicaines menacées ces dernières semaines par un parti totalitaire et ses alliés.

Le remaniement ministériel effectué ces jours derniers laisse présager, par les hommes nouveaux qui y sont incorporés, qu'une nouvelle direction sera donnée à la conduite des affaires économiques.

La politique du Gouvernement sera plus humaine, elle comportera une relance économique efficace.

Une véritable politique sociale sera promue assurant le plein emploi pour tous les travailleurs ainsi que la sécurité de cet emploi.

Derrière le citoyen, il y a l'homme, et une politique se juge par le sort qu'elle lui fait.

La société sera donc au service de l'homme et non l'homme au service de la société.

Le Gouvernement s'est engagé à :

1° Opérer une décentralisation administrative.
2° Porter la discussion à l'Assemblée Nationale sur les ordonnances.
3° Opérer une révision périodique des salaires en fonction des indices.
4° Les avantages sociaux ne devront pas être octroyés mais discutés avec les intéressés eux-mêmes, qui devront pouvoir faire connaître leurs revendications.

Pour les paysans.

Le Gouvernement a promis de faire en sorte que les incidences inéluctables des dernières augmentations de salaires, n'accentuent pas encore plus la différence de standing existant entre les ouvriers et les exploitants agricoles.

Les prix à la production seront relevés de façon sensible et les prix de la viande garantis à la commercialisation.

Les petites et moyennes exploitations devront être défendues de même que les artisans et petits commerçants tributaires du monde rural. Les universités seront réformées ainsi que la politique de l'enseignement et des diplômes qui devront être monnayables, le libre emploi devant correspondre au nombre des diplômes délivrés.

Conjoncture régionale.

Une action régionale énergique devra être menée et soutenue à tous les niveaux.

L'équipement industriel de l'arrondissement et de Vitré en particulier doit être poursuivi sans relâche et cet avenir industriel passe par une politique du logement.

Les lotissements H.L.M. devront être multipliés de même que les maisons de jeunes.

L'équipement sportif ne devra pas être oublié (stades, piscines, etc.).

Electrices, électeurs,

si vous voulez que la France retrouve le calme et que les réformes nécessaires se fassent dans la paix et la sérénité

Votez pour les candidats d'Union pour la défense de la République

Henri LASSOURD
Vice-président du Conseil général
Maire de La Guerche-de-Bretagne

Remplaçant éventuel :

René CRINON
Maire de Vitré

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bain-de-Bretagne, Grand-Fougeray, Guichen, Maure-de-Bretagne, Pipriac, Plélan-le-Grand, Redon, le Sel.

M. Isidore RENOUARD

(Candidat républicain indépendant pour la défense de la République)

élu le 23 juin 1968

(R.I.)

Electrices, électeurs,

Après quinze mois de législature, l'Assemblée Nationale vient d'être dissoute et je sollicite, à nouveau pour la quatrième fois, vos suffrages, pour le scrutin du 23 juin 1968.

Les événements graves qui viennent de secouer notre pays, — et l'état de crise nationale — dans lequel nous vivons, rendaient nécessaire cette consultation.

Les Français doivent à nouveau choisir les hommes qui les représenteront à la future Assemblée Nationale, et qui défendront leur vie et leur liberté.

Comme tous les candidats, j'ai le devoir de vous dire :

— Quelle a été mon attitude jusqu'à ce jour,

— Dans quel esprit j'aborde cette campagne,

— Quelle sera ma ligne de conduite si je suis réélu.

Investi par l'Union pour la défense de la République, je reste attaché à la stabilité du pouvoir exécutif :

— c'est une nécessité absolue des temps modernes, et c'est pourquoi je n'ai jamais voté, depuis dix ans, de motion de censure.

Inscrit depuis six ans au groupe des Républicains indépendants (Giscard d'Estaing), je considère cependant que la stabilité n'exclut pas le débat démocratique et je continuerai à œuvrer pour obtenir l'ouverture et l'élargissement du dialogue à tous les niveaux.

Je suis partisan aussi d'un élargissement de la majorité dans la future Assemblée, le plus grand nombre devant être associé dans les responsabilités ; c'est possible par un assouplissement des méthodes de Gouvernement, dans le respect de la Constitution.

On ne peut gouverner longtemps avec une majorité restreinte ou soumise à un excès de contrainte.

La tâche de la future Assemblée et du Gouvernement sera lourde et difficile, j'en ai parfaitement conscience ; elle sera aussi passionnante.

Il faudra rétablir l'ordre dans le respect du droit des hommes, et accomplir les réformes nécessaires :

— Réforme de l'Université.

— Adaptation de l'enseignement à la société nouvelle.

— Orientation des jeunes de tous les milieux vers les emplois qu'il faudra leur assurer.

— Démocratisation des bourses d'enseignement par une révision des critères d'attribution.

Pour les salariés :

Sécurité de l'emploi dans l'ensemble du pays et dans les régions.

Recherche nécessaire de nouveaux moyens d'incitation pour la décentralisation vers les régions sous-industrialisées comme la Bretagne.

Suppression définitive des abattements de zones.

Résorption du chômage par l'avancement progressif de l'âge de la retraite en commençant par les emplois féminins.

Pour éviter, face à la concurrence étrangère, une baisse de la production industrielle, après les récents accords de Grenelle sur le relèvement général des salaires.

Aide à l'industrie et en particulier aux petites et moyennes entreprises et aux artisans par des mesures appropriées et efficaces.

Les petites et moyennes entreprises et les artisans, surtout les ruraux, parfois en difficulté déjà, auront du mal à supporter les nouvelles charges.

Il faut à tout prix les aider à tenir, ils sont indispensables à la vie économique du pays.

Pour les agriculteurs :

Surtout ceux de l'Ouest, déjà défavorisés, il faudra rechercher tous les moyens propres à leur éviter le contrecoup de l'augmentation des salaires et des prix industriels qui risque de les anéantir.

Quels que soient les problèmes que cela pose il faut les aider et les sauver.

En ce qui concerne la politique du logement, je reste le défenseur convaincu et acharné de la construction en milieu rural du pavillon individuel.

Les familles de nos régions, surtout celles d'origine rurale, préfèrent à l'appartement dans un immeuble à étages la maison avec jardin à la campagne.

Il faut donc favoriser au maximum les lotissements dans les communes et les constructions individuelles.

Les services techniques et l'administration doivent tout faire pour nous aider.

Le Gouvernement et les élus auront aussi à prendre en considération la situation des personnes âgées, des infirmes, invalides et handicapés pour lesquels il est nécessaire d'augmenter les moyens déjà mis en œuvre pour leur permettre de vivre à part entière dans la société moderne qui doit s'efforcer d'être plus humaine.

Et pour terminer un vœu :

Pour la promotion de l'homme et son bonheur dans l'ordre et dans la liberté, La France avec vous et avec tous ses élus, doit et peut réaliser ce vœu.

Vive la circonscription de Redon !
Vive la République !
Vive la France !

Isidore RENOUARD

Maire de Langon — Conseiller général du canton de Redon — Député sortant

Candidat Républicain indépendant pour la défense de la République.

Remplaçant éventuel :

Edouard SIMON

Cultivateur
Maire de Lieuron

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Antrain, Fougères-Nord, Fougères-Sud, Louvigné-du-Désert, Saint-Aubin-du-Cormier, Saint-Brice-en-Coglès.

M. Michel COINTAT

élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Je suis votre député depuis un an et je me représente à vos suffrages.
Lors des élections de 1967, je me suis engagé à respecter les institutions de la Vᵉ République, à assurer la stabilité gouvernementale et à voter le budget nécessaire à la vie de la Nation.

J'ai respecté mes engagements.

J'ai promis de consacrer tout mon temps à mon mandat parlementaire et j'ai quitté mes fonctions administratives.
Ainsi, j'ai suivi une ligne politique parfaitement droite.
Je me représente devant vous avec les mêmes engagements. Après les violences du mois de mai, le général de Gaulle apparaît, encore une fois, comme celui qui a l'autorité et la raison nécessaires pour maintenir l'équilibre économique de notre pays et apporter l'apaisement à la Nation.
Toute autre voie conduit à l'aventure. Et l'aventure c'est le communisme à brève échéance. Le P.S.U. s'est rangé sous l'emblème du drapeau rouge. Le parti Progrès et démocratie moderne, ballotté par ses hésitations, prisonnier de ses contradictions, a voté la censure et a opté pour une opposition systématique.
Le général de Gaulle, c'est la Vᵉ République, c'est le drapeau tricolore qui a flotté par milliers le 30 mai sur les Champs-Elysées.
Le 23 juin, en votant Michel Cointat, vous lui apporterez à nouveau votre confiance, pour éviter le désordre et l'anarchie.

Pendant un an, j'ai beaucoup travaillé.

Sans sectarisme, j'ai essayé de jouer mon rôle d'animateur dans un dialogue amical ouvert à tous. Je vous ai régulièrement informé par des réunions et un bulletin « Télé-Fougères Vᵉ ».

Au *Parlement*, j'ai défendu notamment deux lois, — l'une qui permet désormais aux agriculteurs de bénéficier de l'I.V.D. à 60 ans, — l'autre sur « la régionalisation » qui est indispensable à la Bretagne pour son développement économique.
J'ai rapporté trois textes dont celui sur le drainage des terres humides.
J'ai soutenu plus de trente amendements. J'ai obtenu la normalisation de la T.V.A. pour le commerce du bétail et l'industrie laitière, la suppression de la patente pour certains aviculteurs. En faisant avancer au 1ᵉʳ décembre 1967 la T.V.A. pour la chaussure, j'ai contribué à améliorer la situation sociale.

Sur le plan fougerais j'ai également beaucoup travaillé.

Les dossiers, en instance depuis plusieurs années, ont été pour la plupart réglés : logements, marché aux bestiaux, drainage, assainissements, usine d'Antrain, etc.

Une politique d'expansion économique, basée sur la consolidation des emplois existants et l'implantation d'activités nouvelles a été définie.

Au total, 38 projets sont en cours de réalisation.

Au total, plus de 2.000 emplois nouveaux, et plus de 10 milliards d'anciens francs de travaux sont prévus.

Jamais programme d'une telle ampleur n'a été élaboré pour Fougères et sa région.

Depuis un an, j'ai expédié plus de 11.000 lettres et reçu plus de 1.300 personnes différentes.

Il s'agit de savoir si vous désirez que nous poursuivions ensemble cette action.

Notre région traverse une période difficile, due à l'inéluctable reconversion réclamée par le Marché commun et à un lourd héritage de vingt années d'hésitations et d'abandon.

Depuis la venue à Fougères de M. le Ministre J. Chirac le 10 mai 1968, et grâce aux importantes décisions prises, j'ai prouvé que l'espoir pouvait renaître.

***

Après la période dramatique qui a secoué le pays tout entier, il est indispensable d'apporter l'apaisement, de poursuivre des réformes hardies mais raisonnables et de regrouper tous les hommes de bonne volonté autour du Chef de l'Etat et du drapeau national.

Plus que jamais, il est indispensable qu'une majorité forte et cohérente sorte des élections et poursuive avec de Gaulle une politique d'indépendance, de paix et de renouveau.

Demain, je défendrai :

— la garantie de l'emploi et la participation des travailleurs à la vie économique ;

— le développement de l'activité industrielle pour maintenir sur place les jeunes et pour assurer la prospérité du commerce ;

— la décentralisation administrative, la régionalisation et la réforme de l'enseignement dans un climat de paix scolaire ;

— une politique d'accession à la propriété pour les logements ;

— le maintien de l'exploitation familiale agricole et la revalorisation des productions animales comme je l'ai maintes fois réclamé ;

— la découverte de débouchés nouveaux pour les granitiers en proposant qu'avec les verriers l'âge de leur retraite soit abaissé à 60 ans ;

— le maintien de l'artisanat rural qui demeure indispensable.

Mon désir est également de favorieser la mère au foyer et d'assurer aux personnes âgées une retraite tranquille et décente.

Je tiens, enfin, à ce que tous les déportés aient les mêmes droits.

***

Je suis prêt à poursuivre ma tâche avec la même foi et la même volonté que pendant l'année écoulée. Je suis certain qu'ensemble nous réussirons.

J'ai confiance en votre sagesse.

Vous direz non à l'anarchie.

Vous direz oui à la Ve République et au général de Gaulle.

En votant pour Michel Cointat, vous voterez pour l'ordre, la liberté, pour l'efficacité et pour le dynamisme.

Je veux avec vous que vive Fougères.

Mais je veux aussi que vive la France.

MICHEL COINTAT
47 ans
Chevalier de la Légion d'honneur
Commandeur du Mérite agricole
Officier des Palmes académiques

Remplaçant éventuel :

A. BEAUVERGER
Docteur en médecine

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Cancale, Châteauneuf-d'Ille-et-Vilaine, Combourg, Dinard, Dol-de-Bretagne, Pleine-Fougères, Saint-Malo, Saint-Servan-sur-Mer, Tinténiac.

M. Yvon BOURGES

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Union pour la défense de la République.

Le général de Gaulle a sauvé la République. Apportez-lui votre soutien.

Electrices et électeurs de l'arrondissement de Saint-Malo,

Votre vote, le 23 juin, est d'une exceptionnelle gravité.
Vous voterez pour rester libres !
Vous direz non à la dictature et à la guerre civile !
La République, la démocratie et la liberté ont été menacées. Vous direz que vous voulez vivre dans une République d'hommes libres en votant pour les candidats du général de Gaulle,
Affirmez votre attachement à la liberté de pensée, d'expression, d'association, de travail.
Les événements que nous venons de vivre ont placé chacun devant ses responsabilités. L'heure est grave, mais aujourd'hui le choix est clair. De la voix de chacun dépend le salut de tous !

Vous devez savoir ce que votre député fera de votre voix.

Les électrices et les électeurs doivent savoir nettement ce que fera leur député.

Méfiez-vous des candidatures d'opportunisme !

Gardez-vous des candidats caméléons, incertains qui rassemblent des oppositions hétéroclites provisoirement rapprochées par la haine et qui ne peuvent apporter que l'aventure !

Vous devez voter dans la clarté et avec certitude.

En votant pour nous, vous savez à qui et pour quoi vous apportez votre voix.

Votre intérêt exige un Gouvernement qui évitera l'inflation et le désordre.

La Ve République a permis à notre pays de vivre dans la paix et de recouvrer son indépendance.

La France est engagée dans la construction de l'unité de l'Europe, cadre dès à présent réalisé de notre vie économique, ouvrant des débouchés plus larges à notre industrie et à notre agriculture grâce aux accords conclus à Bruxelles. Sa construction et son élargissement doivent être poursuivis avec réalisme et volonté.

Dans un monde ouvert à la concurrence, la France doit avoir une économie compétitive, nécessité et condition de l'expansion et par conséquent de l'amélioration du niveau de vie et de la création d'emplois.

Les décisions récemment acquises pour tous et particulièrement pour les travailleurs les plus défavorisés ne seront pas remises en cause.

Nous voulons réaliser une société plus juste.

De nouvelles améliorations doivent être apportées aux conditions de vie par la progression des salaires et des retraites les plus modestes, l'abaissement de l'âge de la retraite réalisé progressivement (et d'abord pour les métiers les plus pénibles et pour les femmes) l'aménagement des horaires et des conditions de travail dans le cadre des professions.

Pour que ces mesures ne soient pas vaines, il faut un Gouvernement capable d'y faire face : seuls peuvent en donner l'assurance à tous (et spécialement aux anciens et aux retraités, perpétuelles victimes de l'inflation) les hommes qui ont su redresser notre situation financière et économique, nous éviter en 1958 la faillite et arrêter en 1968 le désordre et l'anarchie.

Non au désordre, oui aux réformes.

Un grand élan novateur s'est emparé de notre pays et spécialement de notre jeunesse. Il veut des réformes de structures pour notre organisation économique et sociale. La Ve République ne les a pas ignoré ; dans beaucoup de secteurs elle les avait entreprises et il est juste de dire que beaucoup d'habitudes et de traditions s'y sont opposé.

Les événements que nous venons de vivre auront eu le mérite d'en souligner l'évidence et d'en préciter l'actualité. C'est pourquoi le Gouvernement du général de Gaulle ne s'y est pas dérobé, proposant même que notre peuple tout entier en décide les grandes orientations.

L'esprit de ces réformes est celui de la participation. Il s'agit de permettre à tous de s'associer aux responsabilités et de contribuer aux décisions.

La législation sur les entreprises, l'organisation des structures économiques et l'aménagement des ordonnances sur le fonctionnement de la sécurité sociale en seront les premières manifestations.

Cela inspirera aussi la réforme de l'Université et de l'enseignement en associant les enseignants, les parents, les étudiants et les représentants des organisations économiques et professionnelles.

Cela se réalisera enfin dans le cadre régional, par une décentralisation et un partage des responsabilités.

Cette vaste entreprise correspond d'ailleurs aux vœux profonds du général de Gaulle réformateur de l'Etat, promoteur du vote des femmes, initiateur du référendum et de l'élection du Chef de l'Etat au suffrage universel. Elle ne peut être réalisée que par un Gouvernement assuré d'une majorité au Parlement et conduit par un homme de courage, d'expérience et de capacité comme Georges Pompidou.

L'expansion de l'arrondissement.

Dans le cadre de cette œuvée nationale de transformation et de progrès, accomplie dans l'ordre et dans le respect de la démocratie, s'inscrit le développement de notre arrondissement.

Nous devons travailler ensemble. Nous aiderons les responsables de nos villes et communes et les dirigeants des secteurs professionnels dans l'accomplissement de leur tâche. Avec eux, nous étudierons les programmes et les moyens de les réaliser.

Le progrès exige un développement global. Dans tous les domaines nous devons agir. Les actions les plus importantes pour l'arrondissement de Saint-Malo concernent :

— *l'emploi.* Il faut développer les activités existantes et en créer de nouvelles. D'abord en poursuivant l'industrialisation très insuffisante malgré les encouragements et les aides de l'Etat et le dynamisme de quelques entreprises et collectivités. Ensuite en améliorant l'exploitation de nos ressources naturelles : tourisme, produits de la mer, commerce, artisanat, hôtellerie, qui sont, avec l'agriculture, les fondements de notre économie régionale.

— *l'agriculture.* La Vᵉ République n'a ignoré ni les exigences de la transformation de ses structures, ni l'intérêt de l'organisation des marchés et leur soutien par le F.O.R.M.A., ni le devoir d'équité en assurant le bénéfice de la sécurité sociale, de l'indemnité viagère de départ aux agriculteurs âgés de 60 ans ou de l'accès de leurs enfants aux établissements d'enseignement.

— *les communications* élément essentiel pour notre expansion :

— création d'une route moderne Rennes-Saint-Malo dont nous avons pu obtenir l'inscription du tronçon Châteauneuf-Saint-Malo pour les années 1969-1970 ;
— modernisation des transversales Est-Ouest ;
— aménagement des ports de Saint-Malo et de Cancale pour le trafic commercial et de pêche et du Vivier-sur-Mer pour la mytiliculture ;
— amélioration des relations ferroviaires à partir de Saint-Malo, Dinard et Dol ;
— développement des liaisons aériennes vers Paris et l'Angleterre ;
— l'enseignement général, technique et professionnel par un programme régional d'ensemble adapté aux nécessités nouvelles d'une économie en mutation.

— *la satisfaction des besoins sociaux :* construction de logements locatifs, améliorations des conditions d'accession à la propriété, crèches, foyers de jeunes, maisons de retraite et foyers-logements pour nos anciens qui doivent être assurés d'une existence décente. Nous avons toujours porté une attention particulière à ces problèmes ; de nombreuses réalisations ou constructions en cours en témoignent à Saint-Servan, Dinard, Cancale, Châteauneuf, Dol, Pleurtuit, bientôt Tinténiac, Combourg, Pleine-Fougères et dans de très nombreuses et souvent petites communes.

— *la protection de la famille et de la santé.* Des équipements sanitaires et hospitaliers, des dispensaires, des établissements spéciaux pour les handicapés, des centres sociaux doivent épauler et compléter le dévouement et l'action du corps médical et de ses auxiliaires, des assistantes sociales et de tous ceux qui y participent dans le cadre d'organismes ou d'associations spécialisées.

— *la culture et les loisirs* pour tous et spécialement pour les jeunes en les associant à l'animation des centres d'activités sportives, culturelles, sociales et de loisirs.

— *les équipements publics* des villes et communes. S'il y a des besoins très importants à satisfaire leur réalisation est évidemment fonction des moyens financiers souvent importants qu'ils exigent. Les maires et les conseils municipaux savent que notre concours leur a toujours été apporté.

Tels sont, tels seront les principaux axes de notre action. L'amélioration des conditions de vie et de travail dans l'arrondissement est une œuvre longue et difficile. En nous présentant à nouveau à leurs suffrages, nous croyons pouvoir dire à nos concitoyens que notre équipe n'a négligé aucun effort. Bien plus cependant qu'avec la satisfaction du devoir acompli, c'est avec la volonté de servir toujours et davantage que nous leur demandons de nous renouveler leur confiance.

Par votre vote, assurez votre avenir.

Chacune et chacun d'entre vous doit, le 23 juin, faire un choix important pour le pays et pour lui-même.

Vous qui avez failli perdre vos libertés,
Vous qui avez constaté où aurait pu vous mener le désordre et l'anarchie,
Vous qui voulez que le drapeau tricolore flotte librement sur nos édifices,
Vous qui voulez vivre dans une France renouvelée,
Vous qui voulez être certains que votre député soutient une politique de paix, d'indépendance et de progrès,

Votez pour

Yvon BOURGES
Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères
Conseiller général d'Ille-et-Vilaine — Conseiller municipal de Dinard

Remplaçant éventuel :

Jean HAMELIN
Député sortant de Saint-Malo
Premier adjoint au sénateur-maire de Dol

Pas d'abstentions ! Pas de calculs ! L'heure est trop grave !

INDRE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ardentes, Argenton-sur-Creuse, Châteauroux, Levroux.

M. François GERBAUD

(Candidat défense de la Ve République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Vous êtes libres, restez-le !

Chers compatriotes,

Pendant quinze mois, fidèle en tous points à tous mes engagements, fort de votre confiance, j'ai été votre représentant à l'Assemblée Nationale. Chaque jour, comme je vous l'avait dit, j'ai travaillé à redonner à notre circonscription un renouveau économique. J'ai obtenu de grands résultats. Je continue et je continuerai à le faire.

Il y a quelques semaines, comme vous, j'ai craint pour la République ; j'ai vu, avec stupeur, la subversion, le désordre, la violence et l'illégalité battre comme une tempête jusqu'aux portes de chacun. J'ai vu avec stupeur, les coalisés de la gauche : Parti communiste et Fédération de la gauche, menacer nos libertés, contester même votre bulletin de vote.

Je les ai vus, comme vous, et peut-être plus près que vous, comploter, dans leur soif illégale du pouvoir, contre les institutions que vous vous êtes données. Rappelez-vous certaines déclarations de M. Mitterrand, dont le candidat, dans notre circonscription essaie, dans l'équivoque, de faire oublier le pacte dangereux du Parti communiste et de la F.D.G.S.

Comme vous, j'ai toujours gardé confiance, car dans ce climat troublé, contre toutes les violences, je connaissais votre sagesse et votre lucidité. Y répondant, le Président de la République, élu du peuple, a réagi.

Réagissez comme lui pour dire non à la violence, à la dictature du Parti communiste et de ses complices de la Fédération, pour permettre dans l'ordre cette extraordinaire transformation de notre société, pour le bien de chacun où qu'il soit, l'agriculteur sur sa terre, le travailleur à son usine, l'employé à son bureau, le commerçant à son magasin et l'artisan à son atelier. Cela ne peut se faire que si, au Parlement, une majorité solide et consciente épaule les efforts du Président de la République et du Gouvernement. C'est la condition essentielle de la lutte pour le progrès, contre l'oppression et la misère.

Sans majorité convaincue, la République ne survivra pas, nos libertés non plus !

C'est pourquoi je vous le dis franchement, l'acte que vous accomplirez en votant, dépasse largement ma personne. Il est, au-delà des hommes et des partis un acte

d'union et de regroupement face à ceux qui, en dépit de toutes les apparences, ici comme ailleurs prisonniers sans doute de pactes secrets, ne sont unis que pour détruire !

Le choix est clair,
Le mien est fait,
Faites le vôtre !

Votez François GERBAUD

Vous avez déjà choisi, confirmez votre choix !

— Le 5 décembre 1965, contre Mitterrand, vous donniez la majorité au Président de la République.
— Le 5 mars 1967, vous placiez le candidat de la V° République largement en tête.
— Le 12 mars 1967, contre la complicité du Parti communiste et de la Fédération de la gauche vous disiez non à l'aventure.
— Le 23 juin 1968, contre la même complicité, devant la même coalition qui a jeté le masque au moment du désordre et de la subversion, ne trahissez pas la démocratie.

Regroupez-vous dans l'unité nationale.

François GERBAUD

Député sortant
Né à Châteauroux en 1927 — Deux enfants
Ancien élève du lycée Jean-Giraudoux
Journaliste à Europe n° 1, puis à la Télévision française jusqu'en janvier 1967
Elu député V° République le 12 mars 1967
Fils de François Gerbaud, retraité de la Manufacture des tabacs
Ancien Conseiller municipal de Châteauroux
Un homme de chez vous qui se bat pour vous

Remplaçant éventuel :

Jean-Claude NICOL

34 ans — Trois enfants
Technicien agricole
Conseiller municipal d'Argenton-sur-Creuse

2° CIRCULAIRE

Restez fidèles à vous-mêmes !

Chers compatriotes,

Vous voici donc une nouvelle fois devant les urnes ; dimanche, votre vote sera sans appel. N'ayez pas à le regretter. Il engage votre pays, sa prospérité, son crédit aux yeux du monde. Il vous engage aussi vous-même dans votre région. C'est un choix grave. Vous devez y réfléchir.

Dimanche dernier, en me confirmant votre confiance, comme des millions de Français, vous avez dit non à l'aventure, au désordre, aux oppositions de gauche divisées. Vous avez choisi — et c'est bien normal parce que c'était votre choix par deux fois déjà exprimé — de rester dans le camp de la liberté et de l'efficacité.

Au nom de cette efficacité, ensemble, pendant quinze mois, nous avons beaucoup travaillé. Nous avons mis notre région par toute une série de mesures, sur le chemin du renouveau économique, commercial, agricole et industriel. Des usines

sont venues, d'autres doivent venir. Nous avons préparé le retour de Châteauroux à une grande activité aéronautique.

Il nous reste beaucoup à faire... Continuons ensemble.

Je vous fais confiance.

Votez François GERBAUD

La France nous regarde...

— On veut vous faire sortir de la majorité pour vous faire retourner dans l'opposition.
— Dimanche dernier par vos 19.717 voix de confiance vous avez déjà dit non.

Dimanche prochain, confirmez votre choix et votre volonté.

Pour

— le développement économique ;
— le progrès social ;
— la paix ;

Votez GERBAUD !

François GERBAUD

Député sortant
Né à Châteauroux en 1927 — Deux enfants
Ancien élève du lycée Jean-Giraudoux
Journaliste à Europe nº 1, puis à la Télévision française jusqu'en janvier 1967
Elu député Vᵉ République le 12 mars 1967
Fils de François Gerbaud, retraité de la Manufacture des tabacs
Ancien conseiller municipal de Châteauroux
Un homme de chez vous qui se bat pour vous

Remplaçant éventuel :

Jean-Claude NICOL

34 ans — Trois enfants
Technicien agricole
Conseiller municipal d'Argenton-sur-Creuse

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aigurande, la Châtre, Eguzon, Issoudun-Nord, Issoudun-Sud, Neuvy-Saint-Sépulchre, Saint-Christophe-en-Bazelle, Sainte-Sévère-sur-Indre, Vatan.

M. Maurice TISSANDIER

(Candidat Républicain indépendant)
élu le 30 juin 1968
(R.I.)

1ʳᵉ CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Rarement élections législatives ont eu autant d'importance que celles-ci. A peine sortis de troubles graves, nous devons prendre position.

Alors, disons-le nettement, nous en sommes arrivés là parce que bien des réformes ont été retardées et que l'on a pas laissé les Français s'exprimer suffisamment sur leurs problèmes. Ce régime prenait, en effet, des décisions et essayait de les faire approuver sans les avoir préparées avec les intéressés eux-mêmes.

Ces faiblesses ont révélé le caractère violent de l'opposition qui est vite devenue insurrectionnelle prête à prendre le pouvoir dans l'illégalité.

Les Républicains indépendants ne veulent pas revenir à un régime inconditionnel et condamnent avec énergie toute violence et tout régime collectiviste communiste.

C'est pourquoi nous sommes pour :

— l'ordre ;
— le soutien de la légalité républicaine ;
— le dialogue dans une vraie démocratie ;
— la défense des libertés.

Sur cette base nous prenons d'autres engagements avec nos électeurs.

Agriculture.

L'objectif principal est la défense de la petite exploitation familiale par une révision immédiate des prix agricoles. Après les récentes augmentations de salaires le problème de la parité du revenu agricole doit être entièrement reconsidéré.

Il faut obtenir dans le cadre du Marché commun :

— La revalorisation des prix du marché du porc qui tient une place importante dans le budget des exploitations de notre région.

— La réduction des importations massives de viandes qui font baisser de façon catastrophique les prix à la production.

— L'institution des primes pour les naisseurs en matière d'élevage et des subventions pour les petits producteurs de céréales.

— L'extansion de la T.V.A. aux bêtes d'élevage.

Sur le plan social :

— Le perfectionnement du système de l'indemnité viagère de départ des exploitants.

Une étude sérieuse et des solutions au problème très préoccupant et angoissant des jeunes ruraux (bourses pour les enfants des petits propriétaires).

Commerce, industrie et artisanat.

— Institution du salaire fiscal : c'est-à-dire considérer une partie des bénéfices comme le salaire du chef d'entreprise et l'imposer en conséquence à taux réduit.

— Soutenir les industrie existantes et développer par tous les moyens l'implantation de nouvelles industries en même temps que de petits ateliers de sous-traitance.

— En raison de la grave évolution des conditions d'exercice du petit commerce créer une indemnité viagère de départ.

Pour les jeunes.

— Le développement de l'enseignement technique.

— Une promotion ouvrière assurant la sécurité de l'emploi.

— Des centres de formation accélérée dans le même but mais d'effet plus immédiat.

— Des universités autonomes avec réforme des études et des examens.

— Une augmentation des subventions de l'Etat pour compléter l'équipement culturel et sportif

Pour les personnes âgées.

Elle ont incontestablement droit à une revalorisation de leur retraite dont l'âge doit être abaissé à soixante ans.

Economie et finances.

Consolider les avantages acquis par les fonctionnaires et les ouvriers en matière de salaires, en évitant la flambée des prix et l'accroissement des charges.

Ouvrir le débat sur le problème de la Sécurité sociale, en vue d'une modification des ordonnances.

Desserrer les contraintes de l'administration et remplacer le dirigisme par une politique économique plus libérale.

Politique générale.

Nous voulons une Europe unie, indépendante et forte. Le maintien du Marché commun est une nécessité impérative pour notre économie. Son application honnête doit garantir un écoulement satisfaisant de nos produits. Un régime communiste foncièrement opposé au Marché commun ruinerait définitivement cette assurance.

Enfin nous demandons l'amnistie totale et le règlement final des indemnisations aux rapatriés.

Ainsi nous vous proposons :

— Un programme cohérent, sincère et juste qui doit être fondé sur un redressement économique. Celui-ci ne peut être réalisé que par une défense acharnée du franc. Cette défense vous est garantie par l'action vigilante du brillant technicien des finances, notre président Valéry Giscard d'Estaing.

— Deux hommes dont le sort est intimement lié au vôtre, à la vie de notre circonscription, puisque de tous les candidats, ils sont les seuls à y exercer, tous deux, toute leur activité professionnelle.

Contre l'autoritarisme, l'anarchie.

Pour la liberté, l'ordre, la légalité républicaine.

Votez Républicain indépendant.

Dr Maurice TISSANDIER
Deuxième adjoint au maire de La Châtre

Remplaçant éventuel :

Claude CAYLUS
Maire de Reuilly

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Beaucoup d'entre vous m'ont honoré de leur confiance dès le premier tour de scrutin. Je les en remercie chaleureusement.

A tous maintenant, je demande l'union indispensable pour faire triompher ce que nous défendrons ensemble avec vigueur :

la liberté,
l'ordre,
la légalité républicaine.

Notre programme vous a été exposé dans notre profession de foi. Nous y avons fait une large place à la défense de l'agriculture, de la petite industrie, du commerce et de l'artisanat qui sont, dans notre circonscription à la base d'une prospérité durable et d'une plus grande sécurité de l'emploi.

— Pour le dialogue et les réformes dans une majorité élargie.
— Pour un programme cohérent, sincère et juste, fondé sur le redressement économique et la défense du franc.
— Pour faire échec au communisme.

Pas d'abstention !

Votez pour deux hommes dont le sort est intimement lié au vôtre.

Dr Maurice TISSANDIER
Deuxième adjoint au maire de La Châtre

Remplaçant éventuel :

Claude CAYLUS
Maire de Reuilly

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bélâbre, le Blanc, Buzançais, Châtillon-sur-Indre, Ecueillé, Mézières-en-Brenne, Saint-Benoît-du-Sault, Saint-Gaultier, Tournon-Saint-Martin, Valençay.

M. Jean-Paul MOUROT

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Vous Berrichons, hommes et femmes de bon sens, épris de liberté, comprenez aujourd'hui mieux encore qu'hier ce qu'il adviendrait de vous sous l'emprise d'un régime totalitaire.

Ouvriers — Agriculteurs — Commerçants — Artisans — Personnes âgées — Jeunes et Etudiants.

Seul un Gouvernement fort et stable garantira votre avenir et celui de vos enfants.

Paix
Ordre
Liberté.

Défendre la République c'est défendre :

La liberté :

contre l'agression de la minorité,
contre l'anarchie et le désordre,
Pour l'exercice de nos droits de citoyens,
pour le respect du suffrage universel.

La paix :

contre les fauteurs de troubles,
contre les provocateurs à la violence,
pour la concorde entre les citoyens,
pour la politique d'entente,
pour la coopération entre les peuples.

Le progrès :

contre la désorganisation de l'économie,
pour la participation de tous aux responsabilités,
de la commune, de la région,
de l'entreprise,
de l'Université,
pour une société chaque jour plus juste et plus prospère.

Défendre la République, c'est votre affaire

Avec le général de Gaulle
Avec le Gouvernement de la Ve République
Avec votre candidat

JEAN-PAUL MOUROT
Administrateur de Presse - Ciron
Collaborateur de M. Edmond Michelet
Ministre d'Etat (1967-1968)

Remplaçant éventuel :

PIERRE MAUDUIT
Agriculteur à Buzançais
Ancien membre des maquis de la Vienne

2e CIRCULAIRE

Très sincrèrement nous disons un grand « Merci » aux 14.221 électrices et électeurs de cette circonscription qui nous ont accordé leur confiance en nous plaçant en tête du scrutin le 23 juin.

Dimanche 30 juin, vous serez plus nombreux encore à refuser

— qu'on vous prive de vos libertés
— qu'on vous imposc une dictature communiste
— qu'on ruine notre pays dans l'anarchie et le désordre.

Non au front populaire, au communisme et à ses alliés.

Pour le renouveau de notre circonscription, pour l'avenir

Pas d'abstentions !

JEAN-PAUL MOUROT
Administrateur de Presse - Ciron
Collaborateur de M. Edmond Michelet
Ministre d'Etat (1967-1968)

Remplaçant éventuel :

PIERRE MAUDUIT
Agriculteur à Buzançais
Ancien membre des maquis de la Vienne

INDRE-ET-LOIRE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Communes de : Saint-Avertin, Saint-Pierre-des-Corps, Tours à l'exception des quartiers de Sainte-Radegonde et de Saint-Symphorien.

M. Jean ROYER

(Candidat sans parti politique)
élu le 23 juin 1968
(N.I.)

Tourangelles, Tourangeaux,

La crise qui frappe la France montre à quel point l'ordre, l'autorité, les libertés, notamment celle du travail, étaient fragiles et menacés. La crise n'est pas terminée : des foyers d'agitation révolutionnaire persistent dans le pays, les conséquences économiques et financières des grèves seront sensiblement ressentis par les budgets des familles, des entreprises, de l'Etat et des collectivités.

Chacun sent bien que des mesures énergiques doivent être prises à bref délai, que des réformes profondes doivent être préparées et appliquées, visant à :

— Renforcer la protection des libertés et barrer la route à toute subversion ou révolution ;
— Reprendre et développer partout le travail et assurer une plus juste répartion de son produit ;
— Soutenir l'économie et remanier le budget de l'Etat ;
— Réorganiser l'Université ;
— Rétablir une confiance plus large entre les institutions et le peuple.

Sans un plan d'action clair, précis, rigoureusement appliqué, une nouvelle vague de protestations, de conflits et de désordres risque de tout balayer.

Je me présente à nouveau sans parti politique.

Conformément à ce que j'avais promis en 1958, 1962, 1967, j'ai refusé toute investiture quelle qu'elle soit. Plus que jamais, je reste et veux rester un homme libre de juger les hommes, les actes du Gouvernement et du chef de l'Etat, de contrôler l'action des ministres, sans tenir compte des ordres des états-majors des partis, dont la crise vient de montrer la passion ou les faiblesses.

L'Assemblée qui vient d'être dissoute n'ayant duré qu'un an, je n'ai pu agir dans tous les domaines. Néanmoins :

— J'ai assisté régulièrement à tous les débats importants de l'Assemblée, et notamment aux délibérations budgétaires ;

— J'ai posé plusieurs questions écrites aux ministres et je suis intervenu plusieurs fois à la tribune, en particulier lors du dernier débat sur la censure. J'ai rédigé et fait signer une adresse au Président de la République le 29 mai dernier.

— J'ai multiplié, sans relâche, les démarches favorables à Tours, à la Touraine, à la Région Centre, auprès des ministres.

Par mes votes,

J'ai soutenu le Gouvernement et le général de Gaulle :

— Lors de l'examen et de l'approbation des deux budgets de 1968 (le primitif et le collectif).

— Lors de l'examen de trois motions de censure.

J'ai critiqué d'une manière constructive :

— L'insuffisance du Plan et de la politique des bas salaires.

— L'insuffisante progression de la construction de logements sociaux, ce qui eut pour effet direct de porter le nombre des H.L.M. à 174.500.

— La politique des cartes scolaires du second degré et de la formation des maîtres.

— Les insuffisances du plan de financement des nouveaux hôpitaux et du recrutement des infirmières.

— La lourdeur et l'inadaptation de l'appareil administratif au niveau central.

Je me suis opposé :

— A la répartition actuelle de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

— A l'emploi non réglementé par la loi de la publicité à l'O.R.T.F.

— A l'hostilité gouvernementale à l'administie totale et à l'indemnisation progressive des rapatriés.

En raison même de la période difficile que traverse le pays, le régime de la Ve République doit être maintenu et appuyé :

— Il a rendu à la France des institutions stables, des finances saines, une diplomatie indépendante et active, une vigueur réelle de représentation dans les instances internationales, notamment à Bruxelles.

— Il a évité les affrontements sanglants, malgré des émeutes sciemment organisées et répétées.

— Il est le plus sûr rempart de nos libertés.

Certes, il a commis des erreurs, notamment en n'améliorant pas à temps la condition sociale des couches laborieuses les plus modestes, en ménageant trop longtemps les enragés du 22 mars, en ne tenant pas assez compte des avis raisonnables du Parlement, mais, malgré ces faiblesses, il n'existe aucune solution efficace de rechange au régime actuel.

1° La gauche (Fédération et parti socialiste unifié P.S.U.) alliée aux communistes refuse par la voix du célèbre M. Mitterrand le concours des hommes du centre.

2° La gauche et les communistes sont incapables de s'unir pour gouverner la France ; malgré une apparente volonté cent fois rappelée depuis 1965, aucun programme commun n'a pu être formulé, et pour cause :

— les communistes veulent supprimer la propriété commerciale, artisanale, terrienne, au profit de la propriété collective des moyens de production ;

— les communistes veulent supprimer la liberté du travail, la liberté d'expression, la liberté scolaire ;

— les communistes veulent fonder leur régime sur l'appareil du parti unique, sur la police, sur la propagande officielle de l'Etat.

La gauche, celle qu'ont inspiré Gambetta, Jaurès, Herriot et Léon Blum ne peut accepter une telle doctrine sans renier un certain idéal de liberté, de justice et de fraternité. C'es un scandaleux mensonge d'affirmer que MM. Mitterrand, Mollet, Defferre et Waldeck-Rochet peuvent gouverner ensemble. Leur coalition n'a qu'un seul objet possible : renverser le régime ; elle ferait rebondir le désordre comme en 1937 et 1947 et serait fatale à l'unité du pays.

La seule solution possible est donc de maintenir le régime et de procéder à une ouverture politique vers des hommes d'ordre et de progrès qui constitueront la future Assemblée sans sectarisme et sans exclusive. L'unité et l'ordre de la France sont à ce prix. Encore faut-il bien préciser à notre peuple les voies du redressement.

Je me présente donc à nouveau pour agir.

1. *Dans le domaine de la politique intérieure.*

— L'aménagement du Cher et la construction de 18.000 logements (dont 80 % sociaux), en quinze ans. Des travaux considérables viennent d'ailleurs d'être lancés avec l'aide de l'Etat.

— l'implantation d'usines variées sur les zones de Tours - Saint-Symphorien, Saint-Pierre-des-Corps et Joué-lès-Tours.

— La déviation autoroutière de l'axe Paris-Bordeaux.

— La création d'une université à part entière par la suppression de la « bipolarité » et la fondation, maintenant en bonne voie, d'un hôpital universitaire moderne.

— A l'échelon national :

— Une amélioration des rapports entre l'Exécutif (Président et Gouvernement) et le Législatif par :

● L'élargissement de la majorité afin de soutenir un gouvernement plus représentatif de l'unité française.

● La diminution sensible du nombre des votes bloqués et des motions de censure.

● Un contrôle budgétaire s'exerçant strictement avant l'élaboration définitive des budgets, grâce à des discussions approfondies entre ministres, fonctionnaires et représentants.

● Un langage plus simple et plus humain dans le cadre d'une information vraiment objective.

— Une reprise en main de l'économie, ce qui conduit à :

1° *Contenir la hausse prévisible des prix :*

— Par une relance de la production industrielle et des exportations agricoles.

2° *Occuper la main-d'œuvre :*

● Par le lancement d'un programme de grands travaux (routes, autoroutes, ponts, abattoirs, établissements publics, hôpitaux, logements sociaux) grâce à l'accélération énergique des procédures, à la passation rapide des marchés.

3° *Reviser complètement l'équilibre financier :*

● Arrêter immédiatement un ensemble d'économies en diminuant pour 1968 et 1969 certains crédits (espace, aide à l'étranger).

● Lancer un grand emprunt d'Etat en France et à l'étranger.
● Aménager plus justement l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

— Une action sociale étendue :

1° *Formation professionnelle et emploi des hommes :*

● Accélérer la formation professionnelle par la création de véritables centres d'apprentissage et de formation professionnelle des adultes.
● Diminuer progressivement l'âge de la retraite et le nombre des cumuls.

2° *Organisation et production de l'entreprise :*

● Respecter partout l'exercice du droit au travail, notamment dans les Services publics. Etendre l'influence des organismes paritaires, notamment dans les services municipaux et hospitaliers.
● Faire participer progressivement les cadres et les salariés à la marche de l'entreprise, à l'évolution du chiffre d'affaires, à la répartition des bénéfices dans la mesure où la participation correspond à une volonté commune et réelle de développer l'entreprise et de respecter et d'encourager sa direction. Ajouter à fond les expériences dans ce domaine et s'inspirer de leurs résultats avant de créer un système législatif.
● Faire progresser partout les bas salaires et veiller à ce que l'expansion économique ne provoque pas d'injustes différences entre les catégories.
●Accroître encore le nombre des logements sociaux et doubler le secteur accession à la propriété.

— Sur le plan humain :

1° *L'enseignement et l'éducation :*

● Remettre de l'ordre dans le fonctionnement des établissements du second degré et le supérieur, avec respect de l'autorité des professeurs et organisation rapide des examens qui sanctionnent les efforts et les mérites.
● Refondre progressivement les programmes et les méthodes. Développer l'enseignement de la morale, de l'instruction civique, de l'histoire. Encourager à fond le goût et la pratique des sports, du travail manuel, de la création artistique, de l'aide aux pauvres et aux déshérités.
● Réviser la formation des maîtres et refondre complètement les écoles normales qui doivent devenir de véritables instituts de formation pédagogique et professionnelle.
● Réorganiser l'Université dans le sens de l'autonomie et d'une coopération loyale des étudiants à l'enseignement, la culture et la recherche, l'orientation réelle à promouvoir dans le second degré étant le moyen de sélection le plus efficace pour l'entrée dans le supérieur. Créer les Instituts universitaires de technologie pour accroître les débouchés réels.

2° *La vie publique :*

● Renforcer l'autorité des familles et accroître l'aide matérielle en faveur des plus modestes.
● Lutter impitoyablement contre les films de violence, d'érotisme (notamment américains, italiens et suédois) et de nihilisme. Atteindre à l'impartialité dans l'information et placer la publicité à la télévision sous le régime de lois rigoureuses.
● Respecter les valeurs du passé : aider les vieillards (refonte des retraites, construction de logements, multiplication des foyers), respecter les engagements envers les anciens combattants.
● Pratiquer enfin une véritable politique de réconciliation nationale.

Les rapatriés qui ont beaucoup perdu et moralement souffert ont droit à réparation et indemnisation progressives. L'heure est à l'oubli, aux rapprochements sincères, donc à l'amnistie qui soude et perpétue l'unité nationale.

2. *Dans le domaine de la politique extérieure.*

Je pense que la France doit pratiquer une politique d'équilibre entre les influences économiques, militaires, idéologiques des trois empires qui se partagent pratiquement la puissance mondiale : les Etats-Unis, la Russie soviétique et la Chine.

— Par l'indépendance dans l'élaboration de notre diplomatie et la mise en place des moyens de défense classiques et nucléaires.

— Par l'organisation progressive de l'Europe, c'est-à-dire :

● La formation de plus en plus poussée de l'Europe de l'Ouest (Marché commun des capitaux, uniformisation progressive des régimes fiscaux et sociaux, politique commune des transports, consultations périodiques et actions communes des ministres et des chefs d'Etat, échanges de jeunes et de travailleurs, apprentissage accéléré et efficace des langues étrangères).

● L'ouverture de relations nouvelles avec les peuples d'au-delà du rideau de fer qui devront aider à résoudre le problème de la réunification de l'Allemagne.

— Par la fermeté face aux inadmissibles prétentions de la Chine dont les visées de domination et les menaces de guerre doivent être surveillées et contenues grâce à une vigilance commune des Etats-Unis, de la Russie et de l'Europe.

Notre pays se doit de préparer tous les rapprochements possibles entre les trois empires, tout en aidant les peuples affamés ou sous-développés — qui doivent d'ailleurs s'aider aussi eux-mêmes — par nos surplus agricoles et la formation en France d'une élite de pionniers.

Il nous faut tous lutter pour mettre en pratique l'ordre de la France :

— Légitime : celui de la République ;
— Juste : celui des réformes sociales et humaines ;
— Généreux : la Nation comme la République doit rester une et indivisible.

Tourangelles, Tourangeaux, vous savez que je me consacre réellement et résolument à l'accomplissement d'un tel idéal. Je vous demande de me croire et de m'encourager encore plus aujourd'hui qu'hier, tout en me jugeant selon mes actes.

Rien n'est perdu. Vive la République, vive la France.

Jean ROYER

Maire de Tours — Conseiller général de Tours-Ouest
Candidat sans parti politique

Remplaçant éventuel :

Jean-Paul CHASSAGNE

Cadre S.N.C.F.
Conseiller général de Tours-Sud

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Château-la-Vallière, Château-Renault, Langeais, Neuillé-Pont-Pierre, Neuvy-le-Roi, Tours-Nord à l'exclusion du quartier Paul-Bert de la commune de Tours, Vouvray.

M. Pierre LEPAGE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 30 juin 1968

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Chers électrices et électeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays, si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée un peu partout, et notamment à Paris.

La liberté de pensée, d'expression, de travail, a été menacée : elle pourrait l'être encore demain. Avec le drapeau rouge des communistes, avec le drapeau noir des anarchistes, c'est le pouvoir totalitaire qui risquait de s'abattre sur nous !

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition, sans tenir aucun compte de la légalité républicaine, préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à la guerre civile et à la dictature communiste.

Les Français, dans leur immense majorité, se rendaient parfaitement compte qu'il se serait agi d'une catastrophe nationale. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du général de Gaulle, Président de la République, la France a manifesté d'une façon éclatante sa volonté inébranlable d'ordre et de paix civile.

∴

D'immenses réformes sont nécessaires, et tout le monde est bien d'accord là-dessus. Vous avez aujourd'hui à choisir si ces réformes seront faites par les communistes et leurs alliés, ou par les Français nationaux.

Réformes concernant le monde ouvrier : bien que notre pays soit socialement plus favorisé que beaucoup d'autres, le monde ouvrier français a souhaité avec raison que s'améliore sa condition, notamment sur les salaires, la liberté syndicale, l'emploi, le pouvoir d'achat, la durée du travail, l'assouplissement des ordonnances sur la sécurité sociale.

Les accords de Grenelle, que nous approuvons entièrement, pourront même être améliorés dans toute la mesure où l'économie française sera capable de supporter cette grande transformation sociale. Nous n'oublierons pas les catégories les plus défavorisées de notre population : personnes âgées, infirmes, grands invalides. Les problèmes de la famille et du logement social retiendront, comme par le passé, toute notre attention.

Réformes concernant le monde agricole : l'Etat doit continuer son aide à l'agriculture française face au Marché commun, et poursuivre un dialogue plus constructif que par le passé avec les organisations professionnelles paysannes.

Pour les artisans, commerçants, petites et moyennes entreprises, allègement de la fiscalité, et aménagement du crédit.

Réformes concernant l'enseignement : au-delà des désordres lamentables qui ont bouleversé maîtres et étudiants, des réformes profondes sont à réaliser dans un délai

très bref et ceci par la participation confiante de tous, n'étant exclus des contacts indispensables que les groupuscules révolutionnaires ennemis de toute société organisée.

Quant aux rapatriés, il faudra leur assurer la juste indemnisation de leurs biens spoliés et décréter une amnistie générale.

Chers électrices et électeurs,

Demain le général de Gaulle et son gouvernement auront besoin d'une majorité solide : elle englobera tous les élus nationaux d'accord sur l'essentiel, c'est-à-dire sur l'amour du pays, sur le respect de la légalité républicaine, et sur la volonté d'accomplir dans la paix civile la grande mutation économique et sociale de la France à la fin du xx[e] siècle.

Mais nous n'en sommes qu'au premier tour de scrutin : votre député sortant, qui connaît personnellement un si grand nombre d'entre vous, vous demande de lui apporter massivement et dès le 23 juin vos suffrages.

Ne dispersez par les voix nationales !
Et surtout pas d'abstentions !

Vive la République !
Vive la France !

PIERRE LEPAGE
Chevalier de la Légion d'honneur
Vice-président du Conseil général d'Indre-et-Loire
Député sortant

Remplaçant éventuel :

ROGER BOISSEAU
Commerçant à Tours

Candidats de l'Union pour la défense de la République

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs, mes chers amis,

Merci de m'avoir placé si largement en tête du ballottage, avec 19.722 voix contre 15.788 en 1967. Ce résultat est d'une grande netteté. Il prouve que le Nord de la Tourraine a refusé les voix de la division, du désordre et parfois de la haine.

Tous mes concurrents voulaient évidemment me remplacer : mais vous avez fait comprendre aux plus honnêtes d'entre eux qu'ils n'avaient pas fait une bonne action en cherchant à diviser les voix de la raison et du bon sens.

D'autres m'ont attaqué non seulement parce que je représente, modestement mais fermement, la majorité nationale ; mais ils ont lancé contre moi personnellement une campagne de dénigrement. Mes affiches officielles ont été recouvertes de placards anonymes qui se voulaient astucieux, alors qu'ils étaient seulement odieux. Vous avez là un avant-goût de ce que serait la liberté de pensée et d'expression si ces messieurs arrivaient à maîtriser la France !

Devant ces procédés inqualifiables, vous avez sainement réagi.

De partout les citoyens et citoyennes de ce pays, nullement apeurés mais parfaitement résolus à ne pas se laisser asservir par le communisme et ses alliés, ont magni-

fiquement répondu à l'appel du général de Gaulle et de sa majorité nationale, qui doit revenir, très renforcée à la prochaine Assemblée. Ce sera pour servir la France, la rendre encore plus libre, plus juste et plus humaine.

Les réformes seront préparées et votées, non pas sous la menace de l'anarchie ou du totalitarisme, mais dans le respect de la loi.

La victoire nationale est en marche !

Vive la Touraine !
Vive la République !

PIERRE LEPAGE

Union pour la défense de la République

Député sortant

Remplaçant éventuel :

ROGER BOISSEAU

Commerçant à Tours

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Amboise, Bléré, Grand-Pressigny, la Hayes-Descartes, Ligueil, Loches, Montrésor, Preuilly-sur-Claise, Tours-Est (communes rurales sauf Saint-Avertin et Saint-Pierre-des-Corps).

M. Fernand BERTHOUIN

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

En capitulant devant l'action directe, le Président de la République et ses Ministres ont légitimé l'offensive de la rue. Ce sont eux, et eux seuls, qui portent l'entière responsabilité de la situation.

Républicains, votre inquiétude est la nôtre.

Notre économie paralysée, nos communes rurales qui se meurent, notre agriculture menacée, notre jeunesse en lutte devant un avenir incertain, le chômage qui s'amplifie : voilà ce qu'est devenue la France après dix ans de pouvoir personnel. Comment le Gouvernement, qui a fait la politique de son choix, à qui une majorité n'a jamais refusé les crédits, a-t-il pu en arriver là ?

Pourquoi avoir refusé le dialogue ? Pourquoi, malgré les appels lancés aussi bien par les parlementaires de l'opposition que par certains membres de la majorité, avoir voulu continuer une politique de prestige et d'autosatisfaction insensible aux légitimes revendications des Français ?

Le Gouvernement, par son isolement, a méconnu le problème fondamental qui bouleverse notre société actuelle.

C'est pourquoi nous estimons que le « replâtrage » gouvernemental ne peut redresser une situation économique incohérente et désastreuse. Seule une politique nouvelle, dynamique, une politique sociale, humaine, dans une démocratie réelle pourra redonner au Pays la confiance que le régime actuel a définitivement perdue.

Cette politique, c'est celle préconisée par la F.G.D.S. dans son programme du 14 juillet.

Pour mettre fin au régime de pouvoir personnel et pour assurer la stabilité dans une démocratie authentique, nous proposons :

— La suppression ou la révision des articles de la Constitution utilisés pour établir le pouvoir personnel.
— Un contrat entre la majorité de l'Assemblée et le Gouvernement pour la durée de la législature, avec retour devant les électeurs en cas de crise ministérielle.
— L'épanouissement des libertés des communes en leur confiant les moyens de gérer leurs propres affaires.
— L'aide accrue en faveur de nos communes rurales tant défavorisées (surtout en ce qui concerne les adductions d'eau et la voirie).
— La liberté de l'information et l'indépendance de la radio-télévision à l'égard de tous les pouvoirs.
— Le rétablissement d'une justice humaine et impartiale (amnistie).
— L'indemnisation des rapatriés.

Agriculture. — L'agriculture est un élément fondamental de la vie du pays.

— Sauver l'exploitation familiale est un devoir.
— Egalité et équilibre entre l'agriculture et l'industrie.
— Parité des prix et parité sociale. Tant que la distorsion existera entre les prix agricoles et les prix industriels, il n'y aura pas d'égalité.
— Lutte contre l'exagération des taxes vinicoles.
— Retour au régime de l'allocation en franchise des bouilleurs de cru.

Economie et finances. — Implantation d'industries dans les communes défavorisées économiquement et ce, dans le cadre de la décentralisation industrielle (création d'industries alimentaires).

— Lutte contre la hausse des prix.
— Développement des investissements et possibilité d'emprunt à long terme pour les collectivités.
— Défense d'une politique d'expansion dans le cadre du Marché commun.
— Lutte énergique contre les ententes et les trusts.
— Défense de l'artisanat et du petit commerce par des mesures d'allègement fiscal et surtout de simplification (révision de la T.V.A.).

Enseignement. — Priorité à l'Education nationale. Réforme de l'Université.

— Défense de l'école publique et de la laïcité. Gratuité totale de l'enseignement, au moins jusqu'à 16 ans.
— Octroi des crédits nécessaires pour la construction des écoles et le recrutement des maîtres.
— Développement de la recherche scientifique.
— Réforme fondamentale de l'enseignement, assurant aux jeunes l'égal accès aux études et, à la Nation, la pleine disposition de ses valeurs humaines.

— Développement de l'enseignement technique et de l'enseignement professionnel agricole.

Programme social. — Lutte contre les taudis par le développement de la construction sociale (octroi de prêts à taux réduits et à long terme. Simplification des règles en matière de construction).

— Suppression effective des zones de salaire.
— Politique de prévoyance sociale et familiale, notamment aide substantielle aux vieux travailleurs et aux économiquement faibles.

— *Pour les personnes âgées :* elles ne doivent plus être délaissées mais, par des conditions sociales améliorées, participer effectivement à la vie de la société.
— Abaissement de l'âge de la retraite et retraite décente pour tous.
— Relèvement du pouvoir d'achat et participation des travailleurs à la vie économique.
— Assurer la sécurité de l'emploi.
— Accroissement des crédits pour la réadaptation des handicapés physiques et de l'enfance inadaptée.
— Extension et modernisation du secteur public hospitalier.

— *Pour une véritable promotion de la femme* : Le respect du principe « à travail égal, salaire égal ».
— Application du planning familial.
— Développement des équipements sociaux, notamment les crèches, les centres de protection maternelle et infantile, les écoles maternelles et les colonies de vacances.

Jeunesse. — Favoriser les mouvements de jeunes et les sports (constructions de piscines, gymnases, stades, foyers, etc.).

— Abaisser le service militaire ou civique à douze mois, puis à huit mois.
— Développer les institutions culturelles et, en particulier, les Maisons de jeunes.

Politique étrangère. — Développement et extension du Marché commun.

— Reprise des efforts pour construire l'Europe.
— Paix extérieure dans le cadre de pactes ou d'alliances, excluant toutes intentions agressives ou de reconquêtes et, surtout, suspension des explosions nucléaires.
— Suppression de la force de frappe et reconversion à des fins pacifiques de l'industrie atomique.
— Appui sans réserve à toutes les initiatives internationales pour la paix au Viêt-Nam et dans le monde.

Anciens combattants, victimes de guerre. — Nous ne perdrons pas de vue leur droit à réparation toujours reconnu, mais trop souvent mal ou parcimonieusement appliqué.

— Rétablissement intégral et indexation de la retraite des anciens combattants.
— Respect du rapport constant.

Fidèles à la tradition républicaine, nous invitons chaque Française et chaque Français à participer à la lutte. C'est, en effet, par la collaboration de tous à l'œuvre commune que nous assurerons nos responsabilités d'hommes libres.

Tous les Français ont souffert d'un régime qui n'a jamais voulu tenir compte de leurs légitimes aspirations. Ils en ont assez d'être des sujets, ils veulent être des citoyens.

Votre vote comptera dans le destin de la République !

FERNAND BERTHOUIN

Député sortant
Conseiller général — Maire du Grand-Pressigny
Président départemental de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste
Ancien combattant, prisonnier de guerre 1939-1945
Président du Parti radical et radical-socialiste d'Indre-et-Loire
Vice-président de l'Amicale parlementaire des Anciens combattants
Secrétaire de l'Assemblée Nationale

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ CHOLLET

Pharmacien
Conseiller municipal d'Amboise

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Nous remercions bien vivement toutes les personnes qui, lors du scrutin du 23 juin, nous ont permis d'arriver en tête dans la troisième circonscription.

Vous nous avez désignés ainsi, sans équivoque, pour être au second tour les candidats de tous les républicains.

Le candidat du pouvoir use de tous les moyens de pression sur l'opinion. Soyez vigilants (et demandez-vous aussi d'où provient l'argent ?).

Dans un esprit de tolérance et de respect d'opinions, nous demandons à tous les républicains de la troisième circonscription de barrer la route à l'U.N.R., pour qu'une République plus libre, plus juste, plus fraternelle, plus prospère et plus heureuse sorte des urnes le 30 juin.

Sans le contre-poids d'une opposition constructive, il n'est pas d'Assemblée valable. Pensez-y !

Notre victoire sera la vôtre.

Pas d'abstention, votez et faites voter pour

FERNAND BERTHOUIN

Député sortant
Conseiller général — Maire du Grand-Pressigny
Président départemental de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste
Ancien combattant, prisonnier de guerre 1939-1945
Président du Parti radical et radical-socialiste d'Indre-et-Loire
Vice-président de l'Amicale parlementaire des Anciens combattants
Secrétaire de l'Assemblée Nationale

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ CHOLLET

Pharmacien
Conseiller municipal d'Amboise

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Azay-le-Rideau, Bourgueil, Chinon, l'Ile-Bouchard, Montbazon, Richelieu, Sainte-Maure-de-Touraine, Tours-Ouest (communes rurales).

M. André VOISIN

(Candidat d'unité nationale pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(Apparenté U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Elu en 1958 et 1962, vous m'avez réélu en 1967.

La confiance, la fidélité que vous m'avez ainsi témoignées font qu'à la suite des graves événements que nous venons de traverser, il était de mon devoir de me présenter à nouveau à vos suffrages.

La France vient, en effet, de vivre des journées dramatiques, et dans notre pays, si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail, a été menacée et l'est encore.

Le pays, dans son immense majorité, ne voulait rien de cela et, après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, il a manifesté d'une façon éclatante son désir d'ordre et de paix civile.

Tous les Français vont se trouver placés devant un choix, et de leur décision dépendra l'avenir de notre pays.

Pour ma part, je serai toujours du côté de l'ordre, de la liberté et du progrès.

J'ai rempli mon mandat avec foi, avec fidélité.

Conscient de l'intérêt national j'ai toujours fait le maximum pour défendre la cause de notre département et assurer son développement.

M. Etienne Cosson, particulièrement estimé dans les milieux agricoles pour sa compétence et son dévouement, a accepté d'être, à nouveau, mon suppléant.

Si vous me renouvelez votre confiance, je continuerai à être au service de tous.

Mon but :

— Poursuivre la construction de l'Europe en organisant la collaboration des Gouvernements et en assurant la convergence de leurs politiques et de leur économie ; harmoniser les charges sociales et fiscales.

— Maintenir notre économie dans la voie de l'expansion en facilitant et en encourageant les investissements et le développement des exportations.

— Procéder à une véritable décentralisation en favorisant l'installation d'usines, là où se trouve la main-d'œuvre, assurant ainsi le développement de l'ensemble du département en évitant de longs trajets.

— Appliquer une politique faisant appel à l'initiative privée autant qu'aux Pouvoirs publics.

— Sauvegarder l'artisanat et la petite entreprise.

— Réformer l'impôt sur le revenu au profit des revenus salariaux.

— Assouplir les règles administratives trop lourdes.

— Aménager progressivement l'âge de la retraite.

— Associer plus largement les forces vives de la Nation à son destin.

— Organiser l'accueil et l'emploi des jeunes dans la vie active.

— Appeler les organisations agricoles à participer étroitement à l'élaboration d'une politique plus efficace permettant d'organiser les marchés, d'élargir les débouchés et d'assurer la parité des revenus.

— Favoriser la promotion de la valeur humaine en donnant à chacun la possibilité de s'élever compte tenu de ses capacités et de ses efforts.

— Accélérer la construction de logements pour les jeunes ménages et les personnes âgées.

— Rénover l'université en fonction des besoins réels du pays en y associant étudiants, professeurs et représentants des milieux économiques et sociaux.

— Favoriser un dialogue permanent en tenant compte des aspirations profondes du pays.

— S'associer pour une participation plus humaine, plus généreuse de notre société, et, dans une France retrouvée, nous devons, avec tous ceux qui le souhaitent, travailler à la prospérité et au progrès social de notre pays.

Vive la France !
Vive la République !

Faites-moi confiance et votez :

André VOISIN

Exploitant forestier
Maire de l'Ile-Bouchard — Conseiller général
Président de la Commission des finances du Conseil général
Président de l'Office départemental H.L.M.
Président de l'Office départemental d'H.L.M.
Président du Syndicat départemental d'électrification
Député sortant

(Candidat d'unité nationale pour la défense de la République)

Remplaçant éventuel :

Etienne COSSON

Maire de Chambray-les-Tours — Agriculteur — Conseiller général

ISERE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Allevard, Domène, Goncelin, Grenoble-Est, Saint-Laurent-du-Pont, le Touvet.

M. Aimé PAQUET

(Candidat défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(R.I.)

Dialogue, participation, paix, liberté, majorité.

La France vient de connaître le désordre et parfois l'anarchie.

Des minorités agissantes, des enragés comme ils s'appellent eux-mêmes, ont tenté souvent par la violence d'imposer la loi de la rue et nous ont conduits au bord de la guerre civile.

D'innombrables citoyens ont vu leurs droits les plus sacrés et leurs intérêts les plus légitimes brimés, bafoués, violés.

La République et les libertés qui lui sont attachées ont failli sombrer.

Aussi, la République a-t-elle décidé de se défendre en appelant les citoyens à trancher souverainement et démocratiquement.

Le 23 juin, vous rejeterez le désordre et la révolution totalitaire.

Vous choisirez le renouveau dans la République.

Vive la République.

AIMÉ PAQUET.

Aimé Paquet et Jean-Louis Cosperec choisissent :

La stabilité politique, condition de toute action au service de l'avenir.

Les institutions et leur fonctionnement libéral par le dialogue.

Une politique économique et sociale donnant la priorité à l'emploi, au logement, à la formation des hommes, aux défavorisés.

La concertation et la participation ouverte à ceux qui concourrent à la production.

Une refonte audacieuse de l'université dans le cadre d'une large décentralisation et d'une étroite association entre étudiants, professeurs et administrateurs.

La sauvegarde de la monnaie et de l'équilibre économique, seul gage d'indépendance nationale, de prospérité, et de véritable progrès social dans un monde sans frontières économiques.

La paix, en poursuivant la politique de coopération avec tous les peuples.

L'Europe, en accélérant la mise en place de l'Europe économique et agricole conduisant rapidement à une confédération politique.

La région, en travaillant demain comme hier à l'aménagement et à l'équipement de notre département dans les domaines culturels, touristiques, agricoles, industriels,

tant en Chartreuse que dans le Grésivaudan, équipement déjà largement commencé dont les réalisations les plus marquantes sont les Sept-Laux et l'axe Grenoble-Genève.

La réconciliation nationale par une amnistie totale, l'heure du pardon ayant sonné depuis longtemps.

Leurs règles d'action :

Concilier « liberté, efficacité, participation et humanisme ».
Faire toujours mieux et plus.
Mettre l'efficacité et le progrès au service de l'homme.
Servir.

Aimé PAQUET
Député sortant
Maire de Saint-Vincent-de-Mercuze — Conseiller général du Touvet

Remplaçant éventuel :

Jean-Louis COSPEREC
Maître de conférence associé à l'Institut d'études politiques de Grenoble
Administrateur civil

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Grenoble-Sud, Grenoble-Nord (moins communes rurales).

M. Jean-Marcel JEANNENEY

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE.

Electrices, électeurs,

La crise qui vient de secouer le pays était chargée, pour lui, de lourds périls. Quel citoyen conscient ne l'a pas, jour après jour, et avec angoisse, ressenti ?

Mais chacun sait bien en même temps que les violents courants qui ont agité notre corps social charriaient avec eux, parmi quantité d'excès, des preuves de vitalité, de jeunesse de pensée et de cœur.

Et voici la double tâche de demain : il faut neutraliser les périls. Il faut faire fructifier les énergies. Tel est l'enjeu des élections prochaines.

1° Il faut d'abord sauvegarder l'acquit de la Ve République en face de toutes les entreprises de la mauvaise foi ou de la naïveté. Il faut sauvegarder la République tout court. Si nous attendions pour en mesurer le prix, de l'avoir perdue, quel dramatique remords !

— Contre les prétentions de la violence et les dérisions de l'anarchie, il faut sauvegarder les libertés fondamentales qui ont été assurées totalement depuis dix

ans, et les institutions efficaces et solides qui ont finalement tenu bon au souffle même des récentes tourmentes. Non ! le pouvoir n'est pas dans la rue ou dans les stades ! Il est dans les urnes du suffrage universel. Par la dissolution de l'Assemblée Nationale, le général de Gaulle lui a rendu, une fois de plus, la parole.
C'est cela la démocratie.

— Contre les chimères de l'aveuglement ou de la passion, il faut sauvegarder le sens du réel. Tout n'est pas possible à la fois. La croissance de l'économie, l'équilibre de la société permettent des choix divers, mais pas n'importe lesquels. Aux responsables de dire les disciplines nécessaires.

— Contre les entreprises extérieures de la subversion et les fausses séductions des nouveaux mythes venus de l'étranger, il faut sauvegarder l'originalité des solutions françaises. La France a toujours appris, elle peut encore beaucoup apprendre de ce qui se fait ailleurs, de Washington à Moscou et de La Havane à Pékin. Elle n'y trouvera jamais de solution globale qui lui convienne. Depuis dix ans, notre politique étrangère est fondée sur cette certitude d'originalité et sur le respect des autres. Elle nous a donné une paix vigoureuse et un exceptionnel rayonnement.

2° Un Gouvernement démocratique est l'expression d'une nation, et non pas son maître. Bien des conservatismes et bien des archaïsmes auxquels l'action gouvernementale se heurtait naguère sont maintenant bousculés : un champ nouveau s'ouvre pour l'action, en collaboration intime avec les forces vives du pays.

— *L'université* devra prendre demain figure entièrement nouvelle. En puisant dans la grande richesse de suggestions neuves qui sont nées depuis un mois à l'intérieur d'elle-même, elle collaborera avec les Pouvoirs publics à sa propre réforme. Il lui faudra plus d'autonomie, des échanges constants et multiples entre enseignants et enseignés, une ouverture plus résolue sur le monde alentour.

— Dans les *entreprises*, il faudra dégager d'un commun accord des solutions qui combinent la responsabilité nécessaire des dirigeants et la participation des travailleurs, pour que ceux-ci se sentent moins étrangers à l'affaire dont leur labeur assure la prospérité.

— Il faudra encore, en déconcentrant *l'Administration*, en l'allégeant de ses scléroses, la rapprocher du citoyen, à qui elle appartient.

— *L'information politique et économique des Français* est encore insuffisante. Sans elle, l'action est aveugle. On cherchera, on trouvera comment lui permettre d'être toujours plus souple et plus abondante, plus équilibrée et plus objective, sans être dissolvante ou irresponsable.
Sous la IIIe République, un philosophe voulait dresser « le citoyen contre les pouvoirs ». Dans la France de demain, plus que jamais, il faut le citoyen avec les pouvoirs. Ainsi chacune et chacun conquérera et méritera des moyens nouveaux d'agir plus directement sur le sens et le décor de sa vie quotidienne.

3° Pour juger les résultats de la grande consultation nationale, nombreux sont ceux qui, en France et au dehors, regarderont attentivement vers Grenoble (Echirolles, Poisat, Eybens, Saint-Martin-d'Hères, Gières, Herbeys, Venon). Ville-test, elle l'était déjà : elle doit l'être à l'avenir plus que jamais.
A Grenoble j'ai habité et enseigné quinze ans. J'ai réfléchi, travaillé, écrit sur elle et son destin. Je sais combien de fois dans le passé, son industrie, son université, ses capacités touristiques la firent pionnière ou prophète. Après le grand effort des Jeux Olympiques, elle se prépare à des actions nouvelles et brillantes. Il faut, oui, il faut qu'y réponde, aux élections prochaines, une vigoureuse action politique.

Tel est le sens que je donne à ma candidature, au sein de la majorité élargie de l'Union pour la défense de la République. C'est aussi le sens que je vous demande de donner le dimanche 23 juin, à la décision de vos suffrages.

JEAN-MARCEL JEANNENEY
Ancien Ministre
Ancien doyen de la Faculté de droit de Grenoble
Professeur à la Faculté de droit de Paris

Remplaçant éventuel :

PIERRE VOLUMARD
Ingénieur en chef E.D.F.

2° *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Tout est encore suspendu.

Déjà 22.707 d'entre vous m'ont accordé leurs suffrages. Je les remercie.
Mais dimanche prochain le choix sera décisif.

Vous ne pouvez plus rien attendre de Pierre Mendès France.

— Le P.S.U. de M. Pierre Mendès France a obtenu, le 23 juin dans le pays, le pourcentage dérisoire de 3,70 % des suffrages. Devant la puissante organisation communiste, il nè pèserait pas lourd.
— En attendant M. Mendès France s'il était élu serait impuissant, au milieu d'une opposition divisée contre elle-même. Dans les grandes réformes de demain, Grenoble n'aurait pas son mot à dire. Ne mettez pas Grenoble à l'écart du grand mouvement qui commence.

Vous pouvez tant attendre d'un grand rassemblement majoritaire.

En m'apportant votre voix,

— Vous confirmerez la République, c'est-à-dire d'abord vos libertés.
— Vous proclamerez votre volonté d'élargir la base du Gouvernement à tous ceux qui désirent être à la fois critiques et constructifs. Les réformes de demain ne doivent pas être faites par 51 % des Français, contre les autres. Rassemblons-nous, venons de tous les bords, et travaillons ensemble.
— Vous donnerez à Grenoble un vrai rôle pilote, un rôle d'acteur exigeant et dynamique dans la majorité prochaine, un rôle digne de Grenoble, digne de notre circonscription toute entière.

Le choix est capital. Il vous appartient. Il faut que vous votiez, Bien plus encore que dimanche dernier chaque voix va compter. J'ai besoin de la vôtre.

JEAN-MARCEL JEANNENEY et PIERRE VOLUMARD

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bourg-d'Oisans, Clelles, Corps, Mens, Monestier-de-Clermont, la Mure, Sassenage, Valbonnais, Vif, Villard-de-Lans, Vizille.

M. Robert AYMAR

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electeurs, électrices,

Vercors, Oisans, Matheysine, Trièves, Beaumont, les hauts-lieux de la Résistance étaient en ces heures de fièvre de la fin de mai et du début de juin, le refuge du bon sens et du sang-froid. Car la France dans les périodes de péril se réfugie dans ses montagnes.

Oui, la France avait été en danger.

Oui, les débordements d'un certain snobisme révolutionnaire avaient déferlé, submergeant des structures de syndicats ou de partis pourtant solides et éprouvés.

Oui, les arrivistes à tout et de tout avaient pris ce train fou en marche.

Oui, le Chef de l'Etat et son Gouvernement soucieux avant tout de la France et de son unité avaient dû attendre que tombe le délire pour faire entendre la voix de la raison.

La construction de la grande entreprise France, forte et organisée pour affronter la concurrence économique sans pitié en Europe et dans le monde se heurtait, près du but, à des incompréhensions, à de venimeuses ambitions, à des lassitudes.

Et ces lassitudes, celles des gens qui travaillent et ne reçoivent pas la juste part de leur labeur, méritent seules considération.

Le Chef de l'Etat ne s'y est pas trompé.

Sans démagogie, parlant de l'avenir avec les mots du présent, il a proposé des solutions difficiles. Des solutions de travail, de participation.

Abandonnant résolument les schémas rigides du capitalisme libéral dont notre pays n'a pas les moyens en ce monde de géant, du communisme autoritaire dont la France refuse l'ordre contraignant, le général de Gaulle a offert à notre jeunesse l'déal, les voies multiples d'une action constructive.

Cet idéal raisonnable nous le proposons à vos suffrages.

Robert AYMAR
Journaliste

Remplaçant éventuel :

Bernard LUP
Président des Jeunes R. I.

2e CIRCULAIRE

La solution française.

Le lendemain du deuxième tour de ces élections législatives, le 1er juillet, la France fera comme convenu son entrée dans le Marché commun. En dépit de tous ceux qui avaient intérêt à faire trébucher notre pays dans cette marche vers l'unité européenne, seront posées les bases indispensables au développement d'une économie moderne à la mesure de la compétition mondiale, nous permettant d'échapper à la domination des géants.

Car — en notre époque sans cesse bousculée par le progrès — les réalités de la production et des échanges prennent sans cesse le pas sur les engagements de la politique doctrinaire ou sentimentale.

L'ambition du Chef de l'Etat et des Gouvernements de la Ve République a été sans cesse de placer la France dans son avenir, de lui ouvrir des marchés pour éviter que son agriculture, son industrie se replient sur elles-mêmes et succombent à l'asphyxie. Les lois de cette concurrence ne sont pas de fantaisie : elles sont tracées par les règles des grands marchés internationaux. Prix de revient, qualité, méthodes de vente en sont les données essentielles.

Ainsi, l'effort d'adaptation à une vie nouvelle a-t-il été demandé au pays. Il faut le reconnaître, l'explication de cette politique n'a pas été suffisante. Parant au plus pressé, le Gouvernement n'a pas assez écouté le pays.

La crise que nous venons de traverser a, paradoxalement, son origine dans la jeunesse, plus spécialement en milieu étudiant. Comme si, devant l'ampleur de la tâche, certains aient cru pouvoir s'évader des réaltés économiques pour fuir vers des idéologies aventureuses.

Pourtant une solution de bon sens, une solution française existe au problème de l'adaptation au monde moderne, face aux lois sévères du système communiste qui ne peut résoudre les problèmes des pays fortement industrialisés tel que le nôtre.

Cette solution consiste à s'engager résolument dans la voie de la participation, à associer les travailleurs à la gestion et aux responsabilités de l'entreprise. L'agriculture, dans son évolution, doit être soutenue principalement dans nos régions de montagne où il est indispensable de maintenir des conditions de vie normale. Le tourisme pourra ainsi trouver la chaleur nécessaire à son développement : du tourisme social au tourisme de grand standing producteur de devises.

Enfin, la sauvegarde des petites et moyennes entreprises, de l'artisanat, du commerce est indispensable. Tous assurent l'originalité, le style de notre pays.

En contrepartie de cette participation de tout le pays à la construction de la France de demain, la compréhension du Gouvernement et de l'administration doit être exigée.

Et je vous demande de bien vouloir me choisir pour ce dialogue.

ROBERT AYMAR

Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

BERNARD LUP
Chef de Cabinet de M. Aimé Paquet

Républicain indépendant

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Grenoble-Nord (communes rurales), Pont-en-Royans, Rives, Saint-Marcellin, Tullins, Vinay, Voiron.

M. Alban FAGOT

(Candidat d'Union pour la défense de la République - Union démocratique du travail pour les réformes sociales)

élu le 30 juin 1968

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Semblable à celle du 18 juin 1940, la voix qui s'éleva en ce jeudi de mai était sévère mais profondément humaine.

Elle s'adressait, à chacune, à chacun d'entre vous, en vous assurant que jamais l'Etat ne céderait aux pressions de la rue et qu'il vous appartenait de prendre vos responsabilités.

Le Président de la République a pris l'engagement de défendre nos institutions.

C'est à vous de décider du destin de notre pays.

Le vote du 23 juin vous permet de choisir ! Jamais ce choix n'a été aussi clair ni aussi important.

Aussi important car notre civilisation, nos libertés en dépendent.

Aussi clair car à l'occasion de la secousse terrible qui a ébranlé notre pays les masques sont tombés.

Un mouvement totalitaire, soutenu par certains alliés privilégiés (ceux-là même qui sous la IVe République n'ont pu faire la preuve de leur capacité) a voulu se saisir d'un pouvoir que l'immense majorité lui refuse. Ils ont tenté d'exploiter l'inquiétude et le désarroi d'une partie de la jeunesse universitaire, et la condition injuste des plus humbles et des plus laborieux des Français.

Que faire maintenant ?

D'abord, par votre vote, maintenir la République et la consolider pour que tous les Français puissent rester des hommes libres.

L'évolution de l'homme, la mutation de la société, la transformation de l'économie nous conduisent dans un avenir plus ou moins lointain vers une certaine forme de socialisme.

Mais quel socialisme ?

Socialisme d'Etat, comme le veulent les marxistes et la S.F.I.O. au sein de la Fédération ?

Non sûrement pas. La France qui puise sa force dans la diversité n'est pas faite pour l'uniformité. Et j'attends toujours que l'on me démontre que la dictature du prolétariat conduit à l'émancipation ouvrière.

Alors socialisme libéral, comme l'entend le général de Gaulle, laissant aux parties en cause le soin de voir leurs problèmes et de les régler en commun par des accords, non pas imposés, mais conclus volontairement ?

Voilà la vraie solution qui en supprimant le rôle de salarié rendra aux hommes leur dignité.

Pourquoi les mutations qui se réalisent dans notre agriculture ne pourraient-elles pas se faire dans nos facultés et dans notre industrie ?

Pendant quatre ans député de la quatrième circonscription j'ai pu établir avec tous les représentants des collectivités locales un dialogue et des contacts constructifs qui ont permis d'importantes réalisations :

Entre autres : la construction du C.E.S. de Saint-Egrève, la nationalisation du lycée mixte de Voiron, l'extension de l'usine C.G.E. de Pont-en-Royans, la construction de logements H.L.M. à Voiron, Pont-en-Royans, la Sône...

Il faut, le dialogue étant établi, continuer l'œuvre entreprise.

L'ancien parlementaire que je suis, de par sa position au Conseil général et au Conseil économique et social possède l'audience nécessaire auprès des autorités nationales ; mieux que personne il pourra établir une liaison étroite entre les communes, le département et l'Etat.

Désirant élargir la majorité j'ai choisi comme suppléant : Pierre Salazard, exploitant forestier, adjoint au maire de Rencurel. Sa connaissance des hommes, son jugement précis, son sens modéré de la politique, sa volonté d'aboutir, l'ont fait choisir comme conseiller général par tous les maires du canton de Pont-en-Royans.

Il établira entre le bas Grésivaudan et moi-même une liaison directe et efficace avec tous ceux qui en auront besoin, en particulier avec nos « vieux » dont durant ces heures tragiques personne n'a parlé et dont il faudra bien aussi revoir la situation.

Dimanche vous voterez pour celui qui n'a pas attendu pour défendre vos libertés et la République, pour celui qui demain sera l'élu de tous, et qui au sein de la majorité saura établir le dialogue et construire l'avenir.

Le candidat :

ALBAN FAGOT

Ancien député
Conseiller général de Voiron
Expert au Conseil économique et social
Légion d'honneur
Croix du Combattant volontaire — Croix de guerre 1939-1945

Remplaçant éventuel :

PIERRE SALAZARD

Conseiller général de Pont-en-Royans
Adjoint au maire de Rencurel
Exploitant forestier
Officier de réserve

2ᵉ CIRCULAIRE

Electrices. électeurs,

Je remercie très sincèrement les 19.043 électrices et électeurs de la quatorzième circonscription qui par leurs suffrages m'ont placé largement en tête de tous les candidats

3.603 Françaises et Français sont venus renforcer nos rangs, issus de tous les horizons politiques ; ils ont compris le sens réel et la portée de ces élections, et la présence à mes côtés de mon ami Salazard venu comme eux défendre la République menacée.

Cependant la partie n'est pas gagnée.

Les dernières élections législatives en sont un exemple.

L'union de tous doit se réaliser pour assurer : la stabilité de nos institutions, le respect de nos libertés, la justice sociale et la paix.

Une majorité massive confirmera votre volonté d'établir le dialogue avec tous, pour des réformes sociales nécessaires et vitales.

Electrices, électeurs de la quatrième circonscription !

Sans abstention, dimanche 30 juin, votez, faites voter Alban Fagot.

Le candidat :

ALBAN FAGOT

Ancien député
Conseiller général de Voiron
Expert au Conseil économique et social
Légion d'honneur
Croix du Combattant volontaire — Croix de guerre 1939-1945

Remplaçant éventuel :

PIERRE SALAZARD

Conseiller général de Pont-en-Royans
Adjoint au maire de Rencurel
Exploitant forestier
Officier de réserve

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Heyrieux, Meyzieux, Saint-Symphorien-d'Ozon, Vienne-Nord, Vienne-Sud (moins communes rurales).

M. David ROUSSET
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

La France est entrée depuis le 3 mai dans un crise nationale profonde. Par sa durée, par son ampleur, par ses affrontements dramatiques, par le fait que tout, absolument tout, est remis en cause, cette crise nationale prend l'envergure d'une véritable révolution.

Les élections sont totalement dominées par la crise nationale. Toutes les autres questions, au niveau de la région, si importantes soient-elles, si urgentes qu'apparaissent leurs solutions, passent aujourd'hui au second plan.

Il faut d'abord régler le sort de l'Etat. De ce règlement, tout le reste dépend.

C'est parce que c'est au niveau de la Nation que tout doit être tranché maintenant que j'ai accepté, à la demande instante de plusieurs, de présenter ma candidature dans votre circonscription.

La République doit être défendue. Et la République, ce sont nos libertés démocratiques fondamentales : liberté d'organisation, liberté d'expression, liberté de réunion, liberté du travail.

Le Parti communiste et la C.G.T. ont posé leur candidature à la direction de l'Etat. Durant une brève période dans certaines régions, et dans certains cas, ils ont commencé à exercer leur pouvoir. Vous en avez tous été témoins. Ils ont ainsi montré ce qu'il était vraiment. Le Parti communiste est, dans son organisation intérieure, un parti totalitaire. Il n'admet ni la confrontation, ni l'examen, ni la discussion, ni la décision démocratique. Dans les usines, il a tout fait et tout sacrifié pour maintenir sur les ouvriers son seul contrôle. Il a pourchassé et dénoncé ceux qui n'acceptaient pas purement et simplement son autorité absolue. Sa fureur contre les étudiants s'explique uniquement parce que les étudiants contestent sa politique. Le Parti communiste à la tête de l'Etat instaurerait une dictature bureaucratique odieuse et ruineuse. C'est contre un tel système que l'Europe de l'Est aujourd'hui se révolte. La France n'a nul besoin de faire l'expérience tragique du stalinisme.

La Fédération n'existe pas comme force politique nationale autonome. François Mitterrand, obligé de rechercher à la fois l'alliance du centre, du Parti communiste, ne peut avoir ni politique, ni programme véritable. Au fond, il est obligatoirement le prisonnier du Parti communiste et c'est cela seul qui, dans les circonstances actuelles, compte. Ni François Mitterrand, ni Mendès France ne peuvent aujourd'hui faire une politique contre le Parti communiste. Ils sont tenus à s'incliner devant ses exigences. Ils n'ont rien qui contrebalance la puissance de la C.G.T. Voilà la vérité, tout le reste n'est que faux-semblant et bavardage.

Aujourd'hui, tout dépend de la solution politique apportée à la crise. Si importantes que puissent être les propositions financières, techniques, économiques, elles ne sont rien, si l'Etat n'est pas rétabli.

La défense de la République, ce n'est pas, et ce ne peut pas être la défense du *statu quo*. La défense de la République, c'est nécessairement l'application immédiate de très grandes réformes sociales dans la gestion de l'économie nationale et des entreprises. Il faudra beaucoup de décision, une volonté exceptionnelle et une clairvoyance constante pour sauver l'économie française et pour assurer du même coup une valeur réelle aux avantages acquis et notamment pour éviter qu'une hausse du coût de la vie anéantisse les augmentations de salaire. C'est l'intérêt le plus vital de l'ouvrier comme du patron d'assurer l'autorité politique nécessaire aux réformes.

Nous voulons des réformes immédiates, profondes, appliquées dans le respect absolu des libertés démocratiques. Sans ces libertés, les réformes ne sont qu'illusion.

Nous voulons que les travailleurs exercent les plus hautes responsabilités dans l'élaboration de la politique économique et dans sa gestion.

Nous devons construire avec les étudiants et les maîtres une université entièrement nouvelle dans son esprit.

Nous voulons que soit exercée à tous les échelons, dans l'organisation économique, dans la gestion des entreprises, dans l'enseignement, dans l'Université, la démocratie la plus large, la plus complète.

Nous voulons que soit constitué un Gouvernement de salut public ouvert à tous ceux qui sont décidés à entreprendre tout de suite les réformes fondamentales. Il ne faut plus avoir maintenant d'exclusives de clans ou de partis. La participation que nous voulons partout doit aussi s'exercer au Parlement.

Vous devez donc envoyer au Parlement ceux qui sont capables de faire face. Ceux qui sont résolus à appliquer à fond, sans attendre, les réformes. Ceux qui sont décidés à défendre et à exercer totalement nos libertés démocratiques fondamentales.

Vous voterez le 23 juin pour le candidat de la défense de la République :

David ROUSSET

Journaliste écrivain
Ancien déporté
Président de la Commission internationale contre le régime concentrationnaire
Accrédité à l'O.N.U.

Remplaçant éventuel :

NOËL CHAPUIS

Avocat à Vienne
Ancien député

DÉCLARATION DE NOËL CHAPUIS

Mon accord pour être suppléant de David Rousset revêt une double signification :

— Vingt jours viennent d'ébranler la France. L'anarchie et la chose épouvantable qu'est la guerre civile ont été pour l'instant évités : ancien député du Centre démocratique, mon premier souci est de rechercher tout ce qui unit, sur le fond des choses, l'immense majorité des Français, dans la recherche de la concorde.

— A côté d'une personnalité de taille nationale et même internationale, comme David Rousset, il est bon que, pour l'aider se trouve quelqu'un de cette région qui en connaisse les soucis et les problèmes.

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Nous venons de remporter dans notre circonscription une nette et incontestable victoire. Le parti communiste a subi un dur échec. La Fédération qui est chez nous l'alliée inconditionnelle des communistes est en retraite.

Cette victoire nous devons la confirmer et l'élargir au second tour. Tous les républicains, tous les partisans de la paix intérieure qulles que soient sur bien des points leurs façons bien différentes de voir, battront ensemble le 30 juin, le candidat de la coalition avec les communistes.

Car celui-ci est, on ne peut plus clairement, « un fédéré otage du Parti communiste », que le Centre progrès et démocratie moderne de Duhamel a déclaré ne vouloir avantager en aucun cas.

En dix années où elles n'avaient rien d'autre à faire, les oppositions n'ont réussi ni à s'unir, ni à s'accorder sur un programme. Par leur refus systématique de coopérer, elle ont précipité le pays dans les plus graves désordres. Demain, elles seront autant qu'hier et plus encore, incapables de s'entendre pour gouverner le pays. Par leur impuissance elles peuvent seulement laisser la voie libre au Parti communiste.

Le choix est clair. Comme dans tout le pays, comme dans l'Isère et dans le Rhône, les partisans de la paix civile, des libertés démocratiques et des réformes doivent chez nous l'emporter, au sein d'une majorité élargie :

— d'un côté, le candidat de la Fédération qui s'est toujours opposé à tout dialogue autre qu'avec le Parti communiste, ainsi que l'écrivait M. Vial lui-même la semaine dernière dans sa profession de foi ;

— d'un autre, l'homme du dialogue avec tous, que j'ai été toute ma vie et que je tiens à rester.

Pour sauver les libertés,
Pour que le franc reste une monnaie forte et stable,
Pour que les avantages sociaux soient garantis,
Pour que soient sauvegardés et developpés notre agriculture, les moyennes et petites entreprises et l'artisanat,

Pour que soient assurées la dignité des travailleurs et l'expansion de notre économie,

Pour que nous ayons au Parlement **une majorité forte** et renouvelée dans son **esprit,**

Vous voterez le **30 juin** :

David ROUSSET

Journaliste écrivain
Ancien déporté
Président de la Commission internationale contre le régime concentrationnaire
Accrédité à l'O.N.U.

Remplaçant éventuel :

Noël CHAPUIS

Avocat à Vienne
Ancien député

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Beaurepaire, la Côte-Saint-André, Roussillon, Roybon, Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs, Saint-Jean-de-Bournay, la Verpillière, Vienne-Sud (communes rurales).

M. Jean BOYER

(Candidat républicain indépendant, union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Dialogue et participation — Paix et liberté — Majorité.

La France vient de connaître le désordre et parfois l'anarchie.

Des minorités agissantes, des enragés comme ils s'appellent eux-mêmes, ont tenté souvent, par la violence d'imposer la loi de la rue et nous ont conduits au bord de la guerre civile.

D'innombrables citoyens ont vu leurs droits les plus sacrés et leurs intérêts les plus légitimes brimés, bafoués, violés.

La République et les libertés qui lui sont attachées ont failli sombrer.

Aussi la République a-t-elle décidé de se défendre en appelant les citoyens à trancher souverainement et démocratiquement.

Le 23 juin vous rejetterez le désordre et la révolution totalitaire.

Vous choisirez le renouveau dans la République.
Vive la République !

Jean BOYER et Gilbert CORSAT

Choisissent

La stabilité politique condition de toute action au service de l'avenir.
Les institutions et leur fonctionnement libéral par le dialogue.

Une politique économique et sociale donnant la priorité à l'emploi, au logement, à la formation des hommes, aux défavorisés.

La concertation et la participation ouvertes à tous ceux qui concourent à la production.

Une politique agricole assurant la rentabilité des exploitations et une élévation du niveau de vie des populations rurales et conduisant à la rénovation de notre agriculture intégrée dans le Marché commun.

Une refonte audacieuse de l'Université dans le cadre d'une large décentralisation et d'une étroite association entre étudiants, professeurs et administrateurs.

La sauvegarde de la monnaie et de l'équilibre économique, seuls gages d'indépendance nationale, de prospérité et de véritable progrès social dans un monde sans frontières économiques.

La paix en poursuivant la politique de coopération avec tous les peuples.

L'Europe : en accélérant la mise en place de l'Europe économique conduisant rapidement à une confédération politique.

L'avenir de la région : ils travailleront à l'aménagement et à l'équipement de notre région dans les domaines industriels et agricoles, culturels et touristiques afin de promouvoir l'expansion et la prospérité.

Leur règle d'action :

— Concilier « liberté, efficacité, participation et humanisme » ;
— Faire toujours mieux et plus.
— Mettre l'efficacité et le progrès au service de l'homme ;

Servir.

Les candidats :

J. BOYER
Conseiller général
Maire de Gillonnay

Remplaçant éventuel :

G. CORSAT
Maire de Sonnay

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Nous remercions les 18.530 votants, représentant plus de 43 % des suffrages exprimés, qui nous ont apporté leur confiance au premier tour des élections législatives, et nous placent largement en tête des cinq candidats qui sollicitaient vos voix.

Ces résultats montrent d'une façon éloquente que le corps électoral, pour une très large part, a choisi la voie que nous lui proposons :

La stabilité politique, condition de toute action au service de l'avenir, grâce à un pouvoir fort appuyé sur une majorité cohérente.

Les institutions et leur fonctionnement libéral par le dialogue.

L'indépendance et la paix qui conditionnent toute évolution et toute prospérité.

Le progrès social par la réalisation d'un programme qui élèvera le niveau de vie des Français et corrigera les inégalités.

La création d'une *Europe vivante* mise en marche progressivement.

Aux électeurs ayant apporté leurs suffrages du premier tour au centre Progrès et démocratie moderne nous rappelons que les responsables nationaux ont déclaré à de multiples reprises que leur mouvement ne veut en aucun cas favoriser directement ou indirectement une candidature communiste.

M. Jean Bernard, qui de 1962 à 1967 fut député de la sixième circonscription qu'il servit avec beaucoup de dévouement, l'a confirmé dans une déclaration publique, publiée le 26 juin 1968, par laquelle il vous demande de nous apporter vos voix au second tour.

Actuellement, chaque citoyen doit se persuader que les résultats du 23 juin seraient sans lendemain si les électeurs n'accomplissent pas, le 30 juin prochain, leur devoir avec la même foi dans l'avenir de la France, le même intérêt pour les destinées de leur région.

Votre vote confirmera que vous faites partie de ces Français réfléchis, épris d'ordre et de liberté, qui veulent mettre l'efficacité et le progrès au service de l'homme.

Votez, faites voter pour

J. BOYER
Conseiller général
Maire de Gillonnay

Remplaçant éventuel :

G. CORSAT
Maire de Sonnay

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bourgoin, Crémieu, le Grand-Lemps, Morestel, Pont-de-Beauvoisin, Saint-Geoire-en-Valdaine, la Tour-du-Pin, Virieu.

M. Maurice CATTIN-BAZIN

(Candidat Républicain Indépendant)
élu le 30 juin 1968
(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

— La France vient de vivre des semaines dramatiques.

— Dans ce pays, attaché à la paix, à l'ordre et à la liberté, une vague de violence s'est brutalement déchaînée.

— Les libertés de travail, de pensée, d'expression ont été menacées.

— Nous avons vu, derrière les drapeaux rouges et noirs, s'avancer une dictature totalitaire.

— Nous avons vu la hâte avec laquelle certains hommes politiques se sont précipités pour se partager un pouvoir qu'aucun vote démocratique ne leur donnait encore.

Dans leur immense majorité, les Français ne veulent pas de cela.
Le Président de la République a décidé, encore une fois de s'en remettre à l'arbitrage du peuple.
C'est donc aujourd'hui, pour vous, un devoir sacré, que de vous unir, pour envoyer au Parlement des hommes décidés à défendre la République et à former pour cela une majorité unie, solide et élargie.

— Pour l'union de tous les Républicains gardant pour emblème notre drapeau tricolore.
— Pour la défense des libertés fondamentales et la dignité de l'homme.
— Pour la mise en place de réformes efficaces dans tous les domaines.
— Pour que la France à l'heure du Marché commun ne soit pas dans une situation d'infériorité.

Pour que rien de ce qui a été fait ne soit compromis.
Pour que tout ce qui reste à faire soit accompli.
Pour votre famille, votre avenir, votre sécurité,
Pour la France : unissez-vous !

Votez

MAURICE CATTIN-BAZIN

Seul candidat investi pour la défense de la République

Agriculteur
Maire de Saint-Albin-de-Vaulserre

Remplaçant éventuel :

JEAN BEDET

Notaire
Maire des Avenières
Conseiller général du canton de Morestel
Modéré sans étiquette

2° CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Dimanche dernier, la grande voix du pays s'est fait entendre comme elle sait le faire aux heures décisives de notre histoire.
Nous remercions les 19.979 d'entre vous qui nous ont apporté leurs suffrages, nous plaçant largement en tête des quatre candidats qui sollicitaient vos voix.
Mais votre tâche n'est cependant pas terminée.
Tout reste à accomplir.
Nous vous mettons en garde contre la facilité et l'abstentionnisme.

Le corps électoral, dans sa majorité a choisi la voie que nous lui proposons :
— *La stabilité politique,* condition essentielle pour la mise en place de réformes efficaces et réfléchies.

— *Le progrès social* donnant la priorité à l'emploi, au logement, à la formation des hommes, au maintien de la stabilité de votre pouvoir d'achat.

— *L'indépendance et la paix* en poursuivant une politique de coopération avec tous les peuples.

— *Le dialogue constructif* entre tous les hommes de bonne volonté décidés à donner à notre pays une majorité et un Gouvernement élargis.

— *La mise en place de l'Europe* économique devant conduire à une confédération politique.

— *Le développement de notre région* en travaillant à son aménagement et son équipement (Nous pouvons aujourd'hui vous confirmer à ce sujet l'obtention de la zone 3 à tout l'arrondissement).

Votre vote doit confirmer que vous faites partie de ces Français réfléchis épris d'ordre et de liberté et qui veulent mettre l'efficacité et le progrès au service de l'homme.

Ce choix est capital — il vous appartient.

Chaque voix va compter et nous avons besoin de la vôtre.

Votez et faites voter pour :

MAURICE CATTIN-BAZIN
Député sortant
Maire de Saint-Albin-de-Vaulserre

Remplaçant éventuel :

JEAN BEDET
Maire des Avenières
Conseiller général du canton de Morestel

JURA

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Arinthod, Beaufort, Bletterans, les Bouchoux, Clairvaux-les-Lacs, Conliège, Lons-le-Saunier, Moirans-en-Montagne, Morez, Orgelet, Saint-Amour, Saint-Claude, Saint-Julien, Saint-Laurent-en-Grandvaux, Sellières, Voiteur.

M. René FEIT

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs, chers amis,

Le 12 mars 1967, par un vote massif de 24.953 suffrages, vous nous avez apporté votre confiance en désignant votre représentant à l'Assemblée Nationale, le docteur R. Feït, et en lui permettant de devancer de 7.363 voix le candidat centriste et de 11.694 voix le candidat communiste.

Après l'épreuve dramatique que vient de subir la France, vous êtes de nouveau appelés à accomplir le 23 juin prochain un acte politique grave et capital par lequel vous déciderez de l'avenir de notre Nation et de votre propre destin...

Votre choix sera clair.

Vous refuserez

— *l'anarchie et l'aventure* vous entraînant irrémédiablement vers l'entreprise totalitaire d'une démocratie populaire ;

— ou *l'attentisme et l'impuissance* d'un certain centrisme qui nage entre deux eaux et flotte à la dérive...

Vous choisirez

— *l'ordre, la liberté et les réformes dans la pérennité des institutions républicaines* que nous nous engageons à défendre avec vous tous, autour du Président de la République, de toutes nos forces, de tout notre cœur, dans le respect de la dignité humaine.

En votant René Feït, candidat républicain indépendant

Vous voterez *pour un homme social, libéral et européen*

— fidèle à la défense des libertés, de la Constitution et de la République,

— fermement attaché à la promotion sociale et à l'expansion harmonieuse de notre pays,
— engagé sans retour au service de chacun d'entre vous et à celui de la Communauté nationale,

Vous lui accorderez votre confiance

— pour le fonctionnement libéral des institutions ;
— pour une politique agricole et économique, sociale et moderne ;
— pour la réconciliation et l'union de tous les fils de France ;
— pour le respect du message que nous transmet notre jeunesse ;
— pour la construction d'une Europe vivante.

Toute abstention serait impardonnable.

La responsabilité de chacun d'entre vous est engagée dans le destin de notre pays.

Puisse chaque électrice, chaque électeur en avoir pris parfaitement conscience au moment où l'urne recevra son vote et ne jamais regretter plus tard l'erreur irrémédiable d'avoir compromis la liberté, la paix, la sécurité et l'indépendance de notre Nation.

Vive le Jura !

Vive la République !

Vive la France !

Docteur René FEIT
Député sortant
Conseiller général
Maire de Lons-le-Saunier

Remplaçant éventuel :

Gilbert BOUVET
Conseiller général
Maire de Saint-Laurent-du-Jura

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs, mes chers amis,

Malgré les calomnies mensongères diffusées par un journal « de fortune » et malgré l'acharnement déployé par certains notables à vous détourner du seul choix réel, celui de l'intérêt de la Nation, vous nous avez apporté votre confiance, le 23 juin, par 23.212 voix, soit 42,6 % des suffrages exprimés ; et vous nous avez permis de devancer le candidat « centriste » de 5.578 voix.

Nous vous en remercions de tout cœur.

Nous sommes persuadés que vous continuerez sans défaillance, avec le Président Edgar Faure et nos amis, à soutenir notre candidature et que vous ferez partager votre confiance en nous à ceux qui vous entourent.

Au deuxième tour de scrutin, vous refuserez d'être trompés par ce « centrisme » louvoyant qui tente, pour surnager, de s'accrocher à la bouée F.G.D.S. et accepte sans hésitation le radeau communiste pour nous éliminer.

Vous refuserez cette alliance contre nature indigne de vous et révoltante qui ferait du candidat « centriste » l'otage et l'esclave de la gauche et de l'extrême-gauche.

Comment expliquez-vous d'ailleurs que la Fédération de la gauche fasse voter pour le « centrisme » dans la circonscription de Lons-le-Saunier et pour le parti communiste dans celle de Dole.

Votre dernier choix est fait

Avec de Gaulle

Pour le salut de la Nation
Pour la défense des libertés
Pour l'ordre et la réforme

Avec Edgar Faure

Pour un véritable centrisme
Pour l'avenir du Jura

Vous nous confirmerez votre confiance en participant au grand sursaut d'espoir et de libération de notre pays, en votant massivement et sans abstention.

Docteur René FEIT

Candidat U.D.R. - Républicain indépendant

et son suppléant :

Gilbert BOUVET

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Arbois, Champagnole, Chaumergy, Chaussin, Chemin, Dampierre, Dole, Gendrey, Montbarrey, Montmirey-le-Château, Nozeroy, les Planches-en-Montagne, Poligny, Rochefort-sur-Nenon, Salins-les-Bains, Villers-Farlay.

M. Jacques DUHAMEL

(Candidat Progrès et Démocratie moderne)
élu le 30 juin 1968
(P.D.M.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Nous venons de vivre des jours où chacun a pu craindre le pire. La France a été au bord de la guerre civile. Il faut tout faire pour que cela ne recommence

pas. La violence d'où qu'elle vienne, ne doit pas imposer sa loi. La liberté de s'exprimer, de travailler et de voter ne doit être soumise à aucune contrainte. Pour cela il faut éviter de laisser face à face deux blocs qui se précipiteraient, tôt ou tard, l'un contre l'autre. C'est tout le sens de l'effort, difficile, qu'en équipe j'ai poursuivi depuis des mois.

Rappelez-vous

Il y a quinze mois, une très large majorité d'électrices et d'électeurs m'a réélu député du Jura. Car le Jura veut que le bon sens, et la raison, dominent les passions et les excès.

Depuis quinze mois, le groupe Progrès et démocratie moderne que je préside à l'Assemblée Nationale na cessé de réclamer un dialogue à tous les niveaux. Sinon, on l'a vu, la contestation se fait dans la rue.

Il y a quatre mois, au cours d'un face à face télévisé, j'expliquais pourquoi il fallait le changement pour éviter l'aventure. Ce changement doit se faire ; mais il doit se faire dans l'ordre.

Au cours des dernières semaines, au nom du groupe Progrès et démocratie moderne, j'ai demandé, le premier, des élections, pour que les Français, en reprenant le travail, puissent reprendre la parole. Ces élections sont maintenant décidées. C'est donc à vous de choisir librement votre avenir.

Que faire ?

Si tout redevient demain comme hier, les mêmes causes produiront les mêmes effets. Les mêmes erreurs entraîneront les mêmes débordements. La paix civile ne sera pas longtemps assurée.

Si chacun, au contraire, sait tirer les lecons des événements, alors de la crainte sortira l'espoir. Les réformes s'accompliront par les voies normales.

Il faut un changement. Lequel ? Certainement pas celui que veut le Parti communiste. La société qu'il réclame ne respecte pas la liberté.

Mais, il ne s'agit pas, pour autant, de laisser les choses en l'état. Il faut une majorité nouvelle, des méthodes nouvelles, une politique nouvelle, une démocratie nouvelle. Je ne prétends pas que nous y parviendrons seuls. Mais je vous affirme que le seul moyen d'y parvenir est qu'il y ait, à l'Assemblée Nationale, un centre puissant et efficace, qui associe l'ordre et le mouvement, la stabilité et la réforme. C'est à vous de lui donner cette force ; particulièrement dans le Jura, puisqu'il se trouve que je préside le groupe centriste Progrès et démocratie moderne, et que toutes les forces centristes m'ont demandé d'être leur porte-parole national.

Pour quoi faire ?

Il y a à peine plus d'un an, j'ai longuement exposé dans chaque commune le programme que nous proposions pour le Jura, pour la France, et pour l'Europe. Il demeure plus que jamais valable.

Ensemble nous pouvons : Décentraliser les responsabilités, relancer l'expansion, rechercher le plein emploi, établir la justice sociale, bâtir l'Europe indépendante. Une grande tâche nous attend.

Pour notre département, l'accent doit être mis sur la création d'activités nouvelles. Vous savez que dans plusieurs régions, des réalisations sont maintenant en cours.

Un effort doit être également poursuivi pour relever le revenu agricole qui n'a pas bénéficié des mesures récemment intervenues. Pour ceux qui viennent d'obtenir des augmentations de rémunérations ou de prestations, il faut veiller à ce que les prix ne reprennent pas d'une main ce qui aura été accordé de l'autre.

Pour tous, y compris les personnes âgées qui seraient les premières victimes de l'inflation et les jeunes qui seraient les premiers victimes du chômage, nous devons redoubler d'effort et de solidarité.

Ensemble, avec vous, nous pouvons bâtir une démocratie active où chacun se sente responsable et respecté, une économie dynamique qui offre à tous plus de justice et plus d'emploi, une société humaine qui ne soit pas opprimée par la bureaucratie et qui ouvre sur plus d'espérance.

Oui, tout cela est possible. Mais j'en suis convaincu du plus profond de moi-même : si la France doit être divisée en deux blocs hostiles, la guerre civile que nous avons évitée hier, nous l'aurons demain... Votre vote peut l'éviter.

C'est pourquoi nous vous demandons de nous renouveler votre confiance.

JACQUES DUHAMEL

Député sortant
43 ans — Marié — Quatre enfants
Officier de la Légion d'honneur — Croix de guerre

(Progrès et démocratie moderne)

Remplaçant éventuel :

HENRI JOUFFROY

Vice-président du Conseil général du Jura
Chevalier de la Légion d'honneur — Officier du Mérite agricole

---

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Dimanche dernier, 27.319 électrices et électeurs m'ont apporté leur soutien. 48,5 % des suffrages ont ainsi exprimé leur approbation au travail poursuivi, en équipe et sans relâche, pour le Jura. Ils ont aussi donné un élan nouveau à l'action que le Centre Progrès et démocratie moderne a entreprise pour la France.

Aux électrices et aux électeurs qui m'ont, le 23 juin, manifesté leur confiance,

Je tiens à adresser, ici, mes remerciements très sincères. Je leur demande instamment de bien vouloir confirmer, dimanche prochain, leur vote de dimanche dernier. Le vote de dimanche sera décisif.

Aux électrices et aux électeurs qui n'ont pas participé dimanche dernier au premier tour,

Je crois utile de souligner l'importance que revêt le second tour de scrutin. Vous voulez le changement dans l'ordre, pour éviter l'aventure. Il faut tout faire pour empêcher la cassure de la France en deux blocs.

Aux électrices et aux électeurs qui ont, dimanche dernier voté pour un autre candidat,

J'adresse un appel pour que, dimanche prochain, ils se prononcent en fonction des objectifs que j'ai proposés. Le Centre Progrès et démocratie moderne est une force neuve et ouverte, une force d'ordre et de mouvement.

Dimanche prochain, vous choisirez le député qui sera chargé de vous représenter. Depuis que vous m'avez élu, je me suis employé à remplir fidèlement le mandat que vous m'aviez confié. Si vous décidez, le 30 juin, de le renouveler, je m'engage à faire tout pour justifier la confiance que vous m'aurez ainsi témoignée.

Jacques DUHAMEL

Député sortant
43 ans — Marié — Quatre enfants
Officier de la Légion d'honneur — Croix de guerre

(Progrès et démocratie moderne)

Remplaçant éventuel :

Henri JOUFFROY

Vice-président du Conseil général du Jura
Chevalier de la Légion d'honneur — Officier du Merite agricole

---

LANDES

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Gabarret, Labrit, Mimizan, Mont-de-Marsan, Morcenx, Parentis-en-Born, Pissos, Roquefort, Sabres, Sore.

M. André MIRTIN

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Sollicité par le Comité de l'Union pour la défense de la République et par de nombreux amis j'ai, comme l'an dernier, accepté de me présenter à vos suffrages.

Après ces heures graves et même tragiques je suis prêt, en pleine connaissance de cause, a accepter le mandat que vous voudrez bien me confier.

Conscient des réformes sociales et universitaires nécessaires dans un pays en progrès

Je me mettrai à la disposition de la République

en apportant à une majorité élargie l'appui d'un homme libre, empreint des idées sociales et démocratiques.

Pour ma circonscription

que je connais et qui me connaît, j'assurerai, à Mont-de-Marsan une permanence régulière, et dans chaque canton des visites qui me permettront de mieux connaître tous les problèmes, et d'aider les élus et tous leurs administrés à trouver les plus heureuses solutions.

Nous devons être conscients :

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière ces drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature.

La France, dans son immense majorité, ne voulait rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté, d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.

Nous voulons toutes les grandes réformes nécessaires pour améliorer sérieusement la condition ouvrière, pour faire participer tous les citoyens aux décisions, si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un pays moderne et de le maintenir dans la voie du progrès.

Mais ces réformes ne se feront que dans l'ordre et dans la légalité.

Nous voulons pour tous et en particulier pour les rapatriés la réconciliation totale : amnistie et indemnisation.

L'anarchie, le totalitarisme, c'est l'oppression et la misère pour tous les travailleurs, pous tous les citoyens, jeunes ou vieux, et d'abord pour les plus défavorisés.

Nous approuvons les accords de Grenelle.

Nous aiderons dans notre circonscription :

— L'heureuse évolution, le progrès, les réformes ;

— L'éducation des enfants, la sécurité de l'emploi dans l'industrie, la revalorisation de l'agriculture, de l'élevage et du gemmage, l'encouragement des artisans et des petites et moyennes entreprises, la défense des professions libérales, les avantages sociaux aux anciens et aux jeunes seront au premier plan de nos préoccupations avec la progression d'indice pour les fonctionnaires civils et militaires, le maintien de l'aide à la recherche, la promotion de la femme dans toutes ses activités ;

— Le développement touristique sur la côte et à l'intérieur du département.

Nos adversaires, malgré leurs propos, vous conduiraient au désordre, à l'anarchie, à la révolution, à la dictature.

Nous vous proposons avec la paix sociale, l'ordre, la liberté, l'évolution, la République.

Votez pour une majorité élargie, dont le seul drapeau est bleu, blanc, rouge.

Votez

Docteur André MIRTIN

Né le 9 septembre 1925 à Parentis-en-Born
Docteur en médecine
Maire — Conseiller général (Commission des travaux)
Président du Syndicat intercantonal des cantons de Mimizan-Parentis

Candidat d'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

Georges DUSSARTÉ

Né le 27 octobre 1921 à Mont-de-Marsan

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Castets, Dax, Peyrehorade, Pouillon, Saint-Martin-de-Seignanx, Saint-Vincent-de-Tyrosse, Soustons.

M. Henri LAVIELLE

(Candidat de la F.G.D.S.)

élu le 30 juin 1968

(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

En un an, nous voici conviés à un nouveau rendez-vous.

Maire de Saint-Paul-lès-Dax depuis 1965, conseiller général du canton de Dax en 1966, élu député des Landes par vos 30.000 suffrages l'an dernier, j'ai travaillé sans relâche pour représenter tous mes concitoyens de la circonscription, sans distinction, à l'Assemblée Nationale.

Je n'ai pas démérité ; j'ai tenu tous mes engagements.

∴

Aujourd'hui le pouvoir est balayé par la marée des revendications accumulées depuis dix ans ; il est battu incontestablement par le pays réel, réfuté par ses élites, contraint à vous consulter.

Le Président de la République a chassé des Ministres incapables, sans que l'ensemble du Gouvernement soit censuré.

En pleine panique, il abandonne un référendum qui prenait allure de plébiscite et dissout une Assemblée Nationale dont la majorité n'était pas battue.

Le désordre est partout : le système est incapable de régler les problèmes essentiels de l'Université, de l'emploi, de l'agriculture, de l'ordre dans l'administration.

Dans l'affolement, le Président de la République annule le 29 mai son Conseil des Ministres et, aux heures les plus graves que traverse le pays, quitte son poste pour un périple secret qui l'amène en Allemagne remettre sa légitimité aux mains de certains chefs d'une armée qu'il a bafouée, cassée, trompée en 1958...

Tout cela est très grave et le désarroi du pouvoir ne sera pas de sitôt oublié, même si le jeudi 30 mai le vieux Chef reprend le ton de la menace, en même temps qu'il recule sur tous les points.

Seul, le parti de la peur, dont on connaît la lâcheté civique, le soutiendra.

Sur tous les tableaux on lâche du lest pour s'accrocher au pouvoir. On négocie à la hâte, mais trop tard, des accords bâclés, alors que l'on refuse d'ouvrir les dossiers sociaux depuis des années.

Gouverner, c'est prévoir, et on n'a rien prévu ; on a tout gâché en refusant le dialogue.

Quelques jours plus tard, dans le discours du 5 juin, la sagesse des travailleurs l'ayant emporté, le pouvoir respire et, avec une roublardise démagogique, le Président de la République est devenu le premier révolutionnaire de France, prêt à tout changer.

Il invente la participation et prend la tête de la revendication. Ayant mis dix ans à les découvrir, il propose une nouvelle décennie pour les mener à bien !

Pour qui prend-on les Français ?

Cette atteinte au bon sens des citoyens est dégradante.

⁂

Amorcé par les étudiants de la Sorbonne, qui réclament la transformation radicale de la vieille Université en contestant sur un autre plan l'aliénation de l'homme dans la société de consommation, le mouvement a vite gagné le monde du travail comme une formidable marée débouchant sur la grève quasi générale.

Tous les travailleurs, avec sagesse, ont maintenu la contestation dans les limites syndicales.

Aujourd'hui, le travail a repris dans presque tous les secteurs, après signature d'accords avec le patronat.

C'est après cette immense poussée de fièvre que vous allez voter le 23 juin prochain.

L'opposition où vous m'avez envoyé siéger l'an dernier a mis le pouvoir en garde vainement contre les événements que nous venons de connaître.

Elle ne porte aucune responsabilité dans la situation actuelle et par trois fois, à l'occasion d'interventions à la tribune de l'Assemblée Nationale, je n'ai cessé de dénoncer l'absence de dialogue et les abus du pouvoir personnel.

Vous aurez à choisir le 23 juin entre trois candidats.

Le Parti communiste présente, contre moi, M. Maye, ce qui lui permettra, et c'est son droit le plus absolu, de compter les voix de ses adhérents.

Le pouvoir présente M. Moras. Il lui avait préféré M. Labat, de Peyrehorade, l'an dernier et, cette année, M. Goussebaire-Dupin.

Mais M. Moras a voulu être candidat. Il va avoir, dès lors, à défendre un dossier de faillite.

Son palmarès est pourtant éloquent :

Cantonales, mars 1961	Dussarthou	: élu — Moras : battu
Cantonales, juin 1961	Dussarthou	: élu — Moras : battu
Législatives, 1962	Dussarthou	: élu — Moras : battu
Cantonales, 1966	Lavielle	: élu — Moras : battu
Législatives, 1967	Lavielle	: élu — Labat préféré à Moras : battu
Cantonales, septembre 1967	Lavielle	: élu — Moras déclare forfait.

Le troisième candidat, c'est votre député.

Je souhaite que votre majorité très élargie sorte des urnes pour rénover la République et moderniser la démocratie.

Présenté par la Fédération, qui groupe les socialistes, les radicaux et les clubs, j'ai l'ambition de représenter cette force nouvelle — dépouillée de tout sectarisme imbécile — qui peut et doit gouverner le pays.

Comme en 1967, je compte grouper autour de mon nom les vrais Républicains épris de liberté et de progrès. Ils sont l'essentielle majorité des électrices et des électeurs.

Cette fois encore votre choix est simple et guidé par le bon sens.

Ce qui s'est passé en ce mois de mai 1968 ne doit jamais plus se reproduire.

L'ordre, la justice, la raison, en un mot, la République doit triompher.

Vous voterez pour votre député élu l'an dernier.

Merci à toutes et à tous !

Vive la République !
Vive la circonscription de Dax !

Henri LAVIELLE
Maire de Saint-Paul-lès-Dax
Conseiller général du canton de Dax
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Fernand SECHEER
Ancien député
Exploitant agricole
Président de la Fédération des métayers et fermiers des Landes

---

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs, travailleurs unis !

Merci pour le 21.717 électrices et électeurs du premier tour, qui m'ont témoigné leur confiance. Ils sont 1.864 de plus que l'an dernier.

La grande peur qui devait soulever un raz de marée gaulliste n'a fait, au premier tour, qu'une vague de 6 % ; c'est peu, après une campagne d'affolement.

Demain, le pouvoir devra dialoguer avec une opposition structurée et constructive, sinon, il retrouverait la contestation dans la rue, dans l'Université, à l'usine et au champ.

Cet équilibre parlementaire doit assurer l'après-gaullisme, dont le processus est d'ores et déjà entamé.

La représentation des travailleurs doit être puissante et unie pour exiger les réformes, défendre le pouvoir d'achat des nouveaux salaires.

Votez tous pour l'unité de la gauche que je représente.

Le régime gaulliste qui gouverne trop avec ses technocrates et pas assez avec le cœur de ses Ministres nous a conduits à l'injustice sociale, génératrice du chaos et de la révolte.

Seule, la gauche unie pourra préparer l'avenir de réconciliation et ménager les transitions dans l'ordre et la paix sociale.

Pour la jeunesse, un grand espoir s'est levé et je veillerai à ce qu'il ne soit pas déçu. J'en fais le serment solennel !

Tous ceux qui ont foi dans la justice, qui veulent un monde plus libre et plus généreux.

Ceux qui ont l'espoir dans l'avenir, l'audace d'entreprendre et la volonté d'aboutir, seront avec moi dimanche prochain.

Merci à tous !
Vive l'ordre et le travail !
Vive la République !
Vive la France !

Henri LAVIELLE
Maire de Saint-Paul-lès-Dax
Conseiller général du canton de Dax
Député sortant

Candidat unique des travailleurs républicains

Remplaçant éventuel :

FERNAND SECHEER
Ancien député
Exploitant agricole
Président de la Fédération des métayers et fermiers des Landes

---

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aire-sur-l'Adour, Amou, Geaune, Grenade-sur-l'Adour, Hagetmau, Montfort-en-Chalosse, Mugron, Saint-Sever, Tartas-Est, Tartas-Ouest, Villeneuve-de-Marsan.

M. Jean-Marie COMMENAY

(Candidat indépendant pour le progrès social et la défense des libertés républicaines)
élu le 30 juin 1968
(P.D.M.)

1re CIRCULAIRE

Ce que je suis :

1. *Républicain :* ayant approuvé la Constitution de 1958, j'y reste inébranlablement fidèle de même qu'à ses institutions.

Cela signifie sans équivoque que je suis contre toute subversion. Partant, je répudie les tentatives illégales d'investissement de l'Etat.

2. *Libéral* : Epris de tolérance et de mesure, attaché aux valeurs de la civilisation humaniste et chrétienne de l'Occident, je refuse formellement tant le communisme que l'anarchie. J'exclus donc la démocratie populaire et je réprouve la montée de la violence.

3. *Social :* de toute ma volonté, j'entends que la société reconnaisse les droits des plus pauvres et qu'elle les émancipe de la misère et du besoin.

Le progrès économique doit profiter équitablement à tous les membres du corps social.

Ce que j'ai fait au Parlement :

Je suis entré à l'Assemblée Nationale dans un esprit constructif. J'ai activement participé au travail parlementaire. Mes nombreuses interventions et rapports en témoignent.

Libre de mes votes, j'ai pu à différentes reprises soutenir des propositions gouvernementales.

Au début de l'automne, je suis de ceux qui ont fait confiance au Gouvernement pour obtenir la révision des ordonnances.

Cependant, cette législature ayant été marquée par un amoindrissement des pouvoirs de l'Assemblée (pleins pouvoirs en matière économique et sociale - votes

bloqués), j'ai dû ouvrir certaines contestations notamment dans le domaine de la politique économique et sociale. Je l'ai fait, sans esprit partisan, mais uniquement dans le souci du bien commun.

Ce que je vous propose :

Pour éviter la démocratie populaire souhaitée par le P.C. et ceux de la F.G.D.S. qui sont ses otages, pour rétablir la paix civile menacée, pour faire la réforme sociale, j'appelle de mes vœux

— Une démocratie vivante et libre, étayée sur une majorité nationale élargie, ouverte à la discussion et sans inconditionnalité.
— Un changement de style dans les rapports de l'exécutif et du législatif ;
— Le renforcement de l'indépendance du pouvoir judiciaire et de l'impartialité de l'O.R.T.F.
— Une participation démocratique des populations à l'administration des régions de programme (assemblées régionales élues - caisse régionale d'investissement).

Politique économique : un changement est indispensable.

— Partisan de toutes mesures susceptibles de supprimer l'aliénation des salariés, il nous faudra à court terme lutter contre le chômage qui se développe et empêcher que la hausse des prix ne fasse reprendre d'une main ce qui a été acquis de l'autre.
— Dans l'immédiat, il nous faudra apporter une aide spéciale aux petites entreprises qui, spécialement dans notre région, subissent déjà les conséquences de la crise.
— Nécessité d'un effort de relance de l'économie (exportations, investissement, consommation).
La lutte contre le chômage exige la création d'emplois par la mise en œuvre d'une politique plus dynamique de l'aide à l'industrialisation, spécialement dans les régions déprimées.

Développement du progrès social et des équipements collectifs

Dans ce domaine, la hardiesse s'impose :

— augmentation des logements accessibles aux familles de condition modeste ;
— aide plus large aux personnes âgées (veuves, invalides et à tous les handicapés) ;
— réduction du taux de l'impôt sur le revenu notamment pour les petits salariés ;
— développement de l'équipement hospitalier, routier et téléphonique.

Actions spécifiques en faveur de la jeunesse :

— Invention d'un style de relations sociales fondé sur la participation des jeunes.
— Transformation dans cet esprit de l'Université et des Ecoles.
— Articulation entre l'Université et le marché du travail afin d'orienter les jeunes et de leur trouver des emplois correspondants à leurs facultés.

Politique de réconciliation nationale :

— Indemnisation des rapatriés ;
— Amnistie générale.

Politique étrangère :

— Poursuite de la politique de paix ;
— Construction méthodique de l'Europe par une délibération obligatoire des gouvernements sur les affaires essentielles (défense - diplomatie - affaires économiques - agriculture).
— Rassemblement européen sans caractère agressif conçu comme un facteur de défense et d'équilibre mondial en vue de garantir la paix.

Défense nationale :

Tant que le désarmement n'aura pas été réalisé, nous nous devons de maintenir un effort de défense moderne pourvu qu'il soit compatible avec le revenu national.

Agriculture :

Pour son avenir, et sa compétitivité, il importe de concilier l'efficacité économique et le maintien des exploitations de type familial.

— d'abord, par le développement des équipements collectifs (caves, silos, abattoirs, tunnels de congélation) autour desquels les exploitations individuelles peuvent s'organiser en vue d'assurer la discipline, l'organisation des marchés et l'amélioration de la qualité.
— par le respect de la parité des prix qui s'imposera d'autant plus que les agriculteurs risquent de supporter finalement les conséquences de la crise.
— par l'amélioration de la protection sociale.
— par des efforts d'aménagement rural (habitat, adduction d'eau, d'électrification, voirie) ;
— par des aides directes aux agriculteurs les plus désavantagés.

Problèmes catégoriels :

Anciens combattants : vous avez sur nous des droits que je respecte et que j'ai toujours soutenus.
Gemmeurs : je vous ai toujours défendus sans trêve ni relâche.
Salariés, fonctionnaires de l'Etat, militaires : dans la discussion budgétaire, j'ai soutenu vos intérêts, notamment des employés et préposés des postes et télécommunications, des gendarmes ainsi que des sous-officiers de carrière.
Commerçants et artisans : je défendrai, comme je l'ai toujours fait la qualité du service que vous rendez.
Agriculteurs : je n'ai jamais cessé d'être à l'Assemblée Nationale l'interprète de vos légitimes revendications notamment en soutenant la nécessité d'investissements industriels et commerciaux dans le secteur agricole.
Maires. Attaché comme vous-mêmes au maintien de la vie communale, je continuerai à m'opposer au démembrement de nos cités (menaces de suppression des perceptions, des gendarmeries, des services de voyageurs S.N.C.F.).

Electrices, électeurs,

Je me présente à vous avec mon très cher et fidèle ami Raymond Lafenêtre.
Hommes d'action, au service du peuple, nous travaillons tous deux à l'aménagement de la région.

Patriotes, nous sommes fondamentalement hostiles à l'anarchie et au désordre qui sapent le moral de la nation.

Républicains, nous nous opposons formellement à tous ceux qui veulent donner l'assaut à la République en provoquant le départ du général de Gaulle, Président de la République qui a été légitimement élu.

Démocrates, épris de liberté, nous n'en sommes que plus fondés à demander que la stabilité des institutions soit consolidée par l'instauration d'une démocratie dialoguée et par une participation plus réelle du Parlement aux affaires de l'Etat conformément à la constitution de 1958.

Nous demandons à tous les démocrates et à tous les républicains, épris d'ordre et de justice, de nous renouveler la confiance qu'ils nous témoignent depuis bientôt dix ans.

Pour la France,
Pour la République,
Pour les libertés.

JEAN-MARIE COMMENAY
Député sortant — Maire de Saint-Sever
Candidat indépendant pour le Progrès social
et la défense des libertés républicaines
(soutenu par Progrès et démocratie moderne)

Remplaçant éventuel :

RAYMOND LAFENÊTRE
Maire et conseiller général de Geaune

2e *CIRCULAIRE*

Landaises et Landais de la troisième circonscription,

Nous remercions de tout cœur les 18.704 d'entre vous qui nous ont accordé leur confiance dès le premier tour, nous plaçant largement en tête du ballottage.

Il nous appartiendra, dimanche prochain, de confirmer d'une manière aussi éclatante votre vote de dimanche dernier.

Mais, à tous ceux qui au premier tour avaient voté pour d'autres,

A tous ceux qui dimanche étaient empêchés ou s'étaient abstenus, nous demandons de réfléchir et en se prononçant pour nous de voter :

Pour : la sauvegarde de nos institutions contre la subversion anarchique ou l'investissement communiste.

Pour : l'avènement d'une majorité nationale ouverte au dialogue et donnant aux corps intermédiaires la place qui leur revient dans une vraie démocratie.

Pour : une économie humaine, assurant par la solidarité la croissance du niveau de vie, la résorption du chômage ainsi que la défense du pouvoir d'achat.

Pour : les grandes réformes désormais si urgentes à l'effet d'adapter les structures de l'Université, des administrations et des entreprises aux exigences de notre temps et de notre jeunesse.

Pour : le développement actif de l'industrialisation du Sud-Ouest par des aides plus importantes (réduction du prix de l'énergie, suramortissements, dépéréquations en matière de transports, etc.).

Pour : la régionalisation, grâce à l'institution d'un budget autonome d'équipement voté par une assemblée régionale élue.

Pour : une politique agricole efficace (aide publique aux investissements générateurs de compétitivité) et juste (allégement des charges sociales - respect de la parité des prix par l'indexation).

Agriculteurs et ouvriers, commerçants et artisans, chefs d'entreprise, membres des professions libérales, retraités et agents des services publics, jeunes et rapatriés,

Notre qualité de maires actifs et réalisateurs, les actions que nous avons inlassablement menées pour vous, prouvent notre dévouement, au service du développement régional et de vos intérêts.

APPEL

Nous invitons tous les démocrates d'inspiration libérale et sociale à se rassembler autour de notre candidature.

Nous les adjurons de vouloir bien considérer que malgré notre avance, notre élection ne sera acquise que par un vote massif en notre faveur.

C'est le moyen unique de faire utilement barrage à la candidature commune proposée par la coalition du Parti communiste et de la F.G.D.S.

Pour les Landes, la France et la République !

Jean-Marie COMMENAY

Député sortant — Maire de Saint-Sever
Candidat indépendant pour le Progrès social
et la défense des libertés républicaines

(soutenu par le Centre progrès et démocratie moderne)

Remplaçant éventuel :

Raymond LAFENÊTRE

Maire et conseiller général de Geaune

LOIR-ET-CHER

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Blois-Est, Blois-Ouest, Contres, Herbault, Mer, Montrichard.

M. Pierre SUDREAU
élu le 30 juin 1968
(P.D.M.)

1re CIRCULAIRE

En mars 1967, je vous indiquais textuellement dans ma profession de foi :

> *« Je me présente aux élections, parce que, comme la plupart d'entre vous, je suis préoccupé de l'avenir : l'évolution des institutions, la situation économique, le péril nucléaire, autant de sujets de profonde inquiétude pour nous et nos enfants.*
>
> *« Je suis un homme libre et j'entends le rester. Je soutiendrai selon ma conscience l'action la plus conforme à l'intérêt général contre les inconditionnels de toutes tendances.*
>
> *« Signataire de la Constitution de 1958, je suis pour les institutions nouvelles, à condition qu'elles soient loyalement appliquées. »*

Souvenez-vous également, de mes déclarations pour la vraie stabilité, pour une véritable politique de progrès économique et social, pour la vraie paix....

Ces déclarations sont plus que jamais valables.

J'ai toujours redouté la division des Français en deux camps opposés.

Hélas, les événements me donnent raison. La France vient de passer près de la guerre civile.

Si les méthodes du Gouvernement ne changent pas, les mêmes causes produiront les mêmes effets, et le pire est à craindre !

A peine élu, le Parlement a été dépossédé de ses prérogatives et le Gouvernement a légiféré par ordonnances au mépris de la représentation populaire.

Les méthodes doivent changer.

La notion de majorité n'a de valeur que s'il y a dialogue.

Je n'ai cessé de réclamer des réformes, notamment :

— pour une politique économique dynamique de plein emploi ;

— pour l'Université et la modernisation de l'enseignement : mes propositions faites en 1962 et qui sont reprises actuellement sont, hélas, restées en sommeil après mon départ ;

— pour une information impartiale et objective ;

— pour une véritable démocratie économique et sociale, en particulier par l'abrogation des ordonnances, par le développement de l'économie régionale, l'orientation et la formation professionnelle, la supression effective des zones de salaires ;

— pour l'abaissement de l'âge de la retraite ;

— pour les personnes âgées, intensification de l'aide à domicile et revalorisation des retraites ;

— pour aider l'artisanat et les petites et moyennes entreprises à s'adapter au monde moderne ;

— pour le respect des droits des anciens combattants ;

— pour une réforme profonde de la politique d'attribution des bourses ;

— et pour l'agriculture : sans attendre l'agriculture « prospère » promise pour dans dix ans, la recherche de la justice exige dans l'immédiat, pour les agriculteurs la parité avec les autres catégories sociales, par l'augmentation de leurs revenus, la formation de leurs enfants, l'aménagement de leurs structures, et l'indexation notamment pour la viticulture.

Ces réformes doivent se faire, dans la légalité et l'ordre républicains que je défendrai résolument.

Pour l'avenir de Blois et de sa région :

En un an, mon activité parlementaire ne s'est pas ralentie. J'ai fait notamment plus de 50 interventions publiques et répondu à plusieurs milliers de demandes les plus diverses de la part des électeurs de l'arrondissement.

Ce que nous avons réclamé en mars 1967.

1. — Pour les personnes âgées :
Construction de maisons de retraite modernes ; Intensification de l'aide à domicile.
2. — Construction immédiate d'un deuxième pont à Blois.
3. — Mise en chantier du pont de Chaumont.
4. — Construction de logements pour Blois.
5. — Développement pour l'extension économique : par la formation professionnelle.
6. — Crédits d'investissement pour le monde rural.
7. — En faveur de l'agriculture et de la viticulture, prix, blocage et importations.

Ce que nous avons obtenu en un an.

La commission administrative réalisera la construction d'une maison de retraite à « La Pinçonnière », et de deux établissements dans le secteur Est de Blois ;

Construction de logements-foyers par la ville de Blois ;

Commencement des travaux en février 1968.

Commencement des travaux en août 1967.

Négociations pour obtenir la mise en route d'un programme de 1.200 logements. Programme lancé.

Création d'une véritable université du travail à Pontlevoy.

Très forte augmentation des crédits pour l'électrification rurale.

Démarches incessantes en faveur de la levée des blocages successifs, arrêt des importations des vins d'Algérie, la fiscalité excessive.

Lutte efficace contre l'ordonnance interdisant la chaptalisation, normalisation dans la commercialisation des asperges, pour le Loir-et-Cher.

Ce qui reste à obtenir notamment.

— Construction d'une maison de la culture, théâtre à Blois, et d'un ensemble sportif ;

— Accélération de la construction d'un hôpital neuf ;

— Pour les personnes âgées, intensification de l'aide à domicile et revalorisation des retraites ;

— Intégration des quartiers nouveaux, et notamment de la Z.U.P., dans la ville de Blois ;

— Défense vigoureuse des intérêts des petites et moyennes entreprises qui risquent d'être les principales victimes de la crise.

— La solution des problèmes sociaux et ceux du monde agricole et rural.

Comme nous vous le disions en mars 1967, nous nous engageons à continuer à travailler avec tous les responsables, à faire équipe, à chercher des méthodes nouvelles pour que la circonscription de Blois soit défendue dans ses intérêts.

Vous tous, qui aspirez à un avenir meilleur, qui souhaitez profondément exercer vos libertés dans la concorde nationale et dans une véritable République accessible à tous les progrès de notre temps ;

Vous toutes, qui désirez vivement la paix pour la sécurité de vos familles et le bien-être de vos foyers ;

En ces temps difficiles, votez pour celui que vous connaissez depuis longtemps.

Votez

PIERRE SUDREAU

Député sortant
Président du Mouvement européen
Commandeur de la Légion d'honneur
Croix de guerre 1939-1945
Déporté-Résistant.

Remplaçant éventuel :

ROBERT MOREAU

Maire de Vineuil
Croix de guerre 1939-1945
Ancien prisonnier de guerre
Ancien juge au Tribunal de commerce de Blois

2e CIRCULAIRE

Je remercie vivement toutes les électrices et tous les électeurs qui, m'ayant renouvelé leur confiance, m'ont permis d'être très largement en tête.

Mais les problèmes demeurent.

Il faut dépasser les divisions inutiles pour créer cette cohésion qui seule nous permettra de faire face à la situation économique et sociale.

Chacune, chacun, doit concourir à faire naître ce souffle nouveau dont la France a besoin.

Plus la confiance que vous me témoignerez sera large, plus je serai fort pour vous défendre.

⁂

Il faut qu'en votant tous pour Pierre Sudreau dimanche prochain, vous lui donniez les moyens de poursuivre son combat, notre combat, pour une démocratie vivante, pour la République, pour notre avenir.

PIERRE SUDREAU
Député sortant
Président du Mouvement européen
Commandeur de la Légion d'honneur
Croix de guerre 1939-1945
Déporté-Résistant.

Remplaçant éventuel :

ROBERT MOREAU
Maire de Vineuil
Croix de guerre 1939-1945
Ancien prisonnier de guerre
Ancien juge au Tribunal de commerce de Blois

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bracieux, Lamotte-Beuvron, Mennetou-sur-Cher, Neung-sur-Beuvron, Romorantin, Saint-Aignan, Salbris, Selles-sur-Cher.

M. Roger CORRÈZE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(app. U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

La France vit un cauchemar. Les émeutes du quartier Latin, l'arrêt prolongé des principales activités économiques, l'agitation dans de nombreuses grandes villes, l'intervention d'éléments subversifs incontrôlés, la prise de conscience d'un affreux conflit entre générations, font craindre le pire.

Dans d'impressionnantes manifestations de masse, le drapeau rouge et le drapeau noir se sont côtoyés, aux accents de « l'Internationale », alors qu'au même moment, le drapeau tricolore, celui de la Révolution française, celui de Verdun, celui de Bir-Hakeim et celui de la Résistance intérieure, était profané. La République vacillait sur ses bases.

Personne ne semblait avoir prévu un tel débordement de violence destructive. Beaucoup de politiciens crurent que le moment était venu d'emboîter le pas au courant révolutionnaire. C'est ainsi que M. Mitterrand, président de la Fédération de

la gauche et perpétuel candidat aux plus hautes charges de l'Etat, parlait d'imposer un Gouvernement populaire. Avec quelques autres, qui prenaient leurs désirs pour des réalités, il montait une combinaison ministérielle, sans se préoccuper des règles constitutionnelles.

Les accords de Grenelle, l'attitude énergique du Président de la République et la marée humaine de la Concorde et des Champs-Elysées, arrêtaient la marche vers l'abîme. Le général de Gaulle, en prononçant la dissolution de l'Assemblée Nationale, a voulu donner la parole au peuple. Il n'existait pas de manière plus démocratique, pour la Nation, de s'exprimer.

En raison des responsabilités qui sont les miennes depuis plusieurs années, fort de la confiance qui m'a été manifestée sur le plan local à deux reprises successives, conscient de la gravité des menaces pesant sur nos libertés, j'ai accepté d'être, dans ces nouvelles élections, le candidat unique pour la défense de la République. Je n'ai jamais appartenu à un parti politique. Je n'avais pas souhaité être candidat et je ne m'y étais pas préparé. En me présentant à vos suffrages, je veux simplement faire mon devoir, comme vous le feriez vous-mêmes.

Si vous faites de moi votre représentant au Parlement, je ne trahirai pas votre confiance. Bien des électeurs modérés ont dû être péniblement surpris en voyant à la télévision, leur mandataire, M. Loustau, applaudir frénétiquement les orateurs communistes lors du débat sur la motion de censure. Je puis vous assurer que je n'ai aucun goût pour l'anarchie, ni pour le totalitarisme lugubre, qu'il soit trotskyste, maoïste ou soviétique. Contrairement au député sortant, je ne suis pas l'allié et l'otage du Parti communiste. Avant tout, je suis partisan de l'ordre et du respect de la légalité républicaine : je ne me prêterai jamais à une compromission contraire à cet idéal.

Dans le cadre des Institutions que la France s'est données, j'agirai en homme libre au sein d'une majorité que je souhaite la plus élargie possible. Je n'hésiterai pas à dénoncer les erreurs du passé, celles des régimes précédents et aussi celles commises sous la V[e] République. Malgré de brillantes réussites en plusieurs domaines, celle-ci a eu le tort d'être souvent indifférente à l'injustice sociale et d'ériger en système de Gouvernement la technocratie et le mépris administratif.

En ce qui concerne l'avenir, je suis de ceux qui pensent qu'il peut sortir du bien des événements que nous venons de vivre et qui mettent en cause des structures inadaptées à notre époque.

Les accords de Grenelle (augmentation des bas salaires, diminution progressive de la durée du travail jusqu'à quarante heures, liberté syndicale au sein des entreprises, révision des textes sur la sécurité sociale, abaissement de l'âge de la retraite) et les Conventions particulières auxquelles ils ont servi de base, constituent une étape importante vers l'amélioration du niveau de vie. Il ne faut pas que ce résultat soit compromis par l'inflation et le chômage. Pour cela il faudra s'abstenir de toute démagogie et avoir le courage d'imposer tous les sacrifices que la compétition internationale peut rendre nécessaires. Connaissant parfaitement les soucis de la population que j'administre, je mets au premier rang de mes préoccupations, la sécurité de l'emploi.

En vue de la construction d'une société plus juste et plus humaine, de nouveaux rapports entre les étudiants et les professeurs, entre le personnel des industries et leurs employeurs doivent être élaborés. Ils devront reposer, ainsi que l'a déclaré le général de Gaulle dans sa récente interview, sur la notion de participation aux responsabilités. Je proclame cependant sans réserve mon attachement à l'économie privée qui réclame la liberté d'entreprendre et le maintien des petites et moyennes exploitations industrielles, agricoles et commerciales.

La France a toujours été un pays agricole, elle est faite pour le demeurer. En liaison avec les organisations professionnelles, je souhaite pouvoir œuvrer en faveur de la modernisation des structures, de l'amélioration de la production et de la fixation de prix rémunérateurs dans le cadre du Marché commun.

Certains parlent de la jeunesse ; j'ai prouvé, quant à moi, par des actes, mon attachement à son égard. Je soutiendrai sans hésiter les projets visant à assurer l'épanouissement intellectuel, moral et physique de nos jeunes.

Enfin, je considère que la solidarité nationale doit s'exercer d'une manière effective et non symbolique, en faveur des anciens combattants et victimes de guerre, des personnes âgées, des handicapés physiques, des familles, des rapatriés d'Algérie.

J'espère que sera réalisée au plus tôt l'amnistie totale, condition indispensable de l'unité française.

Telle est donc ma ligne de conduite ; j'aimerais vous entretenir longuement de l'action que je voudrais entreprendre en faveur de cette circonscription que je connais bien. Malheureusement le cadre restreint de cette circulaire ne me le permet pas, mais l'œuvre que j'ai déjà réalisée dans ma commune est une garantie de mes possibilités.

Je prends la responsabilité de défendre vos intérêts, que vous soyez paysans de Sologne et de la vallée du Cher, ouvriers des usines et ateliers, artisans et commerçants, présidents de sociétés sportives et culturelles, président de syndicats d'initiatives et de comités touristiques, maires et conseillers municipaux.

A vous de dire à l'homme nouveau que je suis, si vous approuvez ma volonté de soutenir les orientations nouvelles dans l'ordre et le respect de la légalité républicaine. Il ne suffit pas de se dire socialiste pour l'être, il faut avant tout être social, et je crois l'avoir prouvé.

Pour la défense de la République et de la liberté, le plus cher de nos biens, apportez-moi massivement vos suffrages dès le premier tour.

Vive la République !
Vive la France !

Roger CORRÈZE
47 ans
Hôtelier — Père de 3 enfants
Conseiller général de Loir-et-Cher
Maire de Salbris

Remplaçant éventuel :

Michel GIRARD
35 ans
Directeur commercial à Châtillon-sur-Cher

2e CIRCULAIRE

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Non, certes, les vrais démocrates ne sont pas tous du même côté, et aucun parti n'en a l'exclusivité. Ce sont des hommes et des femmes de tous les milieux, de tous les âges, de toutes les tendances politiques, qui, massés sous les plis du drapeau tricolore, ont fait reculer la subversion, à l'appel du général de Gaulle.

De même, les électeurs et électrices qui m'ont manifesté leur confiance et porté largement en tête de tous les candidats, ne sont pas tous et de loin des U.N.R. Les 19.934 personnes que je remercie d'avoir voté pour moi, ont compris le sens de mon combat. Quelles que soient leurs convictions profondes, elles se sont ralliées au seul candidat d'union dont l'objectif est :

La défense de la République.

M. Loustau a seulement en vue le triomphe d'un parti et le maintien d'une situation personnelle. En ce qui me concerne, je propose à tous les démocrates de cette circonscription de lutter pour nos libertés dont il est permis de penser qu'elles seront encore menacées.

Que faisaient M. Loustau et ses amis, lorsque nous étions au seuil de la guerre civile ? Une combinaison ministérielle...

M. Loustau aurait été bien inspiré de montrer la sincérité de ses sentiments démocratiques, en prononçant au moins une déclaration, à l'usage de ses électeurs. Il attendait silencieusement que soit renversé, sous la pression de la rue, puisque l'Assemblée ne l'avait pas fait, le Gouvernement légal de la France. M. Loustau est un inconditionnel de l'opposition. Il a été, ces dernières semaines, l'allié de ceux qui rêvaient de détruire notre société. Il n'est plus possible de lui faire confiance.

Un certain nombre de sincères démocrates votent encore pour lui. Que faudra-t-il pour leur ouvrir les yeux ?

Son action en faveur de la circonscription est seulement verbale. Il ne peut faire état d'aucun résultat valable. L'action agricole du parti dont il est le porte-parole est sévèrement jugée par les experts en la matière. M. Cormier, président de la Fédération des exploitants est candidat à Vendôme contre M. Yvon, appartenant comme M. Loustau, à la Fédération de la gauche socialiste de M. Mitterrand.

A chaque élection M. Loustau mendie les voix communistes. La Fédération de la gauche a déjà payé le prix de ces voix en se compromettant dans une entreprise révolutionnaire. Si ses candidats sont à nouveau sauvés par le Parti communiste, celui-ci exigera encore davantage la prochaine fois.

Pour un député qui soit un homme libre, pour la réalisation de toutes les réformes nécessaires, pour la prospérité de notre circonscription, pour maintenir la République et la faire plus juste et plus humaine.

Votez, votez tous, sans abstentions pour :

Roger CORRÈZE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

Conseiller général de Loir-et-Cher
Maire de Salbris

Remplaçant éventuel :

Michel GIRARD

Directeur commercial à Châtillon-sur-Cher

L'abstention le 30 juin risquerait d'avoir pour vous, pour votre famille, pour la France et pour la République, d'incalculables conséquences.

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Droué, Marchenoir, Mondoubleau, Montoire-sur-le-Loir, Morée, Ouzouer-le-Marché, Saint-Amand-de-Vendôme, Savigny-sur-Braye, Selommes, Vendôme.

M. Paul CORMIER

(Candidat de rénovation, de progrès, de paix sociale)
élu le 30 juin 1968
(P.D.M.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Le 23 juin prochain, à l'occasion des élections législatives, je sollicite vos suffrages et pour cela je tiens d'abord à me présenter, quoique pour bon nombre d'entre vous je ne suis pas un inconnu.

Paul Cormier, 47 ans, agriculteur à Villeromain, marié, père de famille (12 enfants), originaire de Houssay.

Pourquoi je suis candidat :

Parce que des personnes de toutes les classes sociales de notre arrondissement m'ont demandé de faire acte de candidature, considérant qu'après les événements politiques et sociaux que nous venons de vivre il était utile que des hommes comme moi, résolument tourné vers le progrès, puissent apporter leur contribution à la solution d'une France divisée en deux blocs, pour l'un inconditionnel, pour l'autre prêt à l'aventure et sans réelles solutions de rechanges.

J'ai décidé d'accepter, passant outre mes convictions personnelles qui faisaient de moi un militant professionnel plutôt que politique. Je déclare donc et ceux, et ils sont nombreux, qui me connaissent le savent, je suis l'homme ni d'un parti, ni d'un bloc.

Ce que je veux :

C'est apporter ma contribution à l'élaboration d'une société nouvelle à la condition que cela se fasse :

— dans la paix,

— dans la justice,

— dans la démocratie et en respectant les libertés des individus et des groupes sociaux et spécialement des corps intermédiaires que sont les organisations professionnelles et familiales.

Mon programme.

S'agissant d'une circonscription très diversifiée où s'imbriquent les problèmes urbains, ruraux, agricoles, je m'emploierai à être le représentant de tous.

Aux agriculteurs qui me connaissent bien je dis que j'œuvrerai sans attendre « l'agriculture prospère promise par qui vous savez » pour dans dix ans, pour que

dans l'immédiat on leur assure la parité avec les autres catégories sociales, par l'augmentation de leur revenu, la formation de leurs enfants, l'aménagement des structures.

Aux urbains je dis que l'essor économique de notre région est lié au développement de l'habitat, de l'industrialisation, du commerce local qui doit être défendu plus que jamais face aux grands monopoles.

L'ensemble des ouvriers et travailleurs salariés doivent pouvoir, par l'intermédiaire de leurs organisations syndicales, faire entendre leur voix au sein même des entreprises pour la défense de leurs intérêts et faire respecter leur dignité de citoyen. Et tout de suite l'abrogation des ordonnances, en matière de sécurité sociale et sur la coopération agricole.

Dans ces différents domaines je serai un porte-parole averti qui s'entourera de tous vos avis et conseils.

Aux ruraux, l'infrastructure insuffisante, (chemins, adductions d'eau, C.E.G., et C.E.S.) ne donne pas à notre région et en particulier au Perche toutes ses chances... Je réclamerai que la régionalisation du plan tienne compte en priorité de ces investissements nécessaires au maintien dans nos bourgs d'une vie sociale valable, indispensable à l'épanouissement de leurs habitants.

Sur les problèmes généraux.

La famille - Père de famille nombreuse, je connais le problème de la famille, je considère que la politique familiale en France doit être reconsidérée par l'instauration d'un vrai salaire pour la mère qui reste au foyer, mais également des possibilités pour ces dernières si elles le désirent de trouver des emplois à temps partiel.

La réforme fondamentale de la politique d'attribution des bourses pour une véritable promotion sociale.

L'emploi - La lutte contre le chômage sera un de mes objectifs permanents, c'est une condition essentielle de l'épanouissement des hommes et de la paix sociale dans notre pays.

— Défendre et faire respecter les droits des anciens combattants ;

— Redonner à nos personnes âgées toute leur dignité par une retraite honnête et des établissements adaptés, spacieux et confortables ;

— Obtenir rapidement les justes indemnités dues aux rapatriés.

Sur les problèmes internationaux.

L'Europe à construire, qu'elle soit économique ou politique trouvera en ma personne un ardent défenseur, c'est en effet entre les deux blocs antagonistes le seul moyen de maintenir la paix dans le monde.

En conclusion.

Electrices, électeurs de l'arrondissement de Vendôme, c'est sans autre ambition que celle de servir que je me présente à vos suffrages.

Pour une politique de rénovation, de progrès et de paix sociale et pour éviter à la France le chaos où la conduirait un parlement composé d'inconditionnels ou d'aventuriers je sollicite avec votre aide vos suffrages.

Paul CORMIER

Candidat de rénovation, de progrès, de paix sociale
Agriculteur à Villeromain
Conseiller municipal
Responsable agricole départemental
Chevalier du Mérite agricole

Remplaçant éventuel :

JEAN DESANLIS
Docteur-Vétérinaire
Conseiller municipal de Vendôme

2e CIRCULAIRE.

Electrices, électeurs,

A la lecture des résultats de dimanche dernier, j'arrive en tête des opposants au candidat sortant. Je vous remercie de la confiance que vous m'avez manifestée en m'apportant 8.458 suffraages.

Il est évident que cette situation me désigne comme étant le seul candidat au second tour, capable de mettre en échec le député sortant représentant l'Union des gauches.

Je fais appel à tous ceux qui ont voté pour le représentant giscardien et le représentant de l'U.D.R. en vue de défendre et faire respecter la Constitution de 1958 et la stabilité gouvernementale, grâce à une majorité élargie à tous ceux qui veulent défendre l'ordre et les libertés républicaines en bloquant sur ma candidature l'ensemble de leurs suffrages. Les résultats mathématiques me donnent un avantage de 1.600 voix, c'est peu, mais avec de la discipline nous devons l'emporter.

Je fais appel à tous ceux qui ont voté pour les candidats de la gauche. Un nombre important d'entre eux sont venus sur ma candidature dès le premier tour. Etant un candidat pour la participation, le progrès et la justice sociale, ils trouveront en moi un défenseur pour leurs revendications légitimes et ils connaissent mon souci permanent de promotion humaine.

Je fais appel à tous ceux qui ne se sont pas présentés aux urnes dimanche dernier ; qu'ils prennent leurs responsabilités le 30 juin.

Comme je l'ai évoqué au cours des réunions publiques, je ne suis pas le candidat d'une étiquette, mais je veux être le candidat d'une région et permettre à tous de s'exprimer par leur parlementaire.

Après la secousse qu'a subie la France lors des derniers événements, il est urgent que l'ensemble des citoyens se ressaisissent et abandonnent ce qui les divise pour rechercher ce qui les unit :

— le développement de leur région ;
— l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail ;
— le développement de nos entreprises, de notre agriculture dans le respect de tous.

Pas d'abstentions.

Votez :

PAUL CORMIER
Candidat de rénovation, de progrès, de paix sociale
Agriculteur à Villeromain
Conseiller municipal
Responsable agricole départemental
Chevalier du Mérite agricole

Remplaçant éventuel :

JEAN DESANLIS
Docteur-Vétérinaire
Conseiller municipal de Vendôme

LOIRE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Saint-Etienne-Nord-Est, Saint-Etienne-Nord-Ouest.

M. Michel DURAFOUR

(Candidat Progrès et démocratie moderne)
élu le 30 juin 1968
(P.D.M.)

1re CIRCULAIRE

L'exercice de la démocratie exige l'ordre public.

La division du pays en deux blocs — les communistes et les gaullistes — conduirait immanquablement à la guerre civile.

Voilà pourquoi seule l'existence d'un centre fort, représenté par le groupe « Progrès et démocratie moderne », est capable d'assurer la liberté individuelle et le progrès économique et social.

Voilà pourquoi Michel Durafour et le groupe « Progrès et démocratie moderne » ont voté la motion de censure, stigmatisant un Gouvernement prétendument fort disposant comme aucun autre jamais de tous les pouvoirs, qui a laissé pourrir une situation par faiblesse ou par calcul et dont le Premier Ministre, à l'heure la plus cruciale, se trouvait en voyage quelque part au Moyen-Orient à des milliers de kilomètres de Paris. Cette carence de l'autorité, ce renoncement à gouverner, tous l'ont condamné y compris M. Giscard d'Estaing, et ce dernier en termes particulièrement sévères. Michel Durafour et ses collègues, conséquents avec eux-mêmes, ont eu l'honnêteté de mettre leurs actes en accord avec leurs dires et avec leur pensée.

Et le Président de la République aussi a censuré le Gouvernement et sa propre majorité, en dissolvant une Assemblée qui n'avait pas eu le courage de renverser M. Pompidou et en évinçant les principaux Ministres responsables, dont ceux de l'Intérieur, de l'Education nationale et des Affaires sociales. Les faits sont là, chacun a les moyens de les contrôler.

Et maintenant ?

Maintenant il faut reconstruire après tant de destructions, bâtir la démocratie moderne attendue de tous.

Comment ?

— en assurant la paix civile, la sécurité de l'emploi, une retraite décente à un âge raisonnable, le dialogue avec toutes les forces vives de la Nation ;

— en rétablissant une situation économique dangereusement compromise par une grève qu'il eût été facile d'éviter au prix de quelques relations humaines ;

— en promouvant la société nouvelle au sein de laquelle travailleurs et employeurs, étudiants et agriculteurs, jeunes et personnes âgées, artisans et commerçants, anciens combattants et rapatriés d'Afrique du Nord, tous associés, trouveront leur vraie place ;

— en exigeant, dans les meilleurs délais, une réforme démocratique de l'enseignement, accompagnée des locaux scolaires et universitaires en nombre suffisant ;

— en construisant des logements sociaux, des hôpitaux ;

— en réduisant les dépenses improductives comme celles relatives à la bombe atomique ou aux subventions trop généreusement distribuées à des fins de prestige politique ;

— en aidant les personnes âgées et tous ceux généralement confrontés aux difficultés de l'existence : familles nombreuses, jeunes ménages en voie d'établissement, rapatriés spoliés et ruinés, anciens combattants à rétablir dans tous leurs droits ;

— en réalisant immédiatement l'Europe unie, l'Europe supranationale, notre dernière chance de prospérité et de paix.

Une tâche pareille, gigantesque, exige la participation de tous. Il existe dans ce pays une majorité également éloignée des extrêmes, des excès de la rue, de la violence condamnable d'où qu'elle vienne. Oui, une large union est possible, sans exclusive aucune, entre ceux qui sont décidés à gouverner démocratiquement, à respecter la liberté individuelle, à promouvoir le progrès social.

Maire de Saint-Etienne, assuré de l'appui de l'unanimité de mon Conseil municipal qui a tenu solennellement à me manifester sa confiance et sa sympathie, assisté de Pierre-Roger Gaussin, directeur du Collège littéraire universitaire et homme d'une qualité exceptionnelle, que je remercie de son concours, je me présente à vos suffrages, certain d'avoir accompli mon devoir de démocrate et confiant dans votre décision.

Votez dès le premier tour

Michel DURAFOUR
Maire de Saint-Etienne — Conseiller général
Député sortant « Progrès et démocratie moderne »

Remplaçant éventuel :

Pierre-Roger GAUSSIN
Directeur du Collège littéraire universitaire de Saint-Etienne

---

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Quinze jours durant, un adversaire excité, violant la loi, usant de faux, a mené contre le Maire de Saint-Etienne, avec des moyens financiers considérables, une campagne d'injures et de mensonges grossiers.

En plaçant néanmoins Michel Durafour en tête de tous les candidats, vous avez répondu vous-mêmes, mieux qu'il n'aurait su le faire, à ces débordements qui jugent leur auteur.

Surtout vous avez témoigné de votre volonté souveraine de le voir vous représenter à nouveau à l'Assemblée Nationale.

En sa personne, ous avez choisi *l'avenir.*

Vous avez choisi *l'ordre,* contre les émeutes de rues dont les responsables, MM. Fouchet, Peyrefitte et consorts ont été évincés du Gouvernement par le Président de la République.

Vous avez choisi *l'expansion économique,* dangereusement menacée par une grève ruineuse.

Vous avez choisi *le progrès social* contre l'égoïsme de la majorité sortante qui a ignoré systématiquement le sort des plus défavorisés.

Vous avez choisi le Maire de Saint-Etienne qui s'est efforcé, avec l'aide de la population solidaire, d'assurer la vie de la cité à une heure grave et difficile.

Vous avez choisi l'homme qui a voulu de toutes ses forces nouer le dialogue et convaincre ceux qui semblaient opposés qu'ils étaient les enfants d'un même pays et d'une même cité.

Vous avez choisi celui qui n'a ni barbouillé les murs ni inondé la ville de tracts, qui donc, seul de tous les candidats, a respecté la loi.

Dimanche prochain, vous confirmerez ce choix.

Michel Durafour n'a jamais cultivé la haine et ne la cultivera jamais. Il a mieux à faire, avec le concours de tous. D'abord, il souhaite une réconciliation de toutes les femmes et de tous les hommes de cette région afin de créer ici un pôle attractif pour de nouvelles industries et de nouveaux habitants. Il souhaite le maintien de l'ordre républicain et l'apport de tous en vue de la mise en place de cette société moderne unanimement désirée. Il demande les réformes de structures indispensables et les mesures sans lesquelles la France retomberait dans les errements d'hier : la sécurité de l'emploi, la construction d'écoles, de logements, d'hôpitaux, la réalisation de l'Europe supranationale.

Toutes et tous doivent participer à cette œuvre exaltante, unis dans l'effort et dans la réussite.

Dimanche dernier, vous avez déjà choisi : Michel Durafour.

Le 30 juin, vous confirmerez votre choix :

Michel DURAFOUR
Maire de Saint-Etienne
Conseiller général
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Pierre-Roger GAUSSIN
Directeur du Collège littéraire universitaire de Saint-Etienne

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Saint-Etienne-Sud-Est, Saint-Etienne-Sud-Ouest.

M. Lucien NEUWIRTH

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Stéphanoises, Stéphanois,

Après la période dramatique que nous venons de vivre, nous savons qu'il existe chez nous une majorité de femmes et d'hommes qui souhaitent voir se recréer dans notre pays l'unité de ceux qui veulent pour la France le progrès dans l'ordre, le respect de toutes les libertés, la fin des violences.

Il n'existe qu'une voie pour éviter le déchirement : Donner une majorité élargie aux candidats qui ont le courage de choisir et de faire connaître clairement leur choix.

Lucien Neuwirth fait partie des hommes qui veulent une nouvelle majorité où s'exprimeront librement les représentants de nuances différentes mais appartenant tous à la famille tricolore pour une démocratie libre.

Lucien Neuwirth a été partout et pour tous... l'homme du dialogue, cela est reconnu de Capitant à Giscard d'Estaing en passant par les centristes modérés et aussi même des fédérés non communistes.

Pour lui dans notre société la priorité revient à l'homme et aux valeurs fondamentales de notre civilisation : les libertés et la solidarité.

Après avoir refait l'unité nationale en accordant immédiatement l'amnistie générale et commencé l'indemnisation, la nouvelle Assemblée doit en priorité,

Sauver notre économie en péril :

Car ce qui compte le plus : le plein emploi, n'est assuré que par l'expansion or celle-ci peut être menacée par le déficit extérieur, la hausse inflationniste des prix qui mettraient en péril notre compétitivité.

Comment ? par une détente fiscale immédiate en faveur des entreprises industrielles, commerciales et artisanales qui impose de diminuer les dépenses publiques et de différer certaines dépenses militaires sans conséquences pour l'emploi, en lançant un grand emprunt d'Etat destiné à l'équipement social et industriel.

Il faut aussi réformer, établir un nouvel équilibre économique qui respecte la dignité des travailleurs, garantisse des revenus décents aux plus démunis et aux personnes âgées, rebâtir une Université libre et adaptée aux réalités humaines et économiques.

Parce qu'il défend bien Saint-Etienne.

Contre l'anarchie, les violences et le communisme
Pour l'unité française, la paix et les libertés
Votez massivement au premier tour

Pour déjouer les combinaisons du deuxième tour

Lucien NEUWIRTH

Député sortant
Chevalier de la Légion d'honneur
Médaille militaire

Remplaçant éventuel :

René ROINAT

Chevalier de la Légion d'honneur

Candidats d'Union pour la défense de la République
et des intérêts de Saint-Etienne - Rochetaillée

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Je suis profondément touché par votre marque de confiance qui me place très largement en tête au premier tour et vous en remercie de tout cœur.

Plus de 48 % d'entre vous ont fait sans équivoque le choix de notre unité contre l'anarchie, les violences, et pour la défense de toutes les libertés.

Dimanche, le danger n'étant pas écarté, je vous demande de venir voter en masse car les combinaisons obscures et médiocres du deuxième tour risquent de détourner le sens de vos suffrages.

Stéphanoises, Stéphanois, déjà votre confiance m'engage. Je suis certain que nous allons confirmer ensemble notre volonté d'union, nécessaire pour l'immense tâche qui nous attend demain pour que vive la République et vive la France.

Lucien NEUWIRTH.

Avec le reste de la France vous avez été 48 % à rejoindre le parti de la conscience nationale.

Pour Saint-Etienne,

Pour une France nouvelle qui saura tenir compte des leçons du passé,

Votez

Lucien NEUWIRTH

Député sortant
Chevalier de la Légion d'honneur
Médaille militaire

Remplaçant éventuel :

René ROINAT

Chevalier de la Légion d'honneur

Union pour la Défense de la République
et des intérêts de Saint-Etienne - Rochetaillée

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Pélussin, Rive-de-Gier, Saint-Chamond, Saint-Héand.

M. André CHAZALON

(Candidat Progrès et démocratie moderne)
élu le 30 juin 1968
(P.D.M.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Elue les 5 et 12 mars 1967, l'Assemblée Nationale n'aura vécu que quatorze mois.

Pourquoi une aussi courte législature ?

Le Gouvernement avait pourtant sa majorité. Mais les événements de ces dernières semaines, les revendications étudiantes, ouvrières, paysannes ont eu raison de ce qui apparaissait comme invulnérable.

La preuve est donc faite qu'une majorité passive ne peut prétendre être une force pour un Gouvernement.

C'est pour cela que nous disons non aux systèmes qui, sous couvert d'une quelconque majorité, interdisent à l'homme de participer à la vie active de son pays.

L'exercice de la démocratie est difficile, il ne se fait ni dans l'anarchie, ni dans l'inconditionalité, mais dans un dialogue avec tous les responsables.

Nous sommes entrés dans une ère nouvelle et, dans ce monde, nous avons à découvrir et à fixer des structures capables d'assurer les libertés individuelles et le progrès économique et social.

Comment ?

— En assurant la paix et la justice sociale ;
— En dialoguant avec toutes les forces vives de la Nation ;
— En rétablissant la situation économique, gravement compromise ;
— En réformant l'Université et l'administration ;
— En réalisant l'Europe unie.

Les problèmes nationaux ne doivent pas nous faire oublier ceux de notre région et nous continuerons d'y apporter tous nos efforts.

Les Français veulent un changement, ils ne veulent pas l'aventure. Ils rejettent l'affrontement des deux blocs qui diviserait profondément le pays.

Avec calme et clairvoyance, les électrices et les électeurs de la circonscription se prononceront le 23 juin prochain.

Pour promouvoir cette société nouvelle au sein de laquelle, travailleurs et employeurs, étudiants et agriculteurs, jeunes et personnes âgées, artisans et com-

merçants trouveront leur vraie place, nous sollicitons votre confiance et vous invitons à voter dès le premier tour.

André CHAZALON

Député sortant
Maire de la Grand'Croix
Conseiller général

Remplaçant éventuel :

Félicien CHABROL

Maire de Sorbiers
Conseiller général de Saint-Héand
Secrétaire de l'Association des maires de l'arrondissement de Saint-Etienne

présentés par « Progrès et démocratie moderne »

Pour des raisons de santé, M. V. Goujon, adjoint au maire de Saint-Chamond, n'a pu accepter d'être mon suppléant comme il le fut en mars 1967. Néanmoins, il a tenu à m'apporter son soutien et je l'en remercie vivement.

J'ai demandé à M. F. Chabrol d'assurer cette suppléance, je suis sensible à son acceptation.

Maire de Sorbiers, il a donné à sa commune une expansion incontestable et unanimement reconnue.

Conseiller général du canton de Saint-Héand, il est également secrétaire de l'Association des maires de l'arrondissement de Saint-Etienne.

A. CHAZALON.

Vincent Goujon
Pont Nantin
Saint-Chamond

Saint-Chamond, le 4 juin 1968.

Monsieur Chazalon
Député de la Loire
Maire de la Grand-Croix

Mon cher député-maire et ami,

Lors des élections législatives de mars 1967, vous m'aviez fait l'honneur de me demander d'être votre suppléant.

A nouveau, en vue du prochain scrutin, vous me renouvelez cette offre.

A mon grand regret et pour des raisons de santé je ne puis accepter.

Connaissant la fidélité à vos convictions, votre loyauté et votre dévouement à la chose publique, je suis convaincu que les électeurs de la troisième circonscription vous garderont leur confiance et assureront votre élection.

C'est le vœu sincère que je forme en vous priant de croire, mon cher député et ami, à l'assurance de mon amitié.

Vincent GOUJON.
Adjoint au Maire de Saint-Chamand

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Au premier tour de scrutin, 39,26 % d'entre vous nous ont accordé leur confiance.

Nous les remercions très sincèrement.

D'autres se sont exprimés différemment, nous respectons leur choix.

Demain, la nouvelle Assemblée Nationale devra assumer ses responsabilités.

— Politique étrangère et intérieure
— Action régionale
— Action économique et réformes sociales
— Réforme de l'Administration et de l'Université.

Elles le seront dans la mesure où tous les démocrates pourront exercer un véritable dialogue.

Electrices, électeurs,

Dimanche dernier, vous nous avez accordé 5.252 voix de majorité sur M. Magniny (candidat U.D.R. Ve République).

Ce dernier maintient sa candidature au second tour, il en donne les raisons c'est son droit.

Toutefois, observons les résultats du premier tour ;

Candidature communiste	9.260
— P.S.U.	6.475
	15.735

M. Reymond (candidat communiste) est le seul candidat de gauche au second tour.

Nos 19.154 suffrages nous désignent pour le distancer, mais attention : un déplacement de voix est toujours possible au second tour !...

Dimanche, les démocrates, tous les démocrates, sauront prendre leurs responsabilités.

Notre succès sera le leur.

André CHAZALON
Député sortant
Maire de la Grand'Croix
Conseiller général

Remplaçant éventuel :

Félicien CHABROL
Maire de Sorbiers
Conseiller général de Saint-Héand
Secrétaire de l'Association des maires de l'arrondissement de Saint-Etienne

présentés par « Progrès et démocratie moderne »

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bourg-Argental, le Chambon-Feugerolles, Firminy, Saint-Genest-Malifaux.

M. Eugène CLAUDIUS-PETIT

(Candidat du Centre de Progrès et démocratie moderne)
élu le 30 juin 1968
(P.D.M.)

1re CIRCULAIRE

Chers électeurs,

Nous avons trop craint le pire pour oublier jamais les événements de mai qui ont installé le pays, Paris surtout et quelques grandes villes, dans un climat de guerre civile.

Ainsi, nous avons vu à quoi aboutit une majorité inconditionnelle : l'affrontement dans la rue.

Le Gouvernement, prétendument fort, disposant comme personne n'en eût jamais, de tous les pouvoirs, a laissé pourrir la situation par faiblesse ou par calcul. Cette carence a été condamnée par tous, même par certains hommes de la majorité.

Le refus permanent du dialogue dans le cadre des institutions démocratiques ne laissait aux justes revendications qu'un moyen de s'exprimer : la rue.

Le calme, il convient de le souligner, dans lequel s'est exprimée dans notre région la voix des travailleurs des usines, des bureaux et des champs ne peut faire oublier l'importance nationale des événements et leur gravité.

Surpris par ces événements l'appareil du Parti communiste s'est ressaisi et il a tenté de transformer le mouvement revendicatif en manifestation politique, avec l'appui des formations dites « de gauche » qu'il entraîne dans son sillage.

L'objectif avoué était de transformer la République française en démocratie populaire. Mais les ouvriers n'ont pas marché.

La France n'aurait-elle donc rien d'autre à choisir que le pouvoir solitaire ou le pouvoir dominé par l'organisation communiste ?

Il existe cependant dans le pays une très large majorité d'hommes et de femmes qui veulent réaliser les réformes dans la paix sociale. Ces hommes, ces femmes veulent le changement mais refusent l'aventure et le désordre. Ils refusent la division en deux blocs antagonistes dont l'affrontement conduira à la guerre civile.

Et maintenant ? Maintenant, il faut arrêter la violence, ramener le calme dans le pays, dans l'université, dans les usines par le dialogue et la reconnaissance de ce qui est juste et respectable, dans le désir de réformes exprimé par les travailleurs, citadins et ruraux et les étudiants ; il faut, dans la paix civile, assurer la sécurité de l'emploi par une croissance économique suffisante et par la promotion d'une société nouvelle au sein de laquelle travailleurs et employés, étudiants et agriculteurs, jeunes et personnes âgées, artisans et commerçants trouveront leur vraie place.

Pour cela, il faut faire l'Europe unie, notre dernière chance de prospérité et de paix.

Il faut faire une République jeune, progressiste et humaine, celle que vous proposent le Centre de Progrès et de démocratie moderne et son candidat Claudius Petit.

CLAUDIUS-PETIT
Député sortant
Maire de Firminy
Conseiller général
Ancien Ministre.
Officier de la Légion d'honneur
Compagnon de la Libération
Croix de guerre

Remplaçant éventuel :

LOUIS BERGER
Maire de Roche-la-Molière
Chevalier de la Légion d'honneur

2e CIRCULAIRE

Appel à tous les Républicains

Le Parti communiste est le grand perdant du scrutin du 23 juin.

Dans notre circonscription, son candidat a perdu 1.250 voix sur le premier tour des dernières élections. Ce sont les voix des électeurs qui ne veulent plus voter pour le Parti communiste. Cela permet de penser que les voix qui se sont comptées sur le P.S.U. ne viendront pas appuyer une candidature contestée même par des communistes.

Une fois encore, Claudius Petit a été clairement désigné par le suffrage universel pour être dimanche prochain le candidat de tous les républicains et les démocrates de progrès pour qui liberté et dignité humaine ne sont pas des mots vides de signification.

Car c'est la liberté qui est toujours en cause et c'est elle qu'il faut défendre par delà les préférences particulières de chacun.

Car c'est la dignité humaine qu'il faut toujours affermir par des réformes :

— redonner aux jeunes ouvriers et étudiants l'espoir en une plus juste société.

— assurer à notre région, dans les villages des secteurs ruraux aussi bien que dans les vallées industrielles, la propérité et l'expansion qui chasseront le chômage.

Mais, attention, la partie n'est pas gagnée !

Pas une voix républicaine ne doit manquer à Claudius Petit le 30 juin.

Personne ne peut s'abstenir !

Le nouveau Parlement aura particulièrement besoin d'hommes libres, consciencieux et compétents pour entreprendre une politique nouvelle ;

Vous y enverrez Claudius Petit !

Votez CLAUDIUS PETIT et LOUIS BERGER.

CLAUDIUS-PETIT
Député sortant
Maire de Firminy

Conseiller général
Ancien Ministre.
Officier de la Légion d'honneur
Compagnon de la Libération
Croix de guerre

Remplaçant éventuel :

Louis BERGER

Maire de Roche-la-Molière
Chevalier de la Légion d'honneur

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : la Pacaudière, Roanne, Saint-Germain-Laval, Saint-Haon-le-Châtel, Saint-Just-en-Chevalet.

M. Alain TERRENOIRE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature communiste.

La France, dans son immense majorité, ne voulait rien de cela.

Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté, d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.

Nous voulons tous les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions, si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne et de le maintenir dans la voie du progrès. Mais ces réformes sociales, économiques et universitaires ne se feront que dans l'ordre et dans la légalité.

L'anarchie, le totalitarisme, c'est l'oppression et la misère pour tous les travailleurs, pour tous les citoyens, jeunes ou vieux, et d'abord pour les plus défavorisés.

Si, au Parlement depuis un an, une majorité solide et plus élargie avait été présente, épaulant constamment le Chef de l'Etat et le Gouvernement, nous n'aurions pas connu, sans doute, cette crise et sûrement pas la subversion qui a suivi.

C'est donc aujourd'hui pour vous un devoir sacré que de vous unir pour envoyer au Parlement des hommes décidés à défendre la République et à former pour cela une majorité solide et convaincue.

Elu votre député en mars 1967, j'ai eu à cœur d'accomplir la mission que vous m'aviez confiée.

En dehors de l'action politique et parlementaire que j'ai menée sur le plan national, j'ai surtout porté mes efforts pour un plus rapide, plus large et plus juste développement économique et social de notre région.

L'emploi, le logement, l'implantation industrielle, l'équipement en général, les voies de communication et le sort des agriculteurs ont été mes principales préoccupations et ont représenté l'essentiel de mon activité.

Je suis aussi resté en contact avec toutes nos communes pour les aider à résoudre leurs difficiles problèmes d'équipement.

J'ai tenu enfin des permanences à mon domicile et dans les mairies où j'ai reçu tous ceux qui ont sollicité mon aide.

En me confirmant massivement la confiance que vous m'avez accordée l'année dernière, vous me permettrez de poursuivre mon action en faveur de la région roannaise et de sa population.

Face au communisme totalitaire et à la violence, face à leurs alliés, choisissez celui qui veut défendre la République, la liberté, l'égalité, la paix civile.

Votez

ALAIN TERRENOIRE

Alain TERRENOIRE, né le 14 juin 1941 à Lyon
- petit-fils de Francisque Gay, né à Roanne, qui fut vice-président du Conseil et ambassadeur de France
- fils de Louis Terrenoire, député de l'Orne, ancien Ministre,
- diplômé d'études juridiques générales
- président-fondateur de l'Union des jeunes démocrates européens
- il était, avant d'être député, secrétaire général adjoint du groupe de l'Union démocratique européenne au Parlement européen
- élu en mars 1967 député de la cinquième circonscription de la Loire — membre de la Commission des lois de l'Assemblée Nationale
- directeur politique adjoint du journal « La Nation »
- il est le plus jeune député de France

Remplaçant éventuel :

JOSEPH PITIOT

Né à Roanne le 25 février 1910, Joseph Pitiot a fait ses études à l'Institution Saint-Louis-de-Gonzague à Roanne. A sa sortie de l'école il entre dans un tissage roannais où il a exercé la profession de représentant. Il est dans le même établissement depuis plus de quarante ans.

Mobilisé pour la guerre 1939-1945, Joseph Pitiot est prisonnier de guerre. En rentrant de captivité, il milite dans le Mouvement prisonnier MNPDG.

Marié, père de 3 enfants, il est conseiller municipal de Riorges depuis la Libération.

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Vous m'avez placé largement en tête au premier tour et je vous en remercie très sincèrement.

En me renouvelant votre confiance, 18.268 d'entre vous ont manifesté leur volonté de voir se réaliser les nécessaires réformes dans l'ordre républicain et ont choisi l'unité nationale contre la subversion et la division.

Au deuxième tour, pas d'absention face au communisme, le devoir s'impose de s'unir pour la défense de la République et des libertés.

Grâce à une majorité élargie, ouverte au dialogue et à la contestation, vous permettrez au Gouvernement d'agir avec efficacité pour améliorer la condition sociale, développer notre économie et réformer l'Université.

Je souhaite aussi poursuivre l'œuvre que j'ai entreprise au service de la région roannaise et de sa population.

Ainsi, nous pourrons confirmer ensemble notre volonté d'union, indispensable pour l'immense tâche qui nous attend demain et pour que vive la France.

Alain TERRENOIRE
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Joseph PITIOT
Conseiller municipal de Riorges

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Belmont-de-la-Loire, Charlieu, Feurs, Néronde, Perreux, Saint-Symphorien-de-Lay.

M. Paul RIVIÈRE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Vous avez tous suivi par la radio, par la télévision et par la presse, les graves événements dont notre pays a été le témoin, d'abord passif, puis de plus en plus actif, ces dernières semaines.

Nous avons tous vu les drapeaux rouges et noirs brandis au-devant de l'émeute préfiguant ce qui se passerait si la dictature communiste s'instaurait, supprimant toutes les libertés auxquelles nous tenons, aussi bien libertés de pensée que d'expression.

En suite de quoi, le général de Gaulle, Président de la République, a décidé de dissoudre l'Assemblée Nationale ; j'ai d'ailleurs été l'un des premiers députés à signer l'adresse au Chef de l'Etat lui demandant cette dissolution. Notre Assemblée se traînait, depuis son élection, de motion de censure en motion de censure, sans pouvoir mener à bien sa mission principale : faire les lois, et sans pouvoir entreprendre les réformes que nous souhaitions et que tout le pays souhaitait ; en effet, la majorité, quoique très unie, n'était pas assez forte en face d'une opposition dont le seul but était le départ du général de Gaulle.

La nouvelle consultation électorale qui me donne l'honneur de me présenter à nouveau à vos suffrages, doit fournir au Parlement, en nombre suffisant, des hommes décidés à défendre la République et vos libertés.

La situation est désormais bien nette :

— ou bien, vous acceptez qu'une minorité fasse la loi, descende dans la rue, commette des exactions de toutes sortes, entrave la liberté du travail,

et c'est la faillite de l'économie française, puis le chômage et la misère à brève échéance ;

— ou bien, vous voulez que la France continue de vivre et s'engage dans la voie du progrès social,

alors il sera possible d'entamer ce programme de réformes profondes dont les événements ont prouvé qu'elles étaient nécessaires et urgentes et dont le Gouvernement ne peut plus différer la réalisation.

Pour ma part, le choix me paraît facile : chacun sait que ses moyens d'existence sont liés à ses efforts personnels — car nul n'a jusqu'ici trouvé la façon de vivre sans rien faire. Or, le droit au travail ne peut s'exercer que dans la liberté. Encore faut-il que le travail de chacun, source de sécurité pour lui, pour sa femme et ses enfants, n'affecte en rien sa dignité. Il est normal que chacun veuille améliorer ses conditions de vie par une participation consciente et active à la marche de son entreprise.

C'est pourquoi il est nécessaire d'obtenir enfin des réformes importantes dans la situation de chacun des Français, qu'ils soient patrons, ouvriers, paysans ou étudiants ; ces réformes, le général de Gaulle, dans son entretien télévisé du vendredi 7 juin dernier, vous en a donné les grandes lignes, mais elles ne se feront que dans l'ordre et dans la légalité. L'anarchie, le totalitarisme, c'est l'oppression pour tous les citoyens, jeunes ou vieux, et d'abord pour les plus défavorisés.

Personnellement, je suis prêt, avec mon suppléant, M. Jean-François Deleurence, à soutenir l'action du Chef de l'Etat, le général de Gaulle, pour la défense des libertés républicaines et à me faire, devant le Parlement, le représentant de tous vos intérêts tels que je les définissais, il y a un an, dans ma précédente profession de foi.

Face à ceux qui s'allient provisoirement pour tout bouleverser, vous choisirez ceux qui veulent défendre la République, la liberté, l'égalité, la paix civile,

Vous voterez pour

PAUL RIVIÈRE

Député sortant — Maire de Montagny

Licencié ès lettres — Diplômé d'études supérieures

Commandeur de la Légion d'honneur — Compagnon de la Libération

Candidat d'Union pour la Défense de la République

Remplaçant éventuel :

JEAN-FRANÇOIS DELEURENCE

Exploitant agricole

Président du Syndicat agricole de Poncins

2e *CIRCULAIRE.*

Electrices, électeurs,

Dimanche dernier, vous m'avez accordé vos suffrages de façon si massive que,
sur 36.515 citoyens ayant exprimé leur choix,
18.051 ont voté pour moi
soit presque 50 % d'entre vous
et qu'il s'en est fallu d'un peu plus de 200 voix que l'élection ne soit acquise au premier tour.

Soyez-en remerciés !

Vous avez voulu, ce faisant, approuver l'idéal de justice et de paix que, d'un commun accord, nous avons choisi, vous et moi.

Vous avez compris que, dans les circonstances présentes, il fallait faire bloc pour étouffer dans l'œuf l'entreprise de subversion dont on avait vu les signes avant-coureurs pendant le mois de mai.

Déjà, dans l'ensemble de la France, de même que dans notre circonscription, une majorité se dessine. Si le second tour la confirme, en regroupant encore plus largement tous ceux qui veulent défendre la République et les libertés, elle pourra, par son importance et par son soutien au Gouvernement du général de Gaulle, élaborer avec lui les réformes nécessaires et mettre en œuvre une politique de progrès social où chacun devrait trouver son compte.

C'est pourquoi, dimanche prochain, vous devez tous participer au scrutin.

Vous abstenir, sous prétexte que les jeux sont faits, serait un mauvais calcul et vous enlèveriez à votre candidat l'appui de voix qui lui seront précieuses pour mener à bien l'œuvre entreprise.

Le 30 juin prochain, vous voterez tous pour :

PAUL RIVIÈRE

Député sortant — Maire de Montagny
Licencié ès lettres — Diplômé d'études supérieures
Commandeur de la Légion d'honneur — Compagnon de la Libération

Remplaçant éventuel :

JEAN-FRANÇOIS DELEURENCE

Exploitant agricole
Président du Syndicat agricole de Poncins

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Boën, Chazelles-sur-Lyon, Montbrison, Noirétable, Saint-Bonnet-le-Château, Saint-Galmier, Saint-Georges-en-Couzan, Saint-Jean-Soleymieux, Saint-Rambert-sur-Loire.

M. Michel JACQUET

(Candidat Républicain indépendant pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Après les très graves événements qui viennent d'ébranler la France et la République, l'Assemblée Nationale est dissoute et de nouvelles élections ont lieu le 23 juin.

Représentant sans interruption depuis seize ans la circonscription de Montbrison au Parlement, je dois donc me présenter une fois encore aux suffrages de mes concitoyens.

Conscient des devoirs d'un représentant du peuple, je crois les avoir remplis du mieux possible au cours des mandats successifs qui m'ont été confiés. Pendant cette législature, j'ai toujours voté en conscience dans l'intérêt majeur du pays et de la République.

Peut-être allez-vous me reprocher d'avoir changé ? Cette question vous brûle les lèvres. Je répondrai : non. Je n'ai pas changé de politique. « Indépendant j'étais, indépendant je reste », attaché fermement aux principes que j'ai toujours défendus !

Je n'ai pas voté la motion de censure du 23 mai : c'est vrai ! parce qu'après des heures de réflexion avec quelques amis et non des moindres, j'ai souscrit aux paroles du Président Pleven, « je n'ai pas voulu ajouter à la grave crise que traverse le pays, une crise politique qui n'aurait fait que retarder l'ouverture des négociations qui s'imposent ».

Maintenant je m'adresse à vous, électeurs que je connais bien et qui me connaissez bien : à vous tous je demande :

« Dans le fond de votre cœur et devant l'angoisse qui étreignait le pays, faisant appel à toute votre raison, je vous interroge : l'auriez-vous votée ? »

Si vous répondez « oui » c'est parce que, pour vous, je me suis trompé ; vous pouvez le regretter mais vous ne pouvez me faire le reproche d'avoir voulu servir ce que j'estimais être la vérité.

Si votre réponse rejoint la mienne, alors votre vote, sans la moindre hésitation, viendra rejoindre celui de tous mes amis.

Avec vous et par vous, je serai de ceux qui, demain, seront les artisans des réformes indispensables dont chacun prend enfin conscience.

Partisan de dialogues que le pouvoir a jusqu'à ces derniers jours, trop longtemps différés, je serai de ceux qui disent non à l'anarchie.

Refusant toute polémique, par delà les passions stériles et les querelles partisanes, je contribuerai à sauver notre pays et ses institutions républicaines.

MICHEL JACQUET

Député sortant — Questeur de l'Assemblée Nationale
Conseiller général — Maire de Saint-Etienne-le-Molard
Candidat républicain indépendant pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

CAMILLE PASSOT

Docteur en pharmacie
Ancien prisonnier de guerre
Membre fondateur de la Mutuelle chirurgicale des A.P.G. de la Loire
Maire de Saint-Galmier

2e *CIRCULAIRE.*

Electrices, électeurs,

Je remercie sincèrement les 23.773 électeurs qui m'ont renouvelé leur confiance dimanche et l'ont accordée à M. Passot, mon suppléant dont le concours a si largement contribué au succès du premier tour.

Malgré la présence de cinq candidats, il ne m'a manqué que 235 voix pour être élu : ce résultat doit être non seulement confirmé mais amplifié au scrutin de ballottage du 30 juin. Je fais appel à tous, à tous ceux qui sont attachés aux grands

principes républicains de liberté et de justice, dans l'ordre et la légalité ; je demande à ceux qui m'ont déjà accordé leurs suffrages de maintenir fermement leur position.

Au premier tour, les électeurs ont choisi en toute liberté, c'était leur droit : maintenant au scrutin de ballottage, leur devoir est de voter et, par leur vote, de manifester leur attachement à la République et aux principes qui nous sont chers.

Comme par le passé, mon dévouement restera acquis à mes compatriotes de cette circonscription forézienne qui me manifeste sa fidélité depuis tant d'années.

Michel JACQUET.

Michel JACQUET

Député sortant — Questeur de l'Assemblée Nationale
Conseiller général — Maire de Saint-Etienne-le-Molard
Candidat républicain indépendant pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

Camille PASSOT

Docteur en pharmacie
Ancien prisonnier de guerre
Membre fondateur de la Mutuelle chirurgicale des A.P.G. de la Loire
Maire de Saint-Galmier

LOIRE (HAUTE-)

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bas-en-Basset, Fay-sur-Lignon, le Monastier-sur-Gazeille, Monistrol-sur-Loire, Montfaucon-du-Velay, le Puy-Sud-Est, Retournac, Saint-Didier-en-Velay, Saint-Julien-Chapteuil, Tence, Vorey, Yssingeaux.

M. Jacques BARROT

(Candidat du Centre Progrès démocratie moderne)
élu le 30 juin 1968
(P.D.M.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Il y a un peu plus d'un an, vous m'accordiez, ainsi qu'à Roger Fourneyron, une très large confiance. Soucieux de fidélité et d'efficacité, je me suis efforcé de ne jamais oublier ce que nous avions placé ensemble au cœur de nos préoccupations. Si vous me renouvelez votre confiance, de la même façon, je poursuivrai l'œuvre entreprise.

Fidèle à mes engagements...

— Vous m'aviez fait confiance pour que je sois à l'écoute et au service de tous.

Multipliant mes permanences, entreprenant une visite progressive de toutes les communes, soucieux de rencontrer responsables locaux, syndicaux et professionnels, je n'ai pas compté mon temps.

Mon action restera toujours aussi attentive à vos problèmes, et je poursuivrai le dialogue et les contacts de la même façon.

— Vous m'aviez fait confiance pour aider la Haute-Loire à construire son avenir.

J'ai défendu sans relâche nos agriculteurs, auxquels furent consacrées mes premières interventions parlementaires. J'ai réclamé pour eux au nom de la solidarité nationale, la parité, tant par le soutien des prix, que par un important effort social.

Pour lutter contre la crise de l'emploi, je m'efforce de promouvoir l'implantation de petites industries, seule façon de retenir notre jeunesse. Mais il faudra aussi exiger une aide exceptionnelle de l'Etat pour nos petites et moyennes entreprises et notre artisanat menacés par les conséquences de la crise actuelle.

La Haute-Loire doit réaliser sa vocation de terre d'accueil grâce à la proximité de grands ensembles urbains. Encore faut-il développer son équipement : en particulier dans le domaine des voies de communication. J'ai plaidé à ce sujet de nombreux dossiers dans les ministères.

— *Vous m'avez fait confiance pour donner la priorité à l'humain.*

Membre de la Commission des affaires sociales à l'Assemblée Nationale, je me suis particulièrement attaché aux problèmes de la jeunesse et de son épanouissement. L'équipement scolaire et la formation professionnelle pour adultes mobiliseront plus que jamais toutes nos énergies.

J'ai déclaré au Ministre des Finances que personnes âgées, malades, handicapés physiques, inadaptés, ne doivent pas être oubliés. Je le répéterai jusqu'à ce que des crédits substantiels soient obtenus, en particulier dans le domaine des retraites et des besoins hospitaliers.

J'ai conscience d'avoir bien servi le pays.

Ce programme est vaste, mais la crise qui secoue notre pays risque de multiplier et d'aggraver les problèmes. Je veux m'ouvrir à vous très franchement de ce drame national, en homme qui croit avoir eu raison de faire toujours ce que lui dictait son sens du bien commun.

Entré au Parlement sans parti pris, avec un esprit constructif, j'ai dû bientôt, avec Jacques Duhamel, condamner les pleins pouvoirs utilisés pour réformer la sécurité sociale. Que de mécontentements le Gouvernement n'a-t-il pas accumulés avec une politique autoritaire trop peu soucieuse de justice sociale et de dialogue ? Je pense à nos demandes répétées pour une élévation progressive du S.M.I.G., une réforme de l'O.R.T.F. et qui furent rejetées

La crise est venue, d'une ampleur à la mesure des erreurs commises. Alors, une fois de plus, nous avons pris courageusement nos responsabilités pour enrayer au plus vite l'enchaînement du désordre et de la violence. Devant la paralysie du Gouvernement, une seule voie s'offrait au Parlement : obtenir du Chef de l'Etat, dans le cadre des institutions, un nouveau Gouvernement disposant de l'autorité nécessaire pour condamner la violence et pour proposer ce calendrier de réformes tant attendues.

Voilà ce que signifiait mon vote de la censure, qui, largement suivi, aurait permis à la France de retrouver plus vite le calme pour aller à ces élections que le Chef de l'Etat a fini par admettre.

La décision est maintenant aux Français qui, seuls, peuvent donner au pays cette majorité nouvelle nécessaire.

Pour un avenir d'ordre, de progrès et de justice.

— L'unité des hommes lucides et courageux qui constitueront cette majorité se fera autour du refus des extrémismes et de la volonté de rénovation.

- Ils refuseront tout ce qui peut provoquer la coupure de la France en deux blocs : rien ne se construit dans la haine et l'incompréhension.
- Ils n'admettront pas l'inconditionnalité qui fait perdre aux hommes le sens de l'initiative et de la responsabilité.
- Ainsi, ils éviteront que la violence et la rue constituent le recours des mécontents, ce qui ferait le jeu du totalitarisme que vous condamnez.

— Avec la même vigueur, ils s'attacheront à renouveler les méthodes, à changer les priorités, à défendre les institutions.

- Renouveler les méthodes, c'est rapprocher des hommes un pouvoir jusqu'ici trop lointain. C'est redonner à chacun le sens de ses responsabilités et les moyens de les exercer.

- Changer les priorités, c'est permettre à l'homme de s'épanouir dans la société moderne. Cela suppose une politique de l'éducation des jeunes, un souci constant de justice sociale, un effort de décentralisation pour redonner vitalité et espoir à nos régions, dans le cadre de l'Europe unie.
- Défendre les institutions, c'est respecter la légalité républicaine et la Constition. C'est assurer la priorité au droit sur la force pour résoudre les problèmes.

J'ai besoin, ainsi que Roger Fourneyron, de votre confiance pour travailler plus que jamais avec vous, dans la loyauté et la générosité, au service de tous.

Jacques BARROT

Député sortant
Licencié en Droit
Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris
Adjoint au Maire d'Yssingeaux
Conseiller général de la Haute-Loire

(Candidat du Centre Progrès démocratie moderne)

Remplaçant éventuel :

Roger FOURNEYRON

Directeur du Centre des Deux-Rocs
Conseiller municipal du Puy

2e CIRCULAIRE.

Chères électrices, chers électeurs,

Par plus de 4.000 voix d'avance sur mon suivant immédiat et malgré une campagne violente et souvent injuste à mon égard, vous m'avez renouvelé votre confiance. Vous m'avez montré que mes options correspondent à vos aspirations et à vos préoccupations.

La crise grave que nous venons de vivre doit être pour nous l'occasion d'une prise de conscience, d'une réflexion.

— La jeunesse est soucieuse de l'avenir, justement angoissée, et en arrive à mettre en cause les fondements mêmes de notre société.
— De nombreux mécontentements dans le monde du travail et dans le monde agricole prouvent que trop d'inégalités, trop d'injustices flagrantes persistent.

Elle impose de nouvelles orientations.

— Il est clair que notre économie a besoin d'une relance audacieuse pour éviter le chômage et atténuer les conséquences de la crise. Les dépenses de prestige et certaines dépenses militaires doivent céder le pas aux investissements productifs.
— Il est clair que notre agriculture a besoin d'une action immédiate et énergique, dans le cadre d'une relance européenne.
— Il est clair que notre jeunesse exige une véritable formation professionnelle et humaine dans le cadre d'une éducation nationale rénovée.

— Il est clair que les justes revendications des personnes âgées, des malades et des handicapés physiques doivent être satisfaites.

Telles sont les orientations qui peuvent nous éviter une nouvelle crise plus grave encore que celle que nous avons connue.

Nul ne peut croire qu'il suffira de ne rien changer à une politique qui n'a pas su prévoir. Fidèle à mes engagements, j'ai condamné avec courage ce qui devait l'être. Mais je ne me laisserai jamais aller à une opposition de principe contraire à l'esprit constructif dont je me suis toujours réclamé.

Plus que jamais, j'ai la conviction que la Haute-Loire a besoin d'une défense sans défaillance.

— Plus que d'autres en effet, nous risquons de faire les frais de la crise et du refus des vraies solutions.

— Notre agriculture, notre commerce, notre artisanat, notre petite industrie forment un tout que l'on ne saurait dissocier : Nous ne saurions négliger l'un sans les condamner tous.

A l'écoute de tous, je mettrai plus que jamais mon temps, ma formation, mes relations à votre service ; ma porte restera ouverte à tous sans aucune distinction.

Avec Roger Fourneyron, nous travaillerons à l'établissement d'une société plus juste, plus épanouie et plus heureuse. Nous voulons préférer l'espérance à la peur, la réflexion à la révolte, la compréhension à la haine.

Jacques BARROT
Député sortant
Licencié en Droit
Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris
Adjoint au Maire d'Yssingeaux
Conseiller général de la Haute-Loire

Candidat du Centre Progrès et démocratie moderne

Remplaçant éventuel :

Roger FOURNEYRON
Directeur du Centre des Deux-Rocs
Conseiller municipal du Puy

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Allègre, Auzon, Blesle, Brioude, Cayres, la Chaise-Dieu, Craponne-sur-Arzon, Langeac, Lavoûte-Chilhac, Loudes, Paulhaguet, Pinols, Pradelles, le Puy-Nord-Ouest, Saint-Paulien, Saugues, Solignac-sur-Loire.

M. René CHAZELLE

(Candidat de la fédération pour la démocratie et l'avenir de la Haute-Loire)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Si la France vient de connaître des semaines agitées, si la crainte s'est emparée de tant de nos compatriotes, nous devons rechercher objectivement l'origine de ce grave malaise. La réponse nous est donnée avec une rude franchise par un gaulliste de la première heure, M. René Capitant, ancien président de la Commission des lois, actuellement Garde des Sceaux, Ministre de la Justice de M. Pompidou : « Le Gouvernement est entièrement responsable et c'est mon devoir de parlementaire de le marquer, d'obliger les Ministres à assumer leurs responsabilités et, quant à moi, à essayer de les renverser. Je considère que le Gouvernement actuel a accumulé une série d'erreurs qui sont à l'origine des troubles que la France a connus, de l'émeute et de la dévastation du quartier Latin d'abord, puis de cette immense chaîne de répercussions auprès de la classe ouvrière et des syndicats. »

Pendant des années, les erreurs ont été accumulées, des promesses ont été faites et rarement tenues.

La France, qui est le pays où l'on paye en Europe le plus d'impôts, est écrasée sous le poids de dépenses de prestige et de fausse grandeur.

A la Chambre, votre député a lutté contre une politique qui s'acharne à chasser de leurs terres nos petits exploitants, qui refuse de soutenir les prix agricoles, qui favorise les grosses concentrations au détriment des commerçants, artisans et petits industriels, qui rejette hors de l'expansion tant de salariés, qui laisse les personnes âgées dans un semi-dénuement et qui tourne le dos à la jeunesse.

Pour fuir ses responsabilités, le gouvernement cherche à masquer sa faillite en utilisant une diversion. Il veut opposer les Français à d'autres Français, d'un côté les anges et de l'autre les démons. Il y a 30 ans, Outre-Rhin, le même procédé a été utilisé et nous en connaissons la suite.

Pour abattre René Chazelle, le pouvoir lui dépêche deux candidats, un giscardien, M. de Lachomette et un U.D.R., M. Raffier.

Dans l'autre circonscription, celle du Puy-Yssingeaux, son collègue Jacques Barrot, député du Centre démocrate, est menacé par deux candidats également giscardien et U.D.R. Le Pouvoir veut que tombent deux députés de l'opposition démocratique qui ont voté souvent ensemble pour défendre notre avenir.

Electrices, électeurs,

Si vous êtes contre la division de la France, pour plus de fraternité, si vous êtes contre le désordre pour l'ordre dans la justice, contre l'anarchie pour la liberté, contre toute tyrannie pour la démocratie, pour cette devise de liberté, fraternité, égalité qui

s'inscrit sur nos drapeaux et qui résume l'idéal généreux de la République qui est le bien de tous, votre vote ira à votre député sortant qui est un démocrate respectueux de toutes les convictions.

René Chazelle peut se présenter la tête haute, il a tenu ses engagements.

Son travail à la Chambre des députés et dans notre département a été énorme.

Député de tous, au service de tous, il s'est attaché avec acharnement à trouver la juste solution aux problèmes que vous lui avez confiés.

C'est votre député et votre ami que l'on veut abattre.

Groupez-vous autour de lui, défendez-le comme il vous a défendus. Il faut que, fort de votre soutien, il puisse demain à nouveau, lutter pour vous, pour la Haute-Loire, pour la France, pour la République.

René CHAZELLE

Député sortant
Membre de la Commission des lois
Président de la deuxième Commission du Conseil général
Membre de la Commission de développement économique et régional
Vice-président du Groupe parlementaire de la forêt
et Membre du Groupe des enfants inadaptés
Docteur ès lettres
D. E. S. Droit
Officier de la Légion d'honneur à titre militaire
Croix de guerre (4 citations)
Médaille de la Résistance
Officier de l'Instruction publique et de la Santé publique
Mérite agricole — Mérite social

Remplaçant éventuel

Camille SOLELHAC

Député suppléant sortant
Agent comptable à la Mutualité sociale agricole
Président de la Fédération de pêche et de pisciculture de la Haute-Loire

Candidats de la fédération pour l'avenir de la démocratie et de la Haute-Loire

---

2e *CIRCULAIRE.*

Merci à tous les électeurs et électrices qui m'ont apporté dès le premier tour une très large confiance, et m'ont ainsi placé en tête du scrutin.

Demain, pour notre pays, pour notre département, des problèmes concernant la vie de chacun de vous vont se poser d'une façon angoissante.

Si vous renvoyez la même majorité, elle pourrait croire que tout est résolu par ces élections dont l'inquiétude aura été le meilleur soutien. Je craindrais alors que demain ne soit comme hier, que vos soucis ne soient pas davantage compris, vos problèmes pas davantage résolus, et que l'on pense que vous êtes satisfaits de votre sort.

Ce serait une tragique erreur.

Il faut que votre député, courageux, compétent, dévoué, puisse défendre vos justes revendications.

Il devra s'élever pour dire que les agriculteurs connaissent un sort difficile, la mévente de leurs produits, un niveau de vie sans cesse plus bas, que l'exode rural doit être arrêté, et que le pays doit être solidaire de leur avenir.

Il devra s'élever pour dire que les salariés doivent bénéficier de l'expansion économique, des lois sociales qui ont été amputées, et que les avantages obtenus ne doivent pas être détruits par la hausse du coût de la vie et l'inflation.

Il devra s'élever pour dire que le chômage doit être résorbé, que l'âge de la retraite doit être avancé, pour donner à tous un emploi.

Il devra s'élever pour dire que les commerçants, les artisans et les petits industriels, tributaires d'une fiscalité excessive et tracassière, doivent bénéficier dans notre région d'exonérations fiscales spécifiques pour faire face aux charges nouvelles.

Il devra s'élever pour obtenir l'amélioration des retraites vieillesse et des allocations familiales, par une politique sociale plus humaine.

Il devra s'élever pour que les droits des anciens combattants, des victimes de la guerre et du travail, soient enfin reconnus.

Il devra s'élever pour que les jeunes puissent accéder aux plus larges connaissances sans que l'éducation ne soit une charge pour leurs familles.

Sans cela, que va devenir notre département et vous-mêmes qui l'habitez ?

Tout cela, Monsieur Raffier pourrait-il le faire ?

Enserré parmi ceux qui applaudissent inconditionnellement, je crains qu'il ne reste aussi silencieux à la Chambre que pendant la campagne électorale et son passage au Parlement.

Votez pour René Chazelle qui en quatorze mois vous a apporté la justification de son action, qui vous a rendu compte de son mandat alors que personne avant lui ne l'avait fait.

Demain, investi à nouveau de votre confiance, je serai l'élu de tous, des démocrates, de ceux qui ne dissocient pas la France de la justice et de la liberté.

Demain je serai votre défenseur à la tribune de la Chambre et partout où se jouera votre destin. Je continuerai encore et davantage à faire des permanences, à vous recevoir pour être avec vous dans vos soucis et vos espoirs.

Contre ceux qui diront comme toujours que tout va bien, je m'élèverai de toute ma force, pour réclamer en votre nom, les droits qui sont les vôtres.

Je revendique l'honneur de vous défendre et de me battre pour vous !

René CHAZELLE

Député sortant
Conseiller général et municipal de Blesle
Membre de la Commission des lois à l'Assemblée Nationale
Président de la deuxième Commission du Conseil général
Membre de la Commission de développement économique et régional
Vice-président du Groupe parlementaire de la forêt et membre du Groupe des enfants inadaptés
Ancien membre du Conseil supérieur de la magistrature et du Comité consultatif constitutionnel
Docteur ès lettres — D.E.S. Droit — Lauréat de la Faculté de droit de Lyon
Officier de la Légion d'honneur à titre militaire — Croix de guerre (4 citations)
Médaille de la Résistance — Officier de l'instruction publique et de la Santé publique
Mérite agricole — Mérite social

Remplaçant éventuel :

Camille SOLELHAC

Député suppléant sortant
Agent comptable à la Mutualité sociale agricole
Président de la Fédération de pêche et de pisciculture de la Haute-Loire

LOIRE-ATLANTIQUE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Nantes-I, Nantes-II, Nantes-III.

M. Henri REY

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Dans notre France, ce pays si attaché à la liberté et la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail, a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouges et noirs, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature communiste.

Les Français, après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, ont manifesté de manière éclatante leur désir d'ordre et de paix civile.

C'est aujourd'hui un devoir sacré que de s'unir pour défendre la République, la liberté et la légalité.

Vous me connaissez depuis bien des années. Je lutterai toujours, vous pouvez en être sûrs :

Pour vous aider et vous défendre.

Pour que s'améliore le sort de tous les travailleurs dans le cadre de la participation.

Pour que nos chefs d'entreprise soient à même d'exercer leurs responsabilités.

Pour que les cadres, indispensables à la vie de la Nation, se voient reconnaître la place qui leur est due.

Pour que le petit commerce, qui a fait preuve depuis un mois de son sens civique, puisse vivre.

Pour que nos anciens aient une vieillesse heureuse.

Pour que soit garanti l'avenir de nos jeunes.

Pour que les réformes nécessaires puissent s'accomplir dans l'ordre.

Une fois de plus, faites-moi confiance.

Votez pour Henry REY

Député sortant — Ministre d'Etat
Président à l'Assemblée Nationale du Groupe de l'Union démocratique pour la Ve République
Directeur commercial
Croix de guerre — 3 citations
Officier du Mérite sportif
Vice-Président des Amicales de réseaux de la France combattante
Administrateur du Port autonome Nantes - Saint-Nazaire

Remplaçant éventuel :

Alexandre BOLO

2e CIRCULAIRE

La semaine dernière je vous disais qu'il était, pour nous tous Français, un devoir sacré : la défense de la République et de la liberté.

Massivement, vous avez répondu le 23 juin.

30.146 électeurs de la première circonscription de Nantes ont clairement manifesté leur volonté.

Je les en remercie.

Pour pouvoir réaliser les réformes indispensables et cela dans la légalité, il me faut, dimanche prochain, tous vos suffrages.

L'heure est grave. Le scrutin sera décisif.

Le moment n'est plus où des voix pouvaient se porter sur des candidats poursuivant un même but mais par des chemins différents.

Le 30 juin, deux candidats seront en présence.

— L'un regroupera en un seul bloc les responsables du terrible ébranlement qu'a connu la France le mois dernier.
— L'autre appelle les hommes décidés à défendre leurs libertés, à promouvoir une démocratie sociale, juste et humaine, à s'unir.

L'espoir des démocrates ne passe pas par les tenants de l'aventure et du désordre.

Vous ne démissionnerez pas devant l'avenir.

Pas d'abstentions.

Vous voterez tous le 30 juin pour la défense de la République

pour Henry REY

Ministre d'Etat — Député sortant
Directeur commercial
Croix de guerre — 3 citations
Officier du Mérite sportif
Vice-Président des Amicales de réseaux de la France combattante
Administrateur du Port autonome Nantes - Saint-Nazaire

Remplaçant éventuel :

Alexandre BOLO

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Nantes-V, Nantes-VI, Nantes-VII.

M. Albert DASSIÉ

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 30 juin 1968

(N.I.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs de Nantes, Saint-Herblain et Indre,

Avec mon suppléant Henri Loudéac, nous sollicitons vos suffrages, essayant d'assurer, si nous sommes élus, une meilleure représentativité de la deuxième circonscription de Loire-Atlantique.

Nous avons reçu l'investiture de :

— Union pour la défense de la République et des Républicains indépendants Ve République.

Electrices, électeurs de Nantes, Saint-Herblain et Indre,

Nous voulons qu'un dialogue constructif et permanent s'établisse entre tous et à tous les niveaux, afin d'aboutir aux réformes indispensables à l'équilibre de notre société.

— *Réforme économique :* Pour une plus grande participation des travailleurs à la gestion et aux fruits de leur travail.
— *Réforme sociale :* Pour une société plus juste et plus humaine ou chacun doit se réformer.
— *Réforme universitaire :* Pour une université ouverte à toutes les couches de la population avec des structures démocratiques et un enseignement mieux adapté.

Dans un but de réconciliation nationale :

Nous avons avec mon suppléant, accepté les investitures de l'Union pour la défense de la République et du Groupe indépendant giscardien, car nous estimons qu'une majorité élargie, nécessaire à la formation d'un gouvernement également élargi, doit se dégager de la présente consultation électorale.

Si vous m'accordez votre confiance, je rejoindrai les rangs des députés non inscrits.

Mes votes se feront en conscience et en toute objectivité, avec le souci constant d'assurer à l'Assemblée Nationale, le rôle de représentant de notre circonscription, afin d'en défendre les intérêts et les aspirations.

Nos préoccupations porteront principalement sur :

L'emploi - le logement - l'instruction à tous les niveaux.

Le développement des industries existantes, les implantations nouvelles, le maintien du petit commerce, l'intensification du commerce du gros et de détail, la sauvegarde de nos exploitations agricoles et maraîchères, autant de problèmes qui seront présents à notre esprit.

Les jeunes, les moins jeunes et les anciens nous verront leur consacrer une grande part de notre activité dans les domaines qui les concernent (Formation professionnelle, équipement sportif et socio-éducatif, aide sociale et familiale, extension des retraites, maisons de repos et résidences d'anciens...).

Au-dessus de ces impératifs : une dominante : la paix.

Paix dans le Monde. Paix en France et dans cet esprit nous nous déclarons en faveur de l'amnistie pour les faits consécutifs aux événements d'Algérie.

Dans le contexte local de notre circonscription, il nous faut éviter à tout prix que le quartier de Chantenay ne devienne « un désert industriel ».

Pour cela, il nous faudra œuvrer afin d'essayer de grouper l'ensemble de la construction navale sur la rive droite de la Loire.

La proximité de logements dans la ZUP de Saint-Herblain doit aider à ce regroupement.

De même dans le domaine des grands travaux de Nantes, le comblement du Bras de la Madeleine doit être à nouveau étudié.

Electeurs, électrices, nous nous déclarons :

Contre le désordre — l'anarchie — l'aventure.

et donnons notre accord total :

A l'essor économique, social et culturel de notre pays.
Pour la paix dans le Monde au sein d'une Europe unie.
Pour poursuivre l'œuvre de redressement.
Pour la réconciliation nationale.

Tous les Républicains voteront

ALBERT DASSIÉ
Conseiller général de Loire-Atlantique
Ancien député
Ancien adjoint aux Sports
Directeur commercial
Chevalier Mérite Sportif
Médaille d'honneur du Travail

Remplaçant éventuel :

HENRI LOUDÉAC
Adjoint spécial Saint-Herblain
Vérificateur technique au Ministère de l'Equipement

(U.D.R.)

2e ***CIRCULAIRE***

Electrices, électeurs de Nantes, Saint-Herblain et Indre,

Nous remercions très sincèrement les 22.545 électeurs qui nous ont apporté leurs suffrages le 23 juin 1968.

Grâce à eux nous arrivons largement en tête, et approchons la majorité absolue à 759 voix près.

Nous comptons sur tous les républicains, tous les démocrates, tous les libéraux.

Pour que le 30 juin 1968 soit

Une victoire.

Nous avons reçu l'investiture de :

— Union pour la défense de la République
— et des Républicains indépendants Ve République.

Attention !...

Electrices, électeurs,

Il nous a manqué 759 voix pour être élus le 23 juin au premier tour des législatives.

— Si vous vous désintéressez du scrutin du 30 juin,
— Si 13.829 d'entre vous, s'abstiennent comme dimanche,

la F.G.D.S. — inconditionnelle du non l'emportera !

— 17.941 suffrages recueillis en 1967,
— 22.545 suffrages recueillis en 1968... c'est bien,

Mais il faut encore un nouvel effort pour que votre candidat puisse vous représenter à l'Assemblée Nationale.
Pas d'abstentions - Dimanche 30 juin 1968.

Autour de vous, dans vos familles, dans vos ateliers, dans vos bureaux, parmi vos amis, agissez pour que tous votent dimanche.

— Contre la gauche qui ne sait s'unir que pour détruire et haïr.
— Contre l'anarchie, le totalitarisme et la faillite.

Pour la paix — Pour la République.
Pour le respect de vos libertés.

Vous voterez et ferez voter...

ALBERT DASSIÉ
Conseiller général de Loire-Atlantique
Ancien député
Ancien adjoint aux Sports
Directeur commercial
Chevalier Mérite Sportif
Médaille d'honneur du Travail

Remplaçant éventuel :

HENRI LOUDÉAC
Adjoint spécial Saint-Herblain
Vérificateur technique au Ministère de l'Equipement

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bouaye, Nantes-IV, Vertou.

M. Benoît MACQUET

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Le 23 juin, je solliciterai à nouveau vos suffrages.

Je le ferai conscient d'avoir rempli au mieux le mandat de parlementaire que vous m'aviez confié en 1962 et renouvelé en mars 1967.

Conscient d'avoir tenu mes engagements.

D'être à la disposition des électeurs en tenant à date fixe des permanences ouvertes à tous, quelles que soient leurs opinions, croyances ou position sociale.

D'être le trait d'union entre les municipalités et les pouvoirs publics en étant à la disposition des maires pour les aider à réaliser leurs projets.

Ainsi, de 1962 à 1968, vous avez connu mon action en faveur des communes, de la circonscription, du département et de vous-même.

Sur le plan national : mon action a permis le vote en première lecture de ma proposition de loi concernant la généralisation des quatre semaines de congés payés. D'être l'auteur de différentes propositions de loi en faveur des veuves, des orphelins, des sauveteurs bénévoles, des marins de la pêche et du commerce, etc., que je pourrai mener à bien lors de la prochaine législature.

D'être nommé rapporteur de plusieurs propositions de loi parmi lesquelles celle concernant la retraite des femmes à 60 ans.

Aujourd'hui, vous devez choisir :

Entre certains candidats des anciens partis qui nous ont amenés à un nombre incalculable de désastres, et qui, ces dernières semaines, ont donné la preuve que la seule chose qui les rassemble, c'est leur volonté de voir le général de Gaulle, l'élu du peuple, se retirer du pouvoir.

Qu'importe si cela apporte,
Comme vous l'avez constaté, comme vous l'avez subi :

L'anarchie - la soviétisation - la dictature.

Et nous-mêmes qui, depuis dix ans, sûrement, avons redressé, dans tous les domaines, une situation dramatique pour amener dans de bonnes conditions notre pays à pouvoir envisager, dans le cadre du Marché commun, la possibilité de lutter à armes égales avec nos partenaires, apportant ainsi aux Français l'assurance des immenses possibilités qui s'offrent à eux pour bâtir leur bonheur et améliorer considérablement leurs moyens d'existence.

Aujourd'hui nous vous invitons à construire, dans la paix, un monde moderne grâce à la :

Participation : qui doit changer la condition de tous les salariés dans l'entreprise, pour créer une civilisation au service de l'homme.

Participation : du monde agricole à sa mutation qui s'opère dans les structures, le mode de vie, la production, la coopération et les systèmes de distribution.

Participation : des maîtres, des étudiants, pour créer l'Université nouvelle.

Participation : dans tous les domaines, dans le cadre du *renouveau et de la régionalisation.*

Vous direz oui à l'avenir du Sud-Loire dont je suis le premier à avoir compris la nécessité de développement.

Le 23 juin, vous voterez contre l'anarchie, contre la soviétisation,

Vous voterez pour toutes les libertés, pour votre bonheur, pour l'avenir de nos enfants pour

L'Union pour la défense de la République

Vous voterez

Benoit MACQUET

Député sortant
Membre de la Commission culturelle, familiale et sociale
Déporté de la Résistance
Croix de guerre française et belge
Médailles de la Résistance - des évadés - des F.F.L. - des déportés
Chevalier de l'Ordre de Léopold II, avec palmes
Chevalier de l'Ordre de Malte
Trésorier départemental de la Fédération nationale des déportés de la Résistance
Membre du Bureau départemental des C.V.R.
Membre du Bureau des A.C. de Rezé

Remplaçant éventuel :

Marcel BOULAY

Secrétaire général Mairie de St-Sébastien (Loire)

Attention... Votez massivement le 23 juin.

2e CIRCULAIRE

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Le scrutin du 23 juin plaçant largement en tête avec une augmentation importante de ses suffrages et de son pourcentage sur 1967,

le candidat U.D.R.

a confirmé votre volonté de voir aboutir des réformes, dans le cadre de la participation et de la régionalisation.

Le 30 juin, vous devez choisir entre celui qui lutte *pour la République et la liberté* ou son adversaire — qui, selon le leader des centristes, ne peut être « qu'un otage du communisme ».

Le 30 juin toutes les voix des démocrates, des libéraux doivent venir assurer le succès et parachever la victoire décisive de la raison.

Contre l'anarchie, la soviétisation, la dictature,

votez Benoît Macquet pour qu'il puisse, en collaboration avec le docteur Richard, brillamment réélu, apporter la prospérité à nos populations du Sud-Loire.

En masse votez utile, efficace en votant

BENOIT MACQUET
Député sortant

Remplaçant éventuel :

MARCEL BOULAY
Secrétaire général Mairie de St-Sébastien (Loire)

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ancenis, Carquefou, la Chapelle-sur-Erdre, Clisson, Ligné, le Loroux-Bottereau, Nort-sur-Erdre, Riaillé, Vallet, Varades.

M. Joseph MAUJOUAN du GASSET

(Candidat républicain indépendant Vᵉ République)
élu le 30 juin 1968
(R.I.)

1ʳᵉ CIRCULAIRE

Mesdames, Messieurs,

Après les heures d'angoisse que vient de traverser le pays, le premier devoir de chaque Français, comme l'a dit le Chef de l'Etat, est de rester à sa place, et de tenir son poste.

C'est pour cela que M. Barron, et moi-même, avons accepté, cette fois encore, de solliciter vos suffrages.

Et cette « bataille électorale », nous la menons, comme avant, sous l'étiquette « Républicain indépendant » Vᵉ République, dit « Giscardien ».

L'étiquette est la même. Mais comme l'a dit G. Pompidou, Premier Ministre, à la tribune de l'Assemblée : « Après ne sera plus comme avant ».

Au point de vue politique

Il faut, bien sûr, une majorité pour gouverner. Mais cela ne doit pas entraîner une coupure dans le pays, donnant naissance à deux blocs qui s'affrontent : comme dans un Conseil municipal, l'idéal n'est-il pas une communauté de vue dans la diversité des opinions ?

Au point de vue constitutionnel

Il est bon que le Président préside, donne des impulsions. Mais, c'est au Gouvernement de gouverner : sauf cas spéciaux, le Gouvernement doit avoir ses coudées franches.

Au point de vue parlementaire

La majorité ne doit pas exister uniquement pour entériner les propositions du Gouvernement et de ses techniciens. Le Parlement doit être davantage associé à la vie publique.

Au point de vue économique.

Il y a bien sûr des phénomènes naturels. Mais ces phénomènes, nous devons les contrôler, en rester maîtres, et ne pas nous faire écraser par eux.

Au point de vue social

Nous devrons nous orienter vers un humanisme nouveau, où les structures seront plus proches de l'homme, alors que la tendance actuelle est plutôt aux groupements et concentrations.

Dans notre monde rural, chacun doit pouvoir vivre du fruit de son travail, et non dans la crainte d'un avilissement des prix. Quelle va être l'incidence des derniers événements sur le pouvoir d'achat de l'agriculteur ?

La question des étudiants et des jeunes devra faire l'objet de l'attention spéciale du pays. Problèmes de locaux, de professeurs, d'organisation intérieure, d'examens, de débouchés. Mais, peut-être et surtout, n'a-t-il pas manqué à ces jeunes la recherche d'un idéal que les maîtres n'ont pas su donner ?

Après ne doit plus être comme avant. Mais la construction de ce demain ne peut se faire dans le chaos et le désordre. Chaque Français doit se ressaisir dans le calme. Et alors seulement les problèmes terribles auxquels nous allons être confrontés pourront trouver une solution, dans la recherche d'un ordre naturel plus humain.

J.-H. MAUJOUAN DU GASSET

Républicain indépendant Ve République

Député sortant
Viticulteur

Remplaçant éventuel :

PIERRE BARRON

Agriculteur
Maire des Touches

2e *CIRCULAIRE*

Mesdames, Messieurs, chers électeurs,

Nous voulons d'abord vous dire : merci !

Merci, pour cette large marque de confiance que vous nous avez témoignée par votre vote massif de dimanche dernier, portant sur notre candidature près de 43 % des voix.

Vote qui va dans la ligne de celui émis dans tout le pays. Face à ceux qui voudraient faire croire le contraire, la France dit qu'elle veut vivre et travailler dans la liberté !

Beaucoup de problèmes resteront à solutionner. Mais ce n'est que dans le calme et dans la paix qu'ils pourront l'être valablement. Et devant les difficultés qui, de

toutes parts, assaillent « ceux qui nous gouvernent », il est bon qu'un peu d'indulgence leur soit accordée.

Le succès de la majorité, aujourd'hui, doit être interprété, non comme un facteur de coupure dans le pays, mais comme une chance d'ouverture vers tous ceux qui cherchent l'union.

C'est tous ensemble que nous construirons notre France !

Vive la France !

J.-H. MAUJOUAN DU GASSET

Républicain indépendant Vᵉ République

Député sortant
Viticulteur

Remplaçant éventuel :

PIERRE BARRON

Maire des Touches
Agriculteur

P.-S. — Je tiens à remercier M. Michel Bonnet, d'avoir bien voulu demander à ceux qui, par leur vote, lui avaient fait confiance, de reporter cette confiance sur notre candidature.

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Blain, Châteaubriant, Derval, Guéméné-Penfao, Moisdon-la-Rivière, Nozay, Rougé, Saint-Julien-de-Vouvantes, Saint-Mars-la-Jaille.

M. Xavier HUNAULT

(Candidat républicain d'Union pour l'action économique et le progrès social)

élu le 23 juin 1968

(N.I.)

Electrices, électeurs,

A l'occasion des élections législatives du 23 juin, je sollicite le renouvellement de votre confiance, avec comme suppléant, mon ami Quentin Miglioretti.

Candidat sans étiquette en 1962, puis en 1967, fidèle à mon engagement, je suis resté non inscrit pendant toute la durée de mon mandat et j'entends demeurer un homme libre.

Candidat républicain :

Le député doit être le représentant de tous, au service de tous, sans aucune discrimination d'aucune sorte. Il doit pouvoir en toute occasion conserver sa pleine et entière responsabilité, agir et voter suivant sa conscience et dans l'unique souci du bien commun.

Liberté, égalité, fraternité, telle est la devise de la République.

A une époque ou règne la contestation et où tout semble être remis en question, cet idéal est plus que jamais susceptible d'être le point de ralliement du plus grand nombre, sinon de tous.

La liberté implique le respect de la personne humaine, des droits et obligations de chacun. Elle condamne la violence. Elle implique la participation effective de chaque citoyen à la vie publique. A cet effet l'élaboration prochaine du VIe plan, entre autre, peut constituer un moyen efficace pour associer, ainsi que le prévoient les dispositions du décret n° 64-252 du 14 mars 1964 notamment, toutes les forces vives de la Nation à la politique de l'aménagement du Territoire et à ce qui sera fait demain pour l'amélioration des conditions de vie des Français.

Les Commissions créées par ce décret comprennent notamment, outre les élus locaux : « des membres désignés par les Chambres de commerce et d'industrie, d'agriculture et de métiers ou par l'organisme qui regroupe ces établissements publics au niveau de la région et par des organisations professionnelles et syndicales d'employeurs et de salariés de l'industrie, de l'agriculture et du commerce », ainsi que des personnes désignées « en raison de leur compétence dans les domaines économique, social, familial, scientifique ou culturel ».

Sur le plan du Gouvernement, elle implique une représentation des plus larges des différentes familles politiques nationales et républicaines et une méthode rendant aux corps intermédiaires, aux élus locaux et parlementaires en particulier, le plein exercice de leur responsabilité.

L'égalité veut que tous les citoyens aient les mêmes droits quelle que soit leur condition sociale, économique ou autre et qu'un minimum de bien-être matériel soit assuré à chacun, en toutes circonstances de façon à lui permettre une vie décente.

La fraternité ne peut supporter certaines inégalités entre les citoyens. Il en est de même entre les hommes. Il ne semble pas pensable que, sur le plan mondial, se creuse le fossé entre les habitants des pays dits « nantis » et ceux des pays où le strict minimum vital n'est pas assuré. La fraternité implique une solidarité humaine plus forte que les distinctions ou oppositions qui peuvent exister entre les hommes.

Candidat d'union :

L'union est aujourd'hui plus que jamais nécessaire. Elle implique pour chacun d'entre nous des efforts parfois courageux pour surmonter ce qui peut nous diviser et nous opposer. L'intérêt national l'exige. En ce qui me concerne, je me suis efforcé à tout moment de rechercher ce qui unit et d'éviter ce qui pouvait diviser. Je poursuivrai mes efforts en ce sens.

Je vous lance cet appel à tous, de toutes mes forces.

Répondez-y massivement, pour que notre population tout entière puisse vivre et envisager l'avenir avec confiance dans le respect de la justice, dans la paix et la liberté.

Vive la circonscription !

Vive la République !

Vive la France !

Xavier HUNAULT

Député sortant non inscrit
Conseiller général
Maire de Châteaubriant
Président de l'Association des maires de l'arrondissement

Remplaçant éventuel :

QUENTIN MIGLIORETTI
Ancien déporté de la Résistance
Chevalier de la Légion d'honneur
Médaillé militaire — Croix de guerre
Maire adjoint de Châteaubriant

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Saint-Etienne-de-Montluc, Saint-Nazaire, Savenay.

M. Georges CARPENTIER

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste,
présenté par le parti socialiste S.F.I.O.)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Jamais, depuis plus de trente ans, la France n'avait connu une telle crise. Il a fallu dix années de pouvoir gaulliste pour la mettre au bord de la faillite et du désespoir.

Quel que soit le domaine que l'on observe, c'est un constat de carence :

— Chômage et sous-emploi ;
— Inquiétude, insécurité et révolte de la jeunesse ;
— Economie anémiée ;
— Logements en nombre insuffisant ;
— Université inadaptée ;
— Libertés essentielles, individuelles et communales remises en cause ;
— Fiscalité injuste et charges mal réparties ;
— Travailleurs de la ville et des champs brimés par une mauvaise répartition du produit de l'effort collectif ;
— Accroissement des difficultés des artisans et des commerçants ;
— Vieux travailleurs et déshérités abandonnés à leur sort ;
— Sous-équipement sportif et socio-culturel.

Ce régime, préoccupé surtout de la défense du capital et de la haute finance, dirigé par un maniaque âgé de la fausse grandeur, s'est condamné lui-même : il doit disparaître.

Le Gouvernement, à plusieurs reprises, le général de Gaulle, dans sa dernière intervention à la télévision s'efforcent de convaincre les gens qu'en dehors d'eux, il n'y a point de salut et qu'un changement de majorité déboucherait sur le vide et entraînerait le chaos. Ils jouent sur la crainte d'une partie de l'opinion publique, en agitant la menace d'une guerre civile.

Rien n'est plus loin de la vérité

D'abord, les bases d'une politique économique et sociale nouvelle ont été précisées à plusieurs reprises et reprennent les revendications du monde du travail, qu'il s'agisse du salaire, du temps de travail, de l'âge de la retraite, de la relation entre les salaires et le coût de la vie, du problème de l'enseignement, de la politique de l'emploi, du logement, des équipements sociaux.

Ensuite, parce que l'accord peut facilement se faire sur les principes directeurs de la politique étrangère : l'Europe du Marché commun considérée comme une étape vers un plus grand rassemblement, la liberté pour chaque peuple, la disparition des pactes militaires, la solidarité entre les nations, l'aide bien comprise au tiers monde, la paix pour tous.

Enfin parce que le Gouvernement de gauche de demain, compte tenu de l'héritage déplorable qui lui sera légué par le régime gaulliste, de l'obstruction du capital, de l'effort qu'il devra consentir dans le domaine économique et social en faveur des salariés, des jeunes, des classes moyennes, des agriculteurs, des vieux travailleurs aura absolument besoin pour réussir dans son entreprise de la stabilité, de la sécurité et de la paix.

Rien de positif ne se construit dans le désordre.

En ce qui nous concerne, les choses doivent être très claires.

Oui pour le progrès nécessaire dans un esprit nouveau de coopération et d'engagement de tous.

Non à la dictature, d'où qu'elle vienne et quelle que soit sa nature.

La F.G.D.S. sera, demain, le point d'équilibre dans la transformation, le centre de ralliement de toutes celles et de tous ceux qui, dans le mouvement inéluctable vers un système économique socialiste et donc vers une société plus juste et plus humaine, souhaitent le respect des libertés et la sécurité.

La F.G.D.S.

C'est le progrès dans la confiance.

C'est l'avenir dans la stabilité.

Pour la République de demain, démocratique et socialiste...
F.G.D.S.

Votez

Georges CARPENTIER

2e CIRCULAIRE

Je remercie vivement les 18.969 électrices et électeurs qui m'ont apporté leurs suffrages dimanche dernier, me plaçant nettement en tête des candidats opposés au régime, et dans une situation très favorable pour le scrutin de ballottage.

Les résultats du 23 juin appellent trois remarques importantes :

Premier fait.

Par rapport au premier tour de 1967, la F.G.D.S. progresse de près de 4.000 voix, (en pourcentage, par rapport aux suffrages exprimés, elle passe de 27,4 % à 34,7 %), aussi bien dans la zone rurale que dans la zone urbaine :

846 voix supplémentaires à Saint-Nazaire, 627 à Couëron, 567 à Donges, 333 à Trignac, 233 à Savenay, 191 à Saint-Etienne-de-Montluc, 151 à Pornichet, 112 à Vigneux, 83 à Prinquiau, 75 à Campbon, etc.

Deuxième fait.

Le recul du candidat gaulliste. Dans la même situation que M. Rochard, lors du deuxième tour de 1967, c'est-à-dire sans aucun concurrent centriste pour le gêner, M. Etienne Garnier n'a obtenu que 23.070 voix contre 23.948 à M. Rochard l'année dernière.

Troisième fait

L'affirmation, dans la circonscription, d'une large majorité hostile au pouvoir personnel et au régime.

Cette majorité, elle doit se manifester sans défaillance au second tour. Je suis certain qu'elle n'y manquera pas, et que l'élu de cette circonscription ira, demain, renforcer l'opposition à l'Assemblée Nationale.

Pour les transformations économiques et universitaires nécessaires dans la légalité,
Pour le progrès, la liberté et la sécurité,
Pour une vraie République, une vraie démocratie,
Pour l'évolution vers le socialisme,

Electrices et électeurs de gauche,

Vous voterez en masse, le 30 juin, pour les candidats de la F.G.D.S.

Votez

GEORGES CARPENTIER

Remplaçant éventuel :

GUY MENEZO

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : le Croisic, Guérande, Herbignac, Pontchâteau, Saint-Gildas-des-Bois, Saint-Nicolas-de-Redon.

M. Olivier GUICHARD

Candidat de l'Union pour la défense de la République
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Chers électeurs,

Il y a quinze mois, j'avais promis aux électeurs de la septième circonscription de rester leur député. J'ai tenu parole : je n'ai pas cessé (9.000 interventions et les

réunions tenues dans chaque canton en témoignent), de me préoccuper à la fois des hommes et des collectivités locales.

C'est ainsi que nous avons pu tripler les crédits d'électrification rurale, doubler les crédits de remembrement et d'adduction d'eau, obtenir 120 lignes longues de téléphones nouvelles grâce à l'inclusion de 5 de nos cantons dans la zone de rénovation rurale de Bretagne qui réserve et qui réservera bien d'autres avantages à nos agriculteurs (I.V.D., bourses d'enseignement, zones artisanales, etc.).

Les crédits d'équipement pour nos ports ont été débloqués au Croisic, à la Baule-Le Pouliguen, à la Turballe, tandis qu'était instituée une taxe parafiscale en faveur de nos paludiers et qu'à Saint-Nazaire et Pontchâteau, se décidait l'installation de quatre usines nouvelles.

Emploi, tourisme, rénovation rurale, voilà les grandes lignes que j'indiquais il y a quelques mois et que je veux poursuivre grâce à la connaissance des problèmes locaux que nous avons approfondis ensemble.

Ce contact avec les électeurs de la circonscription m'a du reste, été précieux pour ma fonction ministérielle que j'ai toujours exercée en faisant participer les intéressés aux décisions à prendre.

Ministre de l'Industrie, j'ai eu la charge de préparer l'entrée dans le Marché commun des entreprises françaises quelle que soit leur taille, en insistant pour que soient préservées à côté des concentrations souhaitables, les indispensables petites et moyennes entreprises. En même temps, je me suis appliqué à construire une nouvelle politique énergétique (pétrole, gaz, électricité, charbon). Aujourd'hui, Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire, j'ai repris la responsabilité de préparer l'avenir économique du pays et de créer une véritable vie régionale s'appuyant sur les collectivités locales et les organisations professionnelles et sociales, et décentralisant au maximum l'Administration.

Pour exercer cette lourde charge, j'ai besoin à nouveau que vous m'en donniez le mandat. Mon suppléant, Michel Rabreau, choisi en accord avec votre ancien député, Pierre Litoux, a 30 ans : il représentera à mes côtés cette jeunesse, si nombreuse ici et qui veut prendre des responsabilités.

Le choix que vous aurez à faire le 23 juin est entre deux civilisations :

— l'une est celle de la liberté et de la République ;
— l'autre celle du communisme totalitaire.

Après la crise dramatique qui a secoué la France, le dernier appel du Président de la République élu au suffrage universel, nous a redonné confiance.

Nous aurons à rétablir ensemble, sur la base d'une majorité élargie, une société plus humaine dont la loi sera la paix, le progrès social et la liberté.

Votez tous pour

OLIVIER GUICHARD
Ministre délégué au Plan et à l'aménagement du Territoire
Chevalier de la Légion d'honneur — Médaille militaire
Croix de guerre

Candidat de défense de la République

Remplaçant éventuel :

MICHEL RABREAU
Pharmacien à Guérande
Lieutenant de réserve

P.S. — En raison de la brièveté de la campagne et de mes obligations ministérielles, je ne pourrai pas tenir des réunions publiques partout. Je passerai néanmoins dans chaque commune durant ces quinze jours.

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aigrefeuille-sur-Maine, Bourgneuf-en-Retz, Legé, Machecoul, Paimbœuf, le Pellerin, Pornic, Saint-Père-en-Retz, Saint-Philbert-de-Grand-Lieu.

M. Lucien RICHARD

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

A l'occasion d'une émeute d'étudiants ayant entraîné de graves troubles sociaux, le Parti communiste a tenté dernièrement de prendre le pouvoir.

Les partis d'opposition, vestiges de la IVe République, étant minoritaires dans le pays, seule la majorité, formation politique importante, ayant un programme de gouvernement et un chef capable de l'appliquer peut :

Faire échec au communisme

c'est-à-dire :

Echec à la dictature communiste dont les méthodes sont : purges, camps de concentration, persécutions religieuses, police secrète toute-puissante, travail forcé.

Echec au collectivisme.

Assurer

l'Ordre,
la Justice
et la Liberté

Liberté du Travail
Liberté d'Expression
Liberté d'Enseignement

... La paix

Intérieure entre tous les Français.
Extérieure avec toutes les Nations.

... Le progrès économique et social

Accompagné de certaines réformes permettant une meilleure participation de chacun d'entre nous à l'élaboration de la société dont nous sommes partie intégrante.

... La défense de l'exploitation familiale

Par l'octroi de prêts, par l'amélioration des structures (remembrement, SAFER, I.V.D.), soutien de la viticulture que j'ai toujours énergiquement défendue.

... *La défense de la libre entreprise*

Aide financière, encouragement à l'exportation.

... *L'expansion du Sud-Loire*

Par la création d'établissements scolaires, C.E.S. - C.E.T. permettant l'adaptation des jeunes et facilitant la création d'emplois. Habitant cette circonscription depuis toujours, je connais parfaitement ces problèmes pour lesquels mes interventions ont été nombreuses.

... *Une Europe unie*

Garantissant les intérêts de nos industriels et de nos agriculteurs.

Unique candidat de cette circonscription ayant l'investiture de la Ve République je puis, comme par le passé, vous assurer de mon entier dévouement.

Le candidat :

LUCIEN RICHARD
Docteur en médecine
Adjoint au maire de La Planche — Député sortant

Remplaçant éventuel :

BERNARD MONNIER
Combattant volontaire 39-45 — Grand Mutilé de guerre
Comptable honoraire

LOIRET

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : la Ferté-Saint-Aubin, Jargeau, Orléans-Est, Orléans-Nord-Est, Orléans-Sud, Sully-sur-Loire.

M. Henri DUVILLARD

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Chères électrices, chers électeurs d'Orléans, de Sologne et du val de Loire

Vous me connaissez depuis de longues années et, depuis 1958, vous m'avez renouvelé, à chaque élection, votre confiance et fait ainsi la preuve de votre fidélité à notre cause.

Comme conseiller municipal d'Orléans, comme député, et enfin comme Ministre, j'ai, vous le savez, œuvré en faveur du développement économique et social du département du Loiret et du Grand Orléans, capitale de la Région centre. Vous connaissez aussi mon ami Jean Chassagne, dont vous avez pu apprécier le dévouement, la compétence ainsi que les qualités humaines.

Depuis le 8 avril 1967, date de ma nomination en qualité de Ministre des Anciens combattants et victimes de guerre dans le Gouvernement de M. Georges Pompidou, j'ai rétabli le dialogue avec toutes les associations d'anciens combattants et poursuivi l'œuvre entreprise par mes prédécesseurs en faveur de tous mes ressortissants.

J'entends poursuivre cette tâche avec la participation de tous les intéressés, car je suis pleinement conscient de l'importance des questions qui restent à régler.

Dans les heures graves que nous venons de traverser, les anciens combattants et la grande majorité de leurs associations se sont dressés pour défendre la République et maintenir l'unité nationale avec le drapeau tricolore, ce dont je leur suis très reconnaissant.

Vous connaissez déjà mon programme qui est celui que vous aviez approuvé en mars 1967 et que le Gouvernement avait entrepris de réaliser depuis lors.

Son objet essentiel est à la fois de garantir la paix, d'assurer le progrès dans la justice sociale et de rendre possible le développement et l'expansion de notre économie dans un climat d'ordre et de stabilité.

Sans doute, en présence des événements graves qui viennent de se dérouler, sera-t-il nécessaire de procéder à d'importantes réformes de structures, notamment en ce qui concerne nos universités, en même temps qu'assurer, à tous les échelons et dans de nombreux domaines, une participation plus importante des forces vives de la Nation ; enfin de prendre les mesures sociales qui s'imposent, de telle manière que toutes les couches de notre société puissent bénéficier de l'expansion actuellement en cours.

L'une des conditions d'un bon fonctionnement d'une démocratie moderne est, sans aucun doute, l'existence d'une majorité et d'une opposition dont la mission devrait être constructive.

Il ne saurait donc être valablement soutenu que la France se trouverait, de ce fait, être coupée en deux. Plus de 10 formations politiques sont présentes dans cette compétition, sans compter les organisations syndicales et professionnelles.

Les tentatives dites « centristes » ont, en 1965, aux élections présidentielles, et en 1967, aux élections législatives, favorisé les extrêmes, et au Parlement, à quelques exceptions près, les membres de ces groupes se sont toujours associés aux motions de censure présentées par le Parti communiste et la Fédération de la gauche (F.G.D.S.).

En réalité, le choix est simple.

Entre :

Le communisme totalitaire, ses associés, voire ses complices ou les aventuriers sanglants de l'anarchie avec le drapeau noir ;

Et :

Les défenseurs de la liberté et du progrès, unis dans le respect de la légalité républicaine sur un programme de législature librement accepté ;

Vous choisirez la République fraternelle, pacifique et prospère.

Henri DUVILLARD

Ministre des Anciens combattants et victimes de guerre
Conseiller municipal d'Orléans
Médaille militaire
Croix de guerre 39-45 (deux citations)
Blessé de guerre
Médaille de la Résistance
Croix du combattant volontaire 39-45
Chevalier du Mérite social

Remplaçant éventuel :

Jean CHASSAGNE

Maire de Donnery
Député du Loiret
Directeur honoraire d'école publique
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier des Palmes académiques
Médaille d'argent de l'Education nationale
Croix de guerre 39-45
Médaille de la France libérée
Croix du combattant volontaire de la Résistance

Face à la subversion, à l'anarchie, à la violence :

« Je ne changerai pas le Premier Ministre, dont la valeur, la solidité, la capacité méritent l'hommage de tous. »

Charles de Gaulle, 30 mai 1968.

« Je constate que, pendant ce temps-là, le Gouvernement est resté parfaitement cohérent autour du Président de la République, et je ne sais pas dans quel régime un tel exemple aurait été donné. »

Charles de Gaulle, 7 juin 1968.

Pour une France moderne

Avec la participation des forces vives de la Nation.

LA PAIX — LA PROSPERITE — LE PROGRES SOCIAL

Face au candidat unique présenté dans chaque circonscription par l'Union pour la défense de la République qui a défini un programme commun de Gouvernement, des « oppositions » se dressent et s'unissent pour tout détruire, mais sont incapables de définir une politique commune et de former un gouvernement stable et capable de faire face aux lourdes difficultés de l'heure présente.

Après les graves événements qui viennent de secouer le pays tout entier et ont failli l'entraîner à l'abîme, il faut, maintenant que l'ordre est rétabli et la liberté assurée, remettre le pays en marche vers l'expansion et le progrès, dans un climat de concorde et de fraternité.

Pour maintenir la paix.

Grâce à la politique du général de Gaulle, la France, après vingt-cinq années de guerres incessantes, connaît enfin, depuis 1962, la paix. Elle entend contribuer de toutes ses forces à la recherche d'une solution négociée de nature à mettre fin à la guerre du Viet-nam.

Fidèle à ses amitiés traditionnelles, elle refuse par avance de s'engager dans des conflits qu'elle déplore et qu'elle désapprouve.

En coopérant avec tous les peuples, en assurant une défense nationale moderne, en construisant les Etats-Unis d'Europe, et en assurant le fonctionnement du Marché commun industriel et agricole aujourd'hui réalisé, en contribuant enfin à assurer une aide efficace aux Etats du tiers monde en voie de développement, nous maintiendrons notre pays hors de toute aventure, et resterons fidèles à notre mission de rayonnement dans le monde.

Pour garantir la prospérité.

La stabilité de la monnaie et le refus de l'inflation, une meilleure répartition de l'impôt, la défense de la libre entreprise en même temps qu'une expansion progressive et régulière sont seuls de nature à assurer le développement de la prospérité du pays.

La prospérité, cela veut dire :

— l'accession à une puissance économique, dynamique, grâce à la participation de toutes les forces vives de la Nation, par la modernisation de nos entreprises industrielles, commerciales, artisanales et agricoles qui doivent devenir compétitives sur le marché européen ;

— l'élévation du niveau de vie et le plein emploi ;

— La réalisation de grands équipements collectifs sociaux, sanitaires, éducatifs et sportifs, ainsi qu'un effort accru en faveur de la recherche scientifique et technique, enfin la poursuite de la décentralisation dans le cadre régional.

D'où la nécessité de planifier le développement économique et social, sans jamais oublier que les moyens qui doivent être mis en œuvre ont, pour seul objet, d'améliorer l'existence de l'homme, but final de notre action.

Pour assurer le progrès social.

C'est pour donner à la jeunesse sa chance entière que la Ve République a décidé, depuis 1959, la priorité à l'Education nationale dans le domaine de l'équipement comme dans celui de la démocratisation. Le budget de l'Education nationale représente aujourd'hui 19 % du budget de la Nation, contre 9 % en 1958, 7 universités ont été créées dont celle d'Orléans, et le nombre des boursiers est passé de 360.000 en 1958 à 1.250.000 en 1967.

Il faut aujourd'hui aller plus loin, c'est-à-dire transformer l'Université française dans ses structures comme dans ses méthodes avec la participation des enseignants,

des étudiants et des parents d'élèves. Telle doit être la mission des états généraux de l'Université française.

Le logement continuera de faire l'objet d'un effort accru et devra de plus en plus s'orienter vers l'accession à la propriété et la construction de logements sociaux.

Nous poursuivrons l'effort entrepris en faveur de la famille, des personnes âgées, des handicapés, des retraités, des rapatriés et, de façon plus générale, nous accentuerons l'œuvre entreprise pour mettre chacun à l'abri du besoin et de la maladie, et assurer à tous une vieillesse heureuse.

Enfin, grâce aux lois votées par le Parlement, 98 % des Français seront bientôt couverts par la sécurité sociale, alors que 66 % seulement l'étaient en 1958.

Chères électrices, chers électeurs,

Le 23 juin 1968, votre décision engagera le sort de notre pays comme celui de chacune et de chacun d'entre vous.

Entre l'aventure et la confusion dans lesquelles, vous le savez maintenant, le pays se trouverait plongé si par malheur « les oppositions » triomphaient, grâce à leurs alliances contre nature inspirées par le seul intérêt électoral.

A la majorité d'union nationale qui se présente à vous avec le bilan de ses réalisations, la preuve de sa cohésion pendant dix années et un programme de Gouvernement qui ouvre et garantit l'avenir et qu'elle s'engage à réaliser ;

Vous maintiendrez votre confiance à Henri Duvillard en assurant cette fois, dès le premier tour, le succès de sa candidature.

Vive le département du Loiret.
Vive la République.
Vive la France

Henri DUVILLARD
Ministre des Anciens combattants

Remplaçant éventuel :

Jean CHASSAGNE
Député du Loiret

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Artenay, Beaugency, Cléry-Saint-André, Meung-sur-Loire, Orléans-Nord-Ouest, Orléans-Ouest, Patay.

M. Louis SALLÉ

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques au cours desquelles les promoteurs de la violence se sont efforcés de transformer les justes revendications des étudiants et des travailleurs en une véritable insurrection.

Indifférents aux intérêts permanents de la Nation, à ceux des travailleurs, indifférents au destin de nos enfants, ces agitateurs sont prêts à conduire la France à l'anarchie.

Pendant trois semaines, la liberté, sous toutes ses formes, a été bafouée par des extrémistes, les drapeaux rouges ou noirs ont remplacé les drapeaux tricolores et, actuellement, le spectre de la dictature n'a pas encore disparu.

Pour en finir, le général de Gaulle a pris la décision de dissoudre l'Assemblée Nationale et il appelle le peuple français à s'exprimer librement.

C'est ainsi que vous allez voter, quinze mois seulement après les dernières élections législatives.

Vous connaissez mon programme ; c'est celui sur lequel vous vous étiez prononcés en 1967 et que le Gouvernement avait entrepris de réaliser. Il a pour but de garantir la paix, d'assurer le progrès, la justice sociale, le développement et l'expansion de notre économie.

Mais à la suite des événements graves que nous avons connus, il faudra, j'en suis convaincu, accélérer certaines mesures sociales, augmenter certains crédits, décentraliser l'Administration, réformer notre Université et, à tous les échelons, assurer une participation plus grande des forces vives de la Nation.

Cependant, la France, contrairement à certaines affirmations, n'est pas et ne sera pas coupée en deux parce qu'il doit sortir de cette consultation une majorité et une opposition. C'est au contraire la condition indispensable au bon fonctionnement d'une démocratie moderne.

Les tentatives dites « centristes » ont, en 1965, aux élections présidentielles et, en 1967, aux élections législatives, favorisé l'extrême gauche, et au Parlement, à part quelques rares exceptions, ces mêmes centristes se sont toujours associés aux motions de censure présentées par le Parti communiste ou la Fédération de la gauche démocrate et socialiste.

Aussi, le choix est simple.

Entre le communisme totalitaire et ses associés, voire ses complices, ou les aventuriers sanglants de l'anarchie avec le drapeau noir, et les défenseurs de la liberté et du progrès dans le respect de la légalité républicaine qui sont unis sur un programme de législature librement accepté, vous choisirez la République fraternelle, pacifique et prospère.

Louis SALLÉ.

Pour une France moderne

Avec la participation des forces vives de la Nation

LA PAIX — LA PROSPÉRITÉ — LE PROGRÈS SOCIAL

Face au candidat unique présenté dans chaque circonscription par l'Union pour la défense de la République qui a défini un programme commun de gouvernement, des « oppositions » se dressent et s'unissent pour tout détruire, mais sont incapables de définir une politique commune et de former un gouvernement stable et capable de faire face aux lourdes difficultés de l'heure présente.

Après les graves événements qui viennent de secouer le pays tout entier et qui ont failli l'entraîner à l'abîme, il faut, maintenant que l'ordre est rétabli et la liberté assurée, poursuivre et accélérer l'expansion et le progrès.

Pour maintenir la paix

Grâce à la politique du général de Gaulle, la France, après vingt-cinq années de guerres incessantes, connaît enfin, depuis 1962, la paix. Fidèle à ses amitiés traditionnelles, elle refuse par avance de s'engager dans des conflits qu'elle déplore et qu'elle désapprouve.

En coopérant avec tous les peuples, en assurant une défense moderne, en construisant l'Europe Unie et en assurant le bon fonctionnement du Marché commun industriel et agricole aujourd'hui réalisé, en aidant les Etats du tiers monde en voie de développement, nous maintiendrons notre pays hors de toute aventure et resterons fidèles à notre mission de rayonnement dans le monde.

Pour garantir la prospérité.

La stabilité de la monnaie, le refus de l'inflation, une meilleure répartition de l'impôt, la défense de la libre entreprise en même temps qu'une expansion progressive et régulière sont seuls de nature à assurer la prospérité du pays.

La prospérité, cela signifie :

— l'accession à une puissance économique dynamique, avec la participation de toutes les forces vives de la Nation et grâce à la modernisation de nos entreprises industrielles, commerciales, artisanales et agricoles qui doivent devenir compétitives sur le marché européen ;

— l'élévation du niveau de vie et le plein emploi ;

— la réalisation des grands équipements collectifs, sociaux, sanitaires, éducatifs et sportifs, ainsi qu'un effort accru en faveur de la recherche scientifique et technique ;

— la poursuite de la décentralisation dans le cadre régional.

D'où la nécessité de planifier le développement économique et social, sans jamais oublier que les moyens qui doivent être mis en œuvre ont pour seul objet d'améliorer l'existence de l'homme, but final de notre action.

Pour assurer le progrès social

C'est pour donner à la jeunesse sa chance entière que la Ve République a décidé, depuis 1959, la priorité à l'Education Nationale, dans le domaine de l'équipement comme dans celui de la démocratisation. Les crédits consacrés à son budget représentent 19 % de l'ensemble des dépenses budgétaires alors qu'ils ne représentaient que 9 % en 1958. Sept Universités ont été créées dont celle d'Orléans, et le nombre des boursiers est passé de 360.000 en 1958 à 1.250.000 en 1967.

Il faut aujourd'hui aller plus loin, c'est-à-dire transformer l'Université française dans ses structures comme dans ses méthodes, avec la participation des enseignants, des étudiants et des parents d'élèves. Telle doit être la mission des états généraux de l'Université française.

Le logement fera l'objet d'un effort accru et nous devrons construire de plus en plus des logements sociaux ou en accession à la propriété.

Nous poursuivons nos efforts en faveur des personnes âgées, des handicapés, des retraités, des rapatriés et, de façon plus générale, nous accentuerons l'œuvre entreprise pour mettre chacun à l'abri du besoin et de la maladie, et assurer à tous une vieillesse heureuse.

Enfin, grâce aux lois votées par le Parlement, 98 % des Français seront bientôt couverts par la Sécurité sociale, alors que 66 % seulement l'étaient en 1958.

Chers électrices, chers électeurs,

Le 23 juin prochain, votre décision engagera le sort de notre Pays, comme celui de chacune et de chacun de vous.

Entre l'aventure et la confusion dans lesquelles, vous le savez maintenant, le pays se trouverait plongé si par malheur « les oppositions » triomphaient, grâce à leurs alliances contre nature inspirées par le seul intérêt électoral ;

Et la majorité d'union nationale qui se présente à vous avec le bilan de ses réalisations, la preuve de sa cohésion pendant dix années et un programme de gouvernement qui ouvre et garantit l'avenir et qu'elle s'engage à réaliser ;

Vous choisirez l'ordre et la sécurité.

Vous maintiendrez votre confiance à Louis Sallé en assurant, dès le premier tour, le succès de sa candidature.

Vive le département du Loiret !
Vive la République !
Vive la France !

Louis SALLÉ

Député du Loiret
Maire d'Olivet
Membre de la Commission des Finances
Rapporteur du Budget du Tourisme
Président de la Commission de Contrôle de la circulation monétaire

Remplaçant éventuel :

François CASSEGRAIN

Conseiller municipal d'Orléans

2e CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs, d'Orléans, de Beauce et du Val-de-Loire,

Je ne suis pas surpris des résultats du premier tour car je savais que la bataille serait difficile et que j'aurais à supporter le poids de toutes les coalitions, de toutes les attaques, de toutes les manœuvres. Aussi ma joie est grande de constater les résultats obtenus. Avec 25.189 voix, vous m'avez, et très largement, porté en tête de tous les candidats et désigné sans contestation possible comme le candidat d'Union nationale pouvant et devant battre le Parti communiste qui, au cours de ce mois de mai tragique a fait tant de mal à la France. Avec mon ami François Cassegrain, nous vous disons : « Merci, chères électrices et chers électeurs, de votre confiance, merci pour votre combat et merci de votre fidélité. Merci aussi à tous les militants fidèles et dévoués que, depuis des années, j'ai toujours trouvé à mes côtés. »

Après avoir exprimé au premier tour toutes les opinions de notre échiquier politique, votre devoir maintenant me paraît simple. Avec le Parti communiste et ceux qui sont ses complices, ses otages et bientôt ses victimes, ce serait, vous le savez, une France asservie, une France livrée à l'aventure qui vous attendrait. Ne vous y trompez pas, les résultats du premier tour dans ce département et dans toute la France, en faveur du général de Gaulle, seraient demain remis en cause par la rue, si le futur gouvernement ne disposait pas, à l'Assemblée Nationale, d'une très importante majorité.

Dimanche prochain, dépassant les nuances qui nous séparent, rassemblez vos suffrages sur mon nom, pour que, dans la fraternité retrouvée, nous assurions ensemble la victoire de la République et de la liberté.

Le danger communiste est certain.

La bataille sera serrée.

Pas une voix ne doit manquer dans ce combat pour la défense de la liberté.

Par votre abstention,
Ne favorisez pas l'entrée d'un député communiste au Parlement.
Grâce à votre cohésion.
Contre le péril rouge.
Assurez la victoire éclatante de

Louis SALLÉ

Député du Loiret
Maire d'Olivet
Membre de la Commission des Finances
Rapporteur du Budget du Tourisme
Président de la Commission de contrôle de la circulation monétaire

Remplaçant éventuel :

François CASSEGRAIN

Conseiller municipal d'Orléans

Vive le département du Loiret !
Vive la République !
Vive la France !

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Beaune-la-Rolande, Bellegarde, Châteauneuf-sur-Loire, Ferrières, Lorris, Malesherbes, Neuville-aux-Bois, Outarville, Ouzouer-sur-Loire, Pithiviers, Puiseaux.

M. Pierre CHARIÉ

(Candidat pour la Ve République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Après la crise grave qui vient de secouer la Nation et a risqué de mettre en cause notre régime démocratique, vous êtes appelés à élire votre député.

En le choisissant, vous vous prononcez dans deux domaines importants puisque vous désignez celui qui aura la charge de faire progresser la circonscription dans tous les domaines et celui qui, pour sa part, déterminera la politique générale du pays en épaulant — ou non — les institutions de la Ve République.

Vous me permettrez de ne pas m'étendre sur le premier point.

Vous connaissez mes efforts pour le développement et l'expansion de cette circonscription, vous savez ce qui a été réalisé depuis 1958, vous savez ce qui est en cours de réalisation.

Dans ce domaine, mes efforts ne se sont jamais relâchés, ils ne se relâcheront pas.

Le second point, le choix politique entre la majorité et les oppositions, il intervient à une heure particulièrement grave.

Comme il y a un quart de siècle, la patrie est à nouveau en danger.

Après avoir connu les horreurs de l'occupation et avoir gagné de haute lutte, et au prix de quels sacrifices, nos libertés, nous nous sommes retrouvés au seuil de la guerre civile, le péril demeure.

Une fois encore, une grande voix, la même, arrête notre pays au bord de l'abîme. Aujourd'hui, plus que jamais, l'union autour du chef de l'Etat est la condition essentielle de notre sauvegarde et de notre redressement.

Il n'est que de voir l'empressement mis par tous les partis pour organiser les élections, pour constater que la consultation populaire était bien le seul moyen de sortir de l'impasse. Qu'il me soit permis de rappeler que je réclamais ces élections dans la presse locale, quelques jours avant l'appel du Président de la République, le 30 mai.

Dans le respect des libertés républicaines et de la légalité, vous apporterez vos suffrages à ceux qui disent non à l'aventure et à l'anarchie et oui aux réformes réalisées par la voie normale, en liaison étroite avec tous ceux qu'elles concernent.

On a senti l'opinion publique prête à vaciller d'un côté ou de l'autre.

Ce qui compte, c'est la position que prendront les Françaises et les Français le 23 juin. Cette décision engage notre avenir et celui de nos enfants, peut-être même pour plusieurs générations.

Ensemble, nous mettrons en route les grandes réformes et le renouveau qui doivent sortir d'élans généreux et spontanés :

— La réforme de l'Education nationale,

— La modernisation des collectivités locales et l'accès à une large autonomie des grandes régions naturelles,

— L'aménagement des structures de l'entreprise industrielle et commerciale. Les travailleurs doivent bénéficier des fruits de l'expansion et accéder progressivement à une indispensable participation, il n'est rien de plus normal.

Il faut poursuivre l'évolution entreprise dans le domaine agricole et poursuivre vigoureusement la mise en place du Marché commun.

Ne nous leurrons pas, les conséquences de la crise que nous venons de traverser seront très importantes.

Sur le plan économique, nous devons nous engager dans la voie de l'expansion accrue ; tout mettre en œuvre pour empêcher une augmentation du coût de la vie qui remettrait en cause les améliorations récemment acquises.

Il faut admettre et vouloir que le dialogue partout s'instaure de manière que toute autorité soit mieux éclairée, mieux admise et par conséquent, mieux affermie.

La France doit rester à la pointe de l'évolution pour montrer la voie à l'Europe et au monde.

Une fois encore, avec le général de Gaulle, vous ferez confiance à ceux qui, aux heures les plus sombres de son histoire, n'ont jamais douté de la grandeur et de la pérennité de la France.

Pierre CHARIÉ

Député sortant
Candidat pour la Ve République
Conseiller général de Pithiviers
Maire d'Egry
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 1939-1940 et 1940-1945
Distinguished Service Order, Medal of Freedom

Remplaçant éventuel :

Marcel GIRARD

Conseiller général d'Ouzouer-sur-Loire
Maire de Saint-Benoît-sur-Loire

Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier du Mérite agricole
Président de la Société du marché national
Orléans-Saran (S.O.M.I.N.O.S.)
Président du Comice agricole de l'ancien arrondissement de Gien

---

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Briare, Châteaurenard, Châtillon-Coligny, Châtillon-sur-Loire, Courtenay, Gien. Montargis.

M. Xavier DENIAU

(Candidat Républicain indépendant d'Union pour la défense de la Vᵉ République)
élu le 23 juin 1968
(Apparenté U.D.R.)

Habitants de Montargis et Gien,

Voici au bout d'un an, de nouvelles élections.

Je les ai moi-même souhaitées ainsi que vous avez pu le voir dans la presse. J'ai même, dès le mardi 28 mai, fait tenir à l'Elysée et publier — notamment dans « La République du Centre » et à la radio — un appel signé avec moi par une dizaine d'autres députés demandant la dissolution de l'Assemblée Nationale.

Le voici :

« Devant la persistance des troubles insurrectionnels dans la rue et de grèves qui prennent ouvertement en maints endroits un tour politique et révolutionnaire, devant la prétention de catégories particulières de parler au nom de la France, le seul recours est le recours au suffrage universel.

« Au-delà d'un référendum dont le texte et la portée sont par définition limités, il faut revenir devant le peuple français, seul souverain, qui dira ainsi s'il veut aller de façon plus ou moins directe à une démocratie populaire ou conserver les libertés républicaines et l'indépendance nationale.

« A défaut d'élections présidentielles, il faut dissoudre l'Assemblée et procéder à des élections générales... »

Après les journées de désarroi que nous avons connues en mai où se mêlaient à des revendications syndicales qui avaient légalement le droit de s'exprimer, des troubles permanents de l'ordre public et une volonté de prise de pouvoir par l'intimidation et la violence, il fallait en effet que la parole soit redonnée à l'ensemble du peuple français auquel seul appartient la souveraineté nationale.

***

Tout pays en développement doit être en état de réforme permanente. La modernisation doit s'appliquer à toutes les branches de l'activité nationale. En particulier, à l'enseignement et aux conditions d'entrée des jeunes dans la vie, aux méthodes administratives et aux modalités insuffisamment souples et ouvertes des décisions en matière économique.

Ces réformes doivent respecter la libre entreprise — ressort de notre civilisation — et s'accomplir à l'intérieur du régime républicain et des institutions que la France s'est librement données.

Et dans la ligne de la révision sociale générale qui vient d'avoir lieu, ne doivent pas être oubliés tous ceux qui ne veulent ou ne peuvent pas s'exprimer par la grève ou les revendications collectives : artisans et commerçants, vieillards, pensionnés, anciens combattants, handicapés, familles nombreuses. Sinon, ils auraient été, en définitive, les sacrifiés des accords de Grenelle.

Il en est de même des agriculteurs dont le revenu doit désormais s'accroître et se garantir, non plus seulement par une aide aux produits incertaine et variable parce que fonction de l'abondance de la récolte et de l'importance de l'exploitation, mais aussi par une aide directe et assurée à chaque exploitation familiale.

De toute façon le Gouvernement de demain devra mener une politique telle que les augmentations de salaires et les avantages sociaux obtenus ne soient pas rapidement rendus illusoires par une inflation incontrôlée et par une hausse semblable du coût de la vie.

Et il faudra également veiller à ce que notre récente secousse économique ne mette pas en grave danger la construction européenne — l'un des espoirs de notre temps.

A cette fin, il faudra accroître notre productivité et notre expansion économique.

L'œuvre sociale devra être poursuivie sur tous les plans, notamment par la généralisation des Conventions collectives — dont l'intervention devrait être à certaines conditions étendues à toutes les branches d'activité — et par l'unification des régimes de retraite et l'abaissement progressif de la limite d'âge.

*
**

Pour ma part, vous savez, depuis que vous m'avez élu en 1962 et réélu l'an dernier — en me donnant, à quelques dizaines de voix près, la majorité au premier tour et 60 % des voix au second — la façon dont j'exécute mon mandat :

J'habite avec ma famille à Escrignelles, dont je suis maire et où l'on peut me joindre hors des jours d'Assemblée, de même que dans mes permanences où je reçois maintenant quinze cents personnes par an, dont je traite toujours le cas avec soin et souvent avec succès.

A l'Assemblée Nationale, je continue à intervenir fréquemment, ces derniers mois par exemple, en matière agricole et d'enseignement.

J'entretiens avec la quasi-totalité des 85 municipalités de ma circonscription — quelle que soit bien entendu leur couleur politique — des relations de confiante et constante collaboration, intervenant chaque semaine à Orléans et à Paris pour l'attribution de crédits, subventions ou prêts d'équipement, pour lever des difficultés de procédures ou pour toute information ou action demandée par les maires. J'ai ainsi pu faire régler récemment, conformément aux vœux de tous, les problèmes scolaires de Gien, Briare et Châtillon.

L'aménagement de nos cantons a pris d'ailleurs un rythme rapide.

Le nombre des demandeurs d'emploi est maintenant en diminution ; et le sous-emploi que nous avions ressenti — nombre d'heures de travail limité — était ces temps-ci en voie de résorption. Ceci est dû notamment à l'active politique de création d'emplois par l'installation d'usines et de zones industrielles que la plupart des élus de notre région ont menée d'un commun accord ces dernières années.

Mais il faut aussi assurer l'emploi immédiat des jeunes à la sortie des écoles, notamment par une révision complète des règles d'apprentissage.

J'ai également veillé à ce que la législation sur le contingentement de la main-d'œuvre étrangère soit désormais respecté, et suis intervenu lorsque il y avait demande des syndicats, plusieurs fois avec succès, pour le règlement de difficultés dans des entreprises.

Il faut donc que continue dans le Montargois et le Giennois cette politique d'expansion et de plein emploi qui a permis à nos villes l'importante augmentation de population que nous avons constatée au dernier recensement.

***

Nous venons, ces derniers jours, de voir combien toutes les institutions de la République étaient nécessaires. Le général de Gaulle, Président de la République, premier élu du suffrage universel, a pu mettre un terme à une longue période d'incertitudes, grâce aux pouvoirs d'arbitrage et de responsabilité que lui confère la Constitution.

Et il faut que puisse se poursuivre la politique de paix dans le monde menée pour la première fois depuis des décades par la France avec assiduité et succès, grâce à l'énergie et à l'autorité personnelle du chef de l'Etat.

A quoi servent les autres biens, y compris les conquêtes sociales, lorsqu'ils basculent, comme en 1939, dans la guerre et la servitude étrangère ?

Nous venons également de nous rendre compte de la valeur des libertés conquises au long des siècles par les Français. Il ne faut pas qu'elles soient mises en péril. Notre pays a progressé depuis deux siècles et il continuera à le faire dans l'ordre et la légalité derrière le seul drapeau aux trois couleurs de la République.

Pour le développement de la région de Montargis-Gien.
Pour le maintien des libertés républicaines.
Pour le progrès dans la paix.
Pour l'avenir de la France.

Votez pour

Xavier DENIAU

Maître des Requêtes au Conseil d'Etat
Député de Montargis-Gien
Officier de la Légion d'honneur
Maire d'Escrignelles
Croix de guerre

Républicain indépendant

Remplaçant éventuel :

Robert FIGEAT

Electricien
Premier adjoint au maire de Montargis
Ancien combattant
Chevalier du Mérite civique

Indépendant

Candidats d'Union pour la défense de la République

LOT

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Cahors-Nord, Cahors-Sud, Castelnau-Montratier, Catus, Cazals, Gourdon, Labastide-Murat, Lalbenque, Lauzès, Limogne, Luzech, Montcuq, Payrac, Puy-l'Evêque, Saint-Germain-du-Bel-Air, Saint-Géry, Salviac.

M. Maurice FAURE

(Candidat F.G.D.S.)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Le régime se targue d'avoir rétabli l'ordre, mais il oublie d'ajouter qu'il avait lui-même allumé l'incendie.

Il est resté sourd des années à tous les appels que lui adressait le monde du travail, de l'université, de l'église, de la politique, provoquant ainsi un mécontentement profond et généralisé qui a conduit le pays au bord du gouffre.

Il s'est alors trouvé dans la nécessité de concéder en bloc ce qui aurait gagné à être consenti par étapes et a ainsi porté à notre économie un coup sévère, cependant que les travailleurs auront fait un marché de dupes si des mesures anti-inflationnistes rigoureuses ne viennent enrayer la hausse des prix.

Ces soubresauts sont la responsabilté exclusive du pouvoir gaulliste :

Son isolement orgueilleux et autoritaire, son refus d'écouter parce qu'il croit ne plus rien avoir à apprendre, son auto-satisfaction permanente en même temps que son conservatisme social et son allergie aux réformes autres que verbales ou mineures ont conduit la rue à prendre la place du dialogue.

Il en sera à nouveau ainsi, n'en doutons pas, si par un fatal aveuglement le pays faisait encore confiance à ceux qui, en limogeant leurs principaux Ministres, notamment Fouchet, Peyrefitte et Frey, viennent de reconnaître publiquement leurs lourdes erreurs.

En fait, cette crise est plus qu'une crise de régime : c'est une crise de civilisation.

Elle traduit la volonté des travailleurs et de la jeunesse de fonder un ordre nouveau, de type plus socialiste et plus humain, où la rentabilité ne soit plus le seul critère d'une technocratie mortelle pour nos libertés, où la production soit au service de l'homme et non l'inverse, où l'on cesse de nous entasser dans les blocs de béton

étouffants des banlieues urbaines, où l'on tienne enfin compte des trois aspirations qui viennent de se faire jour avec éclat : la sécurité, la justice, la dignité.

La sécurité.

La société moderne exige que chacun trouve un emploi conforme à ses capacités et que cet emploi lui permette de vivre dignement, lui et sa famille.

Elle rejette le Vᵉ Plan qui admettait la perspective effrayante de 500.000 chômeurs.

Elle ne peut accepter que seulement 8.000 emplois industriels nouveaux aient été créés dans la région Midi-Pyrénées depuis deux ans, au lieu des 20.000 jugés nécessaires pour enrayer l'émigration des jeunes et trouver du travail à ceux que rejette encore l'exode rural.

Elle ne peut comprendre que le monde agricole soit tenu à l'écart des discussions actuelles et demande pour lui une garantie d'écoulement de ses produits à des prix réactualisés au 1er janvier 1968, puis indexés, dans le cadre d'une régionalisation des productions.

Cette politique appelle en effet une revalorisation de la notion de région, pour le moment vidée de tout contenu concret, et qui doit être réorganisée sur le plan économique et sur une base démocratique.

La justice suppose que soient corrigées les disparités excessives entre les revenus et les salaires, afin que nul n'ait le sentiment d'être le paria de la société. L'abrogation des ordonnances, le relèvement des bas salaires, la correction des barèmes de l'impôt sur le revenu en sont les nécessaires corollaires.

La dignité est la plus grande revendication de ce moment. Le citoyen traditionnel, se contentant d'un bulletin de vote tous les cinq ans, a vécu et cède la place à un homme de type nouveau qui veut participer davantage et quotidiennement dans son milieu social, professionnel ou géographique à l'élaboration de son propre sort.

Il en va ainsi de l'ouvrier dans son usine, de l'étudiant dans son lycée ou son université, de l'habitant des villes dans son quartier, de l'agriculteur dans sa coopérative et dans sa petite commune.

Ils doivent d'ailleurs admettre que cette société exigera un haut degré d'autodiscipline car démocratie et responsabilité vont de pair et rien n'a jamais été fait de bon dans des désordres prolongés ou dans la démagogie.

Le Plan, qui doit traduire nos priorités, notamment formation professionnelle et technique, routes et télécommunications, équipement rural et sanitaire) ne peut être sérieux que si les ressources équilibrent les dépenses. Il doit prendre une place de plus en plus prépondérante et de plus en plus exigeante dans la Nation.

Ces perspectives appellent de grandes réformes. Leur accomplissement est la seule véritable parade contre la révolution. Comment faire confiance pour les réaliser à ceux qui depuis dix ans, dotés d'un pouvoir sans contrôle, n'ont su ni les promouvoir, ni même les amorcer et en découvrent seulement aujourd'hui la nécessité sous la contrainte des événements ?

Le problème est bien là : la marche vers une société plus humaine est déclenchée.

Il s'agit de savoir si elle s'opérera par la loi progressivement et pacifiquement, ainsi que vous le propose la F.G.D.S. en faisant appel à tous les républicains de gauche et de progrès, ou si une nouvelle fois — et sans doute plus dramatique — c'est la rue qui y procédera.

L'ordre figé, appuyé sur la force et baillonnant les aspirations populaires, ne dure qu'un temps et conduit toujours aux explosions révolutionnaires. C'est à un ordre vivant, évolutif, accepté par les consciences, fait de justice et de progrès, que nous vous convions, car nous sommes aussi soucieux que quiconque d'éviter à la France les redoutables épreuves qui la menacent.

Nous espérons que vous entendrez cet appel.

MAURICE FAURE

Maire de Cahors
Conseiller général du canton de Montcuq
Président de la C.O.D.E.R. Midi-Pyrénées
Ancien Ministre

Remplaçant éventuel :

HENRI MERCADIER

Maire de Parnac
Conseiller général du canton de Catus
Avocat au barreau de Cahors

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Le scrutin de dimanche dernier répond du résultat du second tour. Plus de 22.000 suffrages se sont prononcés pour une démocratie orientée vers le progrès social et des réformes de structures, pour l'objectivité de l'information, pour l'autonomie des régions économiques, la décentralisation industrielle, la réactualisation des prix agricoles.

Ils doivent se retrouver sans défaillance afin de battre le candidat du pouvoir autocratique, du paternalisme social, de la technocratie bureaucratique.

C'est à eux que je fais appel dans un grand élan de fraternité et de solidarité, afin que la gauche unie et la masse des républicains de progrès nous assurent la victoire.

Je fais appel aussi à nos vieux liens d'amitié, tissés au cours de dix-huit ans de mandat, et à la conscience que vous avez de ce que j'ai pu apporter à notre vieille terre dù Quercy.

Une fois de plus, le Lot votera pour des Lotois. La venue de quelques ministres supplémentaires n'ajoutera rien à l'inutilité de celle que nous a rendue Georges Pompidou, un vieil habitué de nos luttes locales, il est vrai.

Vous refuserez de voter sous une quelconque pression, et dénoncerez des procédés comme ceux dont Cahors fut le théâtre dans la nuit de vendredi à samedi où de véritables commandos étrangers à la ville et armés de matraques firent la loi quelques heures dans nos murs afin de les couvrir d'affiches U.N.R. et de lacérer les miennes.

Vive la liberté.
Vive la France.

MAURICE FAURE

Maire de Cahors
Conseiller général du canton de Montcuq
Président de la C.O.D.E.R. Midi-Pyrénées
Ancien Ministre

Remplaçant éventuel :

HENRI MERCADIER

Maire de Parnac
Conseiller général du canton de Catus

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bretenoux, Cajarc, Figeac-Est, Figeac-Ouest, Gramat, Lacapelle-Marival, Latronquière, Livernon, Martel, Saint-Céré, Souillac, Sousceyrac, Vayrac.

M. Bernard PONS

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Depuis quatorze mois j'ai eu l'honneur de vous représenter à l'Assemblée Nationale. Je tiens aujourd'hui, avant un scrutin qui va revêtir une importance capitale pour notre pays, à vous rendre compte de mon action sur le plan départemental et sur le plan national.

I. — Sur le plan départemental

— *Agriculture*

Le classement du Lot parmi les zones de rénovation rurale nous a valu l'attribution d'un certain nombre de crédits supplémentaires :

— Voirie nationale : 210 millions d'anciens francs.
— Adduction d'eau : 250 millions d'anciens francs.
— Aménagement foncier : 205 millions d'anciens francs.
— Aménagement de villages : 140 millions d'anciens francs.
— Aménagement de villages : 140 millions d'anciens francs.
— Subvention pour les bâtiments d'élevage : 200 millions d'anciens francs.

A ces résultats très encourageants, qui ne représentent cependant qu'une première étape, il convient d'ajouter les mesures prises en ce qui concerne l'indemnité viagère de départ et les bourses d'enseignement.

Constitution d'un dossier à présenter au Fonds européen d'orientation et de garantie agricole pour l'aménagement et la remise en valeur du Causse central de la région de Livernon et de Gramat. La prise en charge de ce dossier par le F.E.O.G.A. va permettre un certain nombre de travaux, en particulier la réalisation de l'adduction d'eau à des conditions financières supportables pour les habitants de cette région défavorisée.

Création d'une zone de reboisement de 10.000 hectares au nord de Figeac.

— *Artisanat*

Possibilité de création dans les communes artisanales bénéficiant de bonifications d'intérêts de la part de l'Etat.

Possibilité pour les artisans ruraux d'emprunter au Crédit agricole à long terme (30 ans) et à 3 %.

— *Industrie*

Augmentation de la prime d'implantation qui passe de 6 à 12 % à partir de la création d'un minimum de six emplois permanents.

— *Education nationale*

Maintien des deux C.E.G. de Martel et de Vayrac, du lycée de Saint-Céré, nationalisation des C.E.G. de Gramat, Lacapelle-Marival, Cajarc avec décision d'extension de ce dernier, construction d'un C.E.G. à Latronquière.

— *Jeunesse et sports*

Interventions pour l'attribution au département d'un certain nombre de clubs de jeunes, attribution qui doit intervenir incessamment.

— *Tourisme*

Aménagement du carrefour de Cressensac entre la nationale 20 et le futur axe Brive-Méditerranée, les crédits ont été dégagés et cet aménagement doit intervenir fin 1968-début 1969.

Des crédits spéciaux (60 millions d'anciens francs) ont été attribués au département pour les études terminales de cette voie touristique.

II. — Sur le plan national

Je m'étais présenté à vos suffrages en m'engageant à soutenir l'action du général de Gaulle et de Georges Pompidou, je n'ai à aucun moment failli à cet engagement.

J'ai travaillé en commissions sur diverses propositions de loi, dont une concernant la garantie de l'emploi pour le travail saisonnier a été adoptée récemment.

Je suis intervenu en séance publique sur la politique générale, la jeunesse, la santé, les déportés politiques, les anciens combattants d'A.F.N.

Comme je m'y étais engagé, j'ai ouvert un secrétariat permanent à Figeac où j'ai reçu tous les samedis après-midi ceux qui voulaient m'entretenir de leurs problèmes. J'ai aussi tenu des permanences dans les cantons et visité un nombre important de communes.

Voici un bref résumé de l'action que j'ai menée pendant quatorze mois, il était de mon devoir de vous en rendre compte.

Aujourd'hui notre pays se trouve pris dans la tempête. L'inaction, l'incertitude et certaines illusions ont conduit la France d'une révolte étudiante, que d'autres pays ont traversée, à une secousse sociale et à la remise en question des institutions politiques du pays.

De cette crise peut peut encore sortir le bien ou le mal. Le mal c'est la dislocation politique, l'effondrement de l'économie, de la monnaie et de l'emploi. Le bien c'est la réalisation en commun d'une démocratie moderne, réformatrice et juste. Si la France et un pays majeur et responsable c'est ce qu'elle fera ! Personne ne peut accepter que le sort de la France soit décidé par l'agitation des uns et le renoncement des autres.

Le 23 juin il s'agira, une nouvelle fois, de dire oui au général de Gaulle, il s'agira de dire oui à la République et à la France.

J'appelle donc à s'unir autour de moi tous ceux qui pensent que dans la crise actuelle le seul rempart pour notre pays contre la violence, le désordre et la ruine,

est constitué par l'union de tous les patriotes qui veulent barrer la route à l'anarchie et au communisme.

Vive la République !
Vive la France !

BERNARD PONS
Député sortant
Conseiller général du Lot
Membre du Comité central et du Bureau exécutif de l'Union des démocrates pour la Ve République

Remplaçant éventuel :

GUY MURAT
Maire de Cajarc

2e CIRCULAIRE

Aux 17.277 électrices et électeurs qui m'ont renouvelé leur confiance dimanche et m'ont accordé deux fois plus de suffrages qu'au candidat arrivé en deuxième position, j'exprime mes plus sincères remerciements.

Ils ont prouvé leur volonté de gagner le combat pour la République et la liberté mené derrière le général de Gaulle et M. Georges Pompidou.

Je leur demande d'exprimer à nouveau dimanche prochain leur désir si clairement affirmé de voir le Lot et la France poursuivre les réformes nécessaires dans l'ordre et le respect de la liberté.

A ceux qui au premier tour ont fait confiance aux candidats des oppositions je demande de ne pas hésiter à rejoindre le puissant courant d'union qui s'est dégagé dans la France entière.

Que les séductions, les déclarations, les illusions tant de fois agitées par des hommes venant des horizons les plus divers et qui ne savent s'unir que pour nier et détruire ne les arrêtent pas.

Il est des époques où le courage et la raison commandent de s'opposer, mais aujourd'hui ils poussent plus que jamais à suivre la voie tracée par le peuple lui-même le 23 juin.

Ainsi sera, plus encore, confirmée et amplifiée la grande voix qui a retenti le 30 mai de la Concorde à l'Etoile en écho magnifique à l'appel du général de Gaulle.

Vous refuserez l'anarchie, le désordre, l'impuissance et les compromissions, fruits des alliances équivoques et provisoires.

Vous marquerez votre choix de réformes à accomplir dans l'ordre.

Vous affirmerez de nouveau votre volonté de défendre la République et la liberté.

Vous voterez pour Bernard Pons et Guy Murat, candidats de l'Union pour la défense de la République.

BERNARD PONS
Député sortant
Conseiller général du Lot
Membre du Comité central et du Bureau exécutif de l'Union des démocrates pour la Ve République

Remplaçant éventuel :

GUY MURAT
Maire de Cajarc

LOT-ET-GARONNE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Agen-I, Agen-II, Astaffort, Francesca, Laplume, Lavardac, Mézin, Nérac, Port-Sainte-Marie, Prayssas, Puymirol.

M. Georges CAILLAU

(Candidat Républicain indépendant - Ve République)

élu le 30 juin 1968

(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Halte au chaos !

La France a failli sombrer dans l'anarchie.

Le Président de la République, élu au suffrage universel pour préserver les institutions a dit « halte au chaos » et proposé à la Nation d'arbitrer démocratiquement ce conflit par le recours aux urnes.

Il existe, vous le savez, de nombreux pays où le recours aux urnes n'est qu'une comédie face à une liste unique.

Heureusement, nous sommes encore en République !

Mais elle est menacée et de nombreuses formations anarchistes et ultra-communistes n'attendent qu'un faux-pas du peuple pour instaurer leur désordre, propice à leur prise du pouvoir.

Et le Parti communiste rétablirait l'ordre à sa manière et à son seul profit. Ce serait la dictature !

Nous n'en voulons pas. Il faut sauver la République.

Après dix ans de redressement, il faut maintenant des réformes de structures : Université, participation, intéressement, etc. Cela exige une équipe unie, mobilisée sur place pour légiférer.

Car il reste beaucoup à faire, c'est indéniable

Et ceux qui veulent donner des leçons ne savent que se disputer. Ils sont parfois d'accord pour prendre le pouvoir, mais c'est leur seul accord, sans programme.

C'est une accumulation d'ambitions contraires.

Devant cette accumulation négative, il n'existe qu'une formation cohérente, décidée à réformer par le dialogue, et dans l'ordre républicain, autour du Président de la République, le général de Gaulle.

C'est la majorité qui compte des animateurs jeunes et de grande valeur.

Et dans notre circonscription d'Agen-Nerac, qui veut être représentée par des hommes de chez nous, en contact direct et constant avec vous tous, c'est une équipe jeune et dynamique de deux travailleurs qui vous propose de vous défendre tous :

Agenais, pensez à votre expansion !

Seul un député de la majorité peut obtenir l'Institut technique supérieur, défendre la Cour d'appel, trouver les crédits pour le pont, la lutte contre les inondations et l'aménagement du Coteau, l'aéroport...

De plus, le Comité économique d'industrialisation m'a désigné rapporteur de la section « usines nouvelles ». Député de la majorité je pourrai utilement accomplir cette tâche, dont vous attendez tant... L'expansion industrielle ne peut se faire sans la majorité.

Et pour préparer les options régionales du VIe Plan, il vous faut un député constamment sur place.

Le Lot-et-Garonne passe à Paris pour un département rouge
Rendez-le tricolore !

C'est un des meilleurs moyens d'attirer des industriels ou des crédits !

Tentez donc l'expérience !

Les agriculteurs parce que je suis fils d'agriculteurs et décidé à rester en contact étroit avec la profession, pour une régionalisation effective et la garantie des prix agricoles avec indexation.

Les commerçants parce que, depuis dix ans, je me dévoue pour l'expansion touristique et économique.

Les fonctionnaires parce que je suis, par mon métier, l'un des vôtres.

Les rapatriés parce que je n'ai pas attendu les élections pour m'occuper d'eux depuis 1962. (Questionnez donc les rapatriés de la région néracaise...). Je suis pour l'amnistie et l'indemnisation.

Les artisans et industriels parce que Jean Audhuy, ouvrier devenu petit industriel, par son travail, est directement concerné — avec ses ouvriers qui sont ses amis — par l'avenir d'Agen.

Les modestes retraités, les humbles, ceux que l'on oublie trop, parce que je les reçois depuis des années, connaissant leurs préoccupations et m'occupant d'eux à la mairie.

Ouvriers, pour vous défendre au sein de la majorité, il vous y faudra des élus comme moi, habitué à vous rencontrer et connaissant vos difficultés.

Vous saurez où me trouver :

A Agen, 11, rue Floirac, où j'ai toujours gardé mon bureau et où je serai le plus souvent car un département s'administre à Agen (et pas à Paris ou ailleurs...).

A Nérac où ma porte a toujours été ouverte, comme l'était celle de Gabriel Lapeyrusse avec lequel j'ai beaucoup travaillé.

Professions libérales, la majeure partie d'entre vous était avec moi sur les bancs du Lycée Bernard-Palissy : nous ne nous sommes jamais quittés. Vous savez que j'étais un travailleur acharné. Je prétends l'être resté, pour l'ardente défense de notre département.

Mais sans ordre, on ne peut rien défendre.

Rejetez l'opposition uniquement négative.

Rejetez le faux centrisme opportuniste qui rappelle trop la IVe République.

Donnez-nous le moyen d'être efficaces et utiles et, dialoguant au sein de la majorité, nous obtiendrons ces crédits que vous réclamez tous. Le « bras long », c'est le travail et la certitude d'être écoutés par des amis.

Vive la République !
Et que progresse notre circonscription !

Les seuls candidats de « chez vous » :

GEORGES CAILLAU
Vice-Président de la Commission des finances au Conseil général
Président de l'Union départementale des S.I.
Secrétaire général du Comité du tourisme
Membre du Comité de propagande en faveur des produits du Sud-Ouest
Licencié ès Lettres
(Ancien élève du Lycée d'Agen)

Candidat indépendant U.D. Ve République

Remplaçant éventuel :

JEAN AUDHUY
Industriel, installateur de chauffage
(Ancien élève Ecole Félix-Aunac)

2e CIRCULAIRE

Halte au scandale !

Désavoué par M. Duhamel, changeant de protecteur pour les besoins de sa cause, trahissant ses électeurs centristes, se refusant à la discipline républicaine face au danger d'un candidat communiste, M. François-Poncet se maintient !

Il renie tout ce qu'il avait affirmé : le centrisme, l'opposition aux deux blocs... et tente maintenant de se faire passer pour le candidat fédéré, oubliant ses écrits, ses propos et ses protestations de la semaine dernière ! Relisez ses affiches...

Il n'a aucune chance ! C'est une manœuvre qui soulève l'indignation de ses électeurs qui ne veulent, en aucun cas, d'un député communiste.

Cette volte-face et ce maintien rappellent trop les manœuvres de la IVe République, dont nul ne veut plus.

M. François-Poncet ruine tout son avenir politique. Il ne mérite que le mépris. Ses électeurs l'ont déjà, en tout cas, jugé !

Ne tenez aucun compte de sa candidature et, pour battre le candidat communiste, ne vous divisez surtout pas !

Eliminez le danger communiste !

Le bon combat continue...

Je remercie très sincèrement les 16.316 électrices et électeurs qui m'ont si nettement placé en tête dans la majorité des cantons, et notamment en toutes les grandes communes de la circonscription. A Agen, dans tous les bureaux, comme à Nérac, votre vote a été catégorique et décisif. Il en fut de même dans la quasi-totalité des chefs-lieux de cantons.

Vous avez voulu un député jeune, dynamique et bien de chez vous.

Vous avez voulu un défenseur de l'ordre, sans la moindre équivoque, mais aussi des réformes.

Vos regards sont tournés vers l'avenir de la France, le maintien des institutions républicaines, dans le cadre de la Ve République.

Maintenant votre choix est très clair :

Tandis que dans la France entière se dégage une majorité d'ordre et de travail :

— vous devez choisir entre le candidat qui, siégeant au sein de cette majorité, pourra obtenir les crédits absolument nécessaires à l'expansion d'Agen-Nérac, pour les villes comme pour les campagnes, pour l'industrialisation comme pour l'adduction d'eau ;
— et le candidat du Parti communiste qui ne pourra que contester, sans obtenir.

Et nous perdrions encore quatre années...

Le travailleur que je suis, en contact avec toutes les classes sociales, et qui fut le compagnon de Gabriel Lapeyrusse, ami des humbles, vous demande de lui faire confiance. Une tâche exaltante nous attend... Cela ne dépend que de vous.

Entre le candidat de la République française et celui de la démocratie populaire, aucune hésitation n'est possible !

Entre le drapeau tricolore et le drapeau rouge — et peut-être le drapeau noir en octobre — votre choix sera facile !

Et même si le candidat communiste se présente maintenant comme « candidat d'union », n'oubliez pas qu'il irait siéger aux côtés de M. Waldeck Rochet.

Il serait stérile et improductif.

Ne laissez pas passer la chance du Lot-et-Garonne !

Il reste tellement à faire...

Pensez surtout à l'avenir d'Agen-Nérac !

Eliminez le danger communiste et votez

GEORGES CAILLAU

Conseiller général — Licencié ès Lettres
Président de l'Union départementale des S.I.

Républicain indépendant - U.D. Ve République

Remplaçant éventuel :

JEAN AUDHUY
Industriel

Les traîtres qui se moquent des électeurs :

M. Poncet qui trahit les centristes en rejoignant M. Mitterrand.

M. Mitterrand qui trahit la F.G.D.S. de Lot-et-Garonne et rompt ses engagements avec le P.C.

M. Poncet qui, par arrivisme, trahit la parole donnée sur l'honneur à de nombreux notables agenais, de se retirer s'il avait une voix de moins que M. Caillau.

M. Labadie qui trahit également la parole donnée sur l'honneur. Pour lui, c'est très grave.

M. Poncet qui déclarait jeudi à Nérac : « La conduite de M. Maurice Faure, passé à la F.G.D.S. entre les deux tours, est inqualifiable. »

Que de volte-faces ! Tout cela c'est l'ambition, la rancœur... C'est l'image de la IVe République. Quel beau monde !

De toute manière, c'est aussi l'image de ce que serait la France si l'opposition divisée qu'ils incarnent avait la majorité.

Mais M. Mitterrand est déjà battu sur le plan national et M. Poncet finit sa carrière politique pour avoir trop écouté MM. Beme et Caillavet...

Rejetez ces infâmes combinaisons, que j'avais prévues la semaine dernière ! M. Poncet disait que je mentais... N'avais-je pas raison ? Jugez !

Mais l'intérêt du département compte beaucoup plus que l'intérêt personnel d'un candidat aux abois, déjà désavoué par les électeurs centristes, depuis mardi soir.

Entre Gascons, choisissons la solution du bon sens : désavouons ce diviseur !

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bouglon, Casteljaloux, Damazan, Duras, Houeillès, Lauzun, Marmande, le Mas-d'Agenais, Meilhan-sur-Garonne, Seyches, Tonneins.

M. Guy BÉGUÉ

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 30 juin 1968

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature communiste.

Des réformes sont nécessaires et je m'engage à agir dans les domaines suivants :

1° *L'administration :* régionalisation ; meilleure adaptation des directives du pouvoir central aux conditions régionales.

2° *L'industrie :* la participation de l'ouvrier à l'entreprise.

3° *L'agriculture :* rénovation des structures, suppression de la disparité entre les prix agricoles et industriels par l'indexation des prix agricoles ; organisation de la production des marchés en particulier du marché des fruits et légumes.

4° *La fiscalité :* plus de justice dans la répartition de l'impôt direct ; suppression de la taxe complémentaire payée par le commerce.

5° *Fonction publique :* rénovation du statut de la fonction publique.

6° *L'Université :* dialogue dans l'Université entre les jeunes et leurs aînés pour établir de nouvelles structures épousant la réalité économique et sociale, et devant leur permettre d'accomplir leur vie d'hommes dans des tâches et des buts clairement définis.

7° *Réévaluation* de l'aide aux personnes âgées.

L'anarchie, le totalitarisme, c'est l'oppression et la misère pour tous les travailleurs, pour tous les citoyens, jeunes ou vieux, et d'abord pour les plus défavorisés.

C'est donc aujourd'hui pour vous un devoir sacré que de vous unir pour envoyer au Parlement des hommes décidés à défendre la République et à former pour cela une majorité élargie et solide.

Face au communisme totalitaire et à la violence, face à leurs alliés, choisissez ceux qui veulent défendre la République, la liberté, l'égalité, la paix civile.

Votez BÉGUÉ, candidat d'Union pour la défense de la République.

GUY BÉGUÉ
Agrégé de l'Université
Sous-directeur à l'O.R.T.F.

Remplaçant éventuel :

ETIENNE DUBOURG
Agriculteur
Maire de Fauillet

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Une fraction importante de l'électorat a tenu à me manifester sa confiance, je l'en remercie.

Cependant, cette confiance doit s'affirmer car le deuxième tour sera déterminant.

Une fois de plus, cet arrondissement aura à faire un choix simple.

Ou il choisira la position de refus systématique de nos institutions, de la démocratie, de la liberté et des réformes nécessaires, prônée par un Parti communiste vieilli et rétrograde, en se condamnant à simplement survivre économiquement ;

Ou délaissant les vieilles chimères il prendra la décision de construire son avenir économique et social, en participant aux décisions d'intérêt national et régional que va être appelée à prendre la majorité de demain.

Oui, des réformes sont nécessaires et je m'engage à agir dans les domaines suivants :

1° *L'administration :* régionalisation : meilleure adaptation des directives du pouvoir central aux conditions régionales.

2° *L'industrie :* la participation de l'ouvrier à l'entreprise.

3° *L'agriculture :* rénovation des structures, suppression de la disparité entre les prix agricoles et industriels par l'indexation des prix agricoles ; organisation de la production des marchés en particulier du marché des fruits et légumes.

4° *La fiscalité :* plus de justice dans la répartition de l'impôt direct ; suppression de la taxe complémentaire payée par le commerce.

5° *Fonction publique :* rénovation du statut de la fonction publique.

6° *L'Université :* dialogue dans l'Université entre les jeunes et leurs aînés pour établir de nouvelles structures épousant la réalité économique et sociale, et devant leur permettre d'accomplir leur vie d'hommes dans des tâches et des buts clairement définis.

7° *Réévaluation* de l'aide aux personnes âgées.

8° *Rapatriés :* défense de leurs justes revendications dans les domaines de l'amnistie, de l'indemnisation et des dettes.

Conclusion :

Le pays vient de se prononcer dans un premier tour particulièrement clair.
Consentiriez-vous à rester sur place et à regarder les autres marcher ?
Non, vous refuserez le passé et vous direz oui à l'avenir, vous voterez pour l'action, vous voterez pour la renaissance de votre région.
Vous voterez pour BÉGUÉ, candidat d'Union pour la défense de la République.

GUY BÉGUÉ
Agrégé de l'Université
Sous-directeur à l'O.R.T.F.

Remplaçant éventuel :

ETIENNE DUBOURG
Agriculteur
Maire de Fauillet

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Beauville, Cancon, Castelmoron-sur-Lot, Castillonnès, Fumel, Laroque-Timbaut, Monclar, Monflanquin, Penne-d'Agenais, Sainte-Livrade-sur-Lot, Tournon-d'Agenais, Villeneuve-sur-Lot, Villeréal.

M. Édouard SCHLOESING

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Pendant dix ans, le gaullisme s'est vanté d'être le champion de l'ordre, de la stabilité, de la richesse, de la grandeur de la France.

Depuis six ans que je suis votre député, sans passion partisane, je n'ai cessé de dénoncer la fragilité de l'édifice et les tromperies du pouvoir. Les événements, hélas, viennent de me donner raison !

En quelques semaines, tout s'est effondré, l'Etat, la monnaie, la prospérité des entreprises, notre rayonnement à l'étranger.

⁂

Pendant dix ans, le pouvoir a méprisé et humilié tous ceux qui ne pensaient pas comme lui.

L'O.R.T.F. était devenue la voix du mensonge et de la propagande, au lieu d'être la voix de la Nation et de la vérité.

Pendant dix ans, le pouvoir a divisé volontairement les Français.

Député de l'opposition, je ne vous ai pas trompés en multipliant les promesses — mais je vous ai dit que la politique du Gouvernement était mauvaise.

Méprisant les hommes, le pouvoir a fui systématiquement le dialogue et a refusé la discussion avec les syndicats, les professions et les élus.

***

Gouverner, c'est prévoir. Le Gouvernement n'avait rien prévu de ce qui est arrivé.

Gouverner, c'est être responsable : le Gouvernement est responsable de la situation actuelle.

Le Gouvernement est responsable parce qu'il n'a pas su donner la priorité à *l'Education nationale,* parce qu'en dix ans, dix ministres différents se sont succédé au ministère de l'Education nationale, incapables de réformer l'école et l'université.

Le Gouvernement est responsable parce qu'il a refusé d'entendre *les jeunes* qui réclamaient des emplois dans le Sud-Ouest, parce qu'il a refusé aux *ouvriers* la libre discussion des salaires et le respect des droits syndicaux, parce qu'il ne s'est pas soucié de la montée du chômage, parce qu'il a imposé par ordonnances la réforme de la sécurité sociale.

Le Gouvernement est responsable parce qu'il n'a pas tenu les promesses faites aux *agents de l'Etat.* L'Etat a été le plus mauvais des patrons.

Le pouvoir a refusé d'entendre les *personnes âgées,* quand je réclamais en leur nom l'application des recommandations de la Commission Laroque (relèvement des allocations et pensions, modification du plafond des ressources, logement...). Une fois encore, les petits épargnants vont être spoliés par l'inflation.

Le pouvoir a refusé d'entendre les *Anciens combattants* bafoués par le Ministre Sanguinetti. Il a refusé d'entendre les rapatriés quand je réclamais en leur nom l'amnistie et l'indemnisation promise par les accords d'Evian.

Le Gouvernement a découragé les *artisans,* les *petits commerçants,* leur imposant la T.V.A. contre laquelle j'avais voté.

Le pouvoir a refusé d'entendre les *paysans* quand je réclamais pour eux la parité des revenus et le rétablissement des « Indexations Gaillard » que j'avais préparées. Il se moque des ruraux quand il lésine sur les crédits d'équipement (adduction d'eau, irrigation...).

De Gaulle, d'ailleurs, a promis aux agriculteurs, dans sa dernière allocution télévisée, encore dix ans de difficultés et de crise !

***

Le refus de réaliser *l'Europe politique* avec nos partenaires du Marché commun et avec l'Angleterre, nous a fait passer davantage sous la dépendance économique des Etats-Unis.

***

Par ses hésitations, par ses variations, notre politique extérieure a réveillé le nationalisme allemand qui réclame la réunification du Reich d'Hitler et la possession de la bombe atomique.

J'écrivais dans ma profession de foi de 1967 :

« Ces élections vont être le combat d'un peuple humilié, qui veut retrouver son honneur. Nous sommes la grande masse des Français trompés, qui s'éveillent et veulent redevenir un peuple majeur. »

L'opposition n'a pas été seule à dénoncer les abus du pouvoir personnel et le refus du dialogue : à l'intérieur de la majorité, des hommes se sont élevés contre les dangers de l'exercice solitaire du pouvoir. Malheureusement, ils n'ont pas eu le courage d'accorder leurs actes avec leurs paroles. Ils portent, de ce fait, une large responsabilité dans les menaces d'affrontement qui pèsent aujourd'hui sur la France.

Françaises, Français, notre devoir c'est de refuser cet affrontement, de préparer une majorité différente.

Fidèle à mes idées, fidèle à mes amis, je suis et je reste le candidat de la F.G.D.S., qui doit rassembler — dès le premier tour — tous les Républicains et rien que les Républicains.

A nouveau, comme pour ma première victoire, ma femme a accepté d'être mon suppléant. Nous n'avons pas changé, nous voulons la propreté... même et surtout dans la politique.

De tant d'angoisse, de tant d'espérances déçues, une France nouvelle doit surgir, une France dans laquelle nous serons heureux et fiers de vivre.

Edouard SCHLOESING

Député sortant
Membre de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe
Officier de la Légion d'honneur — Croix de guerre
Docteur en Droit

Candidat de la Fédération de la gauche démocratique et socialiste.

Remplaçante éventuelle :

Christiane SCHLOESING

Mère de famille

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

A l'heure où la France risque de sombrer dans le totalitarisme et la dictature, cette circonscription vient de faire preuve de sagesse.

Par 28.256 suffrages à l'opposition contre 15.753 à l'U.N.R. gaulliste, vous avez choisi le courage contre la peur — et je vous en remercie.

En me plaçant largement en tête de tous les Républicains hostiles au pouvoir personnel vous me chargez d'une bien noble tâche : celle de défendre dans l'ordre et le respect des Institutions vos libertés et votre avenir.

∴

Si demain, le gaullisme triomphait sans partage, ce serait :

— la fin de la liberté de l'information : une radio et une télévision asservies, trompant les français ;

— la fin des libertés syndicales et l'absence de dialogue ;

— la fin de tout espoir de renouveau de notre région ;

— la fin des petits paysans qui, pourtant, souhaitent pouvoir continuer à travailler la terre de leurs ancêtres — sans que leurs fils en soient chassés par la misère ;

— la fin des espoirs des rapatriés auxquels de Gaulle a toujours prodigué la hargne et refusé l'indemnisation.

⁂

Lorsque les gaullistes auront oublié la peur, ils oublieront leurs promesses. Comme dans le passé, ils oublieront les paysans, les personnes âgées, les ouvriers, les anciens combattants, les rapatriés, les petits commerçants.

Les Gaullistes oublieront de reconstruire l'école et l'Université.

Ils penseront à nouveau à leur stock d'or, au Canada, à la force de frappe et à leur politique de « prestige ».

N'ayant rien appris, ils continueront leur désastreuse politique.

⁂

En divisant la France en deux camps, le général de Gaulle a oublié son rôle d'arbitre (article 5 de la Constitution de la République).

Il n'y a pas deux catégories de Français, d'un côté les bons, de l'autre les mauvais, d'une part les traîtres, d'autre part les patriotes.

Ayant servi mon pays au moment où il était envahi, avec tous les anciens combattants, je ne peux accepter une telle insulte, une telle coupure de la France en deux.

Il faut sauvegarder l'unité de ce pays, en respectant tous les Français et en acceptant le dialogue avec tous.

Une démocratie sans opposition n'est plus une démocratie.

Cette circonscription a donné les preuves de sa sagesse. Une fois de plus, comme en 1962 et en 1967, je vous demande — puisque vous êtes d'accord avec moi sur l'essentiel — de vous unir et de me faire confiance.

EDOUARD SCHLOESING

Député sortant
Membre de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe
Officier de la Légion d'honneur — Croix de guerre
Docteur en Droit

Candidat de la F.G.D.S.

Remplaçante éventuelle :

CHRISTIANE SCHLOESING

LOZÈRE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Barre-des-Cévennes, Le Bleymard, Châteauneuf-de-Randon, Florac, Grandieu, Langogne, Mende, Le Pont-de-Montvert, Saint-Amans, Sainte-Enimie, Saint-Germain-de-Calberte, Villefort.

M. Pierre COUDERC

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(R.I.)

Electrices, électeurs, mes chers compatriotes,

A deux reprises, en 1962 et en 1967, vous m'avez déjà fait confiance et manifesté votre attachement.

J'ai toujours respecté vos convictions et défendu auprès du Gouvernement le département de la Lozère, afin d'obtenir pour ses habitants les moyens d'améliorer leurs conditions de vie.

Les événements que nous vivons depuis plusieurs jours dans notre pays, ont mis en danger l'unité nationale, les libertés des Français et la civilisation même.

Les élections législatives du 23 juin prochain vont vous permettre d'affirmer votre foi aux institutions républicaines, votre volonté de vivre et d'assurer votre avenir librement.

C'est pourquoi je viens, à nouveau, solliciter vos suffrages et vous demander de participer, avec moi, à l'œuvre de rénovation nationale qui va s'engager.

Mon suppléant, le docteur Adrien Durand, conseiller général et maire de Châteauneuf-de-Randon, Lozérien comme moi est bien connu de vous, très informé des problèmes de notre département, il a déjà donné de nombreuses preuves de son activité. Il est prêt à me seconder dans la tâche entreprise au service des Lozériens et ensemble, nous œuvrerons pour le bien de notre pays.

— *Sur le plan national*

Au cours des dernières législatures, les grandes options politiques du Gouvernement ont reçu mon approbation, de même que les programmes propres à assurer l'expansion économique et sociale.

Appartenant à la majorité gouvernementale et investi de sa confiance, nous nous présentons à vous comme candidats d'Union pour la défense de la République.

— *Pour le département de la Lozère*

Connaissant les difficultés et les problèmes de mes compatriotes désireux de vivre sur le sol qui les a vus naître, j'ai orienté mon action vers ce but essentiel : la prospérité et l'avenir de la Lozère.

Les nombreuses interventions que j'ai faites à l'Assemblée Nationale et auprès du Gouvernement tout au long des six dernières années, étaient toutes en faveur des activités qui sont les vôtres : agriculture, commerce, artisanat, tourisme, hôtellerie, transports, implantations industrielles.

La création des zones de rénovation rurale, auxquelles notre département a été rattaché, répond aux nombreuses sollicitations qui ont été faites pour apporter une solution au problème des pays de montagne défavorisés par le climat ou par l'isolement. Le département de la Lozère est certain de bénéficier d'avantages très importants à ce titre, et nous souhaitons vivement que les mesures prises à cet égard puissent se concrétiser très rapidement et que l'effort entrepris se poursuive malgré les difficultés actuelles.

Nous poursuivrons notre action :

— pour obtenir des avantages sociaux en faveur des personnes âgées et leur permettre une vie normale,

— pour obtenir le relèvement de certaines catégories de salaires et assurer la sécurité de l'emploi pour l'ensemble des travailleurs,

— pour améliorer le pouvoir d'achat et permettre des conditions de vie meilleures,

— pour assurer le fonctionnement normal du syndicalisme, transformer les relations dans l'entreprise et renforcer la dignité du travail salarié.

Les problèmes de la jeunesse ne nous échappent pas, de même que ceux concernant la réforme des structures de l'université et de l'enseignement. A cet effet, nous avons créé, au sein de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à l'Assemblée Nationale, un groupe de travail qui s'attachera, par une information objective basée sur la participation des maîtres, des étudiants et des parents à résoudre les difficultés actuelles.

La dissolution de l'Assemblée Nationale était la seule façon de rendre la parole aux Français pour exprimer leur opinion et dénouer la crise ; c'est pourquoi, vous allez choisir ceux qui savent défendre l'ordre et la légalité. La brièveté de cette campagne électorale ne nous permettra pas, comme nous l'aurions souhaité, de vous voir tous mais nous restons à votre disposition pour vous aider, en toutes circonstances, comme nous l'avons déjà fait.

Vous voudrez nous renouveler de façon éclatante la confiance que vous nous portez en votant massivement pour nous dès le premier tour des élections législatives.

Docteur Pierre COUDERC
Député sortant
Conseiller général
Maire de St-Etienne-du-Valdonnez

Remplaçant éventuel :

Docteur Adrien DURAND
Conseiller général
Maire de Châteauneuf-de-Randon

Candidats d'Union pour la défense de la République

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aumont-Aubrac, La Canourgue, Chanac, Fournels, Le Malzieu-Ville, Marvejols, Le Massegros, Meyrueis, Nasbinals, Saint-Alban-sur-Limagnole, Saint-Chély-d'Apcher, Saint-Germain-du-Teil.

M. Charles de CHAMBRUN

(Candidat U.D.R.)

élu le 23 juin 1968

(App. U.D.R.)

Lozériennes, Lozériens,

Les événements graves qui ont failli précipiter notre pays dans le chaos, grâce à une tentative de division des Français, ont provoqué cette nouvelle consultation électorale.

Superposant à de légitimes revendications sociales une action politique visant à instaurer l'anarchie pour faciliter la prise du pouvoir par un parti totalitaire, des groupes révolutionnaires ont fait flotter le drapeau noir sur de nombreux édifices parisiens ; profané la tombe du Soldat inconnu ; menacé de détruire les fondements mêmes de notre société.

Pour cette raison, les trois principales formations de la majorité : Républicains indépendants, U.D. Vᵉ République et gauche gaulliste ont décidé de présenter partout des candidats de défense de la République.

Vous êtes appelés à vous prononcer librement sur ce point. Vous devez ainsi donner un sens profond au vote politique que vous avez à faire.

Sur les autres points, il convient de revenir en arrière pour constater les étapes parcourues par la France depuis 1958. On se rend compte que si tout n'a certes pas été parfait, nous nous sommes néanmoins hissés au niveau d'une grande nation, alors qu'en 1958 notre pays, miné par les querelles politiques permanentes, était au bord de la faillite.

Confiants dans l'avenir et conscients des réformes en profondeur qu'impose la société moderne en pleine évolution, nous nous présentons à vos suffrages.

Sur le plan lozérien, les engagements que nous avions pris vis-à-vis de vous sont en cours de réalisation ou terminés,

— que ce soit le Centre de Montrodat — et lorsque ce Centre fonctionnera, deux autres établissements du même genre sont appelés à être créés, l'un en haute Lozère, l'autre dans la région Sud.

— que ce soit le C.E.S. de Saint-Chély,

— que ce soit les investissements routiers sur la nationale 9,

— que ce soit la réalisation du programme du syndicat intercommunal de La Canourgue,

— que ce soit les adductions d'eau, hors programme, des Hermaux, de Saint-Alban, de Chabannes ou encore des désenclavements tels qu'à Chauchailles, Saint-Bonnet-de-Chirac.

— que ce soit, sur le plan national et européen, l'appui que nous avons apporté à la politique agricole de M. Edgar Faure, politique agricole brillamment couronnée de succès à Bruxelles.

Mais il reste encore beaucoup à faire et notamment continuer à veiller à la sauvegarde de l'usine de Saint-Chély-d'Apcher, à soutenir les exploitations agricoles et la création d'emplois pour nos jeunes, etc.

C'est le travail d'équipe qui nous a permis de réaliser plus facilement, et c'est pourquoi nous donnons une grande importance à notre union.

Victor Gouton est en contact constant avec vous et vous connaissez son sens social, son intéressement à tous les problèmes sociaux et son dévouement. Il s'associe à l'action de votre député auprès des administrations départementales et il est son intermédiaire quand ce dernier travaille, à Paris, aux instances nationales et internationales.

Et c'est toujours ensemble que nous œuvrons pour le bien du département et pour que

vive la Lozère !
et vive la France !

Charles de CHAMBRUN
Député sortant
Ancien ministre
Maire de Montrodat
Investiture U.D.R.

Remplaçant éventuel :

Victor GOUTON
Ancien député
Premier adjoint au maire de St-Chély-d'Apcher

MAINE-ET-LOIRE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Angers-Nord, Angers-Est, Châteauneuf-sur-Sarthe, Tiercé.

M. Jean NARQUIN

Candidat de l'Union pour la défense de la République
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

En me présentant devant vous au nom de l'Union pour la défense de la République, je mesure pleinement l'étendue de responsabilités que je n'ai pas cherchées. La confiance de mes amis politiques, une sollicitation personnelle de Georges Pompidou et les circonstances exceptionnelles que nous traversons m'ont finalement créé une obligation que je suis résolu à assumer.

Notre pays vient d'être secoué par un drame national mettant en péril la République et les libertés. Le souffle de la dictature totalitaire est passé sur la France qui n'a retrouvé son honneur et son drapeau que par la rencontre du général de Gaulle, déterminé à défendre la République, et des masses populaires, unies pour sauver leur liberté.

La population de la circonscription d'Angers-Nord, abandonnée dans ces circonstances tragiques par son député, victime d'une douloureuse défaillance, ne s'est pas résignée et le magnifique défilé populaire du 30 mai restera une grande date pour les démocrates de l'Anjou.

Cette croisade de la liberté se poursuit aujourd'hui sous une autre forme, dans les élections : *un vote massif sauvera définitivement la République. Un résultat incertain et des suffrages dispersés maintiendront une lourde menace sur notre avenir.*

Vivant au milieu de vous, je connais vos craintes et vos espoirs. Je sais que vous avez conscience de l'importance de l'enjeu. Je vous épargnerai le déballage prétentieux des mérites que le candidat s'attribue généralement à lui-même, ainsi que le catalogue traditionnel des promesses faites à tous. Ce folklore habituel des élections ordinaires serait déplacé aujourd'hui, alors que votre choix est grave et qu'il vous engage entièrement.

Si nous sauvons la République ensemble, nous travaillerons ensemble demain. Le problème qui dominera notre action sera celui de la jeunesse, qu'elle vive à la ville ou à la campagne, qu'elle soit à l'école ou à l'usine. Le seul engagement que je prendrai devant vous est de me consacrer entièrement à cette jeunesse qui est la chance de la France et qui doit avoir les moyens modernes de formation, de participation et de décision. L'avenir de tous les Français est lié à la généreuse impulsion que la jeunesse apportera à notre société.

Nous aurons aussi à travailler ensemble pour assurer l'avenir de notre département, son expansion économique, culturelle et le progrès social dans tous les domaines. Je ne vous ferai aucune promesse mais je puis vous dire dans quel esprit j'aborderai ces problèmes : ce sera celui de la participation, c'est-à-dire de la

collaboration avec tous les responsables économiques ou syndicaux et dans un contact permanent avec les élus locaux, pour faire en sorte que la vie régionale reçoive l'impulsion d'une large concertation.

Le 23 juin, vous allez participer à un vote historique.

Je vous demande de voter en conscience, avec gravité, en pensant que vous avez le moyen décisif d'aider le général de Gaulle à poursuivre sa tâche, en mesurant aussi que de votre vote dépendra l'avenir de la République, de la liberté, de la France.

JEAN NARQUIN

Chirurgien-dentiste à Angers
Membre du Bureau exécutif national U.D. V[e]

Remplaçant éventuel :

JACQUES PEUCH

Maire de Châteauneuf-sur-Sarthe
Docteur en médecine

2[e] *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Je remercie vivement les 14.664 électeurs qui ont soutenu ma candidature au premier tour, me plaçant largement en tête avec 40 % des suffrages.

La notoriété de mes concurrents a provoqué une dispersion des votes inévitable et d'ailleurs très normale, car le propre d'un premier tour est de permettre à l'électeur d'exprimer, à la fois son accord sur des idées et ses sympathies personnelles.

Cette clarification étant faite, il s'agit maintenant, au second tour, de nous rassembler sur l'essentiel. Si les électeurs m'ont donné mandat d'être le porte-drapeau de l'union indispensable, c'est qu'ils ont jugé que les propositions que je leur ai présentées pouvaient permettre d'y aider.

Ces propositions, vous les connaissez : soutien de l'action du général de Gaulle et de Georges Pompidou, défense de la République et des libertés, priorité aux problèmes de la jeunesse dans le cadre d'une politique de large participation et d'action régionale.

Un second tour de scrutin est souvent l'occasion de tractations douteuses et de combinaisons politiciennes ayant pour but d'égarer les électeurs mal informés et de détourner leurs votes vers des candidats qu'ils n'auraient pas choisis.

Je me tiens à l'écart de tous ces marchandages.

Je fais confiance aux électeurs et je leur demande de s'unir sur des objectifs qui dépassent ma personne et qui doivent rallier les hommes de bonne volonté : la défense de la démocratie, des libertés et la paix entre tous les Français.

JEAN NARQUIN

Chirurgien-dentiste à Angers
Membre du Bureau exécutif national U.D. V[e]

Remplaçant éventuel :

JACQUES PEUCH

Maire de Châteauneuf-sur-Sarthe
Docteur en médecine

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Angers-Sud, Chalonne-sur-Loire, Chemillé, les Ponts-de-Cé, Saint-Florent-le-Vieil.

M. Jean FOYER

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Aucune consultation électorale n'a eu dans le passé une importance aussi dramatique que n'aura celle du 23 juin 1968.

L'enjeu : la défense de nos libertés

Vous n'aurez pas seulement à élire un député. Par votre vote, vous allez choisir la société dans laquelle vous voulez vivre, vous et vos enfants.

Si vous êtes résignés au pouvoir de la rue et à la dictature de la violence, si vous acceptez que disparaissent vos libertés individuelles et la propriété, fruit de votre épargne ou de celle de vos parents, il est logique que vous votiez pour le parti communiste ou — ce qui revient au même — pour ses alliés.

Si vous êtes attachés à la paix publique, à la légalité républicaine, au libre exercice de la démocratie, à vos libertés et à vos biens, vous apporterez vos suffrages à ceux qui soutiennent le chef de l'Etat dans la défense de la République.

Car le danger n'est pas écarté.

Les formations politiques qui, depuis un an, se sont divisées sur toutes les questions importantes, qui échafaudaient des stratégies parlementaires à l'heure où s'édifiaient les barricades dans la rue, sont rigoureusement incapables de préserver l'idéal de liberté auquel nous sommes attachés. La dernière Assemblée n'a pas souffert d'une majorité trop forte, mais d'une majorité insuffisante.

C'est le général de Gaulle qui a donné le coup d'arrêt à la subversion. C'est un devoir national que de lui donner une majorité parlementaire décidée à appuyer son action.

Devant la subversion et l'insurrection, l'heure n'est pas aux divisions et aux nuances. Elle est à l'union la plus large, sans exclusive, entre tous ceux qui veulent continuer d'être des personnes libres.

L'électorat gaulliste a vocation à rassembler toutes les familles politiques et spirituelles, de la gauche à la droite.

L'avenir : la construction de la société future.

Deux mois de crise n'ont fait disparaître aucun des problèmes à résoudre : aménagement du territoire, emploi, logement, équipement, transformation de l'agriculture, adaptation de l'économie à la réalisation du Marché commun. Ces problèmes demeurent posés, car la crise actuelle a rendu l'opinion favorable à des réformes dont hier les Pouvoirs publics concevaient la nécessité mais qu'ils ne pouvaient imposer contre le sentiment général.

La plupart de nos structures administratives, universitaires, sociales, sont à reconstruire. Il est nécessaire de faire naître un esprit nouveau dans les relations

entre les hommes dans l'Université, l'entreprise et la cité, esprit de respect mutuel, de confiance réciproque, de concertation et de dialogue.

Le but à atteindre, c'est la participation, c'est-à-dire le droit pour tout homme de prendre part aux décisions dont dépend sa destinée dans sa vie professionnelle, sa vie d'habitant d'une commune, d'un département, d'une région, par la restauration des corps intermédiaires.

Le but à atteindre, c'est une répartition plus équitable des fruits du développement de la société.

Le but à atteindre, c'est l'instauration d'une université nouvelle, ouverte sur la vie, transformée dans ses structures, sa pédagogie et son esprit.

C'est à cette tâche que nous convions toutes les énergies et particulièrement celles des jeunes.

Les exploitations familiales, les petites et moyennes entreprises, les artisans, grâce auxquels les villes ont été préservées de la famine et de l'asphyxie durant trois semaines, doivent être aidés pour participer au progrès social et économique. Les récentes mesures prises en leur faveur doivent être renforcées et complétées.

Mais il faut défendre la monnaie pour assurer l'amélioration du niveau de vie de tous les Français — lequel ne doit pas être confondu avec le montant nominal des salaires :

— pour assurer l'écoulement de nos produits à des prix compétitifs sur les marchés internationaux,

— pour prendre notre place dans le Marché commun.

L'entreprise de subversion a été mise en échec par le général de Gaulle. Le vaste mouvement né à son appel le 30 mai s'amplifie.

L'immense majorité des Français y a déjà répondu.

Par votre action, par votre vote, vous vous y associerez également.

Nous vous appelons à nous accorder votre confiance. Vous connaissez nos convictions, notre idéal de liberté et de progrès, notre attachement aux valeurs traditionnelles de l'Anjou, notre fidélité à l'action poursuivie par le général de Gaulle.

Avec vous, nous lutterons

— Pour la défense de la liberté et des institutions de la Vᵉ République.

— Pour le progrès social grâce à la participation de tous aux décisions essentielles intéressant les Entreprises et la Nation.

— Pour le développement économique et l'aménagement du territoire.

— Pour la rénovation nationale par un programme de réformes hardies.

JEAN FOYER

Professeur agrégé des Facultés de Droit
Conseiller général de Maine-et-Loire
Député sortant
Ancien Ministre

Remplaçant éventuel :

Docteur JEAN CHALOPIN

Maire de Chemillé
Président du Comité du syndicat
intercommunal de la région de Chemillé
Ancien député

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Allonnes, Beaugé, Beaufort-en-Vallée, Durtal, Longué, Noyant, Saumur-Nord, Seiches-sur-le-Loir.

M. Philippe RIVAIN

Candidat de l'Union pour la défense de la République.

élu le 23 juin 1968

(U.D.R.)

Mes chères concitoyennes, mes chers concitoyens,

Voici à peine quinze mois, vous m'avez, pour la troisième fois et dès le premier tour de scrutin, renouvelé à une large majorité le mandat de vous représenter à l'Assemblée Nationale.

Au moment où je reviens devant vous, j'évoque avec émotion et fierté le souvenir de cet appui qui m'a constamment soutenu dans mon effort d'union nationale et d'action sociale.

Vous me connaissez et vous savez que, depuis quinze ans, je me consacre à améliorer l'équipement de la Vallée et du Baugeois et à régler les problèmes que vous me soumettez. Présent chaque semaine au milieu de vous, dans telle ou telle commune de la circonscription, je suis conscient de vos difficultés et je puis constamment en être l'interprète à Paris. Ma tâche y est facilitée par la confiance de mes collègues des diverses tendances auxquels je dois d'avoir été deux fois de suite élu Rapporteur général de la Commission des finances.

La dissolution de l'Assemblée fait suite à des événements dramatiques que vous avez suivis avec angoisse au cours de ce mois de mai. En soutenant dans l'épreuve le Président de la République et le Premier Ministre, j'ai conscience d'avoir fait mon devoir. A vous maintenant de me confirmer si, comme je le pense, j'ai bien interprété votre pensée.

L'Etat s'est trouvé brusquement en face d'une poussée de fièvre qui s'est emparée de l'Université dont il est bien vrai que les problèmes doivent trouver une solution, et nous nous y emploierons. Ce n'est pourtant pas une raison pour que les étudiants consciencieux perdent le bénéfice de leur année de travail. Ce n'est pas non plus une raison pour que le Président de la République régulièrement élu par le Peuple et pour que le Premier Ministre, qu'aucune motion de censure n'avait jusqu'ici réussi à renverser, soient sommés de démissionner pour laisser le champ libre à l'émeute et à la guerre civile.

Nous devons tout faire pour éviter ces grands malheurs. Ils opposeraient les unes aux autres les différentes catégories sociales et paralyseraient l'économie française dont l'expansion est le seul garant d'un progrès social continu ; ils mettraient fin aux libertés fondamentales qui sont la loi de la République et que nous entendons défendre.

Pour maintenir l'union entre les Français, le Gouvernement est entré en négociations avec les organisations de travailleurs. Il a immédiatement adopté les mesures que j'avais moi-même réclamées lors des élections de 1967, et que je réclamais encore dans mon dernier rapport public sur les questions budgétaires : augmentation des bas salaires, suppression définitive des abattements de zone ; ce qui pour notre région était une œuvre de justice.

Aux négociations de Grenelle il a également donné son accord à une hausse générale des salaires. Cette décision n'aura de vraie valeur que si elle n'entraîne pas

une montée des prix ni la dégradation de notre commerce extérieur et de notre monnaie. Elle doit s'accompagner de mesures propres à sauvegarder les entreprises moyennes qui sont une source de richesses et un élément fixateur d'emploi. Elle ne doit pas non plus élargir l'écart qui risquerait de se produire avec les revenus du monde rural. A ce sujet les accords européens qui ont été négociés à Bruxelles sur la viande et sur le lait prouvent que la voix des défenseurs du monde rural dont vous savez bien que je suis, a été entendue. Au sortir de la crise présente un effort commun doit être accompli pour permettre aux travailleurs de profiter des bénéfices de l'expansion. Mais pour que cela ait un sens, il faut que l'expansion ne soit pas brisée.

J'ai la conviction qu'elle peut être maintenue et même développée, à condition que le pays tout entier sache observer les disciplines nécessaires et qu'aucune catégorie sociale ne soit injustement sacrifiée. Ceci vaut d'abord et en général pour les familles, mais également pour les agriculteurs, les artisans et les commerçants, pour les retraités, rentiers viagers ou autres, et surtout pour les jeunes en quête d'emploi auxquels une récession causerait un tort inacceptable.

L'ordre républicain peut seul, n'en doutez pas, garantir les libertés de chacun. En appelant les Français à se prononcer aujourd'hui par la voie d'élections générales, le Président de la République nous convie tout d'abord à réaffirmer notre attachement aux institutions librement adoptées par le suffrage populaire. En dehors d'elles, les groupes particuliers ne seront pas en mesure de mener une action concertée pour le développement du niveau de vie, pour la sécurité de la vieillesse et pour la protection contre la maladie qui ont été, vous le savez, un de mes plus constants soucis.

En m'accordant pour une nouvelle fois votre confiance, vous contribuerez à former la majorité qui aura la tâche de promouvoir, en accord avec le Gouvernement du général de Gaulle, les réformes dont la crise d'hier a montré la nécessité.

Nous voulons éviter qu'entre les générations qui ont connu les deux grandes guerres (n'oublions jamais ceux de 1914-1918 et de 1939-1945) et les nouvelles générations ne se creuse un fossé infranchissable.

Il importe que notre société sache accueillir les jeunes sur le plan de l'enseignement, de l'orientation, de la formation professionnelle, de l'emploi et du logement. Il convient en outre d'offrir à chaque groupe social, mieux que cela n'a été fait jusqu'à présent, des possibilités d'expression et de participation. Notamment je souhaite qu'un plus grand nombre de décisions concernant notre existence quotidienne puissent être discutées et prises au niveau de notre Région et non plus par les administrations parisiennes.

Pour la paix, la liberté et le progrès social,
Vive la République !
Vive la France !

Philippe RIVAIN

Né le 9 avril 1912
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 39-45 (avec palme) — Médaille des évadés
Officier des Palmes académiques — Licencié ès Lettres et en Droit
Officier du Mérite agricole
Maire de Longué
Rapporteur général de la Commission des finances à l'Assemblée Nationale
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Paul BOUDON

Docteur-vétérinaire à Noyant
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre — Médaille de la Résistance
Croix du Combattant volontaire
Médaille des évadés
Conseiller général de Maine-et-Loire

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Doué-la-Fontaine, Gennes, Montreuil-Bellay, Saumur-Sud, Thouarcé, Vihiers.

M. Robert HAURET

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs, mes compatriotes,

Les circonstances dramatiques que nous venons de vivre ont conduit le Président de la République à prononcer la dissolution de l'Assemblée Nationale et à donner, démocratiquement, la parole au peuple français.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore ; derrière le drapeau noir nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Chaque famille a suivi, dans l'angoisse, le développement de cette dramatique situation.

A l'appel historique du général de Gaulle, le pays s'est ressaisi.

Le million et demi de Parisiens qui ont participé à la gigantesque et inoubliable manifestation sur la Concorde et les Champs-Elysées ; les milliers de Saumurois qui ont affirmé leur attachement à la liberté ont déjà choisi.

Mes compatriotes, vous êtes à l'heure décisive du choix.

Il s'agit essentiellement aujourd'hui :

De proclamer l'attachement du peuple français à la liberté :

Liberté religieuse — Liberté d'expression — Liberté du travail

— par la dénonciation de la violence comme moyen d'expression ;

— par le respect de toutes les valeurs morales, de toutes les opinions, de tous les dévouements et sacrifices consentis pour notre libre Nation dont le seul emblème est le drapeau tricolore ;

— par les libres élections, assurant la désignation des députés, seuls représentants politiques qualifiés du peuple et devant lesquels le Gouvernement est responsable.

— *D'affirmer la nécessité de procéder, le calme revenu et l'ordre rétabli aux réformes souhaitées pour retrouver une véritable paix sociale.*

Participation effective du monde du travail lors des décisions intéressant sa vie, ses conditions de travail et son avenir.

Dialogue organisé entre syndicats, patronat, gouvernement.

Recherche passionnée de la justice sociale.

Protection des catégories sociales les plus défavorisées et des personnes âgées.

Aide à l'agriculture, organisation de la viticulture.

Accélération de la politique d'industrialisation et de modernisation de notre industrie, particulièrement dans notre région.

Réalisation d'urgence de grands travaux d'équipements collectifs urbains et ruraux prévus au plan.

Modernisation de nos structures communales. Décentralisation de l'Administration,

De décider les réformes et mutations profondes de l'Enseignement dans l'intérêt de notre jeunesse.

L'Ecole de la Nation se doit d'être neutre.

Les parents doivent jouer leur rôle et se faire entendre ; sur la gestion et les programmes, les élèves doivent pouvoir s'exprimer.

Les crédits nécessaires doivent être accordés pour donner à nos écoles des maîtres de qualité en nombre suffisant, pouvant enseigner dans des conditions normales.

L'orientation scolaire et universitaire doit être repensée et développée afin d'assurer dans les meilleures conditions les chances d'avenir de notre jeunesse.

Le mode d'attribution des bourses doit être réformé ; certaines catégories sociales dont les agriculteurs, artisans, etc., devant en bénéficier plus largement.

L'enseignement supérieur, ouvert sur la vie régionale, adapté aux besoins du monde moderne.

***

Le 1er juillet prochain nous entrons dans le Marché commun. Cette date marque, pour nos industries, notre commerce, notre agriculture et pour toutes nos familles, une échéance capitale.

Les conséquences économiques des événements de ces derniers jours pèseront lourdement sur les entreprises de notre région.

Pourrons-nous tenir ? est la question que de nombreux industriels, commerçants, artisans, agriculteurs, éleveurs, viticulteurs m'ont posée cette semaine.

Cette angoisse des responsables économiques, je la partage ; je ferai tout pour aider des compatriotes à maintenir leurs entreprises, afin de barrer la route au chômage, cette plaie sociale.

Les chances du nouvel équilibre économique sont conditionnées par l'importance de la majorité élargie, solide et convaincue que vous élirez.

Mes chers compatriotes,

Depuis plus de dix ans, je me suis entièrement consacré à notre circonscription de Saumur Sud à laquelle je continuerai de consacrer toutes mes activités à l'exclusion de toute autre circonscription.

Les marques de sympathie qui me sont adressées particulièrement en cette période me prouvent, qu'au-delà des opinions politiques et des tendances philosophiques, vous me considérez comme le député de tous.

D'autres se livreront au folklore traditionnel des promesses jamais tenues, mais vous sentez bien que pour remettre la France debout et notre région à la place qu'elle mérite, il faudra les efforts de tous.

Je vous convie à vous rassembler avec moi pour cette grande œuvre, derrière le général de Gaulle.

En me renouvelant massivement votre confiance, vous voterez utile, vous défendrez votre liberté et la République.

Vive la France !
Vive de Gaulle !

Robert HAURET

46 ans
Maire de Martigné-Briand
Député sortant
Croix du Combattant volontaire — Médaille de la France libérée

Remplaçant éventuel :

EUGÈNE GAUTIER

Né le 2 septembre 1906
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 1939-1945

Candidats d'Union pour la défense de la République

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Beaupréau, Champtoceaux, Cholet-Est, Cholet-Ouest, Montfaucon, Montrevault.

M. René LE BAULT de la MORINIÈRE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electeurs, électrices du Choletais,

Tout au long de cette campagne, vous avez beaucoup entendu parler de dialogue.

Depuis dix ans, où vous me faites l'honneur de m'élire à une très grande majorité, notamment avec plus de 30.000 voix en 1967, je me suis efforcé d'entretenir ce dialogue avec vous en tenant régulièrement des permanences toutes les semaines.

Avec vos municipalités et vos représentants professionnels chaque fois qu'ils en ont manifesté le désir afin de bien connaître les besoins de notre région.

Avec le Gouvernement comme vice-président du groupe de la majorité à l'Assemblée Nationale.

Mais vous avez tous conscience aujourd'hui que l'enjeu du scrutin dépasse de beaucoup celui d'une élection normale.

La France vient de vivre des journées dramatiques

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature communiste.

L'ensemble de la France ne voulait rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.

Nous voulons toutes les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions, si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne et de le maintenir dans la voie du progrès. Mais ces réformes ne se feront que dans l'ordre et la légalité.

Certes depuis dix ans de nombreuses réformes ont été faites, mais l'accélération des techniques implique une perpétuelle et rapide évolution, et l'effort déjà accompli devra être poursuivi sans relâche pour une société plus humaine.

Les avantages sociaux obtenus par le monde du travail et consacrés par les accords de Grenelle, ont été rendus possibles par les années d'expansion économique qu'a connues la Ve République. Il ne faut pas que ces avantages soient remis en cause par l'inflation qu'entraînerait la poursuite des désordres ou le retour aux mœurs politiques du passé.

Face à la violence, au communisme et à leurs alliés, choisissez ceux qui veulent défendre la République, la liberté et la paix civile.

René LE BAULT de LA MORINIÈRE
Conseiller général
Député sortant
Maire de Landemont

Candidat de l'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

Charles BOSSARD
Agent technique à la C.S.F.
Conseiller municipal de Cholet — Administrateur de l'Office public H.L.M.

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Angers-Ouest, Candé, le Lion-d'Angers, le Louroux-Béconnais, Pouancé, Saint-Georges-sur-Loire, Segré.

M. René LA COMBE

(Candidat d'Union des démocrates pour la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Le Français, par nature, est tellement individualiste, qu'il verse facilement dans l'anarchie.

Voici quelques réflexions toutes simples :

La France, depuis quelques années, avait opéré un redressement qui lui avait permis de remonter ses finances et son industrie, de remettre en équilibre son économie et de renoncer à ses folies d'autrefois qui consistaient à changer de Gouvernement tous les deux mois.

Equipement du pays.

L'équipement du pays, qui avait été abandonné si misérablement se poursuit.

Cet équipement ne se fait pas sans travail, sans effort et sans argent, mais, peu à peu, dans les villes comme dans les communes rurales, une très nette amélioration se faisait sentir.

Finances.

Cette action, menée grâce à de solides finances, a permis de créer progressivement les fondations d'un édifice qui sera la France de demain.

Monsieur Pompidou et son Gouvernement ont besoin de votre appui pour que les finances de l'Etat soient suffisamment fortes pour affronter les derniers événements, et payer la note.

Prix agricoles.

Payer la note pour défendre nos prix agricoles, à Bruxelles, au sein du Marché commun.

Aménagement du Territoire.

Poursuivre l'aménagement du Territoire qui est un travail de longue haleine et qui est la tâche essentielle de notre époque.

Effort social.

L'effort social qui vient d'être accompli dans notre pays est considérable. Le Gouvernement du général de Gaulle a été infiniment respectueux de toutes les libertés du peuple français, et il est parfaitement ridicule de parler de dictature, comme le proclament les adversaires du régime.

Au moment des élections présidentielles, le chef de l'Etat a été mis en ballottage. A-t-on quelquefois vu, dans l'histoire des nations, un dictateur en ballottage ?

Mais, maintenant, il faut bien prendre garde à ne pas nous laisser entraîner sous des drapeaux rouges ou noirs qui conduiraient notre pays à la ruine. La France n'a que faire d'autres emblèmes que celui de nos deuils et de nos victoires.

Le pays attend un vote de raison et de sagesse pour aider le chef de l'Etat, le général de Gaulle, et le chef du Gouvernement, M. Pompidou, à défendre les institutions, la liberté, dont l'amour nous unit au-delà des frontières politiques et pour laquelle nous donnerions demain, s'il le faut, comme nos aînés, le meilleur de nous-même.

Vive l'Anjou !
Vive la République !
Vive la France !

Le candidat :

René LA COMBE
Compagnon de la Libération
Officier de la Légion d'honneur
Prisonnier évadé
Résistant interné évadé
Ancien Vice-président de l'Assemblée Nationale
Député de Maine-et-Loire
Maire de Saint-Germain-des-Prés (M.-et-L.)

Le remplaçant éventuel :

Yves BESNIER
Ingénieur
Maire d'Avrillé

MANCHE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Canisy, Carentan, Marigny, Percy, Saint-Clair-sur-l'Elle, Saint-Jean-de-Daye, Saint-Lô, Tessy-sur-Vire, Torigni-sur-Vire, Villedieu-les-Poëles.

M. Raymond GUILBERT

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 30 juin 1968

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Mesdames, mesdemoiselles, messieurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail, a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature communiste.

La France dans son immense majorité ne voulait rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté avec vos cinq députés de la Manche, d'une façon éclatante aux Champs-Elysées, son désir d'ordre et de paix civile.

Nous imposerons les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne et de le maintenir dans la voie du progrès. Mais ces réformes ne se feront que dans l'ordre et dans la légalité.

L'anarchie et le totalitarisme, c'est l'oppression et la misère pour tous les travailleurs et d'abord pour les plus défavorisés.

En 1967, je vous ai exposé mon programme, je n'ai rien à y retrancher. Demain, comme hier, je défendrai la propriété, les petits exploitants et petits commerçants, je lutterai pour l'augmentation du prix du lait et poursuivrai mon action pour la taxation de la margarine, les anciens combattants et victimes civiles auront toujours en moi un défenseur de tous les instants, enfin je continuerai à réclamer l'amnistie totale pour les derniers détenus et l'abaissement de la retraite pour tous à l'âge de 60 ans.

Je pense que sur toutes ces questions mes votes ont toujours été en harmonie avec mes principes.

Electrices, électeurs, c'est donc pour vous un devoir sacré que de vous unir pour envoyer au Parlement des hommes décidés à défendre la République et à former pour cela une majorité solide et convaincue.

Face au communisme totalitaire et à la violence, face à leurs alliés, vous choisirez entre l'ordre et le désordre, je connais par avance votre réponse.

Vive la France !

RAYMOND GUILBERT

Député sortant
Vice-président de l'Amicale parlementaire des députés-maires de France
Notaire
Maire de Saint-Samson-de-Bonfossé
Président du Syndicat d'adduction d'eau de La Chapelle-sur-Vire (Tessy-Canisy)
Directeur de l'Ecole de Notariat de la Manche
Ancien Magistrat près le tribunal militaire de Hesse-Palatinat
Chevalier du Mérite agricole
Chevalier des Palmes académiques

Union pour la défense de la République
Seul candidat investi par M. le Premier Ministre pour la première circonscription

Remplaçant éventuel :

BERNARD HUE

Pupille de la Nation
Maire-adjoint de Villedieu-les-Poëles

Déclaration des cinq députés de la Manche.

Devant les menaces de guerre civile, les cinq députés de la Manche ont fait front commun.

Pourquoi ?

Parce qu'ils sont l'image même des populations qu'ils représentent.

Parce que, comme vous, ils sont attachés au maintien de la République.

Parce que, comme vous, ils sont opposés à l'anarchie et à la dictature de la rue qui voulait instaurer dans l'illégalité un régime totalitaire de type communiste ou chinois.

Parce que, dans l'ordre, ils avaient obtenu le rattachement du département aux zones de rénovation rurale et l'indemnité viagère de départ à 60 ans.

Parce que, dans l'ordre, ils avaient obtenu la garantie des prix européens du marché laitier et de la viande.

Parce que, dans l'ordre, ils voyaient enfin se lever les espérances de nos populations.

Ils ont agi, comme vous-même auriez agi : pour le respect de toutes les libertés républicaines, en un mot, pour le respect de l'homme maître de son destin et déterminés à lutter contre les abus quels qu'ils soient.

Ils se présenteront à vos suffrages dans un front uni, tout comme ils l'étaient lors de la manifestation des Champs-Elysées, dans le seul but de construire avec vous une société faite pour l'homme, au service des hommes.

Henri BAUDOIN, Emile BIZET,
Pierre GODEFROY, Raymond GUILBERT, Jacques HEBERT

Députés sortants

2e *CIRCULAIRE*

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Merci de nous avoir si largement renouvelé votre confiance le dimanche 23 juin 1968 en nous accordant 18.869 suffrages et la majorité dans plus de 80 % des villes et des communes de cette circonscription.

Nous vous redisons à toutes et à tous notre reconnaissance.

Hier

Votre vote a exprimé, sans équivoque, votre volonté d'ordre et de respect des institutions de la Ve République.

Votre fidélité au général de Gaulle et à son Premier Ministre, Georges Pompidou.

Demain

Vos cinq députés, animés du même idéal de liberté, du même désir de « vous servir »

ne feront qu'un

Pour un développement économique accru de notre département,

Pour la défense de vos intérêts,

Pour les réformes de structures qui s'imposeront, dans le respect des droits de chacun,

Contre le désordre, l'anarchie.

Vive la République !

Vive la France !

Raymond GUILBERT

Député sortant
Vice-président de l'Amicale parlementaire des députés-maires de France
Notaire
Maire de Saint-Samson-de-Bonfossé
Président du Syndicat d'adduction d'eau de La Chapelle-sur-Vire (Tessy-Canisy)
Directeur de l'Ecole de Notariat de la Manche
Ancien Magistrat près le tribunal militaire de Hesse-Palatinat
Chevalier du Mérite agricole
Chevalier des Palmes académiques

Union pour la défense de la République
Seul candidat investi par M. le Premier Ministre pour la première circonscription

Remplaçant éventuel :

Bernard HUE

Pupille de la Nation
Maire-adjoint de Villedieu-les-Poêles

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Avranches, Barenton, Brécey, Ducey, la Haye-Pesnel, Isigny-le-Buat, Juvigny-le-Tertre, Mortain, Pontorson, Saint-Hilaire-du-Harcouët, Saint-James, Saint-Pois, Sartilly, Sourdeval, le Teilleul.

M. Émile BIZET

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Chères électrices, chers électeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

Les libertés de pensée, d'expression, de travail, ont été menacées et le sont encore.

Au groupuscule de révolutionnaires à l'origine du complot se sont joints des hommes politiques, qui ont bafoué ouvertement la légalité républicaine, qui étaient décidés par tous les moyens, y compris le recours à la guerre civile, à perpétrer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature communiste.

Une immense majorité de Français de toutes professions, de toutes classes sociales, de toutes familles spirituelle, ne voulait rien de cela.

Atterrés, angoissés, stupéfaits, tous, nous avons, calmement, fait front à la subversion affirmant, une fois de plus, notre profond désir d'ordre et de paix civile.

Au chant de l'Internationale, au brandissement du drapeau rouge de la révolte et du drapeau noir de l'anarchie, nous avons opposé le drapeau de la liberté, et affirmé notre volonté de procéder dans l'ordre et la paix aux réformes qu'appellent notre société et les hommes qui souffrent des trop brutales mutations imposées par une évolution trop rapide.

En nous présentant à vos suffrages, il faut que vous sachiez que nous sommes :

— *Opposés à l'anarchie, au totalitarisme,* car nous sommes opposés à l'oppression et à la misère qu'ils engendrent nécessairement pour tous les travailleurs, pour tous les Citoyens, jeunes ou vieux, et surtout pour les plus défavorisés.

— *Décidés à soutenir un Gouvernement d'union,* regroupant tous les hommes de bonne volonté, résolument déterminés à opposer une politique sociale dans le respect de l'homme et de ses libertés au communisme et à ses alliés qui entendent nous imposer une démocratie populaire.

— *Déterminés à faire participer l'homme* aux décisions qui concernent son destin et aux fruits de son travail qui conditionnent sa vie et celle de sa famille.

— *Déterminés à refaire une société* qui s'est abandonnée et qui se réveille dépouillée de valeurs morales et spirituelles, qui faisaient sa force.

Vous nous connaissez suffisamment pour savoir notre volonté de tout mettre en œuvre pour sauver l'homme, qui voit avec une juste appréhension se créer une société, trop obéissante à un délire économique, impitoyable au point de devenir parfois inhumaine.

Face à la violence, au désordre, nous nous proposons, avec vous, de défendre avec foi et acharnement la République, la liberté, l'égalité, la paix civile.

Vive l'arrondissement d'Avranches-Mortain !

Vive la République !

Vive la France !

EMILE BIZET

Député sortant
Docteur-vétérinaire
Ingénieur agricole
Ancien combattant de la Résistance
Officier du Mérite agricole
Maire de Barenton
Conseiller général de la Manche
Membre du Conseil de l'Europe
Vice-président de la Société d'aménagement du bocage normand

Remplaçant éventuel :

EMILE LEBOURGEOIS

Agriculteur - Fermier
Maire de La Lucerne-d'Outremer

Candidats d'Union pour la défense de la République

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bréhal, Cerisy-la-Salle, Coutances, Gavray, Granville, Lessay, Montmartin-sur-Mer Périers, Saint-Malo-de-la-Lande, Saint-Sauveur-Lendelin.

M. Henri BAUDOUIN

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, chers amis,

Conformément à la Constitution et à la tradition de la République, l'ensemble du peuple est appelé à arbitrer le 23 juin un conflit qui vient de diviser les Français, pour le plus grand risque de leur liberté, de leur sécurité, de leurs conditions d'existence.

L'allocution du Président de la République du jeudi 30 mai, l'exhaltant défilé des Champs-Elysées les manifestations qui se sont déroulées dans tout le pays, les négociations menées avec le Gouvernement, et le bon sens enfin, ont permis à la France de reprendre confiance en elle-même, en son avenir, en son destin, en sa mission civilisatrice.

Qui, en dehors de certains fauteurs de troubles, décidés envers et contre tout, et coûte que coûte, à nous plonger dans l'anarchie et le désordre, ne se sentirait soulagé ?

Le 23 juin, la volonté populaire s'exprimera librement.

De cette consultation dépendent :

— *L'avenir de nos institutions* menacé par des minorités agissantes ;
— *Le maintien de toutes les libertés* auxquelles nous sommes si profondément attachés ;
— *L'unité et la prospérité de la Nation*, dangereusement ébranlées par des irresponsables à la veille de l'ouverture de nos frontières au Marché commun.

Les Français dans leur immense majorité, quelles que soient la catégorie sociale, ou la famille spirituelle auxquelles ils appartiennent, manifesteront, par leur vote, leur hostilité à la dictature totalitaire, au drapeau rouge de la révolution, au drapeau noir de l'anarchie nihiliste, et leur attachement à la République, à la liberté, à la France.

Ce n'est que dans l'unité nationale et la paix retrouvées que pourront se réaliser les grandes réformes auxquelles le pays aspire dans ce monde en pleine mutation :

Réforme de l'enseignement,

De l'université qui doit fournir les élites adaptées à chaque activité.
Des établissements primaires et secondaires par la mise en place d'une nouvelle pédagogie, basée sur une plus large participation de tous les intéressés, et sur le renouvellement des modes de gestion de ces établissements.

Réforme de l'économie.

Dont le profit ne doit plus être le seul mobile et de l'entreprise par une véritable participation, impliquant l'intéressement de tous ses éléments.

Evolution progressive du monde rural,

Par la poursuite de l'amélioration du revenu agricole et, notamment, par la garantie des prix européens du marché du lait et de la viande et des produits maraîchers, par la création des débouchés indispensables aux jeunes atteints par les mutations accélérées de l'agriculture.

Mesures financière et fiscales,

En faveur des petites et moyennes entreprises, des commerçants, hôteliers, marins-pêcheurs et artisans.

Mesures sociales,

Au profit des plus défavorisés et, notamment, des personnes âgées.

Autant d'objectifs à atteindre pour permettre à chacun dans la dignité de vivre mieux et de rester libre.

H. BAUDOUIN
Licencié en Droit
Ancien élève de l'Institut d'études politiques
Agréé
Maire de Granville
Député sortant

Candidat d'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

GASTON BRISION
Conseiller général du canton de Coutances

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Barneville-Carteret, Bricquebec, la Haye-du-Puits, Montebourg, les Pieux, Quettehou, Sainte-Mère-Eglise, Saint-Sauveur-le-Vicomte, Valognes.

M. Pierre GODEFROY

(Candidat de l'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Depuis dix ans vous m'avez accordé votre confiance.

J'ai soutenu l'action du général de Gaulle chaque fois qu'il s'est agi de l'intérêt national.

Attaché comme vous à l'ordre et à la paix, je crois que la guerre civile anéantirait, en quelques semaines, ving années de travail et de progrès et nous conduirait à une dictature.

Je défendrai vos libertés au Parlement

— en soutenant le Premier Ministre, M. Pompidou, qui a montré pendant cette crise ses qualités d'homme d'Etat.

— en veillant à ce que tous, paysans ou ouvriers, artisans, pêcheurs, commerçants ou fonctionnaires, et en premier lieu les plus déshérités, tirent un juste profit de leur travail, sans que soit oublié notre double devoir envers nos anciens et nos jeunes.

— Dans le dialogue entre le Gouvernement et les citoyens, le Parlement se doit de faciliter la compréhenion des besoins sociaux et les réconciliations, en particulier, par le vote de l'amnistie, afin que la France soit plus unie, plus heureuse et plus forte.

Je travaillerai pour le développement de notre région normande.

Ne voulant pas d'une Haute-Normandie industrielle absorbée par la région parisienne, ni d'une Basse-Normandie privée d'expansion, je suis un partisan résolu de l'unité de la province et par conséquent d'une seule région économique normande.

Je m'efforcerai de tirer tout le parti possible, aussi bien sur le plan agricole, qu'industriel, que commercial ou touristique, du classement de la Manche en zone de rénovation rurale.

J'estime essentiels pour notre civilisation, pour l'équilibre d'une société moderne, la sauvegarde de l'exploitation familiale ainsi que le maintien du patrimoine familial.

J'enregistre avec espoir les résultats obtenus de haute lutte à Bruxelles sur les prix agricoles européens.

***

Mon suppléant, M. Piquot, homme sincère et fidèle, m'accompagne comme il le fit pour la première fois en 1958. Tous les deux nous avons foi dans l'avenir de notre presqu'île du Cotentin qui fut, au débarquement, la tête de pont de la liberté et qui doit devenir le trait d'union entre la France et l'Angleterre, dans une Europe élargie.

PIERRE GODEFROY
Journaliste agricole
Conseiller municipal de Valognes

Candidat de l'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

RENÉ PIQUOT
Cultivateur
Maire de Taillepied
Président du Comice agricole de Saint-Sauveur-le-Vicomte

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Beaumont, Cherbourg, Octeville, Saint-Pierre-Eglise.

M. Jacques HÉBERT

(Candidat pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Grâce au sursaut du peuple français, le coup de force anarcho-communiste a échoué.

Conformément à la Constitution, le Président de la République à dissous l'Assemblée Nationale et invite le pays à se prononcer.

J'ai toujours combattu pour défendre la République.

Voilà pourquoi je vous demande de me renouveler la confiance que vous m'avez déjà maintes fois témoignée.

Défendre la République, c'est :

Réunir et réconcilier les Français de tous les horizons politiques, de toutes les catégories sociales, de toutes les familles spirituelles, autour d'un idéal commun : la rénovation de la France au sein d'une Europe unie et libre.

Défendre la République cela signifie :

Promouvoir les réformes indispensables par le dialogue, la libre discussion de tous les citoyens :

— *Réformes administratives :*

Fonction publique — Objectivité de l'information.
Simplification administrative et fiscale.
Expansion régionale par la décentralisation et l'aménagement du territoire.
Responsabilité accrue des administrateurs des collectivités locales.
Mise en place de la réforme hospitalière.

— *Réforme de l'entreprise :*

Qui doit devenir un lieu d'échange entre le capital, les connaissances et le travail.
Liberté syndicale.
Adaptation de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises aux conditions du monde moderne.

— *Réforme des circuits de distribution :*

Assurant à tous une juste rétribution (pêche, culture, élevage).

— *Réforme et restructuration de l'agriculture :*

Afin de la préparer aux échéances européennes.

— *Réforme de l'enseignement :*

Qui doit être adapté aux réalités d'aujourd'hui.

— *Réforme concertée de l'Université :*

Pour dissiper les angoisses des jeunes devant le problème de leur avenir.

- Généralisation de la formation professionnelle et humanisation du travail.
- Amélioration du pouvoir d'achat des familles et des personnes âgées. Libération de la femme.
- Création d'un régime de solidarité sociale national qui donne à tous une réelle sécurité.

Cette révolution vous la voulez dans l'ordre et le respect des libertés républicaines.

Parce que je crois à la valeur de la personne humaine et que je veux son épanouissement, je suis :

Pour la liberté d'opinion et d'expression.
Pour les libertés civiques et politiques.
Pour la liberté du travail.
Contre la violence aveugle.
Contre les dictatures inadmissibles de minorités tyranniques.
Contre l'anarchie qui conduit au néant.

Pour la défense de la République vous voterez dès le premier tour pour le

Docteur Jacques HÉBERT
Député sortant
Maire de Cherbourg
Officier de la Légion d'honneur
Compagnon de la Libération

Remplaçant éventuel :

Paul FLEURY
Maire-adjoint de Cherbourg

MARNE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ay, Châtillon-sur-Marne, Fismes, Reims-I, Reims-III, Verzy, Ville-en-Tardenois.

M. Jean TAITTINGER

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

La France dira non à l'anarchie !

Exploitant la révolte des étudiants contre les méthodes, les structures et les programmes de l'enseignement universitaire, les extrémistes de gauche et certains groupements révolutionnaires issus du communisme international, on tenté, dans l'illégalité, de prendre le pouvoir par la violence.

Les émeutiers sont momentanément contenus par l'action résolue du Président de la République, par les accords de Grenelle conclus à l'initiative du Premier Ministre, et enfin par la discipline et le sang-froid des syndicats, des travailleurs et du peuple français tout entier.

Dimanche prochain, c'est vous, par votre bulletin de vote, qui interdirez définitivement à l'anarchie et à la subversion, de bâillonner la République et d'anéantir vos libertés.

Le général de Gaulle a eu raison de dissoudre l'Assemblée Nationale et de permettre ainsi au peuple français d'exprimer, dans ces heures graves, sa volonté de déterminer lui-même son avenir.

Entre le drapeau rouge et le drapeau tricolore, le peuple choisira.

Pour notre part, nous avons choisi de défendre la République et son drapeau tricolore de toutes nos forces et nous invitons les électrices et électeurs de cette circonscription à s'unir pour donner au Gouvernement français par une large majorité, l'autorité et les moyens de tirer des conclusions de cette crise et de poursuivre une politique de réforme constructive basée sur le dialogue et la participation.

En votant pour le candidat d'Union pour la défense de la République, vous confirmerez votre volonté de renforcer et d'élargir la majorité de l'Assemblée Nationale, seule capable de sauvegarder, dans le respect des aspirations légitimes du peuple français, la paix civile, la liberté et la République.

Electrices, électeurs,

Par-delà vos opinions, vos origines, vos aspirations particulières, rassemblez-vous autour des candidats d'Union pour la défense de la République.

Votre union permettra d'assurer, dimanche prochain, la victoire de la République.

Avec cette victoire, vous garantirez :

— *La paix* tant civile qu'extérieure au moment où, par l'action du Président de la République et du Gouvernement, Paris est devenu le siège des pourparlers de paix susceptibles de terminer l'odieuse guerre du Viet-nam.

— *La légalité,* face à l'anarchie et au totalitarisme.

— *La construction de l'université moderne* où les étudiants et professeurs auront droit aux informations les plus larges, à la libre discussion des programmes et des méthodes de l'enseignement, à l'élaboration des structures nouvelles.

— *L'expansion économique et la stabilité monétaire* devenues encore plus nécessaires depuis les récents accords de Grenelle, afin que les avantages sociaux consentis soient définitivement acquis pour les travailleurs et les retraités, permettant en particulier le relèvement constant des bas salaires.

— *Une politique de soutien financier et de stimulation* pour les grandes activités économiques — agriculture, industrie, commerce, artisanat — dont dépend le relèvement du niveau de vie général.

— *L'ouverture vers un dialogue plus large et permanent avec toutes les organisations responsables et représentatives,* afin de poursuivre une politique de refonte des structures économiques et sociales de notre pays.

— *Le plein emploi et le droit au travail,* notamment pour les jeunes, par une orientation qui tienne compte des réalités économiques.

— *Une adaptation de la politique de construction de logements et d'équipements sociaux* susceptible de libérer la femme de ses contraintes et de permettre l'épanouissement de la vie familiale.

Par votre vote en faveur des candidats d'Union pour la défense de la République vous permettrez la poursuite et la réalisation de cette politique.

Electrices, électeurs, unissez-vous.

Votez en masse et faites voter dès le premier tour pour

JEAN TAITTINGER

Maire de Reims
Député sortant

Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

ROGER CRESPIN

Chevalier de la Légion d'honneur — Croix de guerre 39-45
Premier adjoint au Maire de Reims — Membre du Bureau du District
Vice-Président du Conseil général de la Marne
Rapporteur général du Budget du département

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Beine-Nauroy, Bourgogne, Reims-II, Reims-IV, Suippes.

M. Jean FALALA

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

— Notre pays vient de vivre des semaines angoissantes et dramatiques, mettant en péril l'existence même de la République et de ses lois.

— Il est certain, au départ, que le désir de certaines réformes universitaires était fondé ; les revendications sociales, notamment pour les salaires les plus bas, justifiées.

— Mais qui peut croire que les violences et les excès de toutes sortes favorisent le dialogue et permettent les réformes souhaitées.

— Des groupes politiques croyant le moment opportun ont alors tenté d'utiliser cette situation, afin d'instaurer un régime totalitaire.

— A l'appel du général de Gaulle, les Français ont montré leur volonté de vivre libres.

Dans leur majorité, ils souhaitent une évolution, non la révolution et la dictature.

— La société de demain devra donc tenter de répondre aux aspirations accrues de dialogue, de progrès, de justice formulées par tous ceux qui, sans arrière-pensée et dans l'ordre, aspirent à une vie meilleure et plus humaine.

— Enfin, malgré certaines erreurs et imperfections, il importe de ne pas perdre le bénéfice de notre politique menée durant ces dix dernières années dans les domaines

— de la stabilité politique,
— de la stabilité monétaire contre l'inflation,
— de la paix internationale,
— de la construction européenne.

Quelques points essentiels pour demain :

Domaine social

Coopération dans un esprit nouveau entre les salariés et le patronat. Les avantages acquis ne doivent pas être annulés par une hausse excessive des prix, hausse qui empêcherait nos entreprises d'exporter, ralentirait l'activité économique, compromettant notre participation à l'édification de l'Europe et provoquerait le chômage.

Réformes universitaires

A examiner entre le Gouvernement, les enseignants et les syndicats représentatifs des étudiants et ce, sans utopie, avec la volonté respective d'aboutir.

Personnes âgées

L'allocation versée aux personnes âgées doit être rapidement et fortement augmentée. Je prends l'engagement de tout faire afin qu'il en soit ainsi.

Agriculteurs

Respect des engagements pris par nos partenaires du Marché commun et assurance pour le revenu agricole de la parité avec les autres catégories de la Nation.

Artisans - commerçants

Allègement des charges fiscales afin de faciliter leur maintien et la modernisation de leurs entreprises.

Sur le plan de la circonscription.

Comme je me suis efforcé de le faire durant mon année de mandat, je continuerai à travailler :

— En coopération étroite avec les conseillers généraux, maires et conseillers municipaux de toutes les communes.
— Au service de tous les habitants, sans aucune distinction d'opinion.

Electrices, électeurs,

L'avenir de la France, qui nécessite, par un élargissement de la majorité, un Gouvernement d'union nationale est entre vos mains.
Cette union nationale, pour la sauvegarde des libertés et l'aboutissement rapide des réformes, vous pouvez la concrétiser dimanche prochain.

Dès le premier tour
Pas une voix ne doit manquer.

Votez

JEAN FALALA
39 ans
Conseiller général de la Marne
Conseiller municipal de Reims
Député sortant

Candidat d'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

FRANÇOIS GUYARD
40 ans
Docteur-vétérinaire

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Châlons-sur-Marne, Givry-en-Argonne, Heiltz-le-Maurupt, Marson, Sainte-Menehould, Saint-Rémy-en-Bouzemont, Saint-Genest-et-Isson, Thieblemont-Farémont, Ville-sur-Tourbe, Vitry-le-François.

M. Jean DEGRAEVE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Français, Françaises,

Le 12 mars 1967, vous avez bien voulu me confier pour la troisième fois le mandat de député de la troisième circonscription électorale de la Marne.

La situation actuelle, mettant en péril nos libertés, notre économie et l'existence même de la République, a incité le chef de l'Etat à dissoudre l'Assemblée Nationale, afin que le peuple de France puisse s'exprimer à nouveau dans la légalité et le respect de la démocratie véritable.

C'est donc un devoir national, pour moi-même et mon suppléant Jean Bernard, de nous présenter devant vous, et de solliciter vos suffrages.

Les manifestations des étudiants ayant engendré le départ du mouvement revendicatif justifié des travailleurs, il aurait été logique de voir l'ensemble de ces problèmes solutionné dans le calme, la justice et la légalité.

Malheureusement, sous l'impulsion tardive du Parti communiste, les revendications syndicales sont passées sur le plan politique, pour la prise du pouvoir, en négligeant le suffrage universel et en violant la Constitution.

Reconnaissant indispensable de réaliser :

— Les réformes de structure et de fond de l'enseignement, notamment le problème crucial des débouchés.

— La revalorisation du pouvoir d'achat des travailleurs, personnes âgées, agriculteurs.

— L'amnistie totale, l'indemnisation suite aux événements d'Algérie.

— La relance de l'économie dans le cadre du Marché commun et de l'Europe.

Et de maintenir :

Nos libertés.

Nous prenons l'engagement que tous nos efforts iront dans ce sens, car nous ne voulons pas voir apparaître :

Une dictature rouge, bâillonnant le peuple de France.

Français, Françaises, l'heure n'est plus de faire de la politique de parti, mais de se retrouver en une Union nationale pour le maintien de la République contre l'anarchie et la subversion.

Votez et faite voter massivement le 23 juin pour

JEAN DEGRAEVE

Maire de Châlons-sur-Marne
Conseiller général du canton de Givry-en-Argonne
Président du district urbain de Châlons-sur-Marne
Député sortant

Remplaçant éventuel :

JEAN BERNARD

Docteur-vétérinaire à Vitry-le-François
Conseiller général

Candidat Union pour la défense de la République

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Anglure, Avize, Dormans, Ecury-sur-Coole, Epernay, Esternay, Fère-Champenoise, Montmirail, Montmort, Sézanne, Sompuis, Vertus.

M. Bernard STASI

(Candidat républicain d'union)
élu le 23 juin 1968
(N.I.)

Né à Reims le 4 juillet 1930, Bernard Stasi a fait ses études secondaires à Reims.

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et licencié en Droit, il est, en 1955, attaché au Cabinet de M. Pierre Schneiter, Président de l'Assemblée Nationale.

Ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, il est nommé, en 1959, sous-préfet, chef de Cabinet du préfet d'Alger, poste qu'il occupera pendant près de deux ans.

En 1960, il est affecté au Ministère de l'Intérieur comme chargé de mission à la Direction de l'Administration générale. Il s'occupe plus spécialement alors de la réforme administrative et de la mise en place de nouvelles structures régionales.

En 1963, Bernard Stasi devient Directeur adjoint au Cabinet de M. Maurice Herzog, Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports. A ce poste, il se consacre particulièrement aux relations avec les mouvements de jeunesse. Il comprend d'autant mieux leurs problèmes qu'il a longtemps milité dans leurs rangs s'occupant, entre autres, de scoutisme, de maisons des jeunes ou des jeunesses fédéralistes européennes dont il a été le premier Président pour le département de la Marne.

Convaincu de la nécessité de favoriser le développement du sport, dont il est un adepte fervent (il pratique régulièrement le football et le tennis), il s'occupe également de la mise au point du programme national d'équipement sportif et socio-éducatif.

En liaison avec les syndicats des professeurs et des maîtres d'éducation physique, il se consacre aussi à l'organisation de l'enseignement de l'éducation physique dans les établissements scolaires.

Depuis 1965, il est Directeur du Cabinet du Secrétaire général des départements d'outre-mer.

A ce poste, il s'occupe notamment de la formation professionnelle des jeunes et des adultes pour faire face aux problèmes difficiles que pose la main-d'œuvre dans ces départements lointains. Il est chargé également de la réforme foncière, de l'industrialisation et du développement du tourisme.

Depuis six ans, Bernard Stasi est chargé de travaux pratiques à la faculté de droit et des sciences économiques de Paris.

Officier de réserve, Bernard Stasi est officier du Mérite sportif et chevalier des Palmes académiques.

Electrices, électeurs,

Candidat d'Union aux élections législatives, je me dois de vous exposer ma position sur les grands problèmes qui se posent à notre pays, ainsi que l'action que j'entends mener, au plan national comme au plan local, si vos suffrages me désignent comme député de la quatrième circonscription de la Marne.

Au plan national.

Une nation unie.

Au cours de ces dernières semaines, la paix civile a paru menacée. Le large accord réalisé sur ma candidature symbolise la volonté de la grande majorité des Français de refuser la violence et l'anarchie, de s'opposer aux solutions totalitaires. Je soutiendrai toutes les actions entreprises pour éviter que ne s'instaure un climat de guerre civile, dans un pays déchiré.

Une démocratie vivante.

La crise qui vient de secouer le pays a prouvé également la profondeur du besoin de participation qui existe à tous les niveaux et dans tous les domaines. C'est un signe de santé dont il faut se réjouir. L'évolution d'une société démocratique doit se faire sous le signe d'une participation sans cesse accrue de tous les citoyens à l'élaboration de leurs conditions de vie et de travail. Je m'emploierai donc à ce que les réformes nécessaires soient entreprises sans tarder, en liaison avec les représentants des catégories sociales et professionnelles intéressées, au sein de l'entreprise, de l'université, en ce qui concerne les collectivités locales.

Des institutions stables.

Des institutions solides et respectées par tous sont le premier préalable à toute réforme, la condition nécessaire au développement harmonieux de la société. Le retour à l'instabilité ministérielle compromettrait tous les efforts en vue d'édifier une société plus juste.

Une économie en expansion.

Le deuxième préalable est l'expansion de l'économie. Cette expansion doit s'effectuer au moyen d'une planification souple qui concilie le devoir pour l'Etat de déterminer les grandes lignes de l'orientation économique et le respect de l'initiative privée. L'aménagement rationnel du territoire permettra à toutes les régions de notre pays de bénéficier de l'expansion.

Une société plus juste.

Mais l'expansion économique n'est qu'un moyen. Elle doit avoir pour résultat d'assurer à chacun des conditions de vie meilleures, que ce soit en matière de

sécurité de l'emploi, de revenus, de logements et d'équipements collectifs. Dès maintenant, un effort doit être réalisé au profit des catégories les plus défavorisées, notamment les personnes âgées.

Une France unie et en expansion est nécessaire à l'équilibre du monde. Poursuivre l'édification de l'Europe, dans le domaine économique comme dans le domaine politique, travailler à la paix internationale, notamment par une volonté d'indépendance à l'égard des blocs antagonistes, venir en aide aux pays en voie de développement telles sont les tâches qui s'imposent à notre pays et auxquelles je collaborerai de toutes mes forces.

Au plan local.

Mais s'il doit prendre position sur les grandes questions nationales, le député doit aussi s'attacher à résoudre les problèmes qui se posent dans sa circonscription. Je mettrai donc au service de tous les habitants de la circonscription, et en particulier des élus locaux, mon expérience administrative et mon profond désir de travailler à l'expansion d'Epernay et de sa région.

Mes principaux objectifs seront les suivants :

— Assurer à l'*agglomération d'Epernay* la place de choix qui lui revient au sein de la région champenoise, ce qui suppose notamment des créations d'emplois, des crédits accrus en faveur du logement, le développement des équipements collectifs (et en particulier la construction d'une piscine).

— Mener à bien l'*aménagement rural* par :
- l'achèvement du remembrement ;
- la création d'emplois dans les principaux centres afin de freiner l'exode rural (implantation d'usines de transformation des produits agricoles) ;
- le développement de la coopération, en liaison étroite avec les organismes agricoles.

— Revaloriser les *revenus agricoles :* la défense des intérêts de l'agriculture française dans le cadre du Marché commun doit être menée avec une particulière vigueur.

— En ce qui concerne le *vignoble,* Champenois d'origine et élevé dans un milieu qui m'a permis de me familiariser très tôt aux problèmes du champagne, je partage le souci des vignerons de maintenir la qualité de leur vin prestigieux tout en favorisant une expansion raisonnable.

— Favoriser l'*activité commerciale* de la région : la prospérité du commerce de détail, des artisans, des petites et moyennes entreprises est nécessaire à l'expansion économique et à l'équilibre humain de la région.

— Enfin, faire face aux problèmes posés par la *jeunesse,* problèmes auxquels j'attache un intérêt tout particulier en raison, à la fois, de mes fonctions à la faculté de droit et des sciences économiques de Paris, des trois années que j'ai passées au Ministère de la Jeunesse et des Sports, de mon goût pour le sport et de mon action au sein de nombreux mouvements de jeunesse.

Dans la circonscription il s'agit à cet égard :

De poursuivre le programme de construction des C.E.G. et des C.E.S., dont un trop grand nombre sont encore installés dans des locaux provisoires.

De réaliser la gratuité totale du ramassage scolaire.

D'augmenter les crédits pour le premier degré.

De créer des emplois d'enseignants.

De mieux adopter la formation professionnelle aux besoins locaux.

De favoriser l'implantation de maisons de jeunes et de la culture et de leur accorder des crédits de fonctionnement plus élevées et des animateurs en plus grand nombre.

De développer l'équipement sportif et de venir en aide aux sociétés sportives.

Pour réaliser mon programme, je m'engage, si je suis élu, à m'installer définitivement à Epernay.

Bernard STASI
Ancien élève de l'E.N.A. — Administrateur civil
Chargé de travaux pratiques à la Faculté de Droit et des sciences économiques de Paris

Candidat républicain d'Union
soutenu par l'U.D. V[e] République - Centre P.D.M. - Indépendants

Remplaçant éventuel :

Pierre CAURIER
Conseiller général de Sézanne

MARNE (HAUTE-)

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Arc-en-Barrois, Auberive, Bourbonne-les-Bains, Bourmont, Châteauvillain, Chaumont, Clefmont, Fayl-Billot, Laferté-sur-Amance, Langres, Longeau, Montigny-le-Roi, Neuilly-l'Evêque, Nogent-en-Bassigny, Prauthoy, Varennes-sur-Amance.

M. Jean FAVRE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail, a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouges ou noirs, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Le 12 mars 1967, vous m'avez élu député de la Haute-Marne, candidat d'Union pour la Vᵉ République, je suis resté fidèle à la majorité et à la confiance que l'on avait mise en moi.

Depuis plus d'un an, j'ai eu l'occasion tant à ma permanence de Chaumont qu'à Langres ou dans les centres du Sud, de recevoir de nombreuses personnes et d'intervenir pour elles.

Je pense avoir fait encore mon devoir avec conscience, le jeudi 2 mai, la veille des événements étudiants, j'avais l'honneur de rapporter à la tribune un projet de loi relatif à des accords internationaux.

J'ai soutenu un Gouvernement sans cesse critiqué, harcelé de motions de censure. Aujourd'hui l'Assemblée Nationale est dissoute, tout naturellement je reprends le combat avec mon camarade Luciot.

Nous voulons tous les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne et de le maintenir dans la voie du progrès.

L'anarchie, le totalitarisme, c'est l'oppression et la misère pour tous les travailleurs, tous les citoyens et d'abord les plus défavorisés.

Face au communisme totalitaire et à la violence, face à leurs alliés, choisissez ceux qui veulent défendre la République, la liberté, l'égalité, la paix civile.

J. FAVRE,
Candidat d'Union pour la défense de la République.

POUR LA REPUBLIQUE — CONTRE LA DICTATURE

Nos adversaires.

Dans notre circonscription comme partout, un candidat : le communisme. Le général de Gaulle au cours de son entretien du 7 juin, le définit ainsi : « Contrainte morale et matérielle constante »... « Dictature implacable et perpétuelle... Non, au point de vue de l'homme, la solution communiste est mauvaise. »

Au cours de ces derniers événements n'a-t-on pas vu, en effet, cette dictature se manifester, alors qu'une minorité s'opposait à la liberté du travail, prête à utiliser la force.

N'a-t-on pas vu un militant chaumontais ancien combattant, pensionné à 100 %, attaqué sauvagement par un chef syndical et son équipe.

Voilà la démocratie que l'on nous promettait, faite de haine et de violence, resurgie du plus parfait stalinisme, alors que les démocraties populaires s'en dégagent et acclament le chef de l'Etat français qui peut ainsi constater : « On n'a pas idée de ce que la France est en dehors de chez elle et de ce qu'elle est en Roumanie. »

La Fédération de la gauche radicale et socialiste a mis beaucoup de temps pour désigner ses candidats.

Personne ne se sentait bien à l'aise.

Défendre les thèses de M. Mitterrand ou de M. Mendès France : « Les politiciens au rancart », n'était pas facile, surtout lorsque, à la lumière des événements, l'on sait qu'ils s'étaient désignés hors le suffrage universel, membres d'un Gouvernement provisoire, fourriers du communisme.

Très lié à l'enseignement et, en Haute-Marne, aux conseils de parents d'élèves, le candidat de la F.G.D.S. était à la pointe du combat, sur le front de la grève.

Le secrétaire général du S.N.I. écrivait à ce sujet, nous avons mené la grève avec ténacité, « les instituteurs en sont fiers », soit, mais certains peuvent-ils être fiers des pressions exercées sur ceux qui ne voulaient pas la faire ou qui ne tenaient pas à la poursuivre au-delà des limites raisonnables, surtout au moment où elle prit une allure politique ?

Les justifications diverses d'aujourd'hui ne peuvent cacher la déplorable impression que les parents d'élèves ont ressentie.

Le centre croit devoir se manifester une nouvelle fois. Le chef de l'Etat pourtant a ouvert la voie à une union plus large. Beaucoup s'interrogent sur cette insistance déjà plusieurs fois déçue.

En me présentant l'année dernière, je voulais être le candidat de l'union, car « seule une majorité cohérente permettait à un gouvernement d'agir avec efficacité ».

Cette justification de ma candidature me donne aujourd'hui raison. La majorité trop mince de l'U.D. V[e] à l'Assemblée Nationale, fut sans cesse contestée par l'opposition.

Par des motions de censure, « à la mitraillette », par des attaques incessantes, celle-ci secourue parfois par l'apport « infime et vacillant » de quelques groupes du centre contraignait à gouverner avec les plus grandes difficultés.

L'Assemblée Nationale dans ce climat dégradant avait acquis la « vocation d'être dissoute ».

Mais, de grâce, ne recommençons pas les mêmes jeux stériles. Unissons nos efforts, travaillons à construire du solide.

Notre régime démocratique a eu chaud, regrettons aujourd'hui avec tristesse que certains ne l'aient pas compris.

Le P.S.U., en dernière minute, tient à compter ses rares supporters haut-marnais.

J'avais proclamé en 1967 « que j'avais préféré le 19 février 1965 le camp du général de Gaulle à celui de M. Mitterrand » dont les propos haineux ont révolté les Français.

Comme je me félicite aujourd'hui de ce choix, car c'est le camp de la participation des réformes dans la légalité républicaine.

Apporter vos suffrages au camp de la majorité, de la cohésion, qui seul peut garantir un avenir meilleur conforme aux aspirations de tous et à l'intérêt national. Devant le danger, vous ne pouvez éparpiller vos voix. Elles doivent toutes aller au candidat d'Union pour la défense de la République.

Pour la liberté du travail.
Pour la liberté de pensée.
Pour la liberté d'enseigner.
Pour la défense de la République.

Votez

JEAN FAVRE
Député sortant

Candidat d'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ LUCIOT
Maire de Dampierre
Conseiller général
Agriculteur

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Andelot, Chevillon, Doulaincourt, Doulevant-le-Château, Joinville, Juzennecourt, Montier-en-Der, Poissons, Saint-Blin, Saint-Dizier, Vignory, Wassy.

M. Jacques DELONG

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Chères électrices, chers électeurs,

La plupart d'entre vous me connaissent déjà car au cours de ces six années de mandat je n'ai ménagé ni mon temps, ni mon travail et me suis consacré entièrement à ma circonscription. Je crois avoir fait mon devoir de député honnêtement, dignement, sans démagogie, sans phrases creuses et ronflantes, en homme d'action.

Haut-Marnais de naissance, je suis âgé de 46 ans, marié, père de trois enfants. Docteur en pharmacie, mes concitoyens ont bien voulu depuis neuf ans me porter à la mairie de Doulaincourt. Deux fois déjà, en 1962 et en 1967, les électeurs tant de la ville que de la campagne m'ont fait accéder à la députation à une large majorité.

La période dramatique qui vient de s'écouler a vu se dérouler des événements d'une extrême importance :

Sur le plan social, des avantages substantiels ont été accordés aux salariés : augmentation du SMIG à 600 F, réduction de la durée de travail, majoration des salaires.

Maintenant ou au cours de ces derniers mois.

— Sur le plan agricole, d'abord le prix des céréales puis le prix du lait viennent d'être fixés à Bruxelles après une lutte tenace du Gouvernement français représenté par Edgar Faure.
— L'assurance-maladie des artisans et commerçants entrera effectivement en application au 1er janvier 1969.
— Des mesures ont été prises pour le relèvement des retraites des vieux travailleurs.

D'importantes transformations sont à faire :

— Modification de la condition salariale par la participation à la gestion des entreprises et le plein emploi.
— L'abaissement progressif à 60 ans de l'âge de la retraite.
— La poursuite de l'équipement de l'agriculture et le soutien nécessaire pour faire face au Marché commun.
— Les petites et moyennes entreprises, l'artisanat doivent bénéficier d'aménagements fiscaux et de possibilités de prêts car elles sont indispensables à la vie du pays.
— Les retraites vieillesse, encore trop faibles, doivent bénéficier d'améliorations prioritaires.
— Amnistie et règlement des problèmes des rapatriés.

Il faut restaurer la dignité de l'homme par une nouvelle définition du travail, du syndicat, des rapports entre tous ceux qui concourent à la vie de l'entreprise.

Il ne faut plus que ce soient les barres d'or dans le coffre d'une banque qui conditionnent la création des postes de travail. Le travail est lui aussi un capital. Enfin l'équipement et la modernisation du pays doivent être accélérés.

— Education nationale.
— Réforme universitaire.
— Réseau routier.
— Logements avec priorité à l'accession à la propriété.

Mais ces transformations doivent se faire dans l'ordre républicain.

Nous disons *oui* à la liberté, à toutes les libertés.

Nous disons *non* à l'anarchie et à la dictature rouge.

Les Hauts-Marnais sont des gens sages qui aspirent à mieux vivre et à élever dignement leurs enfants. Cela vous ne l'aurez ni dans l'instabilité, ni dans l'aventure malgré les glapissements des politiciens au rancart.

Pour la paix, pour la prospérité, pour le progrès.

Votez pour le candidat d'Union pour la défense de la République.

Un seul drapeau, le drapeau tricolore.

Jacques DELONG
Docteur en Pharmacie
Maire de Doulaincourt
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Alfred GIGOUX
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Contrôleur des P.T.T.
Conseiller municipal de Saint-Dizier

MAYENNE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Argentré, Bais, Chailland, Evron, Laval-Est, Laval-Ouest, Montsûrs, Villaines-la-Juhel.

M. Pierre BURON

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Mayennaises, Mayennais,

La France vient de vivre des journées dramatiques. Une situation exceptionnelle a été créée par des éléments étrangers qui agissaient pour le compte de la révolution universelle et qui cherchaient à exploiter les difficultés d'adaptation d'un monde en pleine évolution avec une jeunesse innombrable.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore : Derrière les drapeaux rouge et noir nous avons vu s'avancer le visage grimaçant et bridé de l'anarchie et de l'ultra-communisme chinois.

Nous avons vu les hommes politiques de l'opposition, hors de la légalité républicaine, impuissants, entraînés par des troupes qu'ils ne contrôlaient plus et qui les poussaient vers la pire des dictatures : celles de la révolution anarchiste.

La France, dans son immense majorité, ne voulait rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté d'une façon éclatante et avec les anciens combattants, son attachement au drapeau tricolore, son désir d'ordre et de paix civile.

Certes, nous voulons tous les grandes réformes nécessaires tant dans le domaine de l'Université que dans le domaine social et économique. Mais constatons que ceux qui, aujourd'hui, réclament avec violence ces changements sont précisément ceux qui se sont le plus opposés hier à ces transformations et qui seraient demain incapables de propositions constructives.

C'est dans l'ordre et dans la légalité et non dans la rue que doit se poursuivre l'indispensable mutation commencée depuis dix ans avec le général de Gaulle pour faire de la France un grand pays moderne.

Ne nous laissons pas séduire par un prétendu centre qui a toujours soutenu en fait les socialistes et leurs alliés communistes et qui est condamné, qu'il le veuille ou non, à n'être plus que le marchepied du communisme ou à rallier une majorité qu'il combat aujourd'hui.

Si, au Parlement, depuis un an, une majorité plus solide avait été présente, épaulant constamment le chef de l'Etat et le Gouvernement, nous n'aurions pas connu cette crise et la subversion qui a suivi.

C'est donc aujourd'hui un devoir sacré que de nous unir pour envoyer au Parlement, non pas des arrivistes ou des indécis qui font, en fait le jeu des anar-

chistes mais, au contraire, pour envoyer des hommes décidés à soutenir de Gaulle pour défendre notre civilisation humaniste et chrétienne.

Aujourd'hui le choix est clair :

Nous devons être pour de Gaulle de bon cœur ou par raison.

Nous devons tous nous unir derrière le Chef de l'Etat, élu en Mayenne par 70 % des électeurs, pour défendre la République, la liberté et la paix civile.

Votez pour les candidats de défense de la République :

PIERRE BURON
Conseiller général de Laval
Professeur de Philosophie
Médaillé de la Résistance
Député sortant

Remplaçant éventuel :

ALPHONSE GOUABAU
Agriculteur
Administrateur de la Mutualité sociale agricole
Conseiller municipal de Laval
Médaille des Evadés
Chevalier du Mérite agricole

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bierné, Château-Gontier, Cossé-le-Vivien, Craon, Grez-en-Bouère, Loiron, Meslay-du-Maine, Saint-Aignan-sur-Roë, Sainte-Suzanne.

M. Henri de GASTINES

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Au cours de la dernière législature, la circonscription de Château-Gontier s'est trouvée dans la situation extraordinaire d'être la région de la Mayenne la plus fidèle au général de Gaulle (74 % des suffrages, le 19 décembre 1965) et la seule du département qui soit représentée au Parlement par un député dont l'action essentielle consiste à créer des difficultés au Gouvernement en alignant presque constamment ses votes sur ceux de l'opposition communiste et socialiste (47 votes hostiles en quatorze mois).

Cette situation répétée dans 40 circonscriptions de France a eu pour conséquence l'impossibilité dans laquelle s'est trouvé une majorité, réduite à quelques voix, de réaliser pleinement les réformes indispensables pour adapter notre économie à l'évolution du monde actuel.

Le député sortant de Château-Gontier et ses amis du groupe « Progrès et démocratie » portent la très lourde responsabilité d'avoir, par leur attitude d'opposants systématiques et sectaires, permis au Parti communiste et à ses alliés d'envisager, puis de tenter, une action révolutionnaire qui faillit bien réussir.

Il est certain que si les 40 amis de M. Fourmond avaient accepté l'offre de Georges Pompidou de participer à la gestion du pays en apportant à l'intérieur d'une majorité qui eut alors été composée de plus de 280 députés, la somme de leurs efforts constructifs et même de leurs critiques, jamais les forces marxistes n'auraient envisagé la possibilité d'un coup de force.

Le pays aurait fait l'économie des quelque deux cents milliards de francs, qu'ont coûté ces jours de folie et nous n'aurions pas aujourd'hui le douloureux souvenir des trop nombreux affrontements qui se sont produits un peu partout en France.

Je sais bien que M. Fourmond vous dira qu'il n'a pas voté la dernière motion de censure, je ne pense pas que ce soit là l'expression d'un courage particulier. Lorsque l'on a constamment conjugué ses efforts pour renverser le Gouvernement, il faut en assumer les conséquences, il serait vraiment trop facile de se soustraire par une volte-face de dernière heure aux responsabilités que l'on a accumulées pendant plusieurs législatures.

Habitants de la circonscription de Château-Gontier, le 23 juin, avant de prendre en conscience votre décision, vous aurez présent à l'esprit que l'homme qui vous représentera au Parlement ne doit pas être une sorte de super conseiller municipal animé par des soucis électoraux, mais qu'au-delà des intérêts immédiats et particuliers, il doit avoir le souci de l'intérêt supérieur du pays.

De récents événements ont bien démontré qu'il ne servait à rien d'atteindre ici ou là, tels ou tels objectifs particuliers, économiques ou sociaux, si le contexte général se dégradait et rendait ainsi illusoires les conquêtes d'un jour.

Le 23 juin, vous donnerez vos suffrages au seul candidat dont les positions n'ont jamais varié et qui s'engage sans détour à soutenir l'action rénovatrice du futur Gouvernement à œuvrer dans le sens des réformes nécessaires sous l'autorité légitime du Président de la République.

Par sentiment et avec enthousiasme ou simplement par raison, vous apporterez tous votre soutien au général de Gaulle.

HENRI DE GASTINES

Agriculteur
Conseiller municipal de Vimarcé
Administrateur du syndicat des Coëvrons
(cantons de Sainte-Suzanne, Evron, Bais, Montsûrs)
Secrétaire général du Comité mayennais de défense de la République
Secrétaire fédéral adjoint de l'U.D. Ve République
Membre du Comité directeur du M.R.P., de 1953 à 1965
Capitaine de réserve
Chevalier du Mérite agricole

Remplaçant éventuel :

CONSTANT POIRRIER

Directeur commercial des Ets Bouvier, à Méral
Engagé volontaire dans la Division Leclerc
Grand mutilé de guerre
Croix de guerre 1939-1945 — Médaille militaire

2e CIRCULAIRE

Merci aux 15.050 électrices et électeurs qui nous ont accordé leur confiance.

Merci à tous ceux qui ont fait abstraction de leurs préférences personnelles pour que le choix des électeurs de la circonscription de Château-Gontier contribue à éloigner la France du bord du précipice.

En treize jours, nous n'avons pas pu, comme nous l'aurions voulu, visiter les 113 communes de la circonscription. Partout où nous avons pu nous faire mieux connaître (dans les cantons de Château-Gontier et de Cossé-le-Vivien par exemple), nous obtenons les résultats les plus satisfaisants. Ceci nous confirme dans notre détermination de poursuivre l'action pour la défense des intérêts communs de la circonscription et du pays tout entier.

Nous avons la conviction que le 30 juin, avec le concours de tous ceux et de toutes celles qui, au premier tour de scrutin, ne nous ont pas accordé leurs suffrages parce qu'ils ne nous connaissaient pas suffisamment, nous contribuerons tous ensemble à apporter à la France et au général de Gaulle l'appui d'un député décidé, quoi qu'il arrive, à défendre avant tout l'intérêt de la Nation.

Henri de GASTINES

Agriculteur
Conseiller municipal de Vimarcé
Administrateur du syndicat des Coëvrons
(cantons de Sainte-Suzanne, Evron, Bais, Montsûrs)
Secrétaire général du Comité mayennais de défense de la République
Secrétaire fédéral adjoint de l'U.D. Ve République
Membre du Comité directeur du M.R.P., de 1953 à 1965
Capitaine de réserve
Chevalier du Mérite agricole

Remplaçant éventuel :

Constant POIRRIER

Directeur commercial des Ets Bouvier, à Méral
Engagé volontaire dans la Division Leclerc
Grand mutilé de guerre
Croix de guerre 1939-1945 — Médaille militaire

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ambrières-le-Grand, Couptrain, Ernée, Gorron, le Horps, Landivy, Lassay, Mayenne-Est, Mayenne-Ouest, Pré-en-Pail.

M. Bertrand DENIS

(Candidat républicain indépendant d'action sociale,
Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(R.I.)

Electrices, électeurs, chers amis,

Il y a quinze mois, vous m'avez accordé une majorité massive et je vous remercie de votre confiance ; j'en ai été vivement ému.

Le 23 juin, votre vote devra indiquer :

Si vous désirez que la tâche qui reste à accomplir soit imposée par une démocratie populaire, c'est-à-dire par la dictature d'une minorité,

Ou si les progrès auxquels nous aspirons tous doivent être réalisés par une démocratie parlementaire élue au suffrage universel.

Au-delà de ma personne, toujours à votre disposition,

C'est le régime républicain qui est en jeu.

Les graves événements qui se prolongent poseront des problèmes très difficiles au Gouvernement de demain.

Les allégements fiscaux envisagés et votés risquent d'être remis en cause. Il faut cependant élargir l'exonération à la base ; faire disparaître la taxe complémentaire.

Les retraîtes des personnes âgées et les allocations familiales ne doivent pas souffrir de la crise.

Les problèmes que j'avais soulignés, il y a quinze mois, restent d'actualité :

— abaisser l'âge de la retraite pour ceux qui ne peuvent plus travailler ;
— multiplier les établissements pour enfants inadaptés ;
— revoir les ordonnances régissant la sécurité sociale ;
— harmoniser les législations des six pays du Marché commun.

Problèmes agricoles. — Les difficultés actuelles ne doivent pas les faire oublier, les prix obtenus à Bruxelles : viande, lait et autres, doivent être réellement pratiqués. Nous avons obtenu pour le lait des prix meilleurs que ceux de certains de nos partenaires ; de même, il faut s'attaquer au problème du porc ; la situation actuelle est désastreuse, il faut y porter remède.

La Mayenne devrait être en zone de rénovation rurale, elle le mérite.

Je suis et reste fidèle aux exploitations agricoles familiales, base de l'équilibre et de la vie de notre Ouest.

Artisans. — Les mutations économiques n'ont en rien modifié leur importance sociale et économique. Membre du groupe d'études spécialisé à l'Assemblée Nationale, j'ai constamment gardé le contact avec leurs organisations et agi en leur faveur.

Enseignement. — Des mutations profondes de l'enseignement semblent être maintenant possibles, il faudra s'attaquer résolument aux problèmes posés ; puisse une collaboration constructive s'instaurer entre enseignants, étudiants, parents d'élèves et Ministère.

Salariés. — Les accords récents doivent être traduits dans les faits ; pour cela, il faut une expansion économique, un effort de tous.

L'information du personnel et sa participation aux résultats des entreprises dont je suis partisan de longue date — j'en ai fait la preuve — doivent être développées.

Commerçants — Industriels. — Membres de la Commission de la production et des échanges depuis dix années, j'ai constamment été présent aux débats vous concernant. C'est, à mon avis, le moyen le plus efficace de vous aider. Mon passé vous garantit l'avenir.

Logements. — Jamais il n'avait été tant construit : c'est une œuvre de longue haleine à poursuivre, en ville et à la campagne ; il nous fait encore d'autres logements sains, réalisés sous forme individuelle de préférence.

Vie de notre arrondissement. — Il continue à se dépeupler ; quelques usines sont venues s'installer chez nous, certaines sont en construction. J'ai été heureux d'aider des implantations d'industries nouvelles et des extensions, je maintiendrai attentivement cet effort, devenu plus difficile ces derniers temps. Le taux des primes de décentralisation doit être revu prochainement, il faut le relever compte tenu de nos difficultés.

Politique étrangère. — Le Marché commun est en bonne voie. Il est la base indispensable d'une politique européenne, que je désire pacifique et fédéraliste. Pour la paix, il faut faire l'Europe ; chercher le contact et la conciliation avec tous les peuples.

Tous ces problèmes doivent être discutés par le Parlement, compte tenu des désirs du pays, par une majorité élargie et forte de vos suffrages.

Comme vous le savez, notre situation est grave ; de votre décision dépendra votre avenir et l'avenir de nos enfants.

Le général de Gaulle a fait ses preuves, apportez-lui votre soutien par votre vote, en renouvelant mon mandat.

Vive la République !
Vive la France !

Bertrand DENIS

Député sortant
Candidat Républicain indépendant d'action sociale
Union pour la défense de la République
Chevalier de la Légion d'honneur — Croix de guerre 1939-1945
Chevalier du Mérite social — Chevalier du Mérite agricole
Ancien combattant — Ancien prisonnier de guerre 1940-1945
Conseiller général du canton de Mayenne-Ouest
Maire de Contest
Industriel à Fontaine-Daniel, près Mayenne

Remplaçant éventuel :

Guy TERTRAIS

Conseiller agricole
Gorron (Mayenne)

MEURTHE-ET-MOSELLE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Nancy-Nord, Nomeny, Pont-à-Mousson.

M. Roger SOUCHAL

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Le monde est soumis actuellement à un climat de violences inouïes, et traverse une période de bouleversements considérables ; nul pays n'y échappe, de l'Est ou de l'Ouest.

La France, dont un journaliste disait en avril « qu'elle s'ennuyait », vient de connaître, alors même que sa situation financière, économique et extérieure était bonne, une période révolutionnaire, qui peut déboucher sur le meilleur comme sur le pire.

Certains, les enragés, déclarent — et ils l'ont démontré — vouloir tout détruire, sans pour autant proposer de solutions constructives ; le drapeau noir est leur emblème et le P.S.U. leur mouvement politique.

D'autres, plus réalistes, après avoir suivi le mouvement étudiant pour obtenir de l'Etat et du patronat des avantages substantiels (Accords nationaux de Grenelle et de Varenne, ou accords d'entreprises), s'efforcent actuellement de profiter du climat consécutif aux grèves pour établir en France une dictature rouge, avec la complicité de la F.G.D.S. dont l'existence ne survivrait pas trois mois à l'avènement du Parti communiste au pouvoir (souvenir de Prague).

La grande masse des Français enfin désire ardemment — et elle l'a prouvé lors des récentes manifestations organisées par les Comités de défense de la République — mettre en œuvre, dans le cadre de la légalité et du respect des libertés, les grandes réformes souhaitées par le pays.

C'est à cette masse que je fais appel pour apporter à la France une nouvelle renaissance.

Elle sait que, tout en étant solidaire des erreurs et des nombreuses réussites gouvernementales, j'ai réclamé, depuis des mois, d'importantes réformes de structure, relatives à la régionalisation, à l'entreprise, à l'Université.

Aujourd'hui, et parce que les événements des jours derniers ont ouvert les yeux de tous, il est possible, grâce au général de Gaulle, tout en sauvant le franc et sans asphyxier l'économie, d'édifier la France de demain.

Seul, un Gouvernement dirigé par Georges Pompidou et inspiré par le général de Gaulle pourra permettre aux jeunes, aux salariés (du secteur privé ou public),

aux entreprises (et notamment aux petites et moyennes, grâce à des prêts spéciaux à faible taux d'intérêt), aux anciens (dont la retraite a été, et sera encore, sensiblement augmentée), de profiter effectivement des avantages obtenus, grâce à une lutte constante contre l'inflation.

Que l'exemple de la Grande-Bretagne serve de leçon à ceux qui seraient tentés par les promesses trompeuses de la gauche ; les travaillistes au pouvoir ont dévalué la livre sterling, augmenté les impôts de 1.500 milliards, bloqué les salaires, augmenté la plupart des prix, sans pour autant résorber un chômage dramatique de 750.000 personnes.

Sur le plan local, depuis un an, avec M. Christian Fouchet qui devient notre porte-drapeau dans le Toulois, nous avons beaucoup fait pour notre secteur ; les maires ne me démentiront pas.

Et de même que nous avions promis d'aider à sauver la mine de Saizerais, de même j'affirme que Pompey le sera : sans la crise d'ailleurs, une solution, imparfaite certes, mais évitant tout licenciement, serait déjà intervenue.

C'est pourquoi

— vous rejetterez les suggestions de ceux qui vous proposent :

- l'aventure et le drapeau noir,
- la dictature et le drapeau rouge.

— Vous préférerez de profondes réformes faites dans le respect des libertés et de notre drapeau bleu blanc rouge.

Vous voterez pour l'équipe

Roger SOUCHAL
Député sortant
Conseiller municipal de Nancy
Avocat à la Cour
Croix de guerre — King's Medal for courage

Remplaçant éventuel :

Abel SIMARD
Maire de Belleau
Conseiller général de Nomeny
Président cantonal du Souvenir Français
Vice-président de la Fédération départementale des ramassages scolaires

---

2e CIRCULAIRE

Chère électrice, cher électeur,

Malgré l'angoisse qui règne encore dans les foyers intéressés par l'avenir industriel de la vallée de la Moselle, vous m'avez, dimanche dernier, nettement placé en tête des candidats qui sollicitaient vos suffrages. Vous êtes même plus nombreux qu'en 1967, et du fond du cœur je vous en remercie.

Votre confiance, renouvelée pour la quatrième fois, me conduira, vous le savez, à tout mettre en œuvre pour :

— augmenter le niveau de vie de tous, en exigeant du Gouvernement une politique de surveillance très stricte des prix.

— rénover les structures de l'Université, de l'entreprise, de la région, dans le cadre de la « participation ».

Le dialogue, commencé depuis plusieurs mois, continué durant la campagne électorale, sera poursuivi après les élections.

Il sera du devoir de la majorité qui, dans la France entière, vient de remporter un immense succès, d'avoir plus de contacts qu'auparavant, afin de mieux sentir le pouls de la Nation et de répondre plus justement aux désirs et aux besoins de tous.

Au deuxième tour, votre choix est simple.

Contre le communisme totalitaire,

Vous voterez pour le candidat du progrès social et des réformes dans l'ordre, et confirmerez ainsi votre attachement au général de Gaulle.

Le 30 juin, vous voterez

Roger SOUCHAL
Député sortant
Conseiller municipal de Nancy
Avocat à la Cour
Croix de guerre — King's Medal for courage

Remplaçant éventuel :

Abel SIMARD
Maire de Belleau
Conseiller général de Nomeny
Président cantonal du Souvenir Français
Vice-président de la Fédération départementale des ramassages scolaires

---

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Nancy-Ouest, Saint-Nicolas-de-Port.

M. William JACSON

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Chères électrices, chers électeurs,

Le monde est soumis actuellement à un climat de violences inouïes, et traverse une période de bouleversements considérables ; nul pays n'y échappe, de l'Est à l'Ouest.

La France, dont un journaliste disait en avril « qu'elle s'ennuyait », vient de connaître, alors même que sa situation financière, économique et extérieure était bonne, une période révolutionnaire, qui peut déboucher sur le meilleur comme sur le pire.

Certains, les enragés, déclarent — et ils l'ont démontré — vouloir tout détruire, sans pour autant proposer de solutions constructives ; le drapeau noir est leur emblème et le P.S.U. leur expression politique.

D'autres, plus réalistes, après avoir profité du mouvement étudiant pour obtenir de l'Etat et du patronat des avantages substantiels (Accords nationaux de Grenelle et de Varenne, ou accords d'entreprises), s'efforcent actuellement de profiter du climat consécutif aux grèves pour établir en France une dictature rouge, avec la complicité de la F.G.D.S. dont l'existence ne survivrait pas trois mois à l'avènement du Parti communiste au pouvoir (souvenirs de Prague).

La grande masse des Français enfin désire ardemment — et elle l'a prouvé lors des récentes manifestations organisées par les Comités de défense de la République — mettre en œuvre, dans le cadre de la légalité et du respect des libertés, les grandes réformes souhaitées par le pays.

Elle sait que tout en étant solidaire des erreurs et des nombreuses réussites gouvernementales, j'ai réclamé depuis des mois d'importantes réformes de structures.

C'est ainsi que, personnellement, je suis intervenu dans le plan de reconversion des aérodromes récemment libérés.

De même, j'ai réclamé une étude de modernisation des liaisons des transports ferroviaires et routiers.

A l'élaboration du projet de participation proposé par le chef de l'Etat, je rappellerai avoir travaillé en collaboration avec l'ancien parlementaire de Meurthe-et-Moselle, auteur du rapport sur le projet de loi n° 1691, présenté le 27 juillet 1962 « tendant à favoriser l'intéressement des travailleurs à l'entreprise ».

Plus récemment, j'ai relancé ma proposition de loi n° 121 Jacson sur les licenciements abusifs à l'occasion des élections des délégués du personnel et des membres du Comité d'entreprise.

Aujourd'hui, et parce que les événements des jours derniers ont ouvert les yeux de tous, il est possible, grâce au général de Gaulle, tout en sauvant le franc et sans asphyxier l'économie, d'édifier la France de demain.

Seul, un Gouvernement dirigé par Georges Pompidou et inspiré par le général de Gaulle pourra permettre aux jeunes, aux salariés (du secteur privé ou public), aux entreprises (et notamment aux petites et moyennes, grâce à des prêts spéciaux à faible taux d'intérêt), aux anciens (dont la retraite a été, et sera encore, sensiblement augmentée), de profiter effectivement des avantages obtenus, grâce à une lutte constante contre l'inflation.

Que l'exemple de la Grande-Bretagne serve de leçon à ceux qui seraient tentés par les promesses trompeuses de la gauche ; les travaillistes au pouvoir ont dévalué la livre sterling, augmenté les impôts de 1.500 milliards, bloqué les salaires, augmenté la plupart des prix, sans pour autant résorber un chômage dramatique de 750.000 personnes.

Sur le plan local, au cours de mon troisième mandat parlementaire j'ai réalisé, en une seule année, 2.185 interventions de cas particuliers pour les électeurs, auxquels s'ajoutent les nombreuses démarches pour les communes, les syndicalistes, l'éducation nationale, les commerçants, les jeunes et les personnes âgées.

Plus particulièrement, je rappellerai :

— Pour les jeunes, l'obtention de 2 Mille-Clubs pour Remereville et Varangeville.
— Pour Saint-Nicolas-de-Port, la bataille du Barrage du Petit-Rhône.
— Pour Neuves-Maisons, les accords obtenus entre Châtillon-Commentry, le Gouvernement et Kléber-Colombes.

Il reste encore beaucoup à faire et à faire vite...

C'est pourquoi vous rejetterez les suggestions de ceux qui vous proposent :

— l'aventure et le drapeau noir,
— la dictature et le drapeau rouge.

Vous préfèrerez de profondes réformes faites dans le respect des libertés et de notre drapeau bleu, blanc, rouge.

Vous voterez pour l'équipe

WILLIAM JACSON

Médecin
Chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire
Croix de guerre, Citations à l'Ordre de l'armée, de la division et du régiment
Membre du Conseil de district
Conseiller municipal de Nancy
Président fondateur de l'Association nationale de défense des intérêts des personnes âgées et infirmes
Président fondateur des foyers-villages de France
Président du groupe des 44 parlementaires de l'Est
Conseiller à la Haute Cour de Justice
Commissaire aux affaires étrangères

Remplaçant éventuel :

JEAN BREITENREICHER

V.R.P.
Conseiller général
Suppléant du député sortant
Conseiller municipal de Nancy
Membre du Conseil de District
Secrétaire de la Commission des sports
Délégué de l'aide sociale
Délégué de la Commission de secours et incendie
Membre du Conseil d'administration de l'Hospice Saint-Charles et J.-B. Thierry
Chevalier du Mérite national
Chevalier des Palmes académiques
Médaille d'honneur des Sapeurs-pompiers

Deux fidèles compagnons, c'est un bloc de sûreté, c'est un bloc de sécurité.

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Nancy-Est, Nancy-Sud.

M. Pierre WEBER

(Candidat républicain indépendant — Défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(R.I.)

Chères électrices, chers électeurs,

Mai 1958.

Dans l'euphorie, l'espérance et l'enthousiasme, les Français contribuent à l'avènement de la Ve République.

Elle a, depuis, redonné au pays la paix et une monnaie solide ; elle a permis d'importantes réalisations en matière de logements, d'écoles et de locaux universitaires, d'installations sportives et culturelles, d'infrastructures diverses ; elle a apporté, malgré des difficultés, des progrès indéniables sur le plan économique et social ; elle a défendu les intérêts du monde agricole sur le plan intérieur et dans le contexte européen.

Mai 1968.

— Parce qu'aucune œuvre humaine n'est parfaite,
— Parce que les statisticiens et technocrates ont trop souvent relégué à l'arrière-plan les aspects humains,
— Parce que l'économie de paix crée des problèmes complexes souvent méconnus,
— Parce qu'enfin des politiciens impénitents, entraînés et souvent dépassés par des meneurs communistes et anarchistes, cherchaient par tous les moyens à s'emparer du pouvoir.

La France vient de vivre des heures douloureuses, dramatiques et graves de conséquences.

Le chaos, le désordre et l'anarchie n'ont pas été tolérés par le Chef de l'Etat et, à la satisfaction de la population, il a décidé, par le recours à de nouvelles élections législatives, de faire appel au pays.

Malgré le grave malaise actuel, la République sera sauvée.

Les électeurs sauront créer les conditions favorables à une véritable relance civique, économique et sociale.

Il appartiendra au Gouvernement de comprendre et de réaliser leur volonté.

Cette consultation électorale va décider de l'avenir de la Nation ; le choix du député ne sera pas uniquement basé sur un programme économique et social traditionnel, il sera essentiellement « politisé ».

A côté des tenants du totalitarisme et de leurs alliés dans l'opération de destruction des institutions, de bouleversement des structures, de ruine du pays, il existe encore trop de cloisonnements et de dispersion entre les citoyens sensés qui constituent la très grande majorité du peuple français.

Devant la situation actuelle, le devoir est net : les particularismes et les ambitions, les étiquettes politiques et les spéculations plus ou moins machiavéliques ne méritent plus d'être pris en considération. La population demande avec insistance, dans le respect de la démocratie, de la liberté et des institutions, l'ouverture gouvernementale aux représentants de toutes les familles politiques unies par leur opposition au communisme et à l'anarchie ; faisons ici aussi de l'« œcuménisme ».

L'avenir heureux que nous souhaitons tous à la France sera obtenu par un élargissement de la majorité, une compréhension plus grande entre Gouvernement et Parlement, une possibilité continue d'échanges de vues, de contacts directs avec la base, de dialogue, de concertation, de participation plus efficace et réelle à tous les niveaux.

Telles sont les notions auxquelles j'ai toujours été attaché et dont le Conseil municipal de Nancy, dans sa constitution et ses méthodes de travail, est une preuve tangible.

Il était de mon devoir de rappeler ces principes, que je n'ai jamais transgressés et auxquels je souhaite qu'ils soient mieux compris et suivis à l'échelon national, avant d'aborder l'exposé des lignes directrices de mon programme électoral.

Comme depuis des années, ce programme est basé sur les constatations et observations que je fais, jour après jour, à l'occasion de mes contacts avec la population, dans un véritable « dialogue permanent ».

Il vise essentiellement à

— Défendre l'être humain, ses conditions de vie, de formation, de logement, de travail ;
— Promouvoir l'expansion de l'économie et veiller au maintien de la valeur de la monnaie ;
— Maintenir et consolider la paix, dans la tolérance, l'ordre et la liberté.

L'être humain doit être la préoccupation constante du pouvoir ; il mérite respect, considération et justice.

Pour nos concitoyens, qui doivent se pénétrer de leur interdépendance, il faudra poursuivre à un rythme soutenu les réalisations entreprises en matière de logements, écoles, équipements sportifs et culturels, hôpitaux et facultés, centres de formation technique.

Les salaires devront rémunérer avec équité le travail, dans le souci de la sauvegarde de la valeur de l'argent.

Il faut redonner à une jeunesse nombreuse, aussi bien dans le monde du travail que dans le monde étudiant, un idéal et la confiance en l'avenir ; cette jeunesse mérite réponse à ses inquiétudes et contestations ; elle doit recevoir une formation civique qui lui permette de mieux comprendre les problèmes et de pouvoir ainsi mieux se préparer à participer à la vie du pays.

Les structures de l'université seront, selon l'engagement du Président de la République, adaptées à notre temps.

Des allocations familiales, basées sur le respect des textes, doivent aider à la vie des familles nombreuses ; des améliorations sont à apporter aux ordonnances sur la sécurité sociale.

Une vie de travail mérite une retraite dans la sécurité et la dignité ; les retraites ne devront plus obliger leurs bénéficiaires à rechercher un emploi rémunérateur ou à vivre de la charité.

L'économie doit en ses secteurs divers (industrie, commerce, agriculture, professions libérales) continuer à être aidée et stimulée ; tout devra être mis en œuvre pour lui procurer des possibilités de compétitivité avec les pays du Marché commun ; des implantations sont à réaliser, des débouchés à ouvrir.

Une « formation continue » offrira à tout citoyen la possibilité d'une promotion sociale méritée ou d'une adaptation professionnelle rapide en cas de mutation.

Il faudra réaliser rapidement les infrastructures (autoroutes, canaux, aérodromes, etc.), qui conditionnent les implantations industrielles.

Dans un climat de compréhension et d'efficacité, le principe de la « participation » du travail et du capital sera à étudier.

La paix est, dans l'ordre des priorités, le bien le plus estimé et les plus estimable. Je continuerai résolument les actions que je mène depuis des années en faveur d'une meilleure connaissance et d'une amitié confiante entre les peuples d'Europe, avec le souhait de voir progresser l'adhésion des esprits et des cœurs à cette notion européenne et de finalement aboutir à l'institution de l'Europe unie.

Dans la défense de ce programme, je ne perdrai jamais de vue les intérêts et les besoins de Nancy et des communes de nos cantons de Nancy-Est et Sud ; mes démarches et mes actions continueront à en favoriser l'expansion et à leur assurer la place et le rôle qu'elles méritent au sein de la région lorraine.

Avec moi, vous ne permettrez pas que soit remise en cause, ralentie ou sabotée l'évolution que connaît la France depuis dix ans.

Au drapeau rouge et au drapeau noir, nous répondrons par notre fidélité au drapeau tricolore et notre espérance dans le drapeau de l'Europe.

Chères électrices, chers électeurs, parce que je vous connais et que nous nous connaissons de longue date, je sais qu'à l'aventure, à l'incompétence, aux idéalismes rêveurs et trompeurs, vous saurez massivement opposer la sécurité, l'expérience et le réalisme.

Vous voterez pour un programme humain basé sur l'ordre, le progrès scientifique et social, la prospérité et la paix.

Vous voterez

Docteur P. WEBER

Député de la IIIe circonscription de Meurthe-et-Moselle depuis novembre 1958
Membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales
Représentant français au Conseil de l'Europe au cours de la dernière législature
Républicain indépendant — Défense de la République
Maire de Nancy — Président du District urbain
Vice-président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle
Président du Syndicat intercommunal scolaire de l'enseignement du premier degré
Président de l'Office d'H.L.M. de Nancy
Membre de la Commission de développement économique régional de Lorraine
Membre du Comité des communes d'Europe
Médaille de la résistance — Chevalier du Mérite agricole — Chevalier du Mérite sportif
Chevalier de l'Ordre des Palmes académiques
Officier dans l'Ordre du Mérite du sang
Commandeur dans l'Ordre du Mérite de la République fédérale allemande
Commandeur dans l'Ordre du Mérite de la République italienne

Remplaçant éventuel :

Docteur H. DE MISCAULT

Militant familial
Chevalier de la Légion d'honneur — Croix de guerre 1939-1945 — Médaille de la Résistance

---

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Arracourt, Baccarat, Badonviller, Bayon, Blâmont, Cirey-sur-Vezouze, Gerbéviller, Lunéville-Nord, Lunéville-Sud.

M. Jean BICHAT

(Candidat Républicain indépendant - Ve République)
élu le 23 juin 1968
(R.I.)

Chère électrice, cher électeur,

Il y a quinze mois, la confiance que vous avez manifestée à mon suppléant, André Morel, et à moi-même, nous a chargés d'un mandat dont nous nous sommes efforcés de nous acquitter, avec conscience, dans la fidélité, à la majorité qui nous avait accordé ses suffrages et dans la recherche constante du bien de l'arrondissement. Les événements en ont interrompu le cours.

Avec vous, nous avons vécu cette crise nationale qui a ébranlé notre pays. Ses remous ne sont certainement pas près de s'apaiser.

Avec vous, nous avons redouté les effets de cette explosion violente, lorsque nous l'avons vue prise en mains par des éléments extrémistes et totalitaires sous le masque du syndicalisme.

Avec vous, nous avons été indignés à la vue du drapeau noir érigé sur nos bâtiments nationaux.

En ces circonstances, les Républicains indépendants ont été aux côtés du chef de l'Etat les défenseurs de la République et de la légalité.

Au cours de la législature qui vient d'expirer, j'ai souvent déploré la coupure qui séparait les élus en deux camps opposés alors qu'il s'agissait de rassembler les efforts pour faire face aux immenses problèmes :

— de la jeunesse,
— de l'emploi,
— de l'urbanisation,
— de la transformation de l'agriculture,
— de l'ouverture des frontières.

La crise que nous traversons réclame impérieusement la réunion de tous les démocrates, loin du cloisonnement historique des partis, pour rechercher la solution des problèmes essentiels :

— *l'avenir de la jeunesse et l'enseignement,* en précisant les conditions d'examen pour les prochaines sessions et en fixant la procédure des réformes de structure de l'université ;
— *l'amnistie ;*
— *l'information,* en recherchant l'indépendance nécessaire aussi bien que le sens des responsabilités des moyens d'information ;
— *l'économie française,* menacée dans son expansion en 1968 et dans la réalisation du Ve Plan, ébranlé en ce qui concerne la vitalité des entreprises et la solidité du franc.

Une politique économique complète doit être recherchée pour parer au péril de la hausse des prix aux risques de l'affaiblissement du commerce extérieur et de l'augmentation des difficultés de l'emploi.

Elle s'efforcera d'assurer la défense de la monnaie et la conservation d'une économie aux frontières ouvertes, permettant l'expansion et la défense des prix tant agricoles qu'industriels. Elle établira un plan intérimaire de deux années en faveur de l'emploi et du développement économique.

Parmi les mesures qu'il pourra comporter, je proposerai le lancement d'un important programme de logements sociaux.

Une politique de crédit facile pour les entreprises en proie à des difficultés de trésorerie du fait des grèves et des hausses de salaire.

La stimulation des investissements productifs grâce à des fonds d'emprunt.

Il faudra assurer :

— la sécurité de l'emploi,
— la mobilité professionnelle,
— l'emploi des jeunes, et des travailleurs âgés de plus de 50 ans,
— une formation professionnelle continue, facteur de promotion,
— une information régulière sur la marche de l'entreprise, permettant un dialogue réel et confiant entre les travailleurs et les dirigeants d'entreprises.

Je souhaite voir s'améliorer l'aspect humain des mutations agricoles, la protection des personnes âgées, des anciens combattants et des victimes de guerre.

Conscient des difficultés qui assaillent certaines industries de notre arrondissement et des soucis des entreprises artisanales, commerciales et agricoles, je continuerai à leur apporter mon aide chaque fois qu'elles le souhaiteront.

Persuadé qu'une excessive centralisation paralyse les efforts de la Nation et diminue l'enthousiasme créateur de ses citoyens, je suis partisan d'une politique régionale responsable :

— du logement,
— des équipements hospitaliers, sociaux et sportifs,
— de l'éducation et de la formation,

— des moyens de communication (terrains d'aviation, téléphone, télex, autoroute, etc.),

laissant subsister le cadre départemental valable pour un grand nombre d'interventions, sous l'arbitrage et la coordination d'une autorité ministérielle.

Je souhaite un réforme communale favorisant une réelle autonomie communale au sein de groupements librement consentis.

Je défendrai la place que doit occuper notre arrondissement au sein de la Lorraine dans une pleine participation aux activités de la Nation dans la constitution d'une Europe unie.

Chère électrice, cher électeur,

Je suis certain que, persuadés autant que moi-même de la nécessité des réformes à poursuivre, vous ne voulez pas cependant que soit remise en cause, ralentie et sabotée, l'évolution que la France connaît depuis dix ans.

Au drapeau rouge et au drapeau noir, répondons par notre fidélité au drapeau tricolore et notre espérance dans le drapeau de l'Europe.

A l'aventure, à l'incompétence, aux idéalismes rêveurs et trompeurs, nous opposons :

— le respect de la démocratie, gage de nos libertés,
— la stabilité gouvernementale,
— l'union des citoyens et leur participation dans l'enthousiasme à la préparation de l'avenir.

Votez pour un programme basé sur le respect de la personne humaine, dans la recherche de l'ordre, de la prospérité, de la paix et pour la défense de la République.

Jean BICHAT

Docteur en Médecine
Conseiller général
Maire de Lunéville
Député sortant

Candidat Républicain indépendant - Ve République

Remplaçant éventuel :

André MOREL

Docteur-vétérinaire

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Colombey-les-Belles, Domèvre-en-Haye, Haroué, Thiaucourt, Toul-Nord, Toul-Sud, Vézelise.

M. Christian FOUCHET

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices et électeurs du Toulois et du Xaintois,

Nous venons vous appeler, dans le cadre de notre région, à l'Union nationale et à la défense de la République.

Nous nous présentons ensemble pour bien montrer que toutes les familles de la majorité nationale sont unies pour faire face au danger qui nous a gravement menacés et qui nous menace encore : voir la France tomber dans le totalitarisme du Parti communiste et de ses alliés.

Le Président de la République a montré où était le devoir. Le Toulois et le Xaintois, terre de patriotes et de soldats qui ne veulent plus voir profaner ou insulter le drapeau français ; terre d'agriculteurs, qui savent que tout ce qui est désordre et anarchie ne peut amener que les plus grands malheurs ; terre de travailleurs, attachés, aux réalités des choses et refusant la démagogie qui ne mène qu'à la ruine ; oui, le Toulois et le Xaintois, nous en sommes convaincus, répondront à l'appel du général de Gaulle.

Christian Fouchet, compagnon du général de Gaulle depuis 1940, sans cesse chargé par lui des responsabilités les plus lourdes, a montré depuis quatorze mois, comme élu de Meurthe-et-Moselle, ce qu'il était capable de faire pour la région. Dans le Toulois et le Xaintois mêmes, l'implantation d'industries nouvelles, l'ouverture d'écoles ont été possibles grâce à son action.

André Picquot, vous le connaissez depuis toujours et vous lui avez fait confiance. Il est un des vôtres. Il connaît par cœur tous vos problèmes. Il s'est toujours attaché à les résoudre.

Leur action conjugué sera d'autant plus efficace pour votre circonscription.

Mais le Toulois et le Xaintois ne peuvent pas être heureux dans une France qui serait abandonnée au malheur. Ce n'est pas au moment où les pays de l'Est de l'Europe commencent à secouer les liens qui les entravent que la France va choisir de tomber sous le joug du communisme ou de ses fourriers de la Fédération socialiste ou du P.S.U.

Ce n'est pas au moment où le Gouvernement français vient d'obtenir pour les agriculteurs des avantages substantiels dans le cadre du Marché commun, au moment où il redouble d'efforts pour en obtenir davantage encore, que nous allons les compromettre irrémédiablement. Ce ne sont d'ailleurs pas seulement les agriculteurs et les ouvriers, mais aussi les cadres, les classes moyennes, indispensables à la marche du pays, les artisans fidèles à une grande et nécessaire tradition, les retraités dont les droits sacrés comme ceux naturellement de nos chers anciens combattants, et les jeunes, qui sont l'avenir, qui en subiront les terribles conséquences.

Nous venons de parler des jeunes ; nous connaissons leur inquiétude : elle ne sera pas apaisée par le désordre. Elle ne le sera que par la solution du problème de l'emploi auquel nous nous sommes déjà attachés et que nous allons maintenant prendre à bras-le-corps.

Il faut que les Français s'unissent pour la défense de la République, qu'ils ne se laissent pas entraîner au savant jeu de bascule que leur proposent les partis du centre, opposés au général de Gaulle, et qui, en définitive, même sans le vouloir peut-être, jouent le jeu du communisme.

Il faut que les Françaises, gardiennes des foyers et des valeurs traditionnelles de la patrie, il faut que tous les Français disent oui au général de Gaulle, oui à la France.

Aidez-nous de votre voix !
Vive le Toulois et le Xaintois !
Vive la liberté !
Vive la République !
Vive la France !

Christian FOUCHET
Ancien Ministre
Commandeur de la Légion d'honneur
Croix de guerre
Médaille de la Résistance
Ancien député de Meurthe-et-Moselle

Remplaçant éventuel :

André PICQUOT
Député sortant
Maire de Lucey
Vice-Président de l'Association des maires de Toul-Sud et Nord
Président des Caisses de mutualité sociale et agricole de Meurthe-et-Moselle
Président du Comice agricole de l'arrondissement de Toul
Chevalier du Mérite civil — Officier du Mérite agricole

2e CIRCULAIRE

Chère électrice, cher électeur,

A 40 voix près nous passions au premier tour.

Nous remercions de tout cœur les 15.489 électrices et électeurs qui ont répondu ainsi, sur notre nom, à l'appel du général de Gaulle, et ont donné le plus cinglant démenti à l'Internationale que chantaient, l'autre jour à Toul, pour tenter vainement de m'empêcher de parler, les opposants à la Ve République.

Au scrutin de dimanche prochain, une majorité plus substantielle encore doit dire oui au progrès dans la liberté ; oui aux réformes dans l'ordre ; oui à l'union, la plus large possible, pour la défense de la République ; oui au général de Gaulle.

Voter, le 30 juin, est un devoir national pour chacun.

Trop de manœuvres sournoises restent possibles, trop de voix nationales se sont égarées sur une candidature aujourd'hui dépassée pour que la majorité nationale relâche sa vigilance et son action.

Que les abstentionnistes d'hier se souviennent que la République n'a été jadis proclamée qu'à une voix.

Entre la Ve République et le socialisme allié du communisme
Votre choix est simple :

Comme les sept conseillers généraux de votre circonscription.

Vous voterez pour

Une équipe résolue :

— au service du Toulois et du Xaintois ;
— pour les réformes nécessaires ;
— Pour la défense de la République et de la liberté.

CHRISTIAN FOUCHET

Ancien Ministre
Ancien député de Meurthe-et-Moselle
Commandeur de la Légion d'honneur
Croix de guerre
Médaille de la Résistance

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ PICQUOT

Député sortant
Maire de Lucey
Vice-Président de l'Association des maires de Toul-Sud et Nord
Président des Caisses de mutualité sociale et agricole de Meurthe-et-Moselle
Président du Comice agricole de l'arrondissement de Toul
Chevalier du Mérite civil — Officier du Mérite agricole

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Audun-le-Roman, Briey, Chambley-Bussières, Conflans-en-Jarnisy.

M. Hubert MARTIN

(Candidat républicain indépendant pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Electeurs, électrices de la circonscription de Briey,

Nous vivons des jours angoissants et difficiles.

Chacun de nous se pose de nombreuses questions sur le présent et sur notre avenir.

Nous avons connu des attentes longues, pénibles, inquiétantes. Puis la réponse est venue, ferme, décisive, le 30 mai par la voix du général de Gaulle, Chef de l'Etat.

La France s'est ressaisie. Mais, comme les événements le prouvent, le péril est toujours présent.

I. — *La France doit maintenant affirmer sa volonté de liberté et de progrès.*

Dans l'ordre rétabli, dans une stabilité politique renforcée, grâce à l'élargissement de la majorité parlementaire, doit s'instaurer un dialogue constructif entre le Gouvernement, le Parlement, les corps intermédiaires et les forces vives de la Nation ; sans un tel dialogue, nous retomberons dans l'agitation et le désordre.

II. — *Notre pays a pris conscience des réformes nécessaires.*

Dans de nombreux domaines et en particulier :

— scolaire et universitaire (de la maternelle à la faculté) ;
— économique : agriculture, industrie, commerce, artisanat et P.M.E. ;
— social (plein emploi et participation).

Ces objectifs ne peuvent être atteints que dans la paix sociale et dans l'expansion, dans la liberté qui implique la défense des institutions contre les tentatives des anarchistes, du Parti communiste et d'une poignée de politiciens qui veulent — ne l'oublions pas — accéder au pouvoir dans l'illégalité, par un coup de force.

III. — *Le progrès social réalisé ces jours derniers, ne pourra subsister, le niveau de vie des travailleurs, des personnes âgées et de tous les Français ne pourra s'élever que par la défense de notre monnaie.*

Il faut éviter l'inflation et la hausse des prix dont la France et les Français ont tellement souffert et que nous ramènerait inévitablement un Gouvernement dit de gauche.

L'inflation serait aussi nuisible à l'extérieur qu'à l'intérieur : elle nous empêcherait, notamment, de tenir notre place dans le Marché commun.

IV. — *La Lorraine et tout spécialement le Pays Haut veulent sortir de la crise, préparer leur avenir et leur économie.*

Depuis 1962, je me suis efforcé de parer aux effets de la crise. Mes soucis sont les vôtres : assurer le plein emploi de tous, en améliorant certes les mesures prises en faveur du secteur des mines et de la sidérurgie, mais surtout, en diversifiant les industries comme je n'ai jamais cessé de le préconiser.

J'ai poursuivi, depuis quinze mois, les efforts entrepris au cours de mon mandat. Certains ont abouti, mais il reste beaucoup à faire. Un député a infiniment plus de poids qu'un maire : des investissements productifs sont en projet pour notre région. Il est vital qu'ils se concrétisent dès demain dans les domaines suivants :

— *Industrie :* nouvelles entreprises indépendantes de la sidérurgie sur nos terrains à industrialiser (en plus des projets en cours de réalisation : Voyer à Valleroy, Steri à Auboué, Solorec à Fontoy, Meoni à Moutiers, Croisées et Profils à Chambley, Sofermat à Brehain).

— *Communications :* c'est la condition essentielle pour réussir la diversification industrielle. Il est absolument nécessaire d'accélérer la réalisation des infrastructures en projet, telles que : les autoroutes Nancy—Metz, Paris—Thionville—Luxembourg.

— *Enseignement :* nous avons les établissements. Reste maintenant à adapter l'enseignement aux besoins de notre région et de son temps.

— *Santé :* notre circonscription est équipée ou va être équipée d'un Institut médico-pédagogique, d'une école d'infirmières, d'un hôpital de 600 lits, d'une école nationale de perfectionnement relevant de l'Education nationale.

Aujourd'hui, en m'accordant massivement vos suffrages, vous me permettrez de poursuivre encore plus efficacement mon action.

Enfant du pays, conscient de vos soucis et des problèmes qui vous angoissent, ma préoccupation constante est de défendre votre niveau de vie, votre avenir, et notre idéal commun : la liberté.

Votez

Docteur HUBERT MARTIN
Maire de Briey

Candidat républicain indépendant pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

MAURICE INGLEBERT
Artisan horloger

2e *CIRCULAIRE*

La coupure de la France en deux, n'est ni raisonnable, ni moderne, ni française. Au moment où il faut faire face à la fois à la montée de la jeunesse, à l'urbanisation, à la transformation de l'agriculture, à l'ouverture des frontières, comment demander à 50 % des Français de décider seuls, en ignorant les autres ? N'est-ce pas contraire à la participation politique, et n'est-ce pas créer les conditions d'un affrontement dès que les mesures à prendre sont difficiles ou impopulaires ? C'est pourquoi nous proposons l'élargissement de la majorité et du Gouvernement, pour y inclure tous ceux qui refusent la menace mortelle pour la paix et pour la liberté que représente désormais l'alliance de la Fédération et du Parti communiste.

Valéry GISCARD D'ESTAING.

Chers amis de la circonscription de Briey,

Je tiens tout d'abord à remercier du fond du cœur les 18.385 électrices et électeurs qui m'ont accordé leurs suffrages au premier tour témoignant :

- — de l'efficacité de l'action que j'ai menée pendant et après mon mandat parlementaire ;
- — de leur volonté de maintenir les institutions républicaines ;
- — de leur confiance dans les réformes proposées par le groupe des Républicains indépendants.

Mais le combat que nous menons pour la défense de la République et le développement d'une France libre, sociale et prospère n'est pas terminé. Il reste encore beaucoup à faire. Je crois qu'il est utile de rappeler les propositions essentielles qui feront, j'en suis sûr, la France de demain.

— Le dialogue dans l'ordre restauré.

— Les réformes dans la liberté.
— La promotion d'un nouveau contrat social.

I. — *Le dialogue dans l'ordre restauré :*

J'ai toujours été attaché au respect de l'ordre et de la légalité. Je le suis plus que jamais au moment où la République est menacée dans ses fondements. Mais il faut renouer les liens du dialogue, malheureusement trop distendus dans tous les domaines: collectivités locales, organisations professionnelles, syndicats par exemple.

II. — *Les réformes dans la liberté :*

— *C'est la décentralisation* de l'Administration, l'accroissement des responsabilités réelles des collectivités locales et la création d'une véritable collectivité régionale se substituant aux CODER.
— *C'est l'autonomie* des universités, la participation des étudiants à la gestion, la réforme des études et des examens.
— *C'est la participation* librement consentie des travailleurs permettant une véritable entreprise démocratique.
— *C'est la participation* librement consentie des jeunes à l'élaboration et à la gestion de leurs organismes.

III. — *La promotion d'un nouveau contrat social :*

— *Assurer la sécurité de l'emploi* pour l'ensemble des travailleurs, des jeunes, sans oublier les travailleurs âgés.
— *Assurer le fonctionnement normal du syndicalisme* en adoptant le principe de la section syndicale d'entreprise et de l'intéressement des travailleurs.
— *Assurer la dignité des travailleurs,* notamment par une information régulière sur la marche de l'entreprise et la formation continue nécessaire pour offrir à tous de réelles chances de promotion interne.
— *Humaniser les transformations agricoles* par l'amélioration progressive de l'équipement et un effort de modernisation avec l'aide de l'Etat.
— *Aménager la Sécurité sociale :* je demande que les ordonnances soient soumises au Parlement afin de pouvoir proposer des amendements : aménagement du taux du ticket modérateur, retour à une gestion plus démocratique.
— *Assurer une meilleure protection des personnes âgées,* notamment par l'indexation du montant de l'allocation sur le SMIG, et par son relèvement.
— *Protéger l'existence des artisans* et des petites et moyennes entreprises contre la technocratie et l'accroissement des charges.
— *Mais avant tout, il est impératif de procéder immédiatement au relèvement des bas salaires afin que tous les Français puissent vivre dans la dignité.*

Voici donc, chers électrices et électeurs, l'essentiel du programme que je vous propose de soutenir avec moi dans une majorité élargie. Certains d'entre vous retrouveront sans doute avec étonnement de nombreuses propositions semblables à celles exposées par des candidats que la loi électorale a obligés à s'effacer. C'est pourtant le programme des Républicains indépendants.

Que chacune et chacun d'entre vous vote selon sa conscience, en femme et en homme libre. Mais d'abord jugez ce programme en toute honnêteté.

Pour la région.
Pour les réformes.
Pour la République.

Docteur Hubert MARTIN
Maire de Briey

Candidat Républicain indépendant pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

Maurice INGLEBERT
Artisan horloger

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Longuyon, Longwy.

M. Jacques TRORIAL

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

— *Il faut que se poursuive absolument l'action entreprise pour notre région :*

après le démarrage de la route à quatre voies Longwy-Thionville,
après les investissements nouveaux à Senelle, la Chiers, la Providence, Micheville,
après la venue des premières industries nouvelles dans le pays haut,
après la conventions sociale qui garantit les reclassements,
après les accords sur la réduction de la durée du travail,
nous devons redoubler d'efforts pour assurer l'avenir des jeunes et préserver le potentiel de la région.

Vous savez bien que le candidat communiste nous ramènerait à zéro.

— *Vous voulez que s'accomplissent des réformes profondes dans les entreprises.* Vous êtes d'accord avec nous sur l'extension des responsabilités syndicales ; vous voulez que se multiplient les accords paritaires ; vous voulez aider les Pouvoirs publics à organiser la participation effective des travailleurs dans les entreprises.

On ne peut y arriver qu'à la condition formelle de défendre la République, la paix civile et les libertés.

— *La République est menacée par les groupements anarchistes. La République a failli être emportée par le Parti communiste les 28, 29 et 30 mai.*

Elle serait à nouveau en danger si une politique économique et financière sérieuse et compétente ne permettait pas de préserver au maximum les avantages acquis et de maintenir notre industrie et notre agriculture compétitives dans le Marché commun.

Seule une majorité républicaine élargie et rajeunie maintiendra la paix civile, fera respecter les libertés et pourra briser toutes les résistances pour imposer les réformes.

Le 23 juin le peuple français choisira librement entre la République et le communisme totalitaire.

Avec tous les responsables politiques sincèrement attachés aux libertés républicaines.

Avec tous les syndicalistes réfléchis.

Avec tous les citoyens conscients de l'importance exceptionnelle de l'élection.

Vous rassemblerez massivement vos voix sur

TRORIAL
Député sortant

Remplaçant éventuel :

RICHOUX
Adjoint au maire de Longwy

Pas d'abstention.

La France et la République ont besoin de votre vote.

2e CIRCULAIRE

Dès le premier tour 18.191 électrices et électeurs m'ont donné leur voix.

Je les remercie de cette confiance.

Il s'en est fallu de 367 voix seulement que je sois élu au premier tour.

Dimanche, il faut que vous votiez massivement Trorial-Richoux : voici pourquoi :

1. *Il faut poursuivre l'action déjà entreprise pour l'équipement, l'industrie et l'emploi* à Longwy - Villerupt - Longuyon ; Porcu découragerait toutes les bonnes volontés, il nous couperait de l'ensemble du pays ; il nous ramènerait à zéro.

2. *Il faut une majorité solide,* aussi large que possible, pour défendre les augmentations de salaires, éviter l'inflation et garantir nos chances dans le Marché commun.

3. *Il faut une majorité solide pour réussir de nouvelles réformes.*

La Ve République a réalisé des transformations profondes : nouvelles institutions, décolonisation, indépendance nationale, stabilité monétaire, équipements publics, etc.

Elle fera aboutir les réformes qui s'imposent aujourd'hui dans l'université, dans l'administration et dans les entreprises ; elle brisera les résistances conjuguées du capitalisme conservateur et du Parti communiste pour imposer une véritable participation des citoyens et des travailleurs.

4. *Il n'y a pas d'accord possible entre le Parti communiste et les partis de gauche républicains* ; jamais les contradictions entre eux n'ont été aussi évidentes. En

réalité, le rapprochement P.C. - Fédération a affaibli la Fédération ; on a eu le même exemple dans les élections municipales du Pays Haut.

5. *Tous les républicains,* qu'ils soient centristes, fédérés, P.S.U. ou gaullistes, tiennent par dessus tout aux élections libres et aux libertés : liberté syndicale, droit de grève, liberté du travail.

C'est pourquoi tous les républicains barreront la route au communisme périmé synonyme de parti unique, de totalitarisme bureaucratique, de grève interdite, de niveau de vie plus bas.

Le premier tour a traduit un réflexe national d'indignation contre le désordre et l'illégalité. Le second tour, à Longwy comme dans toute la France, doit marquer une puissante volonté d'union des Français et d'élargissement de la majorité : c'est la condition pour gagner la bataille de l'avenir.

Pour la région.
Pour les réformes.
Pour la République.

Un député :

JACQUES TRORIAL
Député sortant

Remplaçant éventuel :

ROBERT RICHOUX

S'abstenir, c'est démissionner ou voter communiste.

MEUSE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ancerville, Bar-le-Duc, Commercy, Gondrecourt-le-Château, Ligny-en-Barrois, Moutiers-sur-Saulx, Pierrefitte-sur-Aire, Revigny-sur-Ornain, Saint-Mihiel, Triaucourt-en-Argonne, Vaubecourt, Vaucouleurs, Vavincourt, Vigneulles-lès-Hattonchâtel, Void.

M. Louis JACQUINOT

élu le 23 juin 1968

(U.D.R.)

Mes chers compatriotes,

Je sollicite à nouveau vos suffrages. Ces élections ayant une fois de plus, une importance capitale. Je ne puis m'y dérober.

Au cours d'une vie politique déjà longue, j'ai toujours pris, particulièrement aux heures critiques, une position sans équivoque.

Je demande à mes adversaires de me rendre au moins ce témoignage.

Mon ami René Rousselot, après tant d'années d'une action commune, d'une solidarité sans faille, comme d'une amitié sans nuages ne sera pas mon suppléant. Il vous en a expliqué les raisons dans une lettre émouvante publiée par toute la presse régionale. Qu'il me permette de rendre une fois de plus, hommage à son courage, à son dévouement au service du département de la Meuse et du Pays.

Son éloignement dû à son état de santé, la crise dramatique que nous traversons, la nécessité d'une représentation agricole ont projeté Monsieur Matrot brutalement sur la scène politique. Il est parmi les plus qualifiés pour prendre une telle succession. Ensemble, nous sommes décidés à l'action départementale, régionale et nationale.

Mais rien ne se crée dans le désordre.

Un régime totalitaire, quelles que soient ses réalisations, exclut par sa nature, toutes les libertés : de presse, de croyances, d'opinion et de travail conquises au cours de notre histoire au prix de luttes renouvelées et souvent sanglantes. Ces libertés furent, il y a quelques jours, menacées par une combinaison politicienne (Gouvernement provisoire sans élection, candidature de M. Mitterrand à la présidence de la République) le tout aggravé par les conditions politiques posées par le Parti communiste à la poursuite des négociations engagées. Les uns et les autres spéculaient sur le départ du général de Gaulle, dont la ferme décision et l'appel émouvant ont brisé cette tentative de coup d'état.

Les institutions ont résisté à cette dure épreuve. Notre situation dans le monde était souvent enviée, mais la violence est contagieuse et les revendications, souvent légitimes, sont illimitées.

Il est vain de supputer les erreurs et les lacunes ou les fautes inévitables dans la gestion d'un grand pays moderne.

Les progrès incessants de la science et de la technique, l'éveil ou le réveil de peuples anciens ou d'Etats nouveaux, une concurrence chaque jour plus âpre posent des problèmes qui se renouvellent sans cesse et qu'aucun gouvernement ne peut aisément résoudre.

Le dialogue ? Il n'a pas manqué entre électeurs et élus au cours de nombreuses consultations. Peut-être est-il insuffisant entre les pouvoirs publics et les différents groupes professionnels, sociaux et culturels ? Il doit permettre de respecter dans une atmosphère de liberté, la personnalité, la dignité des groupes et des individus.

Dans notre département, le Comité d'aménagement et d'équipement procède de cette conception puisqu'il fait appel aux différentes professions et catégories sociales. Nous pourrons ainsi atteindre les objectifs départementaux que j'ai fixés au cours des différentes sessions de notre conseil général.

Les conditions d'industrialisation étant, d'une part, la réalisation de grands axes de circulation, l'implantation d'établissements formant des techniciens ou des ouvriers qualifiés et un environnement touristique attractif.

Vous connaissez depuis longtemps les grandes lignes d'une politique extérieure et intérieure que la presse, la radio ou la télévision par les voix des représentants de la majorité et de son chef ont tracées largement.

Je voudrais simplement insister sur quelques points essentiels en rapport avec la crise aiguë que nous traversons.

Il va de soi qu'il nous faut d'abord retrouver un climat social apaisé. L'ordre véritable est celui que les réformes établissent durablement.

Beaucoup ont été réalisées, d'autres entreprises, mais le besoin de réformes profondes est apparu encore qu'elles ne sont pas toujours clairement exposées par ceux-là mêmes qui reprochent au pouvoir de ne les avoir pas envisagées et qui même s'opposaient à celles qu'ils réclament aujourd'hui. Exemple : l'Université.

Il faut, en beaucoup de domaines, une participation plus effective et plus complète.

Mais encore, doit-on s'entendre sur son contenu et ses modalités. La décision en tout état de cause étant prise par les seules autorités politiques et économiques responsables.

Mais des problèmes urgents vont se poser.

L'augmentation des salaires, dont quelques-uns étaient insuffisants, décidée d'un seul coup dans les secteurs publics et privés va peser lourdement sur notre économie à la veille de l'ouverture des frontières en vertu des engagements auprès de nos partenaires du Marché commun et de ceux du Kennedy round

Pour que les travailleurs en soient réellement bénéficiaires, il faut que ces augmentations ne soient pas illusoires, qu'une saine politique financière et monétaire le permette et qu'une politique d'expansion autant que possible à l'échelle européenne, soit envisagée avec plus d'ampleur. Encore faut-il tenir compte du facteur humain et l'Etat doit s'en préoccuper. L'appareil productif est fait pour l'homme et non pour les théoriciens et technocrates.

Autre remarque : les grandes entreprises (voyez dans certains grands états industrialisés) n'ont pas éliminé les petites et moyennes entreprises, pas davantage les grands magasins, les petits, moins encore l'artisanat — travail de qualité. Mais la situation appelle des mesures immédiates en faveur des uns et des autres — quelques-unes ont déjà été prises — d'autres doivent suivre. Nous le disons franchement à la classe ouvrière, son intérêt est de soutenir une telle politique (Pouvoir d'achat valable dans un climat de liberté) ; qu'elle y réfléchisse et ne suive pas ceux qui se contentent de slogans démagogiques.

L'exemple d'une majorité ayant vidé les caisses de l'Etat, et rappelant ceux qu'elle avait chassé pour les remplir, n'est pas assez lointain pour qu'on ne puisse s'en souvenir.

***

En ce qui concerne l'agriculture, l'augmentation des charges (en matière de salaires et charges sociales), ne pourra être compensée par une augmentation des

prix puisque ceux-ci sont désormais fixés au niveau européen. Leur élévation se répercuterait du reste sur les prix payés par le consommateur.

Par contre, il faudra accentuer l'équipement de l'agriculture — intellectuel : par l'intensification des moyens d'instruction et de promotion ; — matériel : par la poursuite et l'accélération des moyens en matière de remembrement, d'amélioration des sols et d'aménagement des structures et si possible par la création d'industries de transformation de produits agricoles.

D'autre part, une action sera à entreprendre auprès du Gouvernement en vue d'obtenir un relais de financement des charges sociales nouvelles, de manière que l'agriculture française ne se trouve pas handicapée vis-à-vis de ses concurrentes du Marché commun.

Mes chers compatriotes,

Pour une telle politique rapidement esquissée,

Pour une majorité la plus large possible, nécessaire pour bien gouverner, nous appelons nos compatriotes meusiennes et meusiens.

L'heure n'est pas aux critiques secondaires, ni au dénigrement systématique des personnes mais à l'effort commun, à la solidarité et à l'unité nationales contre la subversion qui nous guette.

Pour la République tant de fois menacée mais qui, grâce à vous, peut une fois encore être sauvée.

Louis JACQUINOT

Remplaçant éventuel :

Pierre MATROT

P.S. — Nous ne pourrons pas visiter les communes de notre circonscription, nous nous en excusons auprès de nos concitoyens. En ce qui me concerne, j'ai répondu autant que j'ai pu aux invitations nombreuses que j'ai reçues et je me suis efforcé, avec mes collaborateurs, d'aider chacune et chacun dans les difficultés qu'ils ne manquent pas de rencontrer dans leur vie quotidienne.

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Charny-sur-Meuse, Clermont-en-Argonne, Damvillers, Dun-sur-Meuse, Etain, Fresnes-en-Woëvre, Montfaucon, Montmédy, Souilly, Spincourt, Stenay, Varennes-en-Argonne, Verdun.

M. André BEAUGUITTE

(Candidat Républicain indépendant)
élu le 23 juin 1968
(R.I.)

Mes chers compatriotes,

En raison des circonstances, quatorze mois après la dernière consultation législative, me voici à nouveau devant vous.

Je sollicite vos suffrages sans appréhension, avec la parfaite sérénité du devoir accompli.

En mars 1967, dès le premier tour de scrutin, vous m'avez accordé la majorité absolue, comme vous l'aviez déjà fait antérieurement.

Depuis lors, je suis demeuré égal à moi-même, ne négligeant rien pour défendre vos intérêts. Ma doctrine se résume en deux mots : activité - dévouement. Je pense ne vous avoir déçus à aucun moment de ma vie publique puisque je n'ai jamais subi d'échec devant le suffrage universel, que se soit sous la IIIe, la IVe ou la Ve République.

Les différentes catégories sociales

Ma sollicitude s'est étendue à l'ensemble de la population, qu'il s'agisse des familles — personnes âgées, enfance — de la femme au foyer, des retraités, des anciens combattants, veuves de guerre, pensionnés, ascendants, prisonniers, anciens d'A.F.N. et des territoires extérieurs. Je n'ai oublié aucune des catégories sociales : ouvriers, manœuvres, artisans, fonctionnaires, agents des secteurs nationalisés, commerçants, industriels. J'ai usé de tous les moyens réglementaires dont je pouvais disposer pour assurer vos droits : propositions de loi, interventions au Parlement lors du vote du budget, questions orales à la tribune du Palais Bourbon, questions écrites publiées au *Journal officiel,* démarches auprès des Pouvoirs publics.

En ce qui concerne plus particulièrement les A.C., j'ai déposé voici un an une proposition de loi tendant à régler le contentieux essentiel demeuré en instance, c'est-à-dire le « rapport constant ». J'ai du reste pris l'engagement spontané auprès du Président de la Fédération meusienne des anciens combattants prisonniers de guerre de ne pas voter le budget du Ministère des Anciens combattants tant qu'il ne comporterait pas la reconnaissance, dans leur totalité, des légitimes revendications formulées en faveur de nos camarades, depuis ceux de 1914-1918 jusqu'à ceux de la guerre d'Algérie, en passant par les soldats de 1939-1945, y compris les veuves, les orphelins, les déportés et les résistants, les évadés et les passeurs.

Quant au progrès social, voici longtemps que je me suis attaché à la protection de la classe la plus défavorisée. La suppression des abattements de zones — qui devient enfin une réalité a constitué le pivot de mon programme, avec la majoration des allocations familiales, la réforme des ordonnances relatives à la sécurité sociale, la diminution de l'âge de la retraite au sujet de laquelle j'ai déposé une proposition de loi, les salaires dont l'indexation s'impose.

L'agriculture a joué un rôle majeur dans mes préoccupations. Aucun débat important ne s'est déroulé dans ce domaine sans qu'il ait comporté une prise de position vigoureuse de ma part. Je ne puis avoir commis la moindre erreur ou une omission quelconque à ce titre. A chaque réunion d'information agricole, j'ai en effet pris note, en détail, des propos du Président de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants et j'ai scrupuleusement traduit son point de vue à la tribune de l'Assemblée Nationale.

La paix extérieure et intérieure.

Je considère qu'aucune élévation de l'espèce ne saurait s'accomplir si la compréhension et la solidarité entre les peuples ne constituent pas une réalité tangible. J'ai œuvré dans cette direction en ma qualité de membre de l'Assemblée du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale, ainsi qu'à Verdun au cours des rencontres avec les délégations des pays étrangers dont j'accrois sans cesse le rythme. Il faudra bien parvenir à ne plus affecter des crédits considérables à une science de destruction qui nous ruine et supprimer nos aides à des Etats qui n'ont pas le sens de la fraternité.

Quant à la paix intérieure, je lui consacre beaucoup de soin, me penchant sans discrimination vers ceux qui souffrent ou sont victimes d'inégalités, plaçant chaque citoyen sur le même rang, ne refusant jamais mon concours à autrui.

Un homme libre.

J'appartiens au nombre des Républicains indépendants au sein de la Ve République. Je pense que cette dénomination suffit à expliquer ma tendance.

En me situant ainsi, je relève uniquement de ma conscience.

La censure.

Je n'ai pas participé au dernier scrutin de censure survenu le 22 mai.

Dans cette confrontation, l'Assemblée Nationale s'est divisée en deux blocs, celui de l'ordre et celui du désordre. La consolidation de l'un d'eux déterminera la politique de ces prochaines années. Il n'y a pas place pour un bloc intermédiaire.

Je ne me suis pas rangé du côté du désordre.

Je pense que la guerre civile aurait été le plus effroyable de nos malheurs. L'amélioration de l'existence des humbles et la réforme de l'Université doivent s'obtenir dans la juxtaposition et l'égalisation des points de vue.

Contact avec mes compatriotes.

La brièveté de la période électorale ne me permet pas de procéder à une véritable campagne. Dans une circonscription comportant 277 localités, mes possibilités se trouvent limités à des visites au nombre le plus important possible de communes. Je m'excuse par avance auprès des habitants de celles où je n'aurai pas eu le temps de me rendre.

Mes idées seront exposées dans un numéro de la « Dépêche meusienne », largement diffusé, qui vous parviendra, et où vous pourrez lire la reproduction d'information de la presse régionale évoquant mon action au cours de ces quatorze derniers mois.

La civilisation de demain.

Vaincre les intérêts privilégiés, ouvrir aux jeunes les portes de l'avenir, assurer à tous un outil de travail, permettre un acheminement progressif vers l'harmonisation des niveaux, supprimer le sentiment de frustration qu'éprouvent différentes classes de la Nation, telles apparaissent les bases d'une société nouvelle cessant d'être dominées par l'égoïsme.

Avançons la main dans la main et parvenons à promouvoir cette civilisation future que chacun réclame. Substituons le cœur à cœur à la division, la concorde à la désunion. On ne défend la démocratie qu'avec ses institutions. Modifions-les pour qu'elles permettent au Parlement de faire entendre en haut lieu la voix du peuple.

Une vie de labeur.

J'ai renoncé à la vie individuelle. Instinctivement, je suis mêlé à l'existence des autres.

Je sais que je n'atteindrai jamais mon but. Le travail sera toujours devant moi. Mais je puise à la source intarrissable d'une tâche accablante la force de continuer.

Je songe à ces paroles de Péguy : « La permanence de l'effort a quelque chose d'exaltant ».

Je compte sur vous pour tendre jusqu'au bout le ressort de volonté qui m'anime et me soutient.

Je compte sur vous pour me permettre de pratiquer, demain encore, la plus noble des doctrines, celle de l'entraide, de la sensibilité, de l'affection.

L'homme ne compte que par ses aspirations généreuses.

Vive la circonscription de Verdun !
Vive la République !
Vive la France !

André BEAUGUITTE

Remplaçant éventuel :

Michel RUFIN

Imprimerie de l'Assemblée Nationale

RECUEIL
DES
TEXTES AUTHENTIQUES
DES PROGRAMMES
ET ENGAGEMENTS
ÉLECTORAUX
DES
23 ET 30 JUIN 1968

I

–

(AIN À MEUSE)